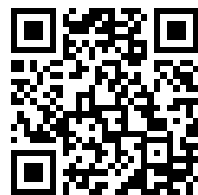

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



*Bulletin de la Société historique
et archéologique du Périgord*

Société historique et archéologique du Périgord

Fr 42.3

Harvard College Library



FROM THE GIFT OF

ARCHIBALD CARY COOLIDGE

(Class of 1887)

PROFESSOR OF HISTORY

FOR BOOKS ON FRENCH HISTORY



BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU PÉRIGORD.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD.



TOME VII



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE DUPONT ET C^e, RUES TAILLEFER, AUBERGERIE ET DES FARGES.

1880

Fr 42.3

Harvard College Library

JAN 19 1912

Gift of
Prof. A. C. Coolidge



STATUTS

DE

LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD.

ARTICLE PREMIER.

La *Société historique et archéologique du Périgord* a pour but : la recherche, l'étude et la conservation des documents et des monuments anciens, de tous les âges, qui intéressent l'histoire de notre province. Elle fera tous ses efforts pour développer, dans le département de la Dordogne, le goût, l'amour de l'étude du passé, en publiant le résultat de ses travaux sur les hommes et les choses des *vieux temps*, et en décernant, chaque année, des encouragements consistant en médailles, livres, œuvres d'art et mentions honorables, aux auteurs des meilleures dissertations qui lui auront été envoyées, et aux personnes qui, dans notre pays, auront entrepris des fouilles dirigées avec savoir ou qui auront sauvé de la destruction quelque monument antique d'une importance constatée.

ART. 2.

Le siège de la Société est fixé à Périgueux.

ART. 3.

La Société se compose :

- 1° De Membres Titulaires ;
- 2° De Membres Honoraires ;
- 3° De Membres Correspondants.

ART. 4.

Les Membres Titulaires doivent, annuellement, une cotisation de dix francs, et, le jour de leur réception, un *Droit de Diplôme* de dix francs.

ART. 5.

La Société se réunit dans une des salles du Musée archéologique départemental : 1° en *Séance mensuelle*, tous les premiers jeudis du mois ; 2° en *Assemblée générale*, le 27 mai, le lendemain de la fête dite de la Saint-Mémoire ; 3° en *Séance publique*, à l'occasion de la distribution des récompenses.

ART. 6.

Tous les deux mois, la Société publiera ses principaux travaux et des documents inédits sous le titre de :

BULLETIN

de la Société historique et archéologique du Périgord.

Tous les Membres Titulaires de la Société recevront le *Bulletin*. Il sera échangé avec les Sociétés savantes de la France et de l'Etranger qui nous honoreront de l'envoi de leurs publications.

ART. 7.

La Société est administrée par un Bureau composé de onze Membres :

Un Président ;
Cinq Vice-Présidents (un par arrondissement) ;
Un Secrétaire-Général ;
Trois Secrétaires-Adjoints ;
Un Trésorier-Archiviste.

ART. 8.

Le Bureau est nommé pour un an, en *Assemblée générale*.

ART. 9.

Le Président, assisté des Membres du Bureau, dirige les travaux, maintient l'ordre dans les *Séances*, donne et retire la parole dans les discussions, autorise la lecture des Mémoires présentés, propose les questions à résoudre, qui sont adoptées ou rejetées à la majorité des votes des Membres Titulaires présents. Mais, pour qu'une décision soit valable, il sera nécessaire que quinze Membres Titulaires assistent à la séance. En cas de partage égal des votes, la voix du Président est prépondérante. Un des Vice-Pré-

sidents remplace le Président absent ; l'initiative est due au plus âgé des cinq.

ART. 10.

Le Secrétaire-Général convoque aux réunions sur l'invitation du Président. Il tient le registre des délibérations. Il donne lecture des procès-verbaux de la dernière *Séance* ; il constate la présence des Membres en recueillant leurs signatures. Il est chargé de la correspondance ; il fait connaître ce qu'elle offre d'intéressant. Il reçoit et classe les matériaux envoyés à la Société ; il prend soin de l'impression du *Bulletin*. En cas d'empêchement ou de surcroît d'occupations, un des Secrétaires-Adjoints le remplace ou lui vient en aide.

ART. 11.

Des Commissions composées de trois ou de cinq Membres Titulaires seront formées pour l'examen des manuscrits et des documents de toute espèce, pour en rendre compte, les apprécier, et s'il y a lieu, en surveiller la publication conjointement avec le Secrétaire-Général.

ART. 12.

Les Commissions sont présidées de droit par le Président et, en cas d'empêchement, par l'un des Vice-Présidents ; le Secrétaire-Général en est le secrétaire, et, à son défaut, un des Secrétaires-Adjoints.

ART. 13.

Le Trésorier-Archiviste est dépositaire des fonds de la Société ; il est chargé du recouvrement des cotisations et de toutes les sommes dues ou données ; il débat tous marchés, révisé les mémoires de fournitures et de travaux faits pour le compte de la Société ; il acquitte, après contrôle du Bureau et approbation du Président, les dépenses votées en *Assemblée générale* ou en *Séance mensuelle*. Il conserve la collection du *Bulletin* et le recueil de tous les actes de la Société, les livres, les journaux, les manuscrits, les titres originaux, les antiquités, les œuvres d'art, en un mot tout ce qu'elle publie, achète ou reçoit en don.

En cas de dissolution de la Société, le Trésorier-Archiviste déposera les manuscrits et les titres originaux aux Archives départementales, les livres et journaux à la Bibliothèque publique de Périgueux, les antiquités et œuvres d'art au Musée archéologique du département de la Dordogne.

ART. 14.

Tous les ans, au mois de Décembre, la Société votera le Budget général de l'année suivante, après vérification des comptes du Trésorier-Archiviste.

ART. 15.

La Société étant constituée par quarante Membres Titulaires au moins, nul, à l'avenir, ne sera admis s'il n'en a fait la demande par écrit au Président et s'il n'est présenté par deux Membres Titulaires.

ART. 16.

Les Membres Honoraires et les Membres Correspondants sont nommés en *Assemblée générale* sur la présentation du Bureau ; lorsqu'ils assisteront aux *Séances*, ils auront l'honneur de siéger avec les Administrateurs de la Société.

ART. 17.

Les Mémoires manuscrits envoyés à la Société et qui auront été imprimés dans le *Bulletin* ne seront pas rendus à leurs auteurs.

ART. 18.

Toute discussion religieuse ou politique est formellement interdite.

ART. 19.

A la fin de chaque année, la Société proposera, en *Assemblée générale*, d'étudier une série de questions d'histoire et d'archéologie locale, et, l'année suivante, elle récompensera en *Séance publique*, les meilleures dissertations sur ces sujets. Elle réservera des médailles et des mentions honorables, ainsi qu'il a été spécifié à la fin de l'article 1^{er}, pour les personnes qui, dans le département de la Dordogne, auront sauvé de la ruine, mis en lumière, fouillé ou réparé avec intelligence des monuments antiques dignes d'intérêt.

ART. 20.

La révision d'un ou de plusieurs articles de ce Règlement ne pourra avoir lieu que sur la proposition de dix Membres Titulaires, et la décision sera prise en *Assemblée générale*.

Périgueux, le 1^{er} mars 1874.

LISTE DE MM. LES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ.



BUREAU.

Présidents d'honneur.

M. BARDI DE FOURTOU,  I, ancien ministre, député de la Dordogne.

M. LOROIS (Emile), *, ancien préfet de la Dordogne.

M^{gr} DABERT, *, évêque de Périgueux et de Sarlat.

Président.

M. le docteur GALY, *,  I, directeur des Musées.

Vice-président honoraire.

M. DE FROIDEFOND DE BOULAZAC.

Vice-présidents.

M. DE ROUMEJOUX.

M. le vicomte DE GOURGUES,  A.

M. le baron de VERNEILH-PUTRASEAU.

M. le marquis DE FAYOLLE.

M. Philippe DE BOSREDON, C *, ancien conseiller d'Etat.

Secrétaire-Général.

M. VILLEPELET,  A, archiviste du département.

Secrétaires-adjoints.

M. l'abbé RIBOULET, curé de Chancelade.

M. le vicomte DE LESTRADE DE CONTI, ✕, avocat.

M. CRÉDOT, employé à la préfecture.

Trésorier-Archiviste.

M. Jules CLÉDAT.

MEMBRES TITULAIRES.

MM.

Le marquis **ULRIC D'ABZAC DE LA DOUZE**, au château de Borie-Petit, près Périgueux.

Le comte **AYMAR D'ABZAC DE LA DOUZE**, licencié en droit, au château de Borie-Petit, près Périgueux.

M^{me} ALARY, à Eymet.

Le baron **AYMAR D'ARLOT DE SAINT-SAUD**, juge suppléant au tribunal de Lourdes (Hautes-Pyrénées).

D'ARTENSEC DE VERNEUIL, receveur de l'enregistrement, à Terrasson.

AUBIER (Gaston), négociant, administrateur de la Banque de France, à Périgueux.

AUDEMARD, notaire à Montanceix, par Saint-Astier.

AUZELY, ancien secrétaire général de la mairie, rue Taillefier, 35, à Périgueux.

Le docteur **BARBANCEY**, à Monpont.

BARDI DE FOURTOU (Oscar), ~~§~~ I, ancien ministre, député de la Dordogne, rue de Monceau, 66, à Paris.

BARDI DE FOURTOU (Paul), juge au tribunal de Ribérac.

BAREAU (Anatole), pharmacien, à Excideuil.

BARRAILLIER, conseiller d'arrondissement, substitut du procureur général, à Limoges (Haute-Vienne).

BASTIDE, pharmacien, à Périgueux.

BEAU-VERDENEY (Alexis), boulevard Saint-Germain, 46, à Paris.

Le comte **DE BEAUFORT**, O *, secrétaire-général de la Société de secours aux blessés militaires, rue de Verneuil, 43, à Paris.

BERNIS, propriétaire, à Périgueux.

BESSE (Léon), propriétaire à Saint-Méard de Drone, par Tocane-Saint-Apre.

BLEYNIE (Aubin), pharmacien, à Périgueux.

DE BOSREDON (Philippe), C *, ancien conseiller d'Etat, vice-président du Conseil général de la Dordogne, rue de Madrid, 21, à Paris.

DE BOSREDON (Alexandre), *, député, membre du Conseil général de la Dordogne, à la Fauconnie, par Terrasson.

L'abbé BOULEN, chanoine de la cathédrale, rue Malesherbes, 2, à Périgueux.

BOULLE (E.), photographe, à Périgueux.

BOURGADE (Alban) *, président de chambre à la Cour d'appel, rue de la Croix-Blanche, 24, à Bordeaux.

DE BOYSSON (Bernard), *, chef d'escadron au 11^e dragons, à Montauban (Tarn-et-Garonne).

DE BOYSSON (Richard), receveur particulier des finances, à Montreuil (Pas-de-Calais).

M^{me} DE BRACHET DE LA MENUSE, à Château-l'Evêque, près Périgueux.

BRÉHANT (Eugène), comptable, à Périgueux.

L'abbé BRUGIÈRE, curé de Coulounieix, près Périgueux.

DU BURGUET,  I, à Allemans, par Ribérac.

BUSSIÈRE (Georges), conseiller d'arrondissement, avocat, à Puychautu, par Agonac.

Le marquis DE CAMPAGNE, au château de Campagne, par le Bugue.

CARRAYROU,  A, directeur du collège d'Excideuil.

DE CARDENAL, substitut du procureur de la République, à Cahors (Lot).

L'abbé CARRIER, curé de Saint-Amand-de-Coly, par Montignac.

CARVÈS (Elie), propriétaire, à Bézenac, par Saint-Cyprien.

Le comte DE CASTÉRAS-SEIGNAN, *, ancien préfet, à Ménéplet, par Monpont.

M^{me} DE CAZENAVE, au château de Libersac, par Eymet.

DE CERVAT (Julien), *, juge au tribunal civil, à Sarlat (Dordogne).

M^{lle} DE CHABANS, au château de La Chapelle-Faucher, par Saint-Pierre-de-Côle.

CHAMINADE, propriétaire, au Vézinet (Seine-et-Oise).

DE CHANAUD, ancien juge de paix, à Sigoulès.

Le marquis DE CHANTÉRAC (Audoin), C *, ancien conseiller d'Etat, rue de Bellechasse, 17, à Paris.

Le comte DE CHANTÉRAC (Victor), au château de Chantérac, par Saint-Vincent-de-Connezac.

CHAPGIER-DALAIR (Amédée), banquier, à Saint-Yrieix (Haute-Vienne).

CHARBONNEL (Augustin), négociant, à Bergerac.

CHASTENET-DUCASTIN, * A, avocat, membre du Conseil général de la Dordogne, à Périgueux.

CHASTENET (Paul), greffier de la justice de paix, à Lanouaille.

Le docteur **CHAUME**, rue d'Angoulême, à Périgueux.

DU CHAZAUD (Albert), à Latourblanche.

L'abbé **CHEYSSAC**, * A, curé de La Roche-Chalais.

CHILHAUD-DUMAINE (Alfred), attaché d'ambassade, rue et passage Dauphine, 30, à Paris.

CLÉDAT (Jules), employé de banque, rue du Lycée, 1, à Périgueux.

CLÉDAT (Léon), professeur à la Faculté des lettres, rue Tronchet, 8, à Lyon.

L'abbé **COMBROUZE**, curé doyen, à Carlux.

Le comte **DE CONSTANTIN**, à Beaumont-du-Périgord.

CORNEILHAN, * A, conseiller de préfecture de la Loire-Inférieure, rue Gresset, 8, à Nantes.

COULOMBEIX, docteur en droit, ancien juge de paix, à Bussière-Badil.

COURTEY (Léon), licencié en droit, à Nontron.

COURTEY (Raymond), étudiant, rue d'Angoulême, à Périgueux.

CRÉDOT (Julien), employé à la préfecture, à Périgueux.

CROS DE ROCHEFORT, à Vélignes.

DE CROZALS, * I, proviseur du lycée de Carcassonne (Aude).

Le comte **DE CUMOND**, au château de Cumond, par Saint-Privat.

Mgr **DABERT**, *, évêque de Périgueux et de Sarlat.

L'abbé **DARDÉ**, curé d'Excideuil.

DARTENSET (Jean), receveur ruraliste, à Périgueux.

DAURIAC, percepteur, à Périgueux.

DEBETS DE LACROUSILLE (Armand), docteur en médecine, directeur de la vaccination, à Périgueux.

DEBETS DE LACROUSILLE (Marc), ancien procureur de la

République, au château de Lasteyrie, par La Rochebeaucourt.

DECLÈVE, percepteur, à Vierzon (Cher).

DECOUS DE LAPEYRIÈRE, *, ancien procureur général, à Périgueux.

L'abbé DELBOURG, curé de Saint-Jacques de Bergerac.

DELPIT (Martial), ancien député, membre honoraire du Comité des monuments historiques, à Castang, près Bouniagues.

DELPIT (Jules), membre de l'Académie de Bordeaux, à Izon, par Vayres (Gironde).

DELSUC, banquier, cours Tourny, à Périgueux.

DEMARTIAL, *, sous-directeur de la 5^e direction (services administratifs), au Ministère de la guerre, à Paris.

DEREIX, trésorier-payeur général, à Chaumont (Haute-Marne).

DESCHAMPS (Romain), maire de Razac-sur-l'Isle, près Périgueux.

DESCHAMPS, directeur de l'école primaire communale de Saint-Martin, à Périgueux.

L'abbé DESCHAMPS, curé de Notre-Dame-de-Sanilhac, près Périgueux.

DESLIGNIÈRES (Marcel), architecte, attaché aux travaux de la ville de Paris, rue Treilhard, 19, à Paris.

DOCHE, juge de paix, à Guîtres (Gironde).

DONNEAUD, directeur des contributions indirectes, à Périgueux.

DOSÉ, élève de l'Ecole des Beaux-Arts, professeur de dessin au lycée de Périgueux.

DOURSOUT (Edmond), négociant, à Périgueux.

DUBET, architecte, à Périgueux.

DUCREY (Eugène), conseiller référendaire de 1^{re} classe à la Cour des comptes, rue Blanche, 11 bis, à Paris.

DUCCROS, instituteur public, à Lanouaille (Dordogne).

DUFOUR (Georges), A, avocat, rue de Bruxelles, 13, à Paris.

DUFOUR, *, négociant, à Périgueux.

L'abbé DUFOURS, chanoine honoraire, vicaire-général du diocèse, à Périgueux.

DUJARRIC-DESCOMBES (Albert),  A, notaire, au Grand-Brassac, par Tocane-Saint-Apre.

DUPONT (Paul), imprimeur, rue J.-J. Rousseau, à Paris.

DUPUIS (Jean), étudiant en droit rue de Bordeaux, 2, à Périgueux.

DUPUY, dessinateur-lithographe, à Périgueux.

DUPUY, négociant, archiviste de la ville, à Bergerac.

DURAND (Charles), conducteur des ponts et chaussées, à Razac, près Périgueux.

DURIEUX (Lin), propriétaire, au Grand-Brassac, par Tocane-Saint-Apre.

DUSOLIER (Emile), ancien sous-préfet, à Nontron.

DUVERNEUIL (Alcide), instituteur à Saint-Martial-d'Artensei, par Monpont.

L'abbé **DUVERNEUIL**,  A, aumônier du lycée de Périgueux.

Le docteur **FABRE-TONNERRE**, chevalier de l'ordre des SS. Maurice et Lazare, ex-médecin chef du service sanitaire de la ville de Calcutta (Inde anglaise), ex-vice-président titulaire de la Société d'agriculture et d'horticulture de l'Inde, membre de la Société royale asiatique de Calcutta, secrétaire-général de la Société d'horticulture, rue d'Angoulême, 17, à Périgueux.

FARGAUDIE, *, inspecteur général des ponts et chaussées, boulevard Saint-Germain, 146, à Paris.

FARGIS (Alexandre), professeur de dessin au lycée de Périgueux.

FARGEOT (Camille), juge suppléant, avocat, à Ribérac.

FAURE (Paul), négociant, à Périgueux.

Le marquis **DE FAYOLLE**, au château de Fayolle, près Tocane-Saint-Apre.

Le comte **Gérard DE FAYOLLE**, licencié en droit, attaché honoraire à la Direction des musées nationaux, au château de Fayolle, près Tocane-Saint-Apre.

FAYOLLE (Angel), licencié en droit, à Ribérac.

FÉAUX (Maurice), agent-voyer, à Périgueux.

FÉLIX (Célestin), homme de lettres, à Bergerac.

Le comte **DE FLEURIEU** (Henri), au château de Marzac, près les Eyzies.

Le vicomte DE FONTENAY (Anselme), ingénieur de la Compagnie d'Orléans, au château de Puychenil, par Mareuil.

FORNERON (Henri), rue de La Boétie, 102, à Paris.

FRAISSE (Georges), conducteur des ponts et chaussées, bibliothécaire de la bibliothèque populaire, à Périgueux.

FRENET, licencié en droit, chef de division à la préfecture, à Périgueux.

DE FROIDEFOND DE BOULAZAC (Alfred), propriétaire, à Périgueux.

FRUT (Joseph), avocat, à Vergt.

Le docteur GALY, *,  I, ancien maire de la ville de Périgueux, directeur des musées, ancien correspondant du Ministère de l'instruction publique, à Périgueux.

GALY (Paul), ancien attaché d'ambassade, ancien sous-préfet, à Marsac, près Périgueux.

GARÈS (Emile), substitut du procureur de la République, à Ribérac.

L'abbé GARNAUD, curé de Saint-Etienne de la Cité, à Périgueux.

GASSON BUGAUD D'ISLY (Robert), secrétaire d'ambassade, au château de La Roche, par Excideuil.

De GÉNIS (Joseph), au château de Veyrignac, par Carlux.

DE GÉRARD (Gaston), docteur en droit, professeur d'économie sociale à l'Université catholique, rue de Bourgogne, 13, à Lille (Nord).

DE GÉRARD (René), à Sarlat.

GILLES-LAGRANGE (Fernand), *, notaire, à Périgueux.

GIRARD DE LANGLADE (Cyprien), à Eyliac, par Saint-Pierre-de-Chignac.

GISCLARD, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, ancien conseiller de préfecture, à Périgueux.

GONTIER MAINE DE BIRAN (Elie), rédacteur au Ministère de l'intérieur, rue des Missions, 22, à Paris.

Le vicomte DE GOURGUES,  A, correspondant honoraire du Ministère de l'instruction publique pour les travaux historiques, au château de Lanquais, par Lalinde, et hôtel de Gourgues, rue de Gourgues, 5, à Bordeaux.

L'abbé GOUSTAT, curé de Pontours, par Lalinde.

L'abbé GOUZOT, chanoine, curé-archiprêtre de la cathédrale de Saint-Front de Périgueux.

L'abbé GOYHENÈCHE,  A, docteur en théologie, curé de Bourgnac, par Mussidan.

L'abbé GRANGER, curé de Château-l'Evêque, par Périgueux.

GRENIER, notaire, à Saint-Barthélemy-de-Bellegarde, par Monpont.

DE GRÉZEL (Raoul-François), à Saint-Aubin-de-Lanquais, par Issigeac.

GUILLIER (Ernest), notaire, à Périgueux.

HARDY (Michel),  A, correspondant du Ministère de l'instruction publique, archiviste de la ville, à Périgueux.

HERMANN (Gustave), licencié en droit, juge de paix, à Excideuil.

HOARAU DE LA SOURCE, membre du Conseil général, maire de Rouquette, au château de Pouthet, près Eymet.

Le docteur JAUBERT, rue de Bordeaux, à Périgueux.

JAUVINAUD, propriétaire, à Léguillac-de-l'Auche, par Saint-Astier.

JUDET DE LA COMBE (Eugène), notaire à Nontron.

L'abbé LABAT, chanoine de la cathédrale, à Périgueux.

LABONNE-LAROCHE,  , ancien payeur du Trésor, à Tocane-Saint-Apre.

Le docteur DE LABROUSSE, ancien maire de Mussidan.

LABUTHIE, avocat, juge suppléant, à Nontron.

LACOMBE (Henri), O  , capitaine de vaisseau, directeur du port, à Toulon (Var).

LACOMBE (Jules), receveur des postes, à Smyrne (Turquie d'Asie).

Le docteur LACOMBE, président de la Société médicale de la Dordogne, rue Bourdeilles, à Périgueux.

LACOTTE-MINARD (Henri), à Chalignac, près Bordas.

Le docteur LADEVI-ROCHE, au château de Saint-Germain-du-Salembre, par Neuvic-sur-l'Isle.

LAFOSSE, greffier du tribunal civil, à Bergerac.

DE LAGRANGE-CHANCEL, propriétaire, au Lamentin (Martinique).

Le marquis DE LAMBERTYE, à Cons-la-Granville (Meurthe-et-Moselle).

LAMOTHE-PRADELLE, ~~et~~ A, notaire, à St-Pierre-de-Chignac.

Le baron LAPEYRE DE LA PAGÉZIE, à Saint-Lazare, par Condat-sur-Vézère.

LAPEYRE (Fernand), avocat, à La Roche-Chalais.

DE LARIGAUDIE (Jules), propriétaire, à Périgueux.

DE LARMANDIE (Charles), ancien magistrat, à Pouyol, par Villamblard.

LAROCHE (Léo), au château de Labesse, par Saint-Pierre-de-Chignac.

DE LA SALLE DU MAIGNAUX, maire d'Eyzerat près Thiviers.

LA SELVE (Edgar), de la Société des gens de lettres, professor at Gresham Grammar School, New Street, Holt, comté de Norfolk (Grande-Bretagne).

Le marquis DU LAU D'ALLEMANS, rue Jean Goujon, 37, à Paris.

L'abbé LAURIÈRE, curé de Cubjac.

Le comte Gaëtan DE LAURIÈRE, au château de Bellerive, par Le Buisson de Cabans.

Le marquis DE LA VALETTE, G *, ancien ministre, au château de Cavalerie, près Bergerac.

LAVERGNE, statuaire, rue de l'Eglise, 9, à Montreuil-sous-Bois (Seine).

LAVY (François-Gustave), ancien adjoint, à Brantôme.

DE LENTILHAC (Eudore), secrétaire général de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Dordogne, à Saint-Jean-d'Ataux, par Saint-Vincent-de-Connezac.

Le docteur LÉONARDON, *, à Monpont.

Le vicomte DE LESTRADE DE CONTI (Marcel), chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, avocat, au château de Barrière, à Périgueux.

LEVICOMTE (Paul), *, architecte, rue de Ponthieu, 36, à Paris.

LOROIS (Emile), *, ancien préfet de la Dordogne, rue Cambon, 5, à Paris.

Le comte DE LOSSE (Emmanuel), au château de Bannes, par Beaumont-du-Périgord.

Le docteur **MACHENAUD**, cours Saint-Jean, 61, à Bordeaux.

Le docteur **MAIGNE** (Odon), *, maire de Cubjac.

MAIGNE (Charles), *, ancien trésorier-payeur général, rue d'Albe, 6, à Paris.

Le marquis **DE MALET**, membre du Conseil général de la Dordogne, au château de Puycharnaud, par Nontron.

Le comte **DE MALEVILLE**, au château de Fénélon, par Carlux.

M^{lle} DE MAMONY, rue de Lancry, 17, à Paris.

MANDIN (Jules), architecte, à Périgueux.

MARÉCHAL, député, membre du Conseil général de la Dordogne, au château de Puyferrat, près Saint-Astier.

MARIAUD (Casimir), percepteur, à Brantôme.

MARMIER (Gaston), membre du Conseil général de la Dordogne, capitaine du génie, attaché à l'état-major du Ministre de la guerre, à Paris.

DU MAS-PAYSAC (Henri-Mathieu), maire de Creyssensac, par Bordas.

MASSIAS, instituteur public, à Payzac-de-Lanouaille (Dordogne).

DE MASSOUGNES (Albert), rue des Bezines, 57, à Angoulême.

MAUREAU (Télémaque-Charles), écrivain, à Villamblard.

MAURICE, **A**, professeur au lycée de Périgueux.

MAURY, instituteur public, à Siorac-de-Belvès.

MÈGE-LAVIGNOTTE, avoué-licencié, à Ribérac.

MENETREL, *, **I**, inspecteur d'académie honoraire, à Périgueux.

MÉNIEL fils (Joseph), négociant, à Sainte-Foy-la-Grande (Gironde).

MERCIER-LACOMBE, sous-inspecteur des télégraphes, à Périgueux.

L'abbé **MESTAÏEZ**, curé, à Savignac-les-Eglises.

MICHEL, directeur de l'enregistrement et des domaines, à Nantes.

Le docteur **MILLET-LACOMBE**, à Mialet.

MILLET-LACOMBE, avocat, à Périgueux.

L'abbé **MONMONT**, curé de Capdrot, par Monpazier (Dordogne).

DE MONTAIGUT (Elie-Alphonse), conservateur des hypothèques, à Périgueux.

DE MONTARDY (Gaston), propriétaire, rue du Plantier, à Périgueux.

DE MONTARDY (Elie), propriétaire, rue d'Angoulême, à Périgueux.

DE MONTCHEUIL (Paul), avocat, place Dauphine, 44, à Bordeaux.

DE MONTÉGUT (Henri), correspondant du Ministère de l'instruction publique, vice-président du tribunal civil, avenue du Crucifix, 19, à Limoges (Haute-Vienne).

DE MONTFERRAND (Lodois), au château de Montréal, par Mussidan.

MOREAUD (Albert), négociant, à Périgueux.

MOURIÉ, *, conseiller honoraire de Cour d'appel, à Périgueux.

MÜESER, capitaine au 32^e de ligne, à Châtelleraut (Vienne).

NALET (Henri), architecte, rue Neuve-des-Jacobins, 14, à Périgueux.

Le comte DE NATTES, O *, colonel du 93^e régiment de l'armée territoriale, au Mas de Montet, par Ribérac.

PALUT (P.-P.), tonnelier, à Bergerac.

Le docteur PARROT (Henri), O *, ~~officier~~ I, cours Montaigne, à Périgueux.

L'abbé PARROT (Ernest), curé doyen, à Monpont.

PASTOUREAU, O *, ingénieur, ancien chef de bureau au Ministère de la marine, rue de la Course, 17, à Bordeaux.

DU PAVILLON (Léon), vice-président de la Société d'agriculture, sciences et arts, rue Barbecane, à Périgueux.

DU PAVILLON, doyen du Chapitre de la cathédrale, à Périgueux.

DU PAVILLON (Xavier), au château de Larigaudie, par Villamblard.

L'abbé PERGOT, chanoine honoraire, curé doyen de Terrasson.

DU PÉRIER DE LARSAN, procureur de la République, à Sarlat.

L'abbé DU PLANTIER, curé doyen de Saint-Cyprien.

DE POURQUÉRY DE BOISSERIN, négociant, à Bergerac.

POUYADOU (Ferdinand), licencié en droit, percepteur, à Verteillac.

POUYAUD, *, pharmacien, président du tribunal de commerce, à Périgueux.

L'abbé PRADIER, curé de Saint-Agne, par Lalinde.

DE PRESLE, propriétaire, à Cherveix, par Cubas.

Le docteur PUYGAUTHIER (Henri), à Tocane-Saint-Apre.

L'abbé REBIÈRE, chanoine de la cathédrale, directeur de la *Semaine religieuse*, à Périgueux.

RENAUD (Louis), *, architecte en chef de la Compagnie d'Orléans, rue du Vieux-Colombier, 20, à Paris.

REVERDIT, vérificateur des tabacs, à Montignac.

Le docteur REY (Paul), ancien juge de paix, au Bugue.

REYNAL, pharmacien, rue Marbœuf, 77, à Paris.

RIBAUT DE LAUGARDIÈRE, propriétaire, à Nontron.

RIBETTE, chef de district de la Compagnie d'Orléans, à Périgueux.

L'abbé RIBOULET, curé de Chancelade, près Périgueux.

L'abbé RICHARD, curé de Rouquette, par Eymet.

ROCHE (Georges), propriétaire, à Brie, commune du Chap-deuil-Saint-Just, par Latourblanche.

ROCHON DU VIGNAUD (Albert), au château de la Rigaudie, par Ribérac.

Le comte DE ROFFIGNAC (Ferdinand), ancien sous-préfet, au Castel-Fadèze, près Périgueux.

Le T. R. P. Dom BENOÎT ROQUE, prieur de la Chartreuse de Vauclaire, près Monpont.

ROUGIER, * A, instituteur public, au Bugue.

DE ROUMEJOUX (Anatole), inspecteur divisionnaire de la Société française d'archéologie, au château de Rossignol, par Bordas.

Le docteur ROUSSELOT-BEAULIEU, rue Maleville, à Périgueux.

Roux (Eugène), rédacteur en chef de l'*Echo de la Dordogne*, à Périgueux.

Le marquis DE SAINT-ASTIER, propriétaire, au château des Bories, près Périgueux.

Le marquis DE SAINTE-AULAIRE, *, ancien député, au château de Siorac, par Saint-Astier.

Le comte DE SAINTE-AULAIRE, ancien sous-préfet, à la Luminade, près Périgueux.

Le comte DE SAINT-LÉGIER, au château de Richemont, par Brantôme.

DE SAINT-MARTIN (Albert), au château de Puyfaiteau, par Nontron.

SAINTMARTIN, négociant, censeur de la Banque de France, à Périgueux.

DE SAINT-OURS, ancien adjoint au maire, à Sarlat.

DE SAINT-PAUL (Maurice), 2, rue Pasquier, à Paris.

L'abbé SALLEIX, curé de Saint-Privat-les-Prés.

La marquise DE SANZILLON, au château du Lieu-Dieu, près Périgueux.

SARLANDE (Albert), député de la Dordogne, au château de La Borie, par Champagnac-de-Belair.

SARLANDIE (Arthur), ~~et~~ A, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, ancien chef de division à la préfecture de la Dordogne, à Périgueux.

SARLAT, substitut du procureur de la République, à Bergerac.

SARLAT (Ludovic), homme de lettres, greffier du tribunal civil de Sarlat.

SAUMANDE (Georges), avoué, à Périgueux.

SCHOEFFER (Paul), ancien sous-préfet, avocat, rue des Vieux-Augustins, 13, à Périgueux.

Le vicomte DE SEGONZAC, au château de Sorel, par Ressons (Oise).

SERMENSAN, O *, ~~et~~ I, colonel du 50^e régiment d'infanterie de ligne, à Périgueux.

DE SIORAC (Armand), *, inspecteur divisionnaire des lignes télégraphiques, à Limoges.

SORBIER (Théodore), membre du Conseil général de la Dordogne, maire de Montignac-le-Comte.

SORBIER (Georges), licencié en droit, à Montignac-le-Comte.

TAILLEFER (le marquis WLGRIN DE), maire de Lempzours, par Saint-Pierre-de-Côle.

TAILLEFER (Oswald), *, député de la Dordogne, à Domme.

TARDE (Gabriel), juge d'instruction, à Sarlat.

Le général TATAREAU, C *, à Périgueux.

L'abbé TEYSSANDIER, curé de Villac, par Terrasson.

THÉLIGNY DU CASTAING, propriétaire, à Bergerac.

THIRION-MONTAUBAN, *, député de la Dordogne, rue François I^{er}, 19, à Paris, et au château de Montaigne, par Lamothe-Montravel.

Le comte DE TOUCHEBOËUF-BEAUMONT, propriétaire, à Périgueux.

Le docteur USSEL, médecin des épidémies, au Coux, par Siorac.

VACQUAND (Charles), propriétaire, rue de Bordeaux, 14, à Périgueux.

DE VALBRUNE (Ivan), conseiller d'arrondissement, à Saint-Astier.

VALETTE (Théodore), pharmacien, à Lesparre (Gironde).

VASSEUR (Charles), inspecteur de la Société française d'archéologie, à Saint-Germain, par Belvès.

Le baron DE VERNEILH-PUYRASEAU, correspondant du Ministère de l'instruction publique, membre de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux, au château de Puyraseau, par Piégut-Pluviers, et rue Montbazou, 19, à Bordeaux.

Le colonel DU VIGNAUD, O *, à Nontron.

VILLEPELET, A, archiviste de la Dordogne, rue Saint-Front, 2, à Périgueux.

DE VILLEPREUX (Louis), avocat, à Marmande (Lot-et-Garonne).

MEMBRES CORRESPONDANTS.

MM.

L'abbé ARBELLOT, chanoine de la cathédrale, à Limoges (Haute-Vienne).

L'abbé BARRÈRE, correspondant du Ministère de l'instruction publique, à Agen (Lot-et-Garonne).

BULLIOT (J.-G.), *, président de la Société Eduenne, à Autun (Saône-et-Loire).

Le comte DE BUSSY, administrateur de la Société des Études historiques, rue Gay-Lussac, 40, à Paris.

Le marquis DE CASTELNAU D'ESSENAULT, * A, correspondant du Ministère de l'instruction publique, membre de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux, au château de Paillet, par Langoiran (Gironde).

CHABANEAU, * I, professeur de philologie romane à la Faculté des lettres, à Montpellier (Hérault).

CHABOUILLET, *, conservateur au département des Médailles, à la Bibliothèque nationale, rue Colbert, 42, à Paris.

Le comte DE CHASTEIGNER (Alexis), ancien officier des haras, membre de plusieurs Sociétés savantes, à Bordeaux.

DE CHODZKO (Vitold), docteur en droit, au château de Lacôte, par Aixe (Haute-Vienne).

DE CROZALS, professeur d'histoire à la Faculté des lettres, à Rennes (Ille-et-Vilaine).

DELISLE (Léopold), O *, membre de l'Institut, administrateur général de la Bibliothèque nationale, à Paris.

DROUYN (Léo), *, membre de l'Académie de Bordeaux, correspondant du Ministère de l'instruction publique, rue Desfourniel, 30, à Bordeaux.

DRUÏLHET-LAFARGUE, secrétaire général de l'Institut des provinces, boulevard de Caudéran, à Bordeaux.

DUCROCQ, *, professeur à la Faculté de droit, à Poitiers.

FILLON (Benjamin), homme de lettres, à La Court de Saint-Cyr en Talmondaïs (Vendée).

Le docteur GARRIGOU, paléontologiste, à Toulouse (Haute-Garonne) et à Tarascon (Ariège).

GASSIES,  A, directeur du musée préhistorique, à Bordeaux.

GERMAIN, O *, membre de l'Institut, doyen de la Faculté des lettres, à Montpellier (Hérault).

GRELLET-BALGUERIE,  A, juge au tribunal civil de Lavaur (Tarn).

LAFON (Emile), *, peintre d'histoire, ancien directeur de l'école municipale de dessin de Tours, rue de Varennes, 42, à Paris.

LARTET (Louis), professeur à la Faculté des sciences de Toulouse (Haute-Garonne).

LE BLANT (Edmond), *, membre de l'Institut, président de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, rue Leroux, 7, à Paris.

LEGUAY,  A, architecte, rue de la Sainte-Chapelle, 3, à Paris.

A. DE LONGPÉRIER, O *, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, rue de Londres, 50, à Paris.

MARCHEGAY (Paul), archiviste honoraire du département de Maine-et-Loire, membre non résidant du Comité des travaux historiques, aux Roches-Baritaud, par Chantonnay (Vendée).

MARY-LAFON, *, bibliothécaire de la ville, à Montauban (Tarn-et-Garonne).

MASSÉNAT,  A, paléontologiste, à Brive (Corrèze).

ROBERT (Charles), C *, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, 25, boulevard de Latour-Maubourg, à Paris.

DE SAULCY, C *, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, président de la Commission des Gaules, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 54, à Paris.

TAMIZEY DE LARROQUE, *,  A, membre correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, à Gontaud (Lot-et-Garonne).

MEMBRE HONORAIRE.

M. le comte DE MELLET,  I, à Chaltrait, par Montmort (Marne).

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

Société historique et archéologique de la Charente, à Angoulême.

Société archéologique du Midi de la France, place Saint-Sernin, 7, à Toulouse (Haute-Garonne).

Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme, à Valence.

Société Eduenne, à Autun (Saône-et-Loire).

Société française d'archéologie, à Tours (Indre-et-Loire).

Académie nationale des sciences, arts et belles-lettres de Caen.

Société pour l'étude des Langues romanes, rue Raffinerie, à Montpellier (Hérault).

Société des Antiquaires de la Picardie, à Amiens (Somme).

Société nivernaise des lettres, sciences et arts, à Nevers (Nièvre).

Académie héraldique et généalogique italienne, à Pise (Italie).

Société archéologique de Bordeaux.

Société archéologique et historique du Limousin, à Limoges (Haute-Vienne).

Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers (Vienne).

Académie des sciences, belles-lettres et arts, à Chambéry (Savoie).

Société des sciences, belles-lettres et arts de Pau, à Pau (Basses-Pyrénées).

Société archéologique d'Ille-et-Vilaine, à Rennes.

Société des Etudes historiques, rue Gay-Lussac, 40, à Paris.

Société littéraire, historique et archéologique, à Lyon.

Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, à Brive.

Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, à Tulle.

Société des Antiquaires du centre, à Bourges (Cher).

Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, à Saintes (Charente-Inférieure).

Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes, à Nice.

Société des Etudes du Lot, à Cahors.

Société historique et archéologique du Maine, rue de Flore, 48,
au Mans.

Société archéologique de Montpellier.

Académie d'archéologie de Belgique, rue Léopold, 15, à Anvers.

Société d'agriculture, sciences et arts du Lot-et-Garonne, à
Agen.

Société nationale des Antiquaires de France, au palais du
Louvre, à Paris.

SÉANCES MENSUELLES

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD.

Séance du jeudi 4 décembre 1879.

Présidence de M. le docteur GALY.

La séance est ouverte à sept heures et demie du soir, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Jules Clédat, le marquis d'Abzac de La Douze, Bleyne, le docteur Chaume, Féaux, Michel Hardy, le chanoine Labat, Maurice et Villepelet.

Le procès-verbal de la réunion précédente est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT indique les ouvrages suivants comme ayant été offerts à la bibliothèque de la Société dans le courant du mois de novembre :

Le *Bulletin de la Société philomatique vosgienne*, 3^e et 4^e années, 1877-1879, 3 vol. in-8°, Saint-Dié, 1878 et 1879;

Les *Bulletins de la Société des antiquaires de l'Ouest*, troisième trimestre de 1879, in-8°;

Le *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, 11^e livraison, novembre 1879, in-8°;

La *Revue des langues romanes*, troisième série, tome II, n° 9-10, septembre et octobre 1879, in-8°;

Le *Giornale araldico* de l'Académie de Pise, numéro d'octobre 1879;

Par M. Edouard Taillebois, un exemplaire de son mémoire sur *La Société d'agriculture du Limousin, de 1763 à 1794*, in-8°, Brive, 1879.

M. LE PRÉSIDENT demande la permission d'y ajouter une plaquette qu'il vient de publier et qui fait honneur aux

presses de MM. Cassard, imprimeurs à Périgueux : *La Chanson de Marie Stuart*, d'après un manuscrit de la bibliothèque de P. de Bourdeille, baron de Richemont, abbé seigneur de Brantôme.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. LE PRÉSIDENT prie notre trésorier de faire venir pour la bibliothèque un livre de M. Clément-Simon, correspondant du Ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques, qui touche à l'histoire du Limousin et du Périgord, *La Vicomté de Limoges, géographie et statistique féodales*, avec une carte de la vicomté à la fin du xv^e siècle.

Diverses revues scientifiques demandent l'échange avec notre *Bulletin* : la Société, vu son tirage restreint, a le regret de ne pouvoir accepter leur proposition. Mais il est décidé qu'à partir du mois de janvier prochain, elle fera l'échange de ses publications avec la Société des antiquaires de France et la Société d'agriculture, sciences et arts du Lot-et-Garonne.

M. LAVERGNE, statuaire, et M. Raymond COURTEY, admis membres titulaires à la dernière séance, nous adressent leurs remerciements.

M. LE PRÉSIDENT croit qu'il convient de désigner en ce moment une commission des finances qui sera chargée d'examiner les comptes de fin d'année. Sont nommés membres de cette commission : MM. Bleynie, le docteur Chaume et Michel Hardy.

Puis il donne lecture d'un rapport très-bienveillant pour la Société, adressé par notre éminent correspondant M. Edmond Le Blant, de l'Institut, au Comité des travaux historiques dans sa séance du 10 février dernier, et qui a certainement dû contribuer beaucoup à nous faire obtenir cette année une des trois grandes médailles de la section d'archéologie. — L'assemblée se fait un devoir de voter des remerciements à M. Edmond Le Blant.

M. LE PRÉSIDENT annonce ensuite que l'important travail de notre vice-président M. Philippe de Bosredon sur la *Sigillographie du Périgord* est à la veille de paraître, et il exprime le vœu qu'il soit terminé à temps, c'est-à-dire avant le 31 dé-

cembre, pour être présenté au concours des meilleurs ouvrages sur les antiquités nationales. Il ajoute que M. de Bosredon a fait de grands frais pour la publication de cet excellent ouvrage, qui aura plus de 300 pages in-4° et sera accompagné de cinq planches lithographiées; il pense qu'il est juste en cette circonstance que la Société contribue pour une petite part dans la dépense, chaque membre titulaire devant du reste recevoir un exemplaire de l'ouvrage. Il propose en conséquence d'allouer à cet effet une somme de 400 francs. — La proposition est adoptée à l'unanimité.

C'est à ce concours des travaux sur les antiquités de la France, dit M. LE PRÉSIDENT, que notre savant correspondant M. l'abbé Arbellot, chanoine à Limoges, a obtenu cette année une mention honorable pour son mémoire plein d'érudition intitulé : *La vérité sur Richard Cœur-de-Lion*. L'assemblée apprend avec plaisir cette décision de l'Académie des Inscriptions.

M. HOARAU DE LA SOURCE envoie au Musée un fragment de hache polie provenant de St-Capraise d'Eymet; le débris d'un mortier de l'époque gallo-romaine; un beau dessin du Guerchin à la sepia et à la plume, de l'école bolonaise, et l'empreinte d'un sceau hexagone de 23 millimètres, du xv^e siècle, qui sera ainsi décrit par M. Ph. de Bosredon à la page 287 de sa *Sigillographie* :

« S. W. TARAVELA. DONZEL, *Sigillum Willelmi Taravela, donzelli*. — Dessin : Ecu penché, burelé de douze pièces, surmonté d'un heaume dont le cimier est supporté par deux mains; une étoile de chaque côté du cimier. — Ce sceau, qui est d'une jolie exécution, a été trouvé dans les ruines du château de Gorse, commune de Sainte-Eulalie d'Eymet. »

Notre honorable confrère fait savoir en même temps à M. le Président le prix que demande le possesseur des médailles gauloises récemment découvertes dans la commune de Rouquette pour en céder quelques-unes au Musée: ce prix paraît trop élevé à M. le Président.

M. l'abbé CARRIER, curé de Saint-Amand de Coly, adresse également au Musée plusieurs fragments gallo-romains trouvés récemment, à deux mètres au-dessous du sol, en creu-

sant une cave sous une maison du bourg d'Aubas, et qui lui ont été généreusement offerts par M. le curé d'Aubas. Deux de ces fragments en pierres, ornés d'oves et de fers de lances, ont fait partie d'une frise en placage; un troisième profilé en doucine est de marbre blanc; une rondelle de granit mince pour dallage à compartiments, un morceau de brique guilloché étaient aussi avec ces débris. Tous ces matériaux si ornementés paraissent avoir été utilisés au moyen-âge pour une cheminée (?). Il n'a été démoli qu'un côté du bâtiment ancien qui se trouve engagé dans les substructions modernes, et il y a lieu de supposer que de l'autre côté on retrouverait d'autres débris. Une fouille serait d'autant plus facile à exécuter qu'elle aurait lieu sur la place publique. On a découvert dans cette même cave un tombeau contenant des ossements humains.

Notre honorable confrère joint à son envoi un cachet trouvé, il y a quelques jours, dans de la ferraille par M. Gustave Freyssenge de Lasserre, commune de Saint-Amand-de-Coly. C'est le sceau du prieur de l'abbaye de bénédictins d'Argenteuil (Seine-et-Oise). Il porte saint Benoît debout tenant la crosse, le chef à moitié encapuchonné, et à côté ^{ST^{VS}} BENEDICTVS, puis autour la légende, SIGILLVM PRIORIS BEATÆ MARLÆ DE ARGENTOLIO. D'après la forme et la netteté des caractères, dit notre confrère, ce sceau doit être de la première moitié du xviii^e siècle, et je ne m'explique sa présence en Périgord que par la venue du prieur, à l'époque de la Révolution, chez des parents ou chez les religieux de Saint-Amand.

De son côté, M. le docteur Moreaud fils offre aussi au Musée deux grandes caisses d'échantillons géologiques, un fragment de hache en agate et un petit couteau provenant des tombeaux mérovingiens de Tocane-St-Apre : le tout a été recueilli dans cette localité ou les environs par notre regretté confrère M. le docteur Moreaud père.

M. le conservateur du Musée remercie tous les donateurs.

M. Michel HARDY a la parole pour faire connaître son opi-

nion sur les murailles de l'époque gallo-romaine de Tocane Saint-Apre, signalées à la dernière réunion :

« Comme il a été rapporté au procès-verbal de la dernière séance, dit-il, j'avais été chargé de soumettre à M. le marquis de Fayolle quelques observations sur les constructions étranges signalées par lui à Tocane Saint-Apre.

» Informé presque aussitôt de la mission qui m'était confiée, notre honorable confrère s'empressa de me venir trouver et, avec une amabilité extrême, s'offrit à me conduire lui-même à Saint-Apre pour résoudre sur place, s'il se pouvait, le petit problème archéologique que notre conversation n'avait pu parvenir à élucider.

» L'aspect des ruines, je l'avouerai franchement, m'inspira tout d'abord les mêmes perplexités qu'à M. de Fayolle. Des sections de murailles, comme il a été dit, paraissant s'appuyer les unes contre les autres et se coupant à angles aigus, se voyaient dans un talus fraîchement entamé pour les travaux du chemin de fer.

» Quelles étaient ces murailles, et pourquoi leur agencement si extraordinaire ?

» M'en étant approché, je vérifiai en premier lieu leur origine romaine. Outre la nature de leur construction en moyen appareil, je recueillis en effet, en contact avec elles, quelques débris de vases romains en poterie grossière, et remarquai dans la tranchée de nombreux fragments de tuiles à rebords.

» Mon attention se concentra ensuite sur une partie de maçonnerie plus soignée, déjà remarquée par M. de Fayolle, et limitée à sa partie supérieure par une ligne horizontale. Sa section révélait nettement la présence d'une aire battue en ciment romain. De plus, des blocages d'argile cuite et des pierres calcinées dans le voisinage immédiat de cette maçonnerie, démontraient qu'il y avait eu, en cet endroit, un feu assez vif et prolongé.

» M. le marquis de Fayolle ayant mandé tout de suite un ouvrier terrassier, nous lui fîmes dégager cette maçonnerie avec précaution, et non-seulement nous vîmes apparaître une aire parfaitement dressée, mais nous constatâmes qu'en s'en-

fonçant dans le talus, elle s'arrêtait à un plan d'abord vertical, puis s'infléchissant en voûte. Le doute n'était pas possible, nous venions de découvrir un four de boulanger romain.

» Dès lors il était manifeste que les murailles que nous avions sous les yeux n'étaient pas des ouvrages exceptionnels destinés à asseoir plus solidement des fondations, comme l'opinion en avait été émise, mais qu'elles entraient dans les règles communes des constructions antiques.

» Pour nous en convaincre, nous fîmes entamer le talus au sommet de l'un des angles aigus dessinés par les murailles, et nous reconnûmes que celles-ci étaient bien verticales. Le hasard seul avait voulu que le plan incliné, formé par le talus, avait coupé la maison romaine dans l'un de ses angles extrêmes. Trois chambres, l'une d'angle où était le four, et les deux autres lui étant contiguës, avaient été ainsi coupées de la façon la plus singulière.

» Ces trois pièces s'ouvraient sur le péristyle ou cour intérieure, et l'examen d'une tranchée, creusée tout auprès, nous permit de constater qu'une voie romaine se dirigeant vers la rivière, longeait cette habitation.

» Une lettre que je viens de recevoir de M. de Fayolle m'informe qu'il a envoyé à M. Bosc, conducteur des ponts et chaussées, en résidence à Tocane Saint-Apre, le plan des substructions romaines découvertes il y a environ quarante ans, lors de la construction de la route de Tocane à Montagri, lequel plan avait été publié dans les *Annales* de la Société d'agriculture par M. le D^r Moreaud.

» M. Bosc, heureux de prêter son concours à la Société historique du Périgord, a bien voulu promettre de relier avec ce plan celui des murailles récemment découvertes par la voie ferrée. »

L'assemblée remercie M. Hardy de son intéressante communication.

M. LE PRÉSIDENT nous apprend que la galerie de mythologie gauloise du Musée des Antiquités nationales, à Saint-Germain-en-Laye, vient de s'enrichir d'un monument des plus curieux : un autel à double face sur lequel est re-

présenté un dieu, les jambes croisées à la manière du Bouddha indien, et accosté de deux autres divinités formant avec lui une sorte de *trimourti* (trinité). Ce monument est le quatrième de cette espèce découvert en Gaule. Il provient de l'ancienne cité gallo-romaine sur l'emplacement de laquelle s'est élevée la ville de Saintes. Notre érudit correspondant M. Benjamin Fillon en a fait l'acquisition et l'a généreusement offert au musée de Saint-Germain.

M. BLEYNIE dit qu'il a vu autrefois en la possession de M. Du Cheyron un petit monument en pierre, provenant du voisinage de Brantôme et ayant quelque analogie avec celui-ci : il se composait de trois têtes accolées, une de face et les deux autres placées sur les côtés.

M. le marquis d'ABZAC DE LA DOUZE promet de s'enquérir du sort de ce petit monument et de le faire céder au Musée, s'il est possible.

M. Michel HARDY rappelle ensuite que dans la séance du 27 mai dernier, M. le Secrétaire-Général annonçait qu'en parcourant l'inventaire des archives de la Maison de Ville de 1598, il avait remarqué un nom (Jouyeux) qui pourrait bien être, disait-il, celui de l'auteur de ce bijou architectural qu'on appelle à Périgueux la chapelle Saint-Jean ou chapelle de l'ancien évêché, à la Cité. L'opinion émise sous forme dubitative par M. le secrétaire-général, doit être aujourd'hui abandonnée définitivement. En procédant au classement des archives de la ville, M. Hardy vient de découvrir en effet les deux contrats en parchemin désignés dans l'inventaire de 1598. Or ces contrats passés à quelques mois d'intervalle (11 novembre 1525 et 25 janvier 1526), entre la municipalité et « Loys Joyeux, maistre masson, habitant des Baries », ne concernent pas la chapelle de la Cité, mais traitent des conditions à observer pour « bastir, construyre et edifier... lesglise parrochiele mons^r Saint-Jehan », en l'église Saint-Front de Périgueux, « au cymetiere joignant lad. esglise et chapelle Saint-Jehan ».

M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL reconnaît que la rectification est parfaitement juste. L'idée qu'il avait émise d'ailleurs avec doute, au sujet de la construction de la chapelle épisco-

pale de la Cité, ne s'appuyait pour ainsi dire que sur une cote d'inventaire. M. Hardy nous apporte aujourd'hui le titre inventorié lui-même : il n'y a donc plus de doute possible. Il s'agit bien en effet d'une chapelle St-Jean à St-Front, qui devint probablement plus tard, à la fin du xvr^e siècle, la chapelle ou église Sainte-Anne et servit de salle décadaire à l'époque de la Révolution.

Enfin M. LE PRÉSIDENT raconte l'histoire d'un procès curieux qui vient de se vider devant le tribunal de commerce de la Seine, entre deux marchands d'antiquités, au sujet d'un plat de faïence en vieux Rouen.

« Il y a environ six années, M. Barre, marchand de tableaux et d'articles de curiosités, et de plus expert à l'hôtel des commissaires-priseurs, achetait à M. Zamarin, qui fait le même commerce, un plat dit vieux Rouen, pour un prix de 1,000 francs.

» A coup sûr, si un acheteur est réputé connaître la marchandise, c'est bien M. Barre, en raison de la grande expérience qu'il a acquise dans son commerce et dans les nombreuses expertises dont il est journellement chargé. Aussi son plat vieux Rouen lui parut-il d'une authenticité si incontestable qu'il le revendit 1,200 francs à un acheteur non moins convaincu que lui de son origine.

» Au bout de quelque temps, ce dernier s'apercevant que son plat n'était pas ancien, le rapporta à M. Barre, qui ne lui fit pas la moindre objection, car il affirme avoir annulé le marché et repris le vieux plat contre restitution du prix payé. Mais, à son tour, il s'est adressé à son propre vendeur, M. Zamarin, et lui a demandé de se conduire avec la même délicatesse, en rendant l'argent et en reprenant son plat.

» M. Zamarin ne prêta pas l'oreille à cette proposition. Le plat que vous me servez, dit-il, ressemble à tous les vieux plats, et vous voulez que je me souvienne que c'est bien le même plat que je vous ai livré il y a six années ?

» Enfin M. Barre n'a pas voulu garder son vieux plat, et laissant de côté toute question d'amour-propre d'expert dont l'habileté a été surprise, il a assigné M. Zamarin en restitution du prix de mille francs, avec offre de lui remettre le vieux plat en litige. »

Le tribunal, après avoir entendu les plaidoiries de M^e Caron, agréé de M. Barre, et de M^e Schayé, agréé de M. Zamarin, a rendu le jugement suivant :

« Le tribunal,

» Attendu que Barre expose qu'en août 1873 il a acheté, moyennant le prix de 1,000 fr., à Zamarin, un plat de faïence qui lui aurait été vendu pour du vieux Rouen, qu'il aurait été constaté que ce plat était de fabrication moderne, d'une valeur bien inférieure à celle vendue; qu'en conséquence il demande le remboursement des 1,000 fr. par lui payés, faisant offre de restituer lui-même ledit plat;

» Attendu que quand bien même l'identité du plat offert serait constatée, il ressort des débats que le plat dont il s'agit a été vendu sans aucune garantie d'origine et d'ancienneté; qu'il n'est pas d'ailleurs justifié qu'il y ait eu, comme le prétend Barre, erreur sur la chose vendue;

» Attendu que Barre, expert en objets d'art, avait, plus que tout autre, les connaissances nécessaires pour apprécier la valeur dudit objet; qu'il l'a revendu lui-même à un tiers pour 1,200 fr.; que vainement il objecte qu'il aurait été obligé d'annuler cette vente en reconnaissant qu'il y avait eu une erreur sur la chose vendue; que le tribunal n'a pas à examiner les motifs qui ont fait agir ainsi Barre vis-à-vis de son acquéreur, mais qu'il convient de reconnaître que cette résiliation volontaire ne saurait lui donner le droit de demander celle de son marché avec Zamarin;

» Attendu, en outre, que la vente faite à Barre remonte à six années; qu'il a pu y avoir depuis des variations de prix dans les faïences de Rouen; qu'aucune fraude n'étant justifiée, il n'y a lieu à prononcer la résiliation du marché; qu'en conséquence la demande en résiliation ne saurait être accueillie;

» Par ces motifs,

» Déclare Barre mal fondé en sa demande, l'en déboute et le condamne par les voies de droit aux dépens. »

La séance est levée à neuf heures du soir.

Le Secrétaire-Général, Ferd. VILLEPELET.

Séance du jeudi 8 janvier 1880.

Présidence de M. le docteur GALY.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. de Froidefond, le marquis de Fayolle, l'abbé Riboulet, Jules Clédat, l'abbé Brugière, Paul Galy, l'abbé Goyhenèche, Michel Hardy, le chanoine Labat, Charles de Larmandie, de Fresle, le vicomte de Segonzac et Villepelet.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Tout d'abord M. LE PRÉSIDENT annonce la mort de notre regretté confrère M. le comte de Larmandie, l'un des membres les plus assidus de nos réunions, possédant sur notre province des connaissances géographiques et généalogiques très précieuses, qui ont été plus d'une fois mises à profit par les travailleurs. Et M. DE FROIDEFOND donne immédiatement lecture d'une notice nécrologique consacrée à sa mémoire.

M. Charles DE LARMANDIE remercie avec émotion M. le Président et M. de Froidefond des paroles si sympathiques que l'un et l'autre viennent de prononcer à l'éloge de son regretté parent.

M. LE PRÉSIDENT est maintenant obligé de constater que l'essai des séances du soir, demandé, au mois de mai, par quelques membres, n'a pas réussi : elles ont toutes été moins fréquentées que les séances de jour. Après cette expérience, la Société est autorisée, aux termes de la proposition du 27 mai dernier, à reprendre son heure de midi et demi, qui est la plus commode à la majorité, et désormais les réunions mensuelles se tiendront toujours à cette heure.

M. LE TRÉSORIER a la parole pour lire son compte de gestion de l'exercice 1879. Il résulte de l'exposé que les recettes

se sont élevées cette année à la somme de . . .	5,054 fr. 90
Et les dépenses à celle de	3,051 05
D'où provient un excédant de	2,003 85
Qui venant s'ajouter à notre capital de	4,712 80
Porte l'avoir de la Société, au 31 décembre 1879, à la somme de	6,716 65

La situation de la Société est donc fort prospère, et des remerciements sont exprimés au trésorier, sur la proposition de M. le Président, pour le soin qu'il apporte à l'administration de nos finances.

M. LE PRÉSIDENT indique les ouvrages qui ont été offerts à la bibliothèque de la Société dans le courant du mois précédent :

Le *Bulletin de la Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, numéro d'octobre 1879, in-8°, contenant à la page 382 des détails biographiques sur le neveu de l'auteur des *Essais*, Raymond de Montaigne, député du tiers-état de Saintonge aux Etats généraux de 1614 ;

Les 2^e, 3^e et 4^e fascicules du tome V de la Société archéologique de Bordeaux, in-8°, 1878, contenant d'intéressants articles sur *La crémaillère*, le *Κρεμαστήρ des Massaliotes*, par M. Delfortrie ; *Les anciennes faïences de Bordeaux*, par le docteur Azam, avec de beaux dessins qui rappellent les faïences fabriquées à Bergerac, par Lacoste et Vié, à la fin du siècle dernier, etc. ;

Le *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, 12^e livraison, décembre 1879 ;

Le *Giornale araldico*, de l'Académie de Pise, numéro de novembre 1879 ;

Par M. Marchegay, *Cartulaire du prieuré bénédictin de Saint-Gondon-sur-Loire*, 866-1172, in-8°, Les Roches-Baritaud (Vendée) 1879, et *Chartes normandes de l'abbaye de Saint-Florent près Saumur*, in-8°, 1879 ;

Par M. Edgar La Selve, quatre numéros (septembre et octobre 1879) du journal *Le Tour du Monde*, où sont publiés

ses récits de voyage sur *La République d'Haïti, ancienne partie française de Saint-Domingue*;

Par M. Ivan de Valbrune, trois numéros des *Ephémérides de Périgueux*, septembre, octobre et novembre 1879;

Par M. Philippe de Bosredon, trois portraits gravés de Fénelon et une petite estampe représentant Belzunce au milieu des pestiférés de Marseille.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. LE PRÉSIDENT a reçu aussi pour le Musée départemental :

De M. Mathieu Charrières, propriétaire à la Combe d'Atur, plusieurs *ostræa carinata* prises dans un bloc de silex;

De M. Barthaud, boulanger à Périgueux, une médaille de Néron bien conservée, portant au revers la Victoire;

De M. le colonel Sermensan, une médaille d'Antonin, provenant d'Excideuil et ayant au revers la Sécurité tenant la boule du monde;

De notre confrère M. Ducrey, conseiller référendaire à la Cour des comptes, deux belles médailles en bronze, modernes, l'une de François de Salignac de La Motte Fénelon, archevêque de Cambrai, et l'autre d'Alexandre-Angélique, cardinal de Talleyrand-Périgord, archevêque de Paris.

M. le Conservateur du Musée remercie les donateurs et fait remarquer ensuite sur le bureau une molaire de l'éléphant d'Asie qu'il vient d'acquérir à Bordeaux pour le Musée : à voir l'énorme dimension de cette dent, on peut affirmer qu'il ne devait pas y avoir une différence de taille considérable entre le mammoth et l'éléphant actuel d'Asie.

M. LE PRÉSIDENT demande la permission de lire un article humoristique publié dans la *Gazette des hôpitaux* du 16 décembre dernier par M. le Dr Georges Camuset, à l'occasion de la découverte d'un nouveau cachet d'oculiste gallo-romain à Lavigny, près Lons-le-Saulnier. Après avoir rappelé que ces cachets d'oculistes, ces pierres sigillaires sont de petites plaques carrées, en stéatite ou en serpentine verdâtre, sur les tranches desquelles sont gravées à rebours et en creux, des inscriptions destinées à faire empreinte sur des collyres mal-léables qui recevaient ainsi, avec le nom de l'oculiste, l'indi-

cation de la nature du remède et de la maladie au traitement de laquelle ils étaient destinés, l'auteur poursuit en disant : « A en juger par la diversité des noms d'oculistes relevés jusqu'à ce jour, chaque légion aurait été pourvue d'un spécialiste qui la suivait dans ses déplacements, comme un aide-major de nos jours suit son bataillon. Faut-il en inférer qu'à cette époque lointaine il se produisit sur le corps médical une éruption d'oculistes analogue à celle qui nous étonne aujourd'hui, ou simplement que les armées romaines en Gaule auraient été victimes de quelque ophthalmie purulente, endémique, contagieuse et indéracinable, comme celles qui ont sévi seize siècles plus tard sur nos armées d'Égypte et sur l'armée belge ? Peut-être ; car sur la plupart des plaques on retrouve l'inscription AD ASPRITVDINES, qui indique l'emploi d'un remède contre les saillies ou rugosités, c'est-à-dire contre les granulations palpébrales, conséquence ordinaire de ces ophthalmies.

» Les collyres ainsi estampillés étaient des remèdes presque secrets, préparés et vendus par leurs propriétaires, qui y apposaient leur marque de fabrique. »

Le docteur Camuset dit en terminant : « Ce cachet nous aura donc appris deux choses : d'abord le nom d'un oculiste (Caïus Cassius) dont je ne me doutais guère, et qui ne figure sur aucun cachet connu ; ensuite l'existence et l'emploi du bandage roulé, dont je me doutais bien un peu, rien n'étant nouveau sous le soleil en matière de chirurgie oculaire, ainsi que M. Anagnostakis, d'Athènes, l'a si bien démontré.

« Mais que ce confrère gallo-romain est donc intéressant ! Je te vois d'ici, mon pauvre Caïus Cassius, rajustant tes braies gauloises et ton peplum trop léger pour nos climats, trotinant en sandales le long des sentiers boueux qui conduisent de Lons-le-Saulnier (*Ledo Salinarius*) à Lavigny (*Laviniacum*). Ta petite boîte de collyres à la main, tu vas de poste en poste, cautérisant les paupières chassieuses des maîtres militaires de la Grande-Séquanaise. Tu revois dans ta pensée ce chaud et riant pays de Naples où tu fus peut-être chef de clinique de l'illustre *Evelpidès* ou de *Marcellus Empiricus*, les Polonais de ton époque, lorsque ton maître,

après l'avoir affranchi à cause de ta gentillesse et fait instruire à cause de ton intelligence, te confia à leurs savantes leçons. »

Notre honorable vice-président M. Philippe DE BOSREDON prie le Secrétaire-Général de transmettre ses remerciements à la Société pour la subvention de 400 francs qu'elle a bien voulu attribuer dans sa dernière séance à la *Sigillographie du Périgord*.

M. MARMIER nous communique une notice sur *La Destruction du château de Vitrac dans le Sarladais en 1379* ; après lecture, l'assemblée en vote la publication dans le *Bulletin*.

M. LE PRÉSIDENT présente un rouleau de parchemin de 4^m50 de long sur 0^m60 de large auquel sont appendus onze sceaux enveloppés de parchemin. Cette pièce est le décret du parlement de Bordeaux rendu le 18 juin 1496 sur la vendition de la terre et seigneurie de Vernh, moyennant la somme de 2,500 livres tournois de monnaie royale à Jean d'Abzac, écuyer, seigneur de Ladouze, par Alain d'Albret, avec ratification et homologation par son fils Jean d'Albret, roi de Navarre, comte de Périgord. M. le marquis d'Abzac de La Douze sera prié de faire une analyse de ce document destinée au *Bulletin*.

M. Michel HARDY donne ensuite lecture d'un passage intéressant du *Livre jaune* de l'hôtel de ville de Périgueux qui contient l'énumération des différentes marques de fabrique des maîtres potiers d'étain de Périgueux en 1520. Ce titre, qui pourrait à l'occasion fournir d'utiles renseignements sur nos pintiers du xvi^e siècle, sera reproduit.

Du compte-rendu de la séance du 27 décembre de l'Académie des Inscriptions, que publie le journal *Le Temps*, du 5 janvier, M. LE PRÉSIDENT demande la permission d'extraire les lignes suivantes, relatives à *La Chanson de Marie Stuart* qu'il éditait le mois passé :

« Brantôme a cité quelques vers d'une complainte qu'un auteur inconnu met dans la bouche de Marie Stuart pleurant la mort de son époux François II. Plus loin, le même écrivain cite d'autres stances empreintes du sentiment le plus poétique et le plus tendre, qu'il attribue à Marie Stuart elle-

même. M. le docteur Galy, d'après un manuscrit appartenant à la bibliothèque de Brantôme, vient d'établir : 1° que tous les vers cités par le célèbre chroniqueur font partie d'une même pièce ; 2° que ce petit poème ne peut être l'œuvre de la reine d'Ecosse, car elle y paraît avec le titre de « Reine de Beauté » ; 3° qu'il était incomplètement connu, le manuscrit de Périgueux contenant plusieurs strophes inédites.

» Voilà donc Marie Stuart, sinon dépouillée de son auréole littéraire (car il demeure certain qu'elle donna des preuves d'un véritable talent poétique), du moins dépossédée des quelques stances que nous nous plaisions à lui attribuer. »

Enfin, dans l'une de ses dernières lettres au Secrétaire-Général, M. le baron DE VERNEILH l'entretient d'un projet qui mérite de fixer l'attention de l'assemblée : il s'agit de courses, d'excursions à entreprendre, une ou deux fois par an, sur divers points du département pour étudier l'archéologie *sur nature*, suivant l'expression des peintres. « Dans ma prochaine causerie, dit notre honorable vice-président, je me propose de soumettre cette idée à nos collègues et de les engager à organiser, dans la belle saison, des promenades *en corps* dans le département. Rien ne serait plus instructif et plus amusant, sans parler des bons rapports que la vie en commun des touristes entretiendrait entre nous, et des bonnes idées qui jailliraient du choc des discussions. Chacun de nous rédigerait un ou plusieurs programmes ; on les étudierait en séance à Périgueux, et quand le choix de l'excursion serait arrêté, on écrirait aux auberges de façon à s'assurer, suivant le nombre des souscriptions, bon gîte et chère suffisante. Nous aurions dans chaque arrondissement, je dirai même dans chaque canton, des guides complaisants pris parmi nos collègues et des modes de transport frétés par eux, quand les chemins de fer ne seraient pas en mesure de voiturier la caravane.

» Que pensez-vous, mon cher collègue, de ces courses pé-rigourdines ? Vous vous rappelez celle que nous fîmes aux Eyzies. Combien d'autres tout aussi intéressantes et plus complètes ne pourrions-nous pas exécuter sur les bords de la Dordogne, sur ceux de l'Isle, dans le Sarladais, le Nontron-

nais, Bergerac, Ribérac, etc ? Que de monuments à voir, que de sites admirables à décrire, que de chroniques à rappeler, chemin faisant, et quels rapports ornés de dessins on pourrait tirer de ces excursions qui seraient, une fois insérées dans le *Bulletin*, comme une sorte de monument élevé à notre beau et cher Périgord ! Sondez le terrain ; si mon idée est acceptée, je la développerai en temps et lieu et me mets d'ores et déjà à la disposition de la Société pour ce qui regarde les promenades en Nontronnais. »

La proposition de M. de Verneilh est fort bien accueillie, et M. LE PRÉSIDENT exprime aussitôt le vœu que l'auteur prépare les voies d'exécution.

Il reste à procéder à l'admission d'un candidat qui désire entrer dans nos rangs. Après un vote d'acclamation, est déclaré admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. JUDET DE LA COMBE, notaire à Nontron, présenté par M. Edmond Doursout et M. Villepelet.

La séance est levée à deux heures du soir.

Le Secrétaire-Général, FERD. VILLEPELET.

COMPTE DE GESTION DU TRÉSORIER.

(Exercice de 1879.)

Je viens, Messieurs, conformément aux statuts qui nous régissent, vous faire connaître la situation financière de notre Société.

Recettes.

Cotisations de 1879.....	2,820	»
Diplômes.....	120	»
Subvention du Conseil général de la Dordogne..	300	»
Subvention de l'État.....	500	»
Récompense accordée à la Société.....	1,000	»
Abonnement du lycée de Périgueux au <i>Bulletin</i>	10	»
Abonnement du Cercle de la Philologie.....	10	»
Intérêts du capital de la Société.....	264	90
Vente de plusieurs numéros du <i>Bulletin</i>	30	»
TOTAL des recettes.....	5,054	90

Dépenses.

Payé à la maison Dupont, frais d'impressions....	2,000	»
— à MM. Ronteix et Bonhur, lithographes à Périgueux	87	»
— à M ^{me} Gillot, à Paris, pour gravures.....	58	50
— à MM. Rollin et Feuardent.....	20	»
— à M. Provost, graveur.....	13	85
— à M. Bardon, lampiste.....	33	»
— à M. Fauconney, épiciier.	8	75
— à M. Frachet, pour encadrements.....	3	50
A reporter.....	2,224	60

<i>Report</i>	2,224 60
Dépenses relatives aux fouilles faites à La Boisière d'Ans.....	14 60
Affranchissement du <i>Bulletin</i> , timbres-poste.....	251 85
Frais de bureau du Secrétaire-général.....	300 »
— du trésorier-archiviste.....	200 »
Au gardien de la salle.....	60 »
TOTAL des dépenses	3,051 05

Récapitulation.

Recettes.....	5,054 90
Dépenses.....	3,051 05
Excédant de recettes	2,003 85

L'actif de la Société au 31 décembre 1878, était de.....	4,712 80
Notre avoir est donc à ce jour de.....	6,716 65

Cette somme est représentée par :

1° Un bon de caisse de MM. Prévôt et Delsuc de	6,000 »
2° Argent en caisse.....	716 65
TOTAL ÉGAL	6,716 65

Le Trésorier-Archiviste,

Jules CLÉDAT.

MONNAIE DES EVÊQUES D'AGEN,

DITE *Arnaldèse*, RETROUVÉE A PÉRIGUEUX.



D. — Dans le champ : quatre croisettes posées en croix, alternant avec cinq étoiles à six rais (cinq étoiles équipollées à quatre croisettes).

Au pourtour, entre deux cordons de grènetis, une croisette pattée, accostée d'une étoile et d'un anneau ; suit la légende :

Ā. EPISCOPUS.

R. — Dans le champ : croix pattée à branches égales.

Au pourtour, entre deux cordons de grènetis, une croisette pattée, accostée d'une étoile et d'un anneau ; suit la légende :

Ā GENENSIS.

Obole en argent. — Poids : 0,32 centigrammes.

ĀRNĀLDVS EPISCOPVS Ā GENENSIS.

ARNAULD, ÉVÊQUE D'AGEN.

Tel était le type de cette monnaie, frappée au moyen-âge par les évêques d'Agen, et vainement cherchée jusqu'à ce jour. Cette délicate pièce d'argent, malheureusement un peu usée, nous a été donnée il y a quelques mois. Elle a été trouvée, isolément, à Périgueux, par un ouvrier.

M. Poey d'Avant, avec son grand sens numismatique et sa sûre expérience, ne doutait pas qu'on ne retrouvât un

jour la monnaie *Arnaldèse*. « Comment peut-il se faire, » disait-il, qu'une monnaie dont le cours a été si long et si » étendu, et dont nous avons des stipulations en sommes si » considérables, ait totalement disparu ? Duby (1) n'en a vu » aucun spécimen et nous n'avons pas été plus heureux. » Faut-il croire, avec M. Casimir de Saint-Amans (2), que le » type des anciennes monnaies royales a été le modèle des » espèces *arnaldèses*, et que tous les évêques d'Agen, qui » obtinrent le droit d'en émettre, laissèrent toujours subsister, » sacramentellement et sans y rien changer, le nom même » et les empreintes de leurs espèces ? Cela n'est pas accep- » table. » (3) Il avait sagement prévu. Mais si M. de Saint-Amans s'est trompé en supposant que la monnaie carlovingienne des comtes d'Agen avait été continuée et immobilisée par leurs successeurs, les évêques de cette ville, les recherches de cet estimable archéologue n'en sont pas moins précieuses, car elles nous ont procuré des documents inconnus recueillis dans les archives de l'évêché d'Agen et qui attestent formellement que le droit de monnayage fut accordé et maintenu aux évêques, dès le *x^e* siècle, par les ducs d'Aquitaine.

Une grande partie des détails qui suivent sont puisés à cette source, et nous remercions MM. Ad. Magen, secrétaire perpétuel de la *Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen*, et M. A. Pozzi, bibliothécaire de la même ville, d'être venus à notre aide en nous envoyant un exemplaire du mémoire de M. de Saint-Amans.

M. de Saint-Amans ne croit pas qu'on doive faire remonter à la fin du *x^e* siècle le monnayage agenais *Arnaldin*. Le denier *Arnaldin* ne peut avoir été frappé que par un évêque du nom d'Arnaud. C'est là une vérité élémentaire, naïve, sans doute, mais qu'il fallait cependant exprimer. Il l'a fait avec juste raison. Il l'attribue donc à Arnaud *I^{er}* de Boville,

(1) Tobiesen-Duby, *Traité des monnaies, des barons, prélats, villes et seigneurs de France*. Paris, 1791. 2 vol, gr. in-4°.

(2) De la monnaie dite *Arnaldèse*. *Recueil des travaux de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen*, 1855. T. VII.

(3) *Monnaies féodales de France*, T. II.

qui fut évêque vers l'an 1040. Une charte latine, sans date, qui est certainement de Guillaume VIII, duc d'Aquitaine, charte reproduite par le *Gallia Christiana* (1) et M. A. de Barthélemy, (2) prouve que les évêques d'Agen obtinrent ce droit dès le milieu du XI^e siècle. Par cet acte, le prince confirme tous les privilèges attachés à la *comitalie* d'Agen (*comitalia de Agenno*) qu'il accorde à l'évêque Simon. *Quant à la monnaie, qui est aussi un bénéfice, et un don du duc et de son père, il permet à l'évêque de l'ouvrer partout où elle lui portera le plus de profit. Mais avec cette obligation, que tous ceux qui voudront la voir frapper pourront y assister.*

Pour préciser l'ordre de succession des ducs d'Aquitaine et de leurs *faits* et *gestes* touchant la monnaie agenaise, et pour établir les rapports de concordance de l'épiscopat des évêques d'Agen avec les années du gouvernement des premiers ducs d'Aquitaine, nous avons consulté *l'Art de vérifier les dates* et le *Gallia Christiana*, en négligeant les hypothèses de M. de Saint-Amans sur la nouvelle généalogie qu'il a cru pouvoir refaire en supprimant un des ducs. Nous ne nous attarderons pas, non plus, à la suite de Tobiesen-Duby, à rechercher si Gombaud, fils du duc de Gascogne, Sanche Garcie, évêque d'Agen et plus tard archevêque de Bordeaux, fut le premier à qui fut concédée la monnaie d'Agen par son père. Si Gombaud a frappé monnaie, sa monnaie est inconnue et ses pièces n'ont rien de commun avec les *Arnaudins*. Nous établirons donc entre les ducs et les évêques aux XI^e et XII^e siècles, la concordance suivante :

DUCS D'AQUITAINE.

ÉVÊQUES D'AGEN.

Guillaume VII (Aigret), 1039-1058.	Arnaud I ^{er} (de Boville), vers 1040.
Guillaume VIII (Gui-Geoffroy), 1058-1087.	Simon I ^{er} , 1083-1101.
Guillaume IX (le Jeune), 1087-1127.	Adalbert, 1118-1127.

(1) T. 2, édition moderne.

(2) *Nouveau manuel complet de numismatique du moyen âge et moderne*, p. 185.

Il est certain qu'Arnaud de Boville est bien le premier évêque qui ait porté le nom d'Arnauld, qu'on ne retrouve qu'au ^{xiii}^e siècle ; mais les caractères, le style de la pièce que nous avons retrouvée ne permettent pas de l'attribuer à Arnaud II dit de Rovinhan (évêque de 1209 à 1228) qui, lui aussi, obtint de nouveau du comte de Toulouse, Simon de Montfort, le droit de monnayage. Ce fut une confirmation de l'ancien droit ; il s'obligeait à reconnaître qu'il tenait en fief ce privilège du comte de Toulouse, qui, de son côté, s'engageait à défendre l'Eglise d'Agen. Cette convention fut renouvelée en 1233 entre Raimond VII de Toulouse et l'évêque Raoul de Pinis.

En résumé, dans ces différents traités les prélats juraient de ne rien innover dans la fabrication de la monnaie *Arnaldèse*, d'en maintenir le titre, la loi, le poids, la taille (1) et tous les autres caractères, ce qui implique nécessairement l'immobilisation du nom d'Arnaud, de la légende et des symboles gravés dans le champ, que nous connaissons à présent.

Jusqu'au ^{xiv}^e siècle, les évêques prêtèrent serment à leur Duc pour la monnaie. Raymond de Sales, patriarche d'Antioche et administrateur perpétuel de l'Eglise d'Agen, prêta serment, en 1364, dans le monastère de Moissac, à Edouard III roi d'Angleterre et duc d'Aquitaine, pour la moitié de la justice séculière du domaine d'Agen et pour la monnaie de cette ville. Faisons remarquer, cependant, qu'il n'est pas certain qu'il s'agisse dans ce cas de la monnaie *Arnaldèse* et qu'il se pourrait que ce fût sur sa propre monnaie, qu'on frappait alors à Agen, que le Roi-duc eût accordé cette faveur à l'évêque administrateur du diocèse. Tandis que lorsque le roi Richard-Cœur-de-Lion renouvela, à la fin du ^{xii}^e siècle, par deux fois, soit comme duc d'Aquitaine, soit comme roi d'Angleterre et duc de Normandie, d'Aquitaine et de

(1) On l'appela successivement Arnaldense, Arnaldèse, Arnaldine, Arnaudine, Arnaudinque, Arnaudens, Arnaudi, Arnaudenx, etc., selon la langue employée pour la désigner, latine, française ou patoise.

Poitou, les concessions faites par ses prédécesseurs à l'évêque d'Agen, Bertrand de Béceyras, c'était bien de la monnaie *Arnaldèse*, alors dans toute sa vogue, qu'il s'agissait.

Le type de la monnaie épiscopale d'Agen paraît donc être resté le même et avoir été reproduit invariablement au moyen-âge soit à Agen, soit dans les lieux où il était le plus avantageux aux évêques de battre monnaie, ainsi que le leur accordait la charte citée plus haut. Cela dura pendant près de trois siècles. Pourquoi y auraient-ils apporté le moindre changement ? Elle avait une excellente renommée qu'elle justifiait par son aloi, son alliage, sa taille, son poids et sa marque ; elle ne fut l'objet d'aucune censure, ni prohibition de la part des Rois de France ; elle se maintint longtemps à trois deniers dix-huit grains d'aloi, l'argent dominait sur le cuivre. Au temps de saint Louis, réformateur sévère des monnaies baronales, cinq *deniers Arnaldins* valaient quatre *deniers Tournois*, ils ne s'éloignaient donc pas beaucoup de la valeur de la monnaie royale. Ce n'est qu'au *xiv^e* siècle que les possesseurs de la monnaie Agenaise suivant le mauvais exemple donné par les seigneurs, les villes et le pouvoir souverain lui-même, avec leurs petites espèces de billon, altérèrent le titre de leurs monnaies. Les consuls de Cahors se plaignirent de cette falsification, en même temps qu'ils refusaient la monnaie de Villefranche-de-Rouergue et de Domme en Périgord ; remarquons que ce dernier atelier appartenait au Roi de France.

Nous n'avons pas voulu faire analyser le métal de notre obole, on le comprend, il aurait fallu la sacrifier. A l'aspect, à la consistance de la composition, à son éclat, elle peut être rapprochée des *Guillelmins* de Bordeaux et de nos *Périgourdins* de la même époque, mais elle est loin de valoir les excellents deniers de la monnaie *Morlane* qui étaient pris pour le double des deniers tournois ; elle est surtout bien au-dessous de l'obole à la légende : *GUILLELMO VICTORIA* qui fait partie de notre collection, rappelant, par son style et la pureté de l'argent, les premières pièces de l'époque capétienne et pour laquelle une étude spéciale et nouvelle est nécessaire, car on ne connaît que son denier dont l'attribution n'a pas été encore suffisamment déterminée.

Les emblèmes qui occupent le champ de la monnaie agennaise appartiennent à deux provenances, les uns au suzerain, le duc d'Aquitaine, ce sont les 4 croisettes du denier immobilisé à Bordeaux GUILLELMO BURDIGALA ; elles furent d'abord au nombre de trois, véritable sceau monétaire des ducs de Gascogne, imitation du type odonique ; puis, portées à quatre et rangées en croix, elles caractérisèrent, à Bordeaux, les deniers *Guillelmins*. On comprend que le suzerain ait voulu que sa *griffe* fût empreinte sur la monnaie qu'il avait concédée en fief à son vassal. Les autres emblèmes dérivent de l'évêque, les cinq étoiles sont sa marque, symbole essentiellement religieux. *Les cieux racontent la gloire de Dieu et le firmament publie les ouvrages de ses mains* (1). Il se peut même que ce que nous prenons pour une étoile et un anneau, placés aux deux côtés de la croisette de la légende, représentent le soleil et la lune. Au moyen-âge, ces deux astres symbolisent le Christ, la Vierge ou l'Eglise ; les portails anciens de nos églises du Midi en sont souvent ornés. Ils étaient aussi figurés sur les côtés de la croix à laquelle fut attaché le Christ, comme témoins du supplice et s'étant voilés quand expira la lumière divine. Ce que saint Bernard écrivait si poétiquement, était passé dans les croyances religieuses populaires, et peintres, sculpteurs et graveurs s'y sont conformés. « *L'Ange du Conseil est né d'une vierge, le soleil d'une étoile* (2). » Le Psalmiste a dit : *Seigneur, à toi est le jour ; à toi aussi la nuit, c'est toi qui fais l'aurore et le soleil* (3). *Le soleil, pour présider au jour, la lune et les étoiles pour présider à la nuit* (4). Ce fut une véritable innovation de la part des évêques d'Agen, que cette multiplication d'astres dans le champ de leur monnaie, nous n'en connaissons pas d'autre exemple.

(1) Ps. XVIII. V. 1. *Cœli enarrant gloriam Dei.*

(2) *Angelus consilii
Natus est de virgine,
Sol de stellâ.*

(Prose de saint Bernard sur la naissance du Sauveur.)

(3) Ps. LXXI^{VI}, v. 17.

(4) Ps. CXXV.

M. Poey d'Avant a eu raison de faire remarquer que les étoiles, les croissants, ne se sont multipliés sur les monnaies de l'Aquitaine qu'après la domination anglaise.

Le poids de cette obole est très faible, ainsi qu'on a pu le remarquer (0,32 centigr.). Alors même qu'elle serait à fleur de coin, elle n'atteindrait jamais le poids d'une obole ordinaire, bien conservée, de cette époque. Or, M. de Saint-Amans rapporte que le chanoine Labénaisie, auteur d'une histoire manuscrite de l'Agenais, avait vu, vers la fin du XVII^e siècle, aux archives de l'évêché d'Agen, les coins de la monnaie épiscopale, et, chose surprenante pour un écrivain jaloux de ne rien négliger de ce qui intéresse l'histoire des origines de sa province, il n'eut aucun souci de les examiner avec soin et de les décrire. Il se contente de relater qu'il y en avait de grands, de moyens et de petits, et qu'ils portaient une croix. Est-il bien certain qu'il les avait vus et que c'étaient vraiment les coins de la monnaie *arnaldèse* ? Toutefois ce renseignement sur ces trois dimensions a de l'importance, et nous pouvons l'accepter comme se rapportant aux divisions connues du denier, de l'obole et de la maille ou petite maille.

Or, dans la Coutume de Castera-Bouzet (1), rédigée en langue patoise, vers 1300, il est fait mention de *Diné Arnau-den*, de *Méalhia Arnaudinca*, de *P. Arnaudenz*. Il se peut donc que les coins vus par Labénaisie se rapportent à ces trois variétés. Nous connaîtrions ainsi les divisions de la monnaie épiscopale d'Agen. Elle aurait compté le denier, l'obole et la maille ou petite maille, qui n'aurait été que le *Petit Arnaudenz* (2).

Il est donc bien avéré, maintenant, que les *Arnaudins* n'étaient ni une monnaie frappée spécialement par la ville d'Agen, comme l'a prétendu l'abbé Vénuti (3), que Ducange

(1) Tarn-et-Garonne, arrondissement de Castel-Sarrazin.

(2) On sait que sous Philippe de Valois la dernière division du denier portait cette légende : *PETITA MEALA*.

(3) *Dissertation sur les anciens monuments de la ville de Bordeaux*. Bordeaux 1754, in-4°.

a erré en les attribuant aux vicomtes de Lomagne, à ceux de Carcassonne ou de Comminges (1), et que le type Carlovingien a pu être immobilisé par les premiers comtes d'Agen, mais que rien ne prouve qu'il ait été utilisé par les évêques.

Quant à l'expression : *Moneta Agenensis* qu'on trouve dans plusieurs actes, elle a été employée d'une manière générale et sans viser uniquement la monnaie *Arnaldèse*.

Quel intérêt auraient, pour l'histoire de notre Aquitaine, des renseignements précis sur l'étendue de la juridiction des comtes-évêques d'Agen ? Cette juridiction embrassait-elle, à la fois, la *Cité* et le *Pagus* Agenais ? Comment se partageait l'autorité entre l'évêque et les habitants ? La puissance municipale tenait-elle en échec, comme à Périgueux, l'autorité du comte ? Le pouvoir épiscopal était-il plutôt médiateur que souverain ? Comment les rois de France ou d'Angleterre exercèrent-ils leur suzeraineté en tant que ducs d'Aquitaine ? Les évêques durent ménager les bourgeois, à l'instigation des ducs, car nous voyons, par la charte que nous avons citée, que ces derniers obligèrent les évêques à frapper leurs monnaies en présence de qui voudrait y assister, c'est-à-dire publiquement et afin qu'un contrôle populaire put être exercé sur ce privilège lié si étroitement à la fortune de la population agenaise. La ville d'Agen eut une organisation communale de très-bonne heure : un maire, des consuls, un sceau au type de l'aigle, ainsi que la Cité de Périgueux, un beffroi, des coutumes écrites et un cri de guerre : *Agen*. Nous ne connaissons pas ses franchises, mais elle dut partager les droits seigneuriaux avec l'évêque, dont la *comitalie*, malgré son droit de monnayage, n'était, en bien des points, qu'honorifique. Cependant il faut constater que les évêques d'Agen furent toujours en grande estime auprès des ducs et que, pendant la vacance du siège primateal, l'administration de l'église de Bordeaux leur fut confiée.

Et maintenant que, grâce à cette trouvaille, il nous a été facile de faire revivre la *Monnaie Arnaldèse*, dont l'existence

(1) *Glossarium ad scriptores mediæ et infimæ latinitatis*. (Édit. Didot.)

EXPLICATION DU PREMIER PLAN.

- A. — Eglise bien voûtée de voûtes d'ogive.
 - * — Porte et galerie pour aller au chœur marqué A.
 - B. — Sacristie dont la piscine est dans une arcade par dessous.
 - * — Porte par laquelle les anciens religieux sortent pour aller à la sacristie et au chœur.
 - C. — Appartements de Messieurs les Anciens.
 - B. — Porte de l'Eglise pour les séculiers.
 - E. — Chapitre voûté de voûtes d'ogive.
 - F. — Réfectoire pareillement voûté. — La fontaine qui est au milieu des cloîtres sert de piscine. Au bout dudit réfectoire est un vitrail qui prend son jour par dessus le conduit de la cuisine.
 - G. — Cuisine voûtée.
 - F. — Escalier qui conduit aux chambres des hostes et infirmiers.
 - H. — Salle des hostes.
 - I. — Autre escalier à vis fort grand et beau pour aller aux chambres des hostes et de l'infirmerie.
 - K. — Entrée principale du Monastère.
 - L. — Entrée de la première basse-cour du logis abbatial.
 - M. — Entrée au bout du pont qui est dessus la rivière.
 - N. — Chambre de la procure et recepte du cellerier.
 - O. — Chambre du portier.
 - ~~P. — Ce lieu est si humide à cause du réservoir marqué par Q. quoy il est obscur.~~
 - 11. — Galerie de bois au bout du dortoir laissé pour aller aux chambres des hostes et de l'infirmerie.
 - 12. — Chambres des hostes fort humides à cause du réservoir sur lequel qui est au-dessous des fenêtres desdites chambres. A l'étage du dessus est une chambre commune et une chambre pour l'infirmerie.
 - 13. — Cet appartement est de M. l'Abbé qui, néanmoins, conviendrait fort aux religieux.
- Par commandement du R. P. dom BENOIST RABY, prieur dudit Monastère de Brantôme, fr. Joseph de la BERODIÈRE. M. B.
- Voilà l'explication du présent plan auquel j'ai gardé la mesure la plus exacte qu'il m'a été possible, soit aux lieux cavés dans les rochers, lesquels pour être trop irréguliers ont été mis pour donner une connaissance suffisante, mais non pas garantie.

était si controversée ; maintenant que nous avons pu donner son *pourtrait*, d'après l'original *vieil et antique* d'un *petit Arnaudenz*, nous souhaitons que nos chers confrères de la Société d'Agen aient, à leur tour, un semblable petit bonheur qui leur permette de nous apprendre ce qu'étaient les *Capotenses* qui avaient cours en Agenais, en même temps que les *Arnaldenses*.

Dr E. GALY.



RECHERCHES INÉDITES D'ART ET D'HISTOIRE

SUR L'ABBAYE DE BRANTÔME.

II.

Nous avons signalé dans notre dernière étude quelques vestiges de travaux d'art exécutés dans le roc, sous les grottes de Brantôme, qui témoignent, avec la tradition, que ces grottes furent primitivement adaptées à l'exercice du culte et aux pratiques monacales, peut-être même à l'habitation des religieux.

Il n'est pas douteux cependant qu'autour et au-dessous de l'antique clocher, qui date au moins du *x^e* siècle, des constructions extérieures ne se soient promptement élevées, dès qu'il fut possible, en éloignant des rochers le cours de la rivière, de créer, entre la Drône et la garenne, un terre-plein solide et spacieux.

C'est une abbaye toute neuve que celle que l'on voit aujourd'hui. Les dates qui apparaissent sur plusieurs points de l'édifice dispensent d'ailleurs de toutes recherches. La partie orientale du grand corps-de-logis, contiguë au presbytère et percée de fenêtres relativement étroites, est de la fin du *xvii^e* siècle. La partie occidentale, restée inachevée et

percée de grandes fenêtres , date de Louis XV et de Louis XVI.

Il ne nous paraît pas sans intérêt de reconstituer exactement le monument qui a été, sous les trois derniers règnes de l'ancien régime, remplacé par la construction actuelle et dont quelques vestiges apparaissent çà et là. Cette reconstitution peut servir à l'histoire et à l'exposé de l'ancienne vie monastique. D'ailleurs, l'abbaye de Brantôme n'est-elle pas, plus qu'aucune autre, digne de pareilles recherches , et n'est-ce pas une heureuse aubaine de la rétablir telle que l'occupa le plus célèbre de ses abbés, Pierre IX de Bourdeille ?

Rien de douteux ni d'incomplet dans cette résurrection. Deux documents sont à notre portée qui vont faire la lumière aussi claire que possible ; l'un est le plan régulier de l'abbaye de Brantôme dressé en 1656 par Joseph de la Berodière, moine bénédictin, alors que les vieux bâtiments endommagés par l'humidité appelaient des réparations considérables. Ce plan a été trouvé par notre érudit secrétaire-général, M. Villepelet, dans les Archives du département, où il faisait partie d'un dossier constitué après le décret de Wilna du 14 juillet 1812, qui érigeait l'abbaye de Brantôme en dépôt de mendicité. Il est original et signé par le frère architecte.

L'autre est la typographie ou vue du monastère bénédictin de Saint-Pierre de Brantôme (*monasterij B. Petri de Brantolmio Tipographia*) publiée vers 1678, dans l'ouvrage de Dom Germain qui a pour titre : *Les Abbayes bénédictines de France ou Répertoire des planches gravées composant le Monasticum gallicanum*. Les originaux de ce recueil sont extrêmement rares. On n'en connaît que trois exemplaires dans les bibliothèques publiques de Paris et un dans une bibliothèque publique de province, celle de Rouen. Il est bon de dire que l'ouvrage a été réédité, en 1869, par M. Peigné-Delacourt, qui en a reproduit les gravures en fac-simile.

Tout d'abord, en l'an de grâce 1656, les grottes situées derrière le monastère étaient utilisées, non plus pour le mystère et le pittoresque du culte, mais pour les besoins domestiques de la famille bénédictine. Ici, un vaste abri pour les pigeons. Là, un bûcher. Plus loin, les écuries. Puis, la fosse d'aisance,

la boulangerie, la buanderie, la menuiserie, les caves, le pressoir, et, dans un retraits spécial, ce sanctuaire dont le nom met en rêverie, la cave de Messieurs les Anciens !

Les Anciens vivaient à part. Ils avaient leurs appartements distincts, d'où ils pénétraient dans l'église et dans la sacristie par une entrée spéciale. Ces appartements consistaient en deux corps-de-logis aujourd'hui disparus qui se dressaient devant l'église, et dont la façade principale était baignée par la rivière. Sur le même alignement, à la tête du pont, c'est-à-dire à l'endroit le plus accessible au public, se trouvait la chambre de la Procure et recette du Cellierier. Là, s'acquittaient les redevances, sur quoi le comptable délivrait récépissé en bonne et due forme. Exemple : Reçu la rente de l'autre part énoncée qui est : — froment 19 boisseaux, 2 picotins demi-quart et vingt-quatrième ; — avoine 4 boisseaux un quart, demi-quart et seizième ; — argent 35 sous 2 deniers, dont quitte pour 1760, sans préjudice de plus grande rente, lods et ventes et autres droits et devoirs seigneuriaux. *Signé : LESCURAS, fondé de procuration. (Rente due au seigneur abbé de Brantôme par M. Guillaume Camus sieur du Vigneau.)* Là, encore, dans une manière de parquet, le procureur d'office de la juridiction de l'Abbé préparait ses réquisitoires contre les contribuables récalcitrants, contre toutes gens en somme qui relevaient de son ressort.

Ces bâtiments ne constituaient que les annexes du couvent. Le foyer de la congrégation était ce fameux cloître, construit en 1480, qui n'a pas trouvé grâce devant M. Abadie, le terrible démolisseur, et dont il ne reste qu'une galerie sur quatre. Là se concentrait la vie monacale. Deux charmantes salles voûtées, d'une architecture brillante et originale, qui subsistent encore, mais malheureusement adaptées aux usages les plus choquants, s'ouvraient sur la galerie du fond et servaient l'une de salle du Chapitre, l'autre de réfectoire (1). A la suite,

(1) Je ne recommence pas le travail de M. l'abbé Audierne, qui a parlé de tout cela, mais en ignorant sans doute l'adaptation des pièces ou en se trompant sur leur usage. Je n'ai au reste d'autre prétention que de reconstituer aussi fidèlement que possible l'abbaye de Pierre de Bourdeille.

était la cuisine, également voûtée, qui existe encore sous le nom de *salle du dépôt*, et qui, transformée à la fin du xvii^e siècle, devint une des plus belles pièces de l'abbaye.

Mais ne nous occupons que de l'abbaye de Pierre de Bourdeille. La galerie ouest du cloître donnait issue, à chacune de ses extrémités, à un vestibule suivi d'un escalier. Chaque escalier conduisait à une même salle, au premier, occupant à peu près la cage du grand escalier actuel. C'était la *chambre des hostes*. Au-dessous, au rez-de-chaussée, donnant sur le cloître, encore une *salle des hostes*. Au-dessus, au second, une salle affectée aussi aux usages hospitaliers et l'infirmerie. Ainsi la majeure partie de cette aile occidentale constituait l'hospice abbatial.

L'aile nord, — le presbytère actuel, — dont nous avons décrit le rez-de-chaussée, était habitée par les religieux simples frères. Son premier étage était un vaste dortoir cloisonné et divisé en douze chambres d'où l'on avait issue d'un côté sur le bâtiment hospitalier, de l'autre sur l'église. La complication, la distribution de ces issues, des escaliers, des couloirs, était ingénieuse, raisonnée et vraiment claustrale. Ce qui l'était moins et signalé comme défectueux par le frère architecte, c'était la proximité d'une vaste piscine, alimentée par la source des rochers et parallèle aux bâtiments de l'hospice, c'était encore la présence au milieu du cloître d'une autre fontaine ornementale, « d'autant que si grande quantité d'eau, en un lieu si étroit, cause un air grossier et malsain. »

Voilà pour les religieux. C'était étroit en somme et dépourvu, abstraction faite du logement des Anciens, de ce qu'on appelle aujourd'hui le confortable. Cependant la pensée de se mettre à l'aise, dans des conditions d'hygiène et d'agrément qui semblaient facilement réalisables, ne laissait pas que de hanter la congrégation. Une dérivation et une canalisation plus intelligente de l'abondante source des rochers, l'extension des bâtiments de l'abbaye vers l'ouest moyennant un empiètement sur le logis particulier de l'Abbé, dont les dimensions] étaient exagérées, semblaient devoir porter remède à l'exiguité et à l'insalubrité du couvent. C'est ce que proposait l'architecte et ce qui fut fait.

Le château particulier de l'Abbé occupait à peu près tout l'emplacement des terrasses actuelles entre le débouché des deux ponts. Un vaste corps-de-logis, occupant, à l'est, la moitié de l'emplacement de l'édifice actuel, qui le remplaça, restait probablement inhabité et sans emploi. L'appartement abbatial proprement dit venait ensuite, composé de trois parties, l'une faisant suite, mais avec une architecture et un caractère bien différents, à ce vaste corps-de-logis; la deuxième, parallèle et baignée par la Drone; la troisième faisant retour d'équerre sur les deux autres et les réunissant. Aux deux angles de jonction, se dressaient deux élégantes tourelles; la base de l'une, plongeant dans la rivière, forme aujourd'hui un agréable rond-point. Du reste, la base tout entière du château (1) a été respectée: elle supporte, à l'heure qu'il est, la balustrade de la promenade qui longe l'abbaye. C'est là, sur l'emplacement occupé aujourd'hui par la partie occidentale de la promenade et de l'abbaye, que Pierre de Bourdeille écrivit ses Mémoires.

Tous ces bâtiments, y compris l'église sur laquelle nous devons revenir, y compris le délicieux pavillon Renaissance qui commande l'entrée du pont du Grand-Jardin, étaient pourvus d'une enceinte, tantôt naturelle, tantôt artificielle, qui les mettait à l'abri de toute tentative indiscrete ou malveillante. Des portes, au débouché de chaque pont. Aux autres issues, des portails solides, entre autres, au levant, le *Portail vert* qui était à mâchicoulis: si bien que les habitants de la ville, pour franchir l'eau et aller sur Bourdeille, n'ayant droit d'utiliser les deux ponts de l'abbaye, s'étaient vus forcés de construire, au-delà de l'enclos abbatial, une mauvaise passerelle appelée le pont de Cléon. Cet endroit, il y a cent ans, se nommait *Coupe-gorge* (2).

(1) Bien avant 1656, le château, dont la façade ne longeait alors le bord de l'eau que sur une faible partie, devait occuper toute la terrasse et se baigner directement dans la Drone jusqu'au pont de l'église. La base, dont on voit encore tout le développement, en porte la marque.

(2) *Registre de la Municipalité de Brantôme* (1792-1793). — Procès-verbaux des 28 et 29 juin 1792.

L'abbaye n'était cependant pas fortifiée. Et Pierre de Bourdeille, qui aimait à trancher du haut baron, en gémissait : « Mesme que je fus une fois, dit-il dans son fameux testament, en dessein d'y faire bastir un chasteau en forme de citadelle, par despit, pour commander aux environs et chemins et avoir là déjà fait le marché d'un champ là auprès qui appartenait à Rasteau... » Mais, sous Henri IV, le règne des hauts barons était passé.

(A suivre.)

G. BUSSIÈRE.



LETTRE D'ARMAND DE GÉRARD-LATOUR

CHANOINE ET VICAIRE-GÉNÉRAL DE SARLAT, A ETIENNE BALUZE.

Monsieur,

J'ay ajouté ensuite de la copie de la Bulle d'Union d'Issigeac à la mense épiscopale que je vous envoie, la réponse aux deux lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire (1). Je tâcherai de profiter des remarques qui y sont contenues et qui regardent l'histoire de nos évêques. Je vous avoue que je l'ay fort négligée depuy le temps que j'avois commencé à ramasser les matériaux; il n'y a rien de si dégoûtant que d'entreprendre une histoire sèche et stérile. Nous n'avons de nos évêques que les seuls noms et peut-être ne les avons-nous pas tous, comme vous verrez dans mes remarques (2) et ne scavons rien de leurs actions. Que peut-on

(1) J'ai cherché vainement dans le fonds Baluze, les brouillons des deux lettres que rappelle le chanoine de Gérard.

(2) Voir page 62.

attendre d'un évêque de Sarlat ou de Tulle, qui puisse fournir de matière à une histoire ?

Quand vous citez : « *In Libro Obligationum* (1), etc. » peut-on prendre cette date pour celle de l'expédition des Bulles ou seulement celle qui est « *in Libro Quittationum* » ? Que signifie tout cela ? Car celui qui a promis « *in Libro Obligationum* » ne se trouve pas ensuite marqué « *in Libro Quittationum* » ; en un mot, je pense qu'il faut prendre la chose *grosso modo* et s'en servir le mieux que l'on peut. Je pense que ce qu'on vous a envoyé de Rome est la même chose que ce qu'on avoit envoyé à M^{re} de Sainte-Marthe, mais non peut-être, avec la même exactitude.

Votre remarque que le cardinal de Saint-Marcel (2) ne mourut qu'en 1352, c'est-à-dire 34 ans après qu'il y eut des évêques à Sarlat, est très-importante, parce que, jusqu'à sa mort, les évêques n'avoient point de quoi subsister, puisque, aujourd'hui, les évêques de Sarlat n'ont de liquide que le revenu d'Issigeac (3), et tout le reste est employé pour les

(1) Le Livre des obligations contenait les engagements pris par les abbés ou évêques nouvellement nommés, de payer, dans un délai déterminé, la taxe en Cour de Rome.

Le Livre des quittances contenait les décharges de cette taxe, après paiement.

La taxe de l'évêché de Sarlat fut fixée à 700 florins romains ; cependant en 1790, elle avait été élevée à 742 florins. (*Almanach royal*). A moins de cas particuliers, les dates des engagements ou des paiements portés au Livre des obligations ou à celui des quittances, ne sont jamais les dates des Bulles de provision. Exemples :

Arnaud de Royard, archevêque de Salerne (appelé depuis à l'évêché de Sarlat), est nommé à son archevêché par Bulle du 2 des cal. de mai an v de Jean XXII, (c'est-à-dire le 30 avril 1321) et il s'oblige à payer sa taxe le 16 mai suivant.

Pierre est nommé évêque de Sarlat par Bulle du 2 des nones de novembre an iv de Benoît XII, (c'est-à-dire le 6 novembre 1338) et il s'oblige le 13 novembre suivant.

Hélle est nommé évêque de Sarlat par Bulle du 6 des ides de mai, an vii d'Innocent VI, (c'est-à-dire le 10 mai 1359) et il s'oblige le 18 mai suivant.

A plus forte raison les dates des paiements portés au Livre des quittances ne peuvent être les dates des provisions.

(2) Bertrand de Poyet, originaire du Quercy, cardinal-prêtre du titre de St-Marcel.

(3) Le chanoine de Gérard paraît ne pas tenir compte des diminutions de revenus qui furent la conséquence des spoliations ou destructions opérées pendant les guerres de religion. Il est difficile de comparer avec exactitude les revenus de la mense épiscopale du xiv^e siècle avec ceux du xvii^e siècle.

charges. Ainsi, je ne m'étonne pas, si, dans ce petit intervalle, il y a eu 7 évêques et je crois fort que plusieurs ont changé ainsi que Raymond, le premier évêque, et que M. Tarde (1) en fait mourir plusieurs qui ne laissèrent pas de vivre plus commodément ailleurs. Mais qui eut deviné que notre Raymond fût le même que celui de Saint-Pons ?

A-t-on continué le *Gallia Christiana* depuis que M^{re} de Sainte-Marthe le firent imprimer en 4 vol. l'an 1656 ? 35 ans d'intervalle font bien du changement, surtout si les derniers évêques de Sarlat fussent allés aussi vite que les 7 premiers.

Quel est votre dessein, touchant les papes et les cardinaux d'Avignon ? (2) M. du Chesne le filz n'en a-t-il pas donné l'histoire ? (3) Il me souvient, il y a environ 20 ans, qu'il demandoit des mémoires de deux cardinaux Périgourdiens et Sarladois, originaires de la petite ville de Beaumont : Pierre Astier (4) et un autre : on dit que M. le président Grimard, du Parlement de Guienne, possède quelque chose qui leur appartenait, une seigneurie ou fief de Luziez. Je n'en ay pu rien apprendre. On remarque seulement que Itier, évêque de Sarlat, que l'on appelle, mal à propos, Pierre Itier, (5) avoit

(1) Jean Tarde, né à Laroque de Gajac vers le milieu du xvi^e siècle, chanoine théologal et vicaire général de Sarlat, écrivain distingué, mort à Sarlat en 1636.

(2) Baluze fit paraître la *Vie des Papes d'Avignon* en 1693.

(3) André du Chesne avoit commencé une *Histoire des Cardinaux français*. François du Chesne, son fils, continua son œuvre et l'acheva en partie. Il n'en publia que deux volumes, l'ouvrage devoit en avoir quatre.

(4) Lire : Pierre Itier.

(5) Le chanoine de Gérard commet une grave erreur, et confond Itier, évêque de Sarlat (1341-1346, avec Pierre, son successeur (1346-1359). Cette erreur provient d'une confusion des noms et des prénoms de ces deux prélats. Mais de ce qu'un évêque a pour prénom Itier, il ne s'ensuit pas que son successeur ne puisse avoir le même nom Itier pour nom de famille. Et, de fait, Pierre, évêque de Sarlat de 1346 à 1359, s'appelait vraiment Pierre Itier : « *Venerabilis pater Petrus Iterii Episcopus Sarlatensis, Domini Albanensis, Episcopi. E. R. E. Cardinalis familiaris.* » (Cardinal de Périgord, 24 août 1358). »

Tous ceux qui ont écrit sur l'histoire ecclésiastique de Sarlat, y compris les frères de Sainte-Marthe, ont commis la même confusion, ce qui a donné lieu à des listes de prélats sarladais complètement fantaisistes et à des hypothèses inadmissibles.

C'est ainsi que les auteurs du *Gallia Christiana*, attribuant à Itier (1341-1346) le nom de son successeur Pierre (1346-1359) sont obligés de remplir le vide causé par

les mêmes armes que le cardinal; il falloit que le notre fu son oncle, s'ils étoient de même famille puisqu'il mourut 20 ans avant que l'autre fut cardinal. On m'envoie les deux derniers volumes de l'Histoire des Empereurs, in-4°. M. Tillet ou Tillemont (1) en est l'auteur; est-ce un bon livre? Quelle profession faict cet auteur? Il a promis ensuite de donner l'Histoire ecclésiastique.

Que dites-vous du premier vol. de l'Histoire ecclésiastique de M. l'abbé Fleury? On me dit qu'elle est fort superficielle, qu'on y trouve rien de recherché! Me conseillez-vous de l'avoir?

Travaille-t-on à l'Histoire de France? outre ce que donne M. de Varillas.

Quel bon chronologiste avez-vous à Paris qui travaille à corriger la Chronologie et à donner fidèlement l'histoire, autre que le P. Pazi? Le P. Pezron (2) a-t-il rien fait imprimer depuis son « *Antiquité des Temps*? » Il promettoit un ouvrage d'histoire qui regarderoit le Vieux Testament.

Comme l'on corrige tous les jours les anciens auteurs sur des anciens Mss. et que l'on en découvre d'autres qui n'a-

cette transposition. Pour cela, ils introduisent à la place de ce dernier, Pierre Itier, qui, pour eux, ne fait qu'un avec Itier, un prélat qu'ils nomment Pierre de Mayiollas ou Porquery — et qui *n'a jamais existé comme évêque de Sarlat*. Première et grave erreur.

Ensuite, les frères de Ste-Marthe, partant toujours du même point de départ faux, c'est-à-dire de la mort de Pierre Itier arrivée en 1346, se demandent quelles relations de famille ont pu exister entre Pierre Itier, évêque de Sarlat, et Pierre Itier, évêque de Dax, puis cardinal. « Ils portaient même nom et mêmes armes, donc ils étaient parents; mais, disent-ils, puisque l'évêque de Sarlat mourut 20 ans avant l'évêque de Dax (ils font mourir Pierre à la place d'Itier en 1346) l'évêque de Sarlat devait être l'oncle du cardinal de Dax. » Voilà l'hypothèse!

Or, Itier fut évêque de Sarlat de 1341 à 1346; Pierre Itier lui succéda en 1346, resta sur le siège de Sarlat jusqu'en 1359; fut transféré à l'évêché de Dax en 1359, fut créé cardinal du titre des Quatre Saints Couronnés en 1361, puis évêque suburbicain d'Albano et mourut à Avignon le 19 mai 1367. Voilà la réalité!

(1) Louis-Sébastien Le Nain de Tillemont, 1637-1698.

(2) Antoine Pagi, cordelier, 1624-1695, corrigea les *Annales de Baronius*, fit paraître le premier volume de sa *Critique* en 1689; les trois autres parurent en 1705 par les soins de François Pagi, aussi cordelier, son neveu. — Le P. Paul Pezron, bernardin, abbé de la Charmoie, né en 1639, mort en 1706. Son traité : « *L'Antiquité des Temps rétablie* » parut en 1687. In-4°.

voint pas encore veu le jour, il n'est pas malaisé de composer aujourd'hui plus correctement que n'ont fait ceux qui nous ont précédé. Aussi le public attend-il qu'on luy donne des fruitz nouveaux et surtout pour ce qui regarde l'histoire. En voilà assez pour cette fois, ne voulant pas abuser de votre patience, ni du tems qui vous est précieux, vous assurant, cependant, que je suis toujours très-constamment,

Monsieur, votre très-humble et très-obeissant serviteur,

GÉRARD.

A Sarlat, le 7^e mai 1691.

Au dos :

A Monsieur,

A Monsieur Baluze, chez Madame

la marquise de Seignelai.

A Paris.

Scellé aux armes du chanoine : un croissant environné de cinq étoiles.

BULLE D'UNION D'ISSIGEAC ET OBSERVATIONS

DU CHANOINE DE GÉRARD (1).

(Extrait des mémoires mss. de l'Histoire de Sarlat par feu M. Tarde, chanoine théologal.)

« 1818. — Raymond de Roquecorn, premier évêque de Sarlat, ayant reconnu que le revenu de Sarlat... etc.

Ici se place la copie de la Bulle d'Union d'Issigeac, *Ad Sarlatensem ec-*

(1) Le chanoine de Gérard envoya, avec la Bulle d'Issigeac, des remarques et des observations, en réponse aux deux lettres que lui avait envoyées Baluze relatives à l'Histoire de Sarlat. La copie de la Bulle et les observations du chanoine sont à la suite de la lettre d'envoi qui précède.

Baluze préparait alors sa *Vie des Papes d'Avignon*, qui parut 3 ans après, en 1693 en 2 vol. in 4°. C'est très-certainement à cette occasion qu'il demanda au chanoine de Gérard des documents et des notes sur les premiers évêques de Sarlat qui furent nommés ou confirmés par les Souverains Pontifes d'Avignon. Le chanoine

clesiam, dont voici l'analyse : La mense épiscopale de Sarlat ayant des revenus insuffisants, le pape Jean XXII unit à perpétuité à l'évêché de Sarlat le doyenné d'Issigeac, O. S. B., dépendant de l'église bénédictine de Sarlat, et dont jouit Bertrand, cardinal-prêtre du titre de Saint-Marcel, en vertu d'une concession apostolique. Les revenus du doyenné sont de 800 livres tournois. L'évêque Bertrand ou ses successeurs ne jouiront de ces revenus qu'après la résignation volontaire ou la mort du cardinal bénéficiaire, et sous réserve d'une portion congrue et d'une pension convenable pour les moines chargés du service divin au monastère d'Issigeac. Le Pape donne commission aux archidiaques de Montpezat et de Cahors et à Pierre de Savinhac, chanoine d'Agen, de mettre l'évêque de Sarlat en réelle et corporelle possession du doyenné. « *Datum Avinioni vii idus augusti pontificatus nostri anno 3^o* » (c'est-à-dire le 7 août 1319).

« 1324. — il fut presque toujours en Avignon, où il mourut. »

Ce mémoire fut donné à MM. de Sainte-Marthe l'an 1655, de la manière susdite où il est marqué : 1^o que Bertrand, cardinal de Saint-Marcel, mourut 2 ans et demi après la date de la susd. Bulle. Feu M. Tarde le trouva, sans doute, dans quelque auteur, soit dans Onufre ou bien dans la 1^{re} édition de Ciaconius (1) l'an 1601 ; 2^o que Raymond, premier évêque mourut l'an 1324. M. Tarde n'ayant pas su la translation de Raymond à Saint-Pons de Thomières, et voyant que Bertrand étoit pourvu de l'évêché en 1324, il crut qu'il étoit mort, et MM. de Sainte-Marthe, qui ont

de Gérard lui envoya alors la Bulle : « *Ad Sarlatensem ecclesiam* » datée d'Avignon le 7 des ides d'août, troisième année du pontificat de Jean XXII (7 août 1319), ordonnant l'union à la mense épiscopale du doyenné d'Issigeac, qui dépendait de l'église de Sarlat. — Il lui envoya en même temps le texte qui précède et qui suit la Bulle dans les chroniques de Tarde, texte allant de 1318 à 1324, pour faire voir que le chroniqueur avait fait mourir Raymond de Roquecorn en 1324, alors qu'en réalité celui-ci fut transféré à Saint-Pons de Thomières, cette même année. Le chanoine de Gérard ne se contenta pas d'envoyer le texte de la Bulle tel qu'on le trouve dans les chroniques de Tarde, mais il le corrigea sur l'original lui-même. C'est ce texte corrigé et collationné par notre chanoine, que Baluze fit imprimer dans les pièces justificatives de sa *Vie des Papes d'Avignon*, 1693, tome 2, p. 339. Je n'ai donc pas cru nécessaire de faire réimprimer ici cette longue pièce, d'autant que les statuts de notre Société s'y opposent. — Ceux qui voudront la consulter la trouveront facilement.

(1) Onuphre Panvini, religieux augustin italien, fit paraître en 1568 *les Vies des Papes*, in-4°. — Alphonse Chacon, dit Ciaconius, dominicain espagnol, mort à Rome avec le titre de patriarche d'Alexandrie en 1599, auteur de l'ouvrage : *Vita et Gesta Romanorum Pontificum et Cardinalium*, imprimé en 1601, réimprimé en 1676, 4 vol. in-fo.

mis Raymond premier évêque de Saint-Pons, ne l'ont pas non plus reconnu pour premier évêque de Sarlat (1). Vous dites qu'il a vécu là-même en 1339, 4 septembre. MM. de Sainte-Marthe disent qu'il mourut en 1345, auquel succéda Stephanus Aldebrandi.

Or, le cardinal de Saint-Marcel n'estant mort que l'an 1352, et le doyenné d'Issigeac, qui s'affirme ordinairement dix ou onze mille livres, n'ayant été uni à la mense épiscopale que par sa mort, c'est-à-dire qu'en l'an 1352, et le reste de l'évêché ne vallant pas 3 mille livres (2), je ne m'étonne pas si Raymond prit le parti de changer d'évêché et Bertrand, son successeur, de rester toujours en Avignon, et je ne m'étonne pas, de même si, jusqu'en l'an 1352 (3) qu'il est conté 8 évêques, l'on n'en pourveut que de l'ordre de Saint-François (4), lesquels, ayant fait vœu de pauvreté ne s'enrichissoient pas beaucoup pour estre évêques de Sarlat. Ce bon cardinal les ennuyoit bien, et les obligeoit de changer bientôt d'évesché. 8 évêques en 40 ans !

Voilà, pour ce qui regarde vos remarques de votre deuxième lettre, dont je vous remercie de tout mon cœur.

(1) Cette omission est réparée dans l'édition du *Gallia Christiana* de 1789, t. VI, p. 237.

(2) Je crois bien que le chanoine de Gérard, pour faciliter la preuve de la thèse qu'il soutient, exagère à plaisir la pauvreté de la mense épiscopale de Sarlat. Car, outre le doyenné d'Issigeac, l'évêque de Sarlat, comme successeur des abbés, était seigneur de la Temporalité de Tempniac, composée des quatre paroisses de Tempniac, Campagnac, Saint-Quentin, Allas-l'Evêque, et partie de celles de Saint-André et de Taniers. Il est vrai qu'en 1645, par acte du 15 janvier, la paroisse de Saint-Quentin avait été réunie à la seigneurie du Barri par l'achat qu'en fit noble Armand de Gérard, écuyer, seigneur du Barri.

L'Evêque était en outre seigneur de la Roque de Gajac. — De plus, il avait les droits provenant des ventes des notariats et des droits de greffe établis dans ses terres, ainsi que la moitié des droits du greffe des conjuges de Sarlat, etc...

D'autre part, à plusieurs reprises, sur la demande des évêques, le Saint-Siège unit certains bénéfices à la mense épiscopale, par exemple : en 1467, le prieuré de la Sauvelat, diocèse d'Agen, évalué à 30 écus d'or de rente, et le prieuré de Saint-Pardoux, même diocèse, évalué à 24 livres de rente ; en 1470, les paroisses de Saint-Christophe et de Sainte-Marie-Madeleine, évaluées à 60 écus d'or ; en 1474, le prieuré de Saint-Quentin, évalué à 30 écus d'or, ces derniers bénéfices, situés dans le diocèse de Sarlat, etc., etc.

(3) Il n'y a en réalité, jusqu'en 1352, que sept évêques. Ce sont : Raymond, Bertrand, Arnaud, Guillaume, Pierre, Itier et Pierre.

(4) C'est une erreur. — Arnaud de Royard est le seul que l'on sache avoir appartenu à l'ordre des Frères-Mineurs. — Raymond, Bertrand, Guillaume, Pierre II étaient de l'ordre de Saint-Benoît ; on ne sait si Pierre I et Itier étaient des religieux ou des prêtres séculiers.

Et pour la première, voici les miennes sur votre mémoire de nos évêques.

1° *Ex alio Libro obligationum, ab anno 1316 ad 1400 :*

1318. — *Raymundus, Epus. Sarlat. provisit 14 julii.*

1324. — *Raymundus, Epus. Sarlat. provisit 29 novembris.*

Voyez, je vous prie, si vous ne vous êtes pas trompé, car le successeur de Raymond, premier évêque, se nomme Bertrand et non Raymond (1).

2° Je trouve que la suite de nos évêques depuis l'an 1338 jusqu'en 1358 est fort embrouillée (2) quoiqu'il n'y ait que 20 années, parce qu'il y a 3 ou 4 Pierre de suite. MM. de Sainte-Marthe mettent après M. Tarde : 1° Petrus Bérenger, 1338 jusques en 1340; 2° Petrus Iterii en 1340 jusqu'en 1350; 3° Petrus Porquerii ou de Mayolis de 1350 à 1358.

Vous mettez, selon vos memoires : « *Ex lib. oblig. ab an. 1316 ad 1344. — 1° Petrus, 12 novembre 1338; 2° Iterius, 12 octobre 1341; Ex lib. Quitat. temp. Clem. vi. — Petrus, 28 décembre 1346; Ex libr. oblig. temp. Innoc. vi. — Petrus 10 janvier 1354.* »

Il s'ensuit trois choses de vos memoires, très-vérifiables et que je puis confirmer par les actes de nos archives : 1° qu'Iterius ne s'est jamais appelé qu'Iterius et non Petrus Iterii (3); 2° qu'il est mort en 1346 et non

(1) Baluze ne s'était pas trompé.

» 1318. — *Raymundus Epus. Sarlat. provisit. 14 juillet,* » c'est-à-dire provisions pour Raymond, abbé de Gaillac, nommé évêque de Sarlat.

» 1324. — *Raymundus Epus. Sarlat. provisit. 29 novembris,* » c'est-à-dire provisions pour Raymond, évêque de Sarlat, transféré à l'évêché de Saint-Pons de Tomières.

(2) Le chanoine de Gérard a raison de trouver que la série des sept premiers évêques de Sarlat est fort embrouillée, et je comprends fort bien que Tarde, MM. de Sainte-Marthe, le chanoine de Gérard, Baluze lui-même, aient commis des erreurs considérables en dressant la liste des prélats de Sarlat. Ils n'avaient pas réuni des documents assez précis pour se reconnaître, avec certitude, au milieu de ces Pierre et de ces Iter, noms communs à plusieurs évêques se succédant immédiatement.

En cherchant à coordonner les dates et les faits, et à rectifier cette liste donnée par le *Gallia Christiana*, qui paraît défectueuse, à la seule lecture, j'ai été amené à faire des recherches sur ce point, et j'ai été assez heureux pour mettre la main sur des documents certains, qui me permettent de corriger, d'une façon définitive, les listes des frères de Sainte-Marthe, du chanoine Tarde et du chanoine de Gérard, en supprimant deux évêques qui n'ont jamais existé, du moins sous les noms portés au *Gallia Christiana* et en ajoutant deux prélats dont l'existence a été soupçonnée mais n'a jamais été prouvée.

Je me propose d'envoyer très-prochainement au *Bulletin* une note donnant cette très-importante rectification, appuyée sur des documents authentiques et précis tirés principalement des archives du Vatican.

(3) Le chanoine de Gérard confond toujours les deux évêques Iterius et Petrus Iterii qui se sont succédé.

en 1350 (1); 3^e que depuis Iterius jusqu'en 1358, il y a 2 évêques nommés Pierre (2) : 1^o l'un en 1346. — Outre votre preuve en voici une autre du Livre des hommages de l'évêché *ad annum* 1346, et vous savez qu'en ce temps-là l'année, en France, ne finissoit qu'au 25 mars ou à Paques, F^o 27, verso : « *Petrus, Dei gratia Epus. Sarl. accepit mitram et crossam ab executoribus testam. bone memorie Domini Iterii p. decessoris sui* » ; 2^o et l'autre en 1354, selon votre mémoire « *ex Lib. oblig. temp. Innoc. vi.* » Je souhaiteray fort que vous l'examinassiez encore, si c'est cette date.

Comme j'écrivoy ceci, il m'est venu en pensée que ces deux Petrus dont M. Tarde n'en fait qu'un, de même que MM. de Sainte-Marthe et qu'ils appellent Petrus Porquerii *alids* de Mayiolis, sont effectivement 2 Pierres et 2 évêques : Le premier est Petrus Porquerii et le second Petrus de Malayiolis, et par ce moyen on peut reconcilier les écritures. Je n'y avois plus pris garde, et je crois la chose véridable. Or, cette confusion, comme vous savez, provient de ce que, ne mettant que leur nom de Petrus dans les lettres, on n'a pas scu les distinguer (3).

En voilà assez pour cette fois, mais je ne saurois finir sans vous dire que j'ay corrigé la copie de la Bulle d'Union d'Issigeac sur l'original, mais où croyez-vous que je l'ay trouvé et où M. Tarde, ce grand homme, l'avoit mis ? Pour servir de couverture à une main de papier dans lequel il avoit fait le dénombrement des bénéfices du Chapitre, et avoit colé une feuille de papier de chaque côté sur cette Bulle, si bien qu'il m'a fallu la mouiller pour l'enlever et la pouvoir lire. C'est inconcevable qu'un homme curieux comme il étoit, ait fait un si grand mépris des anciens papiers du Chapitre ; que doit-il avoir fait des autres parchemins ? Si tout le livre n'étoit écrit de sa main dont je connois le caractère mieux que le mien propre, je ne pourrois pas me le persuader : et c'est pour cette Bulle que j'ay gardé ce livre.

Si vous aviez besoin du codicille du cardinal Talayrand, qui n'est pas, ce me semble, imprimé, ou de la Bulle du Collège de Périgord qui la regarde, je vous les ferois tenir fort agréablement. Pour le testament, il est imprimé *in Gall. Christ.* tome II (4) *in Episc. Autissiodor.*

(1) C'est parfaitement exact, à condition que l'on parle d'Iter et non de Pierre Iter.

(2) Ceci est une erreur. — Il n'y a eu, depuis Iterius jusqu'en 1359, qu'un seul évê que, Petrus Iterii, évêque de 1346 à 1359.

(3) Cette hypothèse inexacte est démentie par les documents.

(4) Tome II de la première édition du *Gallia Christiana* en 4 vol. in-folio, mais tome XII de la seconde édition en 16 vol. in-folio (1715-1865).

Au sujet du cardinal Talayrand, avez-vous examiné le vol. qui lui fut fait l'an 1359, le 18 mars, à Chatillon-sur-Seine, duquel fait mention Severt ? *in Chronolog. antiqu. Lugd.* tome I, p. 180 (1), traitant des évêques de Mascon et quel fut le succès des lettres qu'il écrivit aux archevêques de Rouën, de Sens, et Rems, Bourges, Lyon et Rennes, et à une douzaine d'évêques ? Il recevoit d'Angleterre une légation d'Innoc. 6 ; Froissard en dit quelque chose, f° 119, dit Severt.

Au reste, pour Issigeac, on dit *Issigiacum* ; c'est une prononciation italienne, comme il y a dans l'original *Ichigiacum*.

(Bibl. Nation. Dép. Mss. armoires de Baluze, vol. 211, p. 100.)

Pour copie conforme :

Gaston DE GÉRARD.

ESSAIS

TOPOGRAPHIQUES, HISTORIQUES ET BIOGRAPHIQUES

SUR L'ARRONDISSEMENT DE NONTRON (*Suite.*)

A la suite de la commune de Miallet, qui, avec celle de Pansol (Haute-Vienne), la limite au nord, se trouve celle de Saint-Saud-La-Coussière, bornée d'autre part et à l'est par les communes de La Coquille et de Saint-Jory-de-Chalais ; à l'ouest, par celles d'Abjat, de Savignac et des Champs-Romain ; enfin, au sud, par les communes de Saint-Martin-de-Fressengeas, de Milhac et de Saint-Pardoux-la-Rivière.

Son vaste périmètre comprend les bourg, villages, hameaux et lieux ci-après : La Grafeuillade ; Le Breuil, près d'une colline de 352 mètres d'altitude ; Maberout, avec colli-

(1) *Chronologia historica... Archiantistitum Lugdunensis archiepiscopatus*, etc.
— Lyon. Cl. Armand, 1607 et 1608, in-4°. — Lyon, Sim. Rigaud, 1628, in-folio.

nes de 313 et 344 mètres ; La Chapelle-Verlaine ; Vacher, près d'une colline de 364 mètres ; Le Pimpidour ; La Bucherie ; La Tuilerie, à 340 mètres ; Contussier, à 334 mètres ; La Garde, à 329 mètres ; Bon-Appétit ; Grandcoing à 333 mètres ; La Pinalie ; La Chabaudie ; La Besse ; La Bucherie ; Mazaudet ; Verlaine ; La Robertie ; Maziéras ; La Vilotte, avec colline de 320 mètres ; moulin de Grandcoing, sur la Dronne ; moulin de La Gourgousse, sur le grand étang de ce nom ; forge de Lamaque ; Lassagne, à 328 mètres ; Les Places ; forge de Chapelas ; Puydoyeux, à 322 mètres ; tuilerie de Mazaubrun ; Les Psychères, à 315 mètres ; Le Puy ; le bourg de Saint-Saud ; La Coussière, à 273 mètres ; Lage ; Le Châtaignier ; Courtazellas ; La Porcherie ; Monteix ; moulins de La Coussière et du Pont, sur la Dronne, ainsi que les forges ci-dessus ; Vachaud ; Peytour ; aux Gargalinas ; La Jurie ; moulin de Lavaud, sur le ruisseau dit de Queue-d'Ane ; Chapelas ; Bourneix ; Les Farges ; moulin du Breuil ; Montagnac, à 309 mètres ; Larret ; Manaud ; La Roudarie ; La Boizette ; tuilerie des Landes, à 318 mètres ; La Rebière ; La Vallade ; moulin de ce nom sur un étang ; Veyrinas, à 284 mètres ; Farjouty ; tuilerie de Beynac ; Beynac ; moulin de ce nom sur un étang ; Le Claud ; La Verrière ; Claud-du-Four ; Vieille-Abbaye ; Nicolas ; Palayres ; ancienne abbaye de Peyrouse ; moulin de ce nom sur un étang, et Bonnefon.

La population de ce territoire était : en 1365, de 846 âmes pour 141 feux, à six par feu ; de 2,250 au xviii^e siècle ; de 1,826 en 1807 ; de 2,703 en 1852 ; de 2,562 en 1856 ; de 2,417 en 1861 ; de 2,504 en 1866 ; de 2,171 en 1872, et de 2,332 en 1876.

Le chef-lieu de cette commune est à dix kilomètres de Saint-Pardoux-la-Rivière, 18 de Nontron et 55 de Périgueux. Il est le lieu de résidence de l'un des trois notaires du canton et d'un receveur de bureau de poste de quatrième classe, desservant la commune et celle de Romain. Il s'y tient sept foires par an, savoir : le mercredi des Rogations, les derniers jeudis de janvier, février, mars, août et octobre, enfin le jeudi qui précède la Noël.

Si nous recherchons le passé de l'ancienne paroisse de Saint-Saud-La-Coussière, nous voyons qu'elle appartenait, au

x^e siècle, au comte d'Angoulême et de Chabanais, d'où elle passa à la maison de Rochechouart, par le mariage d'Aimeric, dit Osto-Francus, premier vicomte de Rochechouart, mort en 1030, avec Ava, fille de Guillaume, comte d'Angoulême et de Chabanais. Leur arrière petit-fils, Aimeric VI, vicomte de Rochechouart, en 1201, épousa Luce, dame de la seigneurie de Pérusse, dont Aimeric VIII fit aveu à Alphonse de France, comte de Poitiers, au mois d'août de l'an 1242 (Moréri).

Aimeric, dixième du nom, étant, lisons-nous dans les manuscrits de dom Villevieille à la Bibliothèque nationale :

« Sur le point de passer la mer avec le roy de France, disposa de ses biens, et donna à Aimery, son petit-fils, fils de feu Aimery, son fils aîné, les chastels, terres et chastellenies de Rochechouart, Brigueuil, le Repaire de La Cossière, avec les hommages du chasteau de Montbrun et de toute la chastellenie de Rochechouart, sauf Saint-Laurent et Saint-Auvent; et à Guy de Rochechouart, son fils puîné, chevalier, les chasteaux de Pérusse et de Salanhac... par testament du vendredi de Saint-Jean-Baptiste 1283. »

Aimery XI^e mourut, vers l'an 1306, sans enfants de Galmaise de Pons, sa femme, laquelle, d'après le même auteur :

« Donna en récompense de services à noble Simon, vicomte de Rochechouart (oncle de son mari), chevalier du Roy, seigneur de Saint-Laurent, les terre, chasteau et hébergement de La Cossière... avec la clause que dans le cas qu'il en fut évincé de quelque manière que ce fut, les héritiers dudit feu Aimery et d'elle payeront audit Simon 2,300 livres, prix de l'acquisition qu'elle en avoit fait par l'acte passé l'année 1307 en présence d'Amelin David, chevalier, et Simon de Lespinac, damoiseau. Par suite ledit Simon passa compromis avec Isabeau de Lévis, dame de Bergerac, touchant leurs prétentions réciproques sur le lieu de La Cossière, le mercredi après Oculi 1308. »

En outre, et par transaction du jeudi, veille de Saint-Marc 1309 :

« Il compromit avec Jeanne de Rochechouart, sa nièce, touchant la vicomté de Rochechouart, la seigneurie de Brigueuil et l'hébergement de La Cossière... entre les mains de vénérable messire Focaud de Rochechouart, doyen de Bourges, frère de Simon, qui termina le différend en cette sorte

savoir : que l'hébergement de La Cossière (1) avec ses droits apparten-droit à ladite dame Jeanne et à ses hoirs de son corps sans pouvoir aliéner avec réversibilité audit Simon et aux siens. »

Simon de Rochechouart mourut en 1316, laissant de Laure de Chabanais, sa femme, Jean vicomte de Rochechouart, chambellan du roi, et Aimery, prince de Chabanais et seigneur de Confolens. Le dit Jean fut tué à la bataille de Poitiers le 10 septembre 1356, et il avait épousé, en 1336, Jeanne de Sully, dame de Corbefy, dont il eut deux fils : Jean, qui fut archevêque de Bourges et d'Arles ; Louis, l'aîné, qui :

« Vendit à noble et puissante dame de Sully, sa mère, son chateau de La Cossière, au diocèse de Périgueux, moyennant la somme de trois mille livres et en donna quittance le jeudi après la Toussaint 1368. » Mais, en 1372, ledit Louis abandonna la terre de Bryon à Jeanne de Sully, sa mère, qui lui laissa celle de La Cossière. »

Antérieurement et au xiv^e siècle, par suite du premier mariage de Laure de Chabanais, dame de La Coussière, cette seigneurie était passée, au moins en partie, dans la maison de Pérusse, qui la posséda en entier du xiv^e au xv^e siècle. Nous lisons, en effet, dans le nobiliaire de Nadaud, qu'au xiv^e siècle, Louis de Pérusse, chevalier, épousa Laure de Chabanais, dame de La Coussière ; qu'Audoine de Pérusse, seigneur de St-Bonnet et de La Coussière, fut le premier qui prit le nom Des Cars, et qu'il épousa, en 1281, Marguerite de Ségur, dont l'arrière-petit-fils, Audoine, chevalier, sire et baron Des Cars, seigneur de La Coussière, Saint-Bonnet, Lavauguyon, etc., se distingua, sous les ordres du connétable Charles d'Albret, au siège de

(1) L'hébergement, dit Denisart « est le droit qu'ont quelques seigneurs en conséquence duquel leurs vassaux sont obligés de les loger avec les amis qui viennent les visiter. » — *Anciennement*, dit Ragueau : « Les seigneurs en plusieurs lieux avoient droit à l'hébergement chez leurs sujets ; mais le droit a été changé en rentes payables en grains ou en deniers. » Diderot résume ainsi ces deux définitions : « Le droit d'hébergement étoit l'obligation de fournir au seigneur ses repas lorsqu'il venoit dans le lieu » Ce droit fut donc supprimé bien avant 1789 et n'étoit d'ailleurs pas généralement usité. Aussi ne l'avons-nous jamais vu mentionné dans de nombreux et anciens titres de rente à partir du xiv^e siècle.

Courbefy et fut nommé, en 1421, conseiller du roi et chambellan du Dauphin. Le mardi, 17 mars 1421, par acte passé à Nontron, Jean de Bretagne, sieur de Laigle, lieutenant général en la vicomté de Limoges,

« Eu égard aux grands et notables plaisirs, amours, honneurs et services qu'Audoïn de Pérusse, écuyer, seigneur des Quars et de la Cossière, son cousin et les siens lui ont fait au dit vicomté de Limoges, lui donna la justice des villages de Faya et La Borda. »

Le dit Audoïn s'était marié le 20 octobre 1390 avec Marguerite-Hélie de Pompadour, et leur fils, Gauthier, devint, par suite du testament de son père du 20 octobre 1435 et d'un acte de partage de 1464, propriétaire et seigneur de Lavauguyon, Roussines, La Coussière, etc. Cette dernière seigneurie fut possédée par ses descendants, dont l'un en rendit hommage au roi de Navarre en 1541, et passa par alliance, à défaut d'enfants mâles, dans la famille Stuer de Caussade par le mariage de Diane des Cars avec Louis de Stuer de Caussade, comte de Saint-Mégrin et baron de Montbrun, du 24 novembre 1579. De ce mariage provint un fils, Jacques, qui en 1618 se qualifiait de seigneur comte de Lavauguyon, Varaignes, Bussière, La Coussière-Saint-Saud et autres places, et agissait comme héritier sous bénéfice d'inventaire de la dame d'Escars, sa mère, d'après divers actes en notre possession, dont nous reparlerons au chapitre des autres seigneuries de cette famille et du canton de Bussière-Badil.

Ce fut, d'ailleurs, en cette dernière qualité que ce dernier vendit, conjointement avec son père, et le 17 janvier 1621, la seigneurie de La Coussière-Saint-Saud à messire Antoine Arlot, seigneur de Frugie, Sainte-Marie, La Valouze et autres places, lequel en rendit hommage le 16 juin 1626 entre les mains de M. de Marcillac, garde des sceaux de France. A la suite de cette vente, il intervint entre l'acquéreur et Gabriel de Lambertye, comte dudit lieu et baron de Montbrun, un procès transigé par contrat du 29 août 1634, que nous analysons ainsi qu'il suit :

Par son mariage avec un Lambertye, une demoiselle Pé-

russe Des Cars lui porta en dot les fiefs de Domphon, de Mouton et des Sauvages, démembrés de la terre de Lavauguyon et de celle de La Coussière, sous la réserve de l'hommage, qui fut rendu en 1482 à Gauthier de Pérusse Des Cars, seigneur des dites terres, par Jean de Lambertye et, successivement, par ses successeurs jusqu'au dit Gabriel de Lambertye, qui le refusa, alléguant avoir acheté, par contrats des 8 octobre 1590 et 18 janvier 1621 lesdits hommages avec la justice haute, moyenne et basse, à feu messire Jean Des Cars, comte de Lavauguyon, et à Jacques Stuer de Caussade, confirmés par arrêt du grand-conseil du roi du dernier jour de juin 1632. Mais ce droit à l'hommage ayant été maintenu en faveur du nouveau seigneur de La Coussière-Saint-Saud pour les deux premiers fiefs et par arrêt du 15 juillet 1633, rendu par Jehan Vallier, lieutenant des appeaux de la vicomté de Limoges, il intervint entre lesdites parties, suivant acte passé au château de Marval, en Poitou, sous le scel du vicomte de Rochechouart, et reçu Sarlande et Ducourtieu, notaires, le 29 août 1634, une transaction portant que le seigneur de Lambertye jouira :

« Dorés et advant des hommages de Lambertye, justice aulte moyenne et basse et aultres droicts aliénés par feus messire Jean Des Cars, comte de Lavauguyon et Jacques Estouard de Caussades conte de la dicte conté de Lavauguyon par les contracts des huitiesme octobre 1590 receus par Rambaud et Marey, notaires et dixceptiesmes janvier 1621 receu par Tournier, notaire royal... a la charge par le dict seigneur de Lambertye... de payer et rembourser au dict seigneur de Frugie acceptant la somme de 5,500 livres de principal a quoy lanchère des dicts hommages et droicts de lièves montent... avec intérêts... et a este les dicts intérêts stipulles a raison de dix huit deniers aultrement six liards pour livre... et en oultre et pardessus le dict seigneur de Lambertye a remis au dict seigneur de Frugie purement et irrévocablement tous droicts de justice, rantes et fondallités dheues et appartenant sur lenclave de La Pignellie et de Grand Coingt sise dans la paroisse de Saint-Saud. »

Quelques années après et en 1645, ledit Antoine Arlot, comme seigneur de La Coussière, reçut les hommages de Claude de Forges, seigneur de Forges, de Louise d'Abzac et

de son fils pour le fief du Chastenet, et de Pierre du Puy, pour celui de Courtazelle, le tout paroisse de Saint-Saud ; et pour celle de Romain, d'Henri de Beynac, pour les château et fief de La Vallade; de Pierre de Campniac, pour ceux de Romain, et de Thibaut de Camaing, pour ceux du Verdoyer, relevant tous à foi et hommage de ladite seigneurie de La Coussière. Enfin, le baron de Beynac renouvela l'hommage de La Vallade en 1667 entre les mains de dame Jeanne-Antoinette de Clermont de Touchebœuf, veuve d'Antoine Arlot de Frugie, troisième du nom. Ce dernier était fils de Suzanne de Larochevoucauld et de messire Jacques d'Arlot de Frugie, chevalier, seigneur du dit lieu, baron de La Coussière Saint-Saud, Sainte-Marye, Romain, La Vallouze et autres places, suivant son testament, passé au château de Frugie, devant Ladoyre, notaire royal, le 2 mars 1674, dont nous allons extraire les parties les plus intéressantes au point de vue des usages d'alors et de l'invariable coutume des legs pieux et charitables :

« Apres sestre muny de la sainte croix en disant : *In nomine patris filii et spiritus sancti amen* et recommandé son âme a Dieu et a la glorieuse vierge Marye sa mere aux anges et aux glorieux apostres saint Pierre et saint Jacques ses patrons et a tous les saints et saintes du paradis afin d'intercéder pour luy a l'heure de sa mort... il dit... que lorsque son ame sera separee de son corps voulloir estre ensevelly dans les glize paroissiale du present lieu de Frugie et tombeau de feu messire Anthoine d'Arlot de Frugie vivant chevalier, seigneur dudict lieu et dame Marye Coustin du Masnadaud ses pere et mere et qu'il luy soit fait trois servisses solennels dans lad. esglise, lung le jour de son enterrement, laultre le jour de la quarantaine et le troisieme au bout de lan et que a chasque servisse il soyt appelle le plus de prestre et de religieux qu'il se pourra qui celebrent tous les jours le saint sacrifisse de la messe pour le repos de son ame. Que a chasque prestre ou religieux soit donne la somme de trente sols et que en outre a chasque servisse il soit fait laumosne a tous les pauvres qui sy trouveront et a chascun diceux il soit donne la somme de deux sols... Item donne et lègue au couvent des RR. PP. Recollets de la ville de Thiviers la somme de 250 livres pour prier Dieu pour le sallut de son ame a la charge de faire deux années de messes de *Requiem* qui est 730 messes, comme aussy donne et lègue au sieur Gorsse prestre et prieur de Saint

Nicollas pour prier pour le sallut de son ame, la somme de troys cent livres. Pour les réparations de lesglise du present bourg et paroisse de Frugie la somme de 50 livres... Et au sieur vicquaire servant en icelle un fond de la valeur de six cens livres a la charge de dire tous les ans a perpetuite une messe de *Requiem* qui est une pour chasque mois pour le repos de son ame et de celle de ses predecesseurs et pour entretenir continuellement nuit et jour la lumière de la lampe de ladite esglise... A la chapelle de Notre Dame de pytie de Saint Saud la somme de cens cinquante livres pour la bastisse d'une maison commode au sieur vicquaire de ladicte chapelle... »

Après divers autres legs, le testateur déclare que de son mariage sont provenus trois fils : feu messire Anthoine Darlot de Freugie, chevalier, seigneur marquis de La Cousière; messire Louys Darlot de Freugie, chevalier, seigneur de Saint-Saud; messire Hellie Darlot de Freugie, seigneur du Breuil, et une fille : Michelle Darlot demoiselle de Freugie. Il institue ensuite pour son héritier universel Jacques Darlot de Freugie, son petit-fils, issu du mariage de son fils aîné avec dame Antoinette de Touchebœuf de Clermont, à la charge de payer à chacun de ses autres enfants la somme de cinquante mille livres et sous la clause de substitution à défaut d'enfants mâles, tant au profit de ses autres petits-fils et de ses fils et filles sus-nommés « qu'à celui de Jacques Darlot de Freugie, chevalier, seigneur de Cumond, fils hayne de feu messire Hellie Darlot de Freugie, chevalier, seigneur de Sainte Marye son frère et au besoin à ses aultres malles. »

La branche de Frugie s'étant éteinte en 1754, la substitution prévue eut lieu au profit de celle de Cumond, sortie de la branche de Sainte-Marie, devenue ainsi l'aînée et dont un des membres, Louis d'Arlot de Saint-Saud, baron de Saint-Saud La Coussière, seigneur de Romain et autres places, fils de Léonard et de Françoise de Jaubert, fut le chef de la branche de Saint-Saud. Devenu capitaine au régiment des grenadiers de France, il se maria le 15 janvier 1775 avec Marie-Marguerite de Fayolle et il en eut huit enfants, dont deux ont continué la descendance masculine de ce rameau, celui de Cumond étant également représenté ainsi que nous l'avons indiqué au chapitre de la commune de Saint-Pierre-de-Fru-

gie, canton de Jumilhac-le-Grand. La branche de Saint-Saud s'est, d'ailleurs, divisée elle-même en deux autres rameaux, savoir : 1^o celui de La Valouze, dont le chef fut André-Augustin d'Arlot, baron de Saint-Saud, qui se maria en 1816 avec Marie-Sophie de Gallaup, de laquelle il eut deux filles, dont l'une, Suzanne-Ameline, s'est mariée en 1843 avec M. Thimothée du Perrier de Larsan, et un fils, Pierre Gustave. Ce dernier s'est marié en 1851 à dame Honorine Ramier de Franchauvet, dont il a eu un fils, Aymar, et une fille, Emilie, nés l'un et l'autre en 1853 et 1857, au château de La Valouze, près de Larochechalais, qu'il a fait construire, et auquel il a donné ce nom, en souvenir de l'ancienne seigneurie de La Valouze, commune de Saint-Paul-la-Roche, appartenant à ses ancêtres ; 2^o et le rameau de Nadelin, formé par André-Julien d'Arlot, comte de Saint-Saud, marié en 1819 avec dame Madeleine Papin de La Gaucherie, de laquelle sont provenus trois fils : Paul-Alfred, Léonard-Eugène et André-Hubert.

La terre de Saint-Saud-La-Coussière fut, d'ailleurs, successivement démembrée et, en 1780, il n'en restait plus dans les mains de la famille Arlot qu'une maison noble et la halle dans le bourg de Saint-Saud, la métairie de Saint-Saud, le moulin banal de La Coussière, trois étangs, des pièces détachées en prés, bois et futaies, trois domaines au village de Labesse et les quatre domaines de La Coussière, lesquels furent vendus les derniers et en 1830.

Le chef dominant de cette seigneurie, dont la juridiction s'étendait sur les deux paroisses de Saint-Saud et de Romain, était le château-fort de La Coussière, que nous avons vu mentionné dans des titres du xiii^e siècle. Ayant eu grandement à souffrir des guerres anglaises et aussi des guerres de religion, il était depuis longtemps inhabitable et presque à l'état de ruine, d'après les cartes géographiques des xvii^e et xviii^e siècles. La dernière tour de ce château à demi-ruinée fut démolie et rasée il y a une trentaine d'années, et il n'en reste plus qu'une partie du corps-de-logis, restauré pour servir à une exploitation rurale. Ce caractère de château-fort résulte en outre de la charge de faire le guet, imposée aux tenanciers dans

toutes les paroisses où se trouvaient des constructions de ce genre pour la défense de la contrée et servir de refuge à tous les habitants en temps de troubles et de guerre, tandis que cette charge ne se trouve jamais mentionnée dans les titres de rente concernant les paroisses privées de ce moyen de défense. C'est d'ailleurs ce qui résulte, pour celle de Saint-Saud, d'un acte passé au château de Frugie le 6 octobre 1659 devant Archier, notaire royal, et portant règlement de compte pour arrérages de rentes entre « haut et puissant seigneur messire Jacques d'Arlot de Freugie, chevalier, seigneur dudit lieu, baron de La Coussière-Saint-Saud, Romain, Sainte-Marye, La Vallouse et autres places, et les tenanciers du village et du tènement de Grandcoing et de la Pynalye, » par lequel acte ces derniers se reconnaissent débiteurs d'une

« Rente annuelle de quatre sestiers de froment, seigle dix sestiers desquels le moulin de Grandcoing en paye quatre, advoyne six sestiers, gellines quatre et une sur le pred dudit moulin, argent quatre livres dix sols ; et, sur la tenance de La Pinalhie : argent vingt sols, qu'ils s'engagent de payer solidairement à l'avenir comme par le passé, ainsi que de faire le guet et garde aussy à l'avenir et icelluy payer et daller moudre leurs grains au moulin du dict seigneur. »

Ce droit de guet et de garde était fixé, en temps de paix, pour les tenanciers alors dispensés de le faire, à trois sols quatre deniers par feu, suivant une quittance passée le 8 octobre 1663 devant Dumonteil, notaire royal, entre ledit Jacques d'Arlot et les habitants du village de La Verrière, susdite paroisse de Saint-Saud (1).

(1) Voici ce que disent les jurisconsultes sur ce droit de *Guet* : « Le *Guet et Garde*, » lisons-nous dans la collection Denisart (1766) est un droit seigneurial que chaque » habitant (non noble et ecclésiastique) des châtellenies paye au seigneur châtelain, au lieu de la garde et du guet que le seigneur châtelain pouvoit autrefois » exiger qu'ils fissent en son château... (Capitulaires de Louis-le-Débonnaire 815, » et de Charles-le-Chauve, 814, 864, rapportés par Baluze).. « L'ordonnance de » Louis XI de 1479 parle du droit de guet et garde comme d'un droit de châtellenie » ordinaire et annuel qu'elle autorise à l'égard des seigneurs qui en ont la possession. Cette même ordonnance modère ce droit à trois sols par an pour chaque » habitant... c'est un droit personnel... Il n'est dû que par ceux qui habitent dans » le territoire de la châtellenie ; il n'est point dû par ceux qui y possèdent des

Le seigneur de La Coussière-Saint-Saud, avait, en outre, sur la forêt de l'abbaye de Peyrouse, un droit de chauffage qui lui fut maintenu par arrêt du parlement de Bordeaux du 21 juillet 1635, rendu à son profit contre l'abbé Nicolas du Mazeau, prieur de cette abbaye.

Nous avons vu, enfin, d'après le relevé de quelques hommages rendus en 1645, que plusieurs arrière-fiefs relevaient de ladite seigneurie, et nous devons y ajouter les suivants, situés dans la paroisse de Saint-Saud :

I. VACHAUMARD. — Avec château indiqué dans la carte de Belleyme, aujourd'hui disparu et qui appartenait en 1493 à Marguerite Panete, épouse d'Alzias Flamenc, suivant reconnaissance de rente du 17 décembre, souscrite par divers tenanciers au profit de : *Nobili viro Alzias Flamenc domicello domino Sancti Laurentii et de Romaing diocesis Petragoricensis tam pro se et suis heredibus quam pro nobili domicella Margaritha Panete ejus conjuge...*

» fonds lorsqu'ils habitent ailleurs, ni par les veuves ni par les nobles. Celui qui possède un grand nombre d'héritages ne paye pas plus que celui qui en possède peu... ou qui n'en possède point. »

Dans son *Répertoire de jurisprudence* (1784) Guyot dit : « L'origine du droit de guet vient des guerres privées ; les vassaux étaient obligés de faire le guet pour éviter toute surprise. Ce droit ne se paye plus en nature ; il n'a pas néanmoins été précisément aboli ; mais des ordonnances de Louis XI et de Louis XII des années 1479 et 1504 ont permis à ceux qui le devaient de le racheter par une redevance dont le prix est si minime depuis l'accroissement des espèces, qu'il n'y a plus personne qui fasse le service du guet en nature... » Ce droit disparaissait d'ailleurs avec le château-fort qui y donnait lieu.

Ainsi se trouve suffisamment reléguée au pays des fables la légende de vilains contraints, partout et en vertu du droit de guet, à battre chaque nuit à coup de gaules l'eau bourbeuse des fossés des châteaux-forts pour faire taire les grenouilles troublant le sommeil des seigneurs. Ce droit de guet a été, d'ailleurs, définitivement aboli par la loi du 15 mars 1790 et les châteaux-forts ont disparu depuis longtemps avec leurs seigneurs ; ce qui n'empêche pas les niais de croire encore à son rétablissement et certains habiles d'exploiter cette croyance à leur profit. C'est ainsi qu'un orateur, plus passionné qu'érudit, du dernier congrès de Marseille n'a pas craint, dans la séance du 21 octobre 1879, de rééditer cette fable en ces termes : « Si les citoyens de 93 avaient agi avec mollesse, où en serions-nous ? » Il nous faudrait passer la nuit à battre l'eau pour empêcher les grenouilles de troubler le repos des seigneurs. » Et voilà comment on écrit encore l'histoire en plein siècle de lumières et de fraternité !

II. CHAPELLE. — Mentionné dans le contrat de mariage de Marguerite Chapelle, fille de Martial de Chapelle, avec Jean Bolen et dans une quittance de partie de la dot constituée, passée le quatre septembre 1589 dans la maison noble de Chapelle, paroisse de Saint-Saud ; dans une transaction du 1^{er} mai 1615 entre Jehan de Chapelle, seigneur dudit lieu, y habitant, et Léonard Dubarry, notaire royal, son beau-frère ; dans une autre transaction du 22 juillet 1648 passée entre ce dernier et René de Chapelle, écuyer, son neveu ; dans un autre acte du 6 mars 1709, dans lequel figurent Françoise Pourten et Resmond Mallet de Chastillon, habitant au château de Chapelle, paroisse de Saint-Saud, et enfin dans le contrat de mariage du 30 janvier 1741 de Pierre de Lasescuras avec Léonarde de Larue, dans lequel figure comme témoin messire René Mallet de Chatillon, écuyer, seigneur de Massignac, fils de Raymond, habitant en son château de Chapelle, dite paroisse de Saint-Saud. Nous devons ajouter cependant que ce doit être par euphémisme que la qualification de château a été ici substituée à celle de maison noble, selon l'usage alors trop répandu ; car il n'existe dans la commune de Saint-Saud aucune trace de château de ce nom, mais seulement une forge dite de Chapelle, ou Chapellas, où se trouve une sorte de manoir, ou maison noble, servant d'habitation.

III. MONTAGNAC. — Appartenant à la famille de Forge, d'après un appointment rendu le 24 janvier 1774 par le sénéchal de Périgueux, au profit de l'abbaye de Peyrouse, contre messire Aubin Defforge, écuyer, seigneur de Nauzet, et autre Aubin Defforge, écuyer seigneur du Chazeau, habitant au lieu de Montagnac, paroisse de Saint-Saud, et d'après une reconnaissance de rente du 24 mars 1775, devant Martin, notaire royal, consentie par Elie du Chassaing, ancien garde du corps du roi, demeurant à Milhac, en faveur de messire Aubin de Forge, écuyer, seigneur du château de Montagnac. Ce château, relativement moderne, existe encore et appartient, ainsi que les dépendances, à M. le comte de Chasteignier. La famille de Forge est d'ailleurs encore représentée de nos jours et, au point de vue nobiliaire, l'un de ses mem-

bres, qualifié de seigneur de Forges de Montagnac, de Courtazelle et de Larest, vota à Périgueux en 1789 et avait pour armes : de gueules à deux ancres d'argent posées en pal l'une sur l'autre, celle de la pointe à une seule branche du côté sénestre.

IV. — LARRET. — Ce fief appartenait primitivement à une famille de ce nom, dont une fille s'était mariée avec un de Forge, d'après un acte de vente du 4 octobre 1666, reçu Bonnamour, notaire royal, et consenti au couvent de Saint-Pardoux-la-Rivière par noble Jean de Forges, seigneur dudit lieu et Jeanne de Larret, sa femme. Leurs descendants la possédaient encore à la fin du XVIII^e siècle, ainsi qu'il appert d'un contrat de mariage du 19 juin 1770, entre Jean-Baptiste de Las Escuras de Beynac et Marie-Charlotte de Forges, fille de messire Aubin de Forges, habitant la maison noble de Larret.

V. BONNEFOND. — Chazal de Bonnefond, d'après le terrier de Clarol, seigneur de cette partie du Nontronnais au XIII^e siècle. Ce fief passa plus tard à la famille Vincent et ensuite à celle de Fourichon, par le mariage de Pierre Fourichon, écuyer, seigneur de Lhosterie, qui y habitait en 1658. Mais, au XVIII^e siècle, nous y trouvons la famille Dupin, d'après une quittance du 28 octobre 1756 consentie par messire Charles Dupin, chevalier, seigneur du Bastiment, habitant en sa maison noble de Bonnefond. Jean Dupin, écuyer, seigneur de Saint-Cyr, Bonnefond et autres places, figure dans le susdit appointment du sénéchal de Périgueux du 24 janvier 1774 au profit de l'abbaye de Peyrouse, de laquelle ce fief relevait. Il y avait une sorte de maison forte, qui existe encore ainsi qu'une chapelle. Les constructions sont d'ailleurs fort anciennes, et la tradition rapporte que, dans les derniers temps des guerres anglaises, un Vincent, seigneur de Bonnefond, ayant pris parti pour le roi de France, un corps d'Anglais venant de Thiviers par Saint-Martin-de-Fressengeas et l'ancienne voie qui porte encore le nom de *Grande-Pouge des Anglais*, pillèrent sa maison. Revenu après leur départ, Vincent s'empressa de retirer des profondeurs du puits où il l'avait jetée,

une de ces vastes bottes de l'époque remplie de tout ce qu'il avait d'or, d'argent et de bijoux, et qu'il employa à faire à ces ennemis de son pays, devenus doublement les siens, une guerre acharnée de partisans qui ne finit qu'après leur expulsion de la contrée.

VI. BAYNAC. — Qualifié de maison noble dans divers actes des années 1629, 1683, 1687, 1725, 1732, 1736, 1750, 1759, 1770 et 1772. Cette maison avec chapelle, telles qu'elles existent aujourd'hui, furent reconstruites en 1656 par les soins de Pierre Fourichon, écuyer, seigneur de Lhosterie, fils de Pierre et de Marie de Garabœuf, et époux de Jehanne Vincent. Ledit Pierre Fourichon testa devant Dubut, notaire royal, par acte du 10 mars 1683, par lequel, après avoir fait le signe de la croix et recommandé son âme « à Dieu le Père tout-puissant, créateur du ciel et de la terre, à la benoïste Vierge Marie, à monsieur Saint-Michel archange, à monsieur Saint-Estienne son patron, à Saint-Pierre et Saint-Paul et généralement à toute la cour celeste de Paradis... Veult que son corps soit porte dans lesglise de l'abbaye de Peyrouze pour y estre faict le divin service avecq les lumieres requis et le service faict estre enterre dans la chapelle de Saint-Anthoyne ou est sa fondation... » Le testateur lègue ensuite 40 livres aux religieux de Peyrouze à la charge de dire quarante messes pour le salut de son âme, trente livres pour réparations à l'église de Saint-Saud ; cinq livres au vicaire de cette paroisse pour dire des messes ; 15 livres pour réparations à l'église de Saint-Jory-de-Chalais ; 50 livres aux Pères Récollets de la ville de Thiviers pour cinquante messes à l'autel privilégié (1) ; 15 livres à chacun des quatre couvents mendiants de Périgueux pour trente messes à dire à l'autel le plus privilégié et enfin trente livres aux Pères Cordeliers de la ville de Nontron pour trente messes. Ensuite et à défaut d'enfants, il divise sa fortune entre Hélié Fourichon, écuyer, sieur des Merles, son frère, Jean Fourichon, écuyer, sieur de La Jarthe

(1) Cet autel, où devaient être dites les messes pour les âmes du purgatoire avait été privilégié par un bref du pape Alexandre VII du 31 mai 1664.

son neveu, et les deux sœurs de celui-ci. Ledit testateur mourut en 1698, et, dans l'inventaire dressé le 2 septembre de cette année par Degrandcoing, notaire royal, nous remarquons les mentions suivantes :

Titres de noblesse et arbre généalogique d'Hélie Fourichon, escuyer s^r des Merles et de Losterie ; titre de fondation d'une chapelle et banc dans lesglize de l'abbaye de Peyrouze par acte du 26 juillet 1675 reçu Chasteau, notaire royal ; quittance de la taxe de M. de Lhosterie au rolle des gentilshommes et enregistrement des armoiries du 27 aoust 1697, signé de La Tour, et enfin ornemens servant a la chapelle de la maison de Beynac.

Maintenant et pour continuer la filiation de la famille Fourichon et la liste des possesseurs du fief de Beynac jusqu'à nos jours, nous allons donner le sommaire de quelques actes venus jusqu'à nous. Ainsi : en 1687 et le 23 janvier, devant Dubut, notaire royal, au château de La Mothe d'Agonac, maison du seigneur de Montardy, en Périgord, contrat de mariage entre demoiselle Louise de Lagut de Montardy et Pierre-François Fourichon, écuyer, s^r de Losterie, des Merles, demeurant en sa maison noble de Beynac, desquels provinrent Elie et Antoinette. Le 27 septembre 1710, devant Degrandcoing, notaire royal, au lieu de Beynac, et dans la maison d'Hélie Fourichon, écuyer, s^r de Beynac, mariage de ladite Antoinette avec Eymard de Larue, s^r de La Flamenchie, desquels provint Léonarde. Du 30 janvier 1741, devant le même notaire, acte de mariage de cette dernière avec Pierre de Las Escuras, s^r de Lestang, fils de Jean s^r de Leyssard et de Michelle Chateau, lesquels devinrent par héritage et par acquisition d'autre Hélie Fourichon, s^r de Chapelas, du 18 avril 1742, propriétaires dudit fief de Beynac, dont les enfants prirent le nom, selon l'usage d'alors. Ledit Pierre Las Escuras de Lestang était, d'ailleurs, avocat au Parlement de Bordeaux et avait été nommé conseiller du roi et son procureur au siège royal de Thiviers par brevet du 15 septembre 1730. En outre et par décret du Saint-Père le pape Clément, daté d'Avignon, le 15 juin 1749, il fut élevé à la dignité de comte palatin et de chevalier de Saint-Jean-de-Latran dans les termes suivants : *Dilecto nobis in Christo Petro*

de Lasescuras de Laytan, equiti consilierio regis, procuratori in prepositura regia oppidi de Thiviers, Petragoricensis diocesis et domino nobilis domus de Bainac, dicti diocesis... te sacri palatii apostolici et aulæ Lateranensis militem et equitem aureatum ac comitem palatinum apostolica auctoritate... facimus creamus, etc. Pierre décéda le 2 février 1755 et fut inhumé dans l'église Notre-Dame de l'abbaye de Peyrouse, *ès tombeaux de la famille*, laissant quatre fils dont les deux plus jeunes firent les branches de Pouzol et de Lamaque; le cadet celle de Las Escuras de Lépine résidant à Thiviers, et l'aîné, Jean-Baptiste, celle de Las Escuras de Beynac. Ce dernier se maria, suivant contrat passé au village de Larret, en la maison noble de messire Aubin Deforge, écuyer, seigneur de Nozet, devant Martin, notaire royal, le 19 juin 1770, avec demoiselle Marie-Charlotte Deforge, fille dudit Aubin et de dame Anne Fourichon. Cette dernière était fille d'Elie Fourichon, seigneur de Croze, et sœur d'Elie-Noël-Jean Fourichon, s^r de La Bardonnie, gendarme de la garde du roi. De ce mariage provinrent trois fils, dont le cadet fut officier de cavalerie et le plus jeune entra dans les ordres, tandis que l'aîné, Jean-Baptiste-Antoine-Aubin de Las Escuras de Beynac a continué la descendance, par son mariage du 12 mai 1862 avec demoiselle Madeleine-Isabelle Pabot du Chatelard, de laquelle il a eu un fils et une fille.

Quant à la famille Fourichon, nous avons déjà dit, aux chapitres de Vaunac et de Saint-Martin-de-Fressengeas, canton de Thiviers, qu'elle est encore représentée par la branche de Labardonie. Mais nous devons ajouter pour compléter d'autant ces notes généalogiques, que les Fourichon nous paraissent être, d'après des actes du xv^e siècle, originaires du bourg de Saint-Pardoux-la-Rivière, où la branche aînée s'est maintenue jusqu'à nos jours, tandis qu'un fils cadet implantait à Thiviers, vers la fin du xviii^e, un autre rameau dont la descendance est aujourd'hui très-honorablement représentée par M. Martin Fourichon, vice-amiral, ancien député, ancien ministre de la marine, sénateur inamovible et nommé grand'-croix de la Légion-d'Honneur le 3 juillet 1877.

Tels furent les fiefs principaux, de la paroisse de La Cousière-Saint-Saud, dont les seigneurs, à partir au moins du *xv^e* siècle, étaient devenus propriétaires de diverses forges, formant alors la principale industrie de cette contrée, fort boisée, et dans laquelle se trouvaient trois grandes forêts, celles de Baynac, d'après un acte de 1254, Chez-Nicolas et Las Fourets, Chabroulen-de-Pautier, énoncées dans des actes de reconnaissance de rentes au profit de l'abbaye de Peyrouse en 1742. Voici celles de ces forges dont nous avons retrouvé les mentions écrites :

I. LAMAQUE. — Forge à battre avec deux affineries, suivant procès-verbal dressé par Dubut, notaire royal, le 19 juin 1754, à la requête du propriétaire, haut et puissant seigneur Léonard Darlot, marquis de Frugie, seigneur de Sainte-Marie, La Coussière-Saint-Saud, Romain, Cumon, Salebœuf, Lalinde et autres places (1).

II. PUYDOYEUX. — Appartenant à Martial de Chapelle, qualifié de maître des forges haute et basse de Puydoyeux, dans le contrat de mariage de sa fille du 12 janvier 1580.

III. LA BUCHERIE. — D'après un acte de vente consenti le 12 mars 1694 devant Degrandcoing, notaire royal, par Léonard Bézard, maître essayeur de la forge de La Bucherie, paroisse de Saint-Saud.

IV. LA MARENCOURIE, d'après un acte de 1734.

V. CHAPELLAS OU CHAPELLE. — Avec maison noble appartenant en 1589 à la famille de ce nom ; à Françoise Pourten épouse de Resmond Malet de Chastillon, en 1709, et à Elie Fourichon, sieur de Chapelas en 1752.

(1) Jean-Pierre de Lacropte, comte de Bourzac, vendit par acte du 18 juillet 1664 à messire Helle d'Arlet de Frugie, chevalier seigneur de Sainte-Marie, les seigneuries de Cumont et de Salebœuf, avec tout droit de justice haute, moyenne et basse, droits honorifiques et l'hommage des repaires de La Courre et de Salebœuf pour le prix de cent vingt mille livres.

Au xiv^e siècle, la paroisse de Saint-Saud dépendait de la châtellenie de Nontron, mais au xv^e elle en fut distraite et érigée en châtellenie à cause du repaire noble de La Coussière et de l'adjonction de la paroisse de Romain. Elle dépendit alors de la baronnie de Nontron, et eut sa juridiction particulière, relevant des appeaux de Ségur et en dernier ressort du sénéchal de Périgueux, d'après une sentence desdits appeaux du 17 juillet 1714, que nous avons sous la main et signée Pierre de Lafon, conseiller du Roi, juge, François Combret, conseiller du Roi, lieutenant civil et criminel, et Bossaux, greffier. Cette sentence en confirmait une autre de l'ordinaire de La Coussière-Saint-Saud, rendue le 7 septembre 1711 en matière de désistat, pour cause de pignoration d'immeubles, vendus le 21 juin 1587, et en restitution de fruits. La sentence des appeaux de Ségur fut portée en second appel devant le sénéchal de Périgueux, et les parties transigèrent par acte reçu Desport, notaire royal, le 26 juillet 1719.

Parmi les juges et officiers divers de la juridiction de La Coussière-Saint-Saud, nous avons pu retrouver les suivants :

En 1571 et le 2 septembre, ordonnance du juge ordinaire de la juridiction et chastellenye de La Coussière, tenué à Saint-Saud, signée : Pierre Pastoureau, sieur de Lagrange, lieutenant de juge, P. Dubreuilh, greffier. — En 1615, maîtres Léonard, notaire et lieutenant de La Coussière, et Hellies, procureur d'office dudit lieu. — En 1619, Pierre Fournyer, lieutenant de la chastellenye et juridiction de La Coussière, Degrandcoing, greffier. — En 1636, maistre Thoumas Vincent, lieutenant de la juridiction de La Coussière. — En 1664, Pierre Guérin, lieutenant de juge. — En 1668, Pierre Martin, greffier. — En 1707 et 1708, Jean Bonnet, sieur de Lestang, juge, Mathieu, greffier. — Du 13 mars 1717, ordonnance de M^e Jean de Commeyrie, lieutenant. — Du 2 juillet 1719, sentence de M. Lavaure, juge, Martinot, greffier, Martinot et Grandcoing, procureurs. — En 1725, Bonnet, juge. — En 1727, Pierre Grandcoing, notaire royal, procureur fiscal des juridictions de Frugie et de La Coussière-Saint-Saud. — Du 16 juin 1728, sentence rendue par Lapey-

ronie, juge, Millet, greffier. — Du 22 février 1735, autre par Château, juge, Martinot, greffier, Dubarry et Lacoste, procureurs. — En 1736, François Lacoste, sieur de Lavergne, procureur d'office. — De 1744 à 1760, Pierre Chasteau sieur de Vielle-Abbaye, était juge, Léonard Chasteau, procureur d'office, Cortal, greffier, Vincent Dubarry et Pierre Martinot, procureurs de la juridiction de La Coussière-Saint-Saud et Romain. — De 1770 à 1790, Léonard Berger, juge, Chasteau, procureur d'office, Martinot, greffier. — Enfin et en 1790, Nicolas Berger, juge, Daniel Martinot, procureur d'office, et Duroy, greffier.

Tel fut, sous le rapport civil, l'état ancien de la paroisse de Saint-Saud, dénommée successivement : Parochia de Saint-Saud en 1254 ; Sanctus Petrus de Sen Saut, parochia et ecclesia de Sansaud en 1307 ; parochia Sancti Saudi en 1478 ; paroisse de Saint-Saud et de Saint-Sault en 1574 et 1598 ; de La Coussière-Saint-Saud de 1618 à 1790 ; et enfin commune de La Coussière-sur-Dronne les 11 floréal et 14 thermidor de l'an II de la République, c'est-à-dire en 1794, après l'abolition de la religion catholique par décret du 10 novembre 1793. Pas de Dieu, partant plus de saints ; ineptie et logique tout à la fois, qui ne sauraient se renouveler à notre époque de civilisation, de tolérance et de liberté !

R. DE LAUGARDIÈRE.

(A suivre).

VARIA.

NÉCROLOGIE.

M. LE COMTE DE LARMANDIE.

M. François-Adolphe comte de Larmandie est décédé en son hôtel de la Cité, le 18 décembre dernier, dans la 79^e année de son âge. C'est le vingt-

neuvième membre de notre Société historique et archéologique, fondée en mai 1874, dont nous avons à déplorer la perte.

Cette mort a été vivement ressentie par tous ceux qui ont connu ce noble vieillard ; ses obsèques, où se pressaient toutes les classes de la société, en ont été une preuve touchante.

M. de Larmandie était, en effet, un homme de bien, c'était le *vir probus* par excellence.

Chrétien fervent, il pratiquait la charité sans ostentation et comme en cachette, mais on savait que, membre actif de la Société de Saint-Vincent de Paul, il en comprenait les devoirs et se faisait un honneur de visiter lui-même les pauvres de sa paroisse.

Travailleur infatigable, il eut, dès sa jeunesse, le goût et l'amour des choses du passé, aussi eut-il à cœur, à la création de la Société, de se faire inscrire des premiers parmi ses fondateurs. Il fut un des membres les plus assidus de nos réunions mensuelles, et l'on n'a pas oublié que, souvent, il y apportait des renseignements précieux, soit pour les familles du Périgord, soit pour l'histoire de notre province qu'il connaissait et aimait plus que personne.

A sa science historique et généalogique M. de Larmandie ajoutait des connaissances géographiques très-étendues, et il n'est pas en Périgord et dans les provinces limitrophes, un château, un bourg, un village, un hameau qui lui fussent inconnus.

Erudit profond et grand collectionneur, il laisse bien des manuscrits et grand nombre de documents inédits dont je suis heureux de révéler l'existence, dans l'espoir que sa digne veuve voudra bien permettre d'y faire de nombreux emprunts pour en enrichir le *Bulletin* de notre Société.

M. de Larmandie a été, en outre, un commentateur impartial de généalogies publiées par les Lespine, les Courcelles, les La Chenaye-des-Bois, les Saint-Allais, les Lainé, etc., et, dans ses commentaires et annotations nombreuses qu'il m'a été donné de parcourir rapidement, j'ai pu facilement me convaincre que notre regretté collègue avait été trop modeste en ne livrant pas à l'impression plusieurs de ses œuvres où se révèlent, à chaque page, un grand savoir, un esprit droit, vif, original, mais toujours de bon ton, uni à une charmante bonhomie.

Par la mort du comte de Larmandie qui n'a laissé, de son mariage avec M^{lle} Joséphine de Philip de Saint-Viance, qu'une fille, mariée avec le vicomte de Malet de Roquefort, dont sont provenus un fils et une fille, par cette mort, dis-je, son cousin, M. Charles de Larmandie, ancien magistrat, que nous sommes heureux de pouvoir compter parmi nos plus intelligents et dévoués sociétaires, et son fils, restent les seuls représentants de cette vieille famille qui, de toute ancienneté, a tenu un rang dis-

tingué dans la noblesse du Périgord, tant par le nombre et la continuité de ses services que par ses alliances et les personnages qui ont illustré son nom dans l'Eglise et dans les armées (1).

M. le comte de Larmandie est mort, comme il avait vécu, toujours ferme dans ses principes politiques et religieux, fidèle ainsi aux traditions de ses aïeux.

Aux regrets sincères que j'exprime ici, au nom de notre Société tout entière, qu'il me soit permis, en terminant, d'y joindre ceux que je ressens personnellement pour celui qui a bien voulu m'honorer de son affection et dont le souvenir vivra toujours en moi.

Puisse sa famille trouver dans la sympathie générale un adoucissement à sa juste douleur.

A. DE F.

RAPPORT SUR LE MÉMOIRE DE M. DE VERNEILH, INTITULÉ : *De l'avènement des nouvelles couches sociales sous l'ancien régime.*

MESSIEURS,

Notre savant collègue, M. le baron de Verneilh, a récemment publié, dans le *Correspondant*, un travail, avec ce titre : *De l'avènement des nouvelles couches sociales sous l'ancien régime*. Chargé par M. le Président de faire un rapport sur cette étude historique, publiée en brochure et dont un exemplaire a été envoyé à notre bibliothèque, je viens aujourd'hui m'acquitter de cette honorable mission.

Après avoir constaté tous les progrès réalisés de nos jours, en France, sur le terrain des études historiques, dans chaque province, dans chaque localité dont les archives intéressantes sont déjà publiées ou en voie de publication, l'auteur s'étonne avec justice qu'avec ces documents variés, ces éléments d'instruction, il règne encore tant de préjugés sur un passé qui demeure toujours systématiquement diffamé non-seulement aux yeux de la foule, mais au sein même des intelligences les mieux cultivées. Redresser les idées erronées sur l'organisation de la société avant la grande Révolution française, causes d'antagonismes déplorables et de terreur

(1) Dans l'Eglise elle compte, entre autres dignitaires, un évêque de Sarlat, en 1531, et, dans les armées, grand nombre d'officiers de tous grades et décorés de divers ordres, dont plusieurs sont morts au champ d'honneur. Sans remonter au-delà de ce siècle, je citerai le frère aîné du comte Adolphe de Larmandie, officier du génie militaire, tué au siège de Ciudad-Rodrigo, en 1811, et son second frère, officier de chasseurs à cheval, chevalier de la Légion-d'Honneur, qui servit avec distinction dans les campagnes mémorables d'Iéna, de Wagram et de Moscou.

chimérique ; dissiper le malentendu funeste qui règne entre les diverses classes de la société, tel est le but que notre éminent collègue s'est proposé en publiant son intéressante étude.

C'est un fait presque généralement admis, un axiome profondément enraciné dans les esprits, que depuis l'aurore de la monarchie française jusqu'à la Révolution de 1789, chaque catégorie de citoyens était irrévocablement parquée dans la classe à laquelle elle appartenait par son origine ; qu'elle n'en sortait, dans quelques-uns de ses membres, qu'à de très-rares exceptions. C'est là, dit l'auteur de la brochure, une déplorable erreur contre laquelle s'élèvent les plus imposants témoignages de l'histoire du passé. Quelles que soient les causes multiples qui ont amené la Révolution, attribuer aux novateurs, dans leur plan primitif de réforme, le projet de supprimer les distinctions sociales, c'est ignorer les vrais motifs de ce mouvement national. L'égalité, comme en Angleterre, surtout l'égalité dans les impôts, était le but suprême qu'ils s'efforçaient de réaliser dans leurs projets de réforme. Il est aisé de trouver dans les cahiers du Tiers-Etat plus d'un témoignage de respectueuse sympathie pour la noblesse héréditaire.

Un député du Tiers-Etat, M. Loys, avocat à Sarlat, s'exprime ainsi : « Le Tiers-Etat n'ambitionnera jamais les honneurs et les prérogatives qu'il reconnaît juste et nécessaire de conserver aux premiers ordres. Il respectera toujours les ministres d'une religion qui prescrit toutes les vertus. Toujours il paiera un tribut de vénération à la mémoire de ces héros qui défendirent la monarchie au prix de leur sang. Il verra sans envie les descendants de ces preux chevaliers environner le trône que leurs pères affermirent. »

Ces paroles de notre compatriote sarladais retracent fidèlement les sentiments dominant à l'aurore de la Révolution française. Il n'entrait point encore à cette heure dans l'esprit des novateurs de renverser la royauté ni la noblesse, dont la disparition leur paraissait aussi absurde qu'impolitique. C'était, en effet, s'attaquer aux éléments mêmes qui constituèrent la grandeur de la nationalité française.

Qu'est-ce, en effet, que la noblesse, cette institution aussi vieille que la monarchie ? Il est généralement admis parmi les historiens que la noblesse féodale s'est recrutée exclusivement, à sa formation, parmi les guerriers francks, qui se partagèrent les terres des Gaulois vaincus et les érigèrent en fiefs. Il est même probable que les Gaulois fournirent avec les Francks les éléments de cette aristocratie naissante ; que les positions acquises furent respectées et que la sage politique des vainqueurs s'efforça d'établir l'harmonie dans la nation par la fusion des deux races. C'était une habile politique, qui devait promptement ramener la pacification dans les esprits.

Dans toute hypothèse, c'est une erreur manifeste que de considérer

l'aristocratie française comme une race à part, étrangère à la nation elle-même. Cette classe s'est renouvelée sans cesse par l'introduction dans ses rangs de nouveaux éléments, ou, pour s'exprimer dans le langage du jour, par l'avènement de nouvelles couches sociales.

Pour corroborer ses affirmations sur l'origine et le recrutement de la noblesse, l'auteur remonte au ^{xii}^e siècle, époque à laquelle l'historien trouve des documents précis offrant d'irrécusables témoignages.

Les seigneurs féodaux se trouvent à ce moment à l'apogée de leur puissance, dans la situation la plus brillante. Dans chaque province, des grands vassaux, ducs ou comtes, exerçant un pouvoir presque royal, ont comme subordonnés un certain nombre de vassaux, vicomtes, barons ou châtelains qui leur rendent hommages et marchent sous leur bannière. Cette puissante organisation ne comporte qu'un personnel restreint de dignitaires : on peut s'en convaincre par la rareté des châteaux qui restent du ^{xii}^e et du ^{xiii}^e siècle. Jusqu'au ^{xv}^e siècle, l'équivalent d'un de nos départements n'avait pas plus de vingt ou trente centres féodaux. On aurait tort de penser que toutes les familles issues très-authentiquement d'une race chevaleresque ont eu, dans le principe, des seigneurs châtelains pour ancêtres.

L'étude des monuments permet d'affirmer que presque tous les castels, maisons nobles, repaires, logis, ne datent que de la seconde moitié du ^{xv}^e siècle et des siècles suivants. Autour de chaque terre féodale, il existait, en effet, tout un personnel de chevaliers et d'écuyers, chargés de la défense du château et de l'organisation des milices locales. La plupart de ces chevaliers habitaient les places fortes, y possédaient seulement des logis et avaient en outre de leurs gages quelque *métairie franche*. C'étaient bien plutôt des officiers que des seigneurs, anoblis par les seigneurs à cause de leur service militaire.

Ce droit de créer des chevaliers (*militēs*) appartenait également aux dignitaires ecclésiastiques, évêques ou abbés possesseurs de fiefs. Ainsi pour ne parler que des abbés de Saint-Martial de Limoges, le chroniqueur Bernard Itier nous dit : « On fit, en 1157, le jour de Saint-Jean-Baptiste, à la cour de Saint-Martial, deux cent quarante nouveaux chevaliers. »

La conclusion qui ressort de ce fait et d'autres qu'il serait trop long de signaler, c'est que tous ceux qui servaient à cheval au ^{xii}^e et au commencement du ^{xiii}^e siècle étaient désignés sous la qualification de chevalier. A ces époques lointaines, il n'était pas question de lettres d'anoblissement ; mais quand un homme de condition ordinaire avait pris le parti des armes, quand il servait loyalement son suzerain, il devenait écuyer sans autre forme de procès et pouvait prétendre à la chevalerie.

Dans les premiers siècles du moyen âge, nous trouvons donc une sorte de recrutement de la noblesse militaire, la seule qui existât à cette époque de notre histoire.

Les premiers anoblissements par lettres patentes datent, dit-on, de Philippe-le-Hardi, et le premier anobli serait un orfèvre du roi, nommé Raoul, en 1270. Il serait plus vrai de dire que cet orfèvre fut le premier qui fut admis dans les rangs de la noblesse, sans passer, comme c'était l'usage jusqu'à cette époque, par le métier des armes. Sans cette faculté de se renouveler constamment par l'adjonction d'éléments nouveaux, la chevalerie n'aurait pu se perpétuer. Du reste, qu'on prenne la liste des hommes d'armes qui parurent aux *monstres* ou revues, aux diverses époques de notre histoire, que l'on consulte les cartulaires des abbayes, mines précieuses de documents sur les familles, on verra disparaître à chaque siècle des quantités de noms que remplacent, aux siècles suivants, d'autres noms sortis de l'obscurité, sans qu'il y ait trace d'anoblissement.

Un fait qui ressort de l'histoire et des généalogies sincères, c'est que, dès qu'il y a eu une classe privilégiée, les plus grandes facilités ont été accordées à ceux qui lui étaient étrangers pour s'y introduire.

L'histoire enseigne que la qualité de chevalier n'était pas l'apanage exclusif des militaires, et que, depuis 1344, date de sa fondation, les premiers présidents du parlement de Paris la prirent ; ce qui fait dire à Pasquier, dans ses *Recherches*, qu'il y avait des chevaliers ès-lois. Les dignitaires de l'ancienne Université de Paris jouissaient eux-mêmes de grands privilèges, et les docteurs étaient assimilés aux nobles.

A Bordeaux, qui, à la vérité, appartenait alors à l'Angleterre, on voit à la fin du *xiv*^e siècle un notaire, Bernard Angevin, qualifié de noble et puissant seigneur, chevalier de Lesparre, du Thil, de Tyran, etc.

Jehan Bourré, fils d'un cordonnier de la paroisse de Bourg, en Anjou, était, dès 1462, secrétaire du roi Louis XI, conseiller du roi, trésorier de France. Ce monarque fit même des anoblissements collectifs. Par une charte de février 1474, en récompense de la fidélité des habitants d'Angers à la couronne pendant la ligue du bien public, Louis XI leur conféra des titres pareils à ceux dont jouissaient déjà la mairie et les bourgeois de La Rochelle. Poitiers, Niort, Bourges, etc., jouissaient des mêmes privilèges. Qu'on juge par là de la quantité de familles nobles qui depuis le *xv*^e siècle ont pu sortir des charges municipales.

Il était tout-à-fait dans les idées du temps qu'on devint noble quand on avait les moyens de vivre noblement. De lourdes charges étaient, en effet, imposées à ceux qui passaient dans les rangs de la noblesse. Il fallait renoncer à certains commerces lucratifs, fournir des officiers à l'armée et résider principalement à la campagne. Si, dans une foule de professions, il fallait des efforts persévérants de plusieurs générations pour atteindre le but désiré, chez les marchands, l'élévation suivait immédiatement la richesse. Jacques Ango, bourgeois et armateur de Dieppe, est créé vicomte par Fran-

çois I^{er}. A Toulouse, un banquier, nommé Jean de Bernuy, établi en Languedoc, où il importe la culture de la garance, fut créé vicomte par le même monarque. En Périgord et en Limousin, on voit des maîtres de forges, possesseurs de grandes fortunes, obtenir des titres nobiliaires. Dauphin Pastoureaux, marchand à Nontron en 1494, était seigneur de Breuil quatre ans après, puis de Javerlhac. Un autre marchand de Nontron, Jean Baillot, achète, en 1502, les paroisses de Lussas et de Fontroubade et en devient seigneur. En Périgord encore, les Pourtent, originaires du bourg de Saint-Pardoux-la-Rivière, où le cartulaire de cette abbaye nous les montre successivement laboureurs, puis petits marchands, deviennent seigneurs de la paroisse de Quinsac, et s'éteignent dans la noble maison d'Aydie de Ribérac.

Mais ce ne sont pas seulement les marchands qui entraient ainsi, toutes voiles déployées, dans la classe privilégiée : toutes les professions y conduisaient. Parlons d'abord des avocats qui, depuis la fin du x^v^e siècle, ont représenté la partie intelligente de la nation et ont été, avec les prédicateurs, les seuls maîtres du premier et du plus grand des arts, l'éloquence. Ils sortaient généralement du Tiers-Etat. Il n'était, en effet, ni dans les habitudes ni dans les traditions de la noblesse d'envoyer leurs enfants dans les écoles de Droit. Sous François I^{er}, nous trouvons l'avocat Olivier élevé à la dignité de chancelier. Guillaume Poyet, avocat d'Angers, plaida en 1522 dans le fameux procès de Louise de Savoie contre le connétable de Bourbon. Il avait pour adversaire un autre avocat célèbre, François de Montholon. Poyet devint chancelier de France et Montholon garde des sceaux. La descendance d'Etienne Pasquier nous montre un chancelier trois siècles après lui. Michel de l'Hospital, fils d'un médecin en Auvergne, s'éleva lui-même par son mérite au poste de chancelier. Dans cette phalange des avocats du xvi^e siècle, nous trouvons des avocats célèbres : les Boucherat, les Brûlart, les Marillac, les Séguier, qui tous ont également donné des chanceliers de France. Le duc de La Meilleraie, maréchal de France, était fils d'un avocat de Paris nommé Laporte.

Passons aux médecins. Adam Fumée, médecin des rois Charles VII et Louis XI, fut maître des requêtes, charge considérable dès ce temps-là. Coytier, médecin de Louis XI, Fernel, premier médecin d'Henri II, furent l'objet de la munificence royale, ainsi que le jeune médecin d'Henri IV, Du Laurens.

Les écrivains et les artistes n'étaient pas eux-mêmes oubliés dans cette distribution de titres et de dignités honorifiques. Le grand Corneille était gentilhomme ; Racine l'était devenu ; La Bruyère appartenait à une famille de Paris déjà anoblie. Molière prenait dans les actes la qualité de *noble homme*.

Quant aux artistes, peintres, sculpteurs, architectes, nous ne dirons pas

quelle existence flatteuse ils menaient ; de quelles attentions délicates les entouraient les souverains, et comme leur pinceau ou leur ciseau les mettaient de pair avec les personnages les plus considérables.

Ces exemples, dont nous pourrions grossir la liste, prouvent surabondamment qu'à toutes les époques de notre histoire, du moment qu'il y a eu une classe privilégiée, il a été facile d'y entrer, par le service militaire d'abord, puis par la fortune, par le talent et le mérite personnel.

Rien donc de moins fermé, comme on le prétend à tort, que cette aristocratie française qui se recrutait sans cesse et puisait dans la bourgeoisie, recrutée elle-même dans les rangs inférieurs du peuple, une sève nouvelle, singulièrement favorable à sa force et à sa popularité.

Les nouvelles couches se sont donc toujours produites sous l'ancienne monarchie ; mais à leur heure, lentement, dans les conditions normales faites pour en assurer sagement la durée. Il est incontestable, pour quiconque sait lire dans l'histoire, que les électeurs de la noblesse, en 1789, comptaient quatre-vingt-dix pour cent de gentilshommes dont l'origine ne se perdait pas dans la nuit des temps. L'ancienne société donnait satisfaction à tous les intérêts, à toutes les aspirations légitimes ; elle favorisait dans une sage mesure le besoin si naturel chez les hommes d'améliorer leur position.

Il est donc certain qu'avant 1789, l'abîme à combler entre les différentes classes n'était pas aussi profond que l'ont prétendu des historiens qui ont exagéré le mal, sans vouloir reconnaître le bien qu'a fait l'organisation monarchique à laquelle la France dut pendant des siècles son accroissement, sa grandeur et son unité.

L'abbé GORHENÈCHE.



Deux gravures accompagnent cette livraison. — La 1^{re}, intercalée dans le texte, représente la Monnaie de l'évêque d'Agén dite Arnaldèse ; — la 2^e, le Plan de l'abbaye de Brantôme en 1636.

Vu :

Le Secrétaire-Général,

FERD. VILLEPELLET.

SÉANCES MENSUELLES

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD.

Séance du jeudi 5 février 1880.

Présidence de M. le docteur GALY.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. de Froidefond, le marquis de Fayolle, le marquis d'Abzac de La Douze, Bleyne, l'abbé Brugière, l'abbé Cheyssac, Michel Hardy, le chanoine Labat et Villepelet.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT énumère les ouvrages qui ont été envoyés à la bibliothèque de la Société dans le courant du mois dernier :

L'Investigateur, journal de la Société des Etudes historiques, 44^e année, tome XLIX, in-8°, 1878, contenant une étude instructive de M. Sutter sur *La musique depuis les Grecs jusqu'à nos jours*, et un chapitre fort curieux sur les instruments de musique anciens ;

Les premier et deuxième fascicules du tome V du *Bulletin de la Société des Etudes du Lot*, in-8°, 1879, où se trouve signalée la découverte, en 1877, dans la commune de Baladou, canton de Martel, d'un trésor considérable de médailles à la croix : ne serait-ce pas la même que celle de Cuzances, connue déjà des lecteurs du *Bulletin* ?

La liste des documents inédits que la Société des *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis* a publiés dans ses cinq premiers volumes, in-8° ;

Le *Giornale araldico* de l'Académie de Pise, numéro de décembre 1879 ;

Le *Bulletin du bouquiniste*, n° des 1^{er} et 15 janvier 1880 ;

Par M. Marchegay, *Treizain de lettres-missives du chartrier de Thouars*, 1490-1624, in-8°, Sauveterre de Guyenne, 1879 ;

Par M. Elie de Biran, *Le nouvel Art dramatique de Lope de Vega*, traduction précédée d'une notice, in-8°, Paris, 1879 ;

Par M. Bussière, *Almanach du Comice agricole de Brantôme*, de l'année 1880, in-12, Périgueux.

Des remerciements sont exprimés aux donateurs.

Dans une lettre-circulaire du 22 janvier dernier, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts prie M. LE PRÉSIDENT de lui faire connaître les noms des délégués qui représenteront la Société au congrès de la Sorbonne le mercredi 31 mars et les jeudi et vendredi 1^{er} et 2 avril prochain, et les titres des mémoires approuvés qui pourraient être lus en séance publique. Après délibération, l'assemblée choisit pour délégués MM. le marquis de Chantérac, le comte de Beaufort, Elie de Biran et l'abbé Cheyssac ; elle donne en même temps son approbation à l'*Essai historique sur les Etats de Périgord* que notre confrère M. H. de Montégut a le dessein de lire à la réunion des Sociétés savantes. M. le Secrétaire général transmettra ces renseignements en temps opportun au Ministère de l'Instruction publique.

M. JUDET DE LA COMBE, élu membre titulaire dans la dernière réunion, adresse ses remerciements à la Société.

M. Charles DURAND fait offrir au Musée départemental un fragment de pierre calcaire provenant du tunnel de Beaulieu et présentant des serpules.

M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL est informé par M. le Maire de Villefranche-de-Longchapt qu'en faisant des appropriations dans le cimetière de la localité « on a mis à découvert un » grand trou dont une moitié creusée dans le rocher, de » forme circulaire un peu allongée, a de 3^m50 à 4^m de diamètre » et 2^m de profondeur. Les parois confinant au sol dans » la partie opposée au rocher étaient formées par un ci- » ment ou mortier assez dur. On a trouvé des cendres dans » ce trou, et autour il semble que le rocher et le ciment aient

» été calcinés dans certains endroits. Les ouvriers qui ont
» été appelés ne se rendent pas compte de l'instrument avec
» lequel on aurait travaillé ce rocher. Ceux dont on se sert
» dans la localité depuis un temps immémorial auraient,
» d'après eux, laissé des traces qui ne se rencontrent pas ici.
» Ce trou est à 12 mètres au nord-ouest de l'église ; il avait
» été comblé avec des débris de diverse nature, pierre,
» terre, etc. »

Serait-on sur la trace, dit M. le Secrétaire-général, d'un puits funéraire, ce qui est assez rare, ou bien de l'entrée d'un *chuseau*, ce qui se rencontre plus fréquemment dans le pays, ou tout simplement d'un silo de grande dimension ?

M. LE PRÉSIDENT propose de faire examiner cette ouverture par M. le docteur Barbancey et M. Duverneuil, qui en rendront compte à la Société : la proposition est acceptée.

M. Michel HARDY donne lecture d'un intéressant rapport sur des questions d'archéologie préhistorique, à propos du mémoire de M. Félix Robiou, *Observations critiques sur l'archéologie dite préhistorique, spécialement en ce qui concerne la race des Celtes*, et d'une notice de l'abbé Hamard, *Fouilles faites à Carnac, en 1874-1876*, qui ont été publiés l'un et l'autre dans le *Bulletin* de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine, tome XIII, 1879. — Le travail de M. Hardy paraîtra dans nos *Varia*.

M. Grange, de Clermont-Ferrand, écrit à M. LE PRÉSIDENT pour avoir des renseignements sur le sigle d'un potier indiqué à la page 32 du catalogue du Musée archéologique n° 192 : ACVTI

BII AP.

» Permettez-moi, dit-il, en vous envoyant l'empreinte d'un
» autre fort lisible, de vous demander si le vôtre moins bien
» empreint ne serait pas identiquement le même que le
» mien : ACVTI

BILI. AR

« Cette restitution aurait, je crois, une certaine importance
» au point de vue des relations commerciales de l'Auvergne
» et du Périgord. Car nul doute que l'officine d'ACVTVS soit

- » auvergnate, puisqu'il prend lui-même le soin de l'indiquer
- » sur ses produits céramiques. Nous trouvons en effet fré-
- » quement à Clermont-Ferrand, sur des tessons de poterie
- » lustrée rouge, les sigles suivants :

OFC. ACV. (sur une patère) ;

OFIC. ACVTI.

OFIC. ACVI.

OFFICI. ACCVTI.

ACVTI.

ACVTI. M.

BILI.

- » et enfin ACVTI. BILI. AR. comme si ACVTVS et
- » BILICATIVS seuls d'abord, s'étaient associés, prenant en
- » même temps la qualité d'Arvernes. »

M. le Président a répondu qu'en effet il y avait au Musée plusieurs noms et marques de potiers arvernes, notamment ceux qui figurent au nouveau catalogue publié l'année dernière dans le *Bulletin* sous les nos 1, O. ACVTI ; 2, ACVTI.

B. II. A. P ;

nos 13, ARVERN ; 24, OFF. BILICAT.

M. le marquis DE FAYOLLE présente ensuite une anse de poterie ancienne dont le dessin imite *l'ostræa carinata*.

M. LE PRÉSIDENT montre aussi une belle monnaie romaine, en bronze, frappée à Trèves et trouvée dans un jardin, à la Cité, qui représente au droit Crispe, fils de Constantin, casqué, tenant un bouclier du bras gauche et de la main droite une lance appuyée sur l'épaule : c'est le petit bronze bien connu avec la légende IVLIVS CRISPVS NOBILIS CÆSAR, et portant au revers un autel sur lequel repose le globe du monde, surmonté de trois étoiles, avec l'inscription : VOTIS VICENNALIBVS et la légende : BEATA TRANQVILLITAS ; au-dessous, à l'exergue, on lit : PERCVSSA TREVERIS. Ce qui rend cette monnaie intéressante, c'est le sujet gravé en ronde bosse sur le bouclier du jeune César : cinq personnages y figurent, deux debout au centre, revêtus du paludament, tendent la main à deux autres agenouillés devant eux, et paludamentés ; derrière, un soldat tenant un bouclier.

M. le Président croit que l'artiste a voulu représenter la scène où Crispe et son demi-frère Constantin II reçoivent de Constantin-le-Grand, leur père, et de Licinius, leur oncle, le titre de Césars. On sait que le fils de Licinius, qui fut créé César en même temps que ses cousins, était trop jeune pour assister à cette cérémonie. Les détails de la gravure sont des plus fins et des plus délicatement accusés ; aussi on s'étonne, à la vue de ce charmant travail, que tandis que dans la Gaule il y avait des graveurs d'un pareil mérite, Rome n'eût pas des sculpteurs assez habiles pour orner l'arc de triomphe de Constantin, qui fut élevé à cet empereur après sa victoire sur Maxence ; car on fut obligé de dépouiller de ses ornements l'arc de Trajan pour glorifier le triomphe de Constantin. M. le Président demande à l'assemblée l'autorisation de faire graver cette monnaie pour le *Bulletin*.

M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL fait remarquer ensuite que l'*Echo de la Dordogne* a reproduit ces jours-ci un extrait du procès-verbal de la séance de la Société archéologique du Limousin, du 27 janvier dernier, contenant une grave erreur qu'il importe de rectifier par respect pour la mémoire de M. l'abbé René Bernaret. On se rappelle en effet qu'en 1876 notre savant correspondant M. l'abbé Arbellot soutenait avec un véritable talent, en s'appuyant sur une inscription de la basilique de St-Pierre-ès-Liens, à Rome, relevée dans le *Diarium Italicum* de Montfaucon, que le célèbre cardinal Elie de Talleyrand, mort en 1364, avait été inhumé d'abord à Avignon, puis transporté dans l'église de Saint-Pierre-ès-Liens. Tandis que notre regretté vice-président répondait avec non moins de talent que le cardinal de Talleyrand avait été transféré après sa mort à Périgueux, *ad partes suas*, comme il le demandait par son testament, et qu'il avait été inhumé dans la collégiale de St-Front, dont il était chanoine : les documents viennent aujourd'hui lui donner raison. Voici les faits tels qu'ils se sont passés : écoutons maintenant comment les raconte le procès-verbal du 27 janvier :

« M. de Montégut a trouvé, en examinant d'anciens inventaires, la solution d'un problème qui avait donné lieu à une intéressante polémique : M. l'abbé Arbellot prétendait que,

selon ses intentions, le cardinal de Talleyrand-Périgord, mort à Avignon en 1364, avait été inhumé dans l'église de Saint-Front de Périgueux. Ses adversaires émettaient l'opinion que ce prélat avait été enterré à Rome et en donnaient pour preuve une inscription existant dans une des églises de la ville papale. M. Arbellot répondait que l'inscription, postérieure de cent ans à la mort du cardinal, n'était qu'une inscription commémorative. La découverte de M. de Montégut donne pleinement raison au savant président de notre Société. Dans un inventaire dressé à Périgueux par Archaubaud V, comte de Périgord, un mois ou six semaines après la mort du prélat, il est parlé de « cinq tapis noirs » qui servirent « pour le sepeliement de M. le Cardinal, » et on possède à présent la certitude que les restes de ce dernier furent transportés à Saint-Front. »

Comme on le voit, les rôles sont complètement intervertis, dit M. le Secrétaire-général, et il est présumable que la Société historique du Limousin tiendra à les rétablir avec exactitude.

Notre éminent correspondant M. TAMIZEY DE LARROQUE nous adresse une lettre concernant l'origine de Ranconnet qui, suivant lui, serait né à Bordeaux, bien qu'issu d'une famille essentiellement périgourdine. Conformément au désir de l'auteur, cette lettre sera communiquée à M. Dujarric-Descombes avant d'être publiée dans le *Bulletin*. M. Tamizey de Larroque veut bien nous mander en même temps qu'il nous enverra bientôt quelques documents inédits; qu'il en a deux ou trois qui émanent d'un de nos plus saints évêques, Alain de Solminihac, et qu'il nous réserve depuis longtemps, mais qu'il attend toujours que M. de Roumejoux ait reçu de Cahors quelques pièces qui compléteront le dossier.

M. GRELLET-BALGUERIE a aussi le projet de nous adresser prochainement la copie d'un manuscrit de l'abbé Lespine qu'il intitule : *Documents historiques et légendaires sur les origines de nombreuses localités du Périgord, de l'Angoumois, du Bordelais*, avec notes, traductions et commentaires historiques. Ces documents intéressent beaucoup, dit-il, les villes de Périgueux, Saint-Astier, Mussidan, Ribérac, Montignac.

M. Hippolyte Sauvage, à qui nous devons la récente biographie de l'abbé d'Aydie, envoie à M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL sept pièces justificatives nouvelles qu'il le prie de publier en appendice à son étude.

M. Elie DE BIRAN veut bien nous communiquer une chanson inédite qu'il a trouvée dans le volume 111 de l'abbé Lespine, à la Bibliothèque nationale, et qui a pour titre *Le Périgord*. Les vers spirituels en sont fort heureusement tournés et jugés dignes des honneurs du *Bulletin*; ils constatent une fois de plus le double renom gastronomique et littéraire dont notre province jouit depuis longtemps.

Notre honorable vice-président M. Philippe DE BOSREDON nous annonce qu'il a le projet d'assister à notre prochaine réunion et qu'il espère pouvoir à cette époque offrir lui-même à la Société un exemplaire de la *Sigillographie du Périgord*.

D'autre part, M. Edgar LA SELVE nous mande qu'il enverra aussi bientôt à notre bibliothèque un volume de nouvelles, de souvenirs de voyages et de variétés littéraires, intitulé : *Entre les tropiques*, que viennent d'éditer les maisons Dentu et Hachette.

Enfin, en terminant, M. LE PRÉSIDENT nous apprend que notre compatriote M. Faugère, ancien directeur des archives au Ministère des affaires étrangères, ne se propose pas seulement de donner sous peu une édition complète et définitive de Pascal, mais qu'il met la dernière main à une œuvre qui est appelée à un retentissement considérable dans le monde littéraire et politique. Il s'agit des écrits inédits de Saint-Simon que M. Faugère a recueillis au dépôt des affaires étrangères, et dont la publication complète formera quatre volumes. Les deux premiers volumes paraîtront prochainement.

La séance est levée à deux heures et demie du soir.

Le secrétaire-général, Ferd. VILLEPELET.

Séance du jeudi 4 mars 1880.

Présidence de M. le docteur GALY.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle ordinaire des réunions.

Sont présents : MM. de Froidefond, Philippe de Bosredon, le marquis de Fayolle, le vicomte de Lestrade, Jules Clédat, le marquis d'Abzac de La Douze, Bleynie, l'abbé Brugière, l'abbé Deschamps, Charles Durand, le comte Gérard de Fayolle, l'abbé Goyhenèche, Michel Hardy, Jauvinaud et Villepelet.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT indique brièvement les ouvrages qui ont été envoyés à notre bibliothèque, le mois passé :

Le *Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme*, année 1880, 52^e livraison ;

Un volume de *Documents relatifs au prieuré et à la vallée de Chamonix* qui nous a été adressé par l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Savoie, in-8^o, Chambéry, 1879 ;

Le *Bulletin de la Société archéologique du Midi de la France*, séances du 25 mars au 5 août 1879, contenant à la page 17 un essai d'explication de la frappe des monnaies de Cuzances, in-4^o, Toulouse, 1879 ;

Le *Recueil des travaux de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen*, deuxième série, tome VI, in-8^o, Agen, 1879, contenant les proverbes populaires de l'Armagnac et de l'Agenais que M. de Lentilhac sera prié de comparer à ceux du Périgord, et les *Lettres françaises inédites de Joseph Scaliger*, publiées par M. Tamizey de Larroque ;

Le *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, tome II, 1^{re} livraison, contenant, à la page 136, une esquisse géologique des environs de Terrasson par M. Mouret, et une biographie d'Etienne Baluze, de M. Rupin ;

La Revue des langues romanes, 3^e série, tome II, n^o 11-12, novembre et décembre 1879 ;

Les Mémoires de la Société des Antiquaires du Centre, 1879, VIII^e volume, in-8^o, dans lequel se trouve le dessin d'un peigne en os mérovingien, découvert dans une des rues de Bourges, qu'il serait intéressant de rapprocher de celui de Tocane-Saint-Apre ;

Les Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 4^e trimestre de 1879, contenant un mémoire de M. Laumônier sur l'histoire ethnologique des races préhistoriques de la France, que M. Hardy est prié d'analyser ;

Le Bulletin de la Société Linnéenne de la Charente-Inférieure, in-8^o, Saint-Jean-d'Angély, 1880 ;

Le Bulletin du Bouquiniste, n^o des 1^{er} et 15 février 1880 ;

Les Antiquités et Monuments du département de l'Aisne par Edouard Fleury, 3^e partie, accompagnée de 144 gravures, un volume in-4^o, Laon et Saint-Quentin, 1879 ;

Par M. le comte Begouen, *La création évolutive*, in-8^o, Toulouse, 1879 ;

Par M. Justin Bellanger, *Le corps considéré comme révélateur des impressions de l'âme*, étude physiologique au point de vue des arts d'expression, in-8^o, Périgueux, Cassard frères, 1880.

M. DE BOSREDON demande la permission de joindre aux volumes précédents les *Sceaux des Archives du département des Basses-Pyrénées* par M. Paul Raymond, un volume in-8^o, Pau, 1874, et il est heureux de pouvoir aujourd'hui offrir lui-même à la Société le premier exemplaire de la *Sigillographie du Périgord* qu'il vient de terminer. Il saisit cette occasion pour remercier de nouveau la Société de la subvention qu'elle a accordée à son ouvrage et pour exprimer sa gratitude particulière à ceux des membres qui ont bien voulu l'aider dans ses recherches.

M. LE PRÉSIDENT félicite M. de Bosredon d'avoir mené à bien un travail de cette importance qui exigeait de nombreuses et longues recherches et qui restera certainement l'un des monuments principaux de l'histoire de notre province.

M. DE BOSREDON fait hommage au Musée de quatre moula-

ges de sceaux délivrés par les Archives nationales, qui représentent le sceau et le contre-sceau de Galhard de Beynac, de 1238 ; le sceau d'Hélie Le Flament, chevalier, de 1256, et celui d'Archambault d'Abzac, écuyer, de 1411. Il y ajoute trente-sept empreintes en cire des sceaux qu'il a décrits dans son livre et dont quelques-unes sont parfaitement venues, notamment celle des armes de M^{sr} du Lau, archevêque d'Arles, prise sur le fermoir d'un portefeuille qui lui avait appartenu.

M. LE PRÉSIDENT a reçu également pour le Musée, de M. Dubreuil, ouvrier aux ateliers de la Compagnie d'Orléans, à Périgueux, un petit lion en bronze qui a dû servir d'anse à un vase chinois ou japonais.

M. DE BOSREDON offre aussi aux archives de la Société une lettre de M^{sr} Christophe de Beaumont, archevêque de Paris, adressée le 10 mars 1768 à M. Bouvier, curé « d'Alvart » par Grenoble, avec cachet en cire, et trois copies qui lui ont été fournies pour ses recherches de sigillographie : l'une, qui vient des Archives des Basses-Pyrénées, est un compromis fait en 1314 par Pierre d'Ans entre Guillaume de Manhac, damoiseau, d'une part, et Guillaume, autre Guillaume et Pierre de Fabri, paroissiens de l'église de Malhac (Milhac ?), d'autre part, qu'il dit être ses hommes *talliabiles, questabiles et explecabiles* ; les deux autres, qui proviennent des archives de M. le comte de Saint-Exupéry, au château du Fraysse près Terrasson, sont deux actes, de 1320 et 1321, relatifs aux dîmes de la paroisse de Vilhac.

Des remerciements sont exprimés aux donateurs.

MM. DE CHANTÉRAC, DE BEAUFORT et Elie DE BIRAN nous mandent qu'ils acceptent avec empressement les fonctions de délégués au prochain congrès des Sociétés savantes à la Sorbonne.

M. LE PRÉSIDENT a reçu de M. le Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Beaux-Arts une circulaire, en date du 11 février dernier, qui le prévient que la quatrième réunion des délégués des Sociétés des Beaux-Arts des départements aura lieu comme les précédentes à la Sorbonne, à la même époque que la réunion des délégués des Sociétés savantes. A cette circu-

laire est joint un exemplaire des *Instructions du Comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements* où sont indiqués les différents points sur lesquels doivent porter les investigations des personnes qui s'occupent des questions d'art : les membres de la Société pourront, quand il leur plaira, en prendre connaissance.

M. LE PRÉSIDENT a reçu, ces jours-ci, un peu tardivement, un mémoire ayant pour titre *L'inventaire des richesses d'art dans une église de village*, que M. l'abbé Cheyssac a justement le dessein de lire à la réunion des Beaux-Arts : c'est une notice sur des copies de tableaux de maîtres qui se trouvent dans l'église de La Monzie-Montastruc. Quelques passages ayant paru à la lecture manquer un peu de précision dans les appréciations, le mémoire, avant d'être approuvé, est confié à M. Gérard de Fayolle qui ira examiner les peintures elles-mêmes avec M. l'abbé Cheyssac et discuter avec lui les points douteux.

Notre savant correspondant M. le chanoine ARBELLOT nous apprend que la rectification demandée au procès-verbal, de janvier dernier, de la Société archéologique et historique du Limousin a eu lieu. « Je dois faire amende honorable, dit-il, à la Société archéologique du Périgord relativement au tombeau du cardinal Talleyrand. J'avais pensé que l'épithaphe publiée par Bernard de Montfaucon, dans son *Diarium Italicum* (p. 131), se rapportait à ce cardinal, et par conséquent qu'il avait été inhumé non pas à Périgueux où l'on ne trouvait aucune trace ni aucune mention de sa sépulture, mais à Rome, dans l'église de son titre cardinalice, c'est-à-dire à Saint-Pierre-ès-Liens, comme en faisait foi l'épithaphe qu'avait luë Bernard de Montfaucon. Toutefois, un *fac-simile* de cette épithaphe, que M. Jules de Laurière m'avait montré il y a quelques mois, m'avait fait concevoir des doutes, car cette inscription, dans laquelle quelques lettres gothiques se trouvent mêlées à des caractères romains, me paraît dater de la fin du xv^e siècle. Notre collègue, M. de Montégut, vient de faire une découverte qui renverse complètement ma thèse. Il a trouvé, dans un inventaire de 1365, publié dans la *Revue des Sociétés savantes* (année 1873, 1^{er} semestre, p. 481), la mention

de « V grans tapiz noirs, qui furent aportés à Peregueux au sebeliment de monsr le cardinal. »

» Devant un texte si précis, je mets bas les armes. La preuve que je demandais est trouvée, et l'affaire est jugée.

» On pense à Rome que l'inscription conservée à Saint-Pierre-ès-Liens se rapporte bien au cardinal de Périgord, mais que c'est une inscription purement commémorative. Peut-être se trouvait-elle au-dessous de son portrait. »

M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL est chargé de remercier M. l'abbé Arbellot de la courtoisie qu'il met à reconnaître son erreur.

Puis, M. Michel HARDY rend compte en ces termes de la découverte d'une grotte sépulcrale à Campniac, près Périgueux :

« Sur le versant méridional du coteau de La Boissière, dit-il, et à deux cents mètres environ de l'entrée du vallon de Campniac, se trouve une grotte naturelle dont l'ouverture, souvent obstruée par des éboulis, ne se laissait apercevoir que difficilement.

» Il y a plusieurs années, paraît-il, on y commença une fouille, dans le but d'employer les terres grasses qui la remplissaient à amender le sol avoisinant; mais la rencontre presque immédiate d'ossements humains brûlés fit suspendre les travaux. Les journaux du temps signalèrent cette découverte dont personne alors ne soupçonna la valeur archéologique.

» L'intérêt qu'offrait à l'étude cette nécropole antique ne fut pas, hélas! mieux compris dans ces derniers temps. Quand nous connûmes, pour la première fois, il y a quelques jours à peine, le fait que nous venons de rappeler et même l'existence de la grotte, déjà celle-ci avait été déblayée complètement ou à peu près, et son précieux dépôt, horriblement bouleversé par la pioche, avait été épandu, en guise de fumier, sur un champ de vigne.

» Au lieu de vous présenter le compte-rendu d'une fouille méthodique, nous sommes donc réduit, Messieurs, à vous faire connaître le peu que nous ont appris l'enquête à laquelle nous nous sommes livré sans délai et les recherches que

nous avons été heureux de poursuivre avec nos honorés confrères MM. Galy, l'abbé Brugière et Villepelet.

» La grotte sépulcrale de Campniac comprend une chambre principale, actuellement inondée par les eaux d'infiltration qu'y ont amenées les dernières pluies, ce qui nous a empêché d'en prendre les dimensions exactes. Elle paraît avoir quinze mètres de long, sur cinq à six de large. A quelques pas de l'entrée, sa hauteur varie entre 2 mètres et 2^m 50. Au fond se voit un couloir ou diverticule assez étroit. C'est de ce côté qu'arriva le limon extrêmement ténu, provenant de la désagrégation des calcaires supérieurs, qui peu à peu envahit une grande partie de la grotte. Nous savons, en effet, par le témoignage de l'ouvrier qui la déblaya, que la couche ossifère était recouverte, vers le fond, d'un dépôt terreux de plus d'un mètre d'épaisseur, tandis qu'à l'entrée elle affleurerait presque.

» Deux modes de sépulture, l'inhumation et la crémation, avaient été employés. En examinant le plafond de la grotte, on voit que la pierre est toute calcinée par suite des feux très-vifs qui y furent allumés pour la combustion des cadavres. Les terres, rejetées au-dehors, renferment du reste une quantité vraiment prodigieuse d'ossements brûlés partiellement ou sur toute leur surface. Beaucoup d'ossements cependant ne portent aucune trace de feu et proviennent de simples inhumations. L'ouvrier terrassier dont nous suivons les indications, nous a rapporté que plusieurs squelettes avaient la tête appuyée contre les parois de la grotte et gisaient étendus sur le sol. L'un d'eux, mieux conservé, reposait sur le côté gauche dans l'attitude d'un homme endormi.

» Combien il est regrettable que la pioche n'ait épargné aucun de ces squelettes dont il était pourtant facile de rassembler tous les ossements ! Combien même nous devons déplorer que pas un seul crâne ne nous soit parvenu complet ! Les hommes inhumés dans ce lieu n'étaient autres, en effet, que les habitants primitifs d'Ecornebœuf, c'est-à-dire les ancêtres directs de nos modernes Périgourdiens, au déclin de l'âge de la pierre polie. Ce fait ressort avec évidence de l'examen des objets qui ont été rencontrés dans les terres

sorties de la grotte sépulcrale, et qui sont identiques à ceux que l'on trouve à Ecornebœuf, sur le côté opposé du vallon de Campniac. Le nombre s'en accroîtra certainement, mais dès aujourd'hui nous pouvons signaler :

- » 1° Deux hachettes néolithiques, dont l'une en silex rose a été repolie soigneusement vers le tranchant ;
- » 2° Vingt-cinq pointes de flèches à tranchant transversal ;
- » 3° Six lames en silex destinées à servir de couteaux ;
- » 4° Un percuteur en quartz portant les traces d'un long usage ;
- » 5° L'extrémité d'un poinçon en os ;
- » 6° Une rondelle en coquille d'*Unio* percée de deux trous et provenant d'une parure ;
- » 7° Enfin des débris céramiques se rapportant à une dizaine de vases.

» Ces vases étaient, en général, de très-petite dimension. Deux ou trois étaient arrondis en coupe ; la plupart ressemblaient à nos *pots à fleurs*. L'un d'eux que nous avons restauré partiellement offre les dimensions suivantes : diamètre, 84 millimètres ; hauteur, 80 millimètres ; épaisseur moyenne, 10 millimètres. Deux renflements latéraux en formaient les anses.

» Ces débris céramiques portent tous les caractères de la poterie de l'âge néolithique et sont d'une fabrication très-grossière. Sur deux ou trois fragments se voient des portions de tiges de graminées carbonisées ou leurs empreintes. Ce n'est pas la première fois que nous constatons ce fait, d'autant plus intéressant qu'il nous rappelle l'emploi que les Israélites et les Egyptiens faisaient de la paille pour fabriquer leurs vases de terre.

» Il convient de remarquer aussi le nombre relativement considérable des flèches à tranchant transversal et l'absence, jusqu'ici du moins, des autres types de pointes, les flèches à ailerons ou les flèches lancéolées. Ce n'est pas là un fait isolé. Dans la grotte sépulcrale de Corgnac, notre confrère et ami, M. Reverdit, n'avait également trouvé que des flèches à tranchant transversal, et l'on sait que ce même type a été rencontré par M. le vicomte de Baye dans les grottes de la Marne

qu'il a explorées avec tant de profit pour la science. D'où vient que dans les cavernes la flèche à tranchant transversal accompagne habituellement la dépouille de l'homme, à l'exclusion des autres types de flèches ? Serait-ce qu'elle était l'arme dont l'homme se servait de préférence, au déclin de l'âge de la pierre, pour attaquer ses semblables ? Diverses considérations, qu'il serait trop long de rapporter ici, nous engageraient à le croire. Nous nous contenterons aujourd'hui d'attirer sur ce point l'attention des archéologues.

» Tous les objets qui viennent d'être énumérés appartiennent à l'âge de la pierre polie. Nous rapporterons à la même époque d'autres objets en bronze, perles ou anneaux, dont l'œil exercé de notre honorable président, M. le docteur Galy, a su reconnaître les traces sur de menus fragments d'os qu'ils avaient teints d'une belle coloration verte. Comme nous l'avons dit à la dernière séance, la pierre et le bronze furent simultanément employés pendant plusieurs siècles, et l'on ne doit pas s'étonner de rencontrer parfois un objet de bronze dans un milieu essentiellement néolithique. La seule conclusion à en tirer, c'est que la formation de ce milieu s'est prolongée très-tard. Tel est le cas de la station d'Ecornebœuf, où l'on peut suivre l'industrie de la taille du silex jusqu'à sa disparition devant l'emploi exclusif des métaux.

» La présence du bronze dans la grotte sépulcrale de Campniac ne fait donc que confirmer notre opinion que cette caverne fut bien le cimetière des anciens habitants d'Ecornebœuf. »

M. LE PRÉSIDENT remercie M. Hardy de son intéressante communication et le prie de préparer un mémoire plus complet pour le *Bulletin*.

M. le docteur BARBANCEY et M. DUVERNEUIL nous adressent leur rapport sur l'excavation du cimetière de Villefranche-de-Longchapt qu'ils ont été priés de visiter, et qui, suivant eux, serait simplement un ancien four à chaux. Ils ont profité de leur séjour à Villefranche pour voir une crypte curieuse située sous le chœur de l'église et les ruines imposantes du château de Gurson dans les environs. Après lecture, l'assemblée décide que ce rapport, rédigé avec esprit, sera publié dans le *Bulletin*.

M. MARMIER nous envoie une notice intéressante sur *Les fourches patibulaires dans le Sarladais au XIV^e siècle*, dans laquelle il signale les principaux noms des villages jadis consacrés au supplice. Il a eu soin d'ajouter à son travail une copie des lettres de Charles V, alors dauphin de France, tirées du Trésor des Chartes, par lesquelles il est permis à l'abbé de Saint-Amand de faire élever des fourches patibulaires dans les terres dépendant de sa justice. Le tout sera inséré au *Bulletin*.

M. LE PRÉSIDENT présente un volume rare qu'il a fait venir ces jours-ci de Paris et qui est la traduction par Jean de Amelin, de Sarlat, des *Concions et harengues de Tite-Live*, à Paris, chez Vascosan, imprimeur du Roy, 1567, un vol. in-8° (1). Notre confrère M. le comte de Maleville le cite dans sa *Bibliographie du Périgord au XVI^e siècle* et donne même quelques-uns de ses vers, car il était à la fois guerrier, poète et littérateur. M. le Président demande à lire seulement la dédicace au roi Henri II qui lui a paru écrite dans le meilleur style.

M. DE MASSOUGNES nous adresse un document assez curieux qu'il a trouvé dans le fonds des notaires et tabellions des Archives de la Charente : c'est la sommation faite, le 22 août 1593, à M. de Montpezat, gouverneur de Périgueux, d'avoir à délivrer Aimménard Viault, écuyer, sieur de Champlong, détenu prisonnier par le capitaine Rochepine et ses soldats au château de Montignac en Périgord. Cette pièce dont lecture est donnée sera reproduite dans le *Bulletin*.

M. LE PRÉSIDENT a reçu de dom Bérengier, sous-prieur de l'abbaye bénédictine de Sainte-Magdeleine de Marseille, une demande de renseignements au sujet du lieu d'origine de M^{re} de Belzunce que les biographes font naître au château de Laforce en 1671. Il résulte de recherches faites récemment par dom Bérengier que M. Richard, avocat à Bergerac, a

(1) Le célèbre imprimeur a publié le livre d'Amelin avec le soin et la distinction qu'il a mis à éditer, cette même année 1567, la première partie du *Plutarque* d'Amyot, en 13 volumes in-8°. Le format, la justification, les caractères, les fleurons, le papier, tout est semblable dans les deux ouvrages.

découvert chez un particulier un registre de baptêmes, tenu par les pasteurs protestants de Laforce et comprenant les années 1668, 1669, 1670 et 1671. Sur ce registre est un acte de baptême de messire Henri de Belzunce du 21 décembre 1670. « Cet acte, dit dom Bérengier, ne semble pas d'abord se rapporter à M^{sr} de Belzunce que tous les historiens font naître en 1671. Cependant il se trouve que les parents de cet Henri portent les mêmes noms et prénoms que ceux de M^{sr} de Belzunce ; que le baptême a lieu dans le même endroit, et que d'ailleurs dans Moréri, comme dans La Chesnaie, on ne voit pas en 1670, ou s'il y a une erreur, en 1671, d'autre Belzunce portant le nom d'Henri et naissant vers cette époque des parents susnommés. On sait que la mère du 'grand évêque de Marseille était protestante et qu'elle se convertit peu avant ou peu après son mariage. Pourrait-on affirmer sur ces données que M^{sr} de Belzunce était né dans le protestantisme ? Ce serait sans doute téméraire de l'affirmer sans de nouvelles preuves plus explicites. » Et c'est pour les découvrir, si la chose est possible, que le savant bénédictin s'adresse à la Société. M. le Président pense que notre honorable confrère M. Dupuy, de Bergerac, sera en mesure de fournir quelque renseignement sur cette question.

M. DE BOSREDON fait remarquer que le sceau de M^{sr} de Belzunce qu'il a publié planche IV, figure 6, porte les prénoms de *Henricus-Xaverius*.

En s'excusant de ne pouvoir assister plus souvent à nos réunions, M. DUJARRIC-DESCOMBES veut bien nous envoyer deux mémoires pour le *Bulletin* : l'un, intitulé *Des prétendues poésies de Maine de Biran*, est une réponse au colonel Staaf qui avait à tort, dans son livre sur la *Littérature française*, attribué au célèbre philosophe la paternité de poésies dues à l'inspiration de son plus jeune frère ; l'autre est un rapport fort délicatement écrit sur le livre que M. l'abbé Gouzot, archiprêtre de Saint-Front, a publié l'an passé avec ce titre *Souvenir*.

M. Charles DURAND demande ensuite la permission de lire un procès-verbal, de 1674, contenant de très-curieux détails anatomiques sur le corps d'un monstre né au village de La-

badie, paroisse de Colombiers, ayant deux têtes, une « teste haut et bas, quatre bras, et les cuisses et jambes à chaque costé du corps ». Le certificat et le passe-port délivrés aux parents par les maire et consuls de Bergerac prouvent que ces monstres étaient, au xvii^e siècle comme aujourd'hui, exposés à la vue du public dans les foires et marchés. Ces deux dernières pièces et le procès-verbal des médecins seront publiés.

M. JAUVINAUD demande aussi à lire les titres d'un certain nombre de procès périgourdiens imprimés, factums, mémoires, etc., du xviii^e siècle, qui appartiennent à l'un de ses amis et que M. le Président l'avait prié de lui communiquer.

Enfin il est procédé à l'élection d'un candidat qui a témoigné le désir d'entrer dans notre association. Après un vote par acclamation, est déclaré admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. le baron Roger DE LA BORIE DE LA BATUT, ancien secrétaire général, à Douai (Nord), présenté par M. Gaston de Gérard et M. le docteur Galy.

La séance est levée à trois heures du soir.

Le Secrétaire-Général, Ferd. VILLEPELET.

LA STATION PRÉHISTORIQUE DES ROCHES,

COMMUNE DE SERGEAC.

Le 27 octobre dernier, accompagné de notre confrère et excellent ami, M. Reverdit, nous avons visité une station préhistorique reconnue depuis peu, au lieu dit *Les Roches*, commune de Sergeac, à onze kilomètres au sud de Montignac.

Nous rendrons compte brièvement de cette promenade archéologique, laissant d'ailleurs à M. Reverdit le soin de faire connaître plus en détail sa belle découverte, lorsque ses recherches seront terminées.

Après avoir dépassé le village de Sergeac, nous laissâmes

les chemins battus et, longeant la Vézère, nous suivîmes des sentiers rocailleux, déjà fréquentés peut-être par les chasseurs de renne. Nous passâmes au pied des rochers de Castel-Merle, — encore une station découverte par M. Reverdit, — et bientôt après, nous arrivâmes à une gorge de l'aspect le plus pittoresque, s'ouvrant directement sur la rivière. Des falaises offrant çà et là de magnifiques abris la bordent à droite et à gauche, et dans le fond du ravin un petit ruisseau coule joyeusement sous le feuillage. Un lieu si frais et si bien abrité ne pouvait manquer d'avoir séduit nos ancêtres errants des temps préhistoriques ; aussi n'éprouvâmes-nous aucune surprise lorsque M. Reverdit nous annonça que nous étions aux Roches, but de notre excursion.

La station occupe le côté droit de la gorge et est exposée au nord. C'est une exception qui de prime-abord pourrait paraître étrange, mais qui s'explique aisément ici. Du milieu de cet abri jaillit en effet une source ; or, on sait que le voisinage des sources était toujours recherché par les peuplades primitives. En outre, la vue y est beaucoup plus étendue que de l'autre côté du ravin, et, d'autre part, la profondeur même de la gorge et son peu de largeur la garantissaient assez des vents glacés du nord.

Munis d'une pince en fer, et aidés par deux habitants de Montignac qui très-obligeamment nous avaient offert leur concours, nous soulevâmes deux lourdes pierres recouvrant la partie du gisement que M. Reverdit avait résolu d'explorer, et immédiatement au-dessous, soit à trente centimètres environ de la surface, nous trouvâmes le sol archéologique.

Son aspect nous prouva tout de suite que si nous étions en présence des restes de l'industrie de l'homme, du moins nous n'avions pas eu la bonne fortune de rencontrer un foyer. Le terrain n'était aucunement imprégné de matières brunes ou charbonneuses, mais offrait tous les caractères d'un éboulis soustrait depuis de longs siècles à l'action de l'air. Nous le fouillâmes avec grande attention sur une étendue d'un mètre carré et à une profondeur de cinquante centimètres. Au milieu d'un sable jaune et compacte provenant de la désagrégation des roches, nous rencontrâmes

un nombre assez considérable de silex taillés, deux cents pièces environ, et quelques ossements. Ces derniers malheureusement, se trouvant dans un sol perméable à l'eau, avaient beaucoup souffert.

Les silex, taillés à vive arête et bien conservés, offraient les types connus de l'époque de la Madeleine. Les longs éclats ou couteaux étaient surtout abondants. Plusieurs sont exceptionnellement remarquables par leur dimension peu commune et la beauté de leur taille. L'un d'eux présente des traces d'emmanchement et, sur le côté opposé au tranchant, de fort jolies retailles exécutées avec une habileté vraiment étonnante. Ces retailles, qu'on observe également sur d'autres lames, formaient le dos du couteau et étaient destinées à protéger la main.

Nous signalerons en outre les grattoirs et quelques poinçons. M. Reverdit, peu de jours auparavant, avait recueilli dans le même gisement une petite pointe de lance retailée sur les deux faces et rappelant le type solutréen. Mais peut-être ce silex provenait-il d'une couche plus profonde, et serait-il donné de constater ici, comme à Laugerie-Haute, la superposition du *magdalénien* au *solutréen*.

Au point où s'arrêta notre fouille, nous avons rencontré une nouvelle assise de pierres assez volumineuses que, faute de temps, nous ne pûmes enlever. Il est à présumer que le gisement antique ne se borne pas à la mince couche que nous avons étudiée, mais qu'il descend beaucoup plus bas ; le niveau inférieur de cette couche étant encore élevé de deux à trois mètres au-dessus du ravin.

Avec les silex taillés, nous trouvâmes deux petites masses de sanguine et un fragment de dentale qui probablement fit partie d'un collier.

Les ossements, avons-nous dit, avaient beaucoup souffert de l'humidité et, pour la plupart, étaient presque entièrement décomposés. Outre quelques dents d'antilope et une partie de bois de renne, nous recueillîmes cependant une pièce osseuse que son peu d'épaisseur et ses grandes dimensions permettent difficilement de retrouver entière. C'est une omoplate de bœuf. Nous nous bornons à en fixer le genre et à

dire que l'animal était de grande taille ; car, n'ayant pas sous la main les éléments nécessaires, nous ne pouvons, à regret, en déterminer l'espèce. Vers l'extrémité inférieure de cet os et sur sa face externe, se voient encore les traces des incisions faites avec des couteaux de silex, pour en détacher les muscles placés des deux côtés de l'acromion.

Notre confrère, M. Bleynie, a bien voulu silicatiser ce précieux ossement pour mieux en assurer la conservation, et nous nous sommes empressés, M. Reverdit et moi, d'en faire don au Musée départemental.

Michel HARDY.

UNE PAGE DE PEINTURE DU XV^e SIÈCLE

DANS UNE ÉGLISE RURALE DU PÉRIGORD. (1)

Colligite fragmenta ne pereant.

MESSIEURS,

La page de peinture que je vous signale était écrite dans une église rurale du Périgord. J'ai dû en fournir l'analyse à la dernière heure ; et malgré les lacunes que vous aurez occasion de constater, je la donne sans crainte, soutenu par votre sympathique bienveillance de l'an dernier, et par l'intérêt qui s'attache au sujet principal, aussi rare, je crois, sur les murs, qu'abondant sur le bois des rétables d'autel et les verrières de nos églises.

C'est au nord-ouest de l'arrondissement de Ribérac (Dordogne) que se trouve l'église paroissiale de Cumont, bâtie sous le vocable de Saint-Pierre-ès-Liens, et possédant dans

(1) Cette notice a été lue par notre honorable confrère M. l'abbé Cheyssac, dans la section des Beaux-Arts, à la réunion des Sociétés savantes des départements du mois d'avril 1878.

son voisinage une commanderie, dont la chapelle était dédiée à saint Antoine.

Après avoir présenté à l'extérieur un portail à sept voussures, décoré des plus belles moulures de la seconde période romane, cette église offre au-dedans, à l'intertransept, une coupole de dimensions assez restreintes, mais entièrement parsemée, dans le bas, de fleurs de lis, dans le haut, de croix de Malte, le tout, à moitié effacé, peint à l'ocre rouge, sans enduit préalable posé sur le mur. A droite et à gauche de l'unique nef, s'élèvent deux chapelles, dont l'une bâtie postérieurement à la construction principale. C'est dans cette dernière, celle de droite, dédiée à la Sainte Vierge, que se trouvent les peintures murales en question.

Il y a quelques mois à peine, à la suite d'importants travaux, les ouvriers mettaient à découvert différents sujets depuis trop longtemps cachés sous un ignoble badigeon. — Hélas ! comme cette île de la Méditerranée presque aussitôt submergée qu'apparue, après avoir un moment remonté à la surface, ils se sont abîmés pour jamais sans doute sous les flots du plâtre, offrant çà et là quelques débris qui surnagent, tristes épaves du naufrage. Nous les avons entrevus ; nous espérions les revoir et en jouir encore : c'est ce qui justifie notre profond regret. Ne vous y trompez pas, Messieurs, c'est donc sur des peintures murales, à la détrempe, mutilées, à demi-effacées et perdues par les injures du temps et des hommes, qu'en toute confiance, avec mon seul titre d'ami des arts, j'attarde un moment vos pas. L'artiste, dans sa poursuite de l'idéal, du beau, défini à si juste titre la splendeur du bien, ne doit-il pas considérer avec respect les vestiges du passé, pour y trouver les empreintes et comme les linéaments premiers de ses conceptions les plus nobles et les plus suaves ?

Avant de signaler le sujet principal, faisons connaître les cinq sujets secondaires.

Auprès de la porte d'entrée de la chapelle, se tient debout le hideux squelette de la Mort ; sur ses épaules repose la faux traditionnelle ; sa main gauche supporte un crâne, et le bras droit vient de déposer à terre un panier rustique où les osse-

ments et les crânes abondent. La haute stature du squelette, les lignes fortement accusées, d'un noir foncé ; le ton jaune qui règne, la vivacité des détails, tout ici dénote moins une œuvre d'art qu'une prédication populaire pour les yeux, conforme à la pensée et au faire des quatorzième et quinzième siècles. De cette peinture, il ne reste plus rien ; ensevelie sous le plâtre, la Mort dort son long sommeil.

Plus loin, en s'avancant vers l'autel, le même mur est occupé par un second sujet également digne de remarque : on y voit encore une tête expressive, d'assez bon dessin, quoique déprimée, au front chauve, aux tempes ombragées par des cheveux rares et ondulés : le collet de la tunique s'aperçoit, replié ; et les épaules du personnage sont protégées, croyons-nous, par le chaperon du bourgeois ou par le capuce du religieux.

Avant de disparaître, un phylactère déroulait au-dessus sa légende explicative ; la pose, l'expression, l'orientation de la figure semblent désigner une scène historique, où le personnage portraité remplissait le rôle que devaient peut-être servir à déterminer et la banderole et le sujet du mur opposé, dont nous parlerons bientôt. La palette du peintre n'était pas surchargée ; seuls les tons rouges, gris et bleus apparaissent, et néanmoins quel charme en ce qui reste visible ! quel regret de ce qui ne se voit plus !

Le mur auquel se trouve adossé l'autel, et qui forme le fond de la chapelle, avait aussi reçu sa décoration picturale. Deux groupes situés, l'un à gauche, l'autre à droite de l'autel primitif, redisaient la dévotion à Marie des populations croyantes, mais non toujours crédules, du moyen âge ; ils ont aussi disparu ; peintures laborieuses à déchiffrer, néanmoins bien dignes d'être conservées, si j'en juge par l'impression produite sur moi, au premier aspect, mais qui, je l'avoue, n'est point partagée par un amateur distingué, quoique je sois heureux de la voir acceptée par un second, praticien à l'égal du premier.

Dans la scène que j'intitule *Marie mère des hommes*, la Sainte Vierge est assise, tenant sur ses genoux l'Enfant-Dieu, qu'elle présente aux personnages prosternés à ses pieds. Ici, rien de

distinct ; à peine si les lignes permettent d'en saisir le plan, et d'y supposer l'Adoration des mages ou un motif analogue.

Dans la scène que je pourrais dénommer *Marie reine des anges*, nous sommes un peu mieux partagés ; la conception et l'ordonnance générale du sujet, les heureuses dispositions des groupes, la richesse plus grande du coloris mis en œuvre par le pinceau de l'artiste, je ne crains pas de le dire, le naturel des poses, tout concourt à captiver l'attention. On contemple avec bonheur Marie, les mains jointes, dans l'attitude de la prière, assise sur un trône à plusieurs degrés ; la main à demi perdue d'un personnage dont il n'a pas été possible de distinguer les traits, dans l'état de détérioration de la fresque, va déposer sur son front le royal diadème, aux applaudissements des groupes inférieurs disposés à droite et à gauche du trône largement découvert.

Montalembert a écrit sur la fresque inconnue, presque effacée aujourd'hui, de l'église du Saint-Suaire de Cadouin, en Périgord : « Mes yeux surpris crurent avoir retrouvé une page échappée au pinceau délicat des maîtres de l'Ombrie. »

Pardonnez-moi, Messieurs, de le répéter, et moi aussi, un instant, j'ai retrouvé comme la miniature du couronnement que notre Fra Angelico, du Louvre, a peint avec sa foi, son talent et son cœur ; rêve d'une ombre, dirai-je avec Pindare ; le plâtre a tout recouvert ; c'était une bonne vieille peinture, maissans doute, avec tant d'autres choses, un peu trop lourde à supporter.... par le mur. *Periere etiam ruinæ.*

Je passe au cinquième sujet. — Nous sommes en présence d'un thème sans analogie avec ce qui précède, à moins d'y trouver le pendant de l'œuvre du mur opposé, œuvre que j'ai qualifiée d'historique.

Mes conjectures reposent sur la mise en scène, sur l'attitude des figures pleines de vie et de mouvement, et sur un blason découvert. Quel est ce personnage qui nous apparaît en dehors des tentures de l'une des deux fenêtres ouvertes dans cette portion du mur ? Est-ce un cardinal, avec le long manteau rouge dont il est revêtu des épaules jusqu'aux pieds ? Mais il lui manque le chapeau, et son visage est à

moitié encadré par les plis supérieurs du manteau qui semble se rouler en turban autour de la tête. Serait-ce un croisé, debout, mais pieux et recueilli, rendant grâces à Dieu, au retour de la Palestine ? Il n'a point cependant l'escarcelle et le bourdon du pèlerin.

Pourquoi ces évêques et cette foule nombreuse qui les suit ? Les visages se pressent, tournés vers le spectateur, ou plutôt vers le personnage peint sur le mur en face, et dont une légende déroulée nimbaît la tête déjà décrite. Les évêques sont revêtus de la chape et portent la crosse et la mitre assez courte du quinzième siècle ; ils s'avancent à la suite du chevalier pèlerin ; on dirait une théorie antique, sortant du temple après l'oblation du sacrifice. Quel est, à droite et au bas des figurants, cet écusson mutilé dont la description suivante nous a été fournie par un amateur compétent :

« Ecartelé, au premier d'azur, au chef losangé d'or, au deuxième (*effacé*), au troisième d'azur, à trois losanges d'or, posés en pal ; au quatrième de gueules (*un peu effacé*), mais sur lequel on distingue un cheval effaré d'argent. »

A qui appartenaient ces armoiries ? Pourquoi leur reproduction à cet endroit ? Les parties d'azur, losangées d'or, doivent se rapporter à la maison d'Aubeterre, voisine de celle de Cumont ; mais après : comment et par quelles familles compléter ce blason ? Les chefs de la fameuse abbaye de Charroux, diocèse de Poitiers, de la maison de Jaubert, ont possédé, m'a-t-on écrit, la seigneurie de Cumont, aux quinzième, seizième et dix-septième siècles. Que faut-il en conclure ? Ces peintures sont-elles dues à leur munificence, et auraient-ils envoyé l'artiste dans leurs possessions du Périgord ? L'ordre de Malte avait une commanderie située à trois kilomètres environ, au lieu appelé encore aujourd'hui Saint-Antoine, du nom de la chapelle. — Sont-ce les armes d'un commandeur ? Dès lors, à ce titre, pourrait-on reconnaître dans ce pèlerin un noble guerrier des croisades d'Espagne contre les Maures, revenu sain et sauf, après mille dangers, et ramené comme en triomphe par les évêques et le peuple, joyeux de son retour ? Je ne sais ; les documents positifs, et qui serviraient à éclairer la question, m'ont jusqu'à ce jour

fait défaut ; mais, là encore, quel naturel ! quel intérêt ! L'idée du peintre est rendue ; les poses sont à la fois simples et hardies, les physionomies expressives, les proportions heureuses ; les manteaux, les chapes et les robes flottent sans roideur ; malgré la sobriété des couleurs, le mur s'anime ; il prend une voix, trop faible néanmoins pour être distinctement entendue ; c'est assez dire qu'ici, comme ailleurs, le plâtre inconscient a continué son œuvre de dégradation et de mort.

Je termine, Messieurs, cette monographie par un exposé rapide du sujet principal, l'Arbre de Jessé, sujet auquel s'appliquent les qualités maîtresses que nous venons d'énumérer.

Avec ses dimensions de quatre mètres environ de longueur sur trois de hauteur, l'Arbre de Jessé occupe presque tout le fond du mur parallèle à l'autel ; mais une fenêtre de forme cintrée, inopportunément ouverte depuis de longues années, à un mètre cinquante au-dessus du sol, l'a mutilé au centre, et presque de la base au sommet. Plusieurs personnages, la Vierge Mère entre autres, ont disparu par cette mutilation ; toutefois, que les débris qui subsistent offrent de charmes !

Majestueusement étendu à terre, plongé dans un sommeil extatique, Jessé repose, appuyant sur le bras droit son front endormi ; le corps est enveloppé tout entier d'un ample manteau ; de son côté entr'ouvert s'élance la tige de l'arbre, dont les rameaux espacés, d'un vert pâle, au feuillage largement épandu, supportent sans efforts les fruits symboliques, les rois ancêtres du Sauveur ; le front ceint de la couronne, établie sur la coiffure du temps, aux formes variées, et qui rappellent les miniatures du célèbre Bréviaire manuscrit de Bruxelles ; les épaules recouvertes par le chaperon de couleur bleue émaillé de noir, et le reste du corps drapé dans le manteau rouge ; une main armée du sceptre justicier, tandis que l'autre désigne, au sommet perdu de l'arbre, la fleur chantée par Isaïe. Chaque personnage émerge, à mi-corps seulement, d'une gaine ou support ovale, en forme de corbeille ornementée de mailles formant losanges, ou de galons d'inégale grosseur. Les rois étaient chacun désignés par

le nom inscrit au-dessus de la tête, en caractères renfermés entre deux lignes horizontales, et que je crois appartenir à la seconde moitié du quinzième siècle. Sur sept des rois encore visibles, on peut lire trois noms seulement : Jessé, Jéroboam, Ezéchias. Ici, nous trouvons à peine cinq couleurs sur la palette du peintre : le jaune comme fond et pour établir la fresque, le vert, le noir, le rouge et le bleu.

Nous devons l'avouer, c'est une gamme bien monotone et peu étendue que celle des couleurs employées par l'artiste ; mais n'a-t-il pas voulu dédaigner en quelque sorte les richesses matérielles du pinceau, pour faire resplendir l'idée chrétienne, réalisant ainsi, comme plusieurs dans ces âges de foi, la pensée de Goëthe que nous rappelons en terminant : L'artiste est à la fois l'esclave et le maître de la nature ?

Je regrette, Messieurs, d'avoir eu à vous soumettre un aussi grand nombre de points d'interrogation ; je ne m'illusionne pas sur les lacunes de mon travail ; la conclusion est loin d'en être satisfaisante et définitive ; je vous ai parlé des vestiges d'une fresque à peu près détruite, et quelque effort que j'aie fait pour en découvrir l'auteur, je ne puis le nommer aujourd'hui. D'autres viendront après moi, qui seront plus heureux, je l'espère. Quoi qu'il en soit, je n'oublie pas le vœu patriotique émis l'an dernier, hier encore rappelé devant vous, par M. le marquis de Chennevières, directeur des Beaux-Arts, lorsqu'il souhaitait qu'une part fût faite, ici, aux artistes provinciaux, dans nos lectures et dans nos communications verbales ; tout me donne lieu de penser que cette page de peinture murale que j'ai placée sous vos yeux est l'œuvre d'un peintre de notre province ; et parce que je ne pouvais dire son nom, devais-je garder le silence sur un travail original, longtemps enfoui sous une couche d'enduit, remis à la lumière pour un jour seulement, et de nouveau perdu pour jamais ? Après avoir consulté les cartulaires de l'abbaye de Charroux, pour ne parler que de ces documents, qui sait si, à l'une de nos prochaines sessions, quelque chercheur fortuné n'aura pas la joie de vous révéler l'existence d'un peintre poitevin ou périgourdin du quinzième siècle !

Celui-là me saura gré d'avoir saisi l'apparition furtive d'une œuvre qu'on aurait dû laisser dans son intégrité. C'est ainsi qu'en façonnant des anneaux distincts, on n'a plus ensuite qu'à les rejoindre pour former une chaîne. A ce point de vue, les quelques lignes que je viens d'écrire pourront n'être pas complètement inutiles.

La Roche-Chalais, 14 avril 1878.

L'abbé A. CHEYSSAC.



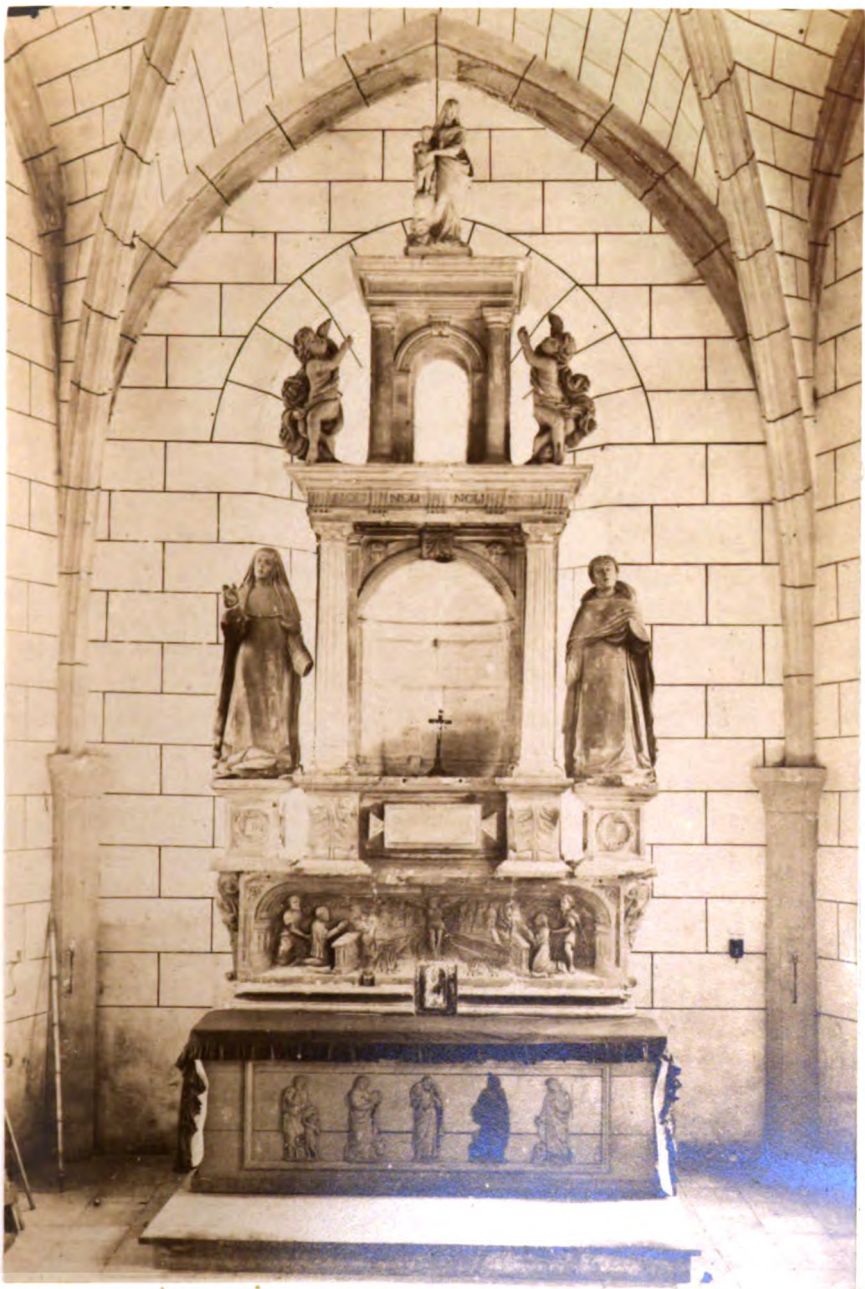
RÉTABLE, TOMBEAU ET CHAIRE

DE L'ÉGLISE DE LADOUZE.

L'église gothique du xv^e siècle est un monument qui a la forme d'une croix latine. Il est vaste, puisqu'il mesure trente mètres sur dix jusqu'à la croix, dont les bras ont quatre mètres en plus. Sa voûte en pierre est très-belle. Il est bien dommage que l'on ne débarrasse pas les murs de la chapelle de gauche des terres qui les encombrent à l'extérieur. Elles produisent une humidité préjudiciable à l'église et qui la dégrade de jour en jour. Il y a treize fenêtres ; le vitrail de l'Assomption, qui orne l'une d'elles, me paraît peu artistique, et les bouchons de foin qui passent à travers les autres offrent un coup d'œil peu agréable.

L'ensemble du maître-autel, formé de plusieurs monuments superposés, me paraît de mauvais goût, mais le rétable en est fort beau. Cette sculpture, qui est en pierre et d'une grande finesse, fut exécutée dans la première moitié du xvr^e siècle.

Autant que j'ai pu en juger, elle représente, au centre, la ville de Jérusalem. Au-dessus du tabernacle, qui est creusé dans la pierre, est sculpté le Sauveur en croix. A gauche, du côté de l'Evangile, on voit un chevalier à genoux. Le prie-Dieu sur lequel il est placé porte le livre des saints Evangiles.



E. ROULLÉ Phot.

MAÎTRE-AUTEL DE L'ÉGLISE DE LADOUZE.
XVI^e Siècle.

les ; à ses côtés, on remarque une armure, casque, cuirasse, etc. Un peu en arrière du personnage et debout l'apôtre saint Pierre lui montre, la clef symbolique à la main, le Sauveur crucifié à Jérusalem, comme pour lui dire : « Partez pour les Saints-Lieux, ce n'est qu'à ce prix que le royaume des cieux vous sera ouvert. » Au même rétable, du côté de l'Épître, est une dame à genoux sur un prie-Dieu qui porte également le livre des saints Évangiles. A côté d'elle se tient un personnage que je crois être l'apôtre saint Paul lui montrant, comme saint Pierre à son époux, le Christ de Jérusalem. On revoit les mêmes seigneurs au terme de leur pèlerinage : le croisé chevauchant est conduit par un soldat nu et armé dans les remparts de la Cité sainte, tandis que son épouse à genoux au Calvaire élève vers le Christ des bras suppliants.

Les armes sculptées sur les prie-Dieu du rétable ne permettent pas de douter que le fait qu'on a voulu reproduire ne concerne Pierre d'Abzac et Jeanne de Bourdeille. La note qui m'a été communiquée par M. le marquis d'Abzac de La Douze vient encore le confirmer. Pierre d'Abzac, premier du nom, chevalier, baron de La Douze, seigneur de Barrière, de La Crotte, de Sénillac, de Vergt, de Reillac, etc., épousa le 18 août 1526, au château de La Tour-Blanche, demoiselle Jeanne de Bourdeille, fille de haut et puissant seigneur François, baron de Bourdeille, seigneur de Brantôme, de La Tour-Blanche, et de dame Hilaire du Fou-du-Vigean. Voici, d'après l'ouvrage aujourd'hui si rare de M. A. de Froidefond, la description de ces armes :

1° D'Abzac. Ecartelé, aux 1 et 4, d'argent, à la bande et à la bordure d'azur, chargées de neuf besants d'or, à la fasce de gueules, accompagnée de six fleurs de lis d'azur, trois en chef et trois en pointe qui est de Barrière ; sur le tout de gueules à trois léopards d'or.

2° De Bourdeille. D'or, à deux pattes de griffon de gueules onglées d'azur, posées en contre-bande l'une sur l'autre.

.CHAIRE. La chaire à prêcher est, comme le rétable de l'autel, en pierre habilement travaillée. Sur le côté le plus apparent est représenté l'apôtre saint Pierre ; ailleurs, sont de belles sculp-

tures parmi lesquelles on remarque les armes des d'Abzac de La Douze et des Bourdeille, malheureusement mutilées. Au-dessous de l'appui-main, on lit en lettres romaines : BEATI QUI AVDIVNT VERBVM DEI ET CVSTODIVNT ILLVD (1).

Au bas se trouve une autre inscription en grande partie effacée que nous avons pu reconstruire ainsi : « *Qui est ex Deo verba Dei audit* » au lieu de : « *Qui ex Deo est verba Dei audit* » (2), comme porte le texte de saint Jean, VIII, 47, ce qui, néanmoins, n'altère en rien le sens de la phrase. A la suite de cette dernière inscription est la date erronée 1347. C'est 1547 qu'il faut lire, car les sculptures de la chaire, et principalement les armes qu'on y voit, ne permettent pas d'assigner à ce travail une autre époque, aussi bien qu'au rétable de l'autel. D'ailleurs, on sait que les chiffres arabes en France n'ont commencé à être d'un usage vulgaire que vers la fin du xv^e siècle, et que ce n'est qu'à partir du xvr^e qu'ils ont reçu la forme que nous leur voyons aujourd'hui. Avec ces données, ayant examiné avec attention la date précitée, nous nous sommes convaincu que le jambage qui avait servi à former le 3, n'était pas creusé comme le reste et qu'il avait sans aucun doute été ajouté dans la suite. Pour faire ressortir les lettres de l'inscription, on y a coulé ou appliqué un mastic noir et luisant qui devait produire un bel effet. Il a aujourd'hui presque totalement disparu. L'inscription de la chapelle du cimetière de Saint-Léon sur Vézère était ornée d'un mastic semblable ; il en reste également peu de trace ; je crois ces inscriptions de la même époque. La chaire de Ladouze est donc fort belle ; il est dommage, néanmoins, qu'elle ne soit pas plus élevée de manière à permettre au prédicateur de dominer mieux son auditoire. Dans le pilier où elle est engagée une tête d'ange bien sculptée est au-dessus et semble souffler au prédicateur l'inspiration.

(1) Bienheureux ceux qui écoutent la parole de Dieu et qui la mettent en pratique (Saint Luc, XI, 28).

(2) Celui qui est (sous-entendu enfant) de Dieu écoute les paroles de Dieu.

TOMBEAU. La pierre tombale que l'on voit dans la chapelle latérale gauche (côté de l'Evangile) indique-t-elle, ainsi que le prétendent quelques habitants du lieu, la place où a été enseveli Jean d'Abzac, archevêque de Narbonne? Je ne crains pas de répondre négativement avec MM. d'Abzac de La Douze et de Froidefond, dont les notes précieuses m'ont été d'un si grand secours dans ce travail. Les armes sculptées sur la pierre tumulaire ne portent aucune marque de dignités ecclésiastiques, et dans les fouilles qui furent faites il y a quelques années, on ne trouva que des ossements, mais rien de plus pour fortifier la prétendue tradition. « Au » simple aspect de la pierre, il m'a semblé, tout d'abord, dit » M. A. de Froidefond, que le faire des écussons était anté- » rieur d'un siècle au moins aux sculptures de l'autel et de » la chaire qui sont incontestablement de 1547 ; en consé- » quence, partant de cette idée, j'ai dû remonter au com- » mencement du xv^e siècle, et voici ce que j'ai lu dans la » généalogie de la maison d'Abzac : Bertrand d'Abzac de La » Douze, chevalier, seigneur de Montastruc, etc., épousa le 5 » avril 1414 Jeanne de Beynac, etc. En outre que voit-on sur la » pierre du tombeau ? quatre écussons, dont trois sont : parti » au 1^{er}, coupé d'Abzac et de Barrière; au 2^e, de Beynac, et un » de Beynac seulement, dès lors plus de doute pour moi, la » pierre dont il s'agit est bien celle du tombeau de Bertrand » d'Abzac... » (1) D'un autre côté, M. le marquis d'Abzac me dit qu'il croit que la pierre tumulaire dont nous parlons « a » protégé les restes de Bertrand d'Abzac, chevalier, seigneur » de Montastruc, de Bellegarde, de Siorac, de Domme, de La » Force, de Masduran, etc. Ce Bertrand d'Abzac joua un » grand rôle dans les guerres franco-anglaises du quin- » zième siècle. Doué de remarquables talents militaires et » lieutenant-général en Guyenne du roi d'Angleterre dont il » dépendait pour la plus grande partie de ses vastes domai- » nes, il embrassa chaudement la cause de son suzerain et

(1) Armes de Barrière : D'or, à la fasce de gueules, accompagnée de six fleurs de lis d'azur, 3 en chef et 3 en pointe. — De Beynac : Burelé d'or et de gueules, de 8, 10 ou 13 pièces. (D'après M. A. de Froidefond.)

» prit, assiégea ou défendit avec succès force villes et châteaux. Gouverneur de Domme pour Henri V, il fut pris dans une escarmouche contre les troupes de Jean d'Armagnac. Aux termes d'un traité passé avec le vainqueur, la forteresse qu'il défendait devait être le prix de sa rançon. Mais au mépris de cette convention solennelle, les chefs des forces françaises, voulant se débarrasser à tout prix d'un si redoutable adversaire, le mirent en demeure d'abandonner la cause du roi d'Angleterre ou de périr sur un échafaud. A l'exemple de Jean de Grailly, Bertrand préféra la mort au parjure et fut décapité à Limoges le 11 mars 1438. Charles VII se trouvait ce jour-là même dans cette ville et donna tous les biens meubles et immeubles du défunt à la comtesse de Penthièvre et de Périgord.

» Bertrand d'Abzac avait épousé, par contrat passé au château de Turenne le 5 ou le 15 avril 1414, Jeanne de Beynac, fille de Pons, seigneur de Beynac, de Tayac, de Domme, etc., et de dame Philippe de Beynac. Le maréchal Boucicault était présent à ce mariage. En 1449, Jean de Bretagne rendit à la veuve de Bertrand d'Abzac, moyennant la soumission de celle-ci à l'autorité royale, les domaines que possédait son mari à Siorac et à Montastruc. »

Le tombeau de l'archevêque de Narbonne, ajoute M. le marquis d'Abzac de La Douze, se trouvait dans ces derniers temps à quelques mètres au-delà des marches de l'église, à gauche, du côté de l'Evangile. D'après ce qu'on m'a rapporté, les différentes parties de ce monument funéraire auraient été dispersées, ce qui avec raison aurait provoqué l'indignation des membres de la famille. Si, comme on le dit, la sculpture que l'on remarque dans la chapelle de droite a fait partie de ce monument, il est bien regrettable qu'il n'ait pas été conservé en son entier. La partie que nous signalons appartient au style ogival de la 3^e époque (fin du x^v siècle). Elle se compose de deux petits frontons triangulaires garnis de crochets. Chaque fronton renferme une arcature ogivale dans laquelle est une statuette tenant un livre à la main, le tout très-délicatement sculpté. Cette pierre étant sans emploi, nous faisons des vœux pour qu'elle soit offerte au Musée, où les connais-

seurs seront bien aises de la rencontrer. Il paraît aussi qu'on voyait dans l'église de Ladouze, il y a quelques années, le couvercle du tombeau dont nous parlons (Pierre d'Abzac, archevêque de Narbonne, mort en 1502) : il représentait un évêque avec ses ornements pontificaux. On conçoit difficilement que ceux qui ont la garde de pareils objets en puissent tolérer la disparition. C'est ainsi que plusieurs de nos églises ont été dépouillées de chefs-d'œuvre qu'elles ne remplaceront jamais.

Avant de terminer cette relation, je ne dois pas omettre de signaler la cuve en pierre des fonts baptismaux, laquelle est fort ancienne et ornée de sculptures en rosaces, animaux fantastiques, etc., détériorées par le temps et l'humidité. Je mentionnerai aussi deux grandes et belles statues en bois peint dont l'une représente saint Dominique et l'autre sainte Catherine de Sienne. Elles sont anciennes et d'un bel effet, comme on peut en juger par la photographie de M. Bouille, insérée dans le *Bulletin*.

Je me proposais d'ajouter à cette relation quelques notes qui m'ont été communiquées par M. l'abbé Fabre-Tonnerre, à l'occasion du mot NOLI qu'on aperçoit plusieurs fois répété soit à l'autel soit à la chaire. La crainte de tomber dans des redites fatigantes pour le lecteur m'oblige à attendre d'avoir pris connaissance du mémoire de M. l'abbé Goyhenèche qui doit paraître dans le *Bulletin*.

Il y aurait encore beaucoup à dire et du château dont on voit les restes au bourg et de la famille si considérable qui l'habitait. Nous sommes en droit de juger que nul autre, parmi nos confrères, que celui qui porte le nom des La Douze ne traiterait ce sujet d'une manière plus intéressante et plus complète.

L'abbé H. BRUGIÈRE.

NOTES ET DOCUMENTS INÉDITS

RELATIFS

AUX INSTITUTIONS DE LA VILLE DE BERGERAC

AVANT 1789.

En examinant les nombreux matériaux que nous avons recueillis en vue d'écrire l'histoire de la ville de Bergerac, nous avons reconnu la difficulté de faire entrer dans une narration continue les documents et les observations concernant les institutions qui ont joué un rôle tout intérieur dans l'existence de la cité. Dès lors, il nous a paru préférable, pour la commodité du lecteur et pour l'unité de notre propre travail, d'examiner séparément chacune de ces institutions; cette combinaison aura le double avantage de dégager notre future étude historique de détails qui auraient trop souvent interrompu le fil du récit, et de procurer un cadre suffisant à chaque monographie.

Ainsi, réservant absolument l'histoire politique de Bergerac, nous nous attacherons à mettre en lumière l'organisation municipale et judiciaire de la ville et ses diverses transformations; nous consacrerons des notices spéciales aux fondations religieuses, aux établissements de charité et d'instruction : couvents, églises, temples, hôpitaux, collège, etc. Il ne sera pas sans intérêt, croyons-nous, de voir revivre ces institutions variées, dont quelques-unes avaient une origine très-ancienne, et qui, par leur nombre même, témoignent de l'étendue des besoins sociaux auxquels elles répondaient.

On regrettera avec nous bien des lacunes dans la série des documents colligés; mais, si l'on tient compte des pertes d'archives causées par les guerres qui ont si souvent ravagé notre province et par la Révolution, on sera étonné de l'abondance relative des titres conservés, sinon toujours en originaux, du moins par des copies ou des extraits.

La source la plus abondante où nous ayons puisé a été naturellement la *Collection du Périgord*, au département des Manuscrits de la Bibliothèque nationale. On ne saurait trop rendre hommage à la mémoire des savants qui, comme Lespine, Leydet et Prunis, ont sauvé de la destruction tant de pièces indispensables à consulter pour qui veut étudier notre histoire provinciale. Sans eux, le présent travail eût, à vrai dire, été impossible, et nous le plaçons avec confiance sous le patronage de leurs noms.

CHAPITRE I^{er}.

ORGANISATION MUNICIPALE ET JUDICIAIRE.

I. — *Consulat*.

Il n'est pas possible de déterminer à quelle époque la ville de Bergerac commença à jouir des libertés communales. Le premier document où il en soit question est la transaction passée entre Renaud III de Pons et les syndics de la ville. Cette transaction en 29 articles, approuvée par lettres patentes du roi Charles-le-Bel, du mois de juin 1322, mit fin au grave conflit qui s'était élevé entre les seigneurs et les habitants, au sujet de l'étendue de leurs droits respectifs.

Le seigneur reconnaissait aux syndics et habitants de Bergerac le droit d'avoir « à perpétuité une communauté, corps, consulat, maison, coffre et sceau tout commun. »

Il devait y avoir dans la ville huit consuls. Lors de la première création, deux syndics devaient, au nom de la communauté, désigner, verbalement ou par écrit, douze bourgeois, dont deux de la Magdelaine, capables de remplir la charge du consulat, d'après le serment qui serait prêté par les syndics entre les mains du seigneur ou de son bailli. Sur les douze candidats, le seigneur ou son bailli en choisirait le lendemain huit, savoir : quatre du corps de la ville et quatre

des faubourgs, pour exercer la charge de consuls pendant un an et un jour. Avant la fin de l'année, les consuls ou deux d'entre eux présenteraient au seigneur ou à son bailli douze autres bourgeois capables d'être consuls, parmi lesquels le seigneur en choisirait huit. En cas de refus constaté du seigneur de faire ces nominations, les anciens consuls éliraient eux-mêmes leurs successeurs, sauf le droit de nomination que le seigneur pourrait exercer, dans les formes ordinaires, à l'expiration de l'année. La moitié des candidats appartenait au corps de la ville, et l'autre moitié aux faubourgs; toutefois, deux d'entre eux seraient toujours nommés par le consul du bourg de la Magdelaine.

Les consuls étaient tenus, chaque année, avant d'entrer en fonctions, de jurer à l'église de Saint-Jacques, en présence du seigneur ou de son bailli, et, à défaut de ces derniers, en présence des anciens consuls, de se comporter loyalement dans leur charge et de garder fidèlement les droits de la communauté.

Sur le sceau municipal devaient être gravées d'un côté les armoiries du seigneur et de l'autre celles de la ville, à savoir un dragon avec cette inscription tout autour : *Le sceau du Consulat de la Communauté de la ville de Bergerac (Sigillum Consulatatus Universitatis villæ Brageraci)* (1). Le sceau devait être gardé par trois d'entre les consuls, dans le coffre commun, sous trois diverses clefs.

Les consuls pouvaient, mais avec l'assentiment de huit habitants préalablement convoqués, établir des tailles et des impositions pour la réparation des chemins, ponts, murailles, fossés, portes, et pour l'acquittement des dettes des bourgeois de la ville. En cas de désaccord entre les consuls et les habitants, le seigneur ou son bailli devaient avoir la connaissance entière du litige qu'ils termineraient souverainement.

Chaque année, les anciens consuls devaient, un mois après l'expiration de leur mandat, rendre compte de leur adminis-

(1) Voir *Coutumes et Statuts de la ville de Bergerac*, traduits de latin en français par Etienne Trelhier. Bergerac, Antoine Vernoy, 1897.

tration par-devant les nouveaux élus et huit bourgeois à ce appelés.

Ceux qui avaient été un an consuls ne pouvaient, pendant les trois années suivantes, être nommés ni choisis pour remplir la charge du consulat.

Le seigneur cédait à la communauté la maison de Malbec, qui devint l'Hôtel-de-Ville, avec ses appartenances; toutefois, les consuls ne pourraient y construire d'autre forteresse que celle qui existait alors.

Tous les habitants âgés de plus de quatorze ans devaient, à chaque changement de seigneur, prêter à celui-ci le serment de fidélité. De son côté, le seigneur, et avec lui le bailli et le sénéchal, étaient tenus, en prenant possession de leurs seigneurie ou charges, de jurer aux consuls et communauté de Bergerac d'être bons et loyaux.

Les bourgeois et habitants étaient déclarés quittes, francs et immunes à perpétuité; et le seigneur ou ses successeurs ne pourraient à l'avenir rien exiger d'eux pour les quatre cas suivants : voyage d'outre-mer, nouvelle chevalerie, mariage de fille ou captivité de guerre (1).

Telle fut, dans ses traits originaux, l'organisation municipale de Bergerac.

La cité releva de la Couronne, lorsque Philippe de Valois eut fait échange, le 29 mars 1339, avec Roger Bernard, comte de Périgord, des terres de Moncuq et de Montignac contre la ville de Bergerac (2).

Depuis Philippe de Valois, les privilèges de Bergerac furent souvent confirmés par les rois de France et d'Angleterre, y compris Louis XVI; ce n'est pas ici le lieu d'énumérer ces confirmations successives. Notons seulement que, par une transaction du 2 septembre 1367, Charles V maintint les privilèges de la ville, en récompense de l'heureuse énergie avec laquelle elle avait secoué le joug des Anglais. Ceux-ci ayant réoccupé Bergerac en 1380, le duc de Lancastre, pour

(1) Voir *Coutumes et Statuts*, etc.

(2) Lespine, vol. 48, p. 40.

punir les habitants de leur fidélité au roi de France, supprima le consulat (1), mais ne tarda pas à le rétablir.

L'an 1381 « les consuls firent le serment de fidélité entre les mains de messire Pierre Buade, gouverneur pour le Roy, lui donnèrent une tasse d'argent, pesant un marc, pour le changement du consulat, et reçut les clefs des portes de la ville. Le lendemain 23, retirèrent les papiers des précédents consuls, nommèrent les jurats en nombre de neuf, qui firent les serments en leurs mains accoutumées dans le consulat, sur la croix et le livre missel, et que les consuls pourraient résoudre avec lesdits jurats ce qu'ils jugeraient nécessaire, en quelque nombre qu'ils se trouvassent, après que la cloche aurait sonné (2). »

En vertu de lettres patentes du roi Charles VII, données à Monbazon le 12 novembre 1450, le corps de ville fut réduit à un maire et quatre consuls.

Une jurade du 21 juillet 1475 nous fournit la preuve que les anciennes formes des élections consulaires s'étaient fidèlement conservées. La veille de Sainte Magdeleine, les consuls en exercice devaient désigner douze prud'hommes dont les noms étaient inscrits dans une lettre scellée du grand sceau du consulat; le lendemain, le bailli devait ouvrir ce pli devant le maître-autel de l'église Saint-Jacques et choisir, entre les douze candidats, huit prud'hommes chargés d'administrer la communauté; suivant l'antique usage, le bailli devait recevoir le serment des nouveaux élus.

La jurade rappelle aussi que depuis environ vingt-cinq ans il y avait à Bergerac un maire et quatre consuls, mais

(1) En 1359 « fut arrêté que les consuls feroient faire des robes et pourraient engager les biens de la communauté pour les acheter, et il est fait mention qu'elles coûteraient 239 écus et un quart pour la façon, et fournitures neuf écus. L'écu d'or valait seulement 36 sous, trois deniers.

« Est aussi fait mention que l'église de Saint-Jacques et la Maison de ville, le pont de Dordogne, le pont Saint-Jean et le pont de Ponbone furent raccommodés aux dépens du consulat, et que les consuls donnèrent au seigneur une tasse d'argent qui coûta sept écus, le jour de la Magdeleine, selon la coutume. » (*Registre manuscrit de l'Histoire de Bergerac.*)

(2) *Registre manuscrit de l'Histoire de Bergerac.*

qu'il avait paru préférable de porter le nombre des consuls à huit et de supprimer la mairie, le tout sous l'approbation du Roi qui fut accordée à Puisieux, en septembre 1475. — Voici le texte de cette jurade :

« Le 21 juillet... Vespra de Sancta Maria-Magdalena 1475. — A la primera porta del Castel de Brageyrac, enviro lora de vespra, et aqui jorn, lo noble homme Urba de Reonsfoul, baylé et juge ordinari de par lo Rey... et los cossouls, etc... Aquo fut dich... Que cum la vila aya et sia dotada de très bels et bos privilèges, costumas et libertals... et an usat... de tot tems, sans alcuna contradictio... Entré las quals costumas... es observat et gardat que la vespra de M. Magdalena los cossols de l'an que son aysi présens, deven et son tengut de elegir et baylar per declaratio XII prodomes, borgés et habitans de Brageyrac en una letra segelada del grand sagel del Cossolat... del qual nombre... elegit et créat, en cossolat per los cossols vielhs, vos Mossi lo Baylé... dema que sera lo jorn de Sancta Maria Magdalena, à l'Eglise de S^t-Jaime, enviro lora de 3^a. cant lo semh del Cossolat aura sonat de born en born, al grand autar de S^t Jaime à qui ubrirez la dita letra clausa et del XII prodomes... vous ne nommeretz, confermaretz 8 per régir... labé public de lad. vila... Comès accoustumat antiquament... alsquals 8 nommatz, recevrez lo sacramen... et per so que despueys 25 ans en ça ou enviro agut un Magé et 4 Cossols... daqui al jour de huy, mas vesen... la major part de la vila quel era plus expedien..., aver 8 Cossols et ne ostar la Majoria ; et per so la vila a trametz de vers lo Rey et a empetra letra de la demolissio de la Majoria, et a retornar al nombre ancien de 8 Cossols. Et perso an fach los Cossols de présent lor élection... selon la tenor des privilegis.. En vous uffren de far fé del tot, et an requerit los dessuls de l'enterinamen et compleimen de ladita letra clausa, et del tot en uffren dema, à la dita Eglise, rendre los claus de la vila, si cum es accoustumat, et à qui pagar et baylar un marc d'argent obrat de omage, à cada novela confirmatio... des dicts Cossols, etc. (1). »

Le nombre des consuls, réduit à six par le roi Charles IX, en 1565, fut élevé de nouveau à huit l'année suivante.

(1) Lespine, vol. 48, p. 75.

Nous voyons également dans le *Registre manuscrit de l'Histoire de Bergerac* (année 1508) « qu'avant l'élection des consuls, on faisait dire une messe du Saint-Esprit pour être bien illuminés. »

Le même *Registre* nous apprend « qu'en 1587, la communauté avait un cheval nourri aux frais du public, et qu'il servait à faire les voyages nécessaires. »

La Maison de ville fut brûlée par les protestants en 1572 : « Attestation faite par témoins le 15 février 1600, à la réquisition des maire et consuls de Bergerac, lesquels témoins dirent, d'un commun accord, que « l'an 1572, au mois de mars, ils virent tomber la Maison de ville, ensemble tous les papiers et meubles qui étaient en icelle, sans qu'il y restât rien que les murailles d'icelle, et le feu y fut mis par le feu seigneur de Piles ou ses gens, qui avaient assiégé les soldats qui s'étaient saisis de ladite Maison de ville et tenaient fort dedans, et le feu y dura deux jours entiers. — Fait à Bergerac, en la cour de la sénéchaussée, par-devant M. Charon, lieutenant-général... Ducastaingt (1) ».

Bernard de Bérail, écuyer, seigneur de La Roque, rétablit la mairie en 1592, le nombre des consuls demeurant néanmoins fixé à sept. « Cette année, le sieur de La Roque reprit le nom de maire, lequel avec les consuls firent faire les huit chaperons et employèrent seize aunes trois quarts de damas blanc et rouge qui coûtèrent 142 livres, 7 sous, 6 deniers (2) ».

Lors de son passage à Bergerac en 1621, Louis XIII nomma les maire et consuls ; il institua de même les magistrats municipaux de l'année 1622.

Dans la jurade du 30 juillet 1648, « fut arrêté que les jurades seraient signées du maire et, en son absence, du premier consul ou de deux des plus notables jurats ; autrement, elles seraient nulles (3). »

(1) Leydet et Prunis, vol. 14, p. 11.

(2) *Registre manuscrit*, etc. — « Les maire et consuls portaient anciennement, avec leurs chaperons partie de damas blanc et rouge, des robes de pareille étoffe et de même couleur ; mais le malheur des temps et les dépenses excessives que les communautés sont obligées de supporter, retranchant les revenus communs, ils ont cessé d'avoir des robes, et conservent les chaperons suivant l'ancien usage, jusqu'à ce que les affaires rétablies dans un meilleur état, permettent à leurs successeurs de reprendre les robes, comme fort convenables à la dignité de la magistrature. L'année 1678, le maire et consuls rétablirent les robes de damas blanc et rouge qu'ils firent faire, avec des chaperons de même, qui furent mises dans un coffre, pour servir aux actions de cérémonie et de solennité, suivant l'ancien usage. » (Ibid.)

(3) *Registre manuscrit*, etc.

Un arrêt du Conseil d'État du 30 mai 1668 attribua au gouverneur de la province la confirmation du maire et des consuls, dont le nombre fut réduit à quatre. Un arrêt du même Conseil du 5 septembre 1681 exclut pour toujours du consulat et conseil politique les religionnaires (1), et décida que les consuls seraient changés alternativement tous les deux ans.

Un édit royal du mois d'août 1692 institua, dans toutes les villes du royaume, des maires perpétuels et assesseurs, avec de beaux privilèges.

Le premier maire perpétuel de Bergerac (1694) fut Pierre Gontier, sieur de Biran; investi de cette charge par lettres patentes, il prêta serment devant le Parlement de Bordeaux (2).

« Les privilèges du maire lui donnaient l'élection des consuls, la présidence dans toutes les assemblées de l'Hôtel-de-Ville générales et particulières et mettre seul le feu aux bûchers, et exemptions de tailles et toutes charges personnelles (3) ».

Une ordonnance royale du 30 septembre 1757, enregistrée à l'Hôtel-de-Ville le 31 décembre suivant, prescrivit la forme qui devrait être observée pour les élections consulaires. Elle portait que ces élections auraient lieu chaque année le jour de la fête de Sainte-Magdeleine, dans une assemblée de notables.

Cette matière fut le nouveau réglementée en 1763 :

« Le vingt may audit an, a été enregistrée sur le livre des jurades, une ordonnance du Roy du 7 avril, même année, qui règle la forme des élections qui doivent être au choix du gouverneur ou commandeur de la province, s'ils sont sur les lieux, et en cas d'absence, au choix de Sa Majesté (4). »

(1) *Registre manuscrit*, etc.

(2) « Pierre Gontier, sieur de Biran, maire perpétuel, conseiller du Roy, porte d'or, à une fasce d'azur, chargée d'une étoile d'or et accompagnée de 3 hures de sanglier, arrachées de sable deffendues d'argent, 2 en chef et 1 en pointe. » (*Armorial manuscrit de d'Hozier*, vol. *Guienne*, page 603. — Bibliothèque nationale.)

(3) *Registre manuscrit de l'Histoire de Bergerac*.

(4) *Ibid.*

Enfin, un édit du mois de novembre 1771 réserva au Roy la nomination directe des maire et consuls.

II. — *Droits appartenant au Roi sur les château et châtellenie de Bergerac.*

« Sequitur instructio per Aimericum Sorberii, Procuratorem Regium in baillargo de Sarlato et Montisdomo et eorum Ressort. inquisita de mandato... Joannis Arpedaine, senescalli Petrag. super emolumentum Regis... castri et castellaniam Brageraci. Quæ emolumenta, tempore dictæ inquisitionis turbantur et occupata fuerunt a tempore quo dicta villa conversa fuit ad obedientiam Regis... per aliquos habitatores dictæ villæ, vid. per dominum Petrum Buada se dicentem Gubernatorem ipsius villæ pro rege, et Heliam de Rupeforti, militem dicentem... partem dictorum emolumentorum sibi pertinere ex dono per Ducem Andegav. olim sibi facto (ce que voyant, ledit sénéchal était venu à Bergerac et avait ôté de leurs mains les revenus qu'ils avaient usurpés.)

« Sequuntur emolumenta ipsius Dni : Baliva curiæ Brageraci ordinariæ. Ista Baliva tempore pacis et specialiter 1373 fuit tradita ad firmam, 10 libras, cum 10 de appello, id est de *Inchiâ*. Scribaria dictæ Curie 40 sol. cum 10 s. de appello et hodie nihil quia non reperitur Gubernator. Pedagogium aquæ 25 lib. et 2 de appello. Furnus Sti Jacobi 30 lib. cum 3 de appello. Furnus de la Contracha 30 lib. cum 3 de appello. Furnus Mercadilli 30 lib. cum 3 de appello. Furnus terrerii Brageraci 10 lib. cum 2 de appello. Leuda et Martinagium 6 lib. cum 1 de appello. Instructio leudæ at martinagii est quod quicumque sutor Brageracii solvit quoto anno 7 d. Item quicumque mercatorum ferrum vendens vel asserium 3 s. 4 d. Item quicumque pannos vendens, vel alterius negotiationis experiatur officium 4 s., panem vendens 4 d. Item quicumque saccos plenos vel semiplenos nucibus vel castaneis, etc., ad plateam, ratione vendendi, solvit pro quoque sacco 1 d. toties quoties ei contingit. Emolumentum pontis et portus Dordonniæ 60 lib. cum 5 de appello. Deverrium Marelli 4 lib. cum 1 de appello. Instructio de ejus marelli est quod quicumque deferens ligna seu carbonem apud Brageracum pro vendendo, debet pro marello semel in anno, unam sarcinatem lignorum, seu carbonis. Deverium salmonum 4 lib. cum 1 de appello. Instructio istius est quod in qualibet vetâ ubi piscatur in flumine Dordonniæ, Rex habeat unum salmonem semel in anno. Redditus et questæ Brageraci 60 lib. cum 5 de appello, XII sextaria bladi, 6 frumenti et 6 mixturæ in festo Nativitatis Dni, supra molendinum Gaudra. Pasceria Dni

30 lib. cum 2 de app. 4^a pars vetæ portûs 20 lib. cum 2 de appello. 4^a pars intelligitur quarta pars emolumentî bladii dictæ vetæ, deductis impensis. Pars decima bladii Magdalenæ et Sti Christophori cum 1 de appello. Pars decima bladii et vini S^{ti} Martini Brageraci 20 lib. cum 3 de appello. Et intelligitur 18^a totius decimæ bladii et vini. Baliva de Ayraudo. Ista Baliva vacat, quod locus est de obedientiâ Anglicorum. Scribaria Curie de Ayraudo vacat, ut supra. Quarterias Brageraci. Hoc est deverium mensurarum bladi, videlicet quicumque venditor forensis solvit 18 d. Pedagium terræ 40 lib. cum 5 de appellô. Instructio istius Pedagogii est plenaria in libro sive papiro Pedagogiorum regum, qui detinetur per inimicos Regis in loco Montiscuqui in quo etiam libro totum prædictum Dominium, sive domanium plenius continetur. Baliva de Maurens. Istam Bailiviam tenet quidam vocatus Bruno, heres Helie Buada, quæ fuit vendita prædicto anno, 30 lib. cum 3 de appello. Scribaria dictæ Bailiviæ de Maurens vacat, ut supra. Bailivia, sive lo Fraimirdrel duntaxat S^{ti} Albini et de Sadilhaco, 5 lib. cum 1 de appello. Istæ nunc vacant propter guerram. Emolumentum bladigii et pontonagii reddituum et questarum S^{ti} Albini et de Sadilhaco 5 lib. cum 1 de appello, ut supra. Bailiva Montislederi, Scribaria, furnus, etc., dicti Castri Montislederii, nullus ibi habitat. Bailiva de Borgnagas. Iste locus est de obedientiâ Anglorum et fuit apreciata dicto anno 10 lib. cum 2 de appello. Scribaria dictæ Curie, de obedientiâ Anglorum, apreciata 20 s. et 5 de appello. Bladagium de Bognagas 4 lib. cum 10 de appello, de obedientiâ Anglorum. Bladagium et Bailiva de Gardona, cum suis Parrochiis S^{ti} Germani-le-Drop, de Monasteriis, S^{te} Crucis, de Rezaco, S^{ti} Aimici, Sobregano de Moyro 10 lib. cum 2 de appello. Nullus ibi habitat. Emolumentum bladagii pontis Dordonie Brageraci parrochiarum S^{ti} Nassentii, de Sanis, de Cona, de Campa, de Pilli, de Turribus et de Sobareda, ut est consuetum. Nullus repertus fuit emptor. Bailiva ressorti Brageraci, prædicto anno 4 lib. cum 1 de appello. Isto anno Dnus senesc. eo misit regimen gentis, non reperiebatur emptor. Bailiva de Rupispina, prædicto anno 4 lib. cum 1 de appello. Nunc iste locus de obedientiâ Anglorum. »

« Apporté et baillé en la Chambre des Comptes par messire Jean Arpe-daine, sénéchal de Périgord, le 6 décembre 1285, témoin son sceau mis au-dessous (1). »

(1) Lespine, vol. 48, p. 17.

III. — *Juridictions.*

La transaction de 1322, en constatant l'existence d'un *cot* ou garde publique des propriétés des habitants, attribuait au seigneur ou à son bailli le droit de connaître, avec l'assistance de deux consuls, des contestations auxquelles donnerait lieu l'infraction aux règles posées pour la protection des biens de tous. La juridiction criminelle du seigneur ou de son bailli était également admise; mais, selon la coutume antérieure, deux consuls et quelques autres notables bourgeois devaient assister aux procédures. Au reste, l'article xix de la transaction porte : « Que toute justice et juridiction, haute, moyenne et basse tiendra en tout et partout audit seigneur seul et à ses successeurs sur tous les habitants de lad. ville, château et châtellenie, baronnie, district et appartenances d'icelle et sur la communauté et consuls susdits. »

Par lettres patentes, données à Saint-Germain-en-Laye, le 12 février 1341, Philippe de Valois, en récompense du dévouement des habitants de Bergerac à la Couronne de France, leur accorda divers privilèges; il décida notamment que le juge serait tenu de procéder avec eux au jugement de certaines causes relatives à la police et à la salubrité publique. — Les lettres sont ainsi conçues :

« Philippus, etc... Johannes, permissione divina, Belvacens. episcopus, etc. « Sanè cum sicut dilectorum nostrorum et domno nostro regi fidelium consulum et universitatis villæ de Brageriaco, qui semper domno nostro regi, nedum verè obediens, sed etiam ad conservationem honoris coronæ Franciæ, corporibus et bonis se exhibuerunt sedulos servitores, factis, gestibus et meritis, instruimur, eosdem regale liberalitate volumus honorari. Ea propter notum facimus universis tam present. quam futuris, quod premissorum consideratione, habito etiam respectu ad damna quam plurima que dicti consules et habitatores propter guerras domni nostri Regis passi fuerint, et de die in diem patiuntur, articulis infra scriptis ipsis consulibus et universitati auctoritate regiâ, virtute potestatis nobis datæ, cujus tenor inferius est insertus, ex certâ scientiâ et gratiâ speciali concedimus et donamus per

presentes retenta super hiis regiâ voluntate : Primo, quod iudex de Brageriaco, qui nunc est et qui pro tempore fuerit in futurum, ad processus, cognitiones, decisiones atque condemnationes causarum quæ corâ ipso movebuntur, pretextu carniû leprosarum, seu inconvenientium, et piscium infectorum, item et etiâ aliorum mercimoniorum et victualium cum falsis mensuris vel ulnis, seu ponderibus vendendor. in villâ de Brageriaco et suberbiis ejusdem, consules dictæ villæ tenebitur evocare et procedere cum eisdem, si interesse voluerint, et de quâlibet emendâ sexaginta solidorum, quam ob hoc habebunt decem solidos. Item cum multis expensarum et damnorum oneribus aggraventur consules antedicti, eisdem et universitati concedimus de gratiâ speciali per presentes, quatenus receptor emolumentorum castri et castellanîe de Brageriaco teneatur et etiâ compellatur ad tradendum et liberandum de emolumentis hujusmodi, illaque erunt necessaria ad reparationem magni pontis Brageracii, juxta tenorem arresti in curiâ Franciæ diu est lati, nonobstante quod dictus locus Brageracii, post latum predictum arrestum, ad manum regiam devenerit. Item predictis consulibus et universitati, ex gratiâ speciali, prout suprâ concedimus et donamus quod ad processus, cognitiones causarum et condemnationes quæ fiant in futurum contrâ habitatores villæ de Brageriaco et suberbiiorum ejusdem, pretextu inundationis cloacarum et lutorum locorum eorundem, propter quorum abundantiam, aer dictæ villæ de Brageriaco dicitur corruptus, consules predictos dictus iudex tenebitur evocare, ac cum ipsis, si interesse voluerint, procedere in hujusmodi causis, et de emendis inde provenientibus, dicti consules quartam partem percipient et habebunt. Item quia consules et universitatem ac habitatores dicti loci de Brageriaco et suberbiiorum ejusdem facti experienciâ novimus, propter guerras dicti Dni nostri Regis et aliisquam plurimum fore damnificatos, volentes eisdem ulteriùs gratiam facere specialem, quanto plus eosdem erga Domn. nostrum Regem reperimus liberales, emendas ab habitatoribus de Brageriaco et suberbiis ejusdem, civiliter litigantibus corâ gentibus regiis de Brageriaco, de sexaginta solidis, a quodam tempore citra levâri consueta per easdem gentes regias, habitâ deliberatione cum consiliò regio, presente etiâ ejusdem Domni nostri Regis procuratore, pro futuris et perpetuis in antea temporibus, pensatâ in hiis utilitate regiâ, ad quinque solidos currentis monetæ a subcumbentibus in causis a modo ibidem civiliter ventilendis, solvend., ex certâ scientiâ auctoritateque supra et gratiâ speciali mittigamus et reducimus per presentes, ordinantes eosdem subcumbentes ad majorem summam quam quinque solidor. dictæ monetæ, ob hoc a modo nullatenus fore compellendos, nonobstante quod de majori summâ præteritis temporibus exacta extiterit per iudices antedictos. Tenor vero potestatis nostræ talis est. (Suit la confirmation par le Roi.) — Datum apud Sanctum

Germanum en Layá XII die februarii anno Dni M^oCCC quadragesimo primo.
— Per dominum nostrum Regem. Signé LORRIS — (1).»

En 1472, Louis Sorbier, seigneur de Paras, sénéchal du Périgord, fit tenir les assises à Bergerac par messire Hugues Bailly, son lieutenant.

Ce même sénéchal détermina, en 1474, les juridictions qui devaient ressortir au siège de Bergerac; nous reproduisons son ordonnance :

« 16 janvier 1474. — Louis Sorbier, seigneur de Paras, conseiller, chambellan du Roi et son sénéchal ez pays et sénéchaussée de Périgord, capitaine du Mont de Dome et de Brageyrac... Pour donner soulagement aux manans des châtellenies et paroisses ci-dessous nommées et afin qu'au temps à venir sachent au vrai là où devront ressortir en justice, dont par ci-devant ont été plusieurs débats ez sièges de notre sénéchaussée et notamment pour recouvrer aucunes desdites châtellenies et paroisses qui n'obéissent en cette sénéchaussée et lesquelles les officiers et seigneurs de la sénéchaussée d'Agenois usurpent, puis en ça la réduction de Guienne en l'obéissance du Roi, attendu aussi que sont plus prochains de Bergerac que de nul autre de nos sièges, qui est ville royale en frontière et *hors de mer*, laquelle en sera plus crainte et en vaudra mieux, et se pourra refaire et peupler, dont sera en plus grande sûreté de garde, en quoi a le Roi et la chose publique dudit pays un grand intérêt; avons advisé et ordonné, que par l'avis des autres officiers de notre sénéchaussée que icelles châtellenies et paroisses ressortissent et soient doresnavant du siège royal de Bergerac; et ce sont lesdites châtellenies et paroisses celles qui s'ensuivent; c'est à sçavoir : les châtellenies d'Aymet, de Lauzun, de Puyguilhem, de Saucignac, de La Barde, de Cahusac, de ça le Drot, de Lenquays, de Montcuq, les paroisses de Saint-Nexans, de Pontroumieu, de Saint-Germain, de Saint-Aigne, de Mons, de Cours, de la Cone, de Sadillac, de Gardonne, de Razac, de Saint-Avit de Moyre, de Saint-Nazari, et ce qu'est à l'entour, de ça le Rieu et Ségnal de la Monzie, de Villadèze, de Saint-Sauveur, de Saint-Ybard, la châtellenie de Mollediers, de Morens, de La Force, du Fleix, compris Fougueyrolles, de Gursson, de Montravel et la paroisse de Fraysse, près La Force. Et en témoin de ce, nous sommes ci sous escrits

(1) Lespine, vol. 48, p. 52 et suiv. (Regist. du Trésor des Chartes, 73, f^o 239, pièce 300.)

de notre main, à Paras, et fait souscrire des mains du sieur de Razac, notre lieutenant-général et de M. Pierre Pelysse, procureur du Roy en ladite sénéchaussée le 16 janvier 1474. Signé Loys Sorbier, De Pelysse, procureur du Roy, Hugues Bailli, lieutenant de mondit seigneur. »

Cette copie a été tirée sur un *vidimus* des présentes, collationné et signé de Vabier, notaire et secrétaire du Roy (1).

La justice royale fut cédée aux consuls en 1519 :

« Le 8 juillet de ladite année, M^e Raymond de Fayard, juge mage de Périgueux, vendit, au nom du Roy, la justice de Bergerac aux consuls qui en prirent possession le 9^e suivant, et furent installés dans la chaire du parquet où ils tiendront leurs audiences (2). »

Le 10 octobre 1550, Henri II établit un présidial à Bergerac. M. Poynet en fut nommé président. Ce tribunal fonctionna jusqu'à l'époque des troubles religieux.

Les habitants de Périgueux ayant alors obtenu un édit supprimant le présidial de Bergerac, la municipalité de cette dernière ville introduisit, en 1559, une instance pour faire réformer cet acte, comme préjudiciant aux droits de la cité :

« A Bragerac le 17 novembre 1559. — Hélie Castaingt, consul et syndic de Bergerac, constitua procureur à Bordeaux pour soi opposer à la publication de l'édit obtenu par les habitants de Périgueux touchant la suppression qu'ils dient avoir obtenue du siège présidial ci-devant établi audit Bragerac, même de ce que la vérité sans correction ne saurait être donnée au Roy qu'est le soulagement de ses sujets et abréviation des procès qui ne peut être, étant les ressortissants audit siège renvoyés à Périgueux, étant plus loin d'eux les aucuns de Périgueux que de Bordeaux, en laquelle ville pour raison du port et hâvre, tous les ressortissants audit siège de Bragerac ont toute leur commodité pour... transport de marchandises qu'ils trouvent audit hâvre, pour leur commodité outre la souveraineté de la justice qu'ils prennent en ladite cour, et au contraire à Périgueux, où les ressortissants dudit siège de Bragerac ne peuvent que prendre dépense, pour ce qu'il n'y a

(1) Lespine, vol. 48, p. 75.

(2) *Registre manuscrit de l'Histoire de Bergerac.*

ville en France plus chère en vivres que Périgueux, *moins utile au royaume* eu égard à sa grandeur que toute autre, aussi qu'en toutes lettres et édits du Roi il lui plait réserver le droit d'autrui et que les habitants... de Bragerac pour accomplir la volonté du feu Roi auraient payé grande somme de deniers pour l'installation dudit siège présidial, etc., etc. — FAYARD, notaire royal et clerc de la ville (1). »

Le rétablissement du présidial fut ordonné par un édit du 1^{er} août 1566 (2) ; mais, en 1567, le siège fut transféré à Périgueux par ordre de Charles IX.

Au mois de novembre 1568, les compagnies de Montluc, devenues maîtresses de la ville « déformèrent l'auditoire du siège présidial, chambre du conseil, etc. (3). »

Des lettres patentes de Henri III, en date du 12 octobre 1582, prescrivirent de réorganiser le service de la justice à Bergerac :

« HENRI... A notre amé cousin le maréchal de Matignon, commandant pour notre service en Guienne... Encore que en vertu de nos édits de pacification et articles des conférences, l'exercice de la justice doive être remis en nos villes de Figeac, en Querci, et Bragerac en Périgord, comme il était anciennement, et que les habitants et ceux qui y ont intérêt en ayant fait instance, toutefois l'effet ne s'en est ensuivi... Nous en ayant nos sujets faisant profession de la R. P. R. fait de nouveau plainte et remontrance... Ordonnons... que ledit service de la justice soit remis et rétabli ez dites villes de Figeac et Bergerac, ainsi qu'il était anciennement... Enjoignant pour cet effet à nos juges et officiers de s'y transporter, etc... et nonobstant oppositions, appellations ou empêchemens quelconques, etc... Donné à Paris le 12 octobre 1582, de notre règne le 9^e. — Ainsi signé Henri, et plus bas, par le Roi en son conseil, de Neuville et scellées de cire jaune (4). »

Les Etats du Périgord approuvèrent, en 1583, la mission qui avait été donnée au syndic de s'opposer au rétablisse-

(1) Leydet et Prunis, vol. 14, p. 2.

(2) *Ibid.* vol. 14, p. 43.

(3) Lespine, vol. 48, p. 149.

(4) Leydet et Prunis, vol. 14, p. 42.

ment du siège présidial de Bergerac, sauf les réserves exprimées par le sieur Gros, au nom de cette ville (1).

En 1588, les habitants de Bergerac demandèrent au roi de Navarre, qui fit droit à leur requête, la création d'une Chambre de justice souveraine :

« Le 23 juin 1588... Au roi de Navarre... Sire... Vous remontrent... les syndic, consuls, etc., de Bergerac, qu'il a ci-devant plu à Votre Majesté ordonner une Chambre de justice souveraine être établie en ladite ville, lequel établissement n'a encore été fait, et néanmoins Votre Majesté a renvoyé plusieurs affaires et négoces qui se sont présentées en icelle Chambre. Ce considéré, et que par faute de juges pour y gouverner... en dernier ressort, les parties sont grandement fatiguées... Plaise... ordonner que ladite Chambre souveraine sera établie à Bergerac...

« Nous HENRI, par la grâce de Dieu, roi de Navarre, etc... Après avoir vu la présente requête en notre Conseil... Avons de l'avis d'icelui... Ordonné que la Chambre de justice souveraine sera établie au plutôt en la dite ville de Bergerac. Fait en notre Conseil tenu à La Rochelle le 23 juin 1588. — HENRI. Par le roi de Navarre, etc. (2) ».

Le siège présidial fut restitué à Bergerac par lettres patentes du mois de juin 1592 :

« HENRI, etc... Nos prédécesseurs, pour le bien et soulagement des sujets du royaume ont fait plusieurs édits... même pour le fait et administration de la justice et abréviation des procès qui s'intentaient par chacun jour entre eux, et ordonné des juges pour en connaître et iceux juger et décider tant en première instance que par appel, et croissant la multitude des procès et différends, même pour cause de peu d'importance, la poursuite desquels se faisait en notre Cour de Parlement où les parties étaient contraintes se pourvoir sur les appellations interjetées à grands frais et dépends excédant le plus souvent le principal... feu le roi Henri II aurait créé et érigé des juges présidiaux ez lieux trouvés plus commodes et nécessaires pour connaître par provision et souverainement en dernier ressort des procès mentionnés en l'édit sur ce fait, jusqu'aux sommes spécifiées par icelui entr'autres fut, en notre pays de Périgord établi deux sièges présidiaux, l'un à Périgueux, l'autre à Bergerac, avec les officiers né-

(1) *Ibid.* *Ibidem*, p. 17 et suiv.

(2) *Ibid.* *Ibid.* p. 11.

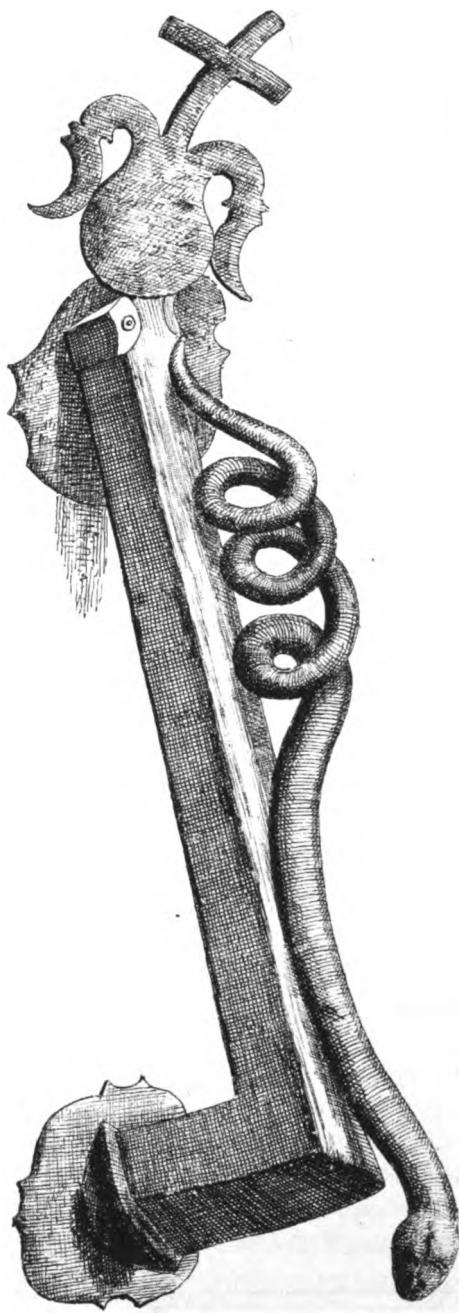
cessaires, pour jouir par les pourvus desdits offices, avec honneur, autorité, gages, etc... auxquels sièges auraient été donnés les villes, bourgs, juridictions qui y devaient ressortir même audit siège de Bergerac, suivant lequel établissement la justice aurait été exercée.., jusques aux troubles et guerres civiles advenues en ce royaume, sur lesquels ayant les habitants de ladite ville de Périgueux cherché l'occasion, auraient poursuivi le siège présidial établi à Bergerac... et icelui unir et incorporer à celui de Périgueux... ce qui toutefois aurait été révoqué par l'édit de pacification qui remettait toutes choses au premier état... lequel n'ayant pu néanmoins être effectué à l'occasion des troubles peu de temps après renouvelés ayant depuis nos sujets qui soulaient ressortir audit siège présidial de Bergerac été grandement travaillés pour être contraints... rechercher la justice audit Périgueux, à leur très grand préjudice et intérêts... Voulant... les relever de telles vexations, faisons savoir que pour les mêmes causes... qui ont mû ledit feu Roi Henri II d'établir ledit siège présidial en icelle ville de Bergerac, etc... Avons remis et rétabli et remettons ledit siège présidial en icelle ville... pour y être la justice administrée suivant les édits et ordonnances faites pour l'établissement des sièges présidiaux et en la même forme... qu'il était auparavant les édits de suppression et réunion audit siège de Périgueux, avec pareil nombre d'officiers, avec les mêmes honneurs et autorités... auquel siège présidial ressortiront toutes les villes, bourgs, paroisses, etc., qui avaient accoutumé ressortir et y étaient ordonnés par la première institution... sans que les habitants des dites villes, etc. se puissent pourvoir audit siège présidial de Périgueux ni ailleurs qu'en icelui... Si donnons en mandement, etc... Donné au camp de Senlis, au mois de juin 1592. Ainsi signé sur le repli : Par le roy, Forget, et scellées du grand sceau en lacs de soye rouge et verte (1). »

Cette ordonnance ne fut pas exécutée, comme le prouve la pièce suivante :

« *Factum* du procès pendant au Conseil privé du Roi, entre le maire, échevins, manans, etc., de Bergerac, et les lieutenans, conseillers, procureurs du Roi et autres justiciers, demandeurs en lettres du 7 octobre 1594, d'une part, et le maire et conseillers, lieutenant-général, particulier, procureur du Roi, etc., du siège présidial de Périgueux, d'autre part...

» Pour le fait est à noter que par l'édit de création et érection des sièges présidiaux... du roi Henri II, de l'an 1552, il y eut deux sièges présidiaux

(1) Leydet et Prunis, vol. 14, p. 41.



Presbytère de Domme

XVI^e Siècle

créés en la sénéchaussée de Périgord, l'un à Périgueux, l'autre à Bergerac, ledit édit vérifié par toutes les Cours de Parlement et partout ailleurs où besoin était. Suivant cet édit, les sièges présidiaux furent dès lors établis en chacune ville, nommé et spécifié par ledit édit et les officiers reçus, qui ont toujours exercé, comme ils exercent encore à présent la justice en tous les lieux cotés et dénoncés par ledit édit. Et comme ledit édit fut exécuté pour le regard de la ville de Périgueux et le siège établi en icelle, aussi fut-il exécuté et le siège présidial établi en la ville de Bergerac, qui fut composé d'un lieutenant-général, sept conseillers et un greffier et autres officiers, etc.

Partant soutiennent lesdits demandeurs que ledit siège doit être rétabli réellement et de fait en ladite ville de Bergerac suivant l'Edit. (Pièce imprimée (1) ».

Jusqu'à la Révolution, Bergerac conserva un siège sénéchal.

Le bailliage et la prévôté royale, dont les titulaires étaient nommés par la communauté et confirmés par le Roi, furent réunis au sénéchal en vertu d'un édit du mois d'avril 1749, enregistré au Parlement de Bordeaux le 24 juillet suivant (2).

Elie DE BIRAN.

(La suite prochainement.)

HEURTOIRS

DE LA PORTE DU PRESBYTÈRE DE DOMME ET DE LA PORTE
DU PRESBYTÈRE DE CHAMPAGNE.

A l'occasion du heurtoir qu'on voit à la porte de l'hôtel-de-ville de Domme, notre honorable vice-président M. de Roumejoux a publié un intéressant article sur ce genre de serrurerie. (Tome V, 4^e livraison, page 272.) Cet article, en pas-

(1) *Ibid. Ibid.*, p. 78.

(2) *Registre manuscrit de l'Histoire de Bergerac.*

sant sous les yeux d'un de nos confrères, ancien vicaire de Domme, lui rappela qu'il avait remarqué dans cette même ville, au presbytère, un marteau non moins intéressant. Nous le revîmes ensemble, et j'en fis un mauvais croquis, mais qui suffit à une main aussi habile que la mienne est inexpérimentée pour en tirer un dessin exact, celui que présente le *Bulletin*. Ce heurtoir est moins ancien que celui de l'hôtel-de-ville, mais il est aussi en fer forgé et ornementé. Il porte sur sa face la plus apparente une couleuvre dont la tête se dresse en dépassant le marteau et dont la partie inférieure du corps déroule ses nœuds en tire-bouchon. Au premier coup d'œil je crus le tout d'une seule pièce, mais malheureusement le reptile ne fait corps au reste du marteau qu'au moyen d'un clou habilement et solidement rivé.

J'ignore le motif qui fit choisir le serpent pour l'ornementation de la porte d'un presbytère ; quoi qu'il en soit, il est permis d'y puiser plusieurs raisons mystiques. On peut dire qu'il est là comme le symbole du pouvoir que Jésus-Christ a transmis à ses ministres et de la protection dont il les couvre. « En mon nom ils chasseront les démons, *in nomine meo dæmonia ejicient* » (Marc xvi, 18.) (Le séducteur du genre humain ayant pris d'abord la forme du serpent, on le représente souvent ainsi.) « Ils prendront des serpents (*serpentes tollent...*, *non eis nocet*), ils n'en recevront aucun mal. »

Sous l'image du serpent d'airain suspendu entre le ciel et la terre est encore figuré le Christ (Nombres, xxi, 9). Comme autrefois Moïse le montrait aux Juifs, le prêtre le montre encore aux peuples, car lui seul peut guérir les plaies qui les consomment.

Le serpent est encore le symbole de la prudence, comme la colombe est le symbole de la simplicité (St Matth., x, 16). Au-dehors la prudence du ministre de l'Evangile doit fermer la bouche aux ennemis de la religion (Tit. ii, 7, 8), tandis qu'au-dedans l'aimable simplicité le rend vraiment hospitalier, suivant la recommandation de l'Apôtre (I Timoth. iii, 2, Tit. i, 8). Toutes ces choses et bien d'autres encore trouvent ici leur application. Ce heurtoir est toujours lisse, la rouille ne l'envahit jamais ; c'est qu'il ne reste pas inactif : le riche,

le pauvre, le laboureur, l'artisan viennent le prendre tour à tour et y signaler toutes les phases de la vie humaine.

Le heurtoir du presbytère de Champagne, canton de Ver-teillac, est en fer tourné et travaillé, de belle dimension. Il mesure 21 centimètres de hauteur sur 19 centimètres de largeur. Plusieurs personnes m'ont dit que la tiare dont il est orné n'avait été mise là que parce que la cure de Champagne, à l'époque où fut placé le marteau, relevait du pape (xvii^e siècle). J'ignore les motifs sérieux qui ont pu donner lieu à cette croyance, mais nulle part les pouillés que j'ai consultés n'en font mention ; la pancarte de 1516-1538 dit au contraire que la vicairie de Champagne était de la mense épiscopale. M. le curé de Champagne qui a bien voulu prendre avec moi le dessin du marteau, m'en a montré dans son bourg plusieurs autres offrant quelque intérêt. L'un d'eux, au lieu de la tiare, est surmonté de la coquille de Saint-Jacques, un autre est orné d'une tête d'homme chauve. Comme tous ces objets de serrurerie ont à peu près la même forme, nous avons cru superflu d'en prendre le dessin.

L'abbé H. BRUGIÈRE.



DE L'ORIGINE DE RANCONNET.

A Monsieur A. Dujarric-Descombes.

Monsieur et très-honoré confrère,

Je lis avec beaucoup d'intérêt tout ce que vous publiez, mais j'ai lu avec un intérêt redoublé ce que vous avez publié, dans le tome VI de notre cher *Bulletin* (p. 407-410) touchant l'*Origine de Ranconnet*. Après vous avoir cordialement remer-

cié de la façon si gracieuse dont vous avez apprécié mon travail sur *Un grand homme oublié*, je vous demande la permission de vous soumettre quelques observations. J'espère bien, Monsieur et très-honoré confrère, que, nous qui avons ensemble défendu contre les plus injustes attaques la noble cause de Fénelon (1), nous finirons par nous entendre à merveille au sujet de l'*Origine de Ranconnet*, et que les *alliés* de 1872 ne resteront pas séparés l'un de l'autre en 1880.

Et d'abord, remarquez-le, s'il vous plaît, en cherchant à démontrer que l'éminent érudit est un Bordelais, je n'ai pas prétendu l'enlever entièrement au Périgord. Je reconnais que la famille de Ranconnet est périgourdine, essentiellement périgourdine, et je laisse en définitive à votre province l'honneur d'avoir été le berceau des aïeux de mon héros. Que votre patriotisme se rassure donc ! J'affirme seulement que l'illustre président au Parlement de Paris naquit dans la capitale de la Guyenne d'une famille qui avait quitté le Périgord à une époque indéterminée. Si la gloire de l'origine directe de Ranconnet manque à votre région, la gloire de l'origine lointaine du grand homme ne saurait lui être ravie, et de même que M. René Kerviler vient de ranger parmi les académiciens bretons Jean Chapelain, né à Paris, de parents parisiens dont les aïeux appartenaient à la Bretagne (2), à meilleur droit encore vous pouvez ranger Aymar de Ranconnet parmi les célébrités périgourdines.

Quant à la naissance à Bordeaux de celui qui fut un des plus remarquables philologues du xvi^e siècle, je me contenterai de vous rappeler qu'elle est attestée par Ranconnet lui-même s'intitulant *Burdigalensis*. Il est évident que si le fils de l'avocat bordelais avait vu le jour à Périgueux ou dans les environs de cette ville, il aurait pris le titre de *Petracoriensis*. Je comprendrais que la question parût douteuse, malgré les témoignages de La Croix du Maine, de Gabriel de Lurbe, d'An-

(1) Réponse au livre de M. O. Douen sur l'intolérance de Fénelon, Périgueux, Dupont, 1873.

(2) La Bretagne à l'Académie française au XVII^e siècle ; Paris, V. Palmé, 1879, in-8°.

toine de Gouvea, loyalement reproduits par vous, si Ranconnet n'avait pas pris le soin de nous indiquer lui-même formellement le lieu de sa naissance, mais la mention *Budigalensis* est un fait, et un fait ne se conteste pas.

Du reste, Monsieur et très-honoré confrère, depuis le jour où j'ai retrouvé, dans le manuscrit 6,609 du fonds latin de la Bibliothèque Nationale, le certificat que le savant humaniste délivra de sa propre main à l'*enfant de Bordeaux* qu'il y avait en lui, un ami m'a donné un volume qui a fait partie de la collection de Ranconnet et dont j'ai eu l'occasion de parler dans un compte-rendu de l'ouvrage de M. le vicomte de Meaux sur *Les luttes religieuses en France au XVI^e siècle* (1). Or, sur ce volume (*Digestorum seu Pandectarum iuris civilis volumen primum, Parisiis, ex officina Roberti Stephani, 1527, in-8°*), la signature du zélé bibliophile, reproduite plusieurs fois, est celle-ci : *Æm. Ranconnetus Aquitanus. — Aymar de Ranconnet Burdigalensis*. Il semble que Ranconnet, prévoyant les combats qui se livreraient autour de la question de son origine, ait voulu fournir, à diverses reprises, un argument décisif aux contradicteurs du président de Thou et de M. Léon Dessalles.

Je n'ajoute qu'un mot : Une province qui est aussi riche en illustrations de tout genre que le Périgord, une province qui compte au nombre de ses enfants des écrivains tels que Brantôme, Fénelon, Joubert, Etienne de La Boétie, Maine de Biran, Michel de Montaigne, etc., peut facilement se consoler de perdre un aussi grand savant qu'Aymar de Ranconnet. Encore ne le perd-elle qu'à demi !

Veuillez agréer, Monsieur et très-honoré confrère, l'assurance de mes sentiments les plus sympathiques et les plus dévoués.

PH. TAMIZEY DE LARROQUE.

Gontaud, 15 janvier 1880.

(1) *Revue critique d'histoire et de littérature* du 20 décembre 1879, p. 459.

D'après M. de Larroque, le Périgord devrait se contenter de la gloire de l'origine lointaine d'Aymar de Ranconnet. Notre savant confrère a-t-il réellement établi que ce grand homme naquit à Bordeaux, comme le maréchal Bugeaud né accidentellement à Limoges en 1784 et auquel la Dordogne a élevé une statue ? En définitive, son argumentation repose sur les affirmations de La Croix du Maine, Gabriel de Lurbe, Antoine de Gouvea, et sur l'interprétation du mot *Burdigalensis*, qui veut aussi bien dire habitant de Bordeaux qu'originaire de cette ville. Sont-ce bien là des raisons concluantes, qui enlèvent tous les doutes ?

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

ESSAIS

TOPOGRAPHIQUES, HISTORIQUES ET BIOGRAPHIQUES SUR L'ARRONDISSEMENT DE NONTRON (*Suite.*)

IV. — CANTON DE SAINT-PARDOUX-LA-RIVIÈRE.

Commune de Saint-Saud-la-Coussière (suite).

Ces réflexions nous amènent ainsi à rechercher maintenant ce que put être ce passé au point de vue religieux.

Or, la cure de la paroisse de Saint-Saud dépendait de l'archiprêtré de Condat-Champagnac et était à la nomination de l'abbaye de Peyrouse. Le vaisseau de son église, à une seule nef, avec son portail à plein cintre, et la tour massive de son clocher, nous paraissent remonter, comme la plupart des églises du Nontronnais, du ^x^e au ^{xiii}^e siècle, époque à laquelle elles furent presque toutes reconstruites ou restaurées. Parmi ses anciens curés et vicaires nous pouvons signaler : en 1611, Jehan de Chardonnières, curé ; de 1667 à 1671, Depuybonnieux, vicaire perpétuel ; en 1674, Aubin Héritier, idem ; en 1692, Jehan Planche, curé ; en 1700, Ramasson, curé ; de 1716 à 1724, Bertrand, curé, Guarin, vicaire ; en 1734, Mosnier de Planeaux, curé ; en 1737, Étienne Verbier, vicaire ; en 1741, Chasteau, curé ; de 1742 à 1747, de Saint-Genest, curé,

Lavergne, vicaire ; en 1749, Despiles, curé ; en 1754, Noël Du Peyrat, curé ; de 1760 à 1774, Morinet de La Fonclose, curé, Beylot, vicaire ; enfin, de 1775 à 1785, Noël Desvergues, curé, Gorsse, vicaire.

Mais, à côté de son église paroissiale, dédiée d'abord à Saint-Pierre, d'après le titre de 1307, et qui l'est aujourd'hui à Saint-Etienne, d'après le *Gallia christiana*, cette contrée avait vu s'élever deux abbayes d'une certaine importance. La première, qu'on croit avoir été de l'ordre de Saint-Benoît, dut être ruinée par les Normands lorsqu'ils envahirent le Limousin et le Périgord, en 846 et 847. Nous n'avons rien trouvé d'écrit à ce sujet, mais il en est autrement de la tradition corroborée par l'état même des lieux, cette abbaye ayant donné naissance à un village qui, dès le xiii^e siècle, portait le nom caractéristique de Vieille-Abbaye, *Veteri Abbatia*, d'après un acte de 1254, dont nous reparlerons, et près duquel village se trouvent encore des vestiges de l'abbaye, dont la majeure partie des matériaux servirent à construire, au xiv^e siècle et à 500 mètres de là, une seconde abbaye, dite de Peyrouse.

PEYROUSE. — Cette seconde abbaye, de l'ordre de Citeaux, filiation de Clairvaux, fut fondée, dit le Père Dupuy, dans son *Estat de l'Eglise du Périgord*, par saint Bernard,

Dès son vivant et l'an 1153, le 29 marz, et se trouve la 69^e en rand de l'ordre de Clairvaux, qui est la troisième fille de Cisteaux...

Et il ajoute :

L'abbaye de Peyrouse dans peu fut splendide en grands revenus, desquels elle dota l'abbaye de Boschaud...

Nous lisons, d'autre part, dans le *Gallia christiana* que la dédicace de l'église de cette abbaye eut lieu le 15 octobre 1153 et que, construit, dans une vallée retirée entre quatre montagnes, au confluent de deux ruisseaux, Le Palen et Queue-d'Ane, qui se jettent dans la Côle, dans la paroisse Saint-Etienne de Saint-Saud (*Sita est in oculata valle inter quatuor montes ad confluentem rivulorum nomine Le Palen et*

Queue-d'Ane qui influunt in amnem Colam in parochia sancti Stephani de Sensaud...), à sept lieues de Périgueux et une lieue de Saint-Jean-de-Côle, le monastère de Peyrouse fut saccagé par les religionnaires et pillé plus tard par les abbés commendataires.

L'abbé du Temps, dans son *Clergé de France*, t. II, p. 611, rapporte les mêmes faits en ajoutant que cette abbaye fut rétablie par les soins d'Etienne Barillot et de Nivard Ramasson, prieurs ; qu'elle était taxée à deux cents florins et qu'elle valait quatre mille livres.

Mais si Peyrouse fut dans peu splendide en grands revenus, d'après le Père Dupuy, ses premiers moments n'en furent pas moins très-difficiles, à en juger par la lettre adressée vers 1175 à Hélie V^e de Talleyrand, comte de Périgord, par Henri, abbé de Clairvaux, sollicitant un subside pour Peyrouse, sa pauvre et modeste fille, dit-il, dont les fruits ne germant pas dans son sol pierreux, l'obligent à mendier pour subvenir à sa subsistance (*Filia nostra pauper et modica domus de Perosa fructus quos vigilios inter petras gleba non germinat ab ulterio- ris fundi benignitate mendicat et quia non habet quo sustentatur.* (Lespine, v. 34).

Les donations particulières ne tardèrent cependant pas à améliorer cette situation, et l'abbé Lespine en rappelle deux en ces termes : « 1243, donation à ladite abbaye, par Hélie de Maumont, damoiseau de Montbrun. 1261, *Petrus de Saint-Astier (episc. Petrag.) confirmat donationem Francisci de Malomonte militis factam fratribus de Petrosa, VIII. Calendarum Martii anno 1261.* »

Déjà, et en 1254, un autre membre de cette famille, Pierre Augier de Maulmont avait, par voie de transaction, consenti une autre donation, dont nous possédons la copie vidimée qu'il est utile de transcrire ici en partie au point de vue topographique et historique, en y ajoutant, pour plus grande clarté, la ponctuation, absente, ainsi que les accents, dans tous les actes antérieurs au xvii^e siècle.

Universis presentes litteras inspecturis, Helias, humilis prior sancti Johannis de Colla, salutem in domino Jesu Christo universitati nostro tes-

timonio presentium, innotescat quod dominus Petrus Augerii de Malomonte, miles, in nostra presentia constitutus, de sua recognovit spontanea voluntate, et quod ipse omnes querelas quas faciebat vel facere poterat aut habere contra venerabiles abbatem et conventum de Petrosa usque ad hunc diem; Quittaverat eisdem... quidquid juris habebat vel habere poterat usque ad hanc diem in grangia dictorum abbatis et conventus quæ vocatur Corbaria et tenentiis ejus; seu in cultura facta, vel facienda, a fratribus de Petrosa in foresta de Beynac sibi a dictis venerabilibus abbate et conventu assensatis et assensandis; seu in hominibus qui manent in loco qui dicitur Beynac, ubi fratres de Petrosa sibi quodam diem construerunt grangiam; seu in tenentiis quibus fratres de Petrosa ibidem olim habitantes utebantur circa locum dictum pro suis; seu in hominibus de Champagnac et tenentiis eorumdem; seu in grangia de Bordis et tenentiis quibus utuntur fratres habitatores ibidem; seu in borderiis Archanac videlicet et Chautordiac et Peyroseta; seu in foresta quæ dicitur Peyrosa; seu in Veteri Abbatia et pertinentiis ejus; seu in mansis de Jaladier et pertinentiis suis et tenentiis quibus utuntur vel usi sunt pro suis fratres habitatores ejusdem grangiæ; seu in mansis de Las Forias, de Glatinhac et de Las Rufas, de Guersolas et de Cambos et pertinentiis eorumdem; seu in bordariis de Combuis et de Calambrunia et Rotgeria; seu in nemore quod vocatur Bartolola; seu in illo quod vocatur Plena Silva; seu in bordariis du Breuil et de Las Bessas; seu in prato de Las Rochas et aquatorio ejus; seu in terra deu Prunier; seu in grangia quæ vocatur Croza et tenentiis quibus utuntur vel usi sunt usque ad hanc diem habitatores fratres in dicta grangia de Croza; seu in bordariis deu Bordeil et de Las Molieras et de Salvignac; seu in nemore quod vocatur Chabroulen et in manso de Maulmon et agris de Maulmon et pertinentiis eorumdem; seu in manso de La Guardia et pertinentiis ejus; seu in decima de St-Saud et parochiæ de St-Saud; seu in censu quem fratres de Petrosa levant de La Valada; seu in hoc quod fratres tererium et hæreditatem ejus dicti habent fratres et possident sicut in litteris venerabilis domini Eymerici Samale archidiaconi Petrocorensis plenarie continetur dederat dictæ domui abbati et conventui jure perpetuo possidendum, nihil omnino in præmissis vel in quibuslibet aliis possessionibus quibus utuntur, vel usi sunt usque ad hanc diem dicti abbas et conventus; seu in redditibus quos habent in quibusdam mansis et bordariis ejus, vel in quibuslibet aliis locis sibi retinens, vel suis hominibus nisi tantum modo usagium in foresta de Beynac sub eodem videlicet modo quo anno præterito jam habebat, excepto tamen quod fratres dictæ domus de Petrosa ratione retentionis hujus modi scilicet usagium non obmitant dare vel vendere de dicta foresta de Beynac; seu terras ejus redigere vel redigi facere in culturam, sed sicut de sua quod voluerunt faciant sine aliqua

contradictione. Ita tamen quod ipse dictus miles et homines ejus dictum semper habeant usagium in lignis et cæteris quæ ibidem invenerint ad usus suos necessarios secundum morem, videlicet usagium, servata in omnibus bona fide. Recognovit etiam idem miles coram nobis se quondam supra sancta Dei evangelia præstasse juramentum et concessisse bona fide quod omnia quæ prius sunt expressa inviolabiliter observet et custodiat et de his pro posse suo guarentiam faciat, et quod nunquam per se et per alium super et eis quæ dictæ sunt contra ire præsumat aliquando occulte, vel aperte. Hæc omnia acta sabbato post lætare Jerusalem innovando confirmavit coram nobis, et de præmissis dilectum fratrem nostrum Petrum Marsech, superiorem dictæ domus de Petrosa, nomine dictorum abbatis et conventus investivi; in cujus rei testimonio nos ad præces dicti militis præsentibus litteris, quæ ipse recognovit, sigillum nostrum duximus apponendum. Datum eorundem dicto sabbato anno ab incarnatione Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo quarto. » (1)

(1) Les manses avec grange, les simples manses et les borderies, énumérées ci-dessus, existent encore et la plupart ont formé des villages importants, situés savoir : Les villages de Beynac, Peyrouse, Vieille-Abbaye, Le Breull, La Besse, La Garde et La Vallade, dans la commune de Saint-Saud ; des Bordes et de Gatinélie, dans celle de Miallet ; de Combours, de Bord et des Riffes, dans celle de Saint-Jory-de-Chalais ; celui de Calandrie, dans la commune de Thiviers ; de La Faurie-Haute et Basse, dans celle de Saint-Martin-de-Fressengeas ; de Goursollas, dans celle de Firbeix, et enfin les villages de Mouilleras, de Maumont et de Croze, dans la commune de Milhac-de-Nontron. Ainsi, dès le ^{xiii}^e siècle et bien avant, nos campagnes étaient déjà peuplées, soumises à une culture régulière et divisées par exploitations distinctes, parmi lesquelles figuraient au premier rang : les manses avec grange pour loger le tenancier et deux bœufs d'attelage pour le labour de douze journaux en moyenne ; au second rang, les borderies, moins étendues et dépourvues d'attelage ; enfin, au troisième rang, les simples manses ou mas, sans constructions ni attelages. Il résulte aussi de cet acte que les cultivateurs de ces campagnes étaient à cette même époque aux mains des moines de Peyrouse, des tenanciers libres, *tenentiis*, et en preuve de ce fait nous allons donner un extrait de deux reconnaissances de rente des anciennes manses de Beynac et de Croze, dans lesquelles nous aurons le double avantage de trouver les divers genres de produits en Limousin et en Périgord.

1478, 1^{er} avril. — « Nos custos sigilli authentici in vicecomitatu Lomovicensi ad » contractus... Personnaliter constituti Joannes Cosinier... tam pro se quam pro » (suivent les noms de quatre autres tenanciers) ex una parte ; et reverando in » Christo patre et Domino fratre Yterio de Podio... abbate commendatorio venera- » bilis abbacie sanctæ Mariæ de Petrosa... ex parte alia. Præfatus vero Joannes Cosi- » nier, non cohaectus non seductus, nec ab aliquo seu per aliquem ut affirmavit » circumventus, imo gratis, sponte, provide et scienter recognovit et in veritate » palam et publice confessus fuit se habere, tenere et possidere a dicto Domino » abbate de Petrosa... videlicet meynamento publice nuncupato Beynaco, Champa-

Dans cet acte de 1254, qui relate une donation plus ancienne, ledit Augier de Maulmont ne se réservait pour lui et ses hommes, ou tenanciers, que le droit de prendre, pour leur usage, du bois dans la forêt de Beynac, abandonnée pour le surplus aux moines de Peyrouse. Ce droit d'usage fut maintenu plus tard par acte d'échange et de transaction du 8 avril 1329, au profit de Laure de Chabanais, dame de La Coussière, qui abandonna au profit de l'abbaye de Peyrouse ses autres droits sur les ténements de Beynac et de Champagnac.

» gnaco et leu Petit-Champagnaco... et pro eisdem se debere annis singulis quinquaginta solidos monete currentis, quatuor gallinas in quolibet festo Nativitatis Domini, duos sextarios frumenti, duos sextarios siliginis et duos sextarios advenæ, mensuram Castri-Lucii-Chabrol, aportatos et conductos ad orreum dictæ abbatiæ in quolibet festo beati Michaelis Archangeli; duodecim denarios de acaptamento in mutationibus dominorum; duo jornalias cum hominibus, bobus et quadriga semel in anno ad voluntatem dicti domini abbatis... »

1507, 8 novembre. — « In Dei nomine amen, noverint universi et singuli presens publicum instrumentum visuri, lecturi et etiam auditori.. Personnaliter constituti egregio et reverendo in Christo patre et domino Carolo de Cadris... abbate abbatiæ beatæ Mariæ de Petrosa, ordinis Cisterciensis... ex una parte... Et Leonardo Virollau... (suit la désignation de dix-sept autres tenanciers)... ex parte alia... Prædictis non cohacti, non seducti... Recognoverunt et in veritate publice confessi fuerunt se tenere et possidere ab antiquo tam pro se quam per suos predecessores ab eodem domino abbate de Petrosa et suis predecessoribus, videlicet mansum sive grangiam vulgariter nuncupatam de Crosa, sitam in parochiæ de Milhaco diocesis Petragoricensis... sive domus, parietes, orti, cazalia, terræ, vignæ cultæ vel incultæ, prata, nemora, pascua, aquaria, piscaris, slangnæ, verghis, broussæ, landæ et aliæ hereditates... Et se debere, ratione predictæ grangiæ anno quolibet et perpetuo eidem domino abbati et suis, videlicet : duos sextarios frumenti, unum sextorium siliginis et unum sextorium advenæ ad mensuram Sancti-Johanne-de-Cola, quadraginta solidos monete currentis, quatuor gallinas et duo journaliæ homini cum bobus et quadriga ad faciendum quadrigium in dictæ abbatiæ de Petrosa, censualiter seu renduales, cum duodecim denarii de acaptamento... »

A l'égard des deux actes précédents, on voudra bien nous permettre de faire remarquer aussi la différence énorme existant entre les redevances de deux setiers de froment, un de seigle, un d'avoine, quatre gelines, cinquante sous de taille, et dix deniers d'acapte dues par les cultivateurs d'autrefois, et l'obligation à moitié charges et profits du bail à colonage de nos jours. Nous devons constater également celle non moins plus légère des charrois fixés à deux seules journées d'homme-avec bœufs et charrette, et cela de toute antiquité, *ab antiquo*, d'après la reconnaissance de 1507, faite par 18 tenanciers, répartis sur le vaste territoire y indiqué. C'est d'ailleurs la première fois que, sur plusieurs centaines de titres passés en nos mains, nous avons vu écrit ce genre restreint de *corvée seigneuriale*, dont cependant le souvenir est si déloyalement exagéré et exploité à notre époque.

Quelques années avant, et en 1312, était intervenu entre la famille de Rochechouart et ladite abbaye une autre transaction de laquelle dom Villevielle nous a conservé le sommaire suivant :

Noble et puissant seigneur Simon, vicomte de Rochechouart, chevalier, fit un accord avec l'abbé de Peyrouse touchant tout ce qu'il pourrait devoir à ladite abbaye, tant pour lui que pour le vicomte Aymery et leurs prédécesseurs, moyennant lequel accord il promit payer dans l'espace de cinq ans à ladite abbaye la somme de 200 livres pour acquérir cent sous de rente pour l'anniversaire de son dit neveu, inhumé en icelle abbaye, par acte du samedi après la Pentecôte, 1312.

D'autre part, et en recherchant les autres titres de l'abbaye de Peyrouse, nous voyons, d'après les lettres écrites en 1811 à M. de Taillefer par l'abbé de Lespine, que celui-ci aurait reçu de M. Sarlande, notaire, communication d'anciens terriers constatant que cette abbaye possédait, dit-il, beaucoup de cens et redevances sur la ville de Périgueux. Nous savons en effet, que l'église de Notre-Dame de La Garde, bâtie près de cette ville, sur la partie de la colline nord, divisée par la route de Paris, du côté de la Combe-des-Dames, et où le culte de la Vierge florissait dès le ^{xiii}^e siècle, était, en 1631, une vicairie de l'abbaye. L'union en avait été faite en 1409 par l'un de ses anciens prieurs et recteurs, Guillaume III de La Sauzède, qui devint abbé de Peyrouse. Nous verrons bientôt que ces abbés, devenus commendataires en 1478, résidèrent presque toujours et depuis cette époque à Périgueux, où ils possédaient, dans le quartier de la Cité, une maison abbatiale, mentionnée notamment dans le dénombrement fait au roi par ladite ville le 28 août 1679 en ces termes :

2° Plus la maison de Barrière confrontant du côté de l'orient à la rue par laquelle on va du couvent des religieuses de la Visitation vers la maison du sieur abbé de Peyrouse.

L'abbaye de Peyrouse fut donc assez riche dès le ^{xiii}^e siècle pour faire édifier au lieu de son siège principal, dans la

paroisse de Saint-Saud-la-Coussière, une belle église byzantine en forme de croix, dont il ne reste plus aujourd'hui que le bras du sud, ayant servi de chapelle au dernier siècle.

Les bâtiments du couvent, dont nous reparlerons, existent en grande partie et gardent encore les traces de diverses restaurations.

Voici, en attendant, le catalogue des abbés de Peyrouse, tel que nous le trouvons dans le *Gallia christiana* ; mais, comme ce catalogue est incomplet par suite d'omissions et parce qu'il s'arrête à 1719, nous mettons en regard celui de Lespine, que nous aurons nous-même à compléter :

GALLIA CHRISTIANA.

1° Rogerius, Claræ Vallensis monachus fuit primus abbas Petrosæ.

2° Petrus.

3° N...

4° N...

5° Stephanus I^{er}, 1235, 1246, in charta abbatiae de Grosso Bosco.

6° Guillelmus I^{er}, 1270, 1275.

7° Jean I^{er}, compositionem fecit cum Arturo vicecomite Lemovicensi, 1293.

8° Raimondus I^{er}, 1303.

9° Bernardus I^{er}, 1305, 1323, 1328.

10° Stephanus II, 1366.

11° N...

12° N...

13° N...

LESPINE.

1° Roger, moine de Clairvaux, fut le premier abbé de Peyrouse.

2° Pierre.

3° Hugues, 1208, 1218.

4° Jean, 1221, 1225.

5° Etienne, 1241. Lettre d'Aymeric archidiacre de Périgueux pour terminer les différends d'entre Etienne, abbé de Peyrouse, Pierre Augier, chevalier, et Pierre de La Vernhe, damoiseau, 1245.

6° Guillaume, 1265.

7° Jean II, 1293, qui traita avec Arthur, vicomte de Limoges.

8° Raymond I^{er}, 1303.

9° Bernard I^{er}, 1305, 1323.

10° Etienne II, 1341, 1348.

11° Géraud, 1348. Présent, en 1356, au contrat de mariage d'Isabelle Flamenc de Bruzac avec Jaubert Flamenc de Condat.

12° Etienne III, 1366.

13° Géraud Martin, 1375.

14° N...

15° Fortunarius, 1387, 1390, 1392, 1400.

16° Guillelmus II, 1400.

17° Fortunarius II, 1404.

18° Guillelmus II, de La Sauzède, prior et rector B. Mariæ de Garda juxta Petracorum an. 1409, quæ ecclesia modo unita est abbatîæ Petrosæ. Erat abbas 1416 et 1421.

19° Raymondus II, 1430, 1436.

20° Bernardus II de Magnaco, 1443, 1447, 48, 55, 58, 61, 76 et 1478, qui plura monasterio acquisivit.

21° Iterius de Podio, dominicanus, professor in sacra pagina, in legibus licenciatus ac protonotarius sedis apostolicæ, primus fuit abbas commendatorius, 31 martii, 1478.

22° Johannes II, de Peyrucia, in discretis baccalaureus, abbas commendatorius, 1490, 1497.

23° Carolus de Cadris, ex illustri gente apud Lemovicenci, protonotarius apostolicus, abbas commendatorius, 1502.

24° Johannes III de Pompadour, protonotarius apostolicus, frater Francisci abbatis Uzercia, abbas erat anno 1555.

25° N. Veyssière, abbas pronominis de Pompadour, 1564.

14° Joseph Maignon, 1375.

15° Fortanier, 1380.

16° Guillaume II, 1400.

17° Fortanier II, 1404.

18° Guillaume III, de Sauzède, 1421, 1424, prieur de N.-D. de La Garde, près Périgueux, en 1409, qu'il unit à l'abbaye de Peyrouse.

19° Raymond II, 1430, 1436.

20° Bernard II, de Magnac, 1442, 1457, 1480, (lequel fit plusieurs acquisitions en faveur du monastère.)

21° Itier du Puy, 1478, 1487, (dominicain, professeur de théologie, licencié ès-lois, protonotaire du Saint-Siège, fut le premier abbé commendataire.)

22° Jean III, de Peyruce, 1490, fut bachelier ès-lois et abbé commendataire. En 1498, noble homme Étienne de La Marthonie, seigneur en partie de Saint-Jean-de-Côle, passa une transaction le 27 août avec R. P. en Dieu Jean de Peyruce, abbé de Peyrouse.

23° Charles d'Escars, 1502, 1547.

24° Jean IV, de Pompadour, nommé par le roi, fut pourvu par le pape le 7 des calendes de septembre 1547, 1555.

25° Veyssière, prête-nom des seigneurs de Pompadour, 4 janvier 1572 à 1612, mort en 1616.

26° Johannes IV, vigier de St-Mathieu, baro de St-Pardoux-la-Rivière, nominatus abbas a Rege die 4 janv. 1572, tamque bullæ Gregorii XIII pape data IV idus aprilis 1573, pontificatus anno primo confirmatus; possessionem accepit die 28 junii ejusdem anni; sedebat adhuc anno 1602.

27° Nicolas I^{er} du Mazeau, nobilis Petratoricensis, canonicus et cantor ecclesiæ Petratoricensis, commendat obtinebat an. 1626.

28° Nicolas II, de La Brousse, superioris nepos ac successor tam in abbacia tam in canonicatu et cantoris dignitate in ecclesia Petratoricensis. Obiit 1674 et sepultus est in ecclesia cathed. Sancti Stephani ubi ejus epitaphium legitur.

29° Theobaldus de La Brousse, filius Nicolai equestris turmæ ductoris ac Bertrandæ du Chesne, canonicus et succentor ecclesiæ Petratoricensis, abbatiâ obtinuit anno 1663, ex cessione patris possessionem, anno 1665; præerat anno 1713.

30° Petrus de La Brousse Verteillac, nominatus abbas mense Januario 1719.

NOTA. — Là s'arrête le catalogue du *Gallia christiana*. — Nous avons ajouté à celui de Les-

26° Jean V, vigier de Saint-Mathieu, 1572, 1602. (Baron de Saint-Pardoux-la-Rivière, nommé abbé par le roi le 4 janvier 1572 et confirmé par bulle du pape Grégoire XIV du 4 des ides d'avril 1573. Il prit possession le 28 juin de la même année et il siégeait encore en 1602).

27° Nicolas I^{er}, du Mazeau, 1626. (Noble Périgourdin, chanoine et chantre de l'église de Périgueux, obtint la commende en 1626).

28° Nicolas II, de La Brousse, neveu du précédent. (Neveu et successeur du précédent, il lui succéda tant comme abbé que dans la dignité de chanoine et de chantre de l'église de Périgueux. Il mourut en 1674 et fut enseveli dans l'église cathédrale de Saint-Étienne, où on lit son épitaphe.)

29° Thibaud de La Brousse, 1663, 1665, 1713. (Fils de Nicolas, commandant de cavalerie, et de Bertrande du Chesne; chanoine et chantre de l'église de Périgueux, obtint l'abbaye par la cession de son oncle et prit possession en 1663 jusqu'en 1713.)

30° Nicolas III, de La Brousse Verteillac, frère du précédent, 1719, 1724.

31° Jean-François de Montferrand de St-Orse, 1724, 1736.

32° N. de Gontaud, 1736, 1759.

33° Armand de Chapt de Rastignac, 1759 à 1773.

pine, et entre parenthèses, la traduction de certaines indications du premier pouvant offrir quelque intérêt.

34° N... de La Laurencie de Ville-neuve, 1773 à 1780.

35° N... Bragouze de Saint-Sauveur, 1784 à 1790.

Aux deux catalogues qui précèdent, et pour les compléter, autant que possible, nous allons relever ici les noms des abbés et ceux des autres religieux que nous avons pu recueillir dans les documents et dans les titres particuliers mis à notre disposition.

ABBÉS.

1° En 1241, Etienne, abbé de Peyrouse, déjà cité et nommé avec l'abbé de Boschaud dans une charte datée de la férie V^e après *Reminiscere* 1241. (Pau, Lespine.)

2° 1254, Petrum Marseih, *superiorem* d'après la donation transactionnelle dont nous avons précédemment donné copie, ne figure pas dans les deux premiers catalogues.

3° 1260, Guillelmus (déjà cité), d'après un arbitrage prononcé par lui dans un différend survenu entre Géraud de Magnac et Mathieu Odon au sujet d'un bois situé près du domaine de La Odonia. (Archives de Pau.)

4° 1296, Bernardus (non cité) figure dans un procès pendant entre lui, comme abbé de Peyrouse, et Itier de Magnac au sujet de l'exploitation de la forêt de Baynac. (Pau.)

5° 1350, Stephanus (déjà cité) donne quittance à Itier de Magnac des droits appartenant à l'abbaye de Peyrouse, par suite des acquisitions de terres dans la paroisse de Millac faites par ce dernier et par son fils Robert de Magnac. (Pau.)

6° 1478, Iterio de Podio (Itier du Puy, déjà cité) reverando in Christo patre et domino fratre, in sacra pagina professore, ordinis predicatorum, abbate commendatorio venerabilis abbatis Beatæ Mariæ de Petrosa, ordinis Cisterciensis, Petragoricensis diocesis, d'après la reconnaissance de rente du 1^{er} avril 1478, signée Mantrosi, dont nous avons donné ci-dessus un extrait.

7° 1502, 1507, Carolo de Cadris (Charles des Cars, déjà cité) d'après une reconnaissance de rente du 1^{er} février 1502 et celle du 8 novembre 1507, dont nous avons donné un extrait et qui nous fait connaître, dans les termes suivants, tout le personnel del'abbaye à cette époque :

Egregio et reverando in Christo patre et domino Carolo de Cadris, domini nostri pappe et sancti sedis apostolice protonotarius et abbatē abbatīe Beatæ Mariæ de Petrosa, ordinis Cisterciensis, nec non venerabilibus et religiosīs viris fratribus Petro Pimonetti, priore dicti conventu ; Leonardo Pastouronei ; Leonardo Mazarii, sacristo ejusdem abbatīe ; Petro de Furno ; Martiali Gouvetti ; Jehanno Versavaux et Jehanno Præpositi, monachii dictæ abbatīe...

Signé : Antonio Gervasii, notarii regii publicii.

8° 1550, Jean de Pompadour (déjà cité), d'après une reconnaissance de rente passée, le 8 mai 1550, devant J. Depeyronie, notaire, et consentie par dix tenanciers au profit de :

Révérend père en Dieu messire Jean de Pompadour, prothonotaire du Saint-Siège apostolique abbé commendataire de l'abbaye de Peyrouze de Cisteaux, diocèse et senechaussée de Périgord... sur le moulin avecques ses aysines et rivages... pres et au dessus la dicte abbaye et sur le ruisseau qui descend de l'estang de Beynac... pour deux sextiers de froment, trois sextiers seigle mesure de Peyrouze, 42 sols six deniers et deux sols six deniers d'acapte...

9° 1628, 8 juillet. Reconnaissance de rente au profit de Nicolas du Mazeau, abbé déjà cité dans les premiers catalogues.

10° 1638, 31 janvier. Devant Guichard, notaire, autre reconnaissance de rente, conformément à celles de 1478 et 1502, par seize tenanciers agissant tant pour eux que pour leurs consorts, absents, en faveur de révérend père en Dieu messire Nicolas de La Brousse (déjà cité), chanoine chantre de l'église cathédrale Saint-Étienne de la Cité de Périgueux, abbé commendataire de l'abbaye de Peyrouze, habitant du lieu de Saint-Jean de la Cité de Périgueux, sur les village, mas et tènement de Baynac, Champagnac et le Petit-Cham-

pagnac, paroisse de Saint-Saud, d'une étendue de 548 journaux, confrontant à la Grande-Pouge, par laquelle l'on va de Saint-Pardoux-la-Rivière à Chalus-Chabrol... pour la rente énoncée dans les premiers titres et, en outre, à la charge d'aller moudre au moulin dudit abbé, du droit de dîme, qui est la onzième partie de tous les fruits, et du droit de fouage à raison d'une geline par feu ; ce qui était loin d'être exagéré pour une si grande étendue de terrain concédé, mais ce qui suscita des contestations judiciaires, basées sur l'aggravation plus ou moins licite des conventions primitives et qui furent terminées par transaction de 1735, dont nous reparlerons.

Remarquons aussi, en passant, le progrès effectué, au point de vue de la culture et de l'accroissement de la population, depuis la reconnaissance de 1478, consentie par quatre tenanciers, jusqu'à celle de 1638, consentie par plus de seize, sur ce sol qui, de simple maynement (*meynamentum*), était devenu dans l'espace d'un siècle et demi, un village et un mas et tènement de cinq cent quarante-huit journaux, lesquels ne devaient être qu'au nombre de douze environ pour le *mansum* ou *grangiam* de Beynac et de vingt-quatre pour ceux de Champagnac et du Petit-Champagnac, dans la transaction de 1254.

Ajoutons enfin que ledit Nicolas de Labrousse décéda à l'âge de 92 ans et fut inhumé dans ladite église de Saint-Etienne, laissant à son neveu Thibaut de Labrousse sa charge d'abbé de Peyrouse.

11° 1669 à 1688. Messire Thibaut de La Brousse, seigneur abbé de Peyrouse, habitant de la ville et cité de Périgueux, d'après les actes ci-après : Par acte du 29 juin 1669, reçu Dubut, notaire royal, ilafferma les dîmes des blés, vin, chanvre et laine des villages de Versinas, Puisezeyx, la petite forest de Faucounye et forest des Guischards, paroisse de Vaunac, à raison de neuf-vingts livres tournois par année. Par autre acte du 9 octobre 1672, reçu Chasteau, notaire royal, ilafferma :

Tous les revenus et biens de l'abbaye de Peyrouse, consistant en terres, prés, bois, vignes, jardins, chenevières, maisons, estangs, rentes, lods et

ventes, droicts de prélation et tous autres droicts et devoirs seigneuriaux, fruicts et grains descimaux au dict seigneur dubs pour raison de la dicte abbaye de Peyrouse, La Grange, Saint-Pantallies comme aussi la jouissance de la forest... moyennant le prix et somme de seize cens trente-deux livres dix sols par année... et la pantion qui est due au vicquerre perpetuel de Saint-Saud et religieux de Peyrouze qui est de cens livres conformément au dernier règlement... de prendre garde a la forest dans laquelle il prendra annuellement huit abeaux de bois...

Du 9 juillet 1683, devant Deschan, notaire royal, traité entre le même, habitant, y est-il dit, sa maison noble de la cité de Périgueux, et Pierre Fourichon, escuyer, sieur de Lhosterie, habitant sa maison noble de Beynac. C'est sans doute de cette maison noble de la cité de Périgueux que M. de Gourgues parle en ces termes dans son *Dictionnaire topographique* : « Abbaye de Peyrouse dans la cité de Périgueux, palais épiscopal construit au xvi^e siècle, aujourd'hui établi sement de la manutention militaire. »

12^e 1724, au mois de mai, date de la nomination à l'abbaye royale et commendataire de Peyrouse de Jean-François de Montferrand, dit de Gontaud, grand chantre et vicaire-général de l'église de Chartres, d'après l'article généalogique de cette famille inséré dans le *Nobiliaire* de M. de Courcelles, tome XVII.

A ce sujet, relevons une confusion commise par M. de Lespine, qui signale deux abbés de cette famille : le premier désigné sous les noms de Jean-François de Montferrand de Saint-Orse, de 1724 à 1736, et le second sous ceux de N. de Gontaud, de 1736 à 1759. Or, ces deux dénominations n'appartiennent qu'à un seul et même personnage, ainsi qu'il résulte des pièces suivantes en notre possession : Des 9 et 10 juin 1739, ministère de Bouverie, huissier à Nontron, assignation devant le sénéchal de Périgord en paiement de diverses rentes dues à l'abbaye, à la requête de messire Jean-François de Montferrand, seigneur abbé de Peyrouse, habitant au bourg et paroisse de Saint-Orse, en la maison du seigneur de Saint-Orse, son père. Du 19 novembre 1742, ministère de Vieux, huissier à Thiviers, autre assignation à la

requête de messire Jean-François de Montferrand de Gontaud, chevalier, seigneur abbé de Peyrouse, habitant quant à présent en la ville de Paris. Des 4 décembre 1747 et 25 novembre 1748, ministère de Quartier, huissier à Thiviers, autres assignations à la requête de messire François Gontaud de Montferrand et de François de Montferrand de Gonteau, seigneur abbé de Peyrouse, chanoine à la cathédrale de Chartres, y demeurant. Voici enfin un autre acte reçu Lapeyronnie, notaire royal, relatif au règlement de l'indemnité due par l'abbé aux religieux de Peyrouse et dont nous croyons devoir donner l'extrait suivant, comme document historique :

En l'abbaye de Notre-Dame de Payrouse ordre de Cisteaux diocese de Périgueux en Perigord, pardevant moy notaire royal soussigné, présens les tesmoins bas nommés le 29^e jour de may 1738 apres midy ont este presens messire Jean-François de Gontaut de Montferrand, docteur en théologie de la faculté de Sorbonne, pretre chanoine et grand vicaire du diocese de Chartres en Beauce, abbe commandataire de l'abbaye de Payrouse au dict Périgord, habitant en sa maison au dit Chartres en Beauce d'une part, et les venerables religieuses personnes messire Estienne de Lacayrouse, docteur en sainte theologie, prieur de ladite abbaye dudit Payrouse, dom Pierre Vacquier prestre religieux syndic de ladite abbaye, dom Jacques Juillard et dom Alexis Guybert tous prestres religieux composant ladite abbaye de Payrouse y habitant d'autre, par lesquelles parties a este fait et convenu que comme cydevant les predecesseurs dudit seigneur abbé avoient coutume de payer annuellement aux dicts sieurs religieux la somme de cent livres pour ce qui s'appelle grosses reparations qui regardent leur mense conventuelle, et ledict messire Jean-François de Gontaut de Montferrand a l'exemple de ses predecesseurs voulant que le bien et avantage de ladite communauté faire et continuer ledit payement de ladite somme de cent livres veut et consent que les dits sieurs religieux ayent a le prendre et sen faire payer sur les fermiers dudit seigneur abbé tous les ans consecutive-ment au premier jour de janvier... Et pour l'exécution des présentes.. »

Cent livres pour grosses réparations de tous les bâtiments de l'abbaye, c'était bien peu, ou le prix de la main-d'œuvre était bien faible et celui de l'argent bien élevé !

M. de Courcelles confirme enfin la réalité de nos observations en nous apprenant que le nom patronymique de la fa-

mille de Montferrand était celui de Faubournet, et non de Gontaud, qui ne fut qu'un surnom (1).

13^e 1787, 23 juin, assignation en paiement de rente, devant le sénéchal de Périgord, par acte de Vacher, huissier à Périgueux, et à la requête de haut et puissant seigneur Armand-Aimé-Auguste-Antonin-Sicaire Chapt de Rastignac,

(1) Originaire de l'Entre-deux mers, diocèse de Bordeaux, et établie en Périgord depuis plus de 400 ans, la maison de Faubournet est connue, dit M. de Courcelles auquel nous renvoyons le lecteur pour plus amples détails, depuis l'an 1373, époque à laquelle Guilhem Garrie de Faubournet fut témoin de l'hommage rendu, vers la fin mars, par la ville de Bordeaux à Edouard 1^{er}, roi d'Angleterre. La filiation suivie commence à Guilhem de Faubournet, qui épousa avant 1377 Blanche Seguin d'Escossan, dont le fils Jean se maria avec Sibille de Biron, dame de Montréal, de la famille de Gontaud, dont une branche de ses descendants substitua le nom à celui de Faubournet. Par son testament du 22 janvier 1446, ladite dame institua David, son fils, pour héritier universel, à la charge de porter le surnom de Montferrand. Antoine-Joseph de Montferrand, chevalier, seigneur de Saint-Orse, fut le premier qui prit le surnom de Gontaud et fut père de l'abbé de Peyrouse, qui en fit autant, ainsi que nous l'avons vu. Mais son petit-fils Charles, baron de Saint-Orse, qualifié de seigneur de Montréal, dont la terre et le château avaient été légués à son père par Marguerite Du Chesne, sa cousine, par testament du 4 février 1752, fut l'un des chevaux-légers de la maison du roi, chevalier de Saint-Louis et obtint le 8 septembre 1774 un arrêt du conseil d'Etat rectifiant l'erreur de nom résultant de celui de Gontaud au lieu de Faubournet de Montferrand. Il se maria le 3 novembre 1763 avec Gabrielle de Malet de La Jorie. Leur fils, Henri, comte de Montferrand, capitaine de cavalerie au régiment d'Artois, admis le 13 novembre 1786 à monter dans les carrosses du roi, se maria le 7 avril 1791 avec Marie-Renée-Pauline de Souillac, de laquelle trois filles et un fils, Romain-Georges-Alfred, né le 11 décembre 1808, propriétaire actuel du château de Montréal, qu'au mois d'août dernier il a bien voulu nous faire visiter dans ses moindres parties, après nous y avoir fait, lui et tous les membres de sa famille, le plus gracieux accueil.

Comme type de forteresse féodale, le château de Montréal mérite, d'ailleurs, toute l'attention de l'archéologue et du chroniqueur. Ce château, situé dans la commune d'Issac, canton de Villamblard, arrondissement de Bergerac, est planté au sommet d'une colline à rampes escarpées de trois côtés et s'avancant en promontoire dans la luxuriante vallée d'Issac, arrosée par la Crempse. Défendu par une double ligne de remparts formant deux enceintes et encore debout, entouré de deux larges et profonds fossés à moitié comblés, le château-fort primitif, dit le château Noir, ne se révèle plus que par les soubassements et les souterrains, dans lesquels on descend par des escaliers en pierre, dont la voûte est supportée, au-dessus de chaque marche, par un arceau à tiers-point du XII^e ou XIII^e siècle. Il devait dater, au surplus, d'une époque plus reculée et dut être l'objet de plus d'une restauration à la suite des nombreux faits d'armes dont il fut le théâtre. La tradition rapporte, en effet, que Montréal fut une première fois saccagé par les Normands, au IX^e siècle, lorsque ceux-ci, remontant l'Isle, s'emparèrent, non loin de là, de la ville de Mussidan. Du XII^e au XV^e siècle, les Anglais s'en emparèrent plusieurs fois, et ils en furent

prêtre, docteur de la maison et société de Sorbonne, vicaire général au diocèse d'Arles et seigneur abbé commendataire de l'abbaye de Peyrouse, demeurant en sa prévôté de Saint-Memin, susdite paroisse.

14° Enfin, et en 1793, le personnel de cette abbaye se composait de M. Bragouze de Saint-Sauveur, abbé commen-

délogés en 1340 par le sénéchal de Périgord, Payen de Maillé. Il fut assiégé au mois d'août 1378 par le seigneur de Mussidan et les Anglais y furent introduits pour sa défense le mardi après Quasimodo 1379. Détruit par le seigneur de Grignols dans le x^v siècle, Michel de Peyronenc, qui en était devenu propriétaire du chef de sa mère, Catherine de Saint-Astier, à la famille de laquelle il appartenait depuis des siècles, obtint en 1467, du roi Louis XI, la permission d'en relever les fortifications, et fit construire, un peu au-delà du premier, le château actuel, composé d'un corps-de-logis et d'une seule tour à l'ouest, celle de l'est ayant dû être probablement démolie lors des guerres de religion, lorsqu'après la prise de Mussidan du 20 février 1569 les catholiques, conduits par les seigneurs de Lavauguyon et Descars, allant assiéger le château de Barrière à Villamblard, s'emparèrent, en passant, de celui de Montréal, appartenant à cette époque à la famille de Pontbrian, par suite du mariage, avant 1500, de Pierre de Pontbrian avec Anne de Peyronenc. François de Pontbrian le porta à Gaston de Foucaud, avec lequel elle se maria le 16 septembre 1611. Leurs descendants l'aliénèrent au profit de la famille Du Chesne, d'où il parvint, ainsi que nous l'avons dit, et en 1752, à la famille de Montferrand. Vendu enfin en 1793 comme bien national, il a été racheté par son propriétaire actuel, qui a fait réparer les bâtiments du château ainsi qu'une très-remarquable chapelle du xiii^e siècle, dans laquelle on voit les statues en pierre des douze apôtres, de grandeur naturelle, à longs bustes, aux formes raides et anguleuses et aux plis serrés de l'époque. Une immense cheminée y tient presque toute la largeur du mur, à l'ouest, et dans l'angle de ce mur, se trouvent les statues en pied et en pierre des deux derniers époux de Pontbrian. On conserve enfin, dans cette chapelle, une épine de la couronne du Christ, trouvée au cou du général anglais Talbot, tué à la bataille de Castillon en 1453, et dont parle le P. Dupuy, (T. II p. 168).

Nous aurions pu assurément nous étendre davantage sur ce qui précède, si nous n'avions pas craint d'empiéter sur les attributions du futur chroniqueur de ces contrées, où nous avons trouvé, à chaque pas, de Neuvié à Mussidan et Villamblard par Issac, des monuments et des souvenirs historiques, dignes d'être recueillis et conservés. Revenons donc sur notre territoire en relevant quelques noms du Nontronnais parmi les alliances de la famille Montferrand.

DE MONTFERRAND. — Alliés, comme nous l'avons vu, aux Malet de La Jorie en 1763 et avant en 1750 par le mariage de Jean-François de Montferrand avec Blaise de Malet fille de François et de Marie de La Garde de Saint-Angel ; aux Saunier et de Roux par les mariages en 1657 d'Anne de Montferrand avec Gabriel de Saunier, fille de Joffroy et d'Anne de Roux de Lusson, et avant 1600 de Pierre de Montferrand avec Jeanne de Saunier, fille de Grimond, seigneur de La Barde de Saint-Crépin ; avec la famille de Fayard par le mariage de Nicole avec Antoine de Fayard, sieur des Combes, et enfin avec celle de Campniac en 1562 par le mariage de François de Montferrand avec Marguerite de Campniac, fille de François, seigneur de Romain.

dataire, non résidant, et de trois religieux, Desnaud, prieur, Desmoulin et Labrousse-Brogniac.

PRIEURS ET RELIGIEUX.

Voici maintenant la liste de ceux des autres religieux dont nous avons pu recueillir les noms dans les documents suivants :

1° 1666, 27 janvier, acte dressé par frère Rivière, cellérier.

2° 1676 à 1679, quittances privées données par le frère Miette, prieur, du montant de l'obit fondé par Pierre Fourichon, écuyer, pour la concession de la chapelle de Saint-Antoine dans l'église de ladite abbaye.

3° 1684-85, quittances pour le même objet par le frère Barillos, prieur.

4° 1687, 15 août, assignation donnée à la requête dudit Fourichon audit Etienne Barillos et au frère Nuciol, syndic.

5° 1688 à 1692, quittances dudit obit, par François Barillos, prieur.

6° 1693 à 1720, quittances, pour le même objet, par L. Ramasson, prieur.

7° 1721 à 1728, autres quittances, par François Le Brun, syndic.

8° 1705, 8 juin, assignation à la requête de Jean Nuptiol, syndic.

9° 1716, 31 mars, déclaration privée donnée par les religieux, résidant au nombre de quatre : L. Ramasson, prieur, Nuciol, syndic ; Le Brun, procureur ; frère Loye.

10° 1726, 20 septembre, devant Lapeyronnie, notaire royal, obligation par Vincent Fourichon, sieur de Lestang, habitant dans sa maison noble des Merles, en faveur de messire Estienne Verdier, prieur claustral de la commune de Peyrouse ; dom François Le Brun, syndic ; dom Pierre Vacquié, dom Antoine Jouvenel et frère Alexis Guybert.

11° 1728, était prieur Antoine de La Queyrôuze.

12° 1741, 5 mars, reconnaissance de rente au profit de dom Julien Gougeon, docteur en Sorbonne et prieur.

13° 1744, 23 octobre, lettre de frère Dupin, prieur.

14° 1747, 15 décembre, assignation au requis de dom Pierre Vacquier, syndic.

15° 1748, dom Villèques, prieur.

16° 1760, dom Tiriol, prieur.

17° 1765, 3 mai, devant Chasteau, notaire royal, transaction entre les tenanciers de Beynac et dom François Mohie, docteur de Sorbonne et prieur de l'abbaye de Peyrouse; Jean-Pierre Calbet, syndic, Alexis Guibert et Philippe Garañiol, composant l'entière communauté (1).

(1) Cette transaction de 1765 était relative aux discussions judiciaires élevées, comme nous l'avons dit, par les tenanciers de Beynac contre les religieux de Peyrouse, au sujet des charges énoncées dans les reconnaissances de rente du 1^{er} avril 1478 et 8 novembre 1507, analysées précédemment, ainsi que dans trois autres des 1^{er} janvier 1502, 31 janvier 1638 et 7 février 1761. Ces tenanciers ne contestaient d'ailleurs que la corvée de deux journées d'homme avec bœufs et charrette, la geline par feu et la banalité du moulin de Beynac, comme étant une aggravation aux charges primitives consenties d'abord par quatre à cinq tenanciers seulement et, à la fin, par dix-huit sur plus de cinquante ne possédant que 20 arpents sur six-cents, sans que la ratification des absents eût été jamais consentie. Le Grand Conseil ayant été saisi de ces contestations, il intervint, le 28 septembre 1761, un arrêt qui, à défaut de la représentation du titre primordial, tout en condamnant les tenanciers à payer les parts de rente non contestées, les exonéra de la corvée et du fouage en renvoyant toutes parties à trois mois pour instruire plus amplement sur la banalité du moulin. De là, transaction aux termes de laquelle les tenanciers se reconnurent de nouveau obligés au service annuel de ladite corvée en faveur des religieux, qui renoncèrent à leurs autres droits contestés.

Il résulte d'ailleurs de cette transaction, ainsi que des titres de rente antérieurs, que l'établissement des corvées n'a jamais été d'usage général et de régime forcé, mais qu'il ne constituait, au contraire, que des faits particuliers, isolés et librement stipulés, ainsi que nous aurons encore à le constater plus d'une fois dans le cours de nos recherches historiques. En attendant, et pour n'avoir plus à revenir sur les mêmes réflexions, voyons ce qu'en pensaient les juristes du temps.

Et d'abord, Coquille définit ainsi la corvée seigneuriale : « L'œuvre d'un homme » un jour durant pour l'aménagement du seigneur aux champs, soit de la personne » seule, soit avec bœufs et charrettes, comme à faucher, moissonner, charroyer. »

Ensuite et dans son répertoire de jurisprudence (1784), M. Guyot dit, entr'autres choses : « Commençons par examiner l'origine du droit de corvée ; on verra s'il » est aussi odieux qu'on le répète tous les jours. La plupart des auteurs du xvi^e et » même du xvii^e siècle ne voient dans les corvées seigneuriales que l'effet de la » force et de la tyrannie ; mais alors nous avions des jurisconsultes et très-peu de » publicistes. On connoissoit les lois et l'on ignoroit absolument l'histoire. Les sa- » vans n'avoient pas encore tiré du chaos ces monuments des deux premières ra-

18° 1769, 30 mars, devant Bourdelle, notaire royal, bail à ferme du moulin de Lacotte, sur l'étang de ce nom, paroisse de Saint-Martin-de-Fressengeas, par dom Joseph Caron, prieur et bachelier en Sorbonne, assisté de doms Alexis Guibert, Jean-Pierre Calbet, syndic, et Jean Piessolle, religieux composant la communauté de l'abbaye de Peyrouse et y habitant.

19° 1772-1784, du 3 juillet 1772, par acte devant le même notaire dom Louis Déneaux, supérieur et prieur de ladite abbaye; dom Jean-Pierre Calbet, procureur syndic; dom

» ces, qui seuls pouvoient porter la lumière sur l'ancien état des personnes et des
» choses... » Puis, après avoir rappelé l'origine des corvées romaines nées de l'affranchissement des esclaves, de la servitude de la glèbe dont parle Tacite, de la main-morte et de cette maxime du droit français : Tout main-mortable est corvéable, M. Guyot ajoute : « Depuis, la plupart des seigneurs ont eu la bienfaisance
» d'abolir la main-morte dans leurs terres... Dans quelques seigneuries, le droit de
» corvée a une autre origine. Le seigneur avait des terres vacantes ; les habitants
» l'ont engagé à les leur céder pour servir de pâturages à leurs bestiaux ou pour
» d'autres usages, et de leur côté ils se sont soumis à faucher ses foins, à transporter ses bois, etc... Il est cependant très-vraisemblable que, dans quelques endroits
» les corvées sont l'effet de la force et de la tyrannie du seigneur ; mais il est encore plus vrai de dire que presque partout elles doivent leur origine à la convention et à la conversion de la servitude en main-morte, surtout à cette dernière circonstance. On n'en saurait douter, pour peu que l'on connaisse les usages du royaume sous la première et sous la deuxième race. ... » Telles sont les appréciations savantes et impartiales de M. Guyot, dont la sincérité est corroborée d'ailleurs par M. Merlin, peu suspect en cette matière. Ce dernier, en effet, rappelant dans son *Répertoire* la loi du 15 mars 1790, qui abolit toutes les corvées à l'exception des réelles, sur son rapport du 8 février, reproduit le passage suivant de ce rapport : « Les corvées réelles ne peuvent donner lieu à aucune discussion sérieuse... elles sont soumises au rachat et tant que ce rachat ne sera pas
» effectué, il n'y aura, pour s'en libérer, qu'un seul moyen, celui de déguerpir les
» fonds qui en sont chargés... » M. Merlin ajoutait qu'il en devait être autrement des corvées personnelles, représentant l'ancienne servitude ; mais nous n'avons pas à nous en occuper, puisqu'il ne s'agit ici que de corvée réelle due par la terre elle-même et comme prix d'une concession. Au surplus, et deux ans plus tard, la loi du 25 août 1792 abolit toutes les corvées seigneuriales qui n'auraient pas pour cause une concession primitive de fonds prouvée par la représentation de l'acte primordial ; ce qui n'empêcha pas la loi du 17 juillet 1793 de prononcer, à son tour, l'abolition de ces dernières corvées, sans rachat ni déguerpissement, et de créer ainsi le plus expéditif et le plus ingénieux moyen de libération. Nous ne parlons pas, bien entendu, des corvées requises pour l'entretien et les réparations des routes et chemins publics, lesquelles ont été supprimées par les lois des 15 mars 1790 et 17 juillet 1793, mais remplacées par les prestations en nature ou en argent.

Jean-Francois Déneaux , religieux , afferment pour neuf années :

Tous et un chascun les grains décimaux sis et situés dans la paroisse de Saint-Saud qui consistent en froment, seigle, advoine, balliarge, bled noir, bled d'Espagne, bled orge et autres grains a raison de l'onzain, ensemble la laine et chanvre sans en rien excepter ni réserver sur ladite paroisse que les villages de Baynat, Laveyrière et Bonnefond... moyennant chaque année la quantité de 365 septiers de bled seigle et 18 septiers de bled noir, ou sarrazin, le tout à la mesure de Chalup...

Après cet acte, qui nous fait connaître les principales productions du pays à cette époque, en voici un second, relatif à la topographie de l'abbaye : du 7 mai 1784, sommation à la requête dudit Louis Deynaud, prieur, relativement à la réparation de l'étang de Baynac, lequel, y est-il dit :

Contient une surface très-considérable et un volume énorme d'eau qui de là s'échappe et s'écoule dans un autre étang qui se trouve, avec un moulin entre deux, par-dessus immédiatement de la maison de Peyrouze, placée dans un fond entre plusieurs collines fort resserrées et conséquemment fort exposée aux inondations... Il arrive souvent que l'eau s'élève dans ladite maison jusqu'à trois pieds de hauteur et plus...

Là s'arrête pour nous la liste des religieux de Peyrouse jusqu'en 1793, époque à laquelle les quatre derniers désignés précédemment en furent chassés. Bientôt après, et en 1794, les bâtiments de l'abbaye et les fonds en dépendant furent vendus nationalement et adjugés à un nommé Delage, qui en fut évincé à défaut de paiement, et ils furent adjugés de nouveau le 18 décembre 1822, par l'administration préfectorale de Périgueux, pour la somme de 8,300 francs, au profit de dame Marie-Anne de Sanzillon, épouse de M. Grangevieille de Mazaubert, dont les descendants les détiennent encore.

L'abbaye de Peyrouse avait, d'ailleurs, eu grandement à souffrir des guerres de religion, pendant lesquelles les huguenots en saccagèrent les bâtiments et démolirent presque entièrement son église byzantine, construite, dit la tradition,

d'après le modèle de Saint-Front de Périgueux, à une date inconnue et sur les restes, encore apparents, de la première église contemporaine de la fondation de l'abbaye. Cette église, est-il dit dans l'*Annuaire de l'an XII* (1804), de M. Delfau, est beaucoup plus ancienne que le corps des bâtiments de l'abbaye; elle est construite dans un genre mauresque et elle est intérieurement presque ronde. Mais d'importantes réparations y furent faites du temps du roi Louis XV et avec les subsides accordés par ce prince, qui fit octroyer par son grand conseil, le 7 septembre 1744, aux prieur, syndic et religieux l'autorisation de poursuivre devant lui les débiteurs et usurpateurs des biens et droits de ladite abbaye. Voici, au surplus, ce qu'il reste aujourd'hui des bâtiments, ainsi restaurés vers la même époque probablement : le corps-de-logis sur caves voûtées, composé au rez-de-chaussée d'un grand vestibule à droite duquel se trouvent l'ancien réfectoire, une cellule, un salon et une chambre ; à gauche de ce vestibule, un corridor sur lequel ouvrent deux chambres, deux cabinets et une cellule. La partie à droite est surmontée d'un pavillon carré formant le premier étage et comprenant trois cellules, une chambre moyenne et une vaste chambre, appelée la *chambre du Roi* à cause d'un portrait du Roi Louis XV, peint sur toile, donné par lui à l'abbaye et que l'on voit encore sur la cheminée. On remarque aussi à l'intérieur de ce pavillon de belles boiseries et un escalier en pierre avec sa rampe en fer forgé. A l'ouest de ces bâtiments est une vaste cour entourée par les cloîtres et qui était autrefois entièrement close par la maison abbatiale, qui n'existe plus. De l'église, il n'y a plus qu'une chapelle de neuf mètres carrés, voûtée en coupole et représentant la quatrième partie environ de l'édifice primitif.

Près de cette chapelle, et à la base de l'une des collines, qui enserrant ce lieu, jaillit une source appelée la *fontaine sacrée* et où l'on vient, souvent et même de fort loin en dévotion, mais principalement au mois de juillet, le jour de la Saint-Jacques, fête patronale de la localité. L'eau de cette fontaine, toujours glacée, même à l'époque des grandes chaleurs, passe, de temps immémorial, pour avoir la propriété

de guérir spécialement les éruptions et maladies de la peau, notamment les gerçures aux mains. Il suffit, dit-on, pour cela, de les y plonger et d'aller ensuite à la chapelle y dire une courte prière et y déposer une petite offrande, un sou ou un œuf, à volonté.

Cela dit, il ne nous reste plus qu'à signaler l'existence de deux autres chapelles dans la commune de Saint-Saud-la-Coussière : la première, située au village de la Chapelle-Verlaine auquel elle a donné son nom, aujourd'hui disparue, mais qui existait encore au XVIII^e siècle, d'après la carte de Belleyme ; la seconde, due il y a quelques années à l'initiative de M. Vedey, alors curé de Saint-Saud, dédiée à Notre-Dame-des-Landes et élevée dans les landes de Beynac, près du village de ce nom, sur le terrain et avec les matériaux donnés par la famille de M. de Las Escuras de Beynac.

Tel fut l'état ancien de cette contrée au point de vue religieux et depuis l'avènement du christianisme. Sur la ligne séparative de la commune de Saint-Saud d'avec celle de Milhac, dont nous allons retracer l'historique au chapitre suivant, existe un dolmen qui n'a pas été encore exactement décrit.

(*A suivre*).

R. DE LAUGARDIÈRE.

VARIA.

RAPPORT.

SOUVENIR, brochure in-18 de 186 pages ; Périgueux, Cassard frères.

MESSIEURS,

M. l'abbé Dumoulin, archiprêtre regretté de Ribérac, écrivait en 1870 les lignes suivantes au sujet de M. l'abbé Gouzot, alors nouvellement appelé à la tête de la paroisse Saint-Front de Périgueux :

« Dans les divers postes qu'il a occupés, il s'est surtout distingué par une inépuisable charité pour les petits et les pauvres, une ardeur éclairée pour les œuvres et *un esprit exceptionnellement conciliant, toujours à la recherche des traits d'union dans les hommes et dans les choses.* »

Ces paroles dépeignent admirablement la vie sacerdotale de votre éminent confrère. Cette ardeur à vouloir concilier les éléments divers de notre société moderne se manifeste non-seulement dans les actes de son ministère, mais encore dans les productions de sa plume. De populaires fondations créées par lui, comme le *Cabinet de lecture périgourdin*, la *Société de Saint-Front*, n'avaient eu d'autre but que de rapprocher du sein secourable de l'Église des âmes égarées et de retenir par un lien religieux les jeunes gens loin de la dissipation des villes. D'un autre côté, ses écrits sont l'expression de ses généreuses idées; il s'en dégage, de plus, un salutaire enseignement pour les prêtres, dont le rôle est si difficile au milieu de notre époque bouleversée.

Le recueil intitulé : *Souvenir*, dont nous avons à vous entretenir spécialement, vous fera connaître à la fois le prêtre et l'écrivain. L'auteur n'a point signé ces pages si intéressantes à tant de titres ; mais les fragments qu'elles renferment proclament assez haut son nom. Ici encore nous retrouvons la même suavité de pinceau, la même fraîcheur de coloris remarquées déjà dans une œuvre capitale que M. l'abbé Gouzot se propose d'agrandir et de compléter : *La Chartreuse de Vauclaire en Péri-*

gord (1). C'est la même pureté de style, la même harmonie poétique, soit que dans le choix de ses allocutions et discours il parle du *Souvenir*, célèbre le quatre-vingtième anniversaire de la naissance de Pie IX ou consacre quelque hommage à la mémoire de confrères méritants; soit qu'il analyse des ouvrages qui intéressent le Périgord religieux ou qu'il touche à l'archéologie et à l'histoire dans des articles plus conformes à votre genre d'études.

Nous ne dirons rien de la première partie de cette œuvre : une plume plus autorisée que la nôtre vous la fera mieux connaître que nous ne saurions le faire. M^{sr} le cardinal Donnet, archevêque de Bordeaux, après avoir lu ce livre dédié par l'auteur à ses anciens et nouveaux paroissiens, a écrit à ce dernier la belle lettre suivante, qui se passe de tous commentaires :

« Bordeaux, le 27 mai 1879.

» MONSIEUR LE CURÉ,

» Heureux l'homme qui, en remontant le cours de sa vie, peut saluer avec amour et joie chacun des souvenirs qui la remplissent ! Il y réveille avec délices les pensées, les actions vertueuses qui l'ont enrichie et embellie. Toutes ces lumineuses apparitions, que le temps avait à demi assoupies, se redressent, se raniment, et en passant devant lui, s'inclinent, avec un respectueux sourire et rendent témoignage à sa foi et à sa vertu. Elles le félicitent de sa constante fidélité à la crainte de Dieu et à l'amour de ses semblables. De tous les points de sa vie il s'élève des voix qui le bénissent et qui l'approuvent. A ces voix aimées s'unit la voix approbatrice de la conscience, et de concert elles semblent appeler la grande et suprême voix du Juge qui doit dire : « *Venez les bénis de mon Père.* »

» Oui, Monsieur le Curé, mille fois heureux l'homme qui n'a pas à courber son front rougissant devant l'histoire de sa vie, l'homme à qui il ne doit pas être dit : « *Quem ergo fructum habuistis tunc in illis in quibus nunc erubescitis ?* »

» J'aime donc le titre de votre écrit : *Souvenir*. J'aime surtout l'épigraphie sur laquelle vous l'appuyez : *Sine intermissione memoriam vestri facto*. Le souvenir est la patrie des âmes affectueuses. Il triomphe du temps et de l'espace. Il arrête, il immobilise les jours si courts et si rapides. Il est vainqueur de la mort qui voudrait tout effacer. Il éter-

(1) Ribérac, Delecroix, 1860.

nise dans l'âme les sentiments et les affections que tend à emporter trop vite notre légèreté native.

» Vos tableaux ou plutôt vos miniatures sont charmantes, mon cher Monsieur. Elles sont pleines de fraîcheur et de grâce. Vos coups de pinceau délicats. Vos couleurs se fondent et se nuancent avec une habileté de Maltre. Laissez-moi vous le dire sans figure : vous maniez parfaitement notre belle et limpide langue, mais si chatouilleuse et si facile à blesser.

» J'ai savouré avec bonheur vos pages à la fois si élégantes et si sobres, si pures et si simples, si riches et si modestes. Depuis votre Louise, encore ou plutôt belle surtout sous les coups de la mort, *flos succisus aratro*, et saluant d'un sourire baigné de larmes, comme l'Andromaque de l'*Iliade*, sa tendre mère qu'elle quitte, et le Ciel où s'envole sa jeune âme ; oui, depuis le portrait virginal de cet ange, que le Ciel n'a fait que montrer à la terre, jusqu'à votre touchant et magnifique chapitre du *Souvenir* ; j'ai tout lu, tout savouré, et parvenu d'un seul trait à la fin du livre, mes lèvres n'ont murmuré que cette unique plainte : *En vérité, c'est trop court.*

» Agréez, Monsieur le Curé, l'expression de mon *souvenir* affectueux.

† FERDINAND, cardinal DONNET,

Archevêque de Bordeaux. »

Cette lettre, placée en tête du livre que nous avons l'honneur de vous présenter, figure dans le dernier volume de ces œuvres si variées de M^{gr} le cardinal Donnet, qui demeureront comme l'un des plus beaux monuments élevés dans ce siècle à la science et à la religion. N'admirez-vous pas, Messieurs, cette plume épiscopale, dont les années ne peuvent refroidir la verve éloquente ?

La partie historique et archéologique du livre : *Souvenir* n'honore pas moins votre pieux et docte collègue. Je vous signalerai tout d'abord, avec une lettre sur l'orgue de sa cathédrale, des notes sur l'église de Saint-Cyprien, son ancienne paroisse, si intéressante au point de vue de la religion, de l'histoire et de l'art, et qui possède, avec une épine de la Sainte Couronne, le cœur de l'illustre Sarladais Christophe de Beaumont, archevêque de Paris au xviii^e siècle.

» Que de souvenirs dans cette église ! dit M. l'abbé Gouzot. Un solitaire du vi^e siècle, si illustre que saint Grégoire de Tours, dit qu'il était d'une sainteté magnifique ; les luttes de la civilisation catholique contre le mahométisme, les protestants, les incrédules et les Jansénistes ; la succession non interrompue pendant douze siècles de tant de moines, d'ar-

*

tistes, de savants et de saints qui n'ont cessé de se livrer aux travaux les plus féconds ; enfin un éminent pontife, l'admiration des souverains étrangers... »

Ailleurs, M. l'archiprêtre de Saint-Front, déplorant que la Dordogne restât privée d'un centre d'émulation et de travail pour les études historiques locales, — si bien réalisé depuis par la fondation de la Société archéologique, à laquelle nous sommes fier d'avoir pu contribuer, — eut l'idée de consacrer à ces études une partie de la publication hebdomadaire : la *Semaine religieuse du diocèse de Périgueux et de Sarlat*. Il adressa, à cet effet, un éloquent appel à tous les correspondants de cette feuille diocésaine. Sa lettre donne des avis que votre Société a su mettre à profit.

La description des monuments accompagnée de leur dessin, l'étude des traditions orales, l'impression des actes originaux ou la copie authentique de tous les vieux manuscrits dans leur forme primitive, les monographies d'hommes, d'églises, de châteaux ou de communautés, l'analyse et l'appréciation des ouvrages imprimés, tel était le vaste champ que M. l'abbé Gouzot proposait aux recherches des lecteurs de la *Semaine religieuse* : entreprise louable, dont le succès et la durée ne pouvaient être entièrement assurés que par une publication indépendante et uniquement consacrée à l'archéologie et à l'histoire.

Nous ne devons pas moins tenir compte à M. l'abbé Gouzot de ses efforts toujours tendus vers le bien public. Rendre à la science l'hommage le plus complet qui lui ait jamais été offert dans notre pays, telle était sa noble ambition. « C'est bien à nous, ministres du Dieu des sciences, de prendre une telle initiative. Dans le passé, comme dans l'avenir, dans les lettres et dans les sciences, nous ne redoutons que l'erreur et l'ignorance, la vérité sera toujours notre amie ! »

Et, par quelques exemples tirés des annales de notre antique Périgord, M. l'abbé Gouzot démontrait l'intérêt de notre histoire locale depuis les Gaulois et les Romains jusqu'à nos jours.

« La patrie, s'écriait-il avec un patriotique accent, n'est pas seulement l'air natal, le sol et les horizons ; ce sont les hommes, les idées, les événements, les croyances, en un mot les *souvenirs* qu'elle représente. Or, pendant ces 3,000 ans, que de faits, de monuments et d'idées complétant l'histoire générale de la France !... »

« Que de spectacles le futur historien du Périgord aura à décrire, dit-il plus loin. Les druides sacrifiant sur les hauteurs et dans les bois sacrés ; César campant sur les coteaux de la Bécède et de Vésunne ; saint Front, disciple de Notre-Seigneur et ami de saint Pierre, nous apportant la véritable religion ; le catholicisme luttant contre les doctrines païennes,

ariennes, musulmanes, protestantes et révolutionnaires; Charlemaigne, dont le nom remplit le monde, s'arrêtant en Périgord pour fonder un couvent; saint Louis rendant la justice sous les ormes de Palevèsis; saint Louis, au milieu des grands de son royaume, prosterné au pied du saint Suaire, dans la belle église de Cadouin; le cardinal de Talleyrand, protecteur des lettres, fondateur de Vauclaire, refusant plusieurs fois la tiare, intervenant pour la paix avant et après la bataille de Poitiers et arrêté par la mort dans la croisade contre les Turcs; nos solitudes et nos villes retentissant de la prière liturgique de tant de moines et de religieuses, qui représentent la paix, la lumière et la charité au milieu de ces dévastations; Montaigne écrivant ses *Essais*; Fénelon composant le *Télémaque*; Belzunce à Marseille; M^{sr} de Beaumont, à La Roque, réfutant Voltaire et Rousseau; Jacques de Maleville, collègue de Portalis et de Tronchet dans la rédaction du Code civil; le général Daumesnil dédaignant le million de Blücher et lui répondant qu'il défendrait Vincennes et garderait sa lettre pour la dot de ses enfants; Maine de Biran se mettant à la tête de la philosophie spiritualiste de notre temps; enfin une série de dix-huit siècles de pontifes depuis saint Front jusqu'à M^{sr} Dabert, ne cessant d'édifier, d'éclairer, de diriger et de bénir!

« Homère et Virgile, dont tous les échos ont redit les chants, avaient-ils un aussi beau sujet? »

Tel était le monument que M. l'abbé Gouzot, sous l'impulsion de M^{sr} Dabert, président d'honneur de votre Société, se flattait d'élever à la gloire de notre province. Vous avez complété cette œuvre, Messieurs, et le succès a dépassé vos espérances. Vous avez su grouper dans une fraternelle association tous ceux qu'animait le goût des études historiques: à leur tête vous avez été heureux de remarquer ces deux vénérables confrères, dont les vues, d'accord avec les vôtres, avaient en quelque sorte préparé la voie à vos travaux.

Si vous avez regretté que ses fonctions ne permettaient pas à l'évêque du diocèse de prendre une part plus active à vos recherches scientifiques, M. le curé de Saint-Front vous a offert parfois des pages savantes, accueilli par vous avec empressement. N'avez-vous pas récemment publié de lui des lignes touchantes sur la mort de M. le marquis de Commarque? C'est à l'occasion de cette notice consacrée à la mémoire de l'un de vos collègues, que S. E. M^{sr} le cardinal Donnet adressait de nouveau à son auteur ces lignes flatteuses:

« Le plaisir que j'ai eu en vous lisant m'a causé un regret, celui de ne vous avoir pas lu plus souvent.

» Vous avez dit beaucoup de choses en peu de mots et vous les avez bien dites. » (1)

En un mot, ce recueil : *Souvenir*, intéresse à la fois les prêtres qui pourront y puiser de graves leçons, et les archéologues y trouver d'utiles renseignements. Il sera le digne complément d'œuvres remarquables, qui justifient le mot suivant du recteur de l'Académie de Bordeaux, félicitant leur auteur, élève de seconde au collège de Bergerac, d'avoir analysé avec un sens exquis l'un des chefs-d'œuvre du fabuliste La Fontaine :

« En appréciant ainsi les œuvres des autres, il se mettra à même d'en produire lui-même qui le placeront un jour au premier rang. »

Vous n'auriez, Messieurs, d'autre reproche à adresser à votre confrère qu'au sujet du silence qu'il a trop souvent gardé à votre égard, et de la brièveté de ses communications. Aussi, après avoir parcouru les divers chapitres de cette dernière publication, dont il vient de vous faire hommage, serez-vous tentés de dire avec l'archevêque de Bordeaux : *En vérité, c'est trop court !*

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

(1) Lettre datée de Bordeaux, le 18 octobre 1879, reproduite en tête du tirage à part de la *Notice sur M. le marquis de Commarque*.



Deux planches accompagnent cette livraison. — La 1^{re}, photographiée, représente le Maître-autel de l'église de Ladouze, du xvi^e siècle; — la 2^e, lithographiée, représente deux Heurtoirs, des xvi^e et xviii^e siècles.

Vu :

Le Secrétaire-Général,

FERR. VILLEPELET.

SÉANCES MENSUELLES

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD.

Séance du jeudi 1^{er} avril 1880.

Présidence de M. le docteur GALY

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. de Froidefond, le marquis de Fayolle, de Roumejoux, Crédot, le marquis d'Abzac de La Douze, l'abbé Brugière, Dujarric-Descombes, Charles Durand, le chanoine Labat, le baron de Saint-Saud, le colonel Sermentsan et Villepelet.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

A l'occasion de cette lecture, M. de Saint-Saud demande à donner communication de la note suivante qui lui a été remise par M. l'abbé CHEYSSAC :

« Puisque par suite des notes demandées et non reçues, mon article n'a pas pu être soumis assez tôt à la Société pour être approuvé, je le retire jusqu'à nouvel ordre après des renseignements parvenus ces jours derniers de La Monzie. D'où je conclus qu'il faut abandonner les quatre Evangélistes insuffisants, et retenir le tableau principal retouché avant 1789 par les peintres ambulants, — et pour l'histoire de l'art, élargir la question et songer à la date de 1638 (vœu de Louis XIII). Peut-être les archives municipales d'Eymet, dont l'église ainsi que La Monzie et autres sont sous le vocable de l'Assomption, nous rediront l'influence exercée et les œuvres produites dans nos églises à l'occasion de ce vœu. Ce côté délicat de la question me paraît assez intéressant et assez

positif pour être l'objet de recherches corroborées d'ores et déjà par des analogies et des similitudes de position dont nous avons à La Roche-Chalais un singulier exemple :

» Du 22 octobre 1811, bénédiction solennelle de la nouvelle » église de La Roche-Chalais. Nous soussignés, etc... avons » donné à la susdite église le nom de Saint-Napoléon. »

» Il y a lieu de rapprocher cette date du titulaire de celle du tableau de Saint-Napoléon, peint à cette occasion et placé au-dessus du maître-autel. L'église en 1811 est sous le vocable de Saint-Napoléon, et probablement en 1815 elle est placée sous le vocable de l'Assomption. Il ne reste pas trace de ce changement dans nos archives.

» Du reste, et quant à l'appréciation des tableaux de La Monzie au point de vue artistique, mon travail rapidement écrit et assez réservé montre qu'en face des notes insuffisantes que je possédais, je voulais témoigner de ma bonne volonté et par mes points d'interrogation appeler une étude plus complète, avant de livrer l'article à la publicité. »

Le mémoire précédemment confié à M. Gérard de Fayolle sera rendu à M. l'abbé Cheyssac qui a le projet d'agrandir le cadre de son étude.

M. LE PRÉSIDENT énumère rapidement les ouvrages qui ont été offerts à la bibliothèque de la Société dans le courant du mois de mars :

Les *Mémoires de la Société nationale des Antiquaires de France*, tome XXXIX, quatrième série, tome IX, in-8°, Paris, 1878, contenant une note de M. de Laurière sur l'épée en bronze de M. du Burguet trouvée dans la commune de Saint-Paul-Nisonne ;

Le volume du *Congrès archéologique de France* tenu au Mans et à Laval en 1878, in-8°, Paris, 1879 ;

Deux numéros du *Bulletin de la Société Linnéenne de la Charente-Inférieure*, premier trimestre de 1879 et de 1880, in-8° ;

Le *Bulletin du Bouquiniste*, n° 533 et 534, 1^{er} et 25 mars 1880 ;

Le *Giornale araldico* de l'Académie de Pise, n° 7-8, janvier et février 1880 ;

Par M. Dujarric-Descombes, *Mémoire sur les archives municipales de Périgueux*, brochure in-8°, Périgueux, 1880 ;

Par M. Albert de Massougnès, *Les écoles primaires en Angoumois avant 1789*, brochure grand in-8°, Angoulême, imprimerie Baillarger, et le *Testament de François de Péricard, évêque d'Angoulême*, brochure in-8° ;

Par M. l'abbé Pergot, *Une vie de dix-sept ans ou Robert de Saint-Exupéry*, brochure in-8°, Périgueux, Cassard frères, 1879 ;

Par M. l'abbé Gremaud, professeur et bibliothécaire cantonal à Fribourg, *Documents relatifs à l'histoire du Vallais*, tome IV, 1331-1350, un vol. in-8°, dans lequel sont rapportées plus de cent chartes relatives à notre compatriote Philippe de Chamberlhac, évêque de Sion au xiv^e siècle, puis de Nice et plus tard archevêque de Nicosie dans l'île de Chypre ;

Par M. Crédot, *Déclaration du Roy pour l'établissement de la capitation*, in-8°, Limoges, chez Estienne Leclerc, 1695, et le *Précis* à nos seigneurs du Conseil pour les habitants de la ville de Périgueux contre les fermiers du Domaine, 4 feuillets in-folio, du siècle dernier ;

Par M. Dujarric-Descombes, une photographie de la lanterne des morts de la ville de Sarlat ;

Par M. Versepuy, conservateur du Musée de Clermont-Ferrand, une photographie d'un pied de statue en bronze doré, découvert à Royat-les-Bains.

Des remerciements sont exprimés aux donateurs.

M. LE PRÉSIDENT a reçu une lettre très-bienveillante de M. Léopold Delisle, membre de l'Institut, qui lui demande, pour la Bibliothèque nationale, la 3^e livraison du tome I^{er} de notre *Bulletin*, ce fascicule n'ayant jamais été envoyé par le dépôt légal.

M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL croit qu'il en reste encore un ou deux exemplaires. De son côté, il a reçu de M. Nicard, bibliothécaire de la Société nationale des Antiquaires de France, une demande de la collection tout entière à laquelle il sera impossible de donner satisfaction, nos premiers volumes étant épuisés.

M. le Secrétaire de la Société des langues romanes de Mont-

pellier demande aussi l'ouvrage de la *Sigillographie du Périgord* : M. le Secrétaire général répondra qu'il est attribué seulement aux membres titulaires et non aux correspondants et Sociétés correspondantes.

M. le baron Roger DE LA BATUT, élu membre titulaire dans la dernière réunion, adresse ses remerciements à la Société.

M. Elie DE BIRAN, appelé par le service militaire à Bergerac comme officier de l'armée territoriale, nous exprime le regret de ne pouvoir représenter la Société au congrès scientifique de la Sorbonne.

M. l'abbé Bertrand, directeur du grand séminaire de Bordeaux, nous envoie un numéro de la *Revue catholique de Bordeaux* dans lequel est publié un document inédit concernant le Périgord, *Lettre inédite d'Anne de Brûzac, abbesse des Clarisses de Périgueux au cardinal François de Sourdis*, et recommande à la bienveillance de la Société les débuts de son recueil.

M. l'abbé CHEYSSAC nous transmet en communication le plan du *château* d'Escandailles, commune de Monsac, qui a été levé par M. Lavigné, instituteur public. Ce *château* est situé à cent mètres environ, à droite, de l'ancienne route de Faux à Beaumont ; il a été déblayé, il y a deux ans, et on a recueilli dans les déblais quelques fragments insignifiants de poterie vernissée et non vernissée, qui ont paru à M. le Président remonter au VII^e ou VIII^e siècle, quelques ossements de rongeurs et des pierres calcinées.

M. LE PRÉSIDENT présente divers objets qu'il a acquis ou qui lui ont été donnés pour le Musée départemental :

1^o Une hache en fer, de l'époque gauloise, avec douille carrée, qui a été trouvée près de Fossemagne. Il en rapproche le dessin de la hache trouvée dans les lacustres, la seule qui soit connue, et fait remarquer leur ressemblance ;

2^o Un demi-gros d'argent, monnaie de Philippe-le-Bel, de la fin du XIII^e siècle, donné par M. Delluc ;

3^o Une épée, du XIV^e siècle, à lame courte, à quillons recourbés du côté de la pointe, donnée par M. Cuisset, ouvrier machiniste à la Compagnie du chemin de fer d'Orléans ;

4° Un fragment d'anneau ou de bracelet en cuivre, du ^{xvr} siècle, portant l'inscription MEMENTO MEI ;

5° Une boussole en cuivre de Le Maire fils, à Paris, du ^{xviii} siècle.

M. DE SAINT-SAUD dépose aussi sur le bureau un certain nombre de pièces de monnaie, une monnaie de Gordien III, une pièce aux armes de Berne, des monnaies de François II, Henri III, de Henri II, prince de Béarn, des pièces espagnoles, etc.

M. DE ROUMEJOUX donne ensuite communication d'un acte de réquisition, du 4 septembre 1345, adressé par les consuls de Cahors aux chanoines et Chapitre de la cathédrale, pour les inviter à faire fortifier la ville, Bergerac ayant été pris de vive force par les Anglais quelques jours auparavant, le vendredi après la Saint-Barthélemy. M. de Roumejoux dit que ce document tire surtout son importance de ce qu'il vient rectifier la date de la prise de Bergerac fournie par Froissart et confirmer les assertions de M. Bertrand dans son livre des *Anglais en Guyenne*. Il s'attachera à faire ressortir ce point au moment de la publication du titre.

M. Charles DURAND demande la permission de lire aussi deux lettres de réfugiés protestants écrites de Périgueux aux consuls de Bergerac, quelques jours après la reprise de Périgueux par les catholiques en 1581, pour se plaindre des mauvais traitements qu'ils enduraient depuis le départ de leurs coreligionnaires, et les engager à intercéder auprès du sénéchal. Ces pièces intéressantes seront publiées dans le *Bulletin*.

M. DUJARRIC-DESCOMBES appelle ensuite l'attention de la Société sur d'anciens portraits d'évêques de Sarlat peints sur toile, qui existent encore soit dans la sacristie de la cathédrale de cette ville, soit au presbytère, et souhaite qu'on cherche le moyen, avant que les traits ne soient totalement effacés, de les reproduire dans le *Bulletin* par un dessin ou une photographie.

Sur la proposition de M. LE PRÉSIDENT, l'assemblée prie MM. de Gérard et Tarde de s'occuper de cette question.

M. l'abbé BRUGIÈRE communique un mémoire sur l'an-

cienne chapelle de Saint-Augùtre, située commune de Coulounieix, où l'on voit encore les fondations. Elle devait être desservie autrefois par les Jésuites du collège de Périgueux qui possédaient le domaine de Saint-Augùtre et celui de Marivaux, à un kilomètre de là environ, sur la hauteur. Près des fondations de la chapelle est la pierre de Saint-Augùtre ou Sainte-Gùtre, qui porte d'un côté les armes de la ville et de l'autre celles de l'évêque de Périgueux, Pierre Tison, et qui servait anciennement de limite de la juridiction. M. l'abbé Brugière se propose de joindre deux dessins à sa notice avant de la publier.

M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL demande à lire ensuite une lettre d'affaires de quatre pages, qui lui a paru le modèle du genre, écrite de Périgueux le 10 décembre 1756, en termes parfaits, par Bertin à M^{me} d'Hautefort avec laquelle il était en procès. Après lecture, l'assemblée décide que cette lettre sera insérée dans nos *Varia*.

Avant de clore la séance, M. LE PRÉSIDENT fait voter sur l'admission d'un candidat qui a témoigné le désir d'entrer dans nos rangs. Après un vote d'acclamation, est déclaré admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. LAVIGNÉ, instituteur public à Monsac, par Beaumont-du-Périgord, présenté par M. l'abbé Cheyssac et M. le baron Aymar de Saint-Saud.

La séance est levée à deux heures du soir.

Le secrétaire-général, Ferd. VILLEPELET.

Séance du mercredi 5 mai 1880.

Présidence de M. le docteur GALY.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Alfred de Froidefond, le marquis de Fayolle, de Roumejoux, le vicomte de Lestrade, le marquis d'Abzac de La Douze, Michel Hardy et Crédot.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT indique les ouvrages suivants comme ayant été offerts à la bibliothèque de la Société dans le courant du mois d'avril :

Les *Mémoires de la Société archéologique du Midi de la France* seconde série, tome XI, années 1874 à 1879, renfermant un plan de Toulouse, au xvii^e siècle, où l'on aperçoit, près de l'église Saint-Sernin ou Saint-Saturnin, le collège du Périgord qui fut fondé par le cardinal Hélié de Talleyrand ;

Le *Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme*, année 1880, 53^e livraison, dans laquelle, page 171, les travaux de notre savant correspondant M. Charles Robert, sur la numismatique gauloise, sont remis en mémoire, à l'occasion de la découverte, à Laveyron, d'une certaine quantité de monnaies de cette époque ;

Le *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie*, numéros d'octobre, novembre et décembre 1879 ;

Le *Giornale araldico* de l'Académie de Pise, numéro de mars 1880 ;

Les *Mémoires de la Société littéraire, historique et archéologique de Lyon*, années 1877 et 1878, relatant le fait, observé chez nous également, de la rencontre, dans les tumulus de la Franche-Comté, de poteries, de cendres et d'une couche de pierres cassées qui annoncent la présence du cadavre dont elles sont comme le linceul, et en outre la découverte, par

notre éminent correspondant M. Léopold Delisle, dans le mss. 54 de la Grande Bibliothèque de Lyon, d'une ancienne version latine inédite de trois livres du *Pentateuque* (Genèse, Exode et Deutéronome), dont l'exécution se rapporterait au vi^e siècle, l'autre fragment de ce manuscrit ayant été dérobé et transporté en Angleterre, où il a été publié par son possesseur lord Ashburnham ;

Le *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, 2^e livraison, janvier-mars 1880, contenant le *Livre de raison d'une famille de Brive au xvi^e siècle*, dont l'auteur, M. F. de Maillard, porte le nom d'une famille périgourdine, et une *Etude sur la vicomté de Turenne*, où l'existence d'un château de Fénelon dans cette vicomté sert de prétexte pour revendiquer en faveur de cette contrée l'immortel évêque de Cambrai. Or, chacun sait que Fénelon est né à Sainte-Mondane, en Périgord ;

Le *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, janvier-février-mars, 1^{re} livraison de 1880 ;

L'Histoire de l'Art, recueil et encyclopédie artistiques, un numéro, tome I, 1^{re} année, 1880 ;

Le *Courrier littéraire de l'Ouest*, n^o du 15 avril 1880, 6^e livraison ;

Le *Bulletin du Bouquiniste*, n^o d'avril 1880 ;

Par M. Forneron, sa *Notice sur le cardinal de Gramond*, dont il a été admis à faire la lecture devant l'Académie des sciences morales et politiques, Paris, 1880 ;

Par M. Ivan de Valbrune, les *Ephémérides de Périgueux*, n^o de décembre 1879 et février 1880 ;

Par M. Crédot, le texte imprimé de l'arrêt du Parlement de Bordeaux, du 3 septembre 1751, rendant applicable à la communauté des notaires de la ville et cité de Périgueux l'arrêt du 2 juillet 1749, relatif à la conservation des vieilles minutes des notaires de Bordeaux, et un extrait des registres du même Parlement, du 7 mai 1789, imprimé en forme de placard, ordonnant aux notaires forains non réservés pour la ville d'Excideuil et les paroisses de Saint-Médard et Saint-Martial de se borner, pour instrumenter, au lieu de la résidence fixé par leurs provisions.

M. LE PRÉSIDENT demande la permission d'y ajouter la copie d'un hommage rendu le 17 juillet 1626 à messire François de Labraudière, évêque de Périgueux, par messire Guillaume Dupuy sieur de Laforest, au nom du seigneur de Vignolle.

Des remerciements sont votés aux auteurs ou donateurs.

M. LE PRÉSIDENT communique à l'assemblée une brochure que vient de publier un archéologue bien connu, M. Millescamps, sous ce titre : *Silex taillés et emmanchés de l'époque mérovingienne* (1). Après avoir rappelé les découvertes qui ont été faites de silex taillés dans les sépultures mérovingiennes, tant en Normandie qu'en Bourgogne, et surtout dans le célèbre cimetière de Caranda, l'auteur décrit et figure deux silex, un grattoir et un simple éclat, portant des traces d'emmanchement, qui viennent d'être recueillis par M. l'abbé Hamard dans un cimetière franc, à Hermès (Oise). M. Millescamps conclut de ces découvertes que les outils en silex ont dû, chez certaines peuplades franques, être fréquemment et concurremment employés avec les outils en fer.

M. Michel HARDY fait ses réserves sur l'opinion professée par M. Millescamps, et présente à ce propos les observations suivantes :

« Les découvertes de silex taillés dans les tombes mérovingiennes sont, dit-il, de deux sortes.

» Dans certaines tombes, et c'est le cas le plus ordinaire, on ne trouve à côté du guerrier franc qu'un ou deux silex taillés. Ce sont habituellement des lames de forme irrégulière, façonnées sans aucun soin, mais toutes présentant un biseau qui, le plus souvent, est fortement ébréché. Ces pierres signalées depuis longtemps par M. l'abbé Cochet dans les cimetières francs de la Normandie, et par M. Baudot dans ceux de la Bourgogne, ont été décrites par ces éminents archéologues comme étant de simples pierres à briquet ou pierres à battre le feu, et on ne saurait conserver à ce sujet le moindre

(1) Extrait des *Bulletins de la Société d'anthropologie de Paris* ; séance du 18 décembre 1879 ; Paris, A. Hennuyer, 1880, in-8° de 7 pages avec 2 figures.

doute. Elles portent, en effet, la trace des percussions nombreuses faites avec un instrument en fer, et quelquefois sont entaillées profondément par suite d'un long usage.

» Les silex emmanchés trouvés par M. l'abbé Hamard n'ont pas eu non plus d'autre emploi. Leur emmanchement seul offre un intérêt nouveau et mérite de fixer l'attention des archéologues. Il avait pour but évidemment de protéger la main en donnant au silex un appui plus solide.

» Ces pierres à briquet ont-elles été façonnées par les Francs ? — Je n'en doute pas, continue M. Michel Hardy, et volontiers j'admettrais que le *grattoir* emmanché, signalé par M. l'abbé Hamard, fût aussi leur œuvre. Toutefois, je vais citer un fait qu'il convient de noter. Il n'y a qu'un demi-siècle, nos pères faisaient encore usage du silex pour façonner leurs briquets et des pierres à fusil. Or, un vieillard de Terrasson, dans ce département de la Dordogne, me racontait que lorsqu'il était enfant, lui et ses petits camarades allaient à la grotte du Pouzet, station préhistorique voisine de leur demeure, ramasser des silex taillés. Leurs parents, me disait-il, leur recommandaient de choisir de préférence les silex arrondis à une de leurs extrémités, c'est-à-dire les *grattoirs*, parce qu'ils offraient un biseau mieux approprié pour en faire jaillir des étincelles. — Les Francs, dans leurs pérégrinations, trouvant sur le sol un grattoir en silex que les hommes de l'âge de la pierre y avaient laissé, n'ont-ils pu de même remarquer sa forme et l'utiliser ?

» Nous sommes amené à parler de la deuxième catégorie des découvertes de silex taillés dans les sépultures mérovingiennes.

» On sait que dans les nécropoles franques de Caranda, de Sablonnières et d'Arcy-Sainte-Restitue, dans le département de l'Aisne, ce n'est plus un ou deux silex isolés et grossiers de taille qui ont été trouvés dans les tombes des Francs, mais de nombreux instruments rangés avec précaution, par petits tas, sur les côtés du cadavre, et présentant tous les types d'armes et outils dont se servaient les hommes de l'âge néolithique ou de la pierre polie.

» Assurément une attention pieuse, un soin religieux

avaient présidé à la disposition de ces pierres ; mais comment expliquer leur présence dans un pareil milieu, et quelle était leur origine ?

» Quelques archéologues avaient de suite conclu de ces découvertes que l'emploi des instruments en pierre s'était prolongé beaucoup plus tard qu'on ne l'avait supposé, et que les Francs dont on retrouvait les restes avaient eux-mêmes poli ces haches, taillé ces pointes de flèches d'un travail si délicat, en un mot façonné tout ce mobilier lapidaire qui les accompagnait dans leurs sépultures.

» Cette conclusion, que MM. l'abbé Hamard et Milles-camps cherchent vainement, croyons-nous, à faire prévaloir, tombe d'elle-même devant l'observation plus attentive des faits.

» Tout d'abord, les découvertes dont il s'agit sont tout-à-fait exceptionnelles. Sur plusieurs centaines de cimetières mérovingiens qui ont été explorés dans les diverses régions de la France, ceux de Caranda, de Sablonnières et d'Arcy-Sainte-Restitue sont les seuls qui aient donné lieu jusqu'ici à de pareilles constatations. Comment supposer, d'autre part, que l'industrie de la taille du silex eût été particulière aux peuplades franques inhumées dans ces trois cimetières, quand d'ailleurs les armes et outils en fer et en bronze recueillis dans les tombes de ces mêmes Francs ne se distinguent pas de ceux de leurs frères d'armes ?

» En second lieu, les silex dont nous nous occupons, si on examine ceux rencontrés dans une même tombe, présentent des aspects bien différents. Il en est d'assez bien conservés, d'autres sont revêtus d'une patine épaisse, et l'on voit que plusieurs ont séjourné longtemps sur le sol, au contact de l'air. Si ces instruments avaient été taillés par les Francs, il est évident que leur état de conservation serait le même.

» Enfin, ce n'est pas seulement dans les tombes que se rencontrent ces silex taillés, mais on en a recueilli dans tout le sol avoisinant. Cette dernière observation très-importante, en démontrant que les cimetières de Caranda, de Sablonnières et d'Arcy-Sainte-Restitue occupent l'emplacement de stations en plein air des temps préhistoriques, résout bien

simplement le problème archéologique soulevé par ces découvertes.

» Les instruments de l'âge de la pierre, notamment les hachettes polies et les pointes de flèches, ont de tout temps, on le sait, frappé l'imagination populaire. L'opinion la plus répandue les faisait tomber du ciel et leur attribuait mille vertus bienfaisantes. Dès lors, n'est-il pas tout naturel d'admettre que les Francs de Caranda, par exemple, creusant la tombe de l'un des leurs et trouvant dans le sol, à diverses profondeurs, de ces pierres mystérieuses, les aient soigneusement recueillies et déposées pieusement, comme amulettes et objets votifs, près de la dépouille de leur cher défunt? — Cette explication nous paraît la mieux fondée et nous n'hésitons pas à l'admettre. »

M. LE PRÉSIDENT rappelle ensuite que notre honorable confrère M. de Montégut a lu au congrès des Sociétés savantes, tenu récemment à la Sorbonne, son mémoire ayant pour titre : *Essai historique des Etats du Périgord (1368-1651)*, et il est heureux de pouvoir citer le passage suivant de la *Revue politique et littéraire* :

« Le travail de M. de Montégut n'est pas une étude de
» seconde main; il n'a pas compilé des récits de chroni-
» queurs ou d'historiens plus ou moins bien informés, plus
» ou moins sincères. Les recherches ont été poursuivies
» pendant de longues années et ont mis entre ses mains les
» procès-verbaux authentiques des Etats. Ces procès-verbaux,
» rédigés avec un soin trop rare, vont jusqu'à donner *in-*
» *extenso* les discours des orateurs. C'est un spécimen curieux
» et peut-être unique de ce qu'étaient autrefois nos assem-
» blées provinciales. »

La Société félicite M. de Montégut d'avoir mené à bonne fin cet intéressant travail, et elle s'associe aux éloges qui lui ont été décernés, en attendant de pouvoir, comme cela a été convenu, procéder à sa publication.

M. Michel HARRY présente un dessin au lavis exécuté par notre confrère M. Féaux, figurant plusieurs os gravés, recueillis à Laugerie-Basse, et qui font partie de sa riche collection d'antiquités préhistoriques.

Sur la proposition de M. LE PRÉSIDENT, l'assemblée décide que ce joli dessin paraîtra au *Bulletin*, et M. Hardy est prié d'y joindre un texte.

M. Michel HARDY donne ensuite lecture de son intéressant rapport sur une étude de M. Jean Laumônier intitulée : *Essai sur l'histoire ethnologique des races préhistoriques de la France*. — L'analyse de M. Hardy sera insérée au *Bulletin*.

M. le marquis d'ABZAC DE LA DOUZE demande la parole pour donner communication de son rapport sur la vente de la châellenie de Vernh. — Conformément à l'avis de l'assemblée, ce rapport paraîtra dans nos *Varia*.

Notre honorable confrère montre ensuite une géode que l'on pourrait confondre avec un travail artistique et qui n'est que le résultat du lavage de la partie calcaire laissant en saillie des portions siliceuses qui figurent ainsi un dessin. Cette géode a été découverte par M. l'instituteur de Beauronne; une autre semblable, qui appartient au Musée départemental, provient de Laugerie-Basse.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer sur le bureau plusieurs objets qu'il a acquis ces jours derniers pour le Musée à une vente faite à Périgueux : ce sont deux statuettes en bois du xvii^e siècle, représentant l'une Sainte Anne et la Vierge, l'autre un Saint Roch, dont le style accuse l'influence de l'école de Legros, et qui ont dû faire partie de l'ornementation de meubles de l'époque; des coraux d'Afrique provenant de la ville de Bône; enfin un collier en ambre jaune (*succin*) et un bracelet d'enfant en améthyste, dont on ignore la provenance.

M. LE PRÉSIDENT lit ensuite une lettre de la *Société archéologique et historique de la Charente* réclamant un exemplaire de la *Sigillographie du Périgord*. — Bien que cette demande soit très-flatteuse, dit M. le Président, la Société a le regret de ne pouvoir l'accueillir, car il a été décidé que les membres titulaires seuls avaient droit à ce précieux ouvrage.

Notre honorable confrère M. DESLIGNIÈRES, architecte à Paris, adresse à M. le Président la lettre suivante :

« J'ai relevé, en 1873, avec mon confrère et excellent ami M. Levicomte, quelques édifices anciens de Périgueux. En

1874, nous avons continué nos recherches ; nous eussions voulu dessiner toutes les vieilles maisons, recueillir tous les fragments d'architecture que le temps et des travaux récents ont encore épargnés, réunir les documents nécessaires pour faire revivre dans leur état natif et conserver ce que notre art a produit, depuis l'époque romaine jusqu'aux temps modernes, dans une ville où le passé reste si palpitant.

» J'ai terminé dernièrement une partie de ce travail considérable, comprenant douze feuilles de dessins avec texte, constituant un ensemble exposé au Salon de Paris et classé, à mon nom, dans le Catalogue, section d'architecture, sous le numéro 6,807.

» J'ai l'honneur de vous en prévenir, Monsieur le Président, dans l'espoir que les Membres de la Société historique et archéologique du Périgord qui se rendront à Paris pour visiter l'Exposition annuelle des Beaux-Arts examineront notre œuvre avec intérêt. »

M. LE PRÉSIDENT remercie M. Deslignières d'avoir songé à la Société, qui sera heureuse de mettre de pareilles œuvres en lumière, en lui prêtant son concours et en mettant à sa disposition le *Bulletin* de la Société.

Il reste à procéder à l'admission d'un candidat qui désire entrer dans nos rangs. Après un vote d'acclamation, est déclaré admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. DURAND DE RAMEFORT, avoué à Périgueux, présenté par M. le vicomte de Lestrade et M. Crédot.

La séance est levée à deux heures du soir.

Le Secrétaire-adjoint, P.-J. Crédot.

NOMENCLATURE
DES
MONUMENTS ET GISEMENTS DE L'ÂGE DE LA PIERRE.

Note complémentaire (1).

En adressant à la Société la *Nomenclature des monuments et gisements de l'époque préhistorique pour l'âge de la pierre*, dont elle a bien voulu ordonner l'insertion dans son *Bulletin*, j'avais annoncé l'intention de compléter cette liste au fur et à mesure que de nouveaux renseignements me parviendraient. Déjà j'ai publié (*Bull.*, 1877, p. 111) une première note rectificative ; je viens aujourd'hui soumettre à la Société un nouveau complément, où j'ai réuni les informations que m'ont procurées plusieurs de mes honorables confrères et celles qui ont été adressées directement à la Société. M. de Laugardière a eu l'obligeance de m'envoyer sur l'arrondissement de Nontron, qui est depuis longtemps l'objet de ses études et de ses recherches, un travail très-complet ; M. le baron de Saint-Saud et M. l'abbé Cheyssac m'ont transmis plusieurs indications ; on n'a pas oublié, d'autre part, le mémoire publié par M. Reverdit, et dans lequel il a retracé, avec autant de soin que de clarté et de précision, les nombreuses découvertes qu'il a faites dans le canton de Montignac ; enfin plusieurs membres de la Société, et notamment M. Michel Hardy, lui ont envoyé des informations très-intéressantes. C'est d'après ces documents que j'ai dressé le relevé qui va suivre ; il n'a

(1) Cette Note, présentée à la Société dans sa séance du 7 mars 1878, a été mise à jour et mentionne toutes les découvertes signalées de janvier 1877 à juillet 1880.

pour but que de servir de répertoire et de rendre les recherches plus faciles.

ARRONDISSEMENT DE BERGERAC.

CANTON DE BEAUMONT.

Commune de Monsac. — Nombreux silex taillés de toutes les époques, sur les plateaux, dans les landes, les vignes, les bois de la commune et aussi dans les champs de la vallée de Monsac, où coule le petit ruisseau du Couzan. Différents types de la pierre taillée et de la pierre polie, couteaux et grattoirs de diverses formes, flèches à feuilles de laurier, une flèche triangulaire, disques, percuteurs, nuclei, polissoirs. On peut voir dans le bourg un magnifique polissoir pesant environ 80 kilogrammes, qui a été découvert dans la commune et sauvé de la destruction par l'instituteur actuel de la commune. Les plateaux du Veyrier et des Vignes paraissent avoir été un des ateliers secondaires de la contrée, puisqu'on y trouve en abondance la matière première, le silex et l'outillage complet avec de nombreux débris taillés. Dans la même commune se trouve un tumulus dit *Castel de la Moto*. (Renseignements communiqués par M. l'abbé Cheyssac, curé de La Roche-Chalais, précédemment curé de Monsac.)

CANTON D'EYMET.

Commune de Saint-Capraise-d'Eymet. — Hache polie. (Hoarau de La Source, *Bull.*, 1880, p. 29.)

Commune de Saint-Julien d'Eymet. — Silex polis et taillés, ces derniers en plus grand nombre, comprenant des flèches, naches, grattoirs, nucléus et un polissoir. Gisement découvert par M^{me} Alary. (Communication de M. Hoarau de La Source, *Bull.*, 1877, p. 84.)

CANTON DE VILLAMBLARD.

Commune de Clermont-de-Beauregard. — Une hache de l'époque de la pierre taillée. (M. de Valbrune, *Bull.*, 1878, p. 89.)

ARRONDISSEMENT DE NONTRON.

CANTON DE BUSSIÈRE-BADIL.

Commune de Saint-Barthélemy. — Roc branlant, au sommet d'une colline, à 200^m du village de La Farge. — Tombelles près de Villechalane, à 200^m et 400^m du bourg, et une autre à un kilomètre près le village du Genest. (De Laugardière.)

CANTON DE CHAMPAGNAC-DE-BELAIR.

Commune de Villars. — Débris d'un peulvan, dit *Pierre-Pincado*, à 500^m du bourg, entre le bourg et Peyruffet. — Débris du dolmen de Peyruffet, à 500^m de ce village. — Dolmen dit *la Pierre-du-Ciel*, sur le versant d'une côte rapide dans la forêt de Bernardin. — Tumulus à 200^m du village de la Chabessie. Autre tumulus dit *Las Mouthas*, sur le bord du chemin de Villars à Saint-Jean-de-Côle, entre les villages de Las Vergnes et du Brandeau. (De Laugardière.)

CANTON DE JUMILHAC.

Commune de Jumilhac. — Huit tumuli dans la lande de la Forêt-Jeune, où le plus vaste est désigné sur la carte de l'état-major sous le nom de *La Mouthe*. Deux autres près et au-dessous de Villezange, à 100^m environ de l'Isle. — Lande

de Peyrelevade, entre les villages de Feyte, d'Auzélias et de Chareyrroux. (De Laugardière.) — Enceintes de Montardy, situées sur les communes de Jumilhac et Saint-Paul-la-Roche. (Voir une brochure intitulée : *Notice sur les enceintes de pierre de Montardy (Dordogne)*, par M. B. de Montégut ; Poitiers, 1866).

Commune de Saint-Jory-de-Chalais. — Demi-dolmen, dans la lande de La Roulandie, à un kilomètre environ de Saint-Jory et à 100^m de la route de ce bourg à Mialet. (De Laugardière.)

Commune de Saint-Paul-la-Roche. — Enceintes de Montardy (Voir Jumilhac). — Hameau dit *Peyre-Fiche*. — Roc branlant entre La Roche-Noire, Lavallade et le ruisseau de La Valouze. (De Laugardière.)

Commune de Saint-Priest-les-Fougères. — Un tumulus sur les limites de cette commune et celle de Jumilhac; deux autres sur le bord d'un chemin, à 500^m au sud du village du Boucheiron. (De Laugardière.)

CANTON DE LANOUAILLE.

Commune de Dussac. — A Vaux, éclats de silex. (Ph. Lalande.)

Commune de Lanouaille. — Deux tumuli dans un bois près de La Durantie. (De Laugardière.)

Commune de Sarrazac. — Tumulus au-dessus du bourg. (De Laugardière.)

CANTON DE MAREUIL.

Commune de Léguillac-de-Cercles. — Dolmen à 400^m du bourg et près le village de Peyrebuy. — Pierres druidiques dans la forêt de Saint-James et entre les villages de La Bidalie et de La Combejalive. (De Laugardière.)

CANTON DE NONTRON.

Commune d'Abjat. — Roc branlant, entre le moulin de Lestrade et les villages de Chabanas, de Rhin et de Savanat, dans

un bois châtaignier, sur un mamelon. Autre, dans un bois et à mi-côte d'une colline, de l'autre côté du moulin de Lestrade, entre ce moulin et le village de Labrousse. (De Laugardière.)

Commune d'Augignac. — Menhir dit *Rocho-Eyzido*, à 300^m environ du bourg, entre ce bourg et le village des Chadauds. (De Laugardière.)

Commune de Connezac. — Une belle hache polie en serpentine (coll. de Mourcin, *Bull.*, 1877, p. 27.)

Commune de Javerlhac. — Roc branlant dit *Peyre-Virade*, au sommet d'un coteau calcaire entre les villages du Grand-Gilon et des Chenauds (a perdu son équilibre et n'oscille plus). — A propos de ce roc branlant, de ceux de la commune d'Abjat, et de ceux de Poperdu et de Saint-Estèphe que nous avons mentionnés dans notre premier travail, M. de Laugardière m'écrit : « Ces rocs branlants ne sont autre chose que des dolmens, faits évidemment de main d'homme, puisqu'en voilà six dans un rayon restreint, de formes variées, dans des situations diverses et dont les mouvements se produisent, pour tous, dans la même direction, de l'est à l'ouest. Si quelques auteurs ont pu penser le contraire, c'est que les premiers n'avaient vu que le roc de Saint-Estèphe, au fond d'un ravin et eu égard à sa forme ronde sur une roche plate ; et que les seconds ne raisonnaient que d'après ce même rocher et celui de Poperdu, également placé dans une gorge. »

CANTON DE SAINT-PARDOUX-LA-RIVIÈRE.

Commune de Milhac-de-Nontron. — Quatre tumuli près du plateau et des landes de Couderféry, à gauche de la route de Nontron à Thiviers, dont un dans le vallon, un autre à mi-côte et à 100 mètres environ du village de Soulier, et les deux autres sur le plateau, entre ce village et ceux de La Grange et de La Jaunie. Sur le même plateau, on remarque une vaste enceinte de rochers, qui, suivant M. de Laugardière, a dû servir de campement.

Commune de Romain. — Tumulus entre l'étang de Gravaux et le village de Verlaine, à 200 mètres environ du chemin d'Abjat à Saint-Saud par Le Verdoyer. (De Laugardière.)

CANTON DE THIVIERS.

Commune de Saint-Jean-de-Côle. — Caverne sur le flanc de la colline, en face du bourg, de l'autre côté de la rivière de Côle. Autre caverne près de la rivière et des ruines du château de Bruzac (à explorer). (De Laugardière.)

ARRONDISSEMENT DE PÉRIGUEUX.

CANTON D'HAUTEFORT.

Commune de Sainte-Eulalie-d'Ans. — Objets en silex trouvés dans le voisinage du camp de Sainte-Eulalie : hache de l'époque solutréenne, pointes de flèches, grattoirs, etc. (Dumas, *Bull.*, 1878, p. 376, et 1879, p. 91.)

CANTON DE PÉRIGUEUX.

Commune de Coulounieix. — Grotte sépulcrale de Campniac. (Michel Hardy, *Bull.*, 1880, p. 104.)

Commune de Périgueux. — Silex de l'époque du mammouth, trouvés dans le sous-sol des terrains de Tourny, à Périgueux.

CANTON DE SAINT-ASTIER.

Commune de Manzac. — Silex taillés. (Notes de M. de Mourcin, *Bull.*, 1877, p. 146).

Commune de Saint-Léon-sur-l'Isle. — Supprimer la mention relative à la caverne de La Rochette, qui doit être reportée à la commune de Saint-Léon-sur-Vézère.

CANTON DE SAVIGNAC-LES-ÉGLISES.

Commune d'Antonne et Trigonant. — Lieu dit Le Trône du roi des Chauses, campement de l'époque préhistorique, âge de la pierre polie : fragments de grattoirs, couteaux, poterie grossière, silos creusés dans le calcaire. (*Bull.*, 1877, p. 321, et 1879, p. 33.)

Commune de Chalagnac. — Un énorme javelot en silex taillé, trouvé sur les plateaux de cette commune, a été présenté à la Société par M. de Roumejoux. (*Bull.*, 1877, p. 72.)

ARRONDISSEMENT DE RIBÉRAC.

CANTON DE SAINTE-AULAYE.

Commune de Chenaud. — Haches polies (trouvées sur le plateau de Puyvigiers?). (Renseignement communiqué par M. le baron Aymar de Saint-Saud).

CANTON DE VERTEILLAC.

Commune de Cherval. — Supprimer la mention du dolmen, (voir ci-après).

Commune de Lachapelle-Grésignac. — Tumulus, au milieu duquel est presque entièrement enfoui un bloc énorme qui est le dolmen désigné par MM. de Taillefer, de Gourgues et Alexandre Bertrand. (Voir la communication de M. Pouyadou, *Bull.*, 1877, p. 396.)

Commune de Verteillac. — Supprimer la mention qui se rapportait au dolmen de Grésignac, et y substituer la suivante : « La commune de Verteillac a aussi sa *Peyre-levado*... C'est un bloc énorme, au ras du sol, mais offrant une assez

forte saillie... Reste de dolmen aussi très-probablement. »
(M. Pouyadou, *ibid.*)

ARRONDISSEMENT DE SARLAT.

CANTON DE BELVÈS.

Commune de Saint-Amand-de-Belvès. — Dolmen dit de la Maison du Loup, signalé par M. l'abbé Deschamps, *Bull.*, 1878, p. 89.

CANTON DE CARLUX.

Commune de Calviac. — Haches et débris de poterie trouvés dans les déblais du souterrain du Gard, sur la ligne ferrée de Saint-Denis au Buisson. (Communication de M. Fargaudie, *Bull.*, 1877, p. 321.)

CANTON DE MONTIGNAC.

Je ne saurais mieux faire que de m'en référer, pour les nombreux et riches gisements de ce canton, au très-remarquable mémoire de M. Reverdit. Je me borne, en conséquence, à mentionner d'après lui, et pour ne pas laisser une lacune dans ma nomenclature, et en les classant par commune, les localités où il a découvert des restes de l'époque préhistorique.

Commune d'Aubas. — Silex taillés trouvés isolément au Guern, dans la plaine de Sauvebœuf et d'Aubas, au Sablou, sur les plateaux de Combalbert, des Places, de la Garenne et de Rochemaillère.

Commune de Lachapelle-Aubareil. — Silex taillés trouvés isolément aux lieux-dits : Lachapelle, Mollières, les Beunes, la Boissière, le Paouzadou, la Forêt, Chez le Pou, la Grange, Linard.

Commune de Montignac. — Silex taillés assez nombreux dans la plaine de Saint-Pierre et du Chambon, plus isolés sur les points dits : Feleix, Lacoste, Lafont, Goursac, la Requerie, Roufflac, la Pénoterie, la Fromagie, le Buis, Galminou, Lascoux, Brenac. — Stations moustérienne, solutréenne et magdalénienne de la Balutie.

Commune de Peyzac. — Silex taillés trouvés isolément aux lieux dits : la Renne, la Roussarie, Mourret. — Station, probablement magdalénienne, à Fongal.

Commune de Plazac. — Petite station magdalénienne au Roc de Mioule. — Silex isolés sur les plateaux.

Commune de Saint-Amand-de-Coly. — Silex taillés nombreux à la Vignolle (époque moustérienne), isolés aux lieux dits : Lauchie, le Peuch, Chanteloube, le Coderc, vallée des Ans au pont de Brégégère.

Commune de Saint-Léon-sur-Vézère. — Silex taillés et assez nombreux dans toute la plaine de Saint-Léon, depuis le Grézal jusqu'à la métairie de Lisle; plus isolés aux lieux dits : Côte de Jorre, Chabans, Landrevie, Longeral, Maison-Rouge, Grambaudie. — Stations magdaléniennes à la Tuilière et Sous le Roc. — Stations moustériennes à la Rochette et à Belcayre-Bas (avec mélange de solutréen et de la pierre polie).

Commune de Sergeac. — Station de la Balénie (pierre polie). — Station moustérienne à Castel-Merle. — Station magdalénienne aux Roches. — Silex taillés dans la plaine au lieu dit la Rivière, sur les plateaux de la Costette, du Pougeol, de Laporte, des Sols, de Montagnac, de la Martinie, du Salon.

Commune de Thonac. — Station de Belcayre-Haut (époques mélangées). — Nombreux silex dans la plaine de Losse. — Silex taillés, plus isolés dans la plaine de Thonac, à la Rebeyrolie, à la Vermondie, à la Vergne, à Labadie, aux Vignes, sur les plateaux de Mailhol (ce dernier point est relativement riche en pièces acheuléennes).

Commune de Valojoux. — Silex taillés trouvés isolément dans la plaine des Bories, à la Pendule, aux Fraysses, au Monteilh, aux Cailloux, au Mas Nègre, à la Teillette (Roc de Laborie), à Coste-Perrier (ce dernier point est assez riche en pièces moustériennes).

CANTON DE TERRASSON.

Commune de Condat-sur-Vézère. — Station de la Machonie.
— Silex taillés dans la plaine de Condat. (M. Reverdit.)

CANTON DE SAINT-CYPRIEN.

Commune de Coux-et-Bigaroque. — Débris d'un peulvan et restes d'un cromlech. (Notes de M. de Mourcin, *Bull.*, 1877, p. 66).

CANTON DE VILLEFRANCHE-DE-BELVÈS.

Commune de Loubejac. — Reporter au canton de Villefranche la mention relative à cette commune (*Bull.*, 1877, p. 96), qui, par suite d'une transposition, avait été attribuée à tort au canton du Bugue.

PH. DE BOSREDON.



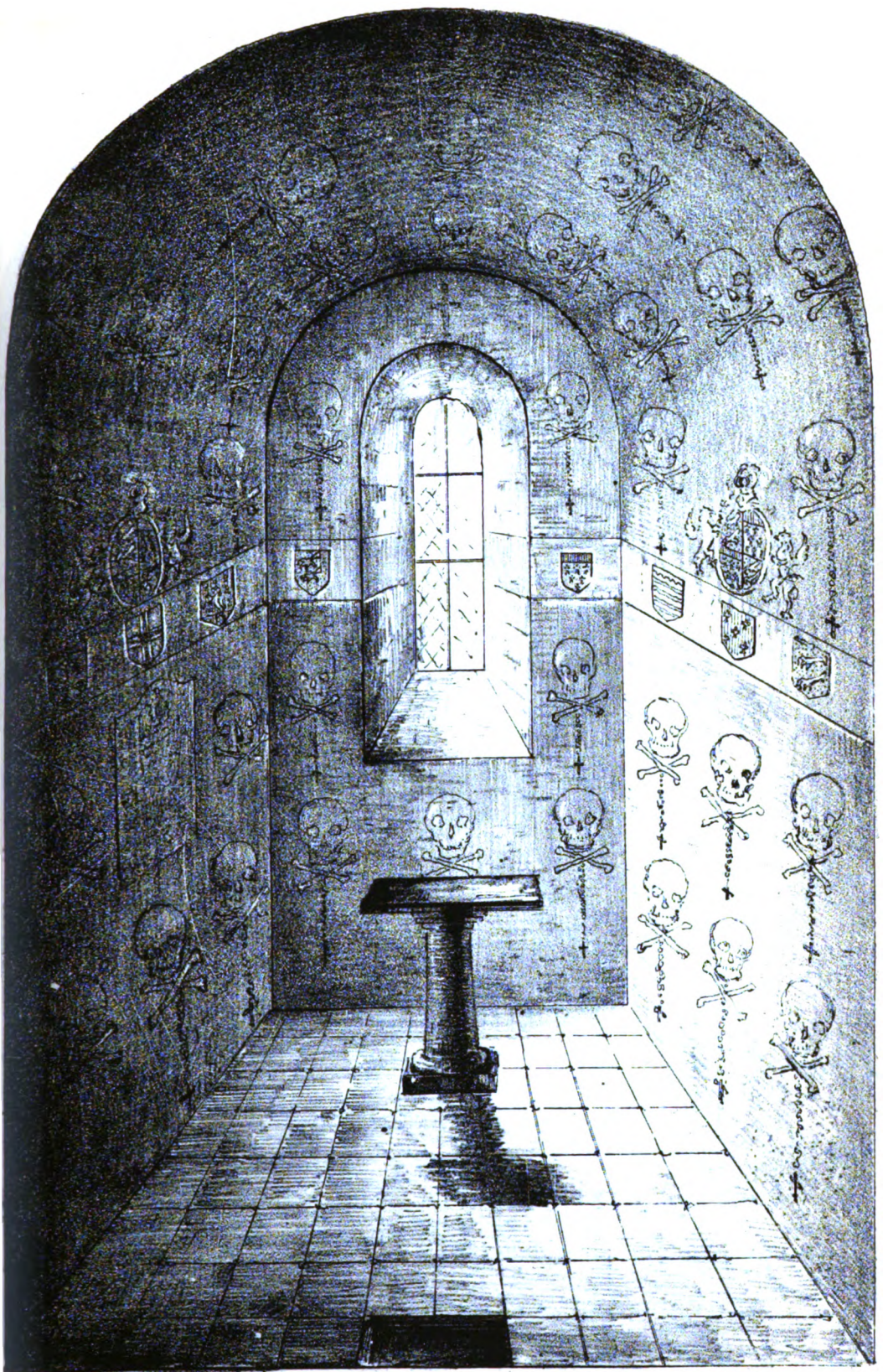
LE CHATEAU DE RICHEMONT ET SA CHAPELLE.

En faisant restaurer la chapelle de son château de Richemont, M. le marquis de Saint-Légier a retrouvé, sous une épaisse couche de badigeon, d'anciennes peintures monochromes qui prouvent que Pierre de Bourdeille s'appliqua à donner à ce sanctuaire, qu'il destinait à sa sépulture, un caractère des plus sombres et des plus lamentables. Plein de respect pour l'œuvre de son illustre ancêtre, notre confrère n'a pas voulu faire disparaître cette décoration funèbre, quoique bien dégradée, avant de prendre conseil de la Société archéologique. Une commission, composée de MM. A. de Froidefond, l'abbé Riboulet, Paul Galy et du président, mais

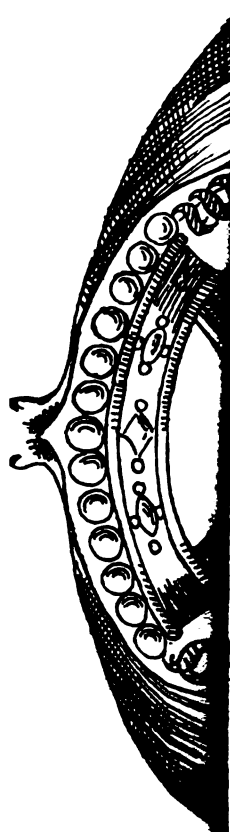


PORTRAIT
DE
PIERRE DE BOURDEILLE

D'après l'original du cabinet de M. Benjamin FILLON.



CHAPELLE DU CHATEAU DE RICHEMONT (XVII^e SIÈCLE)



la vertu de les ancestres, mais le trouuait en plusieurs guerres et combats hazardeux tant en France qu'en pays estrangers: mesme le Roy de Portugal Dom Sebastien honnorant sa valeur au retour de la conqueste de La uille de Belys & son Pignon en Barbarie le fist Cheualier de son Ordre appelle L'habito de Chisto et non obstant toutes ces grandeurs il n'a iamais eu de repos & contentement en ce monde aussi une ame genereuse n'en pouuoit auoir que dans le Ciel

Il deceda le cinquesme luillet

l'an Mil Six cens l4

Prie Dieu pour luy



Montegut Fecit



privée de son secrétaire-général M. Villepelet empêché, s'est rendue à l'invitation qui lui était faite et elle a reçu, à Richemont, la cordiale hospitalité de M. de Saint-Légier.

P. de Bourdeille fit construire ce château sur une haute colline de la paroisse de Saint-Crépin, l'une de ses seigneuries, à une lieue et demie environ de l'abbaye de Brantôme dont il était seigneur-abbé commendataire. Le nom de *Richmond* lui souriait, il lui rappelait ce palais magnifique aux bords de la Tamise, de l'une des plus belles dames de l'Angleterre, devenu royal, et où, en compagnie de M. de Guise, il avait été reçu en grande pompe par la reine Elisabeth, à son retour du voyage d'Ecosse, où il avait suivi Marie Stuart. Il voulut, lui aussi, rendre sa demeure princière, et il n'y négligea rien. Il nous apprend qu'elle lui coûta plus de vingt mille écus qui équivaudraient de nos jours à trois cent mille francs. — L'intérieur, si nous en jugeons par les détails d'excellente architecture qui s'y voient encore, devait être somptueusement embelli. Des tentures en tapisserie couvraient les murs; de fines poutrelles à filets peints et dorés plafonnaient les appartements; des verrières historiées dont il était amateur (car il a pris soin de décrire celles de la grand-salle du château de Bourdeille) diaphanaient le jour; de riches armures, des tableaux, des livres recueillis dans ses nombreux voyages attestaient la valeur militaire et intellectuelle, les goûts délicats du châtelain; que de cadeaux dus à la générosité des grands, des poètes, des artistes du xvr^e siècle! C'est là qu'il conservait cet inestimable *Recueil de crayons*, passé aujourd'hui en Angleterre, et ce *Chartrier* de famille dont les plus anciens titres, à son dire, remontaient à une époque fabuleuse.

Afin de donner un aspect imposant à l'ensemble des bâtiments, il les avait entourés d'un parc et de vastes jardins clos de murs, dont l'entrée principale était confiée à des gardiens qu'il appelait très-sérieusement *ses soldats*. Combien il se réjouissait à la pensée du contentement qu'un pareil héritage apporterait à son petit-neveu, Claude de Bourdeille, qui, un jour, possédant toutes ces merveilles, s'écrierait :

« Voilà un présent que mon grand oncle me fit. » Mais ce pauvre neveu (le comte de Montrésor), mêlé à des intrigues politiques et tout à l'amour de M^{lle} de Guise, n'en profita guère.

Ce château ne conserve plus que deux grands corps-de-logis, placés en équerre, au sud-ouest, et à l'angle desquels s'élève une tour carrée, massive, couronnée de créneaux et de mâchicoulis. Il est probable qu'au Nord et à l'Est, régnait la même disposition formant ainsi un quadrilatère flanqué de tours semblables à celle qui reste. Les murs s'allongeaient en longues courtines entre les tours. Sur un soubassement voûté qui contient les cuisines et offices s'élève à 2^m50 environ, un premier étage éclairé par de hautes fenêtres à manteau. Il est couronné par un comble avec lucarnes à croisillons et à frontons tour à tour aigus et en arc. Ces lucarnes à l'aplomb des fenêtres du premier étage rompaient la monotonie des longues lignes droites de la toiture à pignon.

Dans la cour, un très-beau perron extérieur en pierre, à escalier avec double rampe, donnait accès au premier étage. Il existe encore tout entier, mais il réclame d'urgentes réparations. Au niveau de son palier s'ouvre la porte d'honneur accostée de pilastres qui soutenaient une frise et un large et haut fronton avec tympan sculpté dans le même style que les lucarnes; malheureusement, il est en grande partie mutilé. C'est par là qu'on entrait, comme aujourd'hui, dans le château.

La chapelle est au rez-de-chaussée de la tour. Elle se compose de deux parties ou caveaux superposés, l'un souterrain, destiné à la sépulture. On y descend en soulevant une clé en pierre, et l'autre, supérieure, qui est la chapelle, recevait le jour d'une fenêtre à plein-cintre, évasée en meurtrière et donnant sur la campagne. L'office religieux devait s'y célébrer, non sur un autel, mais sur une table, à l'antique (*mensa*), de marbre noir veiné de blanc marquée aux angles de croix de consécration et reposant sur une colonne en pierre qui porte la date de 1610 à rebours. Ce débris curieux est antique et nous paraît provenir de l'abbaye de Brantôme, où dans la construction de la primitive église on avait fait entrer bon nombre de fragments précieux de l'époque romaine. Ce petit

monument ne devant avoir aucune destination dans la nouvelle chapelle, il nous a été gracieusement offert pour le Musée départemental.

Nous abordons maintenant l'objet principal de notre visite : l'ornementation ancienne des murs de cette chapelle. Il fallait que Brantôme fût tombé dans une affreuse mélancolie pour imaginer d'exprimer d'une manière aussi terrible la fin, le néant de toutes choses humaines. Nous ne le voyons qu'une seule fois, dans ses écrits, préparer des couleurs aussi noires et s'apprêter à aborder l'Éternité, c'est à propos de la mort subite du maréchal de Matignon : « Que c'est que de la mort ! dit-il. L'on a beau estre subtil et agile de la main, comme un » bastelleur, ou un mattois à couper une bourse, quand elle » nous vient saisir, un remède ne s'y peut apporter, quelque » prévoyance ou diligence que l'on y fasse. » Pénétré de cette vérité, Brantôme a prodigué sur les parois de sa chapelle funéraire des têtes de mort, ainsi qu'on le voit sur notre dessin. Au milieu d'un semis de larmes, des crânes humains courent en longues files noires sur les murs blanchis à la chaux ; des fémurs et des tibias disposés en X leur servent de supports, et chaque tête porte à son cou un cordon de dizains de chapelet avec une petite croix. Des parois de la voûte, même, tombent mornes et glacées ces apparences de regards aux orbites vides. Sur ces bouches osseuses erre ce rictus que les peintres du moyen-âge ont donné aux *simulachres de la mort*, à ces figures de la Danse Macabre à laquelle Brantôme dut songer en faisant exécuter ces peintures.

Autour de la chapelle, à la hauteur de la naissance du cintre, régnait un long voile noir, une litre, portant les écus armoriés des Bourdeille et des Vivonne et de quelques autres branches de la famille. Sur la porte d'entrée et au centre à droite et à gauche, deux écus très-grands soutenus par des griffons étaient mi-partis de Bourdeille et de Vivonne, le reste est très-effacé. L'inanité de la vie et des grandeurs n'était pas telle, cependant, pour Pierre de Bourdeille qu'il ne voulût être accompagné dans la mort de tout ce qui rappelait le nom qu'il avait porté, de cette famille « pour laquelle » il avait sacrifié et quitté sa bonne fortune, afin de l'agrandir

» et maintenir dans son antique splendeur. » Cette manifestation de la douleur, était aussi dans les habitudes de l'époque. On sait qu'ayant perdu sa maîtresse, Marie de Clèves, le duc d'Anjou, plus tard Henri III, fit orner de têtes de mort et de larmes ses meubles, ses vêtements et jusqu'à la reliure de ses livres.

L'épithaphe que Brantôme avait pris soin de rédiger a été gravée, mais abrégée par sa nièce, M^{me} de Duretal, sur une plaque de bronze de 0^m54 centimètres de haut sur 0^m40 centimètres de large, cintrée par le haut en anse de panier, surmontée des armoiries des Vivonne et des Bourdeille entourées du collier de l'ordre de Saint-Michel et de têtes de mort, ainsi que les murs de la chapelle. Elle est signée *Montégut, f.* Sur ce nom est une couronne marquisale. Quel était cet artiste ? Un ami de la famille, peut-être ? Nous ne connaissons pas de graveur de ce nom. Cette plaque est incurvée sur le plat comme pour s'adapter à un cercueil, sur la *quaisse* où Brantôme avait recommandé de placer son corps, deux jours après sa mort, *bien proprement et comme il faut*. Nous donnons le texte *fac-simile* de cette épithaphe, car il est précieux. Il rétablit d'une manière exacte la date de la mort de Brantôme, fautive dans toutes les biographies. Nous y voyons supprimé le titre d'abbé ; il n'y est dit que *conseigneur usufruitaire de l'abbaye de Brantôme*. Il est certain qu'il ne fut pas dans les ordres, mais quel bon petit scandale que celui d'accoler au nom d'un auteur de tant de récits graveleux le titre de *Révérend père en Dieu* que lui ont donné, dans nous ne savons plus quel acte, les moines de son abbaye. Les savantes et fines railleries de Rabelais profitent seules au docteur érudit, mais le curé de Meudon garde tout le bénéfice des obscénités, des odeurs de la rue qui infectent ses divagations.

On voit encore à la voûte un crochet en fer, qui, longtemps, a dû porter suspendues les plus belles et les plus chères armes de Brantôme, ainsi qu'il l'avait ordonné : « épée argentée, donnée par M. de Guise, rapières espagnoles, bonnes et éprouvées ; arquebuses fort aimées qu'il porta en guerre et qu'il fit valoir ; armure complète, cuirasse, brassard, salade, cuissot ; rondelle, couverte de velours noir,

» éprouvée, don du Prince de Condé, au siège de la Rochelle ;
» chapel de fer, couvert de feutre noir avec cordons d'ar-
» gent qu'il porta dans plusieurs sièges. » Trophées véritables du soldat qui veut être accompagné par ses vieux amis jusqu'au tombeau.

La simplicité de la sépulture de Brantôme contraste singulièrement avec le mausolée fastueux que la femme de Montaigne eut le mauvais goût d'ériger à son mari dans l'église des Feuillants de Bordeaux. Brantôme qui aima le bruit, l'éclat ; le batailleur, le chercheur d'aventures, le raffiné, disparaît dans le souterrain de son château, où personne ne vient le visiter, tandis que Montaigne, amant de la retraite studieuse, qui pendant sa vie réussit à se réfugier, loin du tumulte des cours, sur le sein des doctes vierges, équilibrant sa vie de manière à ne la compromettre dans aucune lutte civile, militaire ou religieuse, a sa statue exposée en pleine lumière, sur un magnifique tombeau, avec épitaphes grecques et latines, bardée de fer et entourée d'attributs guerriers comme celle d'un foudre de guerre !

Il était impossible, vu la dégradation de ces peintures et leur faible mérite artistique, d'en tenter la restauration ; nous avons dû nous contenter d'en relever le croquis. On se bornera à rétablir la litre avec ses armoiries et à replacer l'épithaphe de Brantôme, à l'endroit du mur où elle avait été fixée.

En parcourant l'aile ouest du château, nous avons retrouvé les restes des anciennes boiseries et de quelques vieux meubles de l'habitation primitive. Ce sont des panneaux en marqueterie représentant des combinaisons géométriques, en bois de couleurs variées, encadrés de fortes moulures à gorges et à tores ; deux manteaux de cheminée sculptés, avec cartouches armoriés, des encadrements d'alcôve, des portes à pilastres et à frises enjolivées de filets et de postes sont encore en bon état de conservation.

Dans l'une de ces chambres, est placé, au-dessus d'une porte, un tableau sur toile, peint à l'huile, représentant une *Charité*, enveloppée de draperies ; une femme assise, allaite, réchauffe, caresse de mignons petits enfants, groupés autour d'elle. Brantôme avait de l'attraction pour ce sujet ; il le

cite dans un chapitre des *Dames Galantes*, mais à propos de certaine vertu moins édifiante que celle de la *Charité*. Cette peinture est certainement une très-vieille copie d'une œuvre excellente de l'École florentine, d'André del Sarto; il est probable que Brantôme la rapporta de ses voyages en Italie; elle est malheureusement dans un état déplorable, usée et passée au noir; les domestiques ont dû la nettoyer et la récurer maintes fois comme un ustensile de cuisine, mais malgré le traitement barbare qu'ils lui ont infligé, ils n'ont pu lui enlever la pureté du dessin ni l'expression ravissante qui rayonne dans cette page de l'une des plus correctes et des plus expressives écoles de l'Italie.

C'est en vain que nous avons recherché le lieu où se trouvait le coffre dans lequel furent renfermés les précieux manuscrits revêtus de velours, et où se conservait la moitié de la bibliothèque que Brantôme avait recommandé d'immobiliser dans le château de Richemont. Où la destinée a-t-elle fait fatalement échouer les bons, curieux et nombreux volumes que Brantôme avait recueillis un peu partout? A part la plus grande partie des manuscrits que conserve aujourd'hui la Bibliothèque nationale, pour notre compte, nous n'avons retrouvé, à Périgueux, qu'un volume in-folio de poésies du xvi^e siècle où se trouve cette délicieuse *Chanson* dite de Marie Stuart, véritable élégie que nous venons d'éditer et le *Recueil des jeunes amours* de Brantôme que la *Société de l'Histoire de France* nous a demandé pour compléter le dixième volume des œuvres complètes de Pierre de Bourdeille qu'elle publie. Nous avons sauvé de la destruction un autre petit livre classique de Brantôme, *la Dialectique de Mélancthon*, portant sur sa reliure le nom de l'écolier ainsi latinisé : PETRVS BOVRDELIANVS et quelques notes marginales de sa main.

Nous profiterons de cette occasion qui nous permet de parler de Brantôme pour faire faire une connaissance plus intime à nos confrères avec le chroniqueur périgourdin, en publiant son portrait, grâce à l'obligeance de M. Benjamin Fillon, qui nous a autorisé à reproduire le portrait provenant de la famille des Châtaignier, une des richesses de son cabinet. L'original a figuré à la dernière exposition univer-

selle de Paris. — Dans cette image, mieux que dans le portrait gravé par Pinssio, d'après Dumonstier et publié par Odieuvre (car je ne parlerai pas de celui qu'a gravé P. Tardieu de Malines où il est représenté vieux et triste), la physionomie de Pierre de Bourdeille est jeune encore, trente-cinq à quarante ans, l'attitude est raide mais élégante, et n'a rien de la gaîté, de la physionomie de Roger Bon-temps qu'on s'est plu à lui donner ordinairement ; le cou auquel est suspendu le ruban de *l'Habito del Christo* de Portugal, est trop emprisonné par une vaste fraise à la Valois ; son front n'est pas encore sillonné de rides ; il est large et intelligent, l'œil est vif, regardant au loin les riches destinées qu'il rêvait à cet âge. Le nez est arqué, la lèvre supérieure fine et narquoise, le dessin de la bouche est distingué et sent la race. Nous ne découvrons rien de sensuel dans ses traits ; on sait qu'en fait d'amour, il n'en eut qu'un seul, élevé et profondément respectueux, celui que lui avait inspiré sa belle-sœur, la veuve de son frère André ; ce sentiment très-pur l'accompagna jusqu'au tombeau. Ce qui frappe le plus dans cette tête, c'est l'oreille : elle est de proportion démesurée, son large pavillon s'étale et semble attentif comme devait l'être l'oreille de sa grand'tante, la sénéchale de Poitou, *vrai registre de cour*, écoutant aux portes, inventariant dans sa mémoire toutes les anecdotes, tous les bruits qui couraient de par le monde et ne s'effarouchant pas des récits à lever la paille.

Ce portrait est bien celui de Brantôme tel que nous nous le figurions, raidi dans son pourpoint par l'ambition et la déconvenue, au point de chercher à l'étranger les satisfactions qu'il n'obtenait pas de ses rois ; indifférent aux luttes religieuses, calculant ses services, n'y mettant jamais son cœur, les estimant au plus haut prix, et, cependant, aucun annaliste ne les a signalés. Pendant la première partie de sa vie, il consacra de longues années à courir les aventures chevaleresques à la recherche du rameau d'or des légendes qu'il ne découvrit pas ; l'ordre du Christ du Portugal lui en tint lieu. Que de châteaux en Espagne ne dut-il pas faire, jusqu'à ce que rebuté, désillusionné, il revint aux bords de la Dronne

bâtir un vrai château de pierre, celui de Richemont, avec les économies faites sur son abbaye. Heureux loisirs, qui valurent bien des déboires à ses moines qu'il tourmentait, mais auxquels nous devons ces histoires sans fin, souvent de mauvais goût; ce bavardage familial, piquant, instructif, assaisonné de locutions périgourdines, avec lequel il nous raconte les événements du xvi^e siècle et la vie des grands personnages du temps, mais qui parfois s'échauffe, s'ennoblit, devient imagé, plein d'énergie et atteint à l'éloquence.

Les *Mémoires* de P. de Bourdeille s'imposeront toujours à l'Histoire, parce qu'ils révèlent une multitude de faits qui sans eux seraient restés ignorés, parcequ'ils reflètent toute une époque. L'auteur imprégné du milieu dans lequel il avait vécu, est resté lui-même. Son amour des choses de la guerre, profitables à sa gloire et à sa fortune, son indifférence, son scepticisme au sein des luttes religieuses, l'attrait qu'il éprouve pour l'étude, pour les lettres et les arts, son faible patriotisme, son égoïsme, son peu de sens moral, tout, qualités et défauts, il les dut à son temps, aux enseignements de sa jeunesse passée à la cour des Valois.

Ce n'est ni un esprit méchant, ni haineux, ni religieux, ni athée, ni philosophique, il ne vise pas à léguer des leçons aux générations futures, ni à châtier les mœurs en riant. Il se pique d'être un lettré, de bien écrire, mais il ne philosophe guère et ne se réfugie jamais en lui-même pour y étudier l'homme; il ne se sert jamais du doute pour arriver à la vérité. Il dit tout. Il est sans hypocrisie, mais il est sans vertu. Il s'était préparé un piédestal, et personne n'a osé y placer la statue. Il s'est campé bravement parmi les illustres sans l'être véritablement, et il y est resté. Son procédé a été bien simple; il s'est rendu indispensable à nos annales, car il a peint les hommes et les choses avec naïveté, avec sincérité, même en parlant de lui-même il a dit vrai. On ne trouve répréhensible que sa partialité pour quelques amis, pour la Reine Marguerite entre autres; ils se sont mutuellement encensés. En tête de ses écrits, Brantôme aurait pu, comme son compatriote Michel-Montai-

gne qu'il n'aimait pas, nous ne savons trop pourquoi, inscrire : *C'est un livre de bonne foi, lecteur.*

Dr E. GALY.

AUTEL PRIVILÉGIÉ

DANS LA CHAPELLE DES RÉCOLLETS DE THIVIERS.

Bref du Pape Alexandre VII.

ALEXANDER PP. VII. Ad Futuram Rei Memoriam. Oium saluti prna claritate intenti sacra interdum loca spualibus indulgearum muneribus decoramus ut indè fideliū defunctorum animæ Dñi Nri Jesu Xri, ejus que sanctorum suffragia meritorum consequi, et illis adjutæ ex Purgatorij pœnis ad æternam salutem per Dei mriam perduci valeant. Volentes igr Eccliam frum Recollectorum Oppidi Tiberien Petragoricen Diæcs in qua nul- lum aliud altare privileatum reperitur concessum, et in ea sit altare maius hoc speali dono illustrare, dummodo in ea septem missæ quotidie cele- brentur, aucte nobis a Dño tradita, et de omnipotentis Dei mria Btorum Petri et Pauli Aplorum ejus aucte confisi ut quandocumque sacerdos ali- quis ejusdem Eccliae duntaxat missam defunctorum in die commonis defunc- torum, et singulis diebus infrà illius octavam ac secunda feria cujus et heb- domadæ pro anima cujuscumque fidelis quæ Deo in claritate conjuncta ab hac luce migraverit ad ptum altare celebrabit anima ipsa de thesauro Eccliae per modum suffragii indulgeam consequatur itam ejusdem Dñi Nri Jesu Xri, Bmae que Virgs Mariae sanctorum que oium meritis sibi suffragan a Purgatorij pœnis liberetur, concedimus, et indulgemus. In contrium facien non obstan quibuscumque Pntibus ad septennium Im valituris. Datum Romae apud S. Mariam maiores sub Annulo Piscatoris, die xxxi Maij MDCLXIV. Pontus Nri Anno Decimo.

Gratis pro Deo et scriptura.

S. UGOLINUS.

Pour copie conforme :

G. HERMANN.

UN AUMÔNIER DU ROI LOUIS XV :
L'ABBÉ FRANÇOIS-ODET D'AYDIE.

(*Pièces justificatives nouvelles.*)

I

LETTRES DE PROVISION DE L'ABBAYE DE SAINT-ANGEL (1)

POUR L'ABBÉ FRANÇOIS D'AYDIE, DU 15 OCTOBRE 1719.

Vicarii generales capituli Petrocorensis, Episcopali sede vacante, Dilecto nostro Magistro Francisco d'Aydie, clerico hujusce diocœsis Petrocorensis, salutem in Domino. Visâ plenas apostolicâ signaturâ provisiones super curâ conventuque carente prioratus Sancti-Angeli, vulgo de Saint-Angel nuncupato, ordinis Sancti Benedicti hujusce diocœsis, ea super commendata prioratus dicti, vacantis per obitum Magistri quondam Guidonis Francisci etiam d'Aydie, illius ultimi possessoris commendatorii, tibi à sanctissimo D. D. Papa nostro concessa subdata Romæ apud Sanctam Mariam Majorem, idibus junii anno decimo nono, ac pro executione mandanda, commissa et directa sub clausula, in formâ dignum antiquâ, per magistros Delanoüe et Rosnay, cancelarios Parisienses, die vigesima tertia mensis septembris proximi elapsi certificatâ, nos sanctitati tuæ parentes, tibi prænominato Francisco d'Aydie, absenti tanquam præsentî, atque capaci et idoneo nobis nato, prædictum prioratum Sancti-Angeli, vulgo de Saint-Angel, ex causâ in dictâ signaturâ expressâ vacantem, cum omnibus suis juribus et pertinentiis universis concessimus et donavimus conferimusque et donamus per præsentés, Mandantes omnibus et singulis notariis regiis apostolicis ut te vel procuratorem tuum, nomine tuo et pro te, in realem, actua-

(1) Cette abbaye étoit en la paroisse de Saint-Angel, canton de Champagnac, arrondissement de Nentron.

et corporalem possessionem dicti prioratus Sancti-Angeli vulgo de Saint-Angel, jurium que illius ac pertinentium quarumcunque ponant et indicant, salvo tamen jure episcopali et quolibet alieno.

Datum Petrocoræ, in cella capitulari, sub signis nostris, sigillo majoris capituli, et secretarii nostri subscriptione, die decimâ quintâ mensis octobris, anno Domini millesimo septuagesimo decimo nono, præsentibus magistris Petro Recunard (plus loin Reausnay ?) presbytero, et Petro Loubet, practico, testibus notis ad præmissa vocatis, commemorantibus nobiscum in præsentium minutâ subsignatis : attento quod sedes episcopalis Petrocorensis ad præsens vacat, per eundem Reausnay (plus haut Recunard ?) eadem die contra rotulavit.

Signatures : DE MEREDIEU, *vicarius generalis*.

DALESME, *vicarius generalis*.

De mandato vicariorum dominorum capitulariorum.

Signé : BUREAU, *canonicus generalis secretarius*.

Insinué et contrôlé à Périgueux, le 22 octobre 1719, au huitième registre des Insinuations ecclésiastiques du présent diocèse.

Le premier commis,

Signature : BERTIN.

(Brevet original entre les mains de M. le comte de Larmandie, à Périgueux.)

II

LETTRE DE L'ABBÉ D'AYDIE A M. MAYEUR.

A Monsieur,

Monsieur Mayeur, prieur des Rosiers, procureur général des Bernardins, au couvent des Bernardins, à Paris.

(Cachet armorié aux armes de la famille d'Aydie : de gueules à 4 lapins d'argent ; surmonté d'une mitre et d'une crosse abbatiales.)

J'ay reçu, Monsieur, la rescription que vous avez eu la bonté de m'envoyer, dont je vous suis très-obligé. Je la trouve à la vérité bien courte,

mais ce n'est pas votre faute. J'espère que desormais elles seront plus fortes.

Je suis bien sensible, Monsieur, aux offres obligeantes que vous me faites : je m'adresserai à vous directement avec grand plaisir. Si je ne l'ay pas fait jusques à présent, c'est par discrétion et crainte de vous importuner. Je voudrais bien pouvoir trouver quelque occasion de vous prouver l'intérêt sincère que je prends à tout ce qui vous regarde, et la considération parfaite avec laquelle je suis,

Monsieur,

Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

L'abbé d'AYDIE.

A Mayac, ce 28 janvier 1754.

(Original aux Archives de la Manche. Fonds de l'abbaye de Savigny.)

III

LETTRE DE L'ABBÉ D'AYDIE A M. VALLEY.

A Monsieur,

Monsieur Valley, prieur de l'abbaye de Savigny, par Saint-Hilaire du Harcouet (Basse-Normandie).

A Savigny.

(Cachet armorié aux armes de la famille d'Aydie : de gueules aux 4 lapins d'argent courants ; surmonté de la mitre et de la crosse.)

Je suis très-sensible, Monsieur, aux vœux que vous voulez bien faire pour moy. Si les miens sont exaucés, soyez persuadé que vos jours seront longs et heureux.

Vous me demandez une quittance générale : je vous l'enverray à la Saint-Jean, car il n'est pas actuellement temps, ayant envoyé celle de Noël à M. du Casse et n'en ayant pas encore reçu le montant. Soyez persuadé,

Monsieur, que je seray toujours disposé à faire ce qui pourra vous plaire, étant avec une parfaite considération,

Monsieur,

Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

L'abbé d'AYDIE.

A Mayac, ce 20 janvier 1776.

M. Valley, prieur de Savigny.

(Original aux Archives de la Manche. Fonds de Savigny.)

IV

LES CARROSSES DE L'ABBÉ D'AYDIE.

Je prie Monsieur Mayeur, prieur des Rosiers, Procureur Général, de payer la somme de deux mille cent livres à M. Des Champs, loueur de carosses, dont je lui tiendray compte sur ce qui m'est dû de la ferme de mon abbaye de Savigny.

Donné à Paris, ce sept janvier mil sept cent cinquante six.

L'abbé d'AYDIE.

Accepté à payer le premier février 1756.

F. MAYEUR.

Quittance Des Champs au dos.

(Original autographe aux Archives du département de la Manche, Fonds de l'abbaye de Savigny.)

V

VOYAGES DE L'ABBÉ D'AYDIE.

Les archives du département de la Manche, fonds de l'ancienne abbaye de Savigny, possèdent 99 pièces autographes de l'abbé Odet d'Aydie, le

dernier supérieur de ce monastère. Ce sont, pour la plupart, les quittances des sommes reçues par lui de sa manse abbatiale. Il y a aussi quelques lettres autographes d'amitié ou d'affaires, adressées par l'abbé aux divers prieurs et à ses mandataires.

Nous nous sommes servi de ces liasses pour dresser le tableau des différents séjours qu'il a dû faire dans plusieurs résidences et des nombreux voyages qu'il a exécutés.

28 août 1740.	Rome.
novembre 1743.	Mayac — Tours.
10 août 1746.	Paris.
Mars et août 1747.	Tours.
14 janvier 1748.	Mayac.
Juillet 1748 — janvier 1749.	Paris.
30 mai 1749.	Tours.
Janvier et juillet 1750.	Paris.
7 janvier 1751.	Paris.
5 juillet 1751.	Tours.
Octobre 1751.	Richelieu.
Novembre 1751 — janvier 1752.	Tours.
25 juin 1752.	Château de Mayac.
Janvier et décembre 1753.	Paris.
Avril 1754.	Tours.
Juillet 1754 — janvier 1756.	Paris.
Juin 1756.	Château de Mayac.
Décembre 1756.	Paris.
4 janvier 1757.	Versailles.
Mai et décembre 1757.	Château de Mayac.
19 juillet 1758.	Paris.
Novembre 1758 — novembre 1760.	Château de Mayac.
3 juillet 1761.	Paris.
1 ^{er} décembre 1761,	Château de Mayac.
29 mai 1762.	Bordeaux.
15 novembre 1762.	Mayac.
4 juillet 1763.	Paris.
Décembre 1763 — décembre 1765.	Château de Mayac.
1 ^{er} juillet 1766.	Paris.
Décembre 1766 — décembre 1767.	Château de Mayac.
Juillet 1768 — 1 ^{er} janvier 1769.	Paris.
Mai 1769.	Château de Mayac.
Août, décembre 1770.	Paris.

12 mai 1771 — 7 juin 1769.

Château de Mayac.

28 mai 1790.

Périgueux.

1794.

Mort à Périgueux.

(Originaux aux Archives de la Manche, fonds de l'abbaye de Savigny.)

VI

PENSIONS ET BÉNÉFICES. — *E. d'Aidie* ; n° 1165.

Je soussigné déclare qu'après avoir été quinze ans aumônier du Roi Louis XV, vicaire général de Tours et doyen de la cathédrale de ladite ville pendant trente ans, je me suis retiré en Périgord, ma patrie, ne possédant que l'abbaye de Savigny, en Basse-Normandie, et une pension sur l'abbaye d'Hasnon, en Flandres; que j'ai affermé ladite abbaye vingt sept mille livres seulement, quoique des particuliers m'en aient offert beaucoup plus, mais pour obtenir la tranquillité et la paix, l'exactitude des paiements et des réparations à faire, j'ai refusé des offres infiniment plus avantageuses, et me suis déterminé à laisser la ferme aux moines, qui remplissaient mieux toutes ces obligations. Si les moines n'avaient pas été chargés des réparations présentes et à venir, le bénéfice aurait été facilement porté de trente six à quarante mille livres, et peut-être beaucoup plus.

Je déclare que la pension que j'ai sur l'abbaye d'Hasnon, en Flandres, m'a été donnée par le feu Roi, lorsque j'ai abandonné le doyenné de Tours. Ne dois-je pas me flatter que l'usage que j'ai fait de mon bien et quatre vingt huit ans, dont je suis accablé, sont des droits assez légitimes pour réclamer de la justice de l'auguste assemblée de me laisser jouir de cette fortune, qui me devient de plus en plus nécessaire pour le peu de jours qui me sont destinés.

En foi de quoi j'ai signé la présente déclaration.

A Périgueux, ce 28 février 1790.

L'abbé D'AYDIE.

(Original offert par nous aux Archives de la Manche, en septembre 1878.)

VII

Je soussigné déclare que je suis titulaire de l'abbaye de Savigny, Basse-Normandie, diocèse d'Avranches, qui est affermée vingt sept mille livres par le dernier bail, et que je joui en outre d'une pension de cinq mille livres sur l'abbaye d'Hasnon, en Flandres. Les Bernardins de Savigny doivent avoir le détail des biens attachés à l'abbaye.

En foi de quoi j'ai signé la présente déclaration.

A Périgueux, en présence de Monsieur Migot de Blanzac, maire, le vingt huit février mil sept cent quatre vingt dix.

Normandie.

L'abbé d'AYDIE.

(Original offert par nous aux Archives de la Manche, en septembre 1878.)

Pour copie conforme :

Hippolyte SAUVAGE.

LE PÉRIGORD

AUX ARCHIVES DES BASSES-PYRÉNÉES (*Suite*).

Nous continuons la publication de l'inventaire des titres concernant les seigneuries du Périgord et du Limousin (1) et nous avons le dessein cette fois de ne pas la suspendre aussi longtemps.

TITRES DE FAMILLE.

E. 730. (Carton.) — 6 pièces, 1 cahier in-4°, 100 feuillets, parchemin ; 7 pièces, 1 cahier in-4°, 108 feuillets, papier.

1336-1605. — Hommage rendu à Roger-Bernard, comte de Périgord, par Arnaud de Durfort, seigneur de Gayac ; — arrêt du Conseil de Navarre

(1) Voir le tome III du *Bulletin*, pages 254 et 429 ; le tome IV, pages 134, 363 et 429 ; le tome V, page 117, et le tome VI, page 149.

accordant à Joseph de Montaigne, seigneur de Gayac, conseiller au Parlement de Bordeaux, une somme de 1,235 écus sur 2,000 qui avaient été donnés par Henri IV au sieur de Brenieu, gouverneur de Foix, son beau-père. — Accord entre Jean de Blois, comte de Périgord, et le seigneur des Cars, au sujet des limites de la forêt de Génis ; — procès-verbal dressé par Jean de Puyguyon, gouverneur de Périgord et Limousin, et Bertrand Tarveau, lieutenant du juge de la vicomté de Limoges au siège de Moruscles, touchant la réformation de la forêt de Génis ; — dépositions faites par : Jean Fargat, prêtre ; Jean Dufour ; Jean Bertrand ; Géraud Chabot, habitants de Génis, au sujet d'un trésor composé « de nobles, écus royaux, « ducats à grand foison et autre or qui estoit vieux » trouvé dans la forêt de Génis ; — donation des seigneuries de Génis et Moruscles par Jean, roi de Navarre, comte de Périgord, à Etienne, bâtard d'Albret ; — arrêt du Parlement de Bordeaux rendu entre Etienne, bâtard d'Albret, et Amanieu, cardinal d'Albret, au sujet de la possession de la seigneurie de Génis ; — vente des terres de Génis et Peyzac par Jacques Du Pré, seigneur de La Mabilière, commissaire du roi de Navarre, à M. de Savignac.

E. 731. (Carton.) — 8 pièces, parchemin ; 10 pièces, papier ; 1 sceau.

XIII^e siècle-1340. — Mise en ferme des revenus de la châtellenie de Gensac par Isabelle de Lévis, dame de Pons, en faveur d'Amanieu Tharis, bourgeois de Saint-Emilion ; — donation de 100 livres de rente par Bérard d'Albret, seigneur de Gensac, à Anissans de Serres, son chevalier, assignées sur les revenus de Gensac ; — procuration donnée par Jeanne d'Albret aux officiers de la Chambre des Comptes de Nérac pour vendre à réméré les terres de Gensac, Puynormand et Villefranche. — Donation de droits d'usage dans la forêt de La Grand-Val, située dans la châtellenie de Montignac, par Henri II de Navarre à François de La Faye, son maître d'hôtel. — Acensement de la châtellenie de Grignols par Hélié VII, comte de Périgord, à Grimoard de Veyrines. — Rôle des fiefs appartenant au seigneur de Gurçon dans les paroisses de Saint-Rémy, Saint-Giraud, Saint-Méard, Montezel, Fleix, Carsac, Saint-Vivien ; — arbitrage entre Hélié VII, comte de Périgord, et Jean de Grailly, seigneur de Benauges, au sujet de la haute justice de Gurçon.

E. 732. (Carton.) — 4 pièces, parchemin ; 7 pièces, papier.

1296-1551. — Accord entre Pierre de Mastas, prieur de Gros-Bois, et Bertrand de Minziac, par lequel l'hommage de Haute-Faye est attribué à ce

dernier ; — reconnaissance de fief par Hélie-Aymeri Bernardex à Géraud-Robert de Minziac, pour terres situées à Haute-Faye. — Hommage rendu à Alain d'Albret par Jeanne, fille de Dauphin Pastoureau, pour la seigneurie de Javerlhac. — Lettre du seigneur de Maumont à Alain d'Albret concernant la saisie de la terre de Javerlhac, pour défaut d'hommage. — Hommage rendu à Jean d'Albret, seigneur d'Orval, par Geoffroy-Jean, seigneur de Jorgnac. — Dénombrement de biens nobles, présenté à Henri II de Navarre par François de Crevant pour la seigneurie de Jumilhac.

E. 733. (Carton.) — 10 pièces, parchemin ; 5 pièces, papier.

1306-1515. — Hommage rendu à Alain d'Albret par Léonard Guichard, pour terres nobles situées dans la paroisse de Lagnac. — Vente par Hélie Des Cazes, demeurant à Paris, à Hélie VII, comte de Périgord de tous les biens qu'il possédait dans les paroisses de Ladouze et La Cropte ; — hommage rendu à Archambaud III, comte de Périgord, par Hélie de Périgord, pour ce qu'il possédait dans les paroisses de Ladouze, La Cropte, Marsaneix, etc. ; — vente de rentes par Jaubert Du Telhol, habitant à Ladouze, à Archambaud III, comte de Périgord. — Donation du village de Lagorce par Alain d'Albret et Françoise de Bretagne, sa femme, à Antoine Faure, archidiacre de Périgueux, leur procureur au Parlement de Paris. — Consentement donné par Jeanne de Bretagne, femme de Jean de Belleville, seigneur de Montagu, à la vente de la seigneurie de Lagord faite par Jean de Bretagne, comte de Périgord, à Amaury, seigneur d'Estissac. — Cession de la moitié de la baronnie de Laigle par Charles de Vendôme, seigneur de La Châtre, à Marguerite de Clisson, vicomtesse de Limoges ; — sentence de la Cour de Rome contre Jean de Bretagne, seigneur de Laigle, qui avait battu un clerc ; — hommage rendu par Jean de Bretagne, vicomte de Limoges, à Jean, duc d'Alençon, pour la seigneurie de Laigle. — Vente d'une maison située à Lalinde, par Pierre de Bersac à Guillaume, Hélie et Jean-Guillaume, frères.

E. 734. (Carton.) — 10 pièces, parchemin ; 23 pièces, papier.

1312-1576. — Vente de rentes assises à Larche et à Condat par Géraud de Monès à Gautier de Montauriol ; — procuration donnée par Jacques de Pons, vicomte de Turenne à Jean Rousseau, juge des îles d'Oléron, pour vendre la châtellenie de Larche au comte de Penthievre ; — hommage rendu

à Marguarite de Chauvigny, comtesse de Périgord, par Jean de Carbonneau, capitaine du château de Larche; — vente des seigneuries de Larche et Terrasson par Alain d'Albret à Antoine de Salignac; — accord entre Henri II de Navarre et Anne de Pons, dame de Ribérac, veuve d'Odet d'Aydie, au sujet des seigneuries de Larche et Terrasson; — vente des seigneuries de Larche et Terrasson par René de Bretagne, comte de Penthhièvre, à Amanieu, cardinal d'Albret, pour 16,000 livres; — rachat des seigneuries de Larche, Terrasson et Nadailhac par Henri III de Navarre à Henri de Noailles.

E. 733. (Registre.) — In-4°, 326 feuillets, papier.

1515. — Procès-verbal d'exécution d'un arrêt rendu par le Parlement de Bordeaux entre Odet d'Aydie, seigneur de Ribérac, et Jean, roi de Navarre, touchant les seigneuries de Larche et Terrasson; le commissaire chargé de l'exécution était Jean de Calvimont, conseiller au Parlement de Bordeaux.

E. 736. (Carton.) — 26 pièces, parchemin; 8 pièces, papier; 5 sceaux.

1270-1556. — Vente du domaine de Lassagne par Gui d'Alas à Hélie Du Château. — Hommage rendu à Guillaume de Bretagne, comte de Périgord, par Antoine de Lur, pour des terres nobles situées dans la paroisse de Lascoux. — Testament de Gouffier, seigneur de Lastours; — ordonnance de Henri II de Navarre adressée à Hélie André, juge d'appel de Périgord, pour rechercher dans les archives de Montignac les pièces relatives à une rente que le seigneur de Lastours devait au comte de Périgord. — Donation des seigneuries de Lavardac et Cauderoue par Alphonse, comte de Poitiers, à Archambaud II, comte de Périgord, et à Marie, sa femme; — contrat de mariage de Pierre de Bordeaux avec Jeanne, dame de Lavardac, fille d'Archambaud II, comte de Périgord; — procédure entre Bernard-Ézi II, sire d'Albret, et Jeanne de Périgord, dame de Lavardac, au sujet d'une rente de 50 florins due à cette dernière; — procuration donnée par Talleyrand, cardinal de Périgord, seigneur de Lavardac, à Corbarand Vigier, Bérard de Clermont et Hélie de La Roche, pour prendre possession des terres que lui avait laissées Jeanne de Périgord, sa tante; — lettres du sénéchal de Guienne pour faire rentrer le cardinal de Périgord en possession des terres de Lavardac et Cauderoue; — mandement du prince de Galles au sénéchal d'Agen pour faire une enquête au sujet

du droit que le comte de Périgord prétendait sur les terres de Larvardac, Fauguerolles, Cauderoue et Brézalen ; — lettres de Louis, duc d'Anjou, frère de Charles V, maintenant Archambaud IV, comte de Périgord, dans la possession de ces seigneuries.

E. 737. (Carton.) — 9 pièces, parchemin ; 10 pièces, papier.

1258-1543. — Commission donnée par le Parlement de Bordeaux au sénéchal de Périgord pour connaître du différend élevé entre Alain d'Albret et les seigneurs de Roquefeuille et de Biron, touchant l'hommage de la seigneurie de Lavaur (Dordogne). — Hommage rendu à Alain d'Albret par Jean de Calvimont, conseiller au Parlement de Bordeaux, pour la seigneurie de Lerm. — Accord entre Alain d'Albret et l'abbesse de Lézignan, touchant la collation de trois prébendes fondées dans le monastère de Lézignan. — Hommage rendu au vicomte de Limoges par Maheuse Flamenc, veuve de Géraud de Lespinas, au nom de Regnaud, son fils. — Procédure entre Rogerr-Bernard, comte de Périgord, et le seigneur de Mussidan, sur la justice du lieu de Leymarie. — Hommage rendu par Grimoard, seigneur de Limeuil, à Geoffroi de Pons, seigneur de Montignac ; — donation de la seigneurie de Limeuil faite par le roi Jean à Roger-Bernard, comte de Périgord ; — lettre adressée par Jean Chandos, lieutenant-général du roi d'Angleterre, au sénéchal de Périgord, pour forcer les seigneurs de Limeuil, de Mussidan et de Châteauneuf à rendre l'hommage au comte de Périgord.

E. 738. (Carton.) — 12 pièces, parchemin ; 1 sceau.

1244-1333. — Lettres de Gui VI, vicomte de Limoges, constatant que les habitants de cette ville l'avaient secouru volontairement dans la guerre soutenue contre Pierre de Bré ; — sentence prononcée par Philippe le Hardi entre le roi d'Angleterre et Marguerite, vicomtesse de Limoges, touchant le serment de fidélité dû par les habitants de Limoges ; — requête adressée par les viguiers de Limoges à Arthur, vicomte de Limoges, pour qu'il leur rende la justice de ce lieu ; la charte est datée « ce fut fet en la mesonde Bretaingne lez les Tuilleries, joute Saint-Thomas du Louvre (1279) ; » — promesse faite par Arthur de Bretagne, vicomte de Limoges, aux habitants de cette ville d'obtenir du roi de France la ratification de l'accord conclu entre eux touchant la taille aux quatre cas ; — protestation des habitants de Limoges qui prétendaient ne devoir qu'un seul serment de

fidélité, soit au Roi, soit au vicomte ; — mémoire adressé au Roi par les consuls de Limoges, pour empêcher l'exécution de la sentence arbitrale rendue par Géraud de Maumont et Hélié, son frère, entre le vicomte de Limoges et les habitants de cette ville, au sujet de leurs privilèges, etc.

E. 739. (Cahier.) — In-4°, 10 feuillets, parchemin.

XIV^e siècle. — Copie des coutumes de Limoges : élection des consuls ; levée des tailles ; étendue de la juridiction des consuls ; arrestation et punition des malfaiteurs ; mesures publiques pour le blé, le vin, le sel et l'huile ; vente du pain ; commandement des fortifications ; surveillance des métiers ; successions ; location des maisons ; actes de société ; prêts pour le jeu ; partage de biens entre frères ; chemin autour des murs de la ville ; entretien des fontaines ; liste des marchandises qui se vendent au poids ; etc.

E. 740. (Carton.) — 15 pièces, parchemin ; 2 pièces, papier.

1311-1364. — Déclaration de Philippe le Long exemptant les habitants de Limoges de contribuer aux frais de la guerre de Flandre ; — protestation du vicomte de Limoges contre les ordres donnés par le sénéchal du Limousin pour forcer les habitants de Limoges à servir le Roi à la guerre ; — rôle des griefs causés par les gens du duc de Bretagne, vicomte de Limoges, aux consuls et habitants de la châtellenie de Limoges ; — mandement adressé par Brices Du Plessis, sénéchal du vicomte de Limoges, à Raymond et Aymard Lestrade, receveurs de la vicomté, pour rembourser aux bourgeois de Limoges la somme qu'ils avaient prêtée au vicomte ; — procédure entre Jeanne de Penthievre, vicomtesse de Limoges, et l'évêque de cette ville, touchant la juridiction du domaine de Grosse-Raytz ; — autorisation donnée par le roi Jean aux habitants de Limoges de réparer les murailles de cette ville, malgré la défense de la vicomtesse ; — permission accordée par Hue de Kérautrec, gouverneur de la vicomté de Limoges, aux consuls de cette ville de répartir sur les habitants 1,000 réaux d'or qu'ils lui avaient promis ; — lettres de Chandos, lieutenant général du roi d'Angleterre, adressées au sénéchal de Poitou et Limousin, pour empêcher les consuls de Limoges de prêter serment de fidélité au vicomte ; — hommage rendu à Aymeri, abbé de Saint-Martial de Limoges, par Charles, duc de Bretagne, pour la châtellenie de Limoges.

E. 741. (Carton.) — Roulean, parchemin, longueur, 5^m50.

1365. — Enquête faite devant Thomas de Roos, sénéchal de Limoges, concernant le procès entre l'abbé de Saint-Martial et les consuls de Limoges sur la juridiction haute, moyenne et basse ; le procureur de la ville de Limoges était Othon Benolt, consul, et celui de Saint-Martial, Guillaume Du Breuil, prévôt de l'abbaye.

E. 742. (Carton.) — 9 pièces, parchemin ; 4 pièces, papier ; 2 sceaux.

1369-1453. — Lettres de Charles V restituant la ville de Limoges à Jeanne de Bretagne, vicomtesse de Limoges ; — copie de la permission accordée par le prince de Galles à Othon Benolt, bourgeois de Limoges, d'acquérir des biens nobles sans payer aucun droit ; — confirmation par Charles VI de la restitution de la ville de Limoges faite par son père à Jeanne de Bretagne ; — articles de la trêve conclue entre le seigneur de Laigle et les consuls de Limoges par l'intervention des évêques de Poitiers et de Limoges et de M. de Mortemart, commissaires du Roi ; — emprunt de 1,500 écus par Jean de Bretagne, vicomte de Limoges, à Jean Romanet marchand de Limoges, pour rembourser Jean, vicomte de Comborn ; — sauvegarde accordée par Charles VII à Guillaume de Bretagne, vicomte de Limoges, et évocation des procès de ce dernier au Conseil du Roi, etc.

E. 743. (Cahier.) — In-4°, 51 feuillets, papier.

1488-1499. — Mise en ferme par les consuls de Limoges des revenus de cette ville : aumônes de Sainte-Croix ; « charbonnage ; » herbes des prés communaux ; greffe civil ; greffe criminel ; — nomination de Léonard de Combaletes comme régent des écoles ; — équipement et armement des gardes de la ville ; — procès-verbal contre le meurtre d'Antoine Peret, prêtre ; — mise en ferme du produit des amendes prononcées contre les blasphémateurs ; — garde des portes de Limoges et des boucheries de cette ville ; — autorisation de bâtir accordée à un habitant de Limoges, sous la condition de n'établir ni cabaret ni latrines ; — construction d'un pont au bout de l'étang de Chambaret ; etc.

E. 744. (Carton.) — 2 pièces, parchemin ; 3 cahiers, in-4°, 167 feuillets ,
et 25 pièces, papier.

1499. — Procès entre Jean, roi de Navarre, et les consuls de Limoges, touchant la juridiction de cette ville : enquête faite par Antoine de Beaulieu, procureur du roi de Navarre ; les témoins sont : Louis, comte de Ventadour, âgé de 66 ans ; Jean, seigneur de Pompadour, âgé de 72 ans ; Colin André, natif de Celles en Berry, âgé 100 ans ; Jean Jaussineau, curé de Jorgnac ; Jean Faure, dit Gargoit ; Bardin, seigneur de Milhac, âgé de 80 ans ; Martin Du Mont, notaire ; Pierre Gay ; Jean Veyssière ; Guillaume Guitard ; Louis Amalvy ; Pierre de Cramarigues, marchand de Saint-Yrieix ; Pierre-Brunet Faure ; Geoffroi Périer ; Pierre Robert, dit Blondy, clerc ; Michaud de Ventenac ; Pierre Ranconnet, etc.

E. 745. (Carton.) — 7 pièces, parchemin ; 1 cahier in-4°, 30 feuillets,
et 15 pièces, papier.

1518-1566. — Procès du roi de Navarre contre les consuls de Limoges touchant la juridiction de cette ville : conclusions présentées au Parlement de Paris par Jean de Lautier, avocat du roi de Navarre ; — arrêt du Parlement de Bordeaux attribuant la justice et la seigneurie de la ville de Limoges au roi de Navarre ; — plaintes faites au roi de Navarre par Martial Mercier contre les malversations de Ranse, secrétaire du Roi, à Limoges ; il l'accuse de donner des festins aux dépens du Roi ; — enquête faite contre le secrétaire Ranse au sujet de violences envers Etienne Lamy, prévôt de la ville de Limoges ; — transaction entre Antoine, roi de Navarre, et les consuls de Limoges touchant la juridiction ; — rôle des habitants de Limoges dont les maisons étaient dans la censive du roi de Navarre : Jean Dubois, maître de la Monnaie ; Jeannette Lucaude, dite la Belle-Femme ; François Dubois, élu ; Pierre Veyrier, orfèvre ; Jean Bayard, tailleur de la Monnaie ; etc.

E. 746. (Carton.) — 13 pièces, parchemin ; 9 pièces, papier.

1300-1369. — Procès-verbal dressé par le juge de Bergerac touchant la prise de possession de la seigneurie de Lisle par Roger-Bernard, comte de

Périgord ; — serment de fidélité prêté par les habitants de Lisle au comte de Périgord ; — lettres du prince de Galles mettant sous l'obéissance du roi d'Angleterre la seigneurie de Lisle et toutes les terres possédées par Talleyrand de Périgord, nonce du Saint-Siège, et Roger-Bernard, comte de Périgord ; — reconnaissance faite par Jacques de Saint-Astier, seigneur de Lisle, contenant que la justice de ce lieu est du ressort du comté de Périgord ; — copie des privilèges accordés par les rois de France à la ville de Lisle ; — dénombrement des droits de juridiction de Lisle appartenant à Henri II, roi de Navarre. — Hommages rendus : à Alain d'Albret par Pierre de Royère, seigneur de Lohon ; — à Bertrand, archevêque de Bordeaux, par Guilhem de Caumont et Jourdain de Lisle, pour la seigneurie de Loutrange. — Revente du village de Louvière par Marguerite Du Saillant, veuve de Jean de Meilhard, à Jeanne d'Albret, reine de Navarre. — Vente de terres situées à Lubersac par Etienne Balbessand à Pierre Guindre. — Hommage rendu au roi de Navarre par Pierre Roux, écuyer, seigneur de Lusson et de Lassalle ; etc.

E. 747. (Carton.) — 1 pièce, parchemin, provençal.

XII^e siècle. — Magnac. — Rôle des terres, rentes et fiefs possédés en Périgord par les seigneurs de Clarol : la huitième partie de la dime de Saint-Priest ; droit sur le marché de Châlus ; le domaine de Las Chesas de Milhac est possédé en alleu ; redevances à prendre sur le bois de Bainac et Chabrolenc ; dime de Saint-Martin de Freicen ; etc.

E. 748. (Carton.) — 1 pièce, parchemin, provençal.

XIII^e siècle. — Rôle des biens cédés par Pierre de Montfrebeuf à Guillaume de Magnac, en lui donnant sa fille en mariage : les domaines de Toera, Masabra, Lavau, Beuloc, Benavent, Bardo, etc. (Ce texte paraît être du commencement du XIII^e siècle).

E. 749. (Carton.) — 9 pièces, parchemin ; 1 sceau.

1254-1256. — Cession d'une terre située à Milhac, par Aymeri de Chaussade à Guillaume de Magnac, chevalier de Nontron ; — vente du domaine de Las Brugerass par Pierre Tizon, chevalier, à Guillaume de Magnac ,

pour 40 livres de Limoges; — donation du domaine de Masabra par Gui VI, vicomte de Limoges, à Guillaume de Magnac et à ses fils, chevaliers, en échange des droits qu'ils avaient sur la forêt appelée Bois-Dahu (sceau du vicomte de Limoges); — vente de 4 sous de cens sur les terres de Thinac et Masabra par Guillaume Séguin, écuyer, à Itier de Magnac; — partage fait par Guillaume de Magnac de tous les biens qu'il possédait en commun avec Itier Guillaume, Hélié et Adémar, ses frères (trois exemplaires de cette charte); — testament de Guillaume de Magnac le vieux, chevalier: il partage ses biens entre ses fils, Itier et Guillaume, laïques; Hélié et Adémar, clercs; il fait des legs à Notre-Dame de Rocamadour; à l'hôpital de Roncevaux; pour les travaux des églises de Bourges, de Limoges; etc.

E. 730. (Carton.) — 8 pièces, parchemin; 1 sceau.

1255-1259. — Ventes: de la moitié de La Poyade, paroisse de Milhac, par Adémar de Puy-Guilhem, écuyer, à Géraud de Magnac, chevalier, pour 40 sous de Limoges; — du domaine de Lasaias, paroisse de Saint-Martin-le-Peint, par Guillaume Jutzes, chevalier, à Itier de Magnac, chevalier; — fondation d'un obit dans le couvent de Boubon par Itier de Magnac; — ventes: de 20 deniers de rente sur le domaine de La Lhaudie, paroisse de Milhac, par G. de La Marthonie, fils de G. de Milhac, à G. de Magnac; — d'une rente de trois mesures de grain par Adémar de Puy-Guilhem à Itier de Magnac; — donation de terres et rentes, situées à Milhac, par Hélié de Chabans, chevalier, à Adémar de Magnac, clerc; — vente du domaine de La Poyade par G. Girard et Marie, sa femme, à G. de Magnac, chevalier, pour 20 sous de Limoges; — sentence arbitrale prononcée par G. de Javerlhac, doyen de Saint-Yrieix, chapelain du Pape, entre Jourdain, prieur de Nontron, et Hélié de Magnac, curé de Léchiayrac, au sujet du moulin de Nontron.

E. 731. (Carton.) — 7 pièces, parchemin; 1 sceau.

1260-1266. — Vente par Géraud de Clarol, chevalier d'Aixe, à Itier de Magnac de tous les biens qu'il possédait en Limousin et en Périgord, pour 130 livres de Limoges; — arbitrage prononcé par Guillaume, abbé de La Peyrouse, entre Géraud de Magnac, Mathieu Odon et Géraud, son neveu, au sujet d'un bois situé près du domaine de La Odonia; — vente du domaine de La Jaufrénie par Etienne Bossarts, Hélié et Pierre, ses fils, à G.

de Magnac, chevalier, pour 12 sous de Limoges ; — acensement du domaine de L'Albanie, paroisses de Saint-Martial-de-Valette et de Saint-Front-de-Champniers, par Gui et Aymeri Paute, frères, à Guillaume Jaspilh ; — vente de la rente d'une mesure de seigle sur le domaine de La Po-yade, paroisse de Milhac, par Adémar de Gordon et Pétronille de Malibast à Géraud de Magnac, chevalier.

E. 752. (Carton.) — 12 pièces, parchemin ; 3 sceaux.

1270-1279. — Guillaume de Magnac, avant de partir pour la Terre-Sainte, fait donation de tous ses biens à Adémar de Magnac, chanoine de Saint-Front de Périgueux, son frère, et à Itier, Guillaume et Gui de Magnac ; — testament d'Itier de Magnac, chevalier, *sanus et hylarus* ; — ventes : d'une rente de 5 deniers, assise à Bondezel, par Pierre Robert, clerc de Nontron, à Itier de Magnac, chevalier ; — d'une maison à Saint-Pardoux par Pierre de Noire-Combe, prêtre, à de Magnac, chevalier ; — acensement de la terre du Fraycher, paroisse de Saint-Martin-le-Peint, par Itier et Guillaume de Magnac, chevaliers, à Guillaume Des Arcs ; — ventes : d'une terre, située à Milhac, par Pierre de Bornazel à Géraud de Magnac, chevalier ; — de trois pièces de terre du domaine du Cluzel, paroisse de Milhac, par Gui de Born, chevalier, de Bruzac, et Pierre, son fils, à Adémar de Magnac, chanoine de Saint-Front de Périgueux ; — par Pons d'Agonac, chevalier, à Itier de Magnac de tout ce qu'il possédait à Milhac ; — de rentes assises à Milhac, par Pierre de Milhac à Gui de Magnac, écuyer ; — donation faite par Guillaume de Magnac, chevalier ; Hélie de Magnac, prêtre de Nontron, et Adémar de Magnac, chanoine de Périgueux, frères, à Guillaume et Gui de Magnac, fils d'Itier, leurs neveux, de tous les droits qu'ils avaient sur les biens de la maison de Magnac ; cette donation est faite en présence d'Arthur de Bretagne, vicomte de Limoges, et scellée du sceau d'Odon de Karderian, son sénéchal.

E. 753. (Carton.) — 12 pièces, parchemin ; 6 sceaux.

1282-1289. — Ventes : d'un jardin situé à Milhac, par Lucie Du Solier, veuve de Gui de Puy-Rapios, écuyer, et Géraud Du Solier, prêtre, son fils, à Géraud de Magnac, chevalier ; — de la rente d'une mesure de froment, assise à Milhac, par Pierre de Born, à Guillaume de Magnac, écuyer ; — reconnaissance de fiefs faite par Sibille, veuve d'Aymeri des Roches,

écuyer, à Guillaume et Gui de Magnac, fils d'Itier ; — ventes de rentes assises à Milhac : par Pierre de Bornazel à Pierre de Magnac, clerc ; — par Hélié Jau à Adémar de Magnac, chanoine de Périgueux ; — vente du domaine de La Vau, situé à Milhac, par Guillaume d'Excideuil, écuyer, à Adémar de Magnac, chanoine ; etc.

E. 754. (Carton.) — 15 pièces, parchemin ; 5 sceaux.

1290-1299. — Sentence d'Étienne Cotet, sénéchal de Limoges, déclarant Pierre Arnaud et Aymeri Freyn, habitants du lieu de Chastanet, paroisse de Milhac, serfs de Géraud de Magnac, chevalier ; — reconnaissance de fief faite à Géraud de Magnac par Hélié Peyrot, de Saint-Front-de-Rivière ; — ventes : de rentes situées à Milhac, par divers habitants de ce lieu, à Guillaume de Magnac, écuyer ; — de la terre de La Mossatière, paroisse de Milhac, par Pierre de Bornazel et Adémar, son fils, à Adémar de Magnac, chanoine de Périgueux ; — reconnaissance de fief par Gui et Pierre de Châlus à Guillaume de Magnac ; — hommages rendus à Itier de Magnac par : Pierre Bertaud ; Pierre La Crompte et Pierre Sobreglise, pour des terres situées à Milhac ; — acensement du bois appelé Lasperpresgos et Larac par Pierre de Milhac, écuyer, à Guillaume de Magnac.

E. 755. (Carton.) — 12 pièces, parchemin ; 6 sceaux.

1300-1308. — Hommages rendus à Itier de Magnac, écuyer, par Guillaume de Milhac ; Jean Magnan ; Pierre Tizon, fils de Foulques ; Pierre de Montfrebeuf, écuyer ; Séguin de Pozel ; Pierre de Milhac ; — reconnaissances de fiefs faites à Itier de Magnac par Guillaume et Pierre de Jordanières ; Pierre le Petit de Bochapanières, hommes taillables et exploitables à volonté ; — ventes : de terres situées à Abjac par Jean Magnan et Aymeri de Gratermerle à Itier de Magnac ; — de terres situées à Milhac par Pierre de Milhac ; Guillaume de Magnac ; Bernarde, sa femme ; Étienne, Guillaume et Pierre de Lafargue à Itier de Magnac, chevalier ; — transaction faite devant Jean de Bretagne, vicomte de Limoges, entre Guillaume de Magnac, écuyer, d'une part, Arnaud et Pierre Brun de Chastanet, d'autre part, au sujet de la condition de ces derniers que Guillaume de Magnac prétendait hommes taillables et exploitables de corps et de biens à sa volonté ; ils sont déclarés libres ; etc.

E. 756. (Carton.) — 10 pièces, parchemin ; 11 sceaux.

1309-1310. — Ventes de terres situées à Milhac par Bernard-Bertrand et Guillaume d'Excideuil, écuyers, à Itier de Magnac ; — donation faite à Itier de Magnac par Hélié de Magnac, curé de Razès, et Pierre, son frère, de tous les droits qu'ils avaient sur la maison appelée de Magnac, située à Milhac ; — hommage rendu à Itier de Magnac par Imbert Boson de Marton pour les biens qu'il possédait à Bondezel ; — Hélié Garrel, Géraud Dubois, Bertrand Juge et Jean Brunel se reconnaissent hommes taillables et exploitables à la volonté d'Itier de Magnac ; — reconnaissance de fief faite à Itier de Magnac par Géraud Itier, écuyer, pour les biens qu'il possédait à Augignac ; — cession faite à Itier de Magnac par Hélié et Pierre de Magnac, ses frères, et Agnès, sa sœur, de tous les droits qu'ils avaient à la succession de Gui de Magnac, leur père, et de Mélissende, leur mère ; etc.

E. 757. (Carton.) — 14 pièces, parchemin ; 12 sceaux.

1311-1314. — Accord entre Géraud Martin, curé de Milhac, et Itier de Magnac, chevalier, touchant des legs faits à l'église de Milhac par Adémar de Magnac, chanoine de Périgueux ; — reconnaissances de fiefs faites à Itier de Magnac par : Géraud de Laige ; Hugues Faure de Linières ; Pierre Tizon, chevalier ; Jean Le Mercier ; — vente à Itier de Magnac de terres et rentes situées à Milhac, par : Pierre Bertaud de La Bertaudie ; Pierre Chaudbars et Alays Vayraca ; Adémar Juge ; Anne, fille de Séguin de Saint-Par-doux, femme de Guillaume Du Nabinal, écuyer ; — hommages rendus à Itier de Magnac par : Gui de Montfreuf ; Pierre, lépreux de l'infirmierie de Milhac ; Pierre Tizon, chevalier ; — arbitrage entre Guillaume de Magnac, écuyer, d'une part, Guillaume, autre Guillaume et Pierre de La Fargue, d'autre part, par lequel ces derniers sont déclarés serfs de la famille de Magnac ; etc.

E. 758. (Carton.) — 14 pièces, parchemin ; 10 sceaux.

1315-1317. — Hommages rendus à Itier de Magnac, chevalier, par Bernard de Grana et Guillaume de Magnac, écuyers, pour terres possédées à Milhac et à Saint-Martin-le-Peint ; — accord entre Itier de Magnac et Hélié de

Magnac, curé de Razès, par lequel les domaines de Fauconneles et du Trouillard sont donnés en viager à Hélié de Magnac ; — échange de terres entre Itier de Magnac et Pierre Fougeyrac ; — reconnaissance de fief par Guillaume de Magnac, écuyer, à Itier de Magnac, chevalier ; — règlement de compte entre Itier et Hélié de Magnac, par lequel le premier est déclaré redevable de 400 livres ; — fondation d'une lampe à Saint-Nicolas de Bar par Itier de Magnac, pour l'âme d'Aumuy Brune, sa femme ; etc.

E. 759. (Carton.) — 16 pièces, parchemin ; 10 sceaux.

1318-1324. — Reconnaissances de fiefs faites à Itier de Magnac par : Guie, veuve d'Adémar de Magnac ; Aymeri de Lusse et Pierre de Benche, prêtres ; Aymeri Rudel, marchand : celui-ci se reconnaît taillable et exploitable à la volonté de son seigneur ; — contrat de mariage de Robert, fils d'Itier de Magnac, avec Marie, fille d'Arnaud de Saint-Astier, seigneur de Crognac ; — ventes de terres, situées à Milhac, par : Etienne Bertaud ; Pierre de La Marthonie ; Guillaume et Bernard Vergnole ; — hommage rendu à Guillaume de Magnac, écuyer, par Olivier Maurin, chevalier ; — acensement d'une terre et d'un moulin, situés à Bondezel, par Bernard de Grana, écuyer, à Itier de Magnac ; — lettre d'Alain Raymond, receveur du vicomte de Limoges, à Pierre Colombel, prévôt de Nontron, au sujet d'une rente de 100 sous que devait Itier de Magnac pour la basse viguerie de Milhac ; — transaction entre Hélié de Fauzenac, prieur de Saint-Jean de Côte, et Hélié de La Roche, chanoine, d'une part, et Itier de Magnac, chevalier, d'autre part, sur un paiement de rente ; — donation du domaine de Tignac faite par Aymeri de Tignac, serf d'Itier de Magnac, à Jean, Pierre, Géraud et autre Pierre de Tignac, ses enfants ; les donataires se reconnaissent serfs d'Itier de Magnac ; etc.

E. 760. (Carton.) — 16 pièces, parchemin ; 11 sceaux.

1325-1329. — Transaction entre Itier de Magnac et l'abbaye de Dalon (diocèse de Limoges), au sujet de l'hommage et de 2 sous de Limoges dus par les religieux à Itier de Magnac à chaque changement d'abbé ; — lettres d'absolution accordées par Arnaud d'Altézac, pénitencier du Pape, à Itier de Magnac, chevalier, et à Guillaume de Magnac, chanoine de Saint-Austregésile de Limoges, coupables de violences envers des prêtres et des laïques ; d'avoir ravagé les vignes et les récoltes, fréquenté les tavernes,

joué aux dés, hanté les mauvais lieux, commis des adultères, perçu indûment les dîmes, etc. ; — ventes à Itier de Magnac, chevalier, de terres situées à Milhac, par : Jeanne Rudel, femme de Jean Fouchier ; Hélié Juge ; Étienne Maurel ; Pierre Odon ; — donation de la terre de Magnac par Itier de Magnac, chevalier, à Robert, son fils ; — commission de gouverneur du château de Nontron donnée par le Conseil de la vicomté de Limoges à Itier de Magnac, chevalier ; etc.

E. 761. (Carton.) — 14 pièces, parchemin ; 7 sceaux.

1330-1335. — Ventes de terres et rentes, situées à Milhac et à Bondezel, par : Olivier Maurin, chevalier ; Hélié Boyne ; Guillaume de Magnac ; Aymeri Mosnier ; Alays Quentine et Pierre de Milhac à Itier de Magnac, chevalier ; — reconnaissances de fiefs faites à Itier de Magnac par Pierre de La Marthonie ; Géraud Du Solier ; — sentence du sénéchal de Limoges autorisant Itier de Magnac à fermer un chemin situé entre ses vignes de Saint-Martin-le-Point ; — quittance générale donnée par Jean Martel, bourgeois de Limoges, à Itier de Magnac pour le rachat d'une rente de 100 setiers de seigle et 10 livres tournois, précédemment vendue par Itier de Magnac à Martial Martel, archidiacre de La Marche dans l'église de Limoges ; — rôle des rentes appartenant à Itier de Magnac ; etc.

E. 762. (Carton.) — 20 pièces, parchemin ; 8 sceaux.

1336-1350. — Reconnaissances de fiefs faites à Itier de Magnac par Geoffroi de La Flamenchie ; Boson, fils de Pierre Tizon ; Denise de Narciac et Thomas de Saint-Just, son mari ; — hommage rendu à Itier de Magnac par Hélié Du Château de Légurac, habitant à Augignac, pour les droits qu'il possédait à Légurac ; — donation faite par Guillaume de Magnac, écuyer, Bernarde, sa femme, et Menssa, sa fille, à Itier de Magnac, chevalier, leur cousin, de tout ce qu'ils possédaient à Milhac ; — promesse faite par Étienne Du Breuil à Itier de Magnac de payer les rentes qu'il lui devait ; — fondation d'un obit de 25 livres de Limoges par Itier de Magnac dans le prieuré de Tavaux ; — échange de terres entre Pierre-Brun de Gros-Puy, prieur de Tavaux, et Itier de Magnac ; — quittance donnée par Étienne, abbé de La Peyrouse, à Itier de Magnac pour tous les droits appartenant à l'abbaye par suite des acquisitions de terres faites à Milhac par Itier de Magnac et Robert, son fils ; etc.

E. 763. (Cahier.) — In-4°, 36 feuillets, papier.

1344. — Rôle des droits et rentes appartenant à la maison de Magnac, dans les paroisses de Saint-Front-de-Rivière, Villars, Milhac, Saint-Pardoux et Romagne ; — dénombrement des biens de Guillaume de Magnac ; — liste des hommes francs et des serfs ; ils payaient des redevances en nature et étaient soumis à la contribution des quatre cas.

E. 764. (Carton.) — 3 pièces, parchemin.

1352. — Testament d'Itier de Magnac, chevalier : il choisit sa sépulture dans le monastère de Nontron devant l'autel de saint Jean et saint Nicolas ; il laisse 65 sous tournois pour faire un pèlerinage en son honneur à Saint-Jacques-de-Compostelle ; 1,000 sous tournois pour qu'un homme d'armes aille au Saint-Sépulcre combattre les Turcs ; après avoir partagé ses biens entre ses enfants, il déclare que si ses héritiers meurent, on fondera 12 bourses pour des écoliers en théologie ; il nomme pour exécuteurs de son testament : Guillaume de Magnac, chantre de l'église de Bourges, et Hélié, ses frères ; Itier de Magnac, son fils ; Aymeri Brun, seigneur de Chamier ; Pierre de La Maurinie, écuyer. Dans une note autographe, Itier de Magnac prie Pierre, archevêque de Narbonne, d'apposer son sceau à ce testament. — Il y a trois exemplaires de cette pièce.

E. 765. (Carton.) — 12 pièces, parchemin ; 1 sceau.

1357-1377. — Mainlevée accordée par Charles, duc de Bretagne, vicomte de Limoges, à Itier de Magnac pour tous ses biens saisis ; — ordonnance de Jean de Montbouché, sénéchal de Limoges, concernant cette mainlevée ; — hommage rendu à Itier de Magnac par Geoffroi Du Bois, écuyer, pour le domaine de La Juglarie, situé dans la paroisse de Saint-Martial-de-Valette ; — codicille du testament d'Itier de Magnac ; — hommage rendu à Aulfrey de Goubzriant, capitaine de Nontron, par Hélié de Magnac ; — transaction entre Hélié de Magnac et Gui de Valette, écuyers, sur la construction d'une fenêtre et d'une gouttière ; etc.

E. 766. (Carton.) — 3 pièces, papier ; 1 sceau.

1384-1478. — Déclaration faite par Gui Paute, de Nontron, se portant comme héritier de Robert de Magnac ; — lettres de Jean de Bretagne, vicomte de Limoges, donnant mainlevée des revenus d'Itier de Magnac, à la demande de Mondot Paute, écuyer ; — acensement pour cinq ans du domaine de La Fargue, situé à Milhac, par Raymond Paute, seigneur de Magnac, à Marguerite de Magnac ; — hommages rendus : à Jean de Bretagne, seigneur de Laigle, lieutenant général de la vicomté de Limoges, par Raymond Paute, pour la seigneurie de Magnac ; — à Alain d'Albret par Jeanne Selebrache, pour les biens qu'elle tenait de la maison de Magnac ; etc.

E. 767. (Carton.) — 12 pièces, parchemin ; cahier in-4°, 46 feuillets, et 7 pièces, papier ; 1 sceau.

1273-1606. — Exécutoire d'un arrêt du Parlement de Bordeaux, décerné à la requête du vicomte de Limoges, contre Jean, vicomte de Rochechouart touchant la paroisse de Maraval. — Hommage rendu à Henri II de Navarre par Nicolas d'Anjou, comte de Saint-Fargeau, pour la baronnie de Mareuil ; — dénombrement des biens composant la baronnie de Mareuil. — Lettres de Philippe le Hardi au sénéchal d'Agen pour faire assigner à Archambaud II, comte de Périgord, 220 livres sur le péage de Marmande ; — indemnité de 1,000 livres accordée par Edouard V, roi d'Angleterre, à Archambaud III, comte de Périgord, en échange du péage de Marmande ; — assignation de 6,000 francs d'or de rente par Charles VI à Arnaud-Armanieu, sire d'Albret, sur la ville de Marmande. — Procès-verbal de vérification fait par les commissaires du roi de Navarre sur le dénombrement rendu par Raymond Girard de Langlade pour la seigneurie de Marsaneix. — Enquête faite par ordre du vicomte de Limoges à la requête de Raymond de La Marthonie sur les cens et droits seigneuriaux que la famille de Magnac prétendait lever sur la terre de La Marthonie. — Acensement d'une terre située à Martillac par Françoise de Bretagne, comtesse de Périgord, à Hélié Desmaisons ; etc.

E. 768. (Carton.) — 12 pièces, parchemin ; 30 pièces, papier.

1348-1543. — Hommage rendu à Alain d'Albret par Foucault Du Chassaing pour la maison noble du Mas-Nadau. — Donation des revenus du

domaine de Massenac par Aymeri Sensilhon à Jean de Bretagne, seigneur de Laigle, vicomte de Limoges. — Lettres de Charles VIII accordant au seigneur d'Orval la seigneurie de Masséré; — mémoire relatif aux usurpations commises dans la seigneurie de Masséré au préjudice du sire d'Albret; — note concernant l'étendue et le produit du domaine appelé les Oliviers, situé à Masséré; — donation du greffe de Masséré faite par Henri II de Navarre à Jean Joyet; — copie des ordonnances de Jacques Du Pré, seigneur de La Mabilière, sur la réformation du domaine du roi de Navarre à Masséré : il est défendu d'enterrer dans les églises sans la permission du Roi. — Hommage rendu à Henri II de Navarre par Arthus Des Aiges pour la seigneurie de Maumont. — Echange de la seigneurie de Maurens contre celles de Pomiers et Ciorac entre Philippe de Valois et Pierre de Maurens; — donation du château de Maurens, par Pierre de Pomiers, seigneur de Maurens, à Roger-Bernard, comte de Périgord; — lettres du prince de Galles au sénéchal de Périgord sur la restitution des châteaux de Maurens, Montleydier et La Tour-Blanche réclamés par le comte de Périgord; — lettres de Charles VII maintenant le comte de Périgord dans la possession de la seigneurie de Maurens; etc.

E. 769. (Carton.) — 9 pièces, parchemin; 11 pièces, papier; 1 sceau.

1292-1567. — Testament de Pierre de La Salle, habitant de Mayac. — Procès devant le sénéchal de Périgord entre Alain d'Albret, Jean d'Abzac, seigneur de Ladouze, et Robert de La Marthonie, touchant la possession du fief de Mazeyrolles. — Vente de la paroisse de Meilhard, par Jacques de Meilhard, conseiller au Grand-Conseil, et Marguerite Du Saillant, dame de Florimont, sa femme, à Jeanne d'Albret, reine de Navarre. — Hommage rendu par Olivier Bégon, écuyer, à Archambaud II, comte de Périgord, pour ce qu'il possédait dans la paroisse de Mensignac. — Procès entre le vicomte de Limoges et le Chapitre de Saint-Yrieix, touchant la juridiction du lieu de La Meyze; etc.

E. 770. (Carton.) — 12 pièces, parchemin; 2 pièces, papier; 3 sceaux.

1263-1544. — Donation de terres situées à Milhac par Jean de Virac, écuyer, à Hélie de Milhac, écuyer; — vente de terres situées à Milhac par Géraud Leblanc à Etienne Marton; — cession de rentes assises à Milhac par Guillaume de Magnac à Bernarde de Mazières; — assignation d'une

rente de 2 setiers de froment sur des biens situés à Milhac par Adémar Juge en faveur de Géraud de Novavilla ; — hommage rendu à Alain d'Albret par Bertrand de Beaupuy pour les biens nobles qu'il possédait à Milhac ; — dépôt de 5,600 livres fait par le roi de Navarre devant le juge mage de Périgord pour le rachat des paroisses de Milhac, Chignac et autres. — Hommages rendus : par Géraud Joubert de Minziac, à Bertrand de Minziac, chevalier ; — par Aymeri de Courbefy, clerc, à Géraud Robert de Minziac et à Anne, sa mère ; — par Jean de Minziac, à Jean, seigneur de Javerlhac. — Ratification par Archambaud II, comte de Périgord, de l'engagement du château de Miradoux et de terres, fait par Hélié Talleyrand, son fils, vicomte de Lomagne, à Lemborc, sœur de ce dernier, pour 30,000 sous arnaudens ; — confirmation par Regnaud de Pons, seigneur de Bergerac, de la donation du bois appelé Comtal, faite par Hélié Rudel à Gaillard de Bonneville, père d'Arnaud, chanoine de Saint-Front de Périgueux, seigneur du château de Miremont ; etc.

E. 771. (Carton.) — 11 pièces, parchemin ; 12 pièces, papier ; 1 sceau.

1283-1543. — Hommage rendu au roi de Navarre par Jeanne de Lur, veuve de François de Dieuzayde, pour la maison noble de Monbadon. — Lettres de Marguerite de Clisson, vicomtesse de Limoges, concernant la remise du château de Moncontour à Jean V, duc de Bretagne. — Enquête faite par Alain d'Albret contre Pierre Olié, prêtre, touchant l'hôpital de Moncrabeau. — Vente de rentes assises à Montagnac par Bertrand de Toirac à Hugues Du Cluzel, écuyer. — Transaction entre Hélié Talleyrand, seigneur de Grignols, et Hélié Vigouroux, écuyer, d'une part ; Itier de Sauzet et Guillaume de Boysset, chevaliers, d'autre part, touchant la justice du lieu de Montagrièr ; — lettre de Françoise de Bretagne, comtesse de Périgord, au sieur de Razac, commissaire pour les hommages, lui mandant d'accorder à Roulin de Montagrièr un délai pour rendre son hommage ; — rôle des fiefs en nature acquis par Hélié Séguin de Raymond de Montagrièr, écuyer. — Note relative à la vente de la seigneurie de Montagut par Alain, vicomte de Rohan, et Béatrix de Clisson, sa femme, à Jean Harpadenne, seigneur de Belleville. — Donation de la seigneurie de Montanceix par Jean, duc de Normandie, fils de Philippe de Valois, à Roger-Bernard, comte de Périgord ; — ratification de cette donation par le roi de France ; — hommage rendu à Alain d'Albret par Archambaud de Bourdeille pour le château de Montanceix ; — échange de terres entre François de Bourdeille, seigneur de Montanceix, et Jean Parrot, bourgeois de Périgueux. — Hommage rendu à Alain d'Albret par Jean, seigneur de

Montardy. — Assignation de 300 livres de rente par Charles V à Archambaud IV comte de Périgord, sur la ville de Montauban. — Hommage rendu à Archambaud IV, de Périgord, par Raymond de Montaut, pour les terres qu'il avait acquises de Gaston de Gontaut, seigneur de Montaut. — Donation faite par Pierre de Cazaux, dit Pelegrin de Montbrun, écuyer, à Gui Brun, seigneur de Montbrun, chevalier, de tous les droits auxquels il pouvait prétendre sur la succession de Bernard Chat, de Montbrun ; etc.

E. 772. (Carton.) — 8 pièces, parchemin ; 2 pièces, papier.

1334-1542. — Procuration donnée par Mathe d'Albret, dame de Montcuq, à Bernard d'Albret, son frère, pour rendre hommage au roi de France pour la seigneurie de Montcuq ; — assignation de 262 livres de rente par Philippe de Valois à Roger-Bernard, comte de Périgord, sur la ville de Montcuq ; — donation du château et de la ville de Montcuq par le roi Jean à Roger-Bernard, comte de Périgord ; — lettres de Jean Chandos, lieutenant du roi d'Angleterre, au sénéchal de Gascogne, touchant la donation de Montcuq ; — vente de la seigneurie de Montcuq par Antoine de Salignac à Jean Talleyrand, prince de Chalais, pour 10,000 livres tournois ; — sentence rendue par Jean de Belcier, seigneur de La Rolphie, juge mage de Périgord, sur l'exécution d'un arrêt donné par le Parlement de Bordeaux entre Jean d'Albret, seigneur de Miossens, et François d'Aydie, seigneur de Ribérac et de Montcuq, pour que ce dernier obtienne la délivrance des titres de la seigneurie de Montcuq, déposés dans le château de Montignac.

E. 773. (Carton.) — Rouleau, parchemin, longueur, 5m20.

1340. — Procès-verbal de mise en possession de la seigneurie de Montcuq en faveur de Roger-Bernard, comte de Périgord ; le procureur du Roi était Raymond Fabri, et celui du comte de Périgord, Pierre de Labatut, clerc.

E. 774. (Carton.) — 12 pièces, parchemin ; 8 sceaux.

1257-1328. — Assignation d'une rente de 90 livres de Périgord par Geoffroy de Pons, seigneur de Montignac, à Archambaud de Comborn, mari de Marguerite, sa fille ; — coutumes accordées à la ville de Mont-

gnac par Archambaud II, comte de Périgord ; — constitution d'une rente de 120 livres de Périgord par Regnaud de Pons, seigneur de Montignac, en faveur d'Aymeri de La Porte et de Marguerite de Pons, sa femme ; — assignation de 500 livres de rente sur la seigneurie de Montignac par Menaud de Pons, seigneur de Bergerac, à Archambaud III, comte de Périgord, pour la dot de Jeanne de Pons, femme de ce dernier et sœur de Menaud ; — reconnaissance de fiefs faite par Hélie Du Drouilhet, habitant de Montignac, à Hugues Du Cluzel.

E. 775. (Carton.) — 10 pièces, parchemin ; 1 pièce, papier ; 2 sceaux.

1330-1339. — Procès entre Roger-Bernard, comte de Périgord, et Mathe d'Albret, touchant la possession de la châtellenie de Montignac ; — procuration donnée par Mathe d'Albret, dame de Montignac, à Gui de Bonnefont pour la représenter dans un procès ; — lettres de Philippe de Valois adressées au Parlement de Paris annulant toutes les procédures faites contre Mathe d'Albret au sujet de la châtellenie de Montignac devant les sénéchaux de Poitou et de Périgord ; — sentence du lieutenant du sénéchal de Périgord au siège de Sarlat, frappant d'une amende Bernard Radel, habitant de Montignac, qui avait empêché un sergent royal d'exercer son ministère à Montignac.

E. 776. (Carton.) — 17 pièces, parchemin.

1340-1400. — Échange de terres entre Mathe d'Albret, dame de Montignac, et Édouard VI, roi d'Angleterre ; — cession de la châtellenie de Montignac par Roger-Bernard, comte de Périgord, à Talleyrand, cardinal de Périgord, son frère ; — serment de fidélité prêté par les habitants de Montignac à Roger-Bernard, comte de Périgord ; — rôle des fiefs dus au comte de Périgord dans la châtellenie de Montignac : exemption de paiement accordée par le comte aux habitants dont les maisons avaient été brûlées par les Anglais ; — procurations données : par Guillaume de Saint-Léon, veuve de Hugues Ébrart, à Jean d'Artensa, pour rendre à Archambaud IV, comte de Périgord, l'hommage qu'elle lui devait en raison de terres dans la châtellenie de Montignac ; — par Comtorie Marquèze à Louis Bernion, écuyer, son mari, pour rendre à Louis, duc d'Orléans, l'hommage qu'elle devait pour biens possédés dans la châtellenie Montignac ; etc.

E. 777. (Cahier.) — In-4°, 46 feuillets, papier.

1402. — Rôle des rentes en nature et en argent dues au comte de Périgord dans la châtellenie de Montignac : paroisses de Fallac, Thonac, Brénac, Saint-Pierre, Saint-Chamans, Auriac, Bars, Le Chaylard, Azerac, Sern, Saint-Léonce, Valogols, Aubas, Coudat ; les redevances sont perçues par Aymeri Veyres, baile de Montignac.

E. 778. (Carton.) — 8 pièces, parchemin ; 3 pièces, papier.

1402-1462. — Plaintes adressées par les habitants de Montignac à Louis, duc d'Orléans, comte de Périgord, contre ses officiers, au sujet d'arrestations arbitraires, de violences contre les habitants, du pillage de leurs maisons et du viol d'une femme commis au bout du pont de Montignac ; — autorisation accordée par Charles, duc d'Orléans, comte de Périgord, aux habitants de Montignac de faire contribuer les gens d'Église et les nobles à la réparation des fortifications de cette ville ; — enquête sur les limites de la juridiction de l'évêque de Périgueux dans la châtellenie de Montignac ; — commission de capitaine du château de Montignac donnée par Charles, duc d'Orléans, comte de Périgord, à Mainfroy de Salignac, seigneur de Saint-Geniez, en remplacement de feu Jean de Lestranges ; etc.

E. 779. (Cahier.) — In-4°, 47 feuillets, papier.

1427. — Rôle des revenus en argent et en nature appartenant au duc d'Orléans dans la châtellenie de Montignac : à Azerac, Auriac, Bars, Fallac, Thonac, Brénac, Saint-Léonce, Le Chaylard, Valogols, perçus par Giraud de Bonis, receveur.

E. 780. (Carton.) — 6 pièces, parchemin ; 23 pièces, papier ; 1 sceau.

1437-1499. — Ordonnance de Charles, duc d'Orléans, pour faire remettre sous son autorité le château de Montignac, possédé par le bâtard d'Orléans ; — délai d'un an accordé par Jean de Bretagne, comte de Périgord, à Denis Paris, écuyer, pour rendre l'hommage de ce qu'il tenait dans la châtellenie de Montignac ; — copie des privilèges de la ville de Mont-

gnac ; — protestation de Bernard d'Armagnac, seigneur de Termes, contre l'enlèvement d'un prisonnier anglais par le capitaine de Montignac ; — mise en ferme des revenus de la châtellenie de Montignac ; — hommages rendus à Alain d'Albret : par Frenon de Losse, pour ce qu'il possédait à Montignac ; — par Antoine de Beaulieu, au nom de Brandelis Du Chesne, sa femme, pour la maison noble qu'elle possédait au bout du pont de Montignac ; — vente d'une rente de 200 écus d'or sur la châtellenie de Montignac par Pierre de Labat, prévôt de Lombrière, au nom d'Alain d'Albret, en faveur de Philippe de Commynes, seigneur d'Argenton ; — commission donnée par Alain d'Albret à Jean de Puyguyon, son maître d'hôtel, pour acenser divers terrains situés dans la ville de Montignac.

E. 781. (Cahier.) — In-4°, 97 feuillets, papier.

1473-1492. — Rôles de la taille levée dans la châtellenie de Montignac, sur les paroisses de Brenac, Auriac, Fallac, Thonac, Bars, Saint-Léonce, Valogols, le Chaylard, Montignac ; — solde des francs-archers ; — réparation et fortification du pont de Montignac ; — état nominatif des habitants de la châtellenie de Montignac et taxe imposée à chacun d'eux.

Pour extrait :

Ferd. VILLEPELET.

(La suite prochainement.)

BIENS DE MAINMORTE ET FIEFS NOBLES

DU CANTON DE TERRASSON.

1784 à 1790.

(Sommier des gens de mainmorte.)

1^o TERRASSON.

N^o 1.

Le curé est à la portion congrue, mais il jouit des novales dans lad. paroisse qui peuvent être un objet d'environ 400 livres de revenu, etc (1).

N^o 2.

Il existait autrefois une communauté de religieux Bénédictins exemts, composée de huit religieux, qui étaient curé primitif avec un abbé commendataire (2).

Tout l'ordre de cette espèce a été détruit par un édit du Roy, de sorte que M. l'abbé dud. Terrasson possède les dixmes et rentes qui se lèvent dans lad. paroisse, à la charge de

(1) Il n'a jamais affermé ces novales. Il les jouit par domestiques ou gens de journée et ne fait pas de déclarations.

Bail à ferme du 30 avril 1786 dev^t Limoges de partie pour 400 l.

(2) Bail à ferme de lad. abbaye, avec tous les objets en dépendant, par M^{re} l'Evêque de Sarlat en qualité d'abbé, par acte du 19 mars 1784, devant Combet, moy^t 6,500 l. pour 9 ans et qui échoira en 1793, en faveur de S^r Etienne Boulegue et autres, etc. non compris le moulin ni la moitié des lods.

payer à chaque religieux une manse monacale de 19 charges bled, 19 charges vin et 40 livres en argent, et lorsque les susd. religieux seront tous décédés, lesd. manses doivent tourner au profit du collège de Sarlat, suivant l'union qui en a été faite par M. l'Evêque, confirmée par lettres patentes du Roy, enregistrées au Parlement de Bordeaux (1).

De sorte que tous les revenus de la susd. abbaye consistent :

1° Dans toutes les dixmes en bled et vin sur lad. paroisse de Terrasson ;

2° Dans un droit d'halage affermé et compris dans le bail général pour 300 livres ;

3° Dans tous les droits de lods et ventes qui se perçoivent à chaque mutation des fonds mouvant de lad. abbaye, à raison de 2 s. par l. et compris aussi dans led. bail ;

4° En un moulin scitué près le pont du présent lieu, dont la moitié a été accensée anciennement par M. l'abbé, à la charge par le preneur d'entretenir la chaussée, les meules, les chevaux, les domestiques, et de donner la moitié du revenu dud. moulin, franche et quitte aud. seigneur abbé.

Laquelle moitié aussi comprise dans led. bail général à 1000 l. annuellement.

N° 3.

Il existe encore un bénéfice appelé l'Infirmierie dont le revenu consiste en rentes directes et foncières établies sur une partie des fonds de la paroisse Lavilledieu et en lods et ventes du revenu à peu près 300 l. qui est joui actuellement par le collège de Sarlat.

Et une maison affectée pour l'infirmier.

N° 4.

La Prévôté dont le revenu est détaillé dans la paroisse de

(1) Déclaration du 8 juin 1767 de M^{re} l'Evêque de Sarlat par laquelle il veut jouir la portion du moulin.

Ladournac, etc., et qui est réunie après le décès du titulaire au collège de Sarlat et d'objet à peu près 800 l. (1)

N° 5.

La Chantrierie qui consiste en quelques rentes et lods et ventes sur des maisons du quartier de la Marzelle dans Terrasson, et du revenu annuel environ de 40 l.

Lequel bénéfice doit avoir aussi le même sort que les précédents, etc.

N° 6.

La fabrique de Beauregard jouit aussi de deux domaines dans les villages de Chamontel et Leyraudie à elle donnés anciennement par la maison de Peyraux. Le revenu annuel ou environ de 1,000 l.

2° BERSAT ET BEAUREGARD.

Le curé jouit de la dixme en seul dans toute sa paroisse, ce qui en fait le revenu (2).

Il jouit en plus d'un petit pré et d'une vigne, le tout scitué aud. lieu.

Dont le total du revenu est à peu près de 3,000 l. (3)

La fabrique dud. lieu jouit de deux domaines scitués dans la paroisse de Terrasson désignés sous le n° 6.

(1) Déclaration du 8 juin 1787 pour une partie, ayant affermé le surplus par acte public.

(2) Une partie de ses revenus est affermée par acte du 6 septembre 1776, moy^t 15 l. par an.

(3) Déclaration du 28 août 1784 pour jouir par domestiques ou gens à la journée pour lad. année 1784.

Bail à ferme du 2 février 1786, dev^t Limoges de partie p^r 600 l.

3° CHAVAGNAC.

Le curé est gros décimateur en seul de tous les fruits de sa paroisse dont le revenu peut valoir environ 2,700 l. (1)

Il dépend encore de lad. cure un domaine scitué au village des Periers, susd. paroisse, du revenu à peu près de 300 l.

4° COLY.

Le curé est à portion congrue et a même cédé les novales à M. l'abbé ci-après nommé.

Cette paroisse dépend de l'abbaye de Saint-Amant de Coly dont les revenus de lad. abbaye consistent en dixmes et rentes et lods et ventes etc. (2);

Plus en un petit moulin sur le ruisseau de Coly; en deux pièces de pré, et en la moitié du moulin scitué sur le ruisseau d'Ironde, l'autre moitié appartenant à des particuliers qui sont chargés de l'entretien;

Et enfin en une forêt dont il a obtenu une permission par arrêt du conseil de faire couper un vingt-cinquième chaque année à l'exception d'un quart de réserve sur lequel il ne peut pas toucher.

L'objet du revenu environ de dix mille livres.

5° CONDAT.

Le curé est à la portion congrue. Il dépend cependant de lad. cure une petite chenevrière du revenu environ de 20 l.

(1) Déclaration du 8 juin 1784 de vouloir jouir les dixmes et biens fonds dépendant de lad. cure par domestiques ou gens à la journée pour l'année 1784.

(2) Déclaration du 1^{er} may 1784 de partie des revenus de lad. abbaye, pour les jouir et faire lever par des domestiques ou gens à la journée pour lad. année 1784.

L'autre partie affermée par baux publics retenus par différents notaires de Sarlat, etc.

Bail à ferme du 22 avril 1786 devant Sirey à Sarlat pr 9 ans et 10,000 l.

Le commandeur de Malthé est gros décimateur de lad. paroisse, et jouit en outre d'un moulin, d'une maillerie, d'un four bannal, et d'une petite forêt (1).

Le tout de revenu de 3,000 l.

6° GRÈZES.

Le curé de lad. paroisse est gros décimateur en seul (2).

Il jouit en outre une pièce de terre, une vigne et un pré, le tout environ du revenu de 2,400 l. (3)

7° LACASSAIGNE.

Le curé de cette paroisse est gros décimateur par indivis avec l'abbé de Coly.

Il jouit en outre d'une pièce de terre, d'une vigne et d'un pré, le tout joignant le presbiterre, et de revenu de 2,400 l. (4)

8° LADOURNAC.

Le curé de cette paroisse est à la portion congrue, il jouit de plus une pièce de terre du revenu de 100 l. (5)

(1) Baux à ferme des 23 may 1785, 25, 23 et 28 mars 1786, 9 octobre 1786 dev^t Limoges, 1793.

Le moulin et le four banal paroissent omis affermés 14 avril 1784 dev^t Limoges p^r 7 ans 1,400 l. avec le passage et un pressoir à huile.

(2) Déclaration pour jouir la dixme seulement par domestiques ou gens à la journée du 1^{er} juin 1784 pour une partie.

Et l'autre affermée par acte du 11 novembre 1780 pour 7 années moy^t 500 l.

Il y a un bail à ferme du 14 septembre 1786 retenu par Limoges pour neuf ans moy^t 600 l. du quartier du Puissat. Il existe autres deux contrats de bail à ferme des 11 novembre 1782 et 25 juin 1786 reçus Beune, l'un pour 500 l., et l'autre pour 700 l. du quartier d'Objat et du quartier de Laval.

(3) Il n'est point fait mention ni dans la déclaration ni dans le bail des objets ci-joints.

(4) Déclaration du 30 mai 1784 pour jouir les revenus de son bénéfice par domestiques ou gens à la journée, pour lad. année 1784.

(5) Déclaration du 24 may 1784 pour jouir les revenus de son bénéfice par domestiques ou gens à la journée pour l'année 1784.

Le prévôt de Ladournac leve la grosse dixme en seul de cette paroisse du revenu de 800 l. (1)

9° LAFEUILLADE.

Le curé de cette paroisse est gros décimateur.

Il jouit de plus d'un pré, d'une pièce de terre, et d'un pré, le tout du revenu de 1,800 l. compris la dixme, etc. (2)

10° PAZAYAT.

Le curé est gros décimateur de cette paroisse.

Il jouit de plus d'une pièce de terre, et pré, le tout compris la dixme de la cure, du revenu de 2,400 l. (3)

11° SAINT-LAZARE.

Le curé de cette paroisse est gros décimateur.

Il jouit de plus d'une vigne et d'un pré, le tout, compris la dixme, du revenu de 2,000 l. (4)

12° VILHAC.

Le curé de cette paroisse est gros décimateur (5).

(1) Déclaration du 16 may 1784 pour jouir partie des revenus de lad. prevoté par gens à la journée ou domestiques pour l'année 1784.

L'autre partie est annoncée affermée, sans qu'il paroisse de bail public.

(2) Déclaration du 16 mai 1781 pour jouir les revenus de lad. cure par domestiques ou gens à la journée, pour l'année 1784.

(3) Déclaration du 16 may 1784 pour jouir des revenus de lad. cure par domestique, ou gens à la journée, pendant l'année 1784.

(4) Déclaration du 26 mai 1784 pour jouir tous les revenus de lad. cure par domestiques ou gens à la journée pendant lad. année 1784.

(5) Il ne paroît ni bail à ferme ni déclaration.

Il jouit aussi d'un bon pré et d'une pièce de terre, le tout du revenu, compris la dixme, de 2,400 l. (1)

(Sommier des fiefs et biens nobles.)

1° TERRASSON.

M. l'abbé de Terrasson, seigneur haut justicier de partie.

M. Dubernard marquis de Mommège, seigneur de partie de la justice.

Madame la comtesse de Saint-Aulaire, seigneuresse pour une partie de la justice.

M. le duc de Noailles, seigneur de partie de la justice.

2° BERSAT.

M. Royère vicomte de Peyraux est seigneur direct et haut justicier de Bersat (2).

(1) Déclaration du 28 mai 1785 pour jouir de partie de ses revenus et l'autre est en ferme par acte public.

(2) *Art. 10 des extraits d'hommages.* — Homage rendu à l'évêché d'Angoulême par M^e Antoine Boriedon, lieutenant de la juridiction de Peyraux, demeurant à La Soutenerie, p^{re} de Bersac en Périgord, des fonds nobles par lui acquis du seigneur de la Salle de Bourdeille par contrat du 9 juillet 1730, reçu Lachabrielle, n^{ro} royal, duement cont^{re} à Angoulême le 6 août 1736 à Lhomage cydessus et annexé. Le dénombrement des objets pour lesquels Lhomage a été rendu étant s. s. p. daté du 4 juin 1736 con^{re} à Angoulême le 6 août 1736, suivant lequel lesdits objets consistent 1^o un pré appelé à La Ficonle et vigne contenant vingt journaux ; 2^o une pièce de terre à Majebrier, contenant trois journaux ; 3^o une autre pièce de terre à Langle, autrement la pièce Redonde contenant quatre journaux et demi ; 4^o une pièce de terre et bois, à Langle, contenant seize journaux ; 5^o une pièce de bois à Langle, contenant six journaux ; 6^o une pièce de terre et bois à Coporas, contenant dix journaux ; 7^o une pièce de terre aud. lieu contenant huit journaux et demi ; 8^o une vigne aud. lieu contenant deux journaux ; 9^o une pièce de bruyère aud. lieu contenant huit journaux ; 10^o une maison, grange, jardin et pré, contenant dix journaux ;

3° CHAVAGNAC.

M. de La Rochefoucault comte de Cousages, seigneur haut justicier.

4° COLY.

M. l'abbé de Coly, seigneur haut justicier.

5° CONDAT.

M. le commandeur de Condat, seigneur haut justicier.

6° GREZES.

M. le duc de Noailles, seigneur haut justicier de partie.

M. l'abbé de Terrasson, seigneur haut justicier de partie.

7° LACASSAIGNE.

M. de La Rochefoucault comte de Cousage seigneur haut justicier.

11° un bois au Ruisseau, appelé de Genebre, contenant deux journaux ; 12° un bois aud. lieu ; 13° une vigne appelée a Chourbie contenant un demi journal ; 14° une terre appelée au Queyril contenant un journal ; 15° une terre et pacage appelé à La Navete contenant deux journaux ; 16° une bruyère appelée à Langle contenant quatre journaux ; 17° un bois appelé de Mayerou contenant quatre journaux ; 18° une terre à Cingle, contenant huit journaux ; 19° une pièce de terre et pré au même lieu contenant vingt journaux ; 20° douze journaux de bois et terre se joignant appelé du vieux Continant ; 21° quatre journaux de terre et bruyère appelé à Carporas ; 22° deux journaux de terre et bruyère à Carporas ; 23° deux journaux de vigne à La Ficonie ; 24° deux journaux de terre à Las Toupinarias ; 25° huit journaux de terre à Mageberille autrement Latournepie.

Tous lesquels fonds confrontent du levant avec la terre et fief du seigneur abbé de Terrasson, du midi au nord avec le fief du seigneur Lasalle, du couchant avec la terre du seigneur marquis de Peyraux.

Led. homage s. s. p. du 4 juin 1736 cont^e le 6 août dud.

8° LADOURNAC.

M. l'abbé de Terrasson, seigneur haut justicier.

M. le duc de Noailles, seigneur en partie haut justicier.

9° LAFEUILLADE.

M. le duc de Noailles, seigneur haut justicier.

10° PAZAYAT.

M. le duc de Noailles, seigneur haut justicier.

M. l'abbé de Terrasson, seigneur haut justicier pour une partie.

Les filles *de la Foy* de Sarlat (1).

11° SAINT-LAZARE.

M. Royère vicomte de Peyraux, seigneur haut justicier.

12° VILHAC.

M. de Beuroire seigneur haut justicier.

Madame de Saint Senat, seigneuresse de partie de la justice.

Pour copie conforme :

D'ARTENSEC DE VERNEUIL.

(1) Déclaration du 18 juin 1787 par laquelle ils déclarent jouir par elles-mêmes le domaine Dymassiac.

VISITE A VILLEFRANCHE-DE-LONGCHAPT.

Avant de rendre compte de notre mission à Villefranche-de-Longchapt, nous invitons la Société à voter des remerciements à M. Dumon, maire de cette ville, pour la bonne idée qu'il a eue de faire examiner une excavation trouvée au cours de travaux d'assainissement rendus indispensables à cause du peu d'épaisseur de la terre destinée aux sépultures.

Si, depuis vingt ans seulement, chacun avait agi ainsi, combien de trouvailles précieuses auraient pu échapper au vandalisme, et fournir à notre histoire locale et générale d'inaappréciables documents.

Ne s'en rapportant pas à ses seules lumières, M. Dumon écrivit à M. le Préfet en le priant de faire examiner cette découverte, et c'est d'après cette lettre transmise à la Société par M. le Préfet, que nous avons eu l'honneur, M. le docteur Barbancey et moi, d'être délégués pour cet examen.

Jeudi, 12 février, le mauvais temps ne put arrêter deux explorateurs pensant aller à une grande découverte; aussi le charmant accueil de M^{me} Dumon ne nous fit oublier qu'un instant l'objet de notre visite. M. le maire, retenu par ses fonctions municipales, nous fit accompagner de M. Mézie, et nous nous rendîmes sur les lieux.

En présence d'un simple trou placé à six mètres de l'angle N.-O. de l'église, de forme circulaire, à fond en cuvette, mesurant 2^m80 de diamètre et 1^m70 de profondeur, creusé en partie dans le roc friable, à assises alternes avec une sorte d'argile smectique, dont les parois calcinées par un feu violent avaient pris une teinte rougeâtre que l'on ne trouve pas dans les environs, on doit noter que du côté S.-O., où le rocher n'existait pas, se trouvait un mortier renfermant de petites pierres, de l'argile et de la chaux; la simple pression du doigt le faisait tomber en poussière; en présence d'une semblable excavation, il fallait avoir réellement la foi archéologique (et chacun de nous sait combien elle doit être quelque-

fois robuste !) pour pousser plus loin des investigations dont le succès nous paraissait déjà fort douteux ; mais l'espoir de trouver..... nous retint plus de trois heures sous la pluie, les pieds dans la boue, interrogeant les dimensions, l'orientation, les pierres en partie calcinées, les charbons, la terre de transport, enfin tout ce qui pouvait nous servir à baser une opinion probable et présentable.

M. le docteur Barbancey a cru un moment voir dans cette excavation le fond d'une hutte gauloise, dont les habitants avaient fait calciner les parois et le fond, pour rendre l'emplacement plus sain et moins perméable : le médecin hygiéniste inspirait l'archéologue ; mais cette supposition a été rapidement abandonnée, à cause de l'absence complète de tout silex ou objet quelconque en usage à cette époque reculée.

M. Duverneuil y voyait simplement une fournaise, et l'ouverture ouest en forme de canal servant pour la prise d'air (porte peu saine dans notre région), donnait un certain poids à cette opinion.

Enfin, nous tombâmes d'accord pour reconnaître là une fournaise.

Quelle était sa destination ?

Pas de débris de poterie dans les environs. On nous dit alors qu'un ancien de la commune avait ouï dire que dans le cimetière on avait autrefois fait la poudre (extrait le salpêtre). Enfin, enfin ! nous étions en présence d'un simple mais antique four à chaux !

La déception était un peu trop forte, et après des recherches acharnées, il fallut bien nous avouer à nous-mêmes qu'un four à chaux, fût-il gaulois, ne méritait pas plus longtemps notre attention ; et au moment de nous éloigner, M. le maire, non sans une certaine crainte douloureuse, livra au carrier les restes de cette excavation qu'il aurait voulu rendre plus intéressante.

Pour utiliser notre voyage, nous nous informâmes s'il y avait quelque curiosité à visiter. En entendant parler d'une crypte sous l'église, notre courage revint.

Nous pénétrons dans la crypte par sept marches, à une profondeur de 2 mètres sous le chœur de l'église et par une

porte latérale ; la voûte a la forme d'un fer à cheval, les premières assises sont des blocs régulièrement taillés s'élevant à 0^m90, tandis que les voussoirs sont bruts, de petit appareil et à larges joints.

Cette substruction ne reçoit le jour que par une petite baie à plein cintre ouverte dans le grand axe ; au-dessus, la voûte est percée d'un trou circulaire montant perpendiculairement dans le chœur de l'église supérieure ; pareille ouverture perce encore la voûte, mais sous un angle de 45°. Quant à une communication directe, elle n'existait que par une ouverture d'un mètre carré ; en gravissant cinq marches qui n'existent plus, on se trouvait avoir vue dans l'église immédiatement au-dessous de la rampe de communion.

Lors de la découverte de cette crypte, on y trouva trois cercueils, dont un encore sur les marches, les deux autres sur le sol de la chapelle inférieure, quelques lambeaux de bure et des franges d'ornements sacerdotaux indiquant que des moines prêtres étaient là ensevelis.

Quelques médailles, parmi lesquelles s'en trouve une portant en exergue : IOANNES CRUCE, nous ont été montrées par M. le curé.

Cette crypte, dans laquelle on voit un autel dont la table est d'un seul bloc et placé devant la fenêtre, paraît avoir eu trois destinations.

D'abord, retraite d'un cénobite, saint Romain peut-être, dont parle M. de Gourgues ; puis chapelle lorsque Guillaume, évêque de Périgueux, donna en 1117 l'église à l'abbaye de la Sauve ; et enfin chapelle funéraire comme le prouvent les trois cercueils trouvés il y a quelques années.

Les deux ouvertures circulaires de la voûte servaient d'ouïes pour le reclus et lui permettaient d'entendre l'office de son lieu de retraite, et l'ouverture carrée dont le système de fermeture était à l'extérieur de l'église, lui facilitait le moyen de recevoir la communion étant agenouillé sur les marches supérieures. D'ailleurs, pas le moindre vestige de sculptures.

Après ces constatations sans grande importance, nous pensions notre mission accomplie, mais nous avions compté

sans l'hospitalité gracieusement tenace de notre hôte ; nous nous étions déjà excusés sur l'heure avancée lorsqu'ayant manifesté le regret de ne pouvoir visiter les restes du château de Gurçon (1), M. Dumon offrit de nous y conduire et vraiment, nous fîmes bien de céder.

Quand on se trouve au milieu de ces pierres roulantes, au pied des tours éventrées par la foudre, en face de cet escalier aux marches sculptées (2), mais que l'on ne peut plus gravir, les premières sont tombées (3) ; lorsqu'on met la main dans ces meurtrières usées par le canon des arquebuses, dans les embrasures où s'allongeait le cou de bronze des coulevrines, on est saisi de respect pour ces nobles ruines qui reçurent Henri III et Henri IV (4).

Quand on pense que ces pierres enlacées par le lierre ou sciées par la ronce ont été animées par la présence des hommes ; que ces sculptures (5) humiliées que le pied insulte, ont eu une sublime place ; que ces baies ouvertes à tous les vents, ont encadré des faces humaines ; on comprend alors les sombres et profondes méditations qui envahissaient Volney au milieu des villes éteintes de l'Orient.

M. Dumon nous fit remarquer les blocs du soubassement S.-O. reposant sur un banc d'argile crétacée ; les coquillages qui le composent sont déposés par stries, depuis le coquillage microscopique jusqu'à la coquille d'huître marine, foliées à l'état parfait de conservation. Ce phénomène géologique est important à constater et à étudier d'après la théorie des soulèvements pouvant seule expliquer la présence d'un banc d'argile crétacée servant de base à un monument de cette masse.

Alcide DUVERNEUIL.

(1) Ce château, situé sur un mamelon dont il occupait toute la surface, avait la forme d'un parallélogramme et était flanqué de quatre grosses tours. Ses murs crénelés avaient deux mètres d'épaisseur. (Audierne, *Le Périgord illustré*.)

(2) L'édifice avait plusieurs escaliers richement sculptés. (*Ibid.*)

(3) Le château était à trois étages, et on y comptait jusqu'à quatre cents appartements. (*Ibid.*)

(4) Gurçon appartenait alors aux comtes de Foix de Candalle et devint plus tard la propriété de la famille de Gontaud. (*Ibid.*)

(5) L'architecture en était belle et la sculpture intérieure admirable. (*Ibid.*)

VARIA.

LA VÉRITÉ SUR LA BLESSURE ET LA MORT DE RICHARD CŒUR-DE-LION.

Les derniers jours de la vie de Richard Cœur-de-Lion, roi d'Angleterre, mort en France, à Châlus, en 1199, des suites d'un coup d'arbalète, ont été très-diversement racontés. Au lieu de faire une étude critique et comparée des divers auteurs contemporains qui ont parlé de cet événement, la plupart des historiens modernes n'ont adopté qu'une seule version, celle de Roger de Hoveden, chroniqueur anglais du XIII^e siècle.

Dans ses *Notes historiques sur le Nontronnais* (Nontron, Ranvaud, 1873, pages 5 et 68), notre confrère M. Ribault de Laugardière, s'appuyant sur le témoignage d'un autre chroniqueur, Gervais de Cantorbéry, nous fait lire le récit suivant de cette dernière campagne où le roi Richard tira vengeance du vicomte de Limoges secrètement ligué contre lui avec Philippe-Auguste.

« Feignant de se rendre de Bordeaux en Poitou, par le Périgord et le Limousin, Richard, après s'être emparé de Périgueux et avoir échoué à Excideuil (1), se rejeta sur Nontron qu'il prit d'assaut et livra à la dévastation et au pillage. Ce fut à ce siège de Nontron, et non au siège de Châlus, que fut blessé le 26 mars (1199) Richard Cœur-de-Lion, ainsi que le rapporte Gervais de Cantorbéry, chroniqueur anglais contemporain. Quelques jours après, Richard qui avait juré de détruire tous les châteaux du vicomte de Limoges, vint assiéger celui de Châlus à huit lieues de là. Mais sa blessure ayant empiré, il y mourut le 6 avril 1199 : ce qui a fait croire qu'il avait été blessé devant cette place. »

Tout en relevant l'erreur de Gervais de Cantorbéry qui fait de la place de Nontron une propriété du comte d'Angoulême, M. de Laugardière admet que c'est devant ce château que fut blessé le roi Richard.

Il paraît aujourd'hui suffisamment prouvé que ce roi anglais ne fut point

(1. Ce fut le 26 février 1184, que le chef de Brabançons qui se trouvait à Châlus avec Richard, Merchadier, entra subitement avec sa bande dans la province du vicomte de Limoges; et, au point du jour, favorisé par un épais brouillard, s'empara d'Excideuil, au nom de Richard, et ravagea cruellement cette bourgade et ses faubourgs. (Labbe.)

blessé devant Nontron, par la raison qu'il n'en fit point le siège; et qu'il faut reconnaître l'authenticité de cette note attribuée à Bernard Itier, qui a donné les détails les plus précis sur les circonstances qui ont précédé et suivi la mort de Richard :

« Pendant qu'il était malade (à *Châlus*), il avait donné l'ordre à ses soldats d'assiéger le château du vicomte Adhémar, qu'on appelle Nontron, et un autre fort qu'on appelle Piégut; ce qu'ils firent. Mais, ayant appris la mort du roi, ils se retirèrent confus. Le roi avait formé dans son cœur le dessein de détruire tous les châteaux et forteresses du susdit vicomte de Limoges. »

C'est à M. l'abbé Arbellot que revient l'honneur d'avoir rétabli les faits, si souvent altérés par les chroniqueurs, relatifs à la mort de Richard Cœur-de-Lion. Dans un mémoire plein d'érudition, lu, l'année dernière à la réunion des Sociétés savantes à la Sorbonne et reproduit par le *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin* (tome XXVI, 2^e livraison, p. p. 161-260), ce savant a fait justice de toutes les erreurs, de toutes les légendes, dont on s'était plu à parer les derniers moments du roi Richard; nous ne sommes plus en présence d'un roman historique, mais d'une véritable et excellente page d'histoire.

M. l'abbé Arbellot nous prouve, après une critique approfondie du texte des chroniqueurs contemporains, que Richard Cœur-de-Lion fut blessé à l'épaule gauche par un arbalétrier du nom de Pierre Basile, devant le fort de Châlus, qu'il y mourut des suites de cette blessure, et que ses entrailles y furent ensevelies. « Ce fut la destinée de ce prince de trouver la mort dans une petite guerre faite à un de ses vassaux rebelles. C'est au pied de cette bicoque de Châlus, dans un coin obscur du Limousin, que le héros de la troisième croisade devait terminer sa vie aventureuse. C'est là que devait tomber le vainqueur de Saladin;... que la flèche de Limoges devait tuer le lion d'Angleterre. »

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

NOTES DE VOYAGES EN PÉRIGORD PAR M. DE MOURCIN.

(1824-1828). — *Suite.*

Chanteyrac. — Nous avons passé par Chanteyrac.

L'église a été refaite vers 1500, comme celle de Saint-Aquilin. La voûte de ces deux églises est la même. Il n'y a rien de remarquable. Quelques

portions de murs peuvent appartenir au **xii^e** ou peut-être au **xi^e** ou **x^e** siècle ; c'est très-équivoque.

Le ruisseau qui passe au-dessous du bourg s'appelle le Rouï.

Meynichoux, commune de Saint-Aquilin. — Nous avons passé le reste de la journée à Boisset. On m'a dit qu'il y avait des débris de tuiles romaines dans les terres des Meynichoux.

Maury, commune de Chanteyrac. — Le lundi après déjeuner, nous sommes partis, M. Mauriac et moi, pour aller voir une motte qu'on m'avait indiquée dans la commune de Chanteyrac, vers l'extrémité S.-O.

Nous avons passé à Maury, village de la même commune, chez M. Rougier, huissier, qui nous a indiqué des débris romains dans ses terres.

Ces débris sont au-dessous du village, à deux portées de fusil ; il y a beaucoup de fragments de tuiles romaines du haut et du bas Empire. Il y en a de remarquables. J'en ai ramassé. De cet endroit au village, aiguille 75.

Château-Merle, commune de Chanteyrac. — La motte que nous cherchions est à l'extrémité de la commune de Chanteyrac, très-près de celle de Saint-Germain du Salambre. Elle porte le nom de *Château-Merle* ; elle est dans un vallon étroit et sauvage. Tous les alentours sont couverts de bois. Le village le plus près est celui du Bouyssou.

Il y a non-seulement une motte, mais une espèce de redoute à côté ; le tout est sur la naissance du penchant du coteau plat et peu élevé qui s'y trouve vers le S.-O.

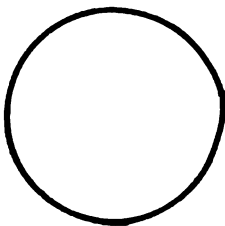
Un ruisseau prend naissance dans ce vallon ; il est connu sous le nom de ruisseau de *la bataille*. Autrefois il devait prendre sa source à côté de la motte, au bas, où il y avait encore une espèce de puits, il n'y a pas longtemps. Maintenant il la prend un peu plus bas.

Du haut de la motte sur le village de Bouyssou, aiguille 282 ou 182. Sur les Meynards, environ 230.

C

290 pas de tour

B



D

A

Vallon

Le vallon est au bas de la motte, au-dessous du point A. Son cours est de l'ouest à l'est. C'est à une petite distance de ce point A qu'était le puits.

Je crois que je n'ai pas assez reculé à droite la partie B.

La ligne C est la direction des Meynards où il y a, dit-on, une autre motte.

La ligne D est la direction de Bouyssou.

La motte a environ 220 pas de tour, près de 40 pieds ou environ de hauteur du côté du N., et environ 25 de l'autre côté.

Du milieu de la motte sur le retranchement de l'O., aiguille 185.

De ce même point sur le retranchement du N., 275.

La motte me semble plus ancienne que le camp ou redoute.

La porte du camp est au S., sur la pente du coteau. Le fossé y est moins profond et le rempart moins élevé.

Tous les remparts sont très-élevés et les fossés encore assez profonds.

J'ai trouvé sur les pentes de la motte, qui est un pain de sucre sphérique, des débris de poterie gauloise.

Dans le camp, il y en a également avec d'autres débris. Il paraît qu'il y a eu dans cet intérieur un château; on en a retiré beaucoup de matériaux. J'y ai trouvé une moitié de meule de moulin gaulois (je crois).

Il y a eu aussi quelques constructions du moyen-âge sur la motte. On y trouve des fragments de tuiles.

Ataux. — Nous sommes allés de là à Saint-Jean-d'Ataux.

L'église n'a rien de très-curieux. Elle est du XI^e siècle ou environ.

Elle est située sur une petite élévation plate qui est peu de chose. Si c'était une motte, elle avait été nivelée et baissée. Depuis, elle a été exhauscée de deux ou trois pieds, car l'église est enterrée de cela.

Il y a une fontaine au-dessus.

Frateau, commune de Neuvié (?). — Je suis allé de Saint-Aquilin à Saint-Astier, où je suis arrivé le mardi, vers midi, chez M. de Valbrune.

Le mercredi 30, M. de Valbrune et moi, nous sommes partis pour aller voir Frateau, où je n'ai rien trouvé que quelques restes d'un château, dont quelques portions remontent assez haut dans ce qui est détruit, car le reste n'est pas très-vieux.

Motte de Saint-Léon. — En revenant, nous avons vu la motte de Saint-Léon. Elle est située contre la rivière, dans un pré, vers le sud-ouest du bourg.

De cette motte sur Saint-Léon, l'aiguille donne 300.

Du même point vers le château gaulois du Tuquet (je crois), 185.

Elle est vis-à-vis du village des Meuniers.

Cette motte doit avoir près de 300 pieds de tour; elle est assez plate et élevée seulement de 5 ou 6 pieds dans le milieu.

Il y a quelques arbres dessus et à côté.

Est-ce un tombeau ? Est-ce une base de castel gaulois ?

Je n'ai remarqué aucun débris dans la terre qui est à côté.

Saint-Léon. — Nous avons passé au bourg de Saint-Léon ; j'ai mal vu l'église. Je crois qu'il y a quelques parties du XII^e siècle.

Puypinson, commune de Saint-Léon. — En allant à Frateau, nous avons visité Puypinson, que je voulais voir depuis longtemps. C'est un des endroits les plus curieux.

Puypinson est au S. de Saint-Astier ; c'est un avancement de la chaîne des coteaux ; il est très-élevé et rien ne le domine.

La route de Bordeaux passe au bas, au N.-O., et de ce côté l'escarpement est presque à pic.

A une cinquantaine de pieds au-dessous de la cime coule une superbe fontaine, dont l'eau traverse la route. Elle sort entre deux bancs du rocher et dans une espèce d'enfoncement.

La petite déclivité en niche qui est au-dessus annonce que jadis l'eau est sortie presque au haut de la montagne, et elle devait être plus abondante qu'aujourd'hui.

Le haut du coteau forme un plateau un peu arrondi.

Autour de la fontaine, sur la pente, on trouve des débris de poterie gauloise et quelques fragments de silex qui paraissent avoir passé par la main de l'homme.

A la cime du plateau est une légère éminence fort plate, et là-dessus est une abondance de scories de fer, dont quelques morceaux sont très-gros.

On y trouve une immense quantité de fragments de poterie, dont la plupart sont gaulois ; des fragments de meule de petits moulins gaulois en grand nombre et des silex évidemment travaillés. Dans un quart d'heure j'ai ramassé de tout cela.



Trois planches lithographiées accompagnent cette livraison. — La 1^{re} représente le Portrait de Pierre de Bourdeille, seigneur abbé de Brantôme ; — la 2^e, la Chapelle du château de Richemont ; — et la 3^e, l'Épithaphe du célèbre chroniqueur.

Vu :

Le Secrétaire-Général,

FERD. VILLEPELET.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD.

Séance du 27 mai 1880.

Présidence de M. le docteur GALY

La séance est ouverte à sept heures et demie du soir, dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. de Froidefond, le marquis de Fayolle, de Roumejoux, l'abbé Riboulet, le vicomte de Lestrade, Crédot, Jules Clédat, le marquis d'Abzac de La Douze, Alexis Beau-Verdeney, Bleynie, Jean Dupuis, le comte Gérard de Fayolle, Maurice Féaux, Fraisse, Paul Galy, Michel Hardy, le chanoine Labat, Maurice, Nalet, Eugène Roux et Villepelet.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT déclare le scrutin ouvert pour le renouvellement annuel du bureau de la Société, et invite les membres présents à venir voter immédiatement pour que l'ordre de la séance ne soit pas troublé ; l'urne n'en restera pas moins ouverte jusqu'à la fin pour les retardataires.

La Société française d'archéologie nous adresse l'itinéraire d'une excursion qu'elle organise pour le mois prochain, dans les départements du Doubs et du Jura et les parties avoisinantes de la Suisse, et prie les membres qui voudraient y prendre part d'envoyer leur adhésion à M. Léon Palustre, directeur de la Société française d'archéologie, à Tours. Elle nous prévient aussi que le Congrès archéologique tiendra cette année sa 47^e session à Arras et s'ouvrira le mardi 29 juin prochain.

M. LE PRÉSIDENT indique rapidement les ouvrages qui ont été offerts à notre bibliothèque dans le courant du mois :

L'Investigateur, journal de la Société des Études historiques, n° de septembre-octobre, novembre-décembre 1879, janvier-février 1880 : ce dernier numéro contient à la page 47 un éloge trop bienveillant de la Société par M. le comte de Bussy ;

La *Revue des langues romanes*, troisième série, tome deuxième, n° 1-3, janvier-mars 1880, où se trouve une série de proverbes fort curieux recueillis dans le Bas-Limousin ;

Le *Bulletin de la Société archéologique du midi de la France*, séances du 25 novembre 1879 au 23 mars 1880 inclus, in-4°, Toulouse, 1880 ;

Le *Bulletin de la Société des sciences, lettres et arts de Pau*, 1878-1879, 2^{me} série, tome VIII, contenant un dictionnaire béarnais-français, in-8°, Pau, 1880 ;

Les *Mémoires de la Société Eduenne*, nouvelle série, tome VIII, où sont signalées une trouvaille de monnaies des Edues ayant toutes pour type la figure casquée et imberbe, et la découverte, dans les substructions de la vieille église de Saint-Symphorien de Montceaux-le-Comte, d'une inscription dédiée à Marcus Ulpius Avitus, centurion dans la troisième légion Augusta, puis dans la quatrième Flavia, par un détachement des ouvriers fabricants de cuirasses (*loricarii*) d'Autun, établi au village de Brèves, près de Clamecy, un vol. in-8°, Autun, 1879 ;

Le *Bulletin de la Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, n° de janvier et avril 1880, relatant la découverte, à Saintes, d'un autel gaulois « à double face sur lequel est représenté un dieu, les jambes croisées à la manière du Boudha indien, et accosté de deux autres divinités formant avec lui une sorte de trimourti (trinité), » et la réponse de M. Jules Pellisson affirmant que l'abbé de Segonzac, à qui Gresset a dédié le *Lutrin vivant*, était Jean-Baptiste Bardon de Segonzac, bachelier de Sorbonne, vicaire-général de Périgueux, chanoine et comte de l'église royale de Saint-Julien de Brioude, nommé à l'abbaye de Saint-Sauveur d'Aubeterre en 1753 ;

Le *Bulletin de la Société des Etudes du Lot*, 3^e et 4^e fascicules

du tome V, où l'on fait naître à tort La Calprenède et Fénelon en Quercy, l'un étant né à Toulgou, commune de Salignac, et l'autre à Sainte-Mondane, en Sarladais ;

Le *Bulletin du bouquiniste*, 1^{er} et 15 mai 1880 ;

Le 4^{me} volume du *Nobiliaire du Limousin* de l'abbé Nadaud, curé de Teyjat, publié par l'abbé Lecler, un vol. in-8°, Limoges, 1880 ;

Par M. Philippe de Bosredon, l'ouvrage de M. Demay, archiviste aux Archives nationales, *Des pierres gravées employées dans les sceaux du moyen-âge*, in-8°, Paris, Imprimerie nationale, 1877 ; plusieurs brochures de M. Gustave Schlumberger, *Sceaux des chevaliers de l'Hôpital*, *jeton du Trésor d'outre-mer*, Paris, 1876 ; *Les principautés franques du Levant* d'après les plus récentes découvertes de la numismatique, Paris, 1877 ; *Monnaie et bulle de plomb inédites de Terre-Sainte*, Paris, 1878 ; *Sceaux et bulles de l'Orient latin au moyen-âge*, in-8°, Paris, 1879.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. LE PRÉSIDENT en exprime aussi à M. Jules de Laurière qui, en lui envoyant son mémoire sur l'inscription de Saint-Pierre-ès-Liens à Rome, dont nous a récemment entretenus M. le chanoine Arbellot, a bien voulu y joindre pour notre bibliothèque plusieurs exemplaires de cette inscription, de la fin du xv^e siècle, reproduite par l'héliogravure. Une nouvelle lecture du texte qui paraissait autrefois devoir se rapporter au cardinal Elie de Talleyrand, suivant M. l'abbé Arbellot, soulève ensuite une nouvelle discussion, et l'explication des mots RELIGIONE FVI TENVIS donne lieu à un grand nombre d'interprétations qui ne satisfait personne.

Puisqu'on en est aux rectifications, M. LE PRÉSIDENT rappelle aussi que la plaque de métal offerte au Musée par M. Auché, que nous avons prise pour une plaque de coffret, portant l'inscription : IAIME LE LIS, IAIME LA ROSE, IAIME LHONEVR SVR TOVTE CHOSE, est tout simplement une œillère de harnais de mulet, absolument pareille à celle qu'on vient de découvrir dans l'Isère et qui est citée dans le *Bulletin* de la Société nationale des Antiquaires de France du 4^e trimestre de 1879.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL s'est chargé de donner au Musée : de la part de M. Pazat, instituteur public à Eyzerat, une monnaie en argent de l'époque consulaire, de la famille Carisia, portant au droit la tête de Rome casquée ayant derrière elle le chiffre X (*denarius*) et au revers le bige, et une médaille en cuivre du pape Urbain VIII, datée de 1635 ; de la part de M. Bourgoin, employé au service vicinal à Périgueux, un sceau en cuivre de l'époque révolutionnaire, trouvé à Périgueux, portant en légende 2^{ème} BAT^{on} DE LA 81^{me} DEMI B^{de}.

M. le Conservateur du Musée remercie les deux donateurs.

Notre honorable confrère M. H. DE MONTÉGUT écrit à M. le Président pour lui demander s'il n'y aurait pas lieu actuellement de nommer une commission, qui serait chargée de faire un rapport sur l'impression et le mode de publication du travail historique, *Essai sur les Etats de Périgord*, qu'il prépare depuis plusieurs années.

La Société consultée décide qu'avant de nommer la commission il serait utile d'avoir le manuscrit de M. de Montégut.

M. BLEYNIE fait ensuite connaître par un rapport intéressant le résultat de ses recherches et observations sur les terrains quaternaires de Gravelle, commune de Razac, dans la vallée de l'Isle ; il dépose en même temps sur le bureau des débris de mammoth, des grands bois et des os de renne, du *cervus tarandus*, qu'il a recueillis dans ses fouilles, et indique avec détails les diverses couches qu'il a traversées pour arriver à ces découvertes. Le mémoire et le dessin qui l'accompagne seront publiés ensemble dans notre *Bulletin*.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL a reçu de son obligeant collègue du Lot-et-Garonne, M. Tholin, auquel il l'avait demandé, un extrait du manuscrit de Bernard Gui, de la première moitié du xiv^e siècle, qui se trouve à la bibliothèque publique d'Agen et contient la compilation sur l'Ordre des Dominicains composée entre les années 1297 et 1314. L'extrait que présente M. le Secrétaire général est relatif aux fondations des couvents de Périgueux et de Bergerac ; il sera publié dans le *Bulletin* où il viendra peut-être compléter les ren-

seignements fournis par le *Gallia christiana*. Les premiers paragraphes seuls de la notice sur le couvent des Jacobins de Périgueux ont été publiés dans *Veterum scriptorum... amplissima collectio* de dom Martène, T. VI, p. 474.

M. MARMIER veut bien nous adresser deux notes instructives dont le Secrétaire général fait lecture, l'une, sur le troubadour Raimond Jourdan et sur Alix de Montfort; l'autre, sur le lieu d'origine et la noblesse de la famille de l'Archiprêtre de Vélignes, Arnaud de Cervole, cette grande figure du xiv^e siècle, ce chef de routiers qui mourut grand seigneur bourguignon. Ces deux notes seront reproduites dans le *Bulletin*.

M. LE PRÉSIDENT lit ensuite quelques passages curieux du testament, en date du 18 décembre 1401, du chevalier Gantonnet d'Abzac, qui, après avoir énoncé les divers legs qu'il entend faire aux paroisses, aux pauvres, aux couvents, leur attribue des créances douteuses ou difficiles à recouvrer, comme celle qu'il a sur le vicomte Raimond de Turenne auquel il a remis en gage un roussin, de poil gris, qui lui a coûté sept francs et ne lui a jamais été restitué. Cette pièce comprenant 32 pages in-8° est trop longue pour être publiée intégralement : M. le Secrétaire général sera prié de l'analyser seulement dans le *Bulletin*.

Notre éminent correspondant, M. Philippe TAMIZEY DE LARROQUE, qui ne nous oublie pas, nous envoie la copie de deux documents périgourdins inédits qui faisaient partie des papiers de la maison de Noailles, à la Bibliothèque du Louvre : ce sont deux lettres adressées aux seigneurs de Noailles, la première, le 12 mai 1585, par M^{me} de Fénelon, la seconde, le 25 septembre 1727, par Claude Le Blanc, secrétaire d'Etat au département de la guerre, au sujet d'une sorte de révolte de quelques habitants de la paroisse des Grèzes. Ces deux lettres, dont l'annotation sera complétée par M. le Secrétaire général, paraîtront au *Bulletin*.

M. LE PRÉSIDENT, rappelant la proposition de M. le baron de Verneilh relative aux excursions à faire en Périgord pendant la belle saison, croit qu'on pourrait inaugurer prochainement ces promenades. Si M. de Verneilh était libre, il

serait prié de diriger la première dans laquelle, en un jour, la Société visiterait l'église de Lempzours, les ruines du château de Bruzac, les châteaux de La Chapelle-Faucher, de Puyguilhen, l'église de Saint-Jean de Côle, le château de La Marthonië, et rentrerait à Périgueux par Thiviers. M. le Président s'entendra avec M. de Verneilh pour fixer l'époque de cette première excursion.

Avant que l'assemblée générale ne se sépare, M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL voudrait lui soumettre une proposition : il dit que la situation financière de la Société est actuellement très-prospère, mais il se préoccupe de l'avenir et craint que bientôt le recrutement des nouveaux membres, s'il reste exclusivement périgourdin, ne devienne insuffisant. Il désirerait en conséquence que les étrangers au Périgord pussent être admis dans notre association en observant, bien entendu, les prescriptions de nos statuts, demande écrite au président et présentation par deux membres.

La question est soumise à l'examen de l'assemblée et discutée par M. le Président, MM. de Lestrade, Michel Hardy, le marquis de Fayolle et le Secrétaire général.

Puis la Société, délibérant, se rallie à un amendement de M. Michel Hardy tendant à ne pas accorder aux étrangers le titre de *membres titulaires*, qui doit être conservé spécialement aux sociétaires périgourdins, mais à les recevoir, ainsi que cela se pratique dans la Société nationale des Antiquaires de France, comme *membres associés*, titre qui concède à ces nouveaux membres les mêmes avantages qu'aux membres titulaires, moins les droits de délibération et de vote.

Il est procédé ensuite à l'élection de plusieurs membres correspondants présentés par le bureau et de trois membres titulaires. Après sept votes d'acclamation successifs sont déclarés admis :

Membres titulaires :

M. DE GOMONDIE DE LA CHAUSSÉLIE, propriétaire au château de La Faye, par Latourblanche, présenté par M. Dujarric-Descombes et M. le docteur Galy ;

M. Raoul PARADOL, licencié en droit, rue de l'Entrepôt, 35, à Paris, présenté par MM. Crédot et Eugène Roux ;

M^{me} la comtesse DE LARMANDIE, rue Romaine, à Périgueux, présentée par MM. de Froidefond et de Lestrade.

Membres correspondants :

M. Auguste ALLMER, correspondant de l'Institut de France, à Lyon ;

M. Anatole DE BARTHÉLEMY, secrétaire de la Commission de la topographie des Gaules, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 9, à Paris ;

M. Alexandre BERTRAND, conservateur du Musée de Saint-Germain-en-Laye, au château de Saint-Germain (Seine-et-Oise) ;

Et M. DE CESSAC, président de la Société des sciences naturelles et historiques, à Guéret.

Enfin M. LE PRÉSIDENT annonce la clôture du scrutin pour le renouvellement du bureau et commence sur-le-champ le dépouillement des votes qui donne les résultats suivants. Sont élus pour l'année 1880-1881 :

<i>Président</i> , M. le docteur GALY, par.....	21 voix.
<i>Vice-président</i> , pour l'arrondissement de Périgueux,	
M. DE ROUMEJOUX.....	19
<i>Idem</i> pour l'arrondissement de Bergerac,	
M. le vicomte DE GOURGUES.....	22
<i>Idem</i> pour l'arrondissement de Nontron,	
M. le baron DE VERNEILH.....	22
<i>Idem</i> pour l'arrondissement de Ribérac,	
M. le marquis DE FAYOLLE.....	21
<i>Idem</i> pour l'arrondissement de Sarlat, M.	
Philippe DE BOSREDON.....	22
<i>Secrétaire-général</i> , M. VILLEPELET.....	19
<i>Secrétaires-adjoints</i> , { M. l'abbé RIBOULET.....	21
{ M. le vicomte DE LESTRADE.....	20
{ M. CRÉDOT.....	20
<i>Trésorier-bibliothécaire</i> , M. Jules CLÉDAT.....	19

La séance est levée à dix heures et demie du soir.

Le Secrétaire-Général, Ferd. VILLEPELET.

Séance du jeudi 1^{er} juillet 1880.

Présidence de M. le docteur GALY.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. de Froidefond, le vicomte de Lestrade, Crédot, le marquis d'Abzac de La Douze, Bleynie, l'abbé Brugière, l'abbé Goyhenèche, Michel Hardy, Jauvinaud, le chanoine Labat et Villepelet.

Le procès-verbal de l'assemblée générale du 27 mai est lu et adopté.

A l'occasion de cette lecture, M. le chanoine LABAT dit que depuis la séance précédente il s'est demandé plus d'une fois quel pouvait être le sens de cette partie de l'épithaphe du cardinal Elie de Talleyrand, composée par lui-même, et qui, dans sa pensée, résumait peut-être toute sa vie : *Terrena secutus, religione tenuis*.

« Je crois être dans le vrai, dit M. Labat, en entendant ici le mot *religione*, non de la vertu de religion qui exprime les rapports de l'âme avec Dieu, mais bien de l'état religieux, de la vie religieuse.

» Le cardinal a voulu dire, si je ne me trompe, qu'appartenant à l'état ecclésiastique, il s'était cru appelé à rester dans le monde, à prendre sa place et son rang dans le milieu où se traitaient les grands intérêts, les affaires importantes du temps où il vivait, affaires de l'Eglise, affaires de l'Etat ; que c'était là, par sa naissance et par ses aptitudes, sa vocation, et non de vivre de la vie claustrale. Il confesse en toute sincérité qu'il aurait fait un pauvre religieux, un religieux très-imparfait *religione tenuis*. Certainement il avait grande estime et amitié pour les religieux. Les monastères furent souvent l'objet de ses largesses : il acheva à grands frais la Chartreuse de Vauclaire, et suivant plusieurs biographes, l'abbaye de Chancelade eut grande part à ses bienfaits. Mais chacun ici-bas a sa vocation. Dieu n'avait pas marqué la

place du cardinal Elie de Talleyrand dans un ordre contemplatif. Son étonnante activité l'appelait dans une autre sphère d'action, et l'interprétation que je vous présente, Messieurs, semble rendre assez correctement le texte latin, et bien s'accorder avec le caractère du cardinal : *Terrena sequendo, relligione tenuis*. — Il n'y a qu'à sous-entendre la préposition *in* (*in relligione tenuis* ou bien *pro relligione tenuis*).

» Il est inadmissible, comme vous l'avez fait observer, Monsieur le Président, qu'on applique à ces deux mots, en les traduisant, un sens de légèreté, de frivolité mondaine, ou que le cardinal ait voulu dire qu'il n'avait qu'une médiocre piété. Un homme de haute naissance, un prince de l'Eglise, qui avait occupé deux évêchés, honoré de la pourpre romaine, appelé à exercer les plus hauts emplois, n'a pas pu vouloir laisser à ses contemporains et à ceux qui plus tard auraient occasion de lire son épitaphe, une idée si peu honorable de sa personne. On s'accorde d'ailleurs à reconnaître que le cardinal Talleyrand aimait les pauvres, les églises, les monastères ; qu'il leur a fait beaucoup de bien de son vivant et après sa mort, en vertu de ses dispositions testamentaires. Les hommes légers, frivoles ou sans piété n'ont guère souci de ces œuvres de charité et de religion. »

M. D'ABZAC DE LA DOUZE demande la permission d'ajouter un mot encore sur l'épigraphe ou l'épitaphe du cardinal français de Saint-Pierre ès-liens. « A mon avis, dit-il, le sens de l'inscription n'a pas été suffisamment établi dans la séance du 27 mai ; en effet, ces sortes de questions ne peuvent être résolues d'emblée, surtout au milieu du tumulte d'une assemblée nombreuse ; il y faut du calme et de la réflexion. Permettez-moi donc de vous soumettre, Monsieur le Président, comme à un juge très-compétent, les observations qui m'ont été suggérées par l'examen attentif du texte litigieux, c'est-à-dire du dernier vers :

Religione fui tenuis, terrena sequendo.

» Et d'abord, il est essentiel de préciser la valeur des mots. *Religio* ne veut pas dire ici la piété ni le zèle pour le culte

divin, mais l'état religieux, ou mieux encore, la perfection religieuse; quant au verbe *sequi*, suivi d'un complément, il exprime ordinairement l'action d'embrasser une profession ou de l'exercer, soit spontanément, soit sous l'impulsion d'un agent extérieur. Ainsi *sequi militiam* signifie s'engager dans la carrière des armes, et beaucoup d'autres exemples de ce genre pourraient être cités.

» Cela posé, et conformément à ces principes de saine philologie, voici, selon moi, le sens le plus vraisemblable du passage réputé obscur et sujet à des interprétations diverses :

« La nature de mes fonctions (diplomatiques) qui tenait
» sans cesse mon esprit courbé vers les intérêts terrestres,
» ne m'a permis, hélas ! de m'élever qu'à un bien humble
» degré sur l'échelle de la perfection propre aux religieux. »

» Ce dernier vers est donc, dans sa nerveuse concision, tout à la fois un acte d'humilité et le cri d'angoisse d'une âme chrétienne dont les actes ont exercé une influence plus ou moins considérable sur les destinées des nations. Eclairée par les premiers rayons de l'éternité, elle gémit sous le poids des responsabilités terribles et regrette de n'avoir pu consacrer uniquement sa vie au salut des âmes et à sa propre sanctification. »

M. LE PRÉSIDENT remercie M. le chanoine Labat et M. d'Abzac de La Douze de l'interprétation qu'ils ont bien voulu nous donner de l'épithaphe de l'église de Saint Pierre-ès-liens, à Rome ; elle lui paraît en effet la bonne.

M. LE PRÉSIDENT énumère ensuite les livres qu'a reçus la bibliothèque de la Société pendant le mois dernier :

Les *Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie*, troisième série, tome VI, in-8°, Amiens, 1880 ;

Le *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, 2^e livraison 1880, avril-mai-juin, dans laquelle est reproduite la *Lettre du chanoine de Gérard-Latour à Etienne Baluze*, du 7 mai 1691 ;

Le *Bulletin du bouquiniste*, n^{os} des 1^{er} juin, 15 juin et 1^{er} juillet 1880 ;

Le *Giornale araldico* de l'Académie de Pise, n^{os} d'avril et mai 1880 ;

De M. le baron de Verneilh, *De la décadence de la grande peinture à Bordeaux et des moyens d'y remédier*, rapport extrait des *Actes de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux*, in-8° ;

De M. Charles Robert, de l'Institut, *Catalogue des médaillons contorniates* de sa collection, extrait de l'Annuaire de la Société française de numismatique et d'archéologie pour 1878, in-8°, Paris, 1879, et *Sirona*, extrait du tome IV de la *Revue Celtique*, Paris, 1879.

Des remerciements sont exprimés aux donateurs.

Notre honorable confrère M. le commandant DE BOYSSON est prié par la Société archéologique du Tarn-et-Garonne de nous demander si nous accepterions l'échange du *Bulletin* de cette Société avec le nôtre. La proposition mise aux voix est favorablement accueillie.

MM. Alexandre BERTRAND, Anatole DE BARTHÉLEMY et ALLMER, nommés membres correspondants dans notre assemblée générale du 27 mai dernier, transmettent à M. le Président l'expression de leur gratitude. De son côté, M. DE GOMONDIE, élu membre titulaire dans la même réunion, adresse aussi ses remerciements.

M. DE ROUMEJOUX, qui avait le dessein de nous faire aujourd'hui une communication relative à Chancelade, s'excuse de ne pas assister à la séance.

M. LE PRÉSIDENT présente, de la part de M. Raymond Courtey, qui les offre au Musée, un vase apode, en poterie grossière, et deux petits anneaux de collier, l'un en quartz et l'autre en terre cuite, trouvés dans la grotte sépulcrale de Campniac, et de plus un lourd objet semi-ovoïde et creux en cuivre rosette, découvert au gué de Charriéras, que l'on prendrait pour une armature d'araire ou une enclume à douille.

M. D'ABZAC DE LA DOUZE dit qu'il s'est occupé, comme on l'en avait chargé dans une séance précédente, du buste en pierre à trois faces trouvé, il y a quelques années, dans un champ avec des débris romains près de Condat-sur-Tricon. Le possesseur, M. du Cheyron, l'apportera à Périgueux, dans un de ses prochains voyages, pour le montrer à la Société.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL fait observer qu'on a retrouvé

probablement la monnaie de Lucterius dont il a été plusieurs fois question ici, et que M. le Président a vue dans les mains du cultivateur Taule, qui l'avait recueillie dans le camp d'Uxellodunum (Puy d'Issolud). Dans la séance de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres du 18 juin dernier, notre nouveau correspondant, M. Anatole de Barthélemy a lu, en effet, une note sur un denier gaulois en argent, semblable, trouvé à Cuzance (Lot), à 75 kilomètres de Cahors, et frappé par Lucterius, chef cadurque, qui fut lieutenant de Vercingétorix lors de la guerre contre César. La monnaie du Puy d'Issolud et celle de Cuzance pourraient bien n'en faire qu'une.

M. Michel HARDY présente ensuite à l'assemblée une médaille romaine en argent qu'une personne réussit à faire recevoir, ces jours derniers, dans les bureaux de l'état civil de la mairie de Périgueux, pour une pièce de cinquante centimes.

Cette petite médaille consulaire offre au droit la légende : BON. EVENT. LIBO et la tête diadémée, tournée à droite, du dieu BONUS EVENTUS.

Au revers se voit une margelle de puits à laquelle sont attachées deux lyres et une guirlande de laurier. Sur le bas de la margelle un marteau (1). Cet édicule est accompagné de ces mots : PVTEAL SCRIBON.

Le *puteal*, on le sait, était un petit monument, en forme de margelle de puits, que les Romains faisaient élever sur les lieux frappés de la foudre.

Le *puteal Scribonium*, dit aussi *puteal Libonis*, avait été élevé sur le Forum par la *gens Scribonia*. Le préteur y rendait la justice.

Si la monnaie présentée par M. Hardy n'est pas inédite, elle offre du moins pour le Périgord un intérêt spécial. La famille *Scribonia* fut, en effet, alliée à celle de Pompée Libo dont plusieurs membres se fixèrent à Vésone.

(1) Quelquefois, nous apprend M. Cohen, dans son traité des *Médailles consulaires*, le marteau est remplacé par des tenailles ou un coin à frapper les monnaies. Ce dernier symbole est rare.

M. LE PRÉSIDENT a placé sur le bureau un certain nombre d'objets qu'il vient d'acquérir pour le Musée départemental et qui se composent d'un débris de ceinturon militaire, de l'époque romaine, d'un disque avec arête prismatique, d'un cimier de casque, un strigille, un racloir, une bague, de coffret, deux goulots de fontaine représentant, l'un un taureau et l'autre un sanglier, d'excellent style, une passoire; d'une série de vases en verre provenant des cimetières de Normandie, d'un fourreau (?) de poignard de l'époque franque; de deux croix byzantines processionnelles, pourvues d'émaux byzantins (fabrique de Limoges), du ^{xii}^e et du ^{xiii}^e siècle, trouvées au Puy en Velay; d'un couteau en fer damasquiné en cuivre et d'un javelot en fer recueillis dans la rivière de l'Isle, et de deux statuettes en ébène, du ^{xvii}^e siècle, représentant Jupiter et Junon, qui figuraient sur un meuble à Thiviers.

M. le marquis DE FAYOLLE s'excuse de ne pas pouvoir assister à la réunion d'aujourd'hui. « Je le regrette d'autant plus, mande-t-il à M. le Président, que j'aurais voulu dire quelques mots à l'occasion de l'*enfouissement* des Arènes.

» Maintenant que les fêtes de Périgueux sont terminées, qu'il n'y a plus à craindre de faire entendre une note discordante, il est bien permis de revenir à l'archéologie et de dire son sentiment sur cette question. Je tiens d'abord à ce que le titre de cette note ne soit pas pris en mauvaise part. Je m'en sers parce qu'il exprime toute ma pensée; mais il n'en faudrait pas conclure que j'entends critiquer avec amertume ou parti-pris de dénigrement ce qui vient de se faire à Périgueux. Pour ne pas sortir de mon sujet et me renfermer dans la question des Arènes, il est certain qu'au point de vue spécial du concours d'horticulture, il était impossible de mieux faire, surtout avec le temps et l'argent dont on disposait. Le jardin des Arènes, comme concours horticole, était très-bien réussi. Il avait ses petits ridicules, comme tous les jardinets de ce genre, et on aurait pu économiser avec avantage la construction de son lac, de la grotte, etc. Néanmoins, en tant que provisoires, ces pelouses, ces allées, ces massifs de fleurs, se mariant avec l'effet si pitto-

resque des vénérables ruines romaines et du paysage environnant, étaient charmants et ont dû laisser les plus agréables souvenirs aux étrangers qui sont venus les visiter.

» Mais chacun d'entre nous n'a-t-il pas éprouvé un serrement de cœur à la pensée que plus ce jardin était *joli*, plus il serait difficile d'y jamais faire renoncer les promeneurs et les citadins qui ne songent pas aux trésors qu'il recouvre. Oui, plus ce jardin est agréable, plus il sera difficile d'y renoncer, et j'avais raison d'intituler ma note : *Enfouissement des Arènes de Périgueux* ! Ces gazons, ces fleurs sont réellement un linceul étendu sur le monument romain. Plus ils offrent de charmes, plus il sera impossible de le soulever à l'avenir. Un jardin anglais, un square, comme on voudra l'appeler, on en a partout. Partout, avec quelques pelletées de terre on peut faire un monticule, un vallonement, un labyrinthe ; un robinet suffit pour faire un lac ou une rivière. Mais, lorsqu'on voit émerger de ces enfantines imitations de la nature, les sommets de ruines imposantes ensevelies sous ce manteau fleuri, ne se sent-on pas saisi de tristesse à la pensée que pendant de bien longues années encore ce monument restera caché sous la terre, et qu'à coup sûr la génération actuelle ne le connaîtra pas ?

» Un de nos collègues, souriant de mes plaintes, me répondait : Tant mieux ! Au train dont va la Société d'archéologie, dans dix ans, il ne restera plus rien à découvrir en Périgord ! N'est-il pas charitable de laisser quelque chose à faire aux générations futures ? — A la bonne heure ! mais je suis moins philosophe, et je déclare que je préférerais le chaos d'autrefois au square des Arènes ; il me permettait d'espérer voir un jour ce glorieux monument dégagé des décombres qui l'obstruent.

» N'est-ce pas ce qui se pratique dans toutes les villes qui ont l'honneur de posséder des antiquités romaines ? A Nîmes, à Arles, à Saintes, partout, les travaux n'ont d'autre but que de dégager ce qui reste de ces monuments, de rechercher le sol antique, et toujours sont obtenus les plus admirables résultats.

» Il n'est pas douteux qu'il en fût ainsi à Périgueux ; les

quelques coups de pioche qui ont été donnés aux Arènes ont démontré que le sol antique est recouvert de 5 à 6 mètres de matériaux ; qu'en le déblayant, les ruines qui subsistent offriraient l'aspect le plus imposant. Si les détails d'architecture ont disparu, si les sommets du monument n'offrent que des ruines, on exhumerait, à coup sûr, une portion encore considérable des Arènes, et on verrait apparaître leur ancienne forme presque intacte.

» Je le répète, un jardin anglais, on peut en faire partout ; mais qu'on cherche ailleurs des Arènes, telles que ces vieux témoins de la gloire de l'antique Vésone ! »

« Les craintes exprimées par M. de Fayolle ne sont pas heureusement, dit M. Michel HARDY, aussi fondées qu'on le pourrait croire. Assurément, l'intention de la municipalité, en couvrant de fleurs et de gazon les ruines des Arènes, n'a pas été de les soustraire à tout jamais aux investigations des archéologues. Renoncer pour toujours au déblaiement de ces ruines que tant de cités nous envient et que nos pères appréciaient déjà au xviii^e siècle comme « une très honorable merque d'ancienneté de la present ville (1), » n'entre dans la pensée d'aucun Périgourdin.

» Le manque de ressources, on le doit supposer, a seul empêché jusqu'ici la ville de Périgueux de faire déblayer ses Arènes, travail considérable qu'on n'évalue pas à moins de 30,000 francs.

» Dans de telles conditions, on ne peut qu'approuver la municipalité d'avoir transformé en un jardin frais et plaisant à voir ce qui n'était auparavant qu'un désert inculte. »

M. LE PRÉSIDENT partage cet avis et ajoute que le jardin des Arènes, en attirant dans cette partie de la ville la foule des promeneurs, fera de plus en plus comprendre l'intérêt de nos vieux amphithéâtres et, loin de leur nuire, hâtera tout au contraire l'époque de leur déblaiement.

M. Philippe DE BOSREDON s'occupe déjà d'un supplément à la *Sigillographie du Périgord* ; il nous annonce qu'il vient de

(1) *Livre Vert*, f^o 181 recto, *ad annum* 1642.

découvrir le plus ancien sceau périgourdin qui soit connu. « L'intérêt que la Société a bien voulu prendre à ma *Sigillographie du Périgord*, nous écrit-il, m'a engagé à poursuivre mes recherches; j'ai été également encouragé par des communications bienveillantes qui m'ont été adressées depuis la publication de mon ouvrage, et j'ai découvert, dans les grands dépôts publics de Paris, un certain nombre de sceaux que je me propose de décrire dans un supplément, ainsi que ceux qui m'ont été communiqués.

» Mais, dès à présent, il en est un que je crois devoir signaler à la Société à raison de sa très-grande ancienneté. C'est en effet le plus ancien sceau périgourdin connu. Je veux parler du sceau de Jean d'Asside, évêque de Périgueux : il est appendu à une charte de 1168 conservée à la Bibliothèque nationale (fonds Clairambault, tome 209), et l'on voit, d'après cette date, qu'il est antérieur de près de quarante années au sceau de Périgueux, au type de l'aigle, qui était jusqu'à présent le plus ancien qui fût arrivé jusqu'à nous. Celui de Jean d'Asside est parfaitement conservé : il représente un évêque crossé, mitré et bénissant. En attendant que j'en publie une description plus complète, j'ai cru devoir le signaler à la Société, et je lui envoie en même temps, pour ses archives, une copie de la charte de 1168 dont il s'agit. »

La Société remercie M. de Bosredon de sa communication; elle publiera prochainement dans son *Bulletin* la copie qu'il lui adresse de la donation faite par Jean d'Asside, évêque de Périgueux (1), au monastère de Saint-Amand-de-Coly, de ce que possédait Géraud de Mons dans l'église d'Archignac.

M. LE PRÉSIDENT raconte ensuite la tournée archéologique qu'il vient de faire au Mans et à Rouen. Il rapporte du Mans des débris, qu'il met sous les yeux de l'assemblée, et qu'il tient de M. Chaplain-Duparc, d'une construction en terre cuite

(1) Le gracieux portique qui surmontait le tombeau de cet évêque, mort en 1160, se voit encore dans l'église Saint-Etienne de la Cité. Il fut sculpté par un artiste angoumois, Constantin de Jarnac, qui a signé son œuvre; elle le méritait.

avec clayonnage, qui a été découverte dans la baie de Kerillis (Morbihan), et un vase de l'époque mérovingienne avec ornements frappés à l'estampille, rappelant ceux de Tocane-Saint-Apre portant des têtes en relief et recueillis par M. de Fayolle. C'est dans cette ville, à l'exposition rétrospective des Beaux-Arts qui était fort remarquable, qu'il a vu un portrait de Montaigne peint sur bois, qui paraît être une copie du portrait gravé de l'édition de Coste, et au Musée une belle peinture de notre compatriote Pierre Bouillon, représentant Jésus ressuscitant le fils de la veuve de Naïm (1), qu'il désire obtenir pour le Musée de Périgueux au moyen d'un échange. A Rouen, il est allé admirer toutes les collections de l'abbé Cochet, ces nombreux vases en verre de l'époque franque provenant des cimetières de Normandie; les fibules d'or, les rares petites *seilles* en bois avec montures en bronze, trouvées dans les sépultures mérovingiennes, ainsi que les nombreuses armes provenant des mêmes tombeaux (francisques, angons, framées, umbos de boucliers, etc.); un charmant cristal sculpté de l'époque romaine, représentant un faune jouant de la double flûte, dont il a reçu ce matin même le moulage en plâtre pour le Musée, et il prie à cette occasion M. Michel Hardy de se faire l'interprète de ses remerciements auprès de M. Billard; au Musée des tableaux, il a vu un très-beau portrait du XVIII^e siècle de la duchesse de Caumont La Force par J.-F. de Troy : elle est debout, enveloppée de satin jaune et gris; elle prend une pêche dans une corbeille que lui présente un jeune esclave, vêtu et coiffé à la turque. M. le Président rapporte aussi de Rouen le plan d'un recueil d'instructions sur l'archéologie franque par l'abbé Cochet qu'il offre à notre bibliothèque.

M. D'ARTENSEC nous communique un *vidimus* des privilèges accordés le 3 février 1255 aux habitants de Mussidan par Augier de Montaud, seigneur dudit lieu, et Raymond son fils. Cette pièce importante, écrite en langue romane du Midi, sera publiée dans le *Bulletin*.

Notre honorable confrère M. DUPUY, de Bergerac, a cher-

(1) Ce tableau a été pendant longtemps au palais du Luxembourg.

ché, comme il en avait été prié, l'acte de naissance de M^{re} de Belsunce, évêque de Marseille. Voici les deux extraits qu'il veut bien nous transmettre à ce sujet :

Extraits du livre des baptêmes faits par les ministres de la religion réformée dans le temple du château de La Force. (page 54).

1669. — Le dit jour dix huitième d'aout mil six cens soixante neuf a esté baptisé par moy ministre soubz signé, après la prière, Armand de Belsunce âgé de six semaines, fils de puissant seigneur Messire Armand de Belsunce marquis du dit lieu et autres places et de dame Madame Anne de Caumont Laforce Lauzun marquise de Belsunce. Parrin : très haut et puissant seigneur Messire Armand de Nompar de Caumont seigneur Duc du dit Laforce, pair et Marechal de France.

Marrine : Très haute et puissante dame Madame Louise de Belsunce Duchesse de Laforce, lesquels seigneurs et dames ont signé :

CAUMONT, duc de La Force.

L. DE BELSUNCE, duchesse de La Force.

BELSUNCE.

ANNE DE CAUMONT LAUZUN.

21 décembre 1673. — Le dit jour et a mesme temps a esté baptisé par moy ministre soubz signé Messire Henry de Belsunce, âgé de douze jours, fils de haut et puissant seigneur, Messire Armand de Belsunce, marquis du dit lieu et autres places et de haute et puissante Madame Anne de Caumont Lauzun, marquise du dit Belsunce, habitant de present au château de Laforce.

Parrin : Très haut et puissant seigneur Henry de Caumont marquis de Castelnau, habitant au château de Cugnac.

Marrine : Très haute et puissante dame Madame Charlotte de Caumont Lauzun. Les dits seigneurs et dames ont signé :

DE CAUMONT.

Comtesse DE LAUZUN.

BELSUNCE.

DE CAUMONT LAUZUN, marquise de Belsunce.

M. Dupuy ajoute que si ce dernier Henry de Belsunce est réellement, comme il est probable, celui qui devint évêque de Marseille, M^{me} la marquise de Belsunce était encore protestante lors du baptême de son fils.

Il est à remarquer que c'est le 12 décembre et non le 21 décembre, comme le disent ses biographes, que naquit Henry de Belsunce. Le ministre n'a pas signé sur le registre, mais il est présumable que c'est M. Garissolles qui fit les deux baptêmes. C'était le ministre titulaire du château. « Nous possédons à la mairie de Bergerac, dit encore M. Dupuy, les registres des baptêmes faits au château de La Force à partir de l'année 1672. Le registre où j'ai copié les deux extraits de baptêmes a été sans nul doute volé à la mairie de Bergerac, puisqu'il contient les folios de 43 à 92 et que ceux que nous possédons commencent au folio 93 et sont de la même écriture et signés des mêmes pasteurs. Je ne sais ce que peuvent signifier les deux signes placés l'un avant de Caumont, l'autre avant de Caumont Lauzun, marquise de Belsunce. Il n'y a pas d'autres Belsunce baptisés à La Force que Armand et Henry. C'est donc ce dernier qui fut évêque, puisqu'il est dit que c'est à La Force qu'il naquit. »

M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL croit que les signes placés devant les signatures, un losange et deux C adossés, sont le chiffre d'Armand de Caumont La Force, maréchal de France, qui était sculpté autrefois aux angles du pavillon du château, et qu'on voit encore à la bibliothèque publique de Périgueux sur les livres provenant du château de La Force.

M. LE PRÉSIDENT remercie M. Dupuy de ses recherches qui pourront être utiles au R. P. dom Bérengier, sous-prieur de l'abbaye bénédictine de Sainte-Madeleine de Marseille.

M. DUJARRIC-DESCOMBES fait hommage à la Société, pour être déposées dans ses archives, des copies de six pièces relatives à la fondation à Verteillac, en 1672, par messire Thibaud de La Brousse, chevalier, seigneur d'Athis-sur-Orge, et sa sœur Jeanne de La Brousse, veuve de messire Jean de Salagnac, alors carmélite, d'un établissement de religieux de Sainte-Croix, chanoines réguliers de Saint-Augustin, où sera établie à perpétuité une école publique pour apprendre gratuitement à lire et à écrire aux enfants de la paroisse de Verteillac.

En terminant, M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL dit que dans ces dernières années on a critiqué sévèrement, comme il fallait

le faire, le brûlement commis à l'époque révolutionnaire par Prunis, sur la place publique, d'un grand nombre de vieux papiers et de parchemins; mais qu'il est juste, en revanche, de lui accorder des éloges quand il en mérite. La pièce originale que M. Villepelet vient de trouver à la bibliothèque publique de Périgueux, dans le fonds Lapeyre, lui fait honneur : c'est une demande qu'il adressait comme maire, de concert avec la municipalité de Saint-Cyprien, à M. Pigeon, administrateur-commissaire du district de Sarlat, pour avoir une bibliothèque publique dans la ville qu'il administrait. La voici :

MONSIEUR,

La bibliothèque du cid^t prieuré de Saint-Cyprien est si peu considérable que la nation ne peut y trouver aucune ressource ; les ouvrages en sont tronqués ; plusieurs volumes manquent, et les éditions en sont mauvaises.

En conséquence, les officiers municipaux de Saint-Cyprien, pénétrés de l'importance de repandre les lumières parmi leurs concitoyens, vous requièrent, Monsieur, et vous prient de ne pas mettre en vente les livres du cid^t prieuré ; ils desirent en former une bibliothèque publique, et ce petit fonds réuni avec d'autres ouvrages que plusieurs citoyens se proposent de donner au public, deviendra utile et important pour une ville connue par son zèle et par son patriotisme.

A Saint-Cyprien, ce 25 mai 1791 par nous officiers municipaux dudit lieu.

Signé : PRUNIS, maire. LAVERGNE, LACROIX, LACCORAUILLIE, BOISSET, PEYREBLANQUE, procureur syndic, DUFFOUR, secrétaire.

Il faut observer, dit M. le Secrétaire-général, que cette requête est de trois ans antérieure à la loi des 8 pluviôse-24 nivôse an II (27 janvier-14 mars 1794) qui ordonnait l'établissement de bibliothèques dans les districts, et même aux arrêtés des représentants du peuple Lakanal et Pélissier, qui avaient prescrit la formation de dépôts de livres à Bergerac, Nontron, Mussidan, Belvès, Montignac, Excideuil et Ribérac.

Enfin il est procédé à l'élection de deux candidats qui ont témoigné le désir d'entrer dans notre Compagnie. Après deux

votes par acclamation, sont déclarés admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Gaston ROBERT, avoué, rue des Chaînes, à Périgueux, présenté par M. Crédot et M. le vicomte de Lestrade ;

Et M. Albert PISTRE, auteur de l'*Album historique de Périgueux*, présenté par M. Maurice Féaux et M. Villepelet.

La séance est levée à deux heures et demie du soir.

Le secrétaire-général, Ferd. VILLEPELET.

ANTIQUITÉS DE PÉRIGUEUX.

(Notes de voyage de M. Charles Roach Smith, extraites des *Collectanea Antiqua*, vol. VII, 1^{re} partie, traduites de l'anglais par M. PAUL GALT.)

I

PÉRIGUEUX.— La ville de Périgueux, pleine de souvenirs de l'époque romaine et entourée de localités du plus grand intérêt historique, est probablement moins connue que beaucoup d'autres villes de France qui n'ont pas plus d'importance. Cela tient à ce qu'elle n'est traversée par aucune grande voie commerciale et qu'elle n'est pas dans les itinéraires à la mode des touristes ; il en résulte que les vestiges des temps passés qu'elle nous offre, étudiés et appréciés seulement par quelques fervents archéologues du lieu, sont presque inconnus du reste du monde. C'est une des quelques villes de France, qui ont conservé dans son nom un caractère gaulois plutôt que romain. Les Romains l'appelaient *Vesunna* ; mais étant devenue la capitale des *Petrocorii* ou *Petrucorii*, ainsi nommés sur une inscription incomplète, trouvée à Périgueux, son nom vient de son peuple, tandis que celui de *Vésone* s'éteignit sous la domination romaine. Ce nom, cependant, s'est conservé dans la désignation d'un de ses monuments les plus remarquables, la *Tour de Vésone*, située au

côté S.-E. de la ville, au-delà de la circ:nnvallation du mur romain. Le Périgueux qui est situé en deçà de l'enceinte romaine se nomme emphatiquement *la Cité* (City); quelques archéologues supposent que les faubourgs de la ville romaine s'étendaient beaucoup plus loin et que ses limites furent réduites à l'époque où ses murailles furent élevées; mais cette opinion ne doit pas être acceptée complètement. Les ruines des environs de Périgueux offrent un caractère analogue à celui des autres villes romaines, dont les abords sont très-étendus et couverts de villas et même d'édifices publics. La ville d'Autun nous en fournit un exemple frappant. (Voir *Collectanea antiqua* IV, p. 222.)

La *Tour de Vésone* est un monument majestueux; il est circulaire et d'environ 100 pieds de haut; ses murs ont à leur base environ six pieds d'épaisseur et vont en diminuant à mesure qu'ils s'élèvent; ils paraissent aujourd'hui avoir été surmontés d'une coupole, dont les débris sont conservés dans l'enceinte de la Tour (1). On remarquera que quelques monuments religieux de Périgueux sont surmontés de coupoles attestant l'influence de l'art romain. La Tour est construite avec cette excellente maçonnerie dont se servaient les Romains, composée à l'extérieur de petites pierres carrées, que les Français appellent *petit appareil*, avec bandeaux de briques qui, placés près du sommet, semblent avoir été disposés ainsi comme motifs d'embellissement. L'entrée est malheureusement détruite; mais immédiatement au-dessus, on a accumulé un grand nombre de briques indiquant une importante ornementation qui sans doute s'harmonisait avec l'architecture qui surmontait la porte. Des briques, au pourtour, forment une série d'ouvertures cintrées, elles ne paraissent pas y avoir été établies pour éclairer le monument, car à l'intérieur elles sont bouchées avec un bâtis de tuiles. La surface intérieure de l'édifice a été dans l'origine recouverte de petites plaques de marbre

(1) Ces débris ont été apportés en ce lieu de divers endroits éloignés et n'ont jamais fait partie de ce monument.

E. G.

retenues par des crampons en fer qui existent encore en partie ; on y voyait aussi un ou deux fragments de marbre. D'après les fouilles faites, il y a quelques années, par M. de Taillefer, l'historien de Périgueux, il est constant qu'une colonnade entourait la tour et on doit penser que du côté de l'Est, là où existe la brèche, s'élevait le portique ou vestibule. Le docteur Galy, qui a acquis dans la science une grande autorité et qui à Périgueux est l'antiquaire *par excellence*, nous apprend (1) que non loin de la tranchée du chemin de fer ouverte près de la tour, on a trouvé une inscription qu'il considère comme ayant fait partie de l'édifice même ; cette découverte l'a confirmé dans son opinion que la tour de Vésone était réellement le temple de *Vesunna*, déesse tutélaire de la cité romaine. Cette inscription a été découverte, en 1868, dans les ruines du palais des évêques ; elle a donc été déplacée, n'ayant pas été trouvée près du *massif*, que l'on suppose avoir formé la base du portique. Le chemin de fer fait le tour de la Cité à peu de distance de la *Tour de Vésone* et passe aux pieds du *Château de Barrière*, bâti sur les murs mêmes de la ville romaine, juste au-delà d'une porte romaine, appelée *Porte Sainte-Hélène* (2).

Cette inscription, gravée sur deux fragments de pierre et malheureusement incomplète, se lit très-bien, à l'exception de portions de quatre lettres, qui veulent peut-être dire : DEDIC :

VGVESTI
VGVESTÆ
.....BELLO
PRIMANI
TVTELÆ VESVNNÆ
PORTICVM EXP. FACIENDVM ET
.....

(1) *Le Portique du Temple de Vésone*, par le Dr E. Galy, *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*.

(2) M. Roach Smith donne à cette porte une dénomination qui ne lui appartient pas. Quelque clerc de Périgourdin improvisé l'a induit en erreur ; elle s'appelle *Porte Normande* et plus anciennement *Porta Boarella*.

Elle a été rétablie et complétée ainsi par le Dr Galy :

*Numini Augusti
et Deæ Augustæ
dedicat Abello
Primiani
Tutelæ Vesunnæ
porticum ex pecuniâ faciendum et
ornandum curavit.*

« A la divinité d'Auguste et à la déesse Auguste, Abello, fils de Primianus, dédie; il a érigé et orné à ses frais, le portique de la déesse tutélaire *Vesunna*. »

D'autres inscriptions trouvées à Périgueux dans le même genre que celle-ci (1) nous apprennent que *Vesunna* était généralement considérée comme la gardienne et la protectrice du lieu. L'expression de *Tutela* est connue par des monnaies et des inscriptions; on s'en est servi souvent pour qualifier diverses puissances divines et humaines; la même influence protectrice a été attribuée au *Genius loci*, à *Fortuna* et à *Tutela*; toutefois, les théories flexibles et sans bornes des archéologues sur des matières que le raisonnement ne suffit pas à résoudre ont pu se concilier ou rester à l'état de système isolé. Sur les médailles de Carausius, frappées en Gaule (*Collectanea antiqua*, vol. V. p. 241), nous ne trouvons pas seulement *Tutela Aug.*, mais l'expression pure et simple de *Tutela*, sans adjectif. On aurait beaucoup à dire sur ces monnaies; mais je ne m'occupe en ce moment que de Périgueux et de la Tour de Vésone.

Le nom populaire de cette majestueuse ruine rappelle le nom de la cité romaine; et M. le Dr Galy, ainsi que d'autres archéologues, pensent que ce monument a été le temple de la déesse tutélaire *Vesunna*, rapportée dans les inscriptions. Quelques-uns y voient un monument funéraire; mais

(1) *Catalogue du Musée archéologique du département de la Dordogne*, par le Dr E. Galy, Périgueux, 1862.

du moment que rien ne nous le prouve, les probabilités sont en faveur de l'opinion émise par le Dr Galy. Si l'inscription donnée plus haut avait été trouvée dans le mur même du monument, au lieu du palais des évêques, aucun doute ne subsisterait ; mais dans une ville de l'importance de Vésone, dont les ruines apparaissent encore aujourd'hui et qui a été riche en édifices publics et privés, il est bien difficile, pour ne pas dire impossible, d'assigner à chacun d'eux leur destination primitive ; les inscriptions ont été le plus souvent découvertes dans les murs de la ville romaine, apportés comme matériaux à bâtir, et de la sorte confondues avec des débris d'édifices en grande partie détruits par des révolutions.

Le château de Barrière, dont j'ai parlé plus haut, offre par lui-même un véritable musée d'antiquités architecturales du plus grand intérêt ; dans les cours sont plantées des colonnes aux chapiteaux richement ornés, dont quelques-uns sont entiers, d'autres brisés ; des morceaux de frises, des pierres sculptées qui ont appartenu presque toutes à d'importants monuments, puis des inscriptions. Quelques-unes paraissent à leur place, *in situ* ; mais il serait imprudent et téméraire de la part de celui qui visite ces ruines, en passant, d'émettre une opinion décisive sur des débris de la plus riche et curieuse nature, mais muets quant à leur histoire. Une des inscriptions qui est incomplète offre surtout un grand intérêt. Elle a été trouvée, nous dit le Dr Galy, au pied du donjon du château ; on la voit encore dans l'embrasure d'une fenêtre de la grande salle. Les caractères en sont beaux et gravés sur une pierre qui mesure trois pieds de hauteur :

ET DEO APOLLINI
COBLEDVLITAVO.

.....

(V. n° 248 du Catal. du Musée.)

« Et au dieu Apollon Coblédulitave, Marcus Pompeius, fils de Caius Pompeius, le très-saint prêtre de l'autel de.... et du

dieu Apollon Coblédulitave; de la tribu Quirina, affranchi (1), prêtre du même autel. Il a restauré à ses frais le temple de la Déesse Tutélaire (ou de la déesse Tutela), et les bains publics qui tombaient de vétusté. Ce vœu a été accompli par lui, volontiers, avec joie et justement. »

Cette inscription offre beaucoup d'intérêt et a été jugée avec raison comme le rétablissement d'un chapitre perdu de l'histoire du Périgueux romain. Si des centaines d'inscriptions détruites par la barbarie et le fanatisme avaient été sauvées, nous ne nous verrions pas contraints de substituer tant de suppositions à la certitude historique. Le surnom d'Apollon Coblédulitave a été expliqué comme étant une épithète gauloise ou le nom d'une localité; on trouve une foule d'exemples de ce genre de surnoms donnés aux divinités topiques; le nom d'*Arensis* qui est très-peu employé dans le style épigraphique, dérive, d'après le Dr Galy, du mot latin *ara*; *sacerdos arensis*, prêtre attaché à l'autel, est la même chose que *castrensis sacerdos* (2), prêtre attaché aux camps, c'est-à-dire aumônier; sur cette inscription nous lisons le nom de la déesse *Tutela*, ou simplement *Dea Tutela* et le mot de Vésone ne s'y trouve pas; mais elle nous fait comprendre que quelques temples ou autels ont été élevés à la Déesse Tutélaire.

En 1858, près de la rivière de l'Isle, sur laquelle Périgueux est situé, furent découvertes les ruines d'un établissement de bains très-étendus, probablement celui dont parle l'inscription. Sa façade vers le S. avait 180 pieds; trois canaux voûtés, l'un au centre et deux aux extrémités, menaient le surplus des eaux à la rivière, et un autre desservait les trois principales

(1) Il faut lire LIBO et non LIBERTVS ou LIBERTINVS, d'après une inscription du Musée de Lyon qui signale notre Pompée comme prêtre attaché à l'autel de Rome et d'Auguste : *Sacerdos ad aram ou arensis Romæ et Augusti ad confluentem Araris et Rhodani*.
E. G.

(2) Les inscriptions nous font connaître souvent des épithètes et des expressions inconnues aux auteurs classiques comme par exemple : *Attegiam teguliciam compositam*, qu'on trouve sur une inscription dédiée à Mercure, à Wassembourg, près Niederrbronn (*Antiquités de Vichy*, etc., par M. Beaulieu, pag. 188).

salles de l'édifice qui contenait des galeries et toutes les dépendances utiles. Des fleurs étaient représentées sur le pavé, en grossière mosaïque, et les murs conservaient des traces de peinture. Vésunna avait aussi des fontaines publiques, dont parle une autre inscription qui mentionne leur don fait à la cité par le duumvir L. Marullius Æternus.

Tous ces précieux souvenirs attestent que Vésone possédait plusieurs temples. L'un d'eux était dédié au dieu Telonus, reconnu par M. de Taillefer comme le Génie de la source ou fontaine du Toulon, située près Périgueux. Les restaurations et embellissements de ces divers édifices sont mentionnés dans des fragments d'inscriptions ; l'une d'elles nous fait connaître la déesse *Stanna*. Ce sont ordinairement des autels votifs ; l'un d'eux signale qu'il existait à Vésone, au commencement du règne de Tibère, une corporation de bouchers (*Laniones*). A propos du mot *Stanna*, M. de Taillefer croit qu'il pourrait avoir trait aux rapports commerciaux que le minéral d'étain avait établis entre la Grande-Bretagne et la Gaule. Le Dr Galy pense différemment, faisant remarquer, d'accord en cela avec Strabon, que les Petrocorii employaient le fer pour leurs travaux et pour leurs armes, ce que prouvent suffisamment les nombreuses scories de forges gauloises qu'on trouve dans les bois du Périgord.

Au Toulon, dont j'ai déjà parlé, a été retrouvée au siècle dernier, une pierre milliaire dédiée à l'empereur Florian dont le règne, si on peut appeler ça régner, a duré à peine deux mois. Cette colonne offre un intérêt particulier, quoiqu'elle ne soit pas unique, comme on l'avait cru généralement ; nous en avons découvert une autre en Angleterre. Sur celle de Périgueux, l'éphémère empereur est dépeint par ces expressions retentissantes et emphatiques à la manière de Shakespeare :

DOMINO ORBIS.....
B ET PACIS. IMP. C.
M. ANNIO FLO
RIANO.....

(N° 251 du Catal. du Musée.)

Une autre colonne milliaire, inconnue à nos confrères de France, a été découverte par feu MM. Artis et Castor, dans le Northamptonshire et gravée dans la planche XV de sa *Durobrivæ illustrated*. On lit :

IMP CÆS
M. ANNIO
FLORIANO
P. F INVICTO
AUG
M. P. LI (?)

Un doute s'élève sur la question de savoir si les chiffres de la dernière ligne sont LI ou bien II ; il faudrait voir l'inscription pour prendre une décision (1).

Les titres que Florian prit en dehors de l'autorité du Sénat à la mort de son frère Tacite, furent en partie confirmés deux mois après, lorsqu'il mourut assassiné à Tarse par ses soldats ; on a frappé de nombreuses monnaies à son effigie ; et nous avons retrouvé des colonnes milliaires érigées en son nom, en Gaule et en Bretagne. Ces monuments prouvent que Rome, centre de l'autorité, était en rapport prompt et constant avec les provinces les plus éloignées, grâce à ses admirables voies et au système de poste qu'elle avait établi.

Tous ceux qui se sont occupés de l'épigraphie des villes de la France, sont étonnés du grand nombre de noms de la famille de Pompée que portent les inscriptions et qui rappellent des actes d'utilité publique remplis par cette famille, et conçus dans un style qui indique une haute antiquité ; à Périgueux, on en compte près de huit ; la famille Pompéia est unie dans l'histoire aux annales de l'Espagne et de

(1) La dernière ligne de l'inscription du Musée de Périgueux a été déchiffrée par M. Allmer, de Lyon, le savant épigraphiste. Au lieu de P. L. *Prima Leuca*, il lit : C. P. L. *Civitas Petrucoriorum Libera*. Le sigle C, quoique peu apparent, est manifeste. On aurait pu proposer aussi l'explication de C. P. L. par *Cursus Prima Leuca* ou *currit Prima Leuca*. L'endroit où cette colonne a été trouvée étant le point de départ de la voie de Vésone à Saintes donnerait une certaine valeur à cette interprétation, mais M. Allmer nous paraît avoir raison. E. G.

la Gaule et ces souvenirs épigraphiques attestent l'étendue de son pouvoir et sa richesse. Mais parmi ces nombreuses inscriptions, beaucoup appartiennent à des affranchis qui avaient adopté le nom de leur patron.

Les tranchées faites pour des travaux publics dans la partie la plus basse de la ville nous ont mis à même de voir l'entrée d'un égout romain. Il est bâti avec de larges pierres, d'une manière si ample que les conduits n'étaient jamais engorgés et sa durée pouvait être sans fin. C'était une précaution importante et indispensable que prenaient généralement les Romains, pour la propreté et l'assainissement de leurs villes, que leurs successeurs ont négligée, quoique une amende fût infligée à chaque citoyen pour faute de négligence, en temps de peste et d'épidémie. Cette indifférence persistante pour les dépenses hygiéniques dans nos villes, de même que dans nos maisons particulières, est dans la nature de la race teutonique, dont les instincts primitifs n'ont jamais pu être désarmés, si ce n'est par les cruelles leçons des temps.

La *Porte Sainte-Hélène* (*Normande*) est la seule porte romaine à Périgueux qui serve de porte d'entrée. Elle est située près du château de Barrière, et engagée dans la muraille, à droite en allant au château. Mais il y en a une autre d'une architecture importante, dans un bon état de conservation, ornée de pilastres, comme celles qui formaient l'entrée de Rome. Elle est masquée par des maisons d'une construction grossière. Parlant de cette belle porte, dont il avait obtenu l'accès par une faveur spéciale, M. de Caumont s'écria indigné : « N'est-il pas déplorable, véritablement, que des documents tels que ceux-ci soient traités par les villes avec une pareille indifférence ? Je me souviens qu'en 1858 notre Société française d'archéologie avait, à la demande de MM. de Verneilh et Galy, voté une certaine somme pour acheter cette porte intéressante, mais le propriétaire fut sourd à toute proposition (1). Je pense que, dans ce cas, la loi d'*expropria-*

(1) Il n'était pas sourd, mais il exigeait 6,000 francs d'indemnité pour aliéner la mitoyenneté du mur de sa terrasse sous laquelle cette magnifique porte est enfouie !

E. G.

tion pour cause d'utilité publique aurait dû être appliquée ; je ne vois pas de raison d'être arrêté par le mauvais vouloir d'un seul habitant, dont le jardin en aucune façon n'aurait souffert de cette vente. » (1) Ce noble champion de la conservation, dans son bon sens excessif, ne se laissait jamais décourager en face du démon du vandalisme partout où il rencontrait sa face tyrannique : les belles et grandes provinces de France lui semblaient mériter d'être visitées et étudiées ; mais le monstre qu'il combattait renaissait sans cesse et se ramifiait à l'infini, et M. de Caumont, avec son autorité, son désintéressement et son dévouement, a donné, plus que tout autre, l'exemple du courage et de la force.

M. de Caumont fait observer que dans toute autre cité romaine, la ville, fortifiée dans le iv^e siècle avec les débris d'anciens monuments (comme le prouvent les murs qui existent à Périgueux), était infiniment moins étendue que celle qui existait dans les trois premiers siècles de l'ère chrétienne. Nous n'avons pas eu l'occasion de vérifier par des faits cette assertion ; cette question ouvre un champ très-vaste à des recherches ultérieures. Dans nos contrées, nos villes romaines n'offrent pas de pareils exemples. Les murailles antiques romaines de Londres, semblables à celles de France, bâties en partie avec des matériaux provenant d'édifices détruits et de monuments funéraires, ne montrent pas le rétrécissement de la cité à une certaine époque, mais plutôt son agrandissement. Mais je me propose d'étudier quelque ville romaine offrant une diminution d'étendue par les emplacements successifs qu'occupèrent ses murailles. D'après le plan du Périgueux romain, dressé par M. le Dr Galy, et auquel j'ajoute foi, l'amphithéâtre, dont il reste encore d'importantes ruines, était enfermé dans les fortifications de la Cité ; l'hémicycle du côté du nord s'avancait au-delà du retranchement d'une façon irrégulière et formait une partie de la fortification. J'ai constaté la même disposition au mur de Tours.

La magnificence des édifices publics de Vésone est attes-

(1) *Bulletin monumental*, vol. XXXV, p. 434.

tée par les ruines qui restent encore. Presque toutes les colonnes et les chapiteaux sont richement décorés, ordinairement d'ordre composite, avec un luxe varié, mais dont une longue série de dessins pourrait seule donner une idée. Les sculptures de *Wroxeter* dans la *Collectanea antiqua*, vol. III, peuvent en donner quelque faible aperçu ; mais celles de Périgueux sont dans de plus grandes proportions. Beaucoup de ces fragments ont appartenu à de beaux monuments funéraires habilement sculptés, comme on en voit à Lillebonne et à Trèves ; témoins ceux, entre autres, qui portent des masques et des feuilles en relief. Au-dessous de deux d'entre eux se trouvent écrits : *Democritus*, — *Heraclitus* ; c'est une attribution imaginaire tirée de l'aspect souriant qu'on suppose à l'une d'elles, et de l'air chagrin de l'autre. Les sphinx que nous représentons à la planche XIII apportent un type quelque peu nouveau au nombre déjà si grand de ces créations, produits d'une imagination exubérante, et qui ont exercé la sagacité de tant de chercheurs.

Les sculptures conservées à Périgueux ont été ordinairement recueillies dans les murailles de la Cité, que l'on démolit de loin en loin, sans aucun égard pour leur valeur historique. Ces murs sont composés de matériaux utilisés déjà par les Romains eux-mêmes. C'est ce qui est arrivé pour les ruines de Bourges, Sens, Dijon, et plus de cinquante autres villes de France. On retrouve la même chose dans les villes romaines des bords du Rhin et de la Belgique. Personne ne contemple des faits si remarquables sans en être frappé et sans avoir le désir de rechercher comment ils peuvent être expliqués : en conséquence, depuis les dernières années, l'esprit d'investigation a été excité chez les archéologues français ; en Belgique, en ce moment, M. Schuermans poursuit ses recherches sur ce sujet (1).

Ces sculptures, d'après leur style et leur exécution supérieure, datent d'une époque reculée, et on peut leur assigner

(1) Le *Bulletin* des Commissions royales d'art et d'archéologie (Bruxelles) contient des écrits importants de M. Schuermans. Ceux sur Arles et ses inscriptions ont aidé spécialement à discuter la question.

le 1^{er} et le 11^e siècle de notre ère; beaucoup d'entre elles se rapportent probablement à l'époque de Trajan, Adrien et Antonin. Auguste, Trajan, Adrien et Marc-Aurèle ont visité leur vaste empire dans les parties les plus éloignées, et leur présence était signalée par des actes de bienfaisance et de munificence publiques dont ils peuvent avoir laissé les traces dans les principales villes de la province. Aussi les inscriptions retirées des murailles, quelque date éloignée qu'on puisse leur attribuer, ne dépassent pas, je le pense, la moitié du second siècle. Mais c'est un point qui demande un plus sérieux examen. Je n'ai pas fixé de date extrême. Mais c'est bien une catastrophe ou une série de catastrophes qui a amené la destruction des monuments publics et des édifices dans tant de villes.

Les nations germaniques ont été longtemps refoulées et contenues par la force et la vigilance des premiers empereurs; mais elles n'ont jamais cessé d'épier les frontières de la Gaule et d'envahir les riches et fertiles terres qui tentaient leur nature sauvage et excitaient leur indolence native et la transformaient en activité rapace sur le sol étranger. Ces barbares, au temps de Marc-Aurèle, se coalisèrent et furent repoussés et assujettis par un vigoureux effort; ils semblaient s'être multipliés dans la défaite et le carnage, et de nouvelles hordes de sauvages guerriers reformèrent bien vite leurs rangs désunis. Les généraux des empereurs qui se succédèrent les tinrent en échec, jusqu'au règne de Valérien et de Gallien, lorsque les Francs et les Allemands eurent pénétré en Gaule et en Espagne. Postume fit battre en retraite, pour quelque temps, les Germains et leurs alliés, mais ils renouvelèrent leur invasion après sa mort; et à cette période de calamités pour la province peut-être assignée, dans une large part, l'époque de la destruction des grands monuments civils dont les débris aujourd'hui nous surprennent et nous intéressent.

Probus, pendant son court mais vigoureux règne, délivra la Gaule des barbares Germains dont les ravages peuvent être, en quelque sorte, appréciés par le nombre des villes, *Nobilissimas civitates*, dont ils s'emparèrent. *Vopiscus* dit

soixante, mais dans une missive que Probus adresse au Sénat, le nombre est de soixante-dix. Du reste, il est facile de se rapporter à quelques autres invasions fatales, pareilles à celle qui fut si grande et si écrasante, célèbre entre toutes par la destruction de tant de monuments et dont nous racontons ici les résultats.

Après cette première cause de destruction vint la période pendant laquelle les murs que nous voyons aujourd'hui en ruines et desquels les sculptures avaient été retirées, furent rebâtis. Il n'est pas probable qu'ils soient restés debout bien longtemps ensuite. L'empire romain avait une grande vitalité, même à son déclin ; et Probus fut imité par quelques chefs énergiques qui délivrèrent les provinces du joug barbare et qui leur rendirent leur prospérité. Dans mon travail sur Cussy et Autun, j'ai rappelé que le règne de Dioclétien et de Maximien avait été le plus favorable à la restauration des villes saccagées ; la Gaule, la Bretagne et l'Espagne sont assignées à Constance, comme gouverneur, lequel, ainsi que son successeur Constantin et tous les membres de sa famille, reçoivent, d'après l'histoire, sous leur patronage, les arts de la paix, et leur consacrent la plus large part des tributs que leur valurent leurs victoires. La durée de ces murs et leur solidité pour la conservation des sculptures qu'ils renfermaient est l'indice de la stabilité et de la fixité du gouvernement de cette époque ; et du reste, il serait déraisonnable de penser que toutes les restaurations de ces villes détruites ont été faites en un seul et même temps, et je crois fermement que quelques-uns de ces travaux de réfection ont été exécutés sous le règne des empereurs dont j'ai déjà parlé.

L'examen qui a été fait de ces débris prouve que les pierres sculptées n'ont pas été employées sans distinction ; mais que quelques-unes ont été placées de manière à protéger leurs figures et leurs inscriptions ; le soigneux arrangement des sculptures a été remarqué, surtout dans les murailles de Bordeaux, quand on les a démolies. Elles contenaient un grand nombre de monuments funéraires dont quelques-uns des plus remarquables ont été donnés dans le vol. IV des *Collectanea antiqua*. Un pieux sentiment était dans le cœur

des ouvriers eux-mêmes; les matériaux venant à manquer, une circonstance pressante se présenta, et les autorités civiles n'ont pas eu d'égards pour la mémoire de leurs concitoyens ou bien ils les ont sauvés d'un oubli prématuré. Lorsque au temps de François I^{er}, les murailles romaines de Narbonne ont été détruites, on a vu qu'elles étaient garnies de monuments de toute nature, indice d'un grand bouleversement antérieur. L'architecte remplaça avec goût dans ce nouveau mur ces sculptures, et, ainsi, elles furent préservées de la destruction. Quelques changements ayant été récemment faits, quelques-unes sont exposées au Musée, où elles peuvent être étudiées, ce qui était impossible à la place où elles se trouvaient à cause des immondices et des moustiques (1).

Dans notre pays, nous trouvons des exemples semblables de constructions refaites en partie avec des monuments importants, que les invasions des barbares du Nord avaient saccagés; il est évident que ces hordes sauvages détruisaient systématiquement pièce à pièce les monuments, de quelque nature qu'ils fussent. A leurs yeux, ils représentaient la civilisation; et c'était un motif des plus puissants pour accroître la fureur dévastatrice de ces peuplades vagabondes. Les Romains, naturellement, lorsque le danger apparaissait imminent ou inévitable, cachaient les autels qu'ils avaient dédiés aux dieux par reconnaissance; et c'est à cette pieuse coutume que nous devons la conservation de la plupart d'entre eux. Tout auprès du grand poste militaire de Maryport furent découverts, en 1870, au moins soixante-dix autels enfouis dans la maçonnerie, mais à la hâte (2). C'était en face de quelque danger imminent, tel que l'invasion des Calédoniens, sous le règne de Commode, ou peut-être pendant la révolte des Bretons du Nord, au temps de Sévère. Ce sont des faits semblables qui font qu'on trouve de nombreux

(1) Le Musée de Narbonne s'est enrichi de toute cette précieuse collection, l'enceinte murale ayant été rasée. E. G.

(2) Voir le rapport du docteur Bruce dans l'*Archæologia Æliana*, N. S., vol. VII, p. 184, et son *Lapidarium septentrionale*, p. 129 et suiv.

autels déposés dans la source ou fontaine de Procolitia, située sur la limite de la Grande Muraille, de laquelle il sera parlé dans la seconde partie de ce volume.

BÉNITIER ET PIERRE TUMULAIRE

DE PAYZAC DE LANOUAILLE.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint deux croquis que j'ai dessinés à Payzac de Lanouaille le mois dernier ; le numéro 1 est une énorme pierre de granit qui se trouve actuellement dans la nef de l'église et sert de bénitier, mais qui, je crois, autrefois devait être la cuve baptismale. Ainsi que l'indique le croquis, les formes de cette cuve sont loin d'être élégantes. Ce n'est pas à ce point de vue qu'elle est remarquable ; mais, suivant moi, c'est un des types de l'architecture limousine d'une époque très-ancienne. Cette cuve est peut-être antérieure à la construction de l'église de Payzac, qui possède encore un sanctuaire et une coupole inspirés de Saint-Front de Périgueux.

Le croquis n° 2 est une pierre tumulaire en calcaire des environs d'Excideuil ; sur le dessus sont sculptées en relief une épée et une grande croix de l'ordre de Malte, ensuite une lance sur l'angle ; un seul côté latéral est décoré ; il représente une arcature gothique. Cette pierre a 2^m33 de longueur, 0^m25 de hauteur et 0^m43 de largeur. Elle a été trouvée par les ouvriers qui exécutent en ce moment la restauration de l'église dont j'ai la direction des travaux. Cette pierre tombale se trouvait dans le sol en dehors et au pied de la façade latérale du midi de la nef ; elle recouvrait, je pense, la sépulture d'un chevalier de l'ordre de Malte ; d'après la sculpture de la croix et la forme de l'arcature, c'est un petit

monument de la fin du xiv^e siècle ; en ce moment il est déposé dans le jardin du presbytère.

PIERRE TUMULAIRE TROUVÉE A DUSSAC

CANTON DE LANOUAILLE.

En démolissant, dans le courant de l'année 1876, la nef de l'église de Dussac, pour en faire la restauration, on trouva dans l'épaisseur des murs, une pierre tumulaire (n° 3) du même style que la pierre découverte dernièrement au pied des murs de l'église de Payzac, c'est-à-dire une arcature ogivale sur une face et une croix de Malte sur une autre.

L'église de Dussac possède un chœur, précédé d'une coupole surmontée d'un clocher ; il en est de même à Payzac ; ces deux églises, construites à l'époque romane, ont eu leur nef refaite plus tard ; c'est ce qui explique la découverte de pierres tumulaires dans cette partie des églises.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération très-distinguée.

H. NALET.

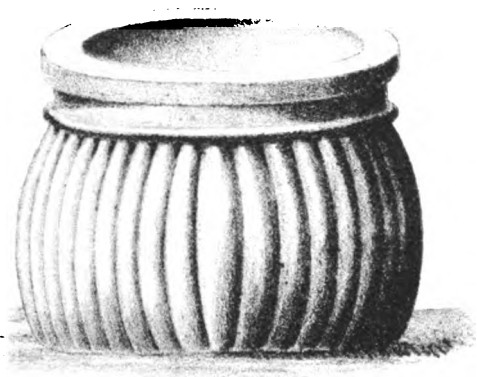
Août 1879.



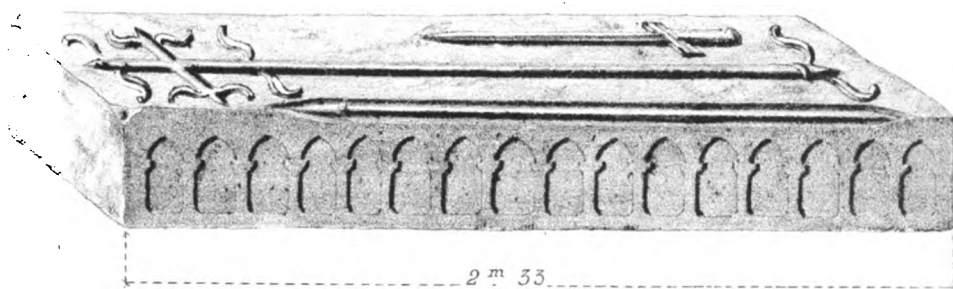
L'INSCRIPTION LATINE D'UN MONUMENT

DANS L'ÉGLISE DE LADOUZE.

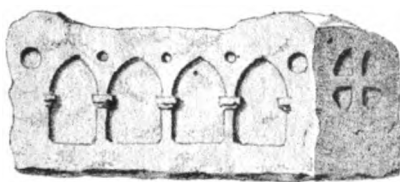
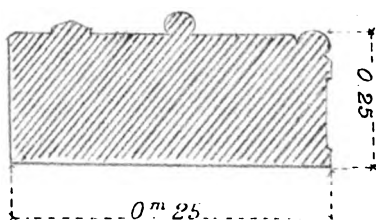
En visitant naguère une église de village, dans le département de la Dordogne, j'ai été vivement frappé de l'aspect monumental que présentait le maître-autel de ce modeste sanctuaire du moyen-âge.



BÉNITIER DE L'ÉGLISE DE PAYZAC



Coupe Transversale



PIERRES TUMULAIRES

Ses majestueuses proportions ne paraissaient nullement en harmonie avec l'édifice qui l'abritait, et l'on peut affirmer sans témérité que le monument qui captivait mon attention n'avait pas été primitivement destiné à l'oblation du sacrifice.

J'ai remarqué sur la frise de l'entablement une inscription latine qui mérite une attention particulière. Le mot NOLI se trouve quatre fois répété.

Avons-nous ici une inscription tumulaire ou plutôt une devise héraldique ? La science de l'épigraphie peut nous donner seule la vraie solution du problème.

Après avoir longtemps cherché la clé de l'énigme, nous venons exposer humblement l'interprétation qui nous semble conforme à la vérité.

Nous avons dit que le maître-autel de la paroisse de Ladouze avait eu certainement dans le principe une destination différente. Il revêt tous les caractères architectoniques d'un monument tumulaire. Il était peut-être destiné à recueillir la dépouille mortelle des membres de la famille de Ladouze, seigneurs du lieu.

Dans cette hypothèse, les lettres qui forment l'inscription seraient autant de sigles ou lettres initiales employées comme abréviation, et nous les traduirions ainsi : *N. Nostra, O. Ossa, L. Latent, I. Ibi*, et le mot NOLI expliquerait la destination primitive du monument. Cette interprétation pourrait peut-être se rapprocher de la vérité si le même mot n'était pas plusieurs fois répété, mais cette quadruple répétition, avec des caractères identiques, semble infirmer la vérité de la solution proposée.

En examinant de près le monument, nous avons pensé que cette inscription latine était plutôt une devise héraldique. Au centre se trouve, en effet, représentée la ville de Jérusalem. Du côté gauche apparaît un chevalier à genoux et un personnage lui indiquant de la main la ville sainte, le tombeau du Christ. De l'autre côté se trouvent représentés une dame également à genoux et un personnage qui lui désigne du doigt la cité sainte.

Dans cette hypothèse, ce chevalier serait un membre de l'ordre militaire de Saint-Jean de Jérusalem, et cette dame

se disposerait elle-même à visiter les lieux saints, suivant la coutume du moyen-âge.

On sait que l'ordre des Hospitaliers comprenait trois classes : les frères ecclésiastiques pour l'administration des secours spirituels, les frères laïques pour les services corporels, et les chevaliers d'armes chargés de protéger les pèlerins. Comme la règle de l'ordre des Chevaliers était conforme à celle que saint Augustin avait donnée à ses clercs et qui est connue dans l'Église sous la dénomination de règle augustinienne, il se pourrait que le mot NOLI fût une devise empruntée à ses écrits.

Dans le 159^e sermon de l'évêque d'Hippone on trouve ces sentences : *Noli in via remanere,*

Noli retro redire,

Noli deviare,

Noli fœdari.

Le maître-autel de l'église de Ladouze aurait ainsi été primitivement destiné à un monument tumulaire élevé en l'honneur d'un chevalier de Saint-Jean de Jérusalem et le mot NOLI quatre fois répété serait la devise héraldique qui rappellerait la mission à laquelle aurait consacré sa vie le chevalier français. —

L'abbé GOYHENÈCHE.



DEUX DOCUMENTS PÉRIGOURDINS

DE LA BIBLIOTHÈQUE DU LOUVRE.

Personne, peut-être, n'a plus vivement déploré que moi la perte de la magnifique bibliothèque du Louvre. A la douleur causée à tous les bons citoyens par la brutale et honteuse destruction de ce trésor national, se joint et se joindra toujours en moi la douleur particulière causée au travailleur par l'ancantissement de tous ces beaux livres, de toutes ces

splendides gravures, de tous ces inappréciables manuscrits, qui formaient, sous les voûtes du nouveau Louvre, une des plus admirables collections du monde entier. Ce qui a rendu mes regrets plus poignants encore, c'est que j'avais été longtemps l'hôte assidu de cette bibliothèque, et que les livres et manuscrits qu'il m'avait été si souvent donné d'y feuilleter, étaient, en quelque sorte, pour moi de vieux amis (1). Je viens de retrouver dans des notes et extraits pris au Louvre depuis déjà bien des années, copie de deux documents inédits qui faisaient partie de la maison de Noailles (2) : une lettre, de la fin du xvi^e siècle, adressée par M^{me} de Fénelon à Henry, seigneur de Noailles, comte d'Ayen, baron de Chambres, de Montclar et de Malemort, etc., et une lettre, de la première moitié du xviii^e siècle, adressée par Claude Le Blanc, secrétaire d'État au département de la guerre, à Adrien-Maurice, duc de Noailles, pair et maréchal de France, etc. Si la lettre de M^{me} de Fénelon est une simple lettre de politesse, celle de Le Blanc renferme certains détails, probablement de tous inconnus, sur une sorte de révolte de quelques habitants d'une des paroisses du diocèse de Périgueux, la paroisse des Grèzes, et peut, par conséquent, être considérée comme un petit document historique.

Philippe TAMIZEY DE LARROQUE.

I.

LETTRE DE MADAME DE FÉNELON A HENRY DE NOAILLES.

Monsieur, ie mesure que Monsieur de Fenelon sera tres marry quil naye este icy pour vous fere responce a la tres honeste lestre quil vous

(1) Voir l'*Avertissement* dans les *Vies des poètes bordelais et périgourdiens* par Guillaume Colletet, de l'Académie française, 1873, in-8°, p. 3, 4. Il faut en rapprocher une éloquente page de feu mon pauvre ami M. Prosper Blanchemain, (*La Bibliothèque du Louvre à propos de la vie de Guy du Faur de Pibrac*, dans le *Bulletin du Bouquiniste* du 1^{er} octobre 1871).

(2) Voir l'intéressant ouvrage de M. Louis Paris : *Les papiers de Noailles de la Bibliothèque du Louvre, dépouillement de toutes les pièces qui composaient cette précieuse collection*.

a pleu luy escripre. Il et party a se matin pour san aler beser les mains a Monsieur le Marechal de Biron, il ne manquera de vous en fere ung bien heuble (*sic*) remersiement, si luy mesmes il ne peut vous aler trouver pour vous asurer quil vous et serviteur, et de moy ie aray un tres grand honeur, Monsieur, de vos fere service tres heuble et ayant agreable que ie vos beyse, sil vous plait, tres heublement les mains; ie suis

Vostre tres heuble à vos fere service.

ANNE DE CASSANEUILH (1).

A Fenelon ce xii may 1585 (2).

II.

LETTRE DE M. LE BLANC AU MARÉCHAL DE NOAILLES.

A Fontainebleau, le 25^e septembre 1727.

Vous me fites l'honneur de m'écrire, Monsieur, le 25 juin dernier, au sujet d'une affaire arrivée dans la paroisse des Grezes en Périgord (3), dont le syndic et quelques habitants avoient voulu enlever un milicien fugitif dont le frère fut tué dans la meslée, et comme vous proposates pour que les dits habitants ne fussent pas exposés aux longueurs et aux frais de la justice ordinaire, d'en attribuer la connoissance à M. Boucher, intendant de la province, je luy envoyay, le mois suivant, l'arrest necessaire pour cela, en execution duquel, après avoir commencé les procedures, il me marque que les preuves des faits estant difficiles à acquerir, parce que l'affaire estant arrivée de nuit dans une maison, il n'y a eu de témoins que les parties intéressées, et le dit milicien ayant par sa mauvaise volonté engagé les syndics et habitants de Grezes à le chercher, il seroit d'avis de ne pas passer outre, d'accorder grace à celui desdits habitants qui a tué le frère du dit milicien, et pardon aux autres qui ont esté decretez de prise de corps.

(1) Anne de Pellegrue de Casseneuil, fille de François, chevalier de l'ordre du Roi, et de Jeanne de Balaguier dame de Salvagnac, mariée en secondes noces le 28 octobre 1579 à Jean de Salignac, seigneur de La Mothe-Fénelon en Périgord et de Mareuil en Quercy. (*Dictionnaire de la noblesse de La Chenayo-Desbois*, article PELLEGRUE.)

(2) Collection Noailles, tome 1, n° 318.

(3) Commune du canton de Terrasson, située autrefois dans la seigneurie du duc de Noailles, juridiction de Larche.

Comme c'est pour les dits habitants que vous vous intéressez, je ne crois pas que vous désapprouviez ce parti. Cependant si vous y trouviez de l'inconvenient, vous me feriez plaisir de me le mander.

Je suis avec un respectueux attachement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

LE BLANC (1).

CHEFS CALVINISTES A LA PRISE DE PÉRIGUEUX.

(2^e article).

En adressant à la Société archéologique un premier mémoire sur les chefs calvinistes à la prise de Périgueux, je priais Monsieur le Président de vouloir bien me faire connaître les observations que sa lecture pourrait susciter de la part des membres de la Société. Aucune observation ne m'a été transmise, mais la publication donnée à mon travail a fourni aux amateurs d'histoire locale le moyen d'apprécier la thèse que j'y développais. Ma conclusion était celle-ci : « Que François de Lambertie n'a pas joué le rôle que quelques auteurs lui ont assigné, et que ni lui, ni aucun des membres de sa famille n'a fait partie des bandes calvinistes qui s'emparèrent de Périgueux en 1575. » (2)

Voulant expliquer l'erreur contre laquelle je m'élevais, et qui pour moi était évidente, je proposais de lire Bertrand

(1) Collection Noailles. vol. F. 325/16, n° 164. Ce volume renfermait un assez grand nombre de lettres de Le Blanc au maréchal de Noailles comprises entre ces deux dates : 14 septembre 1718 et 26 mars 1728. M. Louis Paris fait remarquer (p. 71 de l'ouvrage déjà cité) combien la correspondance de Le Blanc est regrettable pour l'histoire militaire de cette époque. Rappelons ici que Le Blanc a été honoré des éloges d'un homme qui ne les prodiguait pas, le duc de Saint-Simon. Voir ses *Mémoires* (à l'année 1723) où il va jusqu'à dire que la disgrâce de cet homme d'Etat « affligea tout le monde » et que « ce fut un cri et un deuil public sans ménagement. »

(2) *Bulletin* de la Société archéologique de Périgueux. Tome VI, page 254.

Lambert (autre chef calviniste qui contribua puissamment à la prise de Périgueux), au lieu de *Lambertie*, comme l'ont écrit les auteurs cités.

De nouvelles recherches m'ont démontré que cette explication est défectueuse, et je puis aujourd'hui, en m'appuyant sur de nouveaux documents, fortifier la conclusion de mon premier mémoire et montrer la véritable source de l'erreur.

I.

Voici les nouveaux documents que j'apporte pour l'étude de cette question.

1° — Quelque temps après la publication du *Bulletin*, M. le baron de Verneilh, vice-président de la Société, me montra dans les *Variétés girondines* (1) une lettre de Turenne au capitaine Lambertie, dont voici le texte :

« Monsieur de Lambertie, d'autant que le roi de Navarre pense avoir de vos troupes, il m'a commandé de vous faire ce mot pour vous dire que vous vous acheminez droit à Montségur ou Monsieur de Meslon avisera, avec vous, de vous donner cartier pour loger. Si cependant M. de Favas vous mande quelque chose et a affaire de vous, je vous prie de faire ce qu'il vous dira, me recommandant affectueusement à votre bonne grace et priant Dieu, Monsieur de Lambertie, vous avoir en sa sainte garde.

» A Sainte-Foy, ce 11 novembre 1580.

» Votre affectionné et meilleur amy,

» TURENNE. »

2° — M. Drouyn, auteur de l'ouvrage ci-dessus indiqué, a bien voulu me faire connaître le passage suivant du

(1) *Variétés girondines*, ou *Essai historique* sur la partie de l'ancien diocèse de Bazas, renfermée entre la Garonne et la Dordogne, par M. Léo Drouyn. — Bordeaux, 1879.

Journal de François de Syreuil, chanoine de Saint-André de Bordeaux, archidiacre de Blaye :

« Item, et la nuyct du samedi au soir xv^e du dit mois d'octobre (1580) la ville de Saint-Emilhion fut surprise par ceulx qui tiennent le part dudit roy de Navarre. Les chefs de la dicte entreprinze estoient les cappitaines Saint-Terre, Lambertie et Melon. »

Ce passage est extrait des *Archives historiques de la Gironde* (1), et les rédacteurs de cet ouvrage ont ajouté en note :

« François de Lambertie, gentilhomme limousin, tué en 1612 après avoir brillamment porté les armes pendant quarante-cinq ans. »

3^e — D'Aubigné cite encore une autre fois un Lambertie dans le passage suivant :

« Langoiran assiégea Montflanquin en 1574.... Lambertie qui menait la gauche, gagna un chemin creux au devant des dix compagnies ennemies... se conduisit avec beaucoup d'intelligence et de valeur, et contribua beaucoup au succès (2). »

Ces trois nouveaux documents, ainsi que ceux de mon premier mémoire, montrent qu'il y avait un capitaine Lambertie dans les armées calvinistes ; mais je soutiens, malgré la note des *Archives historiques de la Gironde*, que ce n'était pas François de Lambertie, gentilhomme limousin, et je vais en fournir la preuve.

II.

On sait que dans le midi de la France, il est très-peu de familles pouvant se vanter de n'avoir pas eu des membres ayant passé aux calvinistes, ou à toute autre secte protestante au

(1) Tome XIII, page 398.

(2) *Les Histoires du sieur d'Aubigné*. Livre II, page 147. — Cet ouvrage est imprimé dans les premières années du xvii^e siècle (1618). C'est à une faute d'impression qu'il faut attribuer l'indication du xv^e siècle donnée page 246 du *Bulletin*.

xvi^e siècle. Les uns par conviction (c'était le petit nombre), les autres par esprit de révolte (la moitié peut-être), et le reste par intérêt. Presque tous les nobles de l'Albret étaient protestants du temps d'Henri IV, lorsqu'il n'était que roi de Navarre. Mais parmi les gentilshommes du Limousin, il n'en est pas de même. C'est le plus petit nombre qui passa aux protestants, et il est facile de compter ceux qui pour une des trois raisons alléguées ci-dessus, abandonnèrent la religion de leurs pères. Aussi, dans la question de changement de religion qui nous occupe, un écrivain des provinces méridionales aurait la présomption en sa faveur : chez nous, c'est le contraire.

Ce n'est pas cependant sur des présomptions que je raisonne, mais sur des documents positifs, et j'en citerai encore quelques-uns se rapportant au seigneur de Lambertie désigné par les rédacteurs des *Annales historiques de la Gironde*.

1^o — François de Lambertie reçut une lettre de M. d'Aubeterre en date du 2 juin 1567, par laquelle il l'invite à secourir Fontenay assiégé par le roi de Navarre, ce qui était une très-belle occasion pour acquérir de l'honneur et beaucoup d'utilité pour le service du roi. Il le prie de se rendre à Mareuil, et de marcher avec tous ses amis. La suscription de cette lettre est à Monsieur mon cousin, Monsieur de Lambertie (1).

2^o — Les mémoires de l'époque rapportent que François de Lambertie résista à tous les moyens dont l'amiral de Coligny se servit pour l'attirer dans son parti, même au prix de l'incendie de son château, ce qui est constaté encore par cette lettre de Charles IX :

« Charles, par la grâce de Dieu, roi de France, au sénéchal du Périgord, ou son lieutenant et à tous nos autres justiciers et officiers, si comme à lui appartiendra. Salut. — Notre bien-aimé François de Lambertie, écuyer, seigneur dudit lieu, nous a fait remontrer que durant les derniers troubles, lui étant absent pour notre service, ceux de la religion (qu'on dit)

(1) La Chenaye-des-Bois possédait l'original de c.tte lettre, dont il a donné ce résumé dans la généalogie de la famille de Lambertie.

réformée lui avaient brûlé sa maison et château de Lambertie, auquel il avait retiré tous et chacun les titres concernant les droits... etc...

« Nous, à ces causes, ne voulant pas que la perte des titres dudit exposant soit cause de la diminution de ses droits, vous mandons et enjoignons par ces présentes que appelé notre procureur et autres y ayant intérêts, vous informiez de la perte desdits titres, documents et renseignements et du contenu d'iceux et l'information que sur ce sera par vous faite, ou la copie d'icelle délivrée audit exposant, avec votre procès-verbal, le tout collationné et scellé en bonne et due forme que nous voulons et ordonnons lui servir de titres en jugement et dehors, car tel est notre plaisir, notwithstanding quelconques édits, ordonnances et lettres à ce contraires.

« Mandons, ordonnons et commandons à tous nos officiers et sujets en ce faisant vous obéir, et au premier huissier ou sergent de faire tous exploits nécessaires, sans pour ce demander placets, visa ni parcartes.

Donné à Gaillon, le vingt-et-un mai, l'an de grâce mil cinq cent soixante-onze, de notre règne le onzième. (signé) Par le roi et son conseil :
DE VABRES. »

3° — Le même souverain lui écrivait dans la même année :

« Monsieur de Lambertye. Pour vos vertus, naissance et mérites, vous avez été élu et choisi au nombre des chevaliers de mon ordre, afin d'être associé en icelle compagnie, pour laquelle élection vous notifier et vous bailler de ma part le collier dudit ordre, j'en écris présentement au sieur de La Vauguyon auprès duquel vous vous rendrez afin de recevoir de lui le collier dudit ordre qu'il vous baillera, qui sera pour augmenter de plus en plus la bonne volonté que je vous porte et vous donner occasion de persévérer en la dévotion que vous avez de me faire service, priant Dieu, Monsieur de Lambertye qu'il vous ait en sa sainte garde.

« Ecrit à Fontainebleau le 4 août 1571. (Signé) CHARLES. » (1)

4° — Henri III, par sa lettre du 22 août, prie François de Lambertie, capitaine de cheveu-légers, commandant une compagnie de gendarmes de se joindre au sieur de Bourdeille et au duc d'Epemon pour reprendre Périgueux dont les calvinistes venaient de s'emparer. Cette lettre a déjà été publiée (*Bulletin*, IV, 252) ainsi qu'une partie du procès-verbal d'enquête pour faire admettre son fils à Malte.

(1) Cette lettre, ainsi que les suivantes, étaient conservées en original dans les archives de la famille de Lambertie.

5° — L'année suivante, le même roi lui écrit :

« Monsieur de Lambertye. Pour ce que je suis averti que les forces qui sont en mon pays de Limousin veuillent entreprendre sur ma ville de Limoges, j'ai avisé d'envoyer le sieur de Saint-Maigrin par delà, pour admonester le seigneur de Chamberet, gouverneur, de ma part et les habitants pour faire devoir de se garder. Mais d'autant que je crains qu'ils se trouvent faibles et mal garni de soldats et gens de guerre en ladite ville, n'ayant voulu ci-devant les compagnies que je lui ai envoyées, je viens vous prier de me faire service agréable de les vouloir assister et soutenir de tout ce qui vous sera possible, et même d'y aller avec le plus grand nombre de vos amis et de vos vassaux que vous pourrez assembler, écrivant audit sieur de Chamberet de vous recevoir et accommoder dans ladite ville de façon que vous puissiez demeurer commodément comme j'ai donné charge audit sieur de Saint-Maigrin qui leur dira. Je vous prie de croire comme si c'était moi-même, Priant Dieu... etc... Ecrit à Paris le 11 février 1576 (signé) HENRI (et plus bas) de NEUVILLE. »

6° — En 1577, Henri III lui écrit encore :

« Monsieur de Lambertye, ayant donné le pouvoir de gouverneur de mon pays de Limousin à mon cousin le duc d'Epéron, et le faisant présentement partir d'après de moi pour en aller prendre possession, j'ai pensé de faire une dépêche aux plus apparents de ma noblesse dudit pays pour le recommander, le recevoir et le reconnaître en ladite charge, vous tenant plus particulièrement de ce nombre, je m'adresse à vous, priant de l'assister de tout votre temps au fait de son établissement audit gouvernement qu'en toutes les autres occasions qui s'offriront par delà pour mon service, vous assurant que je vous en saurai bon gré et le tiendrai pour une des meilleures preuves que vous me sauriez rendre de votre dévotion à mon service. Sur ce, je prie Dieu, etc.. . A Paris, ce 8 novembre 1577 (signé) HENRY (et plus bas) MONTAUZON. »

7° — Dans une autre lettre, il lui dit, le 15 juillet 1578 :

« J'ai voulu vous faire celle-ci pour vous prier pour l'affection et respect que je sais que vous portez à tout ce qui touche mon particulier.... » et signé « Votre bien aimé et bon ami HENRY. »

8° — Un peu plus tard, Henri IV lui écrivait :

« J'ai tant de preuves de votre fermeté et constance à mon service, qu'il m'est aisé de me persuader que vous n'avez en rien diminué de la fidélité

que jusqu'ici vous y avez rendu, quelques séductions qui vous en aient été faites par ceux qui se fourvoyant de leur devoir sont rebelles contre moi...
A Châtellereau, le 20 mai 1589. HENRY. »

9° — C'est encore Henri IV qui adresse la lettre suivante, toujours au même François de Lambertie :

« Monsieur de Lambertie, entre les gentilshommes de mon pays de Guyenne desquels j'ai désiré d'être servi, j'ai toujours fait principalement état de votre affection au bien de mes affaires par les preuves et importantes occasions où vous avez été employé et parcequ'au voyage que je suis délibéré de faire incontinent, en mon pays du Lyonnais, pour m'opposer aux forces que mes ennemis y font descendre, il se présente une belle occasion d'acquérir de l'honneur, de continuer les effets de votre fidélité, ayant commandé au sieur de Bourdeilles, sénéchal et gouverneur de mon pays de Périgord de se trouver, je vous prie aussi de me faire le service de vouloir bien vous y rendre dans le meilleur équipage que vous pourrez, pour participer à l'honneur que tous mes bons serviteurs auront de m'avoir fidèlement assisté ; je reconnaitrai à jamais ce bon service à tout ce qui s'offrira à votre bien et avantage. Priant Dieu, Monsieur de Lambertie qu'il vous ait en sa sainte et digne garde. A Paris, le 7 mars 1595. »

10° — Nous avons une preuve des sentiments particuliers de François de Lambertie dans la chapelle qu'il fit construire en 1591. Après s'être fait représenter à genoux et en prière, ainsi que sa femme et ses enfants, sur les deux côtés de ce sanctuaire, il fit peindre au fond et au-dessus de l'autel, un sujet qui semble être en même temps l'expression de ses sentiments intérieurs et une protestation contre la religion prétendue réformée. La sainte Vierge à genoux a près d'elle un vase dans lequel pousse un beau lis blanc ; l'ange Gabriel, qui vient lui annoncer qu'elle sera la mère de Dieu, tient à la main un autre lis en fleur ; et le Saint-Esprit, sous forme de colombe, répand sur elle ses rayons lumineux. Un partisan des doctrines calvinistes n'aurait pas choisi le mystère de l'Annonciation pour sujet principal dans la décoration de sa chapelle particulière.

III.

Les premiers documents prouvent l'existence d'un capitaine protestant nommé Lambertie : d'Aubigné nous le montre à la prise de Montflanquin en 1574 et de Périgueux en 1575 ; le P. Dupuy et M. de Verneilh le nomment également ; François de Syreuil le signale toujours à la tête des troupes calvinistes, à la prise de Saint-Emilion en 1580. Turenne lui écrivit cette même année pour l'envoyer à Montségur avec les troupes qu'il commandait. Il ne peut donc pas y avoir de doute sur son existence. Mais aucun de ces auteurs ne dit, ne fait même supposer qu'il soit Limousin ou Périgourdin.

Où l'erreur commence, c'est lorsque les *Archives historiques de la Gironde*, publiant le *Journal de François de Syreuil*, mettent en note au bas de la page où se trouve le nom de ce capitaine : « François de Lambertie, gentilhomme limousin, tué en 1612, après avoir brillamment porté les armes pendant quarante-cinq ans », et lorsque les *Notes historiques sur le Nontronnais* disent que le « château-fort de Lambertie appartenait autrefois au chef calviniste de ce nom qui s'empara de Périgueux par surprise. »

François de Lambertie, à qui appartenait le château de ce nom, et qui est mort en 1612 après une brillante carrière militaire, ne peut pas être le capitaine calviniste signalé dans les documents de 1574 à 1580. Les huit lettres reproduites ci-dessus, qui lui ont été adressées par les rois de France, de 1567 à 1595, le prouvent surabondamment, ainsi que les autres raisons données dans le précédent mémoire.

De plus, j'ai fait pour tous les autres membres de la famille de Lambertie en état de porter les armes de 1574 à 1580, les mêmes recherches et les mêmes confrontations que pour François, et je suis toujours arrivé à la certitude que les actions de ce capitaine calviniste ne pouvaient convenir à aucun d'eux.

Poussant plus loin mes investigations, et grâce au bien-

veillant concours de M. Léo Drouyn, j'ai pu déterminer quel était ce chef calviniste.

Il y avait une maison noble de La Lambertie ou Lambertye dans la juridiction de Sainte-Foy-la-Grande ; elle était située dans la paroisse de Pineuilh (1), sur les confins de celle de Saint-André-Cabauze. Un contrat de mariage découvert par l'auteur des *Variétés girondines* nous en donne la preuve : « Le cinq septembre 1514, contrat de mariage passé dans la maison noble de La Lambertie, juridiction de Sainte-Foy en Agénois, entre noble Giron de Carentelle, écuyer, seigneur du noble repaire de La Lambertye (*sic*) d'une part, et Audette Gaillard, damoiselle, d'autre part. »

Puis, plus tard, le 2 mars 1580, le seigneur d'une maison noble des environs de Sauveterre, adressant une requête aux membres du Parlement de Bordeaux, se plaint que sa maison ait été saccagée par « aucuns soldats catholiques de la ville de Sauveterre, lesquels y auroient mis ceulx de la nouvelle prétendue religion, même Jehan Caratele (*sic*) sieur de La Lambertye avec sa suite.... »

Voilà le capitaine calviniste désigné par les historiens sous le nom de Lambertie. Il se nommait Jean Carentelle, seigneur du noble repaire de La Lambertie en Agénois. Il n'avait rien de commun, si ce n'est le nom, avec François de Lambertie, seigneur de Lambertie en Périgord et en Limousin. La grande notoriété de cette dernière famille, pendant que les Carentelle de Lambertie sont inconnus dans nos pays, est cause qu'on a attribué à un de ses membres les faits et gestes du capitaine qui était à la prise de Périgueux. Espérons qu'après les documents publiés sur ces deux personnages, il n'y aura plus à craindre qu'une pareille confusion se produise une autre fois.

A. LECLER.

(1) Pineuilh, canton de Sainte-Foy, arrondissement de Libourne (Gironde).

NOTES ET DOCUMENTS INÉDITS

RELATIFS

AUX INSTITUTIONS DE LA VILLE DE BERGERAC

AVANT 1789 (*Suite.*)

CHAPITRE II.

FONDATIONS D'UTILITÉ GÉNÉRALE.

I. — *Pont sur la Dordogne.*

C'est vers la seconde moitié du ^{xiii}e siècle qu'on doit placer l'établissement du pont de Bergerac; en effet, Hélie Rudel, par son testament de l'an 1254, légua une somme considérable en vue de sa construction (1).

D'après l'article xxvi de la transaction de 1322, le seigneur était tenu de réparer le grand pont sur la Dordogne, et, à cet effet, il devait en percevoir les revenus.

Ce pont paraît avoir été démoli en 1444 ou 1445. C'est ce qui résulte de l'extrait ci-après du Livre des Jurades :

« Hugues Baillif, chevalier, seigneur de Razac, conseiller du Roy, lieutenant du sénéchal de Périgord, et commissaire député, fait procès-verbal le 4 septembre 1459, à la requête des maire et consuls, assistés du procureur du Roy, qu'il y avait au pont de Bergerac neuf arceaux ou ar-

(1) Lespine, vol. 48, p. 3 et 4.

ca des et que le pont s'étant abattu l'an 1444 ou 1445, pendant la ruine d'icelui, les habitants entretenaient un bateau pour le passage et commettaient trois ou quatre personnes pour lever le droit sur les étrangers dont ils faisaient revenu pour la Communauté et qu'ils en jouiraient jusqu'à ce que les officiers du Roy établirent un bateau et des personnes environ l'an 1447, et en percurent les revenus (1). »

En 1501, Louis XII, afin de faciliter la réédification du pont, fit remise à la ville du droit de barrage qui lui appartenait, suivant lettres patentes dont la teneur suit :

« Louis... avons reçu l'humble supplication de nos chers, etc., de Bergerac... contenant, que ladite ville nous compète, etc... est de notre ancien et vrai domaine assise sur... Dordogne, près Bordeaux, qui est navigable, et aller de Bergerac à Bordeaux, à La Rochelle et en Bretagne, et de là à la grande mer, sur laquelle rivière joignant ladite ville, de grande ancienneté souloit avoir un pont de pierre de bel et somptueux édifice pour le passage des marchands et conducteurs de marchandises, etc., lesquels payaient certains droits de barrage revenant au profit de notre domaine, duquel barrage ils sont exempts, il est advenu depuis soixante ans ou environ au moyen des grandes eaux... et par la faute que nos officiers ne faisaient aucune réparation, ledit pont est tombé en la rivière, et après ladite ruine... les officiers qui pour lors étaient, ordonnèrent un passage avec bateau, que depuis ils baillaient à ferme par chacun an, à la chandelle, comme les autres fermes, jusqu'à ce que ladite duché fut baillée en apage à feu notre cousin le duc de Guienne, lequel bailla ledit passage à feu Mathurin de Clermont, écuyer, à la somme de douze livres tournois de rente annuelle... Or est-il que celui passage qui se fait par bateaux et navires est fort mauvais et dangereux, et que les marchands vont ailleurs, ce qui est au grand préjudice de notre dit domaine pour les droits qui nous appartiennent... pour les droits de passage, de péage, mesurage, etc... Pour ce serait nécessaire de refaire ledit pont, et pour le refaire, leur donner et octroyer le droit de barrage que nos prédécesseurs levaient sur les passans et repassans sur ledit pont au temps qu'il était en nature en nous payant ladite somme de douze livres de rente que nous payait ledit de Clermont pour ledit passage à bateau... Accordé, Donné à Châlons-sur-la-Seine, le 18 avril 1501. Ainsi signé : Louis. — Et suit la teneur des

(1) *Registre manuscrit de l'Histoire de Bergerac* (1459).

lettres d'expédition de N. S^{rs} des Comptes sur les dites lettres patentes en 1503 (1). »

Le pont fut réédifié en 1509, par les soins des consuls (2). Au mois de novembre 1568, il fut brûlé par les compagnies de Montluc, et il n'en demeura qu'un seul pas, du côté de la ville (3).

Trois ans après, nouvelle réédification :

« Par lettres patentes du quatre may 1571, Charles IX ordonna la réédification du grand pont, et par autres patentes du onze juin audit an, données au Pont de l'Arche, le même Roy ordonna une imposition de douze mille livres sur la ville, paroisse et juridiction de la sénéchaussée, pour être employée à cet effet, ce qui fut fait (4). »

Ces travaux furent exécutés d'abord du côté du faubourg de la Madeleine, et ils furent menés avec tant de célérité, qu'on put passer sur le pont dès le 9 septembre 1571 (5).

D'après le Livre des Jurades, en l'année 1595,

« Les maire et consuls payèrent vingt-deux écus au sculpteur qui avait fait les armes du Roy et de la ville, qui lors furent posées sur le portail et tour du pont de Dordogne, du côté regardant le bourg de la Magdeleine. »

Enfin, ce pont fut emporté, en 1783, par une crue de la rivière :

« La nuit du 7^e au 8^e du mois de mars, jour de vendredi, vers les huit heures du soir, la rivière de Dordogne a passé trois pieds au-dessus du pont qui était devant la présente ville et l'a totalement renversé jusqu'à la grosse pile, même un passage au-delà...

« L'eau n'a surpassé le pont que du côté de la ville jusqu'à la grosse pile; le côté du bourg se trouvant plus élevé n'a pu être submergé; aussi n'est-il pas tombé...

(1) Leydet et Prunis, vol. 14, p. 13 et 14.

(2) Lespine, vol. 48, p. 126.

(3) id. p. 149.

(4) *Registre man. de l'Histoire de Bergerac.*

(5) Lespine, vol. 48, p. 149.

« Le premier may a été lancé le premier grand bateau plat ou bac, qui a été construit, après la démolition du pont, pour passer les charrettes ou autres voitures sur la rivière devant la ville, et il a été construit du côté du bourg, au lieu appelé la Barbecanne, sur le bord de la rivière, par les soins du sieur Jean Gimet, négociant de la ville de Bergerac (1). »

II. — *Création de foires.*

L'évêque de Beauvais, lieutenant du Roi dans le duché de Guienne, accorda aux consuls et aux habitants de Bergerac, en récompense de leurs loyaux services, la faculté d'établir dans cette ville des foires publiques, qui auraient lieu chaque année et dureraient huit jours, à partir de la fête de l'Ascension. Le roi de France, Philippe de Valois, confirma cette concession par ses lettres patentes, données à Paris, au mois de décembre 1341.

Creatio nundinarum pro habitantes Brageracii.

« Philippus, Dei gratiâ Francorum Rex. Notum facimus universis tam presentibus quam futuris : Nos quasdam patentes litteras vidisse, sigillo dilecti et fidelis consiliarii episcop. Belvacen. tunc nostrum locum tenentis in partibus Occitani, ut primâ facie apparebat, sigillatas, formam quæ sequitur continentes : Johannes, permissione divinâ, Bellaven. episcop. locum tent. Domni. Nostri Franciæ regis, in partibus Occitani et Xantonnen. universis presentes litteras inspecturis, salutem... Notum facimus universis tam presentibus quam futuris, quod nos considerantes bona et gratuita servicia Domno nost. Regi per consules et habitantes Villæ Brageraci benè et feliciter impensa, et quæ de die in diem iidem habitatores incessanter honorabiliter eidem impendere non desinunt. Nec non et damna quæ presentis guerræ Ducatus Aquitaniæ occasione passi sunt, et sustenti et sustinent cotidie, eisdem consulibus et habitatoribus dicti loci Brageraci, nundinas publicas in dicto loco de Brageraco de quibuscumque mercaturis tenendas anno quolibet per in perpetuum per octo dies, incipiendo in festo Ascensionis Domni duraturas, de equis, animalibus et aliis mercaturis omnibus, quibuscumque, in remunerationem dictorum serviorum per ipsos dicto Domno Nost. Regi, ut premittitur, impensorum et

(1) *Registre manuscrit* (année 1783).

damnorum per ipsos sustentorum, pensatâ utilitate regiâ, ex certâ scientiâ, et gratiâ speciali, auctoritate regiâ concedimus et donamus per presentes, mandantes senescallo Petragorens. et Caturcens. quatenus dictos consules et habitatores dicti loci Brageraci, nostrâ presenti uti faciant gratiâ pacificè et quietè. Amovendo etiam impedimentum opponendum per quemcumque. Quod ut firmum et stabile perpetuo perseveret presentibus hiis nost. fecimus apponi sigillum. — Datum Tolosæ, mense novembris, anno Dni M^oCCC quadragesimo primo. — Quas quidem litteras, omniaque et singula in dictis litteris contenta rata et grata habentes, ea volumus, laudamus, approbamus, et ex nost. certâ scientiâ, auctoritate regiâ et gratiâ speciali, tenore presentium confirmamus, nostro in aliis et alieno in omnibus jure salvo. Quod ut firmum et stabile perpetuo perseveret, sigillum nostrum present^{ibus} litteris est apponendum. Datum Par. anno Dⁿⁱ MCCC quadragesimo primo, mense decembris.

Per D^{um} Nost^{rum} Regem.

LORRIS.

Collatio facta cum originalibus litteris superius insertis per me

LORRIS (1). »

III. — Prisons et geôles.

Nous empruntons à Lespine les renseignements suivants sur cet objet :

« Les prisons étaient d'ancienneté et ont toujours été dans l'une des tours du château de la ville, jusqu'à ce qu'il fut ruiné par une inondation de la rivière.

« Suivant l'édit de Henri IV, du 7 décembre 1591, et lettres de commission du 6 décembre 1594, l'aliénation du domaine de Bergerac, appartenant à S. M. fut faite sous la faculté de rachat perpétuel, par M. M. les commissaires députés à M. Jacques Nompars de Caumont, marquis de La Force, par contrat, daté à Bordeaux du 30 avril 1596, dans lequel est compris, entre autres droits, celui de garde de la geôle et des prisons royales de la ville.

» Le seigneur engagiste faisait procéder annuellement au bail de cha-

(1) Lespine, vol. 48, p. 50 (Trés. des Chartes, cart. 73, f^o 238, pièce 299).

cun des droits du domaine, par devant le lieutenant-général du sénéchal, et entre autres du droit de geôle et garde des prisons.

» On voit par un procès-verbal du 29 avril 1602, que ce droit de geôle et de garde des prisons ayant été annoncé afin d'en faire le bail à ferme, il y eut des opposants : 1° le sieur Pierre Peyrarède, pourvu par le roi de la charge de capitaine du château de Bergerac, par lettres de provision du 18 novembre 1597, où des profits et émoluments dont il devait jouir sont mentionnés, entre autres le droit de geôle ; et de là, il soutenait pour moyens d'opposition qu'il devait en jouir, puisqu'il avait toujours appartenu aux capitaines du château ; 2° Bernard de Bérail, écuyer, sieur de La Roque, disait qu'il avait été pourvu par le roi de l'état et office de capitaine de la capitainerie de ce château ; que lui et ses prédécesseurs, qui en avaient été pourvus auparavant, avaient toujours joui du droit de geôle et de commettre les geôliers et gardes qui en percevaient le droit à leur profit ; et par ces raisons, il forma opposition avec des protestations ; 3° les maire et consuls formèrent aussi leur opposition, et exposèrent pour moyens, qu'ils étaient et que leurs prédécesseurs avaient été d'ancienneté en possession et jouissance de commettre le geôlier garde de ces prisons, de pourvoir à la geôle des personnes capables et suffisantes pour la garde des prisonniers ; que pour la conservation de ces prisons, ayant à la tour où elles sont un principal intérêt, puisqu'elle aboutit aux murailles de la ville, et attendu que par un arrêt de la Cour de Parlement de Bordeaux, ils ont été mis en cette possession et jouissance et s'y sont maintenus jusqu'à présent ; que dans cet état il y a entre eux et les dits sieurs Peyrarède et de La Roque procès au Conseil privé du roi et ils requièrent que les parties y fussent renvoyées.

« Sur ces oppositions, l'adjudication de ce droit de geôle ne fut point faite. C'est ce qui résulte du procès-verbal du 29 avril 1602.

» Cependant le procureur fondé du seigneur engagiste fit ensuite l'affirme du droit de geôle pour six années.

» Mais suivant un autre procès-verbal de ferme du 12 may 1612, celle du droit de geôle fut faite moyennant deux cent quatre-vingts livres notwithstanding les protestations du précédent fermier, qui exceptait que les six années de son bail n'étaient pas expirées.

» Suivant d'autres procès-verbaux judiciaires, l'affirme du même droit de geôle et garde des prisons fut continuée et faite pour trois cent soixante livres en 1613, pour deux cent quarante livres en 1614.

» Mais ensuite, partie du château et la tour servant de prison furent détruites par l'inondation.

» Alors le seigneur engagiste, tenu de fournir des prisons, loua une maison pour en servir.

» Et par le procès-verbal des baux à ferme des droits du Domaine du 23 juillet 1623, le droit de geôle et de garde des prisons royales fut adjudgé pour vingt livres ; en 1636, pour soixante-dix livres ; en 1639, pour vingt-cinq livres ; en 1648, pour quarante livres.

» Cependant, par autre procès-verbal du 30 juillet 1654 (n'en ayant trouvé de postérieurs), il est mentionné à l'égard du droit des geôles et garde des prisons, que la ferme en sera faite aux conditions ordinaires ; néanmoins, sans que le seigneur engagiste soit tenu de fournir de maison pour servir de prisons ; que ce droit ayant été crié et recréé à ces conditions, personne ne s'est présenté pour y enchérir.

» On croit qu'alors le seigneur engagiste acquit la maison servant depuis et actuellement de prisons, qui avait appartenu à Jeanne Epérier, qui l'avait reconnue au Prieur de St-Martin, sous le cens de 18 deniers, le 29 juillet 1623.

» Par l'ordonnance des procédures criminelles, du mois d'août 1670, tit. 13, il est prescrit ce qui doit être observé pour les prisons et geôles.

» Le roi, par sa déclaration du 11 juin 1724, a déchargé les geôliers de payer les loyers ou fermes des prisons ; mais, par autre déclaration du 7 novembre suivant, S. M. permit aux engagistes de tirer les loyers des prisons, à la charge de les entretenir de toutes réparations et de les pourvoir de bons et fidèles geôliers (1). »

IV. — *Citadelle.*

Après la soumission de Bergerac, en 1621, le Roi, pour tenir en respect cette cité turbulente, ordonna la construction d'une citadelle au lieu qui en porte encore le nom. Elle fut bâtie aux dépens de la Communauté, joignant le collège.

« En 1624, rapporte Lespine, neuf janvier, fut faite estimation des maisons qu'on devait démolir pour la construction de la citadelle que Louis XIII voulait faire bâtir pour la garde de la ville. Elle fut en effet bâtie dans ce temps-là ; mais, à la sollicitation des habitants, elle fut démolie le 8 février 1630. M. de Voyer-d'Argenson, conseiller du Roi en son Conseil

(1) Lespine, vol. 48, p. 401-402.

d'Etat et maître des requêtes, fut envoyé à Bergerac pour cela. Il en fit sortir la garnison, avec le sieur de Bachot, qui en était le capitaine (1). »

Nous trouvons aussi dans l'*Histoire manuscrite de Bergerac* les détails qui suivent touchant la démolition des murailles de la ville et de la citadelle :

« M. d'Argenson, maître des requêtes, député par Sa Majesté pour l'exécution de l'arrêt du 22 novembre 1629 qui ordonne la démolition des murailles et citadelle de la présente ville, arriva le 5 janvier 1630.

» Par arrêt du Conseil du 15 juin 1629, le Roy avait ordonné que le régiment de La Valette sortirait de la ville, à condition que les habitants raserait leurs murailles et fortifications et que pour sûreté de l'exécution de la condition, les habitants donneraient douze ôtages, au choix de M. le duc d'Epemon, lequel ôtage aurait lieu jusqu'à ce que les murs fussent entièrement rasés et démolis. Ces douze ôtages furent donnés et envoyés dans le château de Nérac où était commandant M. le marquis de Maillé. Ils y restèrent depuis le 2 septembre 1629 jusqu'au 17 janvier 1630 : le sieur de Verthamon était un des douze. »

Le Roi avait donné aux Jésuites l'emplacement de la citadelle par brevet du 31 décembre 1629; ils en furent mis en possession par M. d'Argenson, intendant de la province, suivant procès-verbal du 6 mars 1630.

V. — *Bateau de poste.*

Les consuls et les notables habitants de Bergerac décidèrent, en 1641, l'établissement d'un bateau de poste qui ferait le service entre cette ville et Bordeaux ; nous transcrivons la jurade relative à cette utile création :

« En la ville de Bergerac et maison noble de Consulat d'icelle (assemblés les consuls et principaux bourgeois de la ville, ensemble l'avocat et le syndic de la bourse commune des marchands fréquentant la rivière de

(1) Lespine, vol. 48, p. 126.

Dordogne). — M. le Maire, Hélie de Chillaud, représenta : qu'ayant considéré le bien qui pouvait revenir au service du Roi et au public, il avait estimé convenable à la décoration, honneur et profit de ladite ville et particulièrement pour accélérer les affaires du Roi et du public, d'établir, sous le bon plaisir de Sa Majesté, un bateau de poste, à l'instar de celui d'Agen, pour descendre de la présente ville en celle de Libourne et monter à la tire dudit Libourne en la présente ville en toute diligence, afin que par cette commodité publique, tant la présente ville que paroisses circonvoisines puissent se servir dudit bateau pour Bordeaux où la Cour de Parlement, Chambre de l'Edit, etc., sont établies, et par même moyen se rendre dans la ville de Libourne où Sa Majesté a depuis peu établi un siège présidial, la présente communauté étant de tout temps unie à celle de Libourne par privilège de bourgeoisie et de commerce par anciens titres, contrats, etc., confirmés par arrêts de Cours souveraines. Pierre Martin, bourgeois et marchand de Bergerac, fut établi maître de ce bateau. Il devait prêter serment aux consuls de donner caution de tout ce qui lui était livré jusqu'à 500 livres ; entretenir ledit bateau, était tenu de partir tous les jeudis de chaque semaine, aller dans un jour à Libourne et partir de Libourne chaque vendredi, devait recevoir dans ledit bateau gratis ce qui regardait les affaires du Roi et de la ville, les religieux mendiants, était tenu de mettre une banderolle, et la tenir au haut du mât où seraient peintes les armes du Roi et de la ville ; pouvait tenir au mât dudit bateau une boîte, pour recevoir les aumônes pour les pauvres de l'Hôtel-Dieu de la présente ville, qui prieront Dieu pour ceux qui s'embarqueront, et remettra ces aumônes au curé de la ville. Ne devait avoir pour tout droit d'un chacun tant en allant que revenant à Libourne et *vice versa*, et pour les hardes d'un chacun que 15 sous pour descendre et pareille somme pour monter, etc. Par M^{rs} les Maire et Consuls. — LABONNEILHE, secrétaire (1). »

(1) Collection Leydet, vol. 14, p. 9.

CHAPITRE III.

ETABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE ET D'INSTRUCTION.

I. — *Hôpital.*

L'hôpital de Bergerac était un des plus anciens du royaume. Régi d'abord par des administrateurs spéciaux, il devint une dépendance de celui de Montpellier, qui relevait lui-même de l'hôpital du Saint-Esprit-en-Saxe, à Rome, que le pape Innocent III fit édifier en 1198 (1).

Une bulle du pape de la même année 1198 constate que l'hôpital de Bergerac appartenait aux Frères du Saint-Esprit (2).

Pour l'historique de cette fondation, nous croyons utile de reproduire la copie faite en 1805 par M. Guillaume Gontier de Biran, ancien député aux Etats-Généraux de 1789, de notes extraites de l'inventaire des titres et papiers de l'hôpital :

« Depuis un temps immémorial, il y a eu dans la ville de Bergerac un hôpital pour y recevoir et traiter les malades de l'endroit, ainsi que les étrangers. Cet hôpital a longtemps existé sous le nom de Maladrerie ou Léproserie, et était desservi par des religieux hospitaliers de l'ordre de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et de St-Lazare, et administré par un Com-

(1) *Collecta-périgord.* — Leydet et Prunis, vol. 14., p. 71.

(2) « Domum quam habetis in villâ quæ dicitur Brageac, tibi, fili, Guido, et successoribus tuis perpetuo subjacere. » (Lunoc. pp. III, epist. lib. I, epist. 27. Edit. Baluze, T. 1, p. 53). — Cette lettre est adressée à Guý, fils de Guillaume, comte de Montpellier. Guy avait fondé dans cette dernière ville un hôpital sous l'invocation du Saint-Esprit. Il mourut en 1208 (Voir A. Germain, *De la Charité publique et hospitalière à Montpellier au Moyen-Âge, d'après les actes originaux*, 1859, in-4°, pages 1 à 23 et suiv.)

mandeur ou un de ses délégués portant le nom de Commandeur du Saint-Esprit (1).

» Cet hôpital était situé hors de la ville et consistait en une maison et terres environnantes, en rentes foncières et directes, en douze pognères de blé que lui faisait annuellement chacun des sept moulins de la ville, et en

(1) Nous relevons, au sujet de la gestion de l'hôpital par les Frères, les deux mentions ci-après dans le *Registre manuscrit de l'Histoire de Bergerac* :

« Année 1405. — Les consuls écrivirent au grand Commandeur de Montpellier de vouloir pourvoir d'un bon Commandeur l'hôpital du Saint-Esprit qui déperissait.

» Année 1529. — Cette année fut arrêté que les consuls contribueraient seulement au bâtiment de l'hôpital que ferait le Commandeur du Saint-Esprit pour la main du maître, et donnèrent 40 livres, sans tirer à conséquence. »

Le 21 juin 1538, les consuls désignèrent comme patron de la Commanderie du Saint-Esprit M^e Jean Fournier, qui fût présenté au prieur de Montpellier, collateur de cette commanderie (Leydet et Prunis, vol. 14, p. 9).

Nous donnons ici la liste, malheureusement incomplète, que nous avons puisée dans la collection Lespine, vol. 48, page 406 et suivantes :

Frère Ferrand Labarrens, commandeur en	1436
Etienne du Pradal	1442-48-58
Géraud des Combes	1460
Antoine de Septfonds	1461
Jean de Sorbier	1461
Antoine de Septfonds	1463
Elie Arnaud	1470-73-74
Jean de Sorbier	1475
Elie Arnaud	1486
Jean de Clermont	1489
Gaillard de Bideren	1489
Elie Arnaud	1499-96
Bertrand de La Beaume	1499-1501-30-37
Dieu Ayde	1542
Jean de Grimoard de Frateaux (archiv. de Frateaux)	1559
François Mathieu	1650
Pierre Caudau	1657 et 1658
Noble Pierre de Sangraisse	16...

COMMANDERIE DE PONTBONNE.

Reconnaissance en l'année 1414.

Frère Pierre Combraille était commandeur de Pontbonne en 1487 (*v. Chapelle de Pontbonne.*)

charités que les âmes pieuses leur faisaient, qu'on nommait alors *sancta charitas*.

» Le 29 janvier 1416, Peyre Donzel donna par contrat au Commandeur du St-Esprit une maison sise dans la ville, près la Font-Balquine, pour en faire un hôpital pour les pauvres, moyennant qu'il lui ferait dire une messe tous les vendredis.

» Lorsque les religieux furent chassés de la ville par les religionnaires, leurs meubles et papiers furent portés à la maison de ville ; les maire et consuls en firent meubler la maison qu'avait donnée Peyre Donzel, qui fut desservie par des filles pieuses et administrée exclusivement par les maire et consuls (1), jusqu'à la déclaration du Roi du 12 décembre 1698, portant règlement pour l'administration des hôpitaux.

» Il paraît que les maire et consuls, pendant leur administration, gardèrent les rentes des religieux hospitaliers, et les firent tourner au profit de la ville, et la rente des douze pognères de blé de chaque moulin fut pendant longtemps distribuée par eux aux pauvres le jour de la Pentecôte, en petits pains qu'on portait sur le pont de la Dordogne.

» Le 15 mars 1555, Elie Eymery, prêtre, donna aux pauvres, par son testament, une vigne qu'il avait dans la paroisse de Ste-Foi-des-Vignes.

» Le 14 mars 1592, Sanuel de Clermont, seigneur de Piles, donne également par son testament aux pauvres de l'hôpital de Bergerac une somme de quatre cents écus pour être mise en rentes.

» Le 15 novembre 1673, Marthe Bonheure fait une donation aux pauvres de l'Hôtel-Dieu de Bergerac, par acte devant Marphaud, notaire royal.

» Le 15 novembre 1673, par un jugement des commissaires députés nommés par le Roi, les maire et consuls furent condamnés à rembourser à l'hôpital une somme de mille livres qu'ils avaient ci-devant prise des mains du Receveur dudit hôpital. Cette somme fut remboursée en une liasse de rentes que l'hôpital a perçues jusqu'à la Révolution.

(1) Deux ordonnances rendues par François II et Charles IX, en 1560 et 1561, confirmées expressément par l'article 65 de l'édit de Blois (1579), disposèrent que les hôpitaux et commanderies seraient administrés par les consuls des lieux et par les bourgeois qu'ils y commettraient ; que les titres et papiers de ces établissements seraient inventoriés et déposés dans les maisons des villes.

Conformément aux prescriptions de la première ordonnance, M. Pierre Poinet, lieutenant général, qui avait activement concouru à l'établissement de la religion réformée dans la ville, et les gens du Roi se transportèrent, en 1560, à l'hôpital et commanderie de Bergerac, et dressèrent procès-verbal des biens qui lui appartenaient (voir *Collection Périgord*, Leydet et Prunis, vol. 14, p. 71).

Un autre inventaire de ces biens fut dressé le 12 août 1584 (voir *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, t. II, p. 113 et suiv.)

» Le 24 août 1693, le Roi, par sa déclaration, ordonna que les biens et revenus des maladreries et léproseries seraient donnés aux hôpitaux des lieux. Dès lors l'hôpital jouit des biens ayant appartenu aux frères du Mont-Carmel et de St-Lazare.

» Le 24 août 1693, arrêt du Conseil d'Etat du Roi, portant que l'aumône et distribution que les maire et consuls de la ville faisaient aux pauvres le jour de la Pentecôte seraient réunies à l'hôpital de Bergerac. Cette aumône et distribution étaient de douze pognères de blé que chaque moulin de la ville faisait de rente annuelle. L'hôpital en a joui jusqu'à la Révolution.

» Le 5 décembre 1699, brevet du Roi par lequel Sa Majesté donne aux pauvres de l'hôpital la place ayant servi ci-devant de cimetière à ceux de la Religion P. R. avec une lettre du Chancelier. Ce cimetière fut changé en jardin dont l'hôpital a joui jusqu'à la Révolution, époque où ses biens furent vendus.

» Enfin, il fut fait à l'hôpital beaucoup d'autres legs qui firent monter ses revenus, en 1790, à près de 5,000 livres, sans y comprendre le revenu en nature d'une métairie, d'un vignoble et de trois jardins.

» Dans la Révolution, les biens ruraux de l'hôpital furent vendus 62,000 francs. Les capitaux qui avaient été placés en rentes constituées furent remboursés au Trésor national en assignats. Les papiers et titres furent dispersés, égarés ou perdus. Les hospitalières abandonnèrent les pauvres et se retirèrent auprès de leurs parents. Il n'y en resta qu'une qui, sans secours et sans appui, supporta tout le fardeau de cet établissement.

» L'administration municipale vint au secours de cette charitable religieuse ; elle la nomma directrice, lui adjoignit des filles pour soigner les malades, un pharmacien pour lui préparer ses remèdes, sous la surveillance d'un médecin et d'un chirurgien habiles, et elle administra le reste des revenus des pauvres.

» Le représentant du peuple Lakanal vint en mission à Bergerac, visita l'hôpital, trouva cet établissement malsain, peu aéré et fort incommode. Il le transféra sous le nom d'hospice dans la maison où étaient auparavant les Dames de la Foi.... Il fit des règlements ou statuts, les premiers étant perdus ou égarés ; il créa un directeur pour tenir les écritures, pourvoir aux grands approvisionnements et à l'entretien des enfants trouvés ; conformément à la loi du 16 vendémiaire an V, il fut créé une commission pour administrer les revenus des pauvres, composée du maire qui la préside, et de quatre propriétaires charitables, parmi lesquels il y a un avocat. Il y a aussi un receveur pour faire le recouvrement des revenus, en vertu de la même loi.

» Les biens ruraux, vendus au préjudice des pauvres, ont été remplacés par d'autres biens, et les rentes remboursées par d'autres rentes, à la vérité très-mauvaises, la plupart féodales ou prescrites.

« L'hospice jouit présentement (1805) d'un revenu de 5,500 francs en argent et d'environ 100 hectolitres de froment. Sur cela il y a à déduire des rentes constituées et autres charges qu'il a à payer. Il a cent lits montés et peut recevoir beaucoup de malades : le minimum de chaque jour est de trente. Il est desservi par trois religieuses hospitalières et trois servantes, depuis le premier thermidor an XII. Ces trois hospitalières sont rentrées dans cet établissement, en vertu de la délibération du 5 prairial an XII, approuvée par M. le Préfet. »

Communauté des filles de l'hôpital.

En 1696, M^{me} Anne Lachapelle, fille du bailli de Bergerac, forma la communauté des Filles de l'hôpital et y entra avec l'approbation de l'évêque de Périgueux. Sous sa prudente direction, l'établissement, dont les ressources étaient presque taries, prit un nouveau développement. La fondatrice mourut en 1741. M^{me} de Biran, qui lui succéda, s'inspira de ses pieux exemples. A sa mort, elle avait reçu dix-neuf religieuses qui la secondaient dignement dans sa mission de charité (1).

II. — *Maladrerie.*

Il y avait aussi à Bergerac une maladrerie pour les gens atteints de la lèpre. En 1512, une jurade décida qu'à l'avenir son administration relèverait exclusivement des consuls.

Nous avons trouvé la trace de deux admissions dans cet établissement.

D'après le *Registre manuscrit de l'Histoire de Bergerac*, en 1521 :

« Jean Faucher, lépreux de Lauzun, fut reçu avec sa femme dans la maladrerie, à la charge de vivre et faire comme les autres, et n'aller point mendier les dimanches au devant de la porte de St-Jac-

(1) Lespine, vol. 48, p. 192.

ques, à cause que la rue était étroite, et qu'il serait à cheval, les cliquettes sonnantes. »

« Le 18 mars 1557, rapportent Leydet et Prunis, arriva à Bergerac, Antoine Dascon, fils de Guillaume Dascon, habitant de Chales en Saintonge, malade de lèpre, demandant vivre avec les autres malades d'icelle, offrant bailler à la maladrerie ce qui sera advisé par les maire (de Chilaud) et consuls. A quoi il a été reçu, et lui fut accordé de vivre comme les autres d'aumones et autres alimens de la d. maison, et composa pour six pistolets d'or chacun valant 46 sous. — Acte passé par Peyrarède, not.^{re} royal (1). »

Le *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord a publié (T. II, p. 111 et suiv.) un inventaire des meubles et immeubles de la maladrerie de Bergerac pour l'année 1584.

III. — *Hôpital Saint-Antoine.*

L'hôpital ou commanderie de Saint-Antoine existait dès avant 1414 (2).

D'après le *Registre manuscrit de l'Histoire de Bergerac*,

« La Communauté fit vœu cette année 1501, à Dieu, à la Vierge, à saint Anthoine, et aux saints du Paradis, vû le grand danger de mortalité et de peste, qu'on envoyrait un homme dévot dans l'église de l'hôpital de St-Anthoine au faubourg de la Magdeleine lès Bergerac, qui porterait la ville contrefaite en cire, ce qui fut exécuté. La représentation était la ville de Bergerac en cire avec quatre tours et une girouette sur chacune, et en dedans se voyait la maison du consulat, l'église St-Jacques, l'église N-D. du Château et celle de Ste-Catherine, au Mercadil — Le tout fut porté en procession le 17 mai 1501, par les consuls, accompagnés des officiers et des chefs de famille (3). »

(1) Leydet et Prunis, vol. 14, p. 8.

(2) *Registre manuscrit de l'Histoire de Bergerac*.

(3) *Ibid.*

IV. — *Maison de charité ou Miséricorde.*

« En 1735, M. de Froidefond, alors curé de Bergerac, et les principaux habitants de cette ville sollicitèrent et obtinrent de M^{sr} de Prémieux, évêque de Périgueux, l'établissement d'une confrérie de la Miséricorde, pour porter des secours à domicile aux pauvres honteux, sains ou malades. Cette confrérie ne répondit pas aux espérances qu'on avait eues d'elle ; on la remplaça par une association de dames pieuses qui se chargèrent du soin de porter des bouillons, des remèdes et autres secours aux pauvres honteux. Mais distraites par les soins de leurs ménages ou de leurs affaires privées, ces dames, comme les membres de la confrérie qui les avaient précédées, négligèrent, au préjudice des pauvres, de remplir les devoirs dont elles s'étaient volontairement chargées. Alors, le même M. de Froidefond, dont le zèle était infatigable et la charité sans borne, réunit sous la conduite de M^{me} Elisabeth de Sorbier du Séran (1), veuve de l'un des premiers magistrats de la ville et sans enfants, trois demoiselles

(1) Née de parents protestants, Elisabeth de Sorbier avait été reléguée à l'âge de dix-sept ans dans le couvent des religieuses de la Foi chrétienne. Ce fut seulement après trois années de réclusion, lors d'une mission qui eut lieu à Bergerac, que les doutes de son esprit se dissipèrent. En 1704, elle épousa M. Simon, sieur du Séran, ancien capitaine d'infanterie et lieutenant particulier à la sénéchaussée de Bergerac, avec qui elle vécut en parfaite union jusqu'à la mort de celui-ci, arrivée en 1740.

Afin de seconder les intentions de M. de Froidefond, M^{me} du Séran fit l'acquisition d'un local pour les dames qui prendraient la résolution de se vouer avec elle au service des pauvres.

Au mois de mai 1757, le Roi, sur la requête de la bienfaitrice et de M. de Lansade, alors curé, autorisa la fondation, par lettres patentes, et permit la création d'un bureau chargé d'administrer le revenu des pauvres. Il restait encore un progrès à réaliser. Jusque-là, les dames qui étaient à la tête de l'œuvre étaient obligées de préparer en ville ce qui était nécessaire au soulagement des indigents. Au mois de janvier 1769, le Roi leur accorda la faculté de vivre en communauté, avec le titre de *Dames de la Charité*, et de s'agréger des sujets. Après avoir vu cette œuvre consolidée, M^{me} du Séran n'eut plus qu'un désir, celui de construire un oratoire où elle pût épancher son âme et son cœur. Cette faveur lui fut accordée. Elle obtint la permission d'édifier, dans sa maison, une chapelle et d'y conserver le Saint-Sacrement. La chapelle fut bénie le 3 janvier 1770 et dédiée à Saint-Vincent-de-Paul, fondateur, avec M^{me} Legras, de l'ordre des *Sœurs grises* ou de la *Charité*. — M^{me} du Séran, dans la nuit du 13 au 14 janvier 1770, mourut avec les sentiments de la plus vive piété ; son corps fut inhumé le 15 du même mois, dans sa propre chapelle (voir Lespine, vol 48, p. 384).

alliées aux meilleures familles du pays, et toutes les quatre, également recommandables par la pratique constante de toutes les vertus chrétiennes, consacrèrent au service des pauvres, non-seulement leurs soins, mais encore une partie considérable de leur fortune. Les charités de M. de Froidefond ne le cédèrent point à celles de ces dames. Il donna à cette œuvre un bien d'une certaine importance dont le produit fournissait en grande partie aux besoins des pauvres. Ces dames achetèrent une maison où elles se réunirent pour y vivre en communauté et pour pouvoir y mieux remplir les nouveaux devoirs qu'elles venaient de s'imposer.

• Prévoyant le grand avantage que Bergerac allait retirer de cet établissement, le sénéchal et le corps de ville lui-même s'empressèrent de prendre, le 24 mai 1741, des délibérations pour autoriser, autant qu'il était en eux, cet établissement. A la vue de ces délibérations, M^{sr} l'évêque de Périgueux donna, le 7 mars 1742, son approbation à cette pieuse association ; il permit à ces dames de se lier par des vœux au service des pauvres, leur donna des règlements, et établit pour leur supérieur particulier le curé de Bergerac

• Chassées de leur maison par la Révolution, incarcérées, dépouillées de tous leurs biens, les sœurs de la Miséricorde se retirèrent auprès de leurs parents. La tourmente passée, on leur rendit leur maison qui n'avait pas été vendue, on organisa un bureau de charité, et on leur assigna quelques fonds pour les mettre à même de remplir leur pieuse mission. Pour assurer la durée et la stabilité de l'œuvre, elles adressèrent en 1806, à l'impératrice-mère un mémoire et une pétition tendant à faire autoriser et reconnaître leur association comme d'utilité publique. •

Cette note est¹ extraite des papiers de M. Guillaume Gontier de Biran.

Nous ajouterons que la congrégation des sœurs de la Miséricorde de Bergerac fut légalement reconnue par décret du 25 novembre 1810. D'après leurs statuts approuvés, ces religieuses ont pour but principal le soulagement des malades pauvres et des infirmes. L'hospice des vieillards du faubourg de la Madeleine et le² refuge des orphelines de Bergerac, fondés et dirigés par elles, sont la propriété de la congrégation.

V. — *Collège.*

Les habitants de Bergerac avaient de bonne heure créé dans leur ville des écoles pour élever la jeunesse dans la piété et les bonnes mœurs. Ces utiles établissements s'étaient maintenus jusqu'à l'époque des guerres civiles qui désolèrent le royaume et jetèrent partout la confusion. A la suite de ces événements, les habitants résolurent, sur les conseils de M. Poynet, lieutenant général au présidial, de fonder un collège. Assistés de plusieurs grands seigneurs et communautés du pays, ils adressèrent une requête au roi Charles IX, afin d'être autorisés à réaliser ce projet. La permission demandée leur fut accordée par lettres patentes du mois d'août 1564, dont nous donnons un extrait (1) :

« Charles.... nous, à la requête des nobles, bourgeois, manans et habitans de la ville de Bragerac en Périgord, et autres du dit pays, leur avons permis et permettons de faire et ordonner un collège en la dite ville de Bragerac, en laquelle nous l'avons créé et établi, créons, etc. Et icelui composé de tel nombre de régens et autres officiers que les dits habitans adviseront, pour y être faites lectures ordinaires et extraordinaires en toutes langues... à l'entretienement des quels régens, etc., les dits des confrairies de la dite ville et juridictions de Bragerac seront employés, et ceux qui les ont et recevront seront contraints les remettre ez mains de celui qui aura la charge du dit collège... Permettant à tous librement donner et léguer argeant, meubles et biens immeubles au dit collège pour l'entretienement d'icelui, etc, etc. Si donnons en mandement au sénéchal de Périgord, etc., etc., que ces présentes il fasse lire, publier et enregistrer. Donné à Roussilhon, au mois d'août 1564. Et au dos : Par le Roi, en son Conseil, et plus bas : DE LOMÉNIE, et de l'autre côté : CONTENTOR. »

Munis de cette autorisation, les habitants firent bientôt après construire, au Mercadil, un beau collège sur un emplacement que Raymond Dupont donna dans ce but à la ville.

(1) Collection Périgord. — Leydet et Prunis, vol. 14, p. 14.

L'établissement fut desservi par le nombre de maîtres nécessaire. De hauts personnages contribuèrent par leurs libéralités à cette fondation.

De nouveaux troubles ayant éclaté, la ville tomba au pouvoir des protestants, et le sieur de Langoiran, leur chef, fit démolir (en 1572) les bâtiments du collège (1).

Mais en 1576, le roi de Navarre, voulant donner à Bergerac une preuve de son affection particulière, accorda 200 livres tournois de pension pour l'entretien du collège et du principal ; son exemple fut suivi par plusieurs seigneurs et communautés, ainsi qu'il résulte de l'acte ci-après (2) :

*» Acte en parchemin, signé de la fondation ou plus exactement
rétablissement du collège (7 février 1577).*

» En l'audience de la Cour de la sénéchaussée de Périgord, à Bergerac, etc...

» Ont comparu les dits syndic et consuls de la dite ville par M^e Raymond Dupont, écuyer et seigneur de la Renaudie, avec M^e Jehan de Mathieu, procureur et syndic dudit collège de la dite ville et des procureurs du Roy de Navarre, et Sgrs vicomte de Turenne et comte de Montfort, d'Armand de Gontaut, seigneur de St-Geniès et de Badefol, chevalier de l'ordre du Roi, capitaine de cinquante lances et sénéchal de Béarn, de Jacques de Caumont, seigneur de La Force, de Montboyer, etc., de Bertrand de Larmandie, seigneur de Longa et de Gardonne, de Geoffroy de Beynac, seigneur et baron de Beynac et de Commarque, etc., de... Foucaud, S^{sr} de Lardimalic, et François de Saint-Astier, S^{sr} de la Barde ; — Ont remontré que les habitants de Bergerac avaient établi des écoles en la présente ville, pour instituer la jeunesse en la piété et bonnes mœurs, ce qui avait continué jusques aux troubles et guerres civiles survenues en ce royaume, qui avaient tout mis en confusion, et lors les habitants de la d. ville, assistés de plusieurs grands seigneurs et communautés du pays auraient présenté requête au Roi, lequel par ses lettres patentes données à Roussilhon au mois d'août 1564 leur avait permis de faire et ordonner un collège en la présente ville, lequel le dit S^{sr} y aurait établi et composé de tel nombre de régents et autres officiers que les dits habitants

(1) Lespine, v. 48, p. 119 et suiv.

(2) d^e p. 411. — Archiv. de Pau.

adviseraient pour y être faites lectures tant ordinaires qu'extraordinaires, en toutes langues, par tels régent et autres que par les dits habitants seront ordonnés. Voulant le dit S^{er} que les deniers des confréries du présent ressort fussent employés à l'entretienement des dits régent et officiers, permettant à tous librement donner et léguer au dit collège pour l'entretienement des dits officiers. En vertu des quelles lettres les d. habitants auraient dès lors bâti et dressé un beau collège, muni d'un bon nombre de régent, sous la conduite d'un principal, avec autres officiers nécessaires, les tous honorablement stipendiés ; en quoi les habitants auraient été grandement secourus et aidés par la libéralité et bienfaits de la feue de bonne mémoire très-illustre dame... Renée de France, duchesse de Ferrare, et des S^{rs} de Biron, de Limeuil, de Caumont La Force, de Salaignac, de Boisse, d'Aubeterre, de Longa de Barrière, de Monbasillac, de Pardailhan, de Longa de Larmandie, de Piles, de Bellegarde, de Montastruc, de Romain, de Jaure des Bories, de Caussade, M^{me} la douairière de Longa de Barrière et Mme du Lyon ; et depuis, les dits troubles et guerres civiles ayant été renouvelés, la dite ville, au moyen d'iceux, presque tombée en désolation, et le bâtiment du collège entièrement ruiné ; Ce qu'étant venu à la connaissance du S^{er} Roy de Navarre, iceluy seigneur, pour le grand désir qu'il a à l'avancement de l'honneur et gloire de Dieu, et au bien public de tout le pays, et pour l'affection singulière qu'il porte à la dite ville de Bergerac et aux habitants d'icelle, par ses lettres patentes du dernier jour de juillet 1576, aurait donné de fondation perpétuelle et irrévocable pour l'entretienement du dit collège et du principal et régent d'icelui, la somme de 200 livres tournois de pension, à prendre chacun an, par les consuls de la d. ville de Bergerac, sur le revenu de la ville de Gensac, par les mains du receveur du duché d'Albret, à la charge que le dit S^{er} Roy de Navarre serait reconnu pour 1^{er} fondateur du d. collège et qu'en icelui seraient dressées ses armoiries.... et que chaque premier jour de l'an, il serait fait une oraison publique en mémoire de la d. fondation. En outre qu'il serait dressé une pancarte du dit don et fondation et autres dons qui seraient faits par autres S^{rs}, etc. Et les dits S^{rs} de Turenne, de St-Geniès, etc., à l'exemple du dit S^{er} Roy de Navarre auraient pareillement donné : le S^{er} de Turenne, 100 liv. par an, sur sa comté de Montfort, à la charge que la 1^{re} classe du d. collège sera appelée *la classe de Turenne*, là où seront mises ses armoiries, etc., par acte du 25 août 1576 ; le S^{er} de St-Geniès, 100 liv. par an, sur sa châtellenie de Badefol, à la charge que la 2^e classe sera appelée *la classe de St-Geniès*, et en icelle seront mises ses armoiries, par contrat du 16 août 1576. Le S^{er} de La Force, 50 liv. par an, sur sa maison de La Force du 22 août 1576 ; le sieur de Longa de Larmandie, 25 liv. par

an, par acte du 15 août 1576 ; le sieur de Beynac, 20 liv. par an, sur le revenu de la paroisse de Bézénac, 31 juillet 1576, contrat signé Lacrup et Lavergne, notaires royaux ; et le sieur de Lardimalie, 10 livres par an, du 30 août 1576 ; et le sieur de la Barde, la somme de cent sols par an, à prendre sur le revenu des rentes de Raffailé, paroisse de l'Isle, du 30 août 1576.....

» Tous ces contrats dûment insinués ; nous requérant les dits syndic et Mathieu leur octroyer acte de tout ce que dessus... pour leur servir de pancarte et dénombrement général des fondations et dotations du dit collège. Nous avons ordonné qu'il sera fait acte public des choses dessus dites. Signé P. P. Cacaud, greffier. »

Le 14 août 1590, les maire et consuls acquirent de M^e Guillaume Marphaud, notaire royal, principal ministre du duc de La Force, une maison pour y installer le collège reconstitué (1). Le *Registre manuscrit de l'Histoire de Bergerac* renferme, pour cette même année 1590, les mentions suivantes au sujet de l'établissement d'instruction :

• La cloche qui était au bout du pont fut descendue le 1^{er} août 1590 et apportée au collège.

• Les consuls achetèrent un nouveau testament grec et latin, un chapeau et des écritaires qu'ils donnèrent aux écoliers pour prix du collège. »

Le 25 février 1599, Jacqueline de Béthune, dame de Badefol, et Jérôme Philippe, agissant comme économe du seigneur abbé de Cadouin, cédèrent aux maire et consuls de Bergerac la dixme de Pomport pour tenir lieu de la rente de 100 livres donnée par le feu seigneur de St-Geniès, mari de ladite dame, en vue de l'entretien du collège (2).

Le bienfaiteur disait dans l'acte contenant sa libéralité :

» Qu'il n'y a rien tant nécessaire que ces établissements de collèges bien réglés ; que c'est le moyen de rendre les hommes gens de bien et craignant Dieu, de perpétuer dans la mémoire de l'homme de bonne lettre le souvenir des hommes à la postérité pour l'administration et le gouvernement du pays,

(1) Collection Périgord. — Leydet et Prunis, vol. 14, p. 16.

(2) Lespine, vol. 48, page 413. — Archives de Cadouin.

pour la singulière amitié qu'il porte à la ville de Bergerac et aux habitants d'icelle ; et pour plusieurs autres bonnes et saintes considérations, lui a plu, etc., donner au collège de Bergerac et pour l'entretien du principal et des régens qui y seront, la somme de 100 livres (1). »

Le collège, ainsi rétabli, fut entretenu avec la plus grande sollicitude. Les jeunes gens y étaient formés dans l'étude des sciences et surtout dans la pratique de la religion protestante. On les exerçait à la discussion du dogme, et cette instruction approfondie les attachait d'autant plus aux doctrines de la Réforme. Toutefois, la prospérité de l'institution fut éphémère, si l'on en juge d'après les notes extraites par l'abbé Lespine des *Manuscrits des Pères Récollets* :

« 12^e janvier 1609.

• M. Denys Gandon était ministre de la parole de Dieu à Bergerac. Il aimait les lettres ou du moins fut-il zélé pour l'accroissement du collège que le Roy Charles fonda en cette ville en 1564. Le dit Gandon donna pour l'entretien la somme de 100 livres. Plusieurs autres particuliers, le baron d'Aubeterre, S^r de Monbazillac, MM. Jean Peyrarède, de Belrieu, de la Nauve, etc., furent les bienfaiteurs de ce collège. Au commencement il avait été une Académie assez célèbre ; depuis il n'avait pas eu le même éclat ; on fit bien des efforts pour le relever. Cependant, il s'est tout-à-fait obscurci après avoir brillé à différents intervalles.

• En 1620 (20 novembre), M. Maisonnie était ministre et recteur de la dite Académie ; MM. Pétrequi et Haye en étaient professeurs, comme il se voit par un extrait du livre des *Actes de l'Académie* du collège de la dite ville, où est dit, que la liberté de certains particuliers à appeler les enfans chez eux pour les instruire (comme le sieur Faustel, écossais), quoique ces prétendus maltres soient très peu propres à remplir cette fonction ; que c'est une raison pour laquelle l'Académie n'a plus le même lustre, et en conséquence, est défendu à toute personne d'enseigner, sans la permission de la dite Académie (2).

En 1612, les maire et consuls écrivaient aux députés de la Basse-Guienne au synode national la lettre suivante, où,

(1) *Ibid.* 48, p. 85.

(2) Lespine, vol. 48, p. 389 et suiv. — *Manuscrits des Récollets de Bergerac.*

tout en constatant l'affluence des écoliers, ils avouaient le manque de ressources du collège :

« Messieurs... Il y a cinq ou six ans que nous voyans entourés de collèges de Jésuites de Bordeaux, de Limoges, Agen et Périgueux, fort proches d'ici qui corrompaient toute la jeunesse, même de notre religion, la plupart de laquelle n'avait le moyen d'aller étudier aux collèges de Montauban, Montpellier, Nismes ou Saumur ; et ainsi se perdaient. Pour y porter quelque remède, nous nous évertuâmes de bâtir un collège en cette ville, à grands frais, composé de sept bonnes classes aux humanités et de la philosophie, auquel Dieu, par sa bonté, a tellement opéré, que plusieurs écoliers y ont fait fort bien leur profit... et croissant de plus en plus, il y est arrivé et arrive tous les jours quantité d'écoliers de notre religion, non-seulement de cette Basse-Guienne en laquelle n'y a d'autre collège... que des provinces d'Auvergne, du Haut et Bas-Limousin, Xaintonge, Angoumois et Poitou... Mais parce que nos revenus ne suffisent pas... Nous vous supplions de nous vouloir accorder sur les deniers octroyés à ceux de notre religion par nos rois, la somme de 2,000 livres par an, ou telle autre somme que les Académies de Montauban, Saumur.

« Nous le fîmes représenter au dernier Synode, à Saint-Maixent, et nous fut promis d'y être pourvu... Et dès lors nous fut accordé, sans la somme qu'on accordait pour le futur collège, que M. de Rosny voulait faire établir à Boisville, tellement que le dit collège n'ayant été établi, nous espérons, etc. — (Le maire et consuls de Bergerac à MM. de Baucou et de Forrau, ministres de la parole de Dieu, et députés de la Basse-Guienne au sinode national de France) (1).

Nous relevons, la même année, une dernière libéralité faite à cet établissement par M. Pierre d'Escodéca de Boisse :

« A Bragerac, sept janvier 1612, fut donnée par ordre de M. Pierre d'Escodéca de Boisse, seigneur et baron de Pardailhan, etc., maître de camp du régiment de Navarre, la somme de 300 livres (comptée en pièces de seize sous) à M. Bernard de Berailh, écuyer, sieur de La Roque, et aux consuls, pour être convertie en intérêt (de 25 livres par an), pour l'utilité et profit du collège, laquelle somme avait déjà été promise le 4 du présent mois par le dit S^r, étant dans la dite ville, lequel intérêt fut placé

(1) Lespîne, vol. 48, p. 130.

annuellement sur le domaine de la communauté et par exprès sur le revenu des poids de la dite ville et être pris par avance sur le dit revenu, par les administrateurs du dit collège, qui étaient alors Isaac Cacaud et Zacharie Planteau (1). »

Elie DE BIRAN.

(*La fin prochainement.*)

LE PÉRIGORD

AUX ARCHIVES DES BASSES-PYRÉNÉES (*Suite*).

Comme nous l'avons promis, nous donnons aujourd'hui la suite de l'analyse des titres concernant les seigneuries du Périgord et du Limousin (2), et nous comptons en publier la fin dans l'une de nos prochaines livraisons.

TITRES DE FAMILLE.

E. 782. (Carton.) — 2 pièces, parchemin ; 16 pièces, papier.

1502-1514. — Prorogation de délai accordé par Philippe de Commines à Alain d'Albret pour racheter une rente de 200 écus d'or assignée sur la terre de Montignac ; — rôle des nobles de la châtellenie de Montignac qui devaient l'hommage au comte de Périgord : Hélié de Ferrières, seigneur de Sauvebœuf ; Etienne de Féletz, seigneur de La Daurandie ; Arnaud de Royère, seigneur de Monnès ; Jean Chapt, seigneur de Rastignac et du Pouget ; de Saint-Orse ; Jean et Raymond Bermond, seigneur de La Bermondie ; Raymond de Casenac ; Hélié Les Martres, seigneur de Périgord ; Hélène de Rilhac, dame de Belcayre ; Hélié de Lascoutz ; Antoine Du Cheylar, seigneur de Sagelars ; Jean de Vayres, seigneur de L'Espeserie ; de Breuil de Brénac ; de Losse ; Antoine, seigneur de La Balenie ; de Valette ;

(1) Collection Périgord. — Leydet et Prunis, vol. 14, p. 16.

(2) Voir le tome III du *Bulletin*, pages 254 et 429 ; le tome IV, pages 131, 363 et 429 ; le tome V, page 117 ; le tome VI, page 149 et le tome VII, page 216.

Alain de Ferrières, abbé de Saint-Amand ; Gabriel Rilhaud, abbé de Chastre ; — liste des ventes faites dans la châtellenie de Montignac, dressée pour la levée du droit de lods et ventes appartenant au comte de Périgord ; — délai d'un an accordé par Louis XII à Alain d'Albret pour rendre l'hommage des seigneuries de Montignac, Ribérac ; etc.

E. 783. (Registre.) — In-4°, 945 feuillets, papier.

1516-1517. — Reconnaissances de redevances foncières faites devant François, seigneur de La Faye, capitaine de la châtellenie de Montignac, procureur d'Amanieu, cardinal d'Albret, seigneur de Montignac ; — copies des privilèges et franchises de la ville de Montignac ; — déclarations de biens faites par Jean Grangier ; Jean Delpuch ; Hélié Bastide, notaire ; Guillaume Delmas ; Pierre Les Salas ; Alain Baucut ; Pierre de Lestable ; Pierre Lacombe ; Bernard Colombier ; Eymar Durand ; Pierre de Soufrye, dit Paupicho ; Robert Les Coustas ; Guillaume Vigier ; François Marches ; André Telhac, notaire ; Pierre France, dit Arpadeleau ; Jean Alardin ; Pierre et Hélié de Solhac ; Pierre de Larric, dit Calangier ; Huguet Choumeils ; Jacques Arnal ; Ramond Richard, dit Dondo ; Jean Brinot, notaire ; Guillaume de Fregasson, dit Toti ; Jean Labrosse, prêtre ; Gérard Pigon ; Fouchier Laporte ; François Brugière ; Eymar de Galinac ; Arnaud de Laborderie ; Bertrand de Biron ; Eymar Tremolhas ; Jean Orsi ; Pierre Lagrave ; Jeanne de Mengo ; Pierre Jalis ; Jean Régis, prêtre ; Mathieu de Vertz ; Antoine Boisel ; Bernard Chareil ; Guillaume Rousset ; Léonard La Chièze ; Pierre de Grossac ; Guillaume Marti ; Jean Lespinasse ; Bernard de Chaponas ; Hélié de Chadafeuil ; Pierre Falsipo ; Alexandre de La Faye ; Péraut Regnier ; Guinot Ledoux ; Jean Gaillard, dit Beleton ; Bernard de Bosennac ; Hélié Faure ; Guillaume Gran ; Guillaume Delbos ; Jean Dupont ; Jean Lalande ; Bernard Mache ; Pierre Magne ; Guillaume Vésiatz ; Jean Martels ; Bertrand-Guillaume Magnas ; Jean Gilbert ; Guillaume Dormades ; Georges Dumas ; Marc Buisson ; François Pignol ; Hélié Cleyrac ; Pierre Du Py ; Marie Deljarric ; Pierre Digoux ; Ramond Gontier ; Guillaume Mandrolhe ; Jean Peyrier ; Pierre de Solimnhas ; Jean Boyer, etc., habitants de la châtellenie de Montignac.

E. 784. (Carton.) — 4 pièces, parchemin ; 8 pièces, papier.

1518-1532. — Procès-verbal de récolement de l'inventaire des meubles trouvés dans le château de Montignac après la mort d'Amanieu, cardinal d'Albret : six fanconneaux, deux pièces d'artillerie, armures, chapeaux de

cardinal, un « papaffigonvert (1), » 16 masques, quatre tableaux « garnis d'images, » 6 flûtes de bois, etc ; — hommage rendu à Alain d'Albret par Jean Massault, seigneur de Clarens, pour des terres situées dans la châtellenie de Montignac ; — arrêt du parlement de Bordeaux, rendu entre Alain d'Albret et François Arnal, seigneur de La Faye, touchant la capitainerie de Montignac, qui est enlevée à ce dernier ; — procès-verbal de prise de possession de la capitainerie de Montignac par Jean de Sermet, gouverneur du Périgord ; — donation du greffe de Montignac par Alain d'Albret à François Doard ; — transaction entre Jean-Jacques de Mesmes, lieutenant civil à Paris, au nom de Henri II, roi de Navarre, et Jean, comte de Penhièvre, seigneur de Laigle et de Boussac, héritier de Philippe de Commines et de Hélène de Chambes, sa femme, au sujet d'une rente de 200 écus d'or assignée sur la châtellenie de Montignac.

E. 785. (Cahier.) — In-4°, 98 feuillets, papier.

1536. — Reconnaissances de redevances foncières, faites en faveur de Henri II, roi de Navarre, comte de Périgord, par ses tenanciers de la châtellenie de Montignac : Jacques La Brosse ; Robert Gorsac ; Marie Devets, femme de Guinot Cherel ; Pierre Roy ; Hélie Lafon ; François Jalès ; François Lascombes ; Guinot Taillart ; Guilhem Du Cloux, dit Pelub ; Jean Laborde ; Guilhem Laborde, dit Chaysecq ; Jean Lespinasse ; François de Massaut ; Jean Chapon, dit Vinagron ; Françoise Martine, veuve de Pierre Ferriol, dit Noël ; Bertrand Faure ; Bertrand Dels Homs ; Pierre Del Jarric ; Jean Grangier, dit Plousset ; Pierre Cayre ; Guilhem Apeyrou ; Jean Marti, dit Toyon ; Jean Chapot ; Ramond, dit Mondy Augy ; Bardisson Lalande ; Hélie Lavergne ; Jean Darchamps ; Antoine Boyer ; Pierre Du Puech ; Pierre Ebrard ; François Galinac ; Hélie Tibeyran, dit Beby ; Pierre Bousset, dit Dadet ; Pierre, dit Serchemal ; Jean Dupuy ; etc.

E. 786. (Cahier.) — In-4°, 253 feuillets, papier.

1537. — Reconnaissances de redevances foncières, faites à Henri II, roi de Navarre, comte de Périgord, par ses tenanciers de la châtellenie de Montignac : Bertrand Des Fonts ; Pierre de Jarric ; Héliot Las Jonnias ; Jean Dupuy, dit Treilhou ; François Arnal ; Pierre Boridat ; Jacques Blanc ; Jean Chapoul ; Giraud Manenc, dit Boncorps ; Damase Manduc ; François

(1) Espèce de capuchon italien.

Faure, dit Bragedales ; Pierre Escoyne ; François de Galinac ; Jean Las-salle ; Jean Sarlande ; Arnaud Teyssendier ; Arnaud Magne ; Jean Magne, dit Jagourry ; François de Dourmadeys ; Pierre Chauchet, dit Couillou ; Guilhem Orlic ; Pierre Cleyrat ; Hélie Bondy ; Pierre Laval ; Simon Man-dral ; Antoine Fauzière ; Jean Laborie ; Françoise de Chaumeils ; Pierre Perronet ; Etienne Thény ; Bardisson Lalande ; etc.

E. 787. (Cahier.) — In-4°, 43 feuillets, papier.

1543. — Reconnaissances de redevances foncières, faites à Henri II, roi de Navarre, comte de Périgord, par ses tenanciers de la châtellenie de Montignac : Guillaume de Jarric, dit Troumaillou ; Etienne Vallade ; Guilhem Cordenc ; Aimery Trobaditz ; Guinot Lasserre ; Jeanne Doarde ; Aimery Laborderie ; André Teillac ; Jean Brinoty ; Hugues Moissard ; Léger Milon ; Jean Richard ; Jean Seyrat ; Jean Guardote ; Jean Labroue ; Jeanne Peyrière, veuve de François Barbaud ; Antoine Du Chaylar ; Pierre Bridac ; Guinot Bigre ; Michel Boudou ; Jean Aubarbier ; Géraud Rousse ; etc.

E. 788. (Carton.) — 2 pièces, parchemin ; 3 pièces, papier.

1551-1604. — Enquête faite par Adémar Mosnier, seigneur de Planeaux, et Fabien Martret, seigneur de Bétut, commissaires de Henri II, roi de Navarre, contre Antoine Bastide, procureur de la châtellenie de Montignac, accusé de concussion ; les commissaires le déclarent « ignare, imbécile, négligent, etc. ; » — procès-verbal de vérification de l'inventaire des archives du château de Montignac ; — ventes : de la justice du fief de Melet, situé dans la châtellenie de Montignac, par Jean Foucauld, seigneur de Lardim-alie, commissaire du roi de Navarre, à Jean de Losse, gouverneur de Verdun ; — du château de Montignac, par le même commissaire, à Fran-çois, seigneur d'Autefort, pour 60,000 livres.

E. 789. (Carton.) — 11 pièces, parchemin ; 1 pièce, papier ; 4 sceaux.

1244-1431. — Hommage rendu à Jean de Bretagne, seigneur de Laigle, lieutenant général du vicomte de Limoges, par Bertrand de Souillac, seigneur de Montmége ; — vérification des limites des seigneuries de Montmége et Gurçon entre Hélie VI, comte de Périgord, Pierre, vicomte de Castillon,

et Auger de Gurçon. — Donations : d'un moulin situé dans la châtellenie de Montpaon, par Archambaud II, comte de Périgord, à Arnaud Girard ; — du domaine appelé les Chabanes, dans la châtellenie de Montpaon, par le même, à Pierre Tavernier ; — déclaration de Pierre, vicomte de Castillon, constatant que le lieu appelé Puy-de-Châlus est dans la juridiction de Montpaon et appartient au comte de Périgord ; — donation de 60 livres de rente, assignées sur le péage de Montpaon et les revenus de Bénévent, par Archambaud II, comte de Périgord, à sa fille Aremborcs, veuve d'Anissans de Caumont ; — cession par Geoffroy Donet, écuyer, à Archambaud II, comte de Périgord, de tous les droits qu'il avait dans la châtellenie de Montpaon ; — accord entre Archambaud II de Périgord et Jean de Grailly au sujet des limites des châtellenies de Montpaon et de Gurçon ; — sentence arbitrale rendue par Géraud V, comte d'Armagnac, entre Archambaud II, comte de Périgord, et Jean de Grailly, seigneur de Gurçon, par laquelle une moitié du lieu de Puy-de-Châlus est attribuée à la châtellenie de Montpaon, et l'autre à celle de Gurçon ; — ventes de terres, situées à Montpaon, par Arnaud Reys et Guilhem Boffatz à Archambaud II, comte de Périgord ; — transaction entre Archambaud II de Périgord et Itier Vigier, écuyer, touchant le péage de Montpaon ; etc.

E. 790. (Carton.) — 8 pièces, parchemin ; 4 pièces, papier.

1307-1492. — Hommage rendu à Hélié VII, comte de Périgord, par Guillaume de Montpaon, écuyer ; — lettres de Philippe de Valois au sénéchal de Périgord, attribuant à Archambaud III, comte de Périgord, la haute et basse justice du lieu de Puycorbier, situé dans la châtellenie de Montpaon, que lui disputaient les consuls de Saint-Louis ; — rôle des bestiaux appartenant aux habitants de la terre de Double, dans la juridiction de Montpaon, etc.

E. 791. (Cahiers.) — In-folio, 110 feuillets, papier.

1473. — Réformation du domaine de la baronnie de Montpaon, faite par François de Challon et Jacques de La Ferrière, commissaires d'Alain d'Albret, comte de Périgord : revenus en argent et en nature appartenant au comte de Périgord dans les paroisses de Guirande, Saint-Martin, Saint-Andrieu, Saint-Vivien, Ponteyrault, Escornac, Scrvenches, Saint-Vincent de Jallemostier, Monesteyrol, Menesplet, le Buzet, Saint-Martial, Saint-

Rémedi, Saint-Sernin, Saint-Sauveur, Belpoyet, le Pizou. — (Il y a un double.)

E. 792. (Carton.) — 3 pièces, parchemin ; 99 pièces, papier.

1500-1502. — Procès : entre Alain d'Albret, comte de Périgord, et Odet d'Aydie, sénéchal de Carcassonne, concernant l'étang de Montpaon ; — entre les Chartreux de Vauclaire, au sujet de bois situés à Montpaon ; — transaction entre les Chartreux et Pierre Pichon pour le partage de ces bois ; — mémoire remis aux Chartreux par le seigneur de Puyguyon et les officiers de Montpaon ; — copie du partage du domaine appelé La Barthe, situé à Montpaon consenti par les Chartreux ; — rôle des tenanciers placés sur la limite de la seigneurie de Montpaon et de celle de Sainte-Aulaye.

E. 793. (Carton.) — 12 pièces, parchemin ; 27 pièces, papier.

1507-1538. — Lettre de Jean, roi de Navarre, comte de Périgord, adressée aux habitants de la châtellenie de Montpaon, pour leur faire connaître la nomination de Gaillardon de Montesquieu, son grand-écuyer, comme capitaine de Montpaon ; — protestation d'Alain d'Albret contre la nomination de cet officier ; — note relative aux usurpations commises dans la juridiction de Montpaon par le seigneur de La Roque du Breuil ; — enquête faite par Jacques de Nort, lieutenant général en la juridiction de Montpaon, au sujet des concussions imputées à Guillaume Petit, lieutenant du capitaine de ce lieu ; — vente de la forêt de Verilhes, située à Montpaon, par les commissaires de Henri II de Navarre, à François et Guillaume Petit, habitants de Montpaon ; etc.

E. 794. (Carton.) — 1 pièce, parchemin ; 10 pièces, papier.

1543-1578. — Procédure de Guillaume Petit, capitaine de Montpaon, contre des paysans qui avaient tué un cerf ; — rachat par le domaine de la seigneurie de Montpaon, engagée à M. de Rohan ; — vente de bois situés dans la châtellenie de Montpaon, par Jeanne, reine de Navarre, à Michel de Lur, seigneur de Longa ; — état des dettes dont la châtellenie de Montpaon était chargée, adressé par de Pomereu, trésorier, à la reine de Navarre ; — rachat de la seigneurie de Montpaon par les commissaires de

Henri III de Navarre à Robert Fichepain, seigneur de La Goujonnrière, marchand fournissant l'argenterie de ce prince ; etc.

E. 795. (Cahiers.) — In-4°, 34 feuillets, papier.

1521. — Rôle des cens et rentes dus au roi de Navarre, comte de Périgord, vicomte de Limoges, par les habitants de Montpaon : Jean Pignot, notaire ; Philippe Dauze ; Etienne Delaige ; Guillon de La Geneste ; Jean Molinier ; Bernard Denis ; Pierre Brugière ; Pierre Bony ; Jean Laurent, dit Dumas ; Thomas Boulgre ; Pierre Sessagnet ; Pierre Des Rivaux ; Martial Des Maisons ; etc.

E. 796. (Carton.) — 4 pièces, parchemin.

1347-1364. — Vente de la seigneurie de Montréal par Roger-Bernard, comte de Périgord, à Jean de Galard, seigneur de Limeuil ; — confirmation par Jean, roi de France, de la jouissance de la seigneurie de Montréal, accordée par Philippe de Valois à Roger-Bernard, comte de Périgord. — Donation du château de Montrevel, par Jean, roi de France, à Roger-Bernard, comte de Périgord ; — Claude Gros, procureur du comte d'Armagnac, reconnaît avoir reçu du comte de Périgord les lettres de don du château de Montrevel.

E. 797. (Carton.) — 6 pièces, parchemin ; 12 pièces, papier.

1367-1524. — Mise en ferme des droits de juridiction de Moruscles par Pierre Moulin, receveur de la vicomté de Limoges, en faveur de Gui de La Brosse ; — rachat de la seigneurie de Moruscles par Alain d'Albret à Jeanne de Lévis, veuve de Jean de Peyrusse, seigneur de Saint-Bonnet ; — donation de la seigneurie de Moruscles par Jean, roi de Navarre, à Etienne, bâtard d'Albret ; — acte de prise de possession par ce dernier ; — compte-rendu à Amanieu, cardinal d'Albret, par Pierre de Napol, receveur de Moruscles et Géniz ; — rachat de la seigneurie de Moruscles par Henri II, roi de Navarre, à Germain de Bonneval.

E. 798. (Carton.) — 10 pièces, parchemin ; 3 pièces, papier ; 1 sceau.

1301-1483. — Ordonnance de prise de corps décernée par Jean de Pompadour, sénéchal de Limoges, contre Antoine Hélié, seigneur de La Motte près Montignac, et ses complices, accusés de crimes commis dans la vicomté de Limoges. — Sentence arbitrale entre Hélié VII, comte de Périgord, et Raymond de Montaut, seigneur de Mussidan, touchant la forêt des Trois-Sœurs ; — saisie de la terre de Mussidan, à la requête de Brunisende de Foix, comtesse de Périgord ; — accord entre Archambaud III, comte de Périgord et Raymond de Montaut, seigneur de Mussidan, qui s'était révolté contre lui ; — mémoires relatifs au procès entre le comte de Périgord et le seigneur de Mussidan, touchant la juridiction de Saint-Julien ; — hommage rendu à Alain d'Albret par Marguerite de La Roche, veuve de Jean, seigneur de La Rochefoucault, pour la seigneurie de Mussidan.

E. 799. (Carton.) — 2 pièces, parchemin ; 3 pièces, papier ; 1 sceau.

1360-1487. — Rachat de la paroisse de Nadaillac par Alain d'Albret à Antoine de Salagnac. — Accord entre le vicomte de Limoges et Bertrand de Born, seigneur d'Autefort, touchant la juridiction de Nailhac. — Mémoire adressé à Alain d'Albret par ses officiers du Limousin, touchant les exactions du seigneur de Nantiat ; — hommage rendu à Alain d'Albret par Audoin Joubert, pour la seigneurie de Nantiat. — Alain d'Albret et Françoise de Bretagne, sa femme, abandonnent à Gautier de Peyrusse, seigneur des Cars, la seigneurie de Nexon, en compensation d'une somme de 1,000 livres qui lui était due pour les frais de tutelle de Jeanne et Charlotte de Bretagne, sœurs de Françoise ; — hommage de la terre de Nexon fait à Alain d'Albret par Gautier de Peyrusse.

E. 800. (Carton.) — 8 pièces, parchemin.

1256-1399. — Ventes : de rentes assises à Saint-Martin-le-Point, châtellenie de Nontron, par Bernard de Suolio, à Itier de Magnac, chevalier ; — par Marguerite Gaydenche, veuve de Pierre Faydit, écuyer, à Gérard de Magnac, chevalier, de Nontron, de tous les droits qu'elle avait sur Jean et

autre Jean de Marmont, frères; — d'une pièce de terre à Nontron, par Hélié Prévot, sergent de Nontron, à Vienne de La Noaille, veuve de Gui de Doue, écuyer; — rôles des rentes appartenant à Pétronille de La Tour dans les paroisses de Nontron, Saint-Martin-le-Peint et Javerlhac; — ventes de terres, situées à Nontron, par Guillaume Prévot à Guillaume de La Noaille; — hommages rendus : par Géraud Brière à David Bernard, pour les biens qu'il possédait à Nontron; — par Alice, veuve de David d'Aixe, à Itier de Magnac, écuyer, de Nontron, pour les biens qu'elle tenait dans ce lieu.

E. 801. (Carton.) — 12 pièces, parchemin; 2 sceaux.

1300-1309. — Rôle des cens appartenant à Itier de Magnac dans la châtellenie de Nontron; — ventes : de rentes assises à Nontron par Géraud Joubert à Guillaume de La Noaille; — d'une rente d'un setier d'avoine par Hélié de Villeneuve à Aymeri de La Noaille, de Nontron; — de droits seigneuriaux à Nontron, par Guillaume de La Noaille, écuyer, au vicomte de Limoges; — hommages rendus à Itier de Magnac, écuyer, par Jean Faure, Bernard de Grave, Aymeri Vigier, pour biens situés à Nontron; — acensement du bois de Bourgon par Itier de Magnac, de Nontron, à Pierre, Géraud, Guillaume Lombard de Lombardièrre, frères, et à Aymeri et Arnaud Chabasse de Chabassière; — reconnaissance de redevances foncières dues par Aymeri de Richardière à Itier de Magnac, de Nontron.

E. 803. (Carton) — 11 pièces, parchemin; 7 sceaux.

1310-1329. — Guillaume et Pierre de Pommiers se reconnaissent serfs de Gui de Montfrebœuf, écuyer, de Nontron; — quittance de Gui Paute, de Nontron, à Itier de Magnac, pour la dot d'Ayssaline, sœur de ce dernier et femme de Gui; — donation de biens situés à Nontron par Aymeri de La Noaille à Jordan de Maumont; — reconnaissance de redevances foncières faite en présence de Coynho, clerc de la cour du vicomte de Limoges, par Guillaume, infirmier de Nontron, à Itier de Magnac; — ventes : de terres, situées dans la châtellenie de Nontron, par Hélié et Guillaume de Vallon à Itier de Magnac; — de rentes assises dans la juridiction de Nontron par Itier de Magnac au vicomte de Limoges; — Marie Poitevin reconnaît tenir d'Itier de Magnac divers biens situés à Nontron; — acensements de terres accordés par Itier de Magnac à : Jean de Mortemar, bou-

cher ; Géraud de Bayet ; Hélié Borel ; Hélié Grebelot ; Guillaume de Montagnac ; etc.

E. 803. (Carton.) — 14 pièces, parchemin ; 6 sceaux.

1335-1358. — Ventes : d'une maison à Nontron par Guillaume de Grave à Itier de Magnac ; — plaintes adressées au roi de France par Pierre Colombel, prévôt de Nontron, et plusieurs habitants de cette ville, au sujet des exactions du seigneur de Sully ; — enquête faite par le juge de la prévôté de Nontron touchant le péage de cette ville ; — acensement d'une maison située à Nontron, accordé par le vicomte de Limoges à Pierre d'Estrade, chapelain de Saint-Priest ; — affièvement d'une maison dans les faubourgs de Nontron, par Jean de Monbouchier, sénéchal de Limoges, à Geoffroi Du Bois.

E. 804. (Carton.) — 9 pièces, parchemin.

1367-1394. — Acensement des droits de justice à Nontron par le vicomte de Limoges à Gaillard de Lavergne, écuyer ; — arrentement d'une maison à Nontron par Hélié de Magnac à Pierre Agarin Mosnier ; — acquisition par Itier de Magnac des biens de Géraud Aymeri, de Nontron, confisqués par le vicomte de Limoges, à cause du meurtre d'Aymeri de Lobestourn ; — mandement du commissaire du Roi, Jean Chauveron, seigneur d'Azat et du Ris, pour faire lever sur la châtellenie de Nontron la somme de 120 francs d'or, part qui lui incombait dans l'imposition des 10,000 francs assise sur les diocèses de Limoges et de Tulle, pour fournir à la dépense d'une garnison de 100 hommes d'armes et de 50 arbalétriers, qu'il était nécessaire d'établir devant le fort de Ventadour, afin d'empêcher les sorties des routiers qui occupaient ce château, sous le commandement de Geoffroi Tête-Noire ; — reconnaissance faite par Pierre de Poperdut à Aymeri Alfanis pour la maison de Poperdut, située à Nontron ; — testament de Gui Paute, écuyer, de Nontron ; etc.

E. 805. (Carton.) — 12 pièces, parchemin ; 8 pièces, papier.

1408-1452. — Enquête des officiers du vicomte de Limoges à Nontron, touchant la succession de Simonet Franc et le différend qui existait entre le

vicomte de Limoges et le seigneur de Mareuil sur les usurpations de justice commises par ce dernier ; — commission donnée par Charles d'Albret, connétable de France, à Peytoreau et à Bernard Panet pour lever dans l'archipricuré de Nontron les tailles votées par les Etats de Limousin ; — copie des lettres de Charles VI accordant aux habitants de la châtellenie de Nontron le privilège de n'être soumis à la taille qu'une fois l'an ; — enquête faite devant Siméon Montgon, juge de Nontron, entre Agnès Paute et Jean de Fayolle, touchant la succession de Gui Paute, chevalier ; — délai pour rendre l'hommage accordé par Jean de Bretagne, vicomte de Limoges, à Ivonnet de Saint-Laurent, seigneur de La Feuillade, pour les terres qu'il tenait dans la châtellenie de Nontron ; etc.

E. 806. (Carton.) — 10 pièces, parchemin ; 15 pièces, papier.

1460-1479. — Copie du testament de Pierre de La Cour, écuyer, faite par ordre du juge de Nontron (une cote ancienne fait connaître que cet acte devait rester sans exécution, parce que le testateur était étranger) ; — enquête du procureur de Nontron contre Antoine Hélie, seigneur de Coulonges, qui avait enfreint les sauvegardes accordées à Hélie de La Grelière ; — lettres d'ajournement décernées par Alain d'Albret, vicomte de Limoges, contre Perrinet Rousseau et Thibaut, son fils, pour produire les titres relatifs aux droits que ceux-ci prétendaient avoir sur plusieurs maisons situées à Nontron ; — enquête faite par le sénéchal de Limousin contre Thibaut Des Poyaulx, greffier de la baronnie de Nontron, accusé de faux ; déclaration de ce greffier contenant le détail des faux qu'il avait commis ; etc.

E. 807. (Carton.) — 8 pièces, parchemin ; 15 pièces, papier ; 3 sceaux.

1480-1498. — Procédure faite devant le juge de Nontron entre le procureur du vicomte de Limoges et Pierre Mériguet, Louis Hélie, Jean Thibaud et Jean Liénard, sur la propriété de la forêt de Légurat, dans la châtellenie de Nontron ; — enquête de Jean de Puyguyon, maître d'hôtel d'Alain, sire d'Albret, touchant les malversations de François de Puysillon, lieutenant du juge de Nontron ; — arrêt du parlement de Bordeaux entre Alain d'Albret, vicomte de Limoges, et Jean, vicomte de Rochechouart, touchant la propriété de la forêt d'Abjat, située dans la châtellenie de Nontron ; — enquête faite par François de Puysillon, lieutenant du juge de

Nontron, contre Jean de La Porte, écuyer, et Tristan de La Porte, chevalier, accusés d'avoir ravagé le pays à la tête d'une troupe d'hommes armés.

E. 808. (Rouleau.) — Parchemin, longueur, 11^m 50.

1498. — Enquête faite devant le juge de Nontron par le procureur du vicomte de Limoges, au sujet des dégâts commis dans la forêt de Nontron ; — dépositions de : Jean de Puyguyon, lieutenant du vicomte de Limoges ; Jean Maltrot, notaire et greffier de Nontron ; Jean Terrade ; Léonard de Mons ; Simon Chabrol ; Héliot Espoir.

E. 809. (Carton.) — 7 pièces, parchemin ; 14 pièces, papier.

1499. — Procès devant le parlement de Bordeaux entre Jean, vicomte de Rochechouart, et Jean, roi de Navarre, au sujet de la forêt d'Abjat, située dans la châtellenie de Nontron ; — vente à réméré de la baronnie de Nontron par Alain d'Albret, administrateur des biens de son fils Jean, roi de Navarre, à Dauphin Pastoureau, seigneur du Breuil, pour 4,025 livres ; — mémoire adressé à Alain d'Albret par Jean de Puyguyon, son lieutenant en Périgord et Limousin, sur les exactions commises par François de Puyssillon dans l'office de lieutenant du juge de Nontron ; etc.

E. 810. (Registre.) — In-4°, 68 feuillets, papier.

XV^e-XVI^e siècle. — Ventes : de terres situées dans la châtellenie de Nontron par Alain d'Albret, vicomte de Limoges, à Dauphin Pastoureau, seigneur du Breuil ; — de droits seigneuriaux dans la châtellenie de Château-Chervix par Jean, roi de Navarre, à Christophe Bony, seigneur de La Vergne ; — des seigneuries de Saint-Martin-le-Peint et de Savignac, situées dans la baronnie de Nontron, par le roi de Navarre à Dauphin Pastoureau ; etc.

E. 811. (Carton.) — 2 pièces, parchemin ; 26 pièces, papier ; 1 sceau.

1500-1517. — Note anonyme concernant les usurpations de justice commises dans la baronnie de Nontron par les vassaux du vicomte de

Limoges; — rôle des avances faites par Jean de Puységuyon pour les procès du roi de Navarre relatifs aux forêts de Nontron; — ratification par Jean, roi de Navarre, des ventes de terres faites par Alain d'Albret, son père, à Dauphin Pastoureau dans la baronnie de Nontron; — enquête de Martial Rousseau, lieutenant du juge de Nontron, au sujet des violences commises par François de Puyssillon contre des marchands étrangers venus à la foire de Nontron; — hommage rendu à Antoine d'Estaing, évêque d'Angoulême, par Charles de La Romagière, procureur d'Alain d'Albret pour la baronnie de Nontron; etc.

E. 812. (Carton.) — 23 pièces, parchemin; 8 pièces, papier; 1 sceau.

1520-1524. — Procuration donnée par Henri II, roi de Navarre, à Pierre de Biaix, licencié, et à Jean, baron d'Antin, sénéchal de Bigorre, pour rendre à l'évêque d'Angoulême l'hommage de la baronnie de Nontron; — procès soutenu devant le sénéchal de Périgord par Martial Arnaud et Hélié Arnaud, marchands de Nontron, contre le roi de Navarre, au sujet d'une taxe perçue sur les tenanciers du moulin du vicomte de Limoges, appelé le Moulin vicomtal; — reconnaissance de redevance foncière faite par Pierre de Masalabe, chapelier, à Hélié André, juge général de la vicomté de Limoges, et à Pierre Mosnier, seigneur de Planeaux, commissaires d'Alain d'Albret, pour les biens qu'il possédait à Nontron; etc.

E. 813. (Cahier.) — In-4°, 20 feuillets, papier.

1522. — Reconnaissances de redevances foncières dues au sire d'Albret, vicomte de Limoges, pour des biens possédés dans la ville de Nontron par : Jean de Mazerac, marchand; Géraud Mazaud; Jean Mallet; Mérigot Léonard; Jean Boyer, dit Coulhon; Jean de Lorge; Pierre Vallade, dit Croquand; Dauphin de La Coularie; Perelle et Marguerite de Vaulsalouze; Pierre Lespey; Colas Bertrand, dit Montléry; Etienne Bourcy; Pierre Chabrol; Hélié Foucaud; Pierre de La Roussie; Jean Arbouneau; Catherine Roysson; Jean de La Boussarie; Pierre Bloys; Jean Pastoureau, dit Tout-Bon; Antoine Puyssillon, prêtre; Pierre de Labrousse; Thony Ribadeaux; Mathieu Villériaud, prêtre; Guinot Marquet; Jean Camaing, licencié; Léonard Boubeau; Bernard Marot; François de Poulhac; Jean Taudin, prêtre; Hélié de La Conchie; Pierre Veyniel; Martial Choumeau; Aimeri Roy; etc.

E. 814. (Registre.) — In-4°, 113 feuillets, papier.

1522-1524. — Reconnaissances de redevances foncières dues au vicomte de Limoges par les habitants de Nontron : Guillaume Le Reclus, marchand ; Etienne Thène ; Pierre de Persès ; Mathurin Peyrot ; Giron Grellière ; Mérigot Boyer ; Jean de Puyrenier ; Guillaume Mestayer ; Jean de Laige ; Jean Aucousturier ; Micheau de Manzac ; Jean de Vaulx, prêtre ; Jean Bonicaud ; Penot Chabaneaulx ; Jean Mallet ; Penot Jean, dit Du Bois de Montflayon ; Guillaume Doignaton, prêtre ; Jean Faure, dit Bailhot ; Pasquet de Puyelat ; Géraud de Lagarde ; Marguerite d'Arfeuilhe ; Mathieu de Villerane ; Jean Droin ; Jean Jarretous ; Guillaume Chapeyrous ; Jean Fourichon ; etc.

E. 815. (Cahier.) — In-4°, 39 feuillets, papier.

1524. — Reconnaissances de redevances foncières dues au vicomte de Limoges par les habitants de Nontron : Jean Deyriaud ; Léonard Dongeiras ; Jean Faure, dit Senete ; Jean Du Maslafilhie ; Jean de Foucheries ; Pierre Groulier ; Marguerite Mourelle ; Vincent Mosnier ; François Moysan ; Jean Pommerau ; Jacques Merlangou ; Pierre de Fontieyras ; Etienne Bonnamour ; Pierre Arnaud, dit Bézard ; Alain Roux ; Forton Fouryen, seigneur de Bélussières ; Janot Mazeau ; Pierre Massonnauld ; Jean Mosnier, dit Potêtre ; François Aupic ; Phelipon Ausard ; Jean Deysenier ; etc.

E. 816. (Carton.) — 8 pièces, parchemin ; 47 pièces, papier.

1532-1537. — Enquête faite par Bayet, greffier de la juridiction de Nontron, à la requête de Hélie Brachet, au sujet de l'assassinat de Petit-Jean Brachet, son frère ; — dénombrement des biens tenus à hommage du roi de Navarre, vicomte de Limoges, dans la baronnie de Nontron par Joachim Conan ; — inventaire des pièces produites devant le sénéchal de Périgord par le procureur du vicomte de Limoges dans le procès contre le procureur du Roi, au sujet de la forêt de Nontron ; etc.

E. 817. (Plan.) — 1 pièce, papier.

XV^e siècle. — Plan de la forêt de Nontron.

E. 818. (Carton.) — 11 pièces, parchemin; 31 pièces, papier.

1537-1584. — Vente de la baronnie de Nontron par Jeanne, reine de Navarre, à Jean de Campignac, seigneur de Beaumont, et à Marguerite et Jeanne de Campignac, ses sœurs; — lettres relatives à la réformation du domaine du roi de Navarre dans la vicomté de Limoges, adressées à Jean de Personne, commissaire de ce prince à Nontron et juge d'Ayen, par : de Puyrénier; Hélie Mathieu; de La Valade; de Paradol; de Saint-Mathieu; etc.

E. 819. (Cahier.) — In-4°, 73 feuillets, papier.

1583. — Investitures de terres faites dans la baronnie de Nontron par Jean de Personne, juge d'Ayen, commissaire du roi de Navarre, en faveur de : Thibaut et Jean Reclus; François Fonreau; Jean Bourcier; Léonard Vallade; Bernard Palher; Peyronne La Roussie; les enfants de Jean Mercier, dit Canard; Bernard Boyer; Jean Babayou; Etienne Velliquet; Jehanot Laud; Pierre Chazaud; Jean Salamon; Léonard Rastineau; Jean Des Eymeris; Héliot Mayssaud; Aymar de Mons; Pierre Rougier; Jean Seigniac; Jean Le Plin; Pierre-Jean Allecendre; Léonard Aguard; Mathieu Salard; Etienne Thomas; Jeanne Lanaud; Jean de Monsalhard; Antoine Noble; Pierre Vielhemar; Léonard Claverie; Pierre Chapeyrou; Catherine Thenène, veuve d'Etienne Camaing, seigneur de La Poge; Etienne Jean, dit Marquand; Jean de Mondou; Thony Verdou; Pierre Le Rousseau; Jean Joubert; François Marsallot, dit Pinquet; Hélie du Double; Jean Legroin, dit Ags; Peyrot d'Eysignac; François Servand; Jean de Monteilh; etc.

E. 820. (Cahier.) — In-4°, 31 feuillets, papier.

1583. — Déclarations faites devant Jean de Personne, juge d'Ayen, commissaire du roi de Navarre, par les habitants de Nontron qui refusaient de reconnaître ce prince comme seigneur foncier : Marsaud Picquet; Etienne Mathieu; Jean Verdier; Pierre Florenson; Pierre de Laplaigne; Pierre de Guerre; Bernard Bouyer; Jean Tamigier; Jean Roy; Léonard Pomiers; Pierre Gaultier; Gaspard Thévenet, notaire; Joseph Fonreau;

Bernard Chapeyron; Jean Fauty; Simon Garry; Jean Rougier; Mathieu Perry; Léonard Moureau; François Malaret; Blaise de Nozérac; Pierre et Mathurin Aupin; Pierre Deschamps; Jean de Traffoureau; Jean d'Eguizable, chirurgien; Penot Armurier; etc.

E. 821. (Carton.) — 10 pièces, parchemin; 6 pièces, papier; 3 sceaux.

1272-1473. — Ventes de rentes assises à Nontronneau par Hélié de Vieilh à Hélié et Adhémar de Magnac, prêtres; — hommage rendu à Alain d'Albret par Jean de La Tour pour le fief de Noset; — ventes de rentes assises dans la paroisse de Notre-Dame-de-Perdoux par Pierre Du Salambre et Armengarde, sa femme, à Hélié VII Talleyrand, comte de Périgord; — donation de terres, situées dans la paroisse de Notre-Dame-de-Perdoux, par Marie Brunet, fille de Guillaume Brunet, au même comte; — donation de l'île d'Oléron faite par Philippe de Valois à Foulques de Matas, seigneur de Royan, qui est substitué aux droits de Louis d'Espagne; — entérinement par la Chambre des Comptes de Paris de lettres de Louis XI donnant à André de Villequier, son chambellan, les seigneuries d'Oléron et Maremne, confisquées au préjudice de Jacques de Pons, chevalier; — acensements de domaines situés dans la paroisse de Pagéas, par Jean de Bretagne, vicomte de Limoges, à Jacques et Joseph de Viode; — donation de la seigneurie de Pellegrue par Alain d'Albret, comte de Périgord, à Jean d'Albret, seigneur d'Orval; etc.

E. 822. (Carton.) — 10 pièces, parchemin; 4 pièces, papier; 6 sceaux.

1226-1317. — Lettres d'Archambaud I^{er}, comte de Périgord, accordant à Itier, Hélié et Pierre de Périgueux divers droits seigneuriaux sur les habitants de Saint-Front de Périgueux; — sentences arbitrales rendues: par Pierre, évêque de Périgueux, entre Hélié VI, comte de Périgord, et les consuls de Saint-Front de Périgueux, touchant les droits de juridiction; — par Philippe de Grandchamp, bailli de Berry, et Guillaume de Malemont, bailli de Périgord, commissaires du roi de France, entre Hélié VI, comte de Périgord, et le Chapitre de Saint-Front de Périgueux, au sujet de la justice de ce lieu; — vidimus des lettres de saint Louis accordant au Chapitre de Saint-Front de Périgueux la moitié de la justice de cette ville; — arbitrage prononcé par Renault de Mareuil, archidiacre de Périgueux; Geoffroi, abbé de Saint-Astier; Pierre d'Armagnac et Pierre Laudemar, bourgeois de Saint-Front de Périgueux, sur les différends élevés entre Ar-

chambaud II, comte de Périgord, et les habitants de Saint-Front de Périgueux, touchant le droit de battre monnaie ; — Archambaud II, comte de Périgord, et les consuls de Périgueux choisissent comme arbitres de leurs différends : Itier de Sauzet, chevalier ; Arnaud de La Roche, écuyer ; Etienne d'Armagnac et Etienne de Jovenals ; — fondation d'un obit par le Chapitre de Saint-Front en faveur d'Archambaud II, comte de Périgord.

E. 823. (Carton.) — 5 pièces, parchemin ; 1 pièce, papier.

1286-1293. — Accord entre Archambaud II, comte de Périgord, et les consuls de Périgueux au sujet de la juridiction de Saint-Front, par lequel les consuls s'engagent à payer au comte une rente annuelle de 40 livres et un marbotin d'or ; — hommages rendus à Archambaud II, comte de Périgord, par : Foulques de Clarens, chevalier, pour ce qu'il tenait dans la ville de Saint-Front ; Arnaud Artous, pour la dime de Saint-Laurent de Prador ; Giraude, prieure du Mas-Robert, pour les biens qu'elle possédait à Gurçon, paroisse Saint-Rémy ; Arsius Mauret ; — lettres de Philippe le Bel réglant les contestations relatives à la juridiction entre les habitants de Saint-Front de Périgueux et le Chapitre de cette ville ; — transaction entre Archambaud II, comte de Périgord, et les consuls de Saint-Front de Périgueux, attribuant la justice de Saint-Front à ces derniers.

E. 824. (Rouleau.) -- Parchemin, longueur 4 mètres.

1305. — Enquête faite par Jean de L'Hôpital, clerc du roi de France, et André Le Roux, chanoine de Saint-Front de Périgueux, commissaires du Roi, à la requête d'Archambaud et de Boson, fils d'Archambaud II, comte de Périgord, touchant les devoirs seigneuriaux et les rentes que ceux-ci prétendaient exiger des habitants de Saint-Front de Périgueux.

E. 825. (Cahier.) — In-4°, 19 feuillets, papier.

1305. — Copie de l'article précédent faite au XVIII^e siècle.

E. 826. (Carton.) — 16 pièces, parchemin ; 5 pièces, papier ; 1 sceau.

1317-1349. — Rachat pour 600 livres par Archambaud III, comte de Périgord, d'Auger de Campagne, maire, et des consuls de Saint-Front de

Périgueux, d'une rente de 40 livres qui leur avait été vendue par le comte Hélié VII ; — donation des droits appartenant au roi de France à Saint-Front de Périgueux, par Philippe le Long en faveur d'Archambaud III, comte de Périgord ; — lettres de Philippe de Valois au sénéchal de Périgord, pour maintenir le comte dans le droit de percevoir une taxe sur les marchandises vendues à Saint-Front de Périgueux ; — commissions données par Philippe de Valois : à Pierre Combes, juge royal de Bergerac, pour mettre le comte de Périgord en possession des droits qui lui avaient été assignés à Périgueux et à L'Isle ; — à Jean, évêque de Beauvais, lieutenant du Roi en Guienne, pour entendre Roger-Bernard, comte de Périgord, et les consuls de Saint-Front de Périgueux et de L'Isle, au sujet d'une assignation de rente donnée au comte sur ces villes ; — délégation donnée par l'évêque de Beauvais à Hélié La Bruyère, conseiller du Roi, pour faire cette enquête ; — ratification par Philippe de Valois des assignations de rentes à prendre à Périgueux, accordées à Roger-Bernard, comte de Périgord, en compensation de la seigneurie de Bergerac, mise sous la main du Roi ; — bulle du pape Clément VI confirmant la fondation d'une chapellenie par le cardinal Talleyrand de Périgord dans l'église de Saint-Front de Périgueux.

E. 827. (Carton.) — 5 pièces, parchemin ; 1 pièce, papier ; 1 sceau.

1353-1361. — Cession faite par Roger-Bernard, comte de Périgord, aux consuls de Périgueux, de la moitié de la juridiction de ce lieu, qui était partagée entre lui et le Chapitre de Saint-Front ; — lettres de Charles, dauphin, donnant au cardinal Talleyrand de Périgord la ville de Périgueux pour le récompenser d'avoir chassé les ennemis du Périgord.

E. 828. (Carton.) — 12 pièces, parchemin ; 6 pièces, papier.

1366-1493. — Remontrances adressées à la Chambre des Comptes de Paris par le procureur du comte de Périgord pour s'opposer au pariage que la ville de Périgueux voulait faire avec le roi de France ; — quittance donnée par les Frères-Prêcheurs de Périgueux à Archambaud IV, comte de Périgord, pour 250 livres provenant de legs faits par ses prédécesseurs ; — hommages rendus au comte Archambaud IV par Déa de Serelhac, veuve de Pierre Faur, et Boniface Faur, son fils, pour les biens qu'ils possédaient à Périgueux ; — appel adressé au pape Eugène IV par Jean de Bretagne,

seigneur de Laigle, contre une sentence que l'official de Périgueux avait prononcée contre lui pour avoir frappé et emprisonné un clerc ; — procès entre le Chapitre de Saint-Front de Périgueux et les consuls de cette ville, touchant un droit que les chanoines voulaient percevoir sur les marchandises ; — répartition faite par les élus de Périgord sur les diocèses de Périgueux et de Sarlat d'une somme de 1,000 livres accordée à Françoise de Bretagne, comtesse de Périgord, par les Etats de ce pays ; — vente de la moitié de la juridiction de Périgueux par le Chapitre de Saint-Front, à Alain d'Albret, comte de Périgord.

E. 829. (Cahier.) — In-folio, 3 feuillets, papier.

XVI^e siècle. — Montre militaire des habitants du Pariage de Saint-Front de Périgueux faite par Jean de Ladouze, commissaire d'Alain d'Albret, comte de Périgord : Jean de Bère, seigneur de Lavour ; Hélié Bibia ; Jean de La Roche ; Hélié Albrard ; Pierre Faure ; Antoine de Lavie ; Arnaud Nadal ; Giraud de Chantegrel ; Hélié Des Maisons ; Hélié du Teulé ; Martial de Pueyraud ; Pierre Parroti ; Jean de Montmège ; Antoine de Combeus ; Jean de Vernueilh ; Guillaume Du Chastanet ; Jean de La Javerne ; Léonard de Grandrieu ; Guillaume de Nègrefon ; etc.

E. 830. (Carton.) — 3 pièces, parchemin ; 21 pièces, papier.

1500. — Procès devant le sénéchal de Périgord, entre Alain d'Albret, comte de Périgord, et le Chapitre de Saint-Front de Périgueux, touchant la juridiction de cette ville ; — questions posées aux chanoines pour la recherche des titres relatifs à la justice de Périgueux ; — dépositions de Jean de Montardit, seigneur de Faure, chanoine ; Pierre Faure, grand archidiacre ; Jacques Des Prés, archidiacre de La Double ; Louis de Guirande, bachelier en droit ; Foulcaud Teulier, archiprêtre de Pilhac ; Antoine Parni, curé de Sainte-Alvère ; Archambaud de Montousson, curé de Rouffignac ; Jean Tricard, archiprêtre de Montanceix ; Jean Thibaut le jeune, licencié ; Antoine Charron, notaire et syndic du Chapitre ; Hélié de Landric, curé de Chignac ; Pierre Boussaut, receveur du Chapitre ; Raymond Lambert, marchand de Périgueux ; Jean Thibaut, archidiacre de Bergerac ; Jean Robert, curé de Saint-Martin ; Pierre Clément, secrétaire du Chapitre ; Jean de Leymarie, bachelier en droit ; Bertrand Clément, prêtre ; Hélié de Laveyssière, bourgeois de Périgueux ; Hélié de Mon-

bouchier ; Jean Fauron, notaire ; Poncet de Chaumont, chanoine d'Aubeterre ; Guillaume Chaloupin, licencié ; Pierre Aubarbier, curé de La Cropte et du Breuil ; Dousset Baron, notaire ; Pierre Colombier ; Etienne Grasset ; Raymond Gentil ; Pierre de Boscmary ; Pierre de Brosse, chanoines de Saint-Front de Périgueux (en marge des dépositions se trouvent des notes du procureur d'Alain d'Albret : « malice d'un licencié qui ne sait pas distinguer un vidimus d'un original ; ignorance crasse ; paroles brocardiques ») ; etc.

E. 831. (Carton.) — 11 pièces, parchemin ; 16 pièces, papier ; 1 sceau.

1501-1534. — Mémoire rédigé par Gominel, procureur à Périgueux, touchant le partage de la juridiction de cette ville entre le comte de Périgord et le Chapitre de Saint-Front ; — présentation de Jean Arnaud, écolier de Toulouse, à une prébende de l'église de Saint-Front de Périgueux par Alain d'Albret, comte de Périgord ; — résignations de prébendes, fondées dans l'église de Saint-Front de Périgueux faites entre les mains d'Alain d'Albret par Bernard Duval, Pierre Chovin et Jean Des Assises, prêtres ; etc.

E. 832. (Cahier.) — In-folio, 12 feuillets, papier.

1540-1541. — Rôle des hommages rendus au roi de Navarre devant le sénéchal de Périgueux par : les seigneurs de Longue-Barrière ; de Bruzac ; la prieure de Saint-Pardoux-la-Rivière ; Guillaume Coutand ; Hélié de Lagear, conseiller ; M. de Mavaleys ; le seigneur de Teyssières ; Anne de La Porte de L'Isle ; Jean de La Cropte ; Gautier de Badefol ; Pierre Pailhet ; Hélié Gentil, prévôt de Saint-Yrieix ; Yrieix Gentil, curé de Saint-Sulpice ; le seigneur de Mayac ; madame de Puyagut ; Martial et Jean Garreaux ; Hélié André ; Amanieu de Marquessac ; Pierre Joubert, écuyer d'Excideuil ; Pierre Pasquet ; Pierre Combalot, seigneur de Vaulx ; Tricard Rognac ; Pierre Bonnal, seigneur d'Allemans ; Louis Du Reth ; Aymar Rey, coseigneur de Mayac ; Jean Brun, seigneur de La Valade ; Jeanne de Beaupuy, dame de La Tour-du-Bosc ; Jean et Louis de Puysillon ; Jean de Saint-Laurent, seigneur de La Feuillade ; Lioncel de L'Isle ; Antoine de Prageles ; Pierre de La Place, d'Angoulême ; Jean de Gontaut, baron de Biron ; Antoine de Beaulieu ; Jean de La Salmonie ; Jacques de Beynac ; Françoise de La Tour, tutrice de Gabriel de Beynac ; Jean de Commarque ; Geoffroy de Beynac ; la dame de Coumont, pour la seigneurie de Castel ;

Annet de Saint-Gilles; Raymond de Cazanac; François Robert; Marquêze de Pélisses; Pierre Roux; etc.

E. 833. (Carton.) — 37 pièces, parchemin; 13 pièces, papier; 2 sceaux.

1314-1523. — Reconnaissances de redevances foncières dues par les habitants de Peyssac au vicomte de Limoges; — acensement de terre à Peyssac, fait par Pierre de Quoytelles, receveur du vicomte de Limoges, en faveur d'Etienne de Ségonzac, qui se reconnaît serf du vicomte; — rôle des rentes appartenant au vicomte de Limoges dans la paroisse de Peyssac; — hommage rendu par Héliot de Peyssac à Jean de Bretagne, vicomte de Limoges; — vente de rentes assises sur les paroisses de Peyssac et Saint-Éloi, par Antoine de La Roche-Dragon à Jean de Bretagne, vicomte de Limoges; — enquête faite par Yrieix Du Bois, seigneur des Champs, juge de Peyssac, au sujet du bois de La Rotidie, situé à Peyssac, dont les officiers du vicomte de Limoges voulaient s'emparer au préjudice de Pierre Blanc et de Jean Lavergne; — hommage rendu à Alain d'Albret, vicomte de Limoges, par Rampnaud de Gaing, écuyer, pour les biens qu'il possédait à Peyssac; — donation de terres situées à Peyssac, faite d'après l'avis de Poncet, seigneur de Marquessac, capitaine d'Ans, par Antoinette de Montfrebœuf, dame de Peyssac et de La Borie, à Jean de Pompadour, seigneur de Château-Bouché; etc.

E. 834. (Rouleau.) — Papier, longueur 4^m75.

1457. — Enquête faite par Pierre Du Bois, juge de Peyssac, sur les discussions élevées entre Martin Lacoste, receveur de Marguerite de Chauvigny, vicomtesse de Limoges, et Pierre La Veyssière et Jean Fournier, qui se plaignaient des tailles que leur avait imposées la vicomtesse; — dépositions des témoins, produits par ces derniers: Jean de La Brosse; Guillaume de Cramarigues; Jean de Maye; Jean Oudebert; Jeannisson Couste; Héliot Des Champs, sergent; Pierre de Lanau; Pierre du Chastanet-Belengard; Parrot Des Monts; Adam Fournier; Adhémar Restier; Pierre Guilhem de Betz.

E. 835. (Cahier.) — In-4°, 59 feuillets, papier.

1458. — Suite de l'enquête mentionnée à l'article précédent; dépositions des témoins produits par Marguerite de Chauvigny, vicomtesse de

Limoges : Pierre Bissareu ; Guillaume Marienne ; Guillaume Lasoux ; Pierre Monet ; Jean Parent ; Pierre Tiramont ; Bardin Breuil ; Jean Rancounet, chapelain de Fallac ; Jean Savignac ; Penin Audrand ; Gonin Marchand ; Pierre Amont, dit Chantusseau ; Jean Du Puy ; Jean de Las Joncas ; Jean Chapon ; Jean Gauthier, notaire d'Excideuil ; Jean Personne, notaire de Saint-Yrieix ; Jean Grangier ; etc.

Pour extrait :

Ferd. VILLEPELET.

(La fin prochainement.)

VARIA.

M. JEAN LAUMONIER, *Essai sur l'histoire ethnologique des races préhistoriques de la France* (1).

Les études ethnologiques, tout importantes qu'elles soient, ne sont le partage que d'un petit nombre de savants. Loin d'offrir l'attrait des recherches archéologiques, elles présentent, en effet, au premier abord, une certaine aridité, et exigent en outre des connaissances spéciales d'anatomie que malheureusement la plupart des adeptes de l'archéologie préhistorique se soucient peu d'acquérir.

En résumant en quelques pages les travaux publiés depuis un quart de siècle sur les races primitives de la France et de l'Europe occidentale, M. Laumonnier a donc fait une œuvre extrêmement utile.

Si nous différons avec lui de sentiment sur quelques points, nous sommes heureux, du moins, de le voir se déclarer hautement monogéniste, et ne pouvons que rendre justice à la clarté et à la précision de son mémoire.

Parmi les hommes qui ont peuplé l'Europe occidentale pendant l'époque

(1) *Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, année 1879, pag. 519 à 560.

quaternaire ou paléolithique, on reconnaît communément aujourd'hui trois races. Avec M. Laumônier, nous en indiquerons les caractères anatomiques principaux et l'habitat.

1° Race de Canstadt. — C'est à cette race qu'appartiennent le crâne célèbre de Néanderthal et la mâchoire de la Naulette.

Front très-oblique, fuyant rapidement en arrière et laissant à découvert la région sus-orbitaire, ce qui fait ressortir encore davantage le volume considérable des arcades sourcilières. Région frontale très-réduite ; au contraire, la partie occipitale faisant une énorme saillie.

La mâchoire de la Naulette est particulièrement remarquable par l'absence de saillie mentonnière, de l'apophyse génî.

La race de Canstadt, la plus ancienne des races quaternaires, occupait les bassins du Rhin et de la Seine, et s'étendait peut-être, nous dit M. Laumônier, jusqu'en Norvège, dans l'Italie centrale et la Bohême.

2° Race de Cro-Magnon. — Les crânes bien connus d'Engis et de Bruniquel se rapportent à ce type.

Taille élevée, arcades sourcilières proéminentes, front élevé, apophyse génî convenablement développée, incisives verticales ; région nasale longue et étroite, revêtant la forme leptorinienne commune à toutes les races indo-germaniques.

« Cette race semble s'être beaucoup moins étendue dans le Nord et à l'Est que celle de Canstadt ; elle a probablement peuplé une partie de l'Italie méridionale, la France et la Belgique. On a même rencontré de ses débris parmi les crânes basques de Zaraus, recueillis par MM. Broca et Velasco, dans les tombes mégalithiques de l'Afrique explorées par le général Faidherbe, dans les tribus kabyles et surtout parmi les Guanches des Canaries. Mais leur point de plus grand développement a été le sud-ouest de la France. »

3° Race de Solutré. — Il convient de rapporter à cette race à laquelle se rattachent les crânes de Grenelle et de la Truchère, celle dite de Furfooz, rencontrée par M. Dupont dans les cavernes de la Lesse.

Taille petite. Os longs à peu près constitués comme ceux des Français actuels. La seule particularité qu'il importe de signaler est la fréquence de la perforation olécranienne de l'humérus.

Jusqu'à ce moment, tous les habitants de notre sol présentaient une dolichocéphalie très-prononcée. Ces hommes nouveaux, au contraire, sont brachycéphales.

Cette race, venue de l'Est, car elle a semé de ses débris la vallée du Danube, habitait principalement le Hainaut, les Ardennes et les contrées du Nord.

Ces trois races que M. Laumônier désigne sous le nom de *fossiles*, se

sont succédé en France à l'époque paléolithique. Dans l'époque néolithique ou de la pierre polie, notre auteur distingue trois périodes.

« La première est caractérisée par les kjoekkenmoeddings des pêcheurs de la Baltique ; le type laponoïde (ou solutréen), au lieu de disparaître, ne fait qu'augmenter en puissance en peuplant tout le nord de l'Europe.

» La seconde voit se produire l'immigration d'une race probablement dolicocephale, qui, venue d'Orient, importe avec elle l'usage d'ensevelir les morts dans les dolmens et d'élever des monuments pour perpétuer la mémoire des événements remarquables.

» Enfin, la troisième, presque contemporaine du peuple des dolmens, dans le midi de la France, est caractérisée par l'apparition d'émigrants sémitiques, qui traversent l'Italie, la Suisse, et se répandent dans l'Europe centrale et occidentale. Ce peuple, duquel procèdent les Suisses actuels, est remarquable par l'habitude de construire sur les lacs et dans les plaines marécageuses, des habitations sur pilotis.

» C'est au moment où la civilisation des dolmens et celle des cités lacustres de la pierre polie sont dans leur plus grand éclat que commencent les grandes invasions brachycéphales [des Aryas]. Elles se font vraisemblablement par deux courants, l'un au-dessus, l'autre au-dessous du massif alpin, traversent la France et, en se croisant avec les populations qui occupaient par avance le sol de notre patrie, donnent naissance à ce type celtique duquel nous sommes descendus. »

M. H.



Deux planches lithographiées accompagnent cette livraison. — La 1^{re} représente le Bénitier de l'église de Payzac de Lanouaille ; — la 2^e, deux Pierres tumulaires trouvées à Payzac et à Dissac.

Vu :

Le Secrétaire-Général,

FERD. VILLEPELET.

SÉANCES MENSUELLES

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD.

Séance du jeudi 5 août 1880.

Présidence de M. le docteur GALY

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle ordinaire.

Sont présents : MM. de Froidefond, le marquis de Fayolle, de Roumejoux, le vicomte de Lestrade, le marquis d'Abzac de La Douze, Bleynie, l'abbé Goyhenèche, Michel Hardy, le chanoine Labat, le baron de La Batut, le comte Charles de Larmandie, Albert Pistre et Villepelet.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et approuvé.

M. LE PRÉSIDENT annonce la mort de notre confrère M. le colonel du Vignaud, de Nontron, dont les journaux ont rappelé ces jours-ci la belle conduite dans des circonstances difficiles. Il s'intéressait à nos études et il est venu à nous un des premiers pour les encourager. L'un de nos confrères de Nontron sera prié de consacrer une notice à sa mémoire.

Cette nouvelle est accueillie par de sympathiques regrets.

La bibliothèque de la Société a reçu depuis la précédente réunion :

Les Mémoires de la Société archéologique du midi de la France, tome XII, 1^{re} et 2^e livraisons, in-4°, Toulouse, 1880 ;

La Revue des langues romanes, 3^e série, tome III, n° 4-6, avril-juin 1880, contenant un article bibliographique de M. Chabaneau sur la thèse de notre confrère M. Léon Clédât, *Du rôle historique de Bertrand de Born* ;

Le *Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme*, année 1880, 54^{me} livraison ;

Le *Bulletin de la Société philomathique vosgienne*, 5^{me} année 1879-80, deux livraisons in-8°, St-Dié, 1880 ;

Le *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie*, année 1880, n° 1 ;

Les *Mémoires de la Société académique de Maine-et-Loire*, tome XXXV, in-8°, Angers, 1880 ;

Les *Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, premier trimestre de 1880, renfermant un mémoire instructif de M^{sr} Barbier de Montault sur *L'Autel mérovingien de Vouneuil-sous-Biard*, du VII^e siècle ;

Le *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, tome XXVII, 1^{re} et 2^{me} livraisons, contenant une intéressante étude de M. Guibert sur *Les confréries de pénitents en France et notamment dans le diocèse de Limoges*, et un savant mémoire de M. le chanoine Arbellot sur les *Origines chrétiennes de la Gaule* ;

Le 1^{er} fascicule du tome VI de la Société archéologique de Bordeaux, in-8°, 1879 ;

Le *Bulletin de la Société des Etudes du Lot*, tome VI, 1^{er} fascicule, contenant le testament de Nicolas de Sevin, qui, après avoir été évêque de Sarlat et coadjuteur du célèbre Alain de Solminihac, dirigea le diocèse de Cahors pendant dix-huit ans, de 1660 à 1669 ;

Le *Bulletin de la Société historique et archéologique de la Corrèze*, de Brive, tome II, 3^e livraison, avril-juin 1880 ;

Le *Giornale araldico* de l'Académie de Pise, n° de juin 1880 ;

De M. Ivan de Valbrune, deux numéros des *Ephémérides de Périgueux*, mars-avril et mai-juin 1880 ;

De M. Albert de Massougnès, *Les Jésuites à Angoulême*, étude historique, in-8°, Angoulême, 1880.

Des remerciements sont exprimés aux donateurs.

M. LE PRÉSIDENT informe la Société que, par arrêté du 27 juillet dernier, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts lui a attribué pour cette année une allocation de 400 francs. Il nous mande qu'il a été heureux d'encourager

ainsi les travaux de notre compagnie et de lui donner un nouveau témoignage de son intérêt. — M. le Secrétaire général est chargé de se faire auprès de M. le Ministre l'interprète de la gratitude de la Société.

M. le directeur de la Société française d'archéologie, à Tours, réclame plusieurs numéros du *Bulletin* qui ne lui sont pas arrivés, et M. le Président de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne demande qu'on fasse remonter aussi haut que possible l'échange des *Bulletins* de nos deux Sociétés. Les deux lettres seront remises à M. le trésorier-bibliothécaire qui sera prié d'y donner satisfaction dans la mesure du possible.

M. Albert PISTRE, élu membre titulaire dans la dernière séance, remercie la Société de l'avoir admis dans ses rangs.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL pense que l'assemblée apprendra avec plaisir que trois de nos confrères viennent d'être récompensés pour des travaux périgourdiens. Notre laborieux vice-président, M. Philippe de Bosredon, vient d'obtenir la Première Mention au concours des ouvrages sur les antiquités nationales, à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, pour son précieux volume de la *Sigillographie du Périgord* que nous connaissons tous ; et d'autre part, notre honorable confrère, M. Marcel Deslignières, architecte à Paris, en collaboration avec M. Paul Levicomte, architecte, notre confrère également, a aussi obtenu récemment une Médaille de 2^e classe pour les dessins qu'il avait exposés au Salon de Paris de cette année, représentant les maisons du vieux Périgueux.

La Société félicite nos trois confrères de leurs succès.

M. Michel HARDY présente ensuite à l'assemblée trois bouts de traits ou javelots en fer de très-grande dimension, trouvés, au mois de mars dernier, à Périgueux, dans le lit de la rivière de l'Isle, au-dessous du moulin de Sainte-Claire.

Deux de ces traits sont réunis en un faisceau et soudés intimement l'un avec l'autre, par suite de l'oxydation du métal. Ce faisceau, d'une longueur totale de 66 centimètres, pèse 5 kilogr. 900 grammes. En défalquant de cette quantité un kilogramme, pour le poids des cailloux et du sable adhérents au fer, on trouve que le poids réel de chaque bout de trait était d'environ 2 kilogr. 450 grammes.

Le troisième javelot, long de 54 centimètres, pèse 2 kilog. 680 grammes. Son carreau terminal, plus fort que les deux autres, a 21 centimètres de longueur, sur 105 millimètres dans sa plus grande largeur.

Ces trois javelots ont leurs carreaux absolument plats sur une face et légèrement bombés sur l'autre. D'autre part, leur tige est aplatie, n'ayant que 15 millimètres d'épaisseur sur 30 de largeur. Le poids excessif de ces traits, remarque M. Michel HARDY, ne permet pas de supposer qu'ils aient pu être tenus ou lancés à la main. Ils étaient donc mis en mouvement à l'aide d'une machine de guerre. La disposition d'une de leurs faces, droite comme pour mieux glisser sur un plan conducteur, le prouve d'ailleurs surabondamment.

Ne trouvant pas d'armes semblables dans la balistique du moyen-âge, M. Michel Hardy se croit en droit de conclure que les traits de la rivière de l'Isle doivent être rapportés à l'époque romaine et sont des traits de catapultes.

Cette découverte prend dès lors une grande importance au point de vue scientifique. Si plusieurs écrivains de l'antiquité, entre autres Polybe et Athénée, nous ont transmis, en effet, quelques renseignements sur la grosseur et le poids énorme de certains traits de catapultes ; si quelques monuments lapidaires nous en ont conservé le dessin, rien n'est plus rare que la rencontre de ces traits eux-mêmes. Jusqu'ici on ne connaissait guère que ceux qui ont été trouvés dans les fossés d'Alise et que l'on garde précieusement au Musée de Saint-Germain. Encore leur faible dimension autorise-t-elle à douter qu'ils aient pu servir, comme les nôtres, à l'attaque d'un gros ouvrage de fortification.

M. Cros-Puymartin, architecte de la ville de Périgueux, et notre confrère, M. Hermann, juge de paix à Excideuil, auxquels appartenaient les traits présentés par M. Hardy, les ont généreusement offerts au Musée de Périgueux. L'assemblée leur en témoigne sa vive reconnaissance.

M. LE PRÉSIDENT a reçu également pour le Musée départemental :

De M. Bonhomme, chef de bureau à la mairie de Périgueux, la monnaie consulaire en argent, de la fa-

mille Scribonia, montrée par M. Hardy à la dernière séance ;

De M. Fournet, ébéniste à Saint-Georges, un grand blanc de Charles VIII et des deniers de Louis XIII ;

De M. de Lentilhac, secrétaire général de la Société d'agriculture, une clef en fer du moyen-âge, des deniers tournois du xvii^e siècle, une plaque en métal représentant les armoiries de l'abbaye de Vauclaire, DOMVS VALLIS CLARAE, et un livre dont le titre arraché paraît être *L'arte de scribere diverse varie sorti de littere, per Iacomo Romano, Roma 1588*. La couverture en basane porte sur les plats les trois initiales P. D. B., et au-dessus et au-dessous le signe l'S fermé (*fermesse*), espèce de paraphe signifiant fermeté et fréquemment employé au xvi^e siècle.

M. DE LA BATUT dépose sur le bureau un Denier-lion en or d'Edouard III et plusieurs monnaies du prince de Galles, fils d'Edouard III, au type de la grand'nef ; il offre aussi au Musée trois Hardits en argent du même prince.

M. le Conservateur du Musée remercie tous ces donateurs.

M. DE FAYOLLE fournit ici quelques explications sur la plaque d'armoiries de Vauclaire. « Je n'en ai trouvé le dessin, dit-il, ni dans l'ouvrage de M. de Froidefond, ni dans celui de M. de Bosredon. Mais est-ce bien un sceau ? Vous allez en juger :

» M. de Lentilhac étant un jour chez son cousin, M. Rives, alors propriétaire de l'abbaye, ces messieurs, se livrant à des recherches inspirées par divers motifs, découvrirent dans les combles de la maison une pierre de grès du pays, ayant environ 0,40 cent. de côté, couverte de poussière, et paraissant porter une gravure. Ils la descendirent, la nettoyèrent et y ayant trouvé une gravure en creux représentant des armoiries, ils firent fondre des balles de plomb, coulèrent le plomb fondu dans le creux et en retirèrent une empreinte très-bien réussie.

» C'est cette empreinte que j'ai présentée à la Société. Ce sont bien les armoiries de Vauclaire : la légende DOMVS VALLIS CLARAE ne permet pas d'en douter.

» Mais une pierre, surtout une pierre de cette dimension,

ne pouvait évidemment pas servir de cachet. Était-ce un moule ? Il est certain qu'elle donne une empreinte tournée dans son vrai sens. Malheureusement la pierre fut abandonnée et roule peut-être aujourd'hui dans les décombres. Les PP. Chartreux pourraient la faire rechercher. »

M. LE PRÉSIDENT présente ensuite un testament mystique de 1712 qui a été cacheté de cire noire par le P. Perrodau, augustin de Périgueux, avec une pierre antique, de la fin du III^e siècle, servant de cachet. Le sujet représente une femme debout, sur le point de saisir un papillon : c'est probablement l'image de Psyché. M. le Président ajoute que, parmi les médailles qu'il a achetées autrefois de M. d'Authéville, il a découvert un beau médaillon contorniate qui sera dessiné dans le *Bulletin* et qu'il place sous les yeux de l'assemblée ; d'un côté se voit le cocher Asturius debout entre des vases d'où sortent des palmes, de l'autre le quadrigé et l'indication du nom du cheval *Botrocalès*.

M. DE FAYOLLE donne communication d'une note intéressante à laquelle il a joint un dessin, sur un nouveau *cluseau* qui vient d'être découvert au château de Montardy, commune de Brassac, à quinze mètres du premier. C'est encore un souterrain, comme il y en a tant en Périgord, avec ses chambres, ses couloirs étroits et tortueux, ses rainures, ses meurtrières, etc., mais avec quelques particularités qui rappellent une des issues du souterrain du *Roi des Chausées*. M. de Fayolle est prié d'entreprendre un travail d'ensemble sur ces constructions curieuses et d'en dresser une carte pour tout le département. Dans ce but, M. le Président invite les membres de la Société qui possèderaient des documents relatifs aux *cluseaux* existant dans notre pays à vouloir bien les communiquer à M. de Fayolle. En attendant, sa Note sur le cluseau de Montardy sera publiée dans le *Bulletin* avec le dessin.

M. LE PRÉSIDENT met sous les yeux de l'assemblée un fragment de terre cuite portant quelques lettres en creux d'une inscription latine DEFVNC, et l'empreinte en cire du sceau du chantre de Sarlat, S. CANTORIS SARLATENSIS : le sceau lui-même appartient à M. Charles Rey,

dont la collection a été exposée cette année à Périgueux, dans la galerie des Beaux-Arts.

De son côté, M. D'ARTENSEC DE VERNEUIL nous envoie l'empreinte du sceau qui lui a été donnée à Périgueux, il y a quelques jours, de l'assemblée électorale du département de la Dordogne, portant la couronne royale et dans le champ les trois fleurs de lys avec ces mots : LA NATION, LA LOI ET LE ROI.

M. Philippe DE BOSREDON nous signale dans le *Polybiblion* un article sur le livre de M. Aimé Chérest, *L'Archiprêtre*, que nous reproduirons. Arnaut de Cervole, l'archiprêtre de Vélines, est en effet une célébrité périgourdine dont l'histoire est curieuse et fort peu connue.

M. DE ROUMEJOUX donne ensuite communication d'une étude archéologique qu'il accompagne d'un dessin sur l'ancien logis des abbés de Chancelade, la chapelle Saint-Jean ou chapelle du cimetière et sur l'église abbatiale devenue maintenant paroissiale. Ce travail consciencieux sera publié avec le dessin dans notre *Bulletin*.

M. Albert DE MASSOUGNES nous adresse deux mémoires manuscrits, d'abord la suite des *Notes historiques sur quelques fiefs du comté de Périgord, relevant de l'évêché d'Angoulême*, Saint-Martin, St-Front, Nontronneau, partie de Javerlhac, Grésignac ; puis une série de pièces tirées des cartulaires d'Angoulême et concernant *Le Bourg des Maisons*, dépendance de l'abbaye de Saint-Cybard d'Angoulême. Tous ces documents, dont l'assemblée prend connaissance, seront publiés dans nos annales.

M. POUYADOU nous communique les copies de deux actes notariés de 1779 : l'un est un acte de protestation du fondé de pouvoir du seigneur de Grésignac, qui se présente au château de Mareuil pour rendre hommage au comte de Périgord et n'y trouve que la femme du portier, la nommée Margoton ; l'autre est un titre par lequel les habitants de Verteillac autorisent les syndic et collecteurs à rayer du rôle des tailles et impositions six enfants mineurs qui en sont exemptés en leur qualité de bourgeois de la ville de Périgueux. Ces deux pièces intéressantes paraîtront dans le *Bulletin*.

Enfin M. LE PRÉSIDENT offre à la bibliothèque des Archives départementales un factum imprimé de 1739 pour le sieur Pierre Roche, écuyer, sieur de Cavillac, contre le sieur Pierre de Borros, écuyer, sieur de Gamanson, appelant d'une sentence du sénéchal de Périgueux, et un tableau généalogique manuscrit de la famille de Roche en Périgord, dressé par M. de Mourcin en 1829.

Il reste à procéder à l'élection de deux candidats qui désirent entrer dans notre association. Après deux votes successifs sont déclarés admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M^{me} Jules CHADEAU, calle Chacabuco, n° 124, à Buenos-Ayres (République Argentine), présentée par M. Villepelet et M. Jules Clédât ;

Et M. COURRIÈRE, négociant, à Jarnac (Charente), présenté par MM. Mariaud et Labuthie.

La séance est levée à deux heures et demie du soir.

Le Secrétaire-Général, Ferd. VILLEPELET.



Séance mensuelle du jeudi 2 septembre 1880.

Présidence de M. le docteur GALT.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. de Froidefond, le marquis de Fayolle, le vicomte de Lestrade, le marquis d'Abzac de La Douze, le marquis de Chantérac, Jean Dupuis, le comte Gérard de Fayolle, Maurice, Henri de Montégut et Crédot.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT énumère les ouvrages qui ont été envoyés à la bibliothèque dans le courant du mois dernier :

Le *Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France*, 1^{er} trimestre 1880, contenant le discours du président sortant, M. Heuzey, où est rappelé l'ordre du jour fameux, adopté par

cette assemblée : « *La Société des Antiquaires de France est opposée, en principe, à toute restauration.* » C'est aussi l'opinion de notre Société, dont les membres ont assisté avec tristesse à la démolition pièce à pièce de notre cathédrale de Saint-Front;

Le *Bulletin de la Société historique et archéologique de la Charente*, tome II, cinquième série, années 1878-1879, relatant, d'après M. de La Faye Maillard, demeurant à Mareuil (Dordogne), dont l'opinion a été consignée dans le *Journal historique des matières du temps* (février 1731), l'existence, au bourg de Gurat, en Angoumois, d'une fontaine d'eau dormante où les poissons sont tous borgnes du même œil ; — consignant, à la page XLIV, un présent de truffes fait en 1774 par le corps de ville d'Angoulême à M^r le comte d'Artois, à M. de Beaumont, son intendant et à M. de Bastar, son chancelier, coutume qu'observaient fidèlement les maire et consuls de Périgueux à l'endroit des gouverneurs de la Guienne ; — signalant, à la page XLVIII, un manuscrit, daté à plusieurs endroits d'époques comprises entre 1725 et 1740, et renfermant plusieurs portraits, notamment celui de Voltaire ; — faisant connaître, à la page LXX, que certains grands silex plats, taillés en forme de hache, et se trouvant quelquefois dans les collections publiques et particulières, sont de fabrication récente et servaient encore aux papetiers d'Angoulême pour polir les cartes à jouer ; — rapportant la découverte, dans les fouilles pratiquées au théâtre des Bouchauds, de briques percées de longs clous en fer, qui rappellent un système de revêtement de marbre retenu par des crochets analogue à celui de la tour de Vésone ; — et relevant enfin, pour faire suite au travail de notre savant vice-président M. Ph. de Bosredon sur les *Monuments et gisements de l'âge de la pierre en Périgord*, plusieurs découvertes opérées par M. Chauvet dans les communes de Beaussac et de Ladosse, canton de Mareuil ;

Les *Mémoires et Comptes-rendus de la Société scientifique et littéraire d'Alais*, année 1879, tome XL, 1^{er} bulletin ;

Le *Giornale araldico de l'Académie de Pise*, n^o 1, juillet 1880 ;

Le *Bulletin du Bouquiniste* n^o 543, 1^{er} septembre 1880.

Des remerciements sont exprimés aux donateurs.

M. LE PRÉSIDENT prend aussitôt la parole et s'exprime en ces termes :

« Nous avons à vous entretenir d'une acquisition nouvelle faite par notre Musée. Elle se compose d'un groupe de boiserie en noyer sculpté, dont quelques-unes rappellent le faire des grands sculpteurs du xvii^e siècle, et dont quelques autres sont analogues à celles que possèdent les églises de Saint-Front de Périgueux et de Saint-Etienne de la Cité; mais, en majeure partie, elles sont plus soignées dans les détails et accusent un dessin habile et une exécution magistrale.

» Ce sont : 1^o Un fronton brisé, à double corniche, portant sur ses rampants deux figures de femme couchée exprimant la douleur. Les chapiteaux composites qui les soutiennent sont adaptés à des colonnes torses auxquelles s'enroulent des ceps de vigne. Le travail de ces colonnes est un peu lourd et est postérieur au fronton, qui est du xvi^e siècle. Ce membre d'architecture pourrait avoir surmonté une *pieta* ou un tombeau ;

» 2^o Parties supérieures de deux rétables de deux petits autels. Fronton en anse de panier, coudé à sa retombée, que soutiennent de fines et élégantes colonnes torses d'ordre composite, autour desquelles grimpent des pampres avec grappes de raisin. Dans le fronton, deux enfants tiennent élevée une couronne ducale; au-dessous d'eux, de chaque côté, tombent, soutenues par des nœuds de ruban, des guirlandes de fleurs et de feuilles. Au bas, sur le milieu d'une plinthe ornée, fait saillie un cul-de-lampe destiné à recevoir une statue. Le tout a été peint en blanc et en bleu récemment, ce qui donne à ces sculptures l'aspect des faïences de l'école de *Lucca della Robbia* (hauteur 2^m; largeur 1^m55) ;

» 3^o Devant d'autel rectangulaire, en forme de frise, de 1^m96 de largeur sur 0^m70 de haut entre tableau ou encadrement. C'est un épais madrier de noyer d'une seule pièce, détaché du cœur de l'arbre, largement et profondément refouillé par l'artiste qui l'a couvert de fouillages en rinceaux. Au centre a été ménagé un médaillon, entouré d'une couronne de laurier, où est représenté l'évangéliste saint Marc,

le patron probablement de la paroisse d'où proviennent ces boiseries ;

» 4° Deux autres devants d'autel plus petits (1^m30 de largeur sur 0^m60 de haut), en noyer, d'une seule pièce avec rinceaux, exécutés également avec un grand talent. Le médaillon central représente dans l'un le buste de la Vierge élevé sur piédouche, et dans l'autre le buste de saint François-Xavier ;

» 5° Deux guirlandes de fleurs, un cul-de-lampe à coquille, deux chérubins sortant du milieu du feuillage ;

» 6° Cinq statuettes, deux saints évêques et trois évangélistes ; saint Marc seul a, à côté de lui, le bœuf qui le caractérise. Ces statuettes sont, en général, d'un travail médiocre.

» D'où proviennent ces précieux débris ? Certainement d'une église de la Dordogne. Le marchand qui les a cédés nous en a fait un mystère. Nous ne chercherons pas à le pénétrer. Mais comment se fait-il qu'après tant de recommandations adressées aux prêtres de son diocèse par notre savant et vénéré confrère M^{sr} l'évêque de Périgueux et de Sarlat, il puisse y avoir un conseil de fabrique, assez peu soucieux des vieux souvenirs et des monuments anciens de nos églises qui commandent le respect, pour avoir jeté à la porte du sanctuaire, où elles furent si longtemps un objet de prière et de culte, toutes ces charmantes œuvres qui, heureusement et sûrement abritées, aujourd'hui, dans notre Musée, ne périront pas ? Nul doute que le bon prêtre qui trouvait son église mal ornée n'ait remplacé ses *vieilleries* par des autels de marbre comme on en fabrique de nos jours, de tous styles, byzantin, roman, ogival, etc., etc., qui pour nous ne sont que pitoyables, et surtout sont privés de tout caractère religieux. »

L'assemblée applaudit aux paroles de M. LE PRÉSIDENT et espère qu'en signalant un pareil abus et une pareille indifférence en matière d'art, on ne verra plus désormais se reproduire cet acte de vandalisme.

M. LE PRÉSIDENT a reçu de M. Dujarric-Descombes, que ses devoirs professionnels empêchent d'assister à la séance, deux communications intéressantes : par la première, notre laborieux confrère, en s'associant à l'opinion exprimée par

M. le marquis de Fayolle sur les travaux exécutés aux Arènes, espère que si un jour cet édifice peut être déblayé, on recherchera la tombe de cet excellent évêque M^r de Francheville, laquelle est restée intacte sous les ruines de l'église des Visitandines. Par la seconde, M. Dujarric-Descombes rend compte de l'étude si savante de notre érudit confrère M. Léon Clédât, intitulée : *Du rôle historique de Bertrand de Born*. — Après lecture, la Société décide que l'article et le rapport de M. Dujarric-Descombes seront insérés au *Bulletin*.

M. Jean DUPUIS présente une monnaie de Périgueux aux cinq œils offrant la légende : *Lodoïcus Egoïssius*; elle a été trouvée par un laboureur à Chercuzac.

M. H. DE MONTÉGUT demande la parole pour lire un document daté du 17 novembre 1599, ayant pour titre : *Confidences de l'évêché de Périgueux*, et qui a trait aux conditions dans lesquelles s'opérait, paraît-il, à cette époque, la vente de ce bénéfice.

Sur la demande de M. LE PRÉSIDENT, M. H. de Montégut fait connaître qu'il doit annexer la pièce authentique à son mémoire sur les *Etats du Périgord*.

M. H. DE MONTÉGUT signale ensuite un procès-verbal dressé en 1524, et dont il cite plusieurs passages, où le père de La Boétie est ainsi désigné : *M^r Antoine Boyti, licencié ès-droit, syndic des Etats du Périgord*.

La Société exprime le désir d'obtenir un *fac-simile* du passage dans lequel le nom du père de La Boétie est ainsi écrit.

Avant de clore la séance, M. LE PRÉSIDENT fait voter sur l'admission de quatre nouveaux membres qui ont témoigné le désir d'entrer dans notre association. Après plusieurs votes d'acclamation, sont déclarés admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. le comte Henri BOUDER, membre du Conseil général de la Dordogne, à Lamonzie-Saint-Martin, présenté par M. Hoarau de la Source et M. le docteur Galy ;

M. le docteur LAROCHE, de Montignac, présenté par M. Philippe de Bosredon et M. l'abbé Carrier ;

M. PAPPON, propriétaire au château de La Vallade, com-

mune de Tocane-Saint-Apre, présenté par M. Maurice et M. Jean Dupuis ;

M. VOLVEIX (PAUL-MICHEL), homme de lettres, à Périgueux, présenté par M. Eugène Roux et M. Crédot.

La séance est levée à deux heures et demie du soir.

Le Secrétaire-adjoint, P.-J. CRÉDOT.

DENIER EN PETIT BRONZE DE J. CRISPE,
FILS DE CONSTANTIN.

VARIÉTÉ INÉDITE.



D. = JVL. CRISPVS. NOB. C. (*Julius Crispus nobilis Cæsar*).

Buste casqué et cuirassé, tourné à gauche. Crispe tient une lance posée sur l'épaule droite ; il porte au bras gauche un bouclier sur lequel on distingue cinq personnages : deux debout, en costume impérial, la tête laurée, cuirassés et paludamentés, tendent la main à deux autres qui, dans le même costume, s'avancent vers eux en montant les degrés d'une estrade ; derrière le premier groupe, un soldat casqué tenant un large bouclier.

R. = BEATA TRANQVILLITAS.

Dans le champ, un autel carré avec socle et corniche ; au-dessus, un globe surmonté de trois étoiles ; sur le dé :

VOTIS XX (*voſis vicennialibus*) ; à l'exergue TR. P. (*Treueris percussa*) (*moneta*), monnaie frappée à Trèves.

De ſemblables petits bronzes ſe trouvent communément à Périgueux, dans les jardins de la Cité d'où celui-ci provient ; mais ſur cet exemplaire, la ſcène représentée au centre du bouclier de Crispe eſt juſqu'à préſent unique. Nous croyons pouvoir y reconnaître la ſolennité de proclamation du titre de *César* faite par les empereurs Conſtantin le Grand et Licinius en faveur de leurs fils Crispe, Conſtantin jeune et Licinius jeune. On ſait que ce dernier, à cauſe de ſon jeune âge, n'assista pas à la cérémonie qui eut lieu en 307 à Serdiſque, ville de la Dacie ou de la Méſie.

Conſtantin, debout, la tête laurée, paludamenté et cuirassé, a à ſa droite Licinius ; derrière lui, le préfet de la garde pré-torienne, garde ſi dangereuſe pour les empereurs et dont il ſe débarrassa. Ils tendent la main aux deux princes qui portent, eux auſſi, la couronne de laurier, le manteau impérial et la cuirasse. On ne ſaurait confondre ces deux derniers personnages avec des chefs Sarmates, Daces ou Germains, venant faire acte de ſoumiſſion devant les Empereurs. Sur les médailles de cette époque, ſur celles de Crispe en particulier, les vaincus portent la longue chevelure ; quelquefois ils ſont imberbes, mais leur attitude eſt toujours humiliée, la tête courbée et ils ont les mains attachées derrière le dos ; ils portent les anxirides ou les braies.

Il eſt probable que ſi Crispe, *nobilis Cæſar*, eût régné, il eût été digne du ſurnom de Trajan *Optimus*. Sa fin fut déplorable. Tant de gloire, de renommée acquiſe ſi jeune ne firent naître dans l'âme du père que de la jaloſie ; il vit dans ſon fils un rival, déjà un ſuccesseur que bientôt l'armée acclamerait. Il eut une occaſion de ſe délivrer de cette crainte et il la ſaisit : Crispe fut ſacrifié. Fausta, femme de Conſtantin, éperdûment éprise de Crispe, ne pouvant parvenir à le séduire, nouvelle Phèdre, le dénonça à ſon mari comme ayant voulu attenter à ſon honneur. Crispe fut mis à mort. Mais ſon innocence était trop évidente, elle fut preſque auſſitôt reconnue. Alors Conſtantin eut peut-être quelque remords ; il était cou-

tumier de pareils crimes. N'avait-il pas fait étrangler son beau-frère Licinius, père, et assassiner le fils, âgé seulement de onze ans, le fils de sa sœur. Fausta fut étouffée et il éleva à Crispe une statue d'or.

Il semble que les officiers monétaires de Trèves se soient plu à rappeler sur les monnaies à l'effigie de Crispe la gloire d'un jeune général dont ils avaient vu les succès contre les Germains. M. J. Roman nous a fait connaître, dans l'*Annuaire de la Société française de numismatique* de 1860 un petit bronze du même type que le nôtre ; mais, sur le bouclier, Crispe est représenté couronné par une victoire ailée au moment où, de retour de la guerre, il est accueilli par l'Empereur qui lui tend la main. On le voit, cette pièce, moins chargée de détails que celle que nous reproduisons, est aussi une glorification du jeune César. La lance que porte Crispe est probablement l'*angon*, arme des Francs. Elle est dans ses mains l'attestation de sa valeur militaire contre ce peuple invincible (*gens inclyta*). Fils de Constantin et de Minervine, Crispe naquit l'an 300 en Orient. Confié aux soins de Lactance, le célèbre orateur l'instruisit et le façonna aux vertus civiles, militaires et chrétiennes. Crispe mérita vraiment le titre d'*illustre* qu'on lit sur sa monnaie.

Au point de vue de l'art, cette pièce est très-intéressante, son exécution est remarquable ; le graveur a reproduit avec la plus précieuse délicatesse le profil charmant du jeune prince, les détails de fine ciselure du casque et de la cuirasse ; on peut compter à la loupe les têtes de rivets qui consolident et ornent les armes de bronze. On distingue au poignet un magnifique bracelet de perles et tous les détails d'une tête de béliet, et non de femme ou de Méduse, comme notre dessinateur l'a figurée. Comment se fit-il que pendant que la Gaule possédait de pareils artistes, Rome n'en avait aucun capable de sculpter les bas-reliefs qui devaient orner l'arc-de-triomphe élevé à Constantin après la victoire de Maxence, car il fallut dépouiller l'arc de Trajan pour décorer celui de Constantin. Avec ses dieux, Rome avait perdu l'art qui lui servait à les honorer.

E. GALY.

LA DESTRUCTION DU CHATEAU DE VITRAC

DANS LE SARLADAIS.

On s'en souvient peut-être (1), Gilbert de Domme fut amené à aliéner entre les mains de Bertrand de Casnac son château de Vitrac. Il dut consentir cette vente dès avant l'année 1369, ainsi que cela résulte d'une lettre du duc d'Anjou ordonnant le paiement de 80 francs d'or à Bertrand de Casnac, seigneur de Vitrac en Périgord, pour l'achat d'un coursier qui lui faisait besoin (2).

Quelques années plus tard, le 19 d'octobre 1378, une bande anglaise, commandée par un des chefs de routiers les plus renommés, Peyrot le Béarnais (3), s'emparait par surprise du

(1) Voir *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, t. V, p. 252.

(2) Voici le texte inédit de cette lettre :

« Loys filz de Roy de France, frère de Mons. le Roy et son lieutenant es parties de La Langue doc, duc d'Anjou et conte du Mayne, à nostre amé Estienne de Montmegam, trésorier des guerres de Monsgr et de nous esdites parties, salut. Nous vous mandons et commandons si a... et si estroitement comme plus povons que tantost et sans aucun delay, ces lettres leues et sanz attendre autre mandement de nous, paieiz, baillez et delivrez à messire Bertran de Casnac, chevalier, seigneur de Vitrac en Pierregor, la somme de quatre vinz franz d'or, lesquieux nous lui avons donez et donons par ces presentes, à prendre et à avoir pour une fois des deniers de vostre rescepte, pour acheter un corssier, lequel lui avait besoing pour servir mons. et nous, en ces présentes guerres, et pour faire aucuns voyages en Pierregor, desquieux nous l'avons enchargé et par rapportant ces presentes et lettre de quittance de lui de ladicte somme ; nous voulons et mandons à nos amez feaulx les Gens des Comptes de mons. à Paris que icelle somme de IIIJ^{xx} frans d'or. il alloint en voz comptes et la rabatent de vostre recepte, sanz aucun contredit ou diffc. [quelc or] den. mandem., inhibitions ou deffences a ce contraires en aucune manière nonobst. Donné à Bédiers le XI... l'an de grâce M^{ccc}CLXIX par mons. le Duc. » Et plus bas « Goveneur. »

Scellé d'un sceau couvert de fleurs de lys sans nombre.

Coll. Lespine, t. 78 d'après un original en parchemin compris dans les manuscrits de la collection Gaignères.

(3) L'historien Froissart fait tenir à l'un des plus redoutés capitaines de routiers, Émerigot Marqués, le langage suivant, qui prouve quelle réputation s'était ac-

château, mal gardé par Bertrand de Casnac, s'y installait et profitait de cette conquête pour faire des courses dans la direction de Sarlat et de Domme. (Chanoine Tarde.)

Au mois de février 1379, une trêve fut conclue entre Anglais et Français, dans laquelle se trouva compris le capitaine de Vitrac (4). Mais cette trêve dura peu, si elle fut jamais observée. Les routiers anglais, qui paraissent avoir voulu les premiers la rompre, tombèrent dans une embuscade que leur tendirent le maréchal de Sancerre et le sénéchal du Périgord ; ils furent taillés en pièces ou faits prisonniers. Les Français couronnèrent leur succès en recouvrant le château de Vitrac, et pour empêcher le retour des Anglais dans le pays, ils se décidèrent à le raser, malgré l'opposition de son ancien possesseur, Bertrand de Casnac.

« Au commencement d'avril, dit le chanoine Tarde, Loys de Sancerre, mareschal de France, et Pierre de Marny (Mornay), seneschal de Périgord, estant à Sarlat avec nombre de gens de guerre, ont advis que les Anglais de la garnison du fort de Vitrac, de Montvalen, de Millac, Palluel

quise Perrot le Béarnais à la prise du château de Chalucet : « Que nous estions réjouis, disait Emerigot à ses compagnons, quand nous chevauchions à l'aventure et que nous pouvions trouver sur les champs un riche prieur ou marchand, ou une route de mulets de Montpellier, de Narbonne, de Limoux, Beziers, Toulouse, Carcassone, chargés de draps de Bruxelles, de Molervilliers ou de pelleteries venant de la foire du Landit, ou d'épiceries venant de Bruges, de draps de soie de Damas ou d'Alexandrie ! Tout estoit nostre ou rançonné à nostre volonté. Tous les jours avions novel argent. Les vilains d'Auvergne et de Limosin nous pourvoyoint et apportoint en nostre chastel les blés, la farine, le pain tout cuit, l'avoine pour les chevaux, la litière, les bons vins, les bœufs, les brebis, les moutons tout gras, la poulaille et la volaille. Nous étions servis, gouvernés et étoffés comme rois, et quand nous chevauchions, tout le pays trembloit devant nous. Tout estoit nostre allant et retournant. Comment primes-nous Carlat, moi et le bourg de Caupène ? Et Chaslucet, moi et Perrot le Bearnais ? Comment eschelâmes-nous, vous et moi, le fort château de Marquet... ? »

La prise du château de Chalucet fut d'ailleurs pour Perrot de Béarnais le prélude de nombreuses incursions en Limousin et jusqu'à La Rochelle. Quelques années plus tard (1405), ce routier fut rappelé dans le Sarladais par le seigneur de Limeuil, qui venait de passer dans le camp anglais.

(4) La chronique patoise de Bergerac fait mention, à la date du 13 février 1378 (v. st.), de la publication à Bergerac d'une suspension d'armes accordée par les capitaines de Libourne et de Fronsac, et dont ils donnèrent avis « al sir de Duras, al

et autres, alloient en quelque entreprise, font dessein de les attaquer en chemin, et pour avoir des forces davantage, prennent de Sarlat un bon nombre d'hommes et escrivent au seigneur de Baynac, qui vient avec 60 hommes bien armés. Ils se vont mettre en embuscade près de Salignac, où ils scavoient que les Anglois devoient passer; ils se despartent en deux bandes, le mareschal commandoit en l'une, et le seneschal avec le seigneur de Baynac en l'autre. Les Anglois ne manquent point de venir, s'engager entre les deux troupes où ils sont chargés si brusquement et si courageusement par les François que une grande partie demeure sur la place; quelques-uns se sauvent à la fuite et plusieurs sont faicts prisonniers, entre lesquels est Peyrot le Biarnoïs, capitaine du fort de Vitrac. Après cette victoire, le mareschal se retire et les Sarladais, se servant de l'occasion, prient instamment le seneschal d'aller avec les forces qu'ils avoient présentement en main, assiéger le fort de Vitrac, lequel seroit aisé à forcer, attendu qu'ils tenoient prisonnier le capitaine, et que la plus part de la garnison avoient été tués ou estoient prisonniers. Le seneschal, acquiesçant à la prière des Sarladais, va sans se divertir ailleurs attaquer ce fort, lequel est prins sans grande résistance et remis soubz l'obeyssance du roy. Les habitans de Sarlat voyant ce fort en la puissance du seneschal luy représentent de quelle importance il estoit, à cause du passage de la rivière, qu'il avoit extremement incommodé tout le temps pendant six mois que les Anglois l'avoient possédé et partant le supplient ordonner qu'il soit razé. Bertrand de Cazenac, à qui ce fort appartenoit, s'oppose à la démolition. Les habitans maintiennent que Cazenac l'avoit par sa négligence laissé prendre aux Anglois (1). Le seneschal en escript au mareschalet, ayant receu son advis, somme de Cazenac de déclairer s'il avoit moyen d'y entretenir une garnison, et s'il peut bailler caution, de le bien et fidelement garder soubz l'obeyssance du roy. Cazenac ayant déclairé ne pouvoir faire l'un ny l'autre, le seneschal par sentence donnée sur le lieu le 16 avril 1379, ordonne qu'il soit razé, ce qui est sur le champ et le jour mesme exécuté, avec inhibitions et deffenses audit Cazenac et à ses successeurs de jamais y rebastir, et d'autant que ledit de

senhor de Montferrand, al capit. de Vitrac, al de puech Gull (em), al capit. de Gayag ». Cette trêve s'étendait à toutes les châtellenies deçà la Dordogne et devait durer jusqu'à la fête de Noël (msc. Lespine, t. 51).

(1) On a vu dans la notice sur Gilbert de Domme publiée dans le tome V du *Bulletin* qu'en 1358 les Sarladais avaient démoli le château de La Rode, appartenant à Bertrand de Casnac, et que ce seigneur avait été fort sensible à cette mesure. Il est probable que le temps, au lieu d'apaiser cette querelle, ne fit que l'envenimer. L'on s'explique alors parfaitement l'insistance des Sarladais auprès du sénéchal de Périgord et les récriminations du sire de Casnac.

Cazenac menassait lesdicts habitans de Sarlat en général et particulier comme auteurs de la demolition, ils obtindrent lettres du roy données à Paris, le 1^{er} de juin suivant, portant approbation du razement, ratifiant les inhibitions faictes audict de Cazenac et à ses successeurs de jamais ne plus y rebastir (1); lesquelles lettres furent publiées à Sarlat le 6 d'aoust de la mesme année 1379. »

Ainsi fut détruit le château de Vitrac. Le temps a depuis achevé l'œuvre des hommes, et il faut aujourd'hui une certaine recherche pour retrouver sur la hauteur dont la Dordogne baigne le pied rocheux, dans la propriété de M. Montazel, quelques vestiges de l'ancien château.

G. MARMIER.

(1) L'original de cette pièce se trouve conservé dans la collection de M. l'abbé Audierno. En voici le texte d'après le t. 68 de la collection Lespine.

« Karolus Dei gracia Francorum rex senescallo Petrocorensi vel ejus locum tenenti salutem. Gravem querimoniam dilectorum nostrorum habitatorum ville et civitatis Sarlatensis recepimus, continentem quod, licet per vos, senescallum, castrum seu fortalissium de Vitrac, — quod inimici nostri longo tempore detinuerant occupatum, et per illud multa dampna et gravamina irreparabilia flabitatoribus predictis et toti patrie intulerant, quod quidem castrum a manibus dictorum inimicorum manu armata recuperastis, — fuit ad diruendum et demolandum condemnatum, ordinando quod ex tunc in loco predicto non fieret fortalium seu edificium quodcumque, ac ex ordinatione vestra tam per vos quam per habitatores de Sarlato et alios totius patrie de Sarlato destructum et demolitum existerit, nichilominus Bertrandus de Casnaco, miles, quondam dominus dicti loci de Vitrac prefatos conquerentes minatus fuit et minatur, et occasione premissorum, quamvis auctoritate nostra et de precepto vestro facta fuerunt, ut prefertur, nititur dampnificare et gravare in nostri contemptum eorumque prejudicium et gravamen, sicut dicunt, supplicando per nos sibi super hec de remedio provideri. Quocirca nos premissis attenti vobis mandamus, si necesse fuerit committentes, quod, si sit ita, prefato militi ex parte (nostra) inhibeatis seu inhiberi faciatis sub omni pena quam erga nos incurrrere posset, ne occasione premissorum prefatis conquerentibus aut ipsorum alteri, quos et eorum quemlibet in nostra salva et speciali gardia ad hoc suscipiatis, in corporibus sive bonis attemptet aut forefacere presumat; ipsum, si contrarium facere seu attemptare presumpserit, taliter propter hoc puniendo, quod idem conquerentes in tuto remaneant, nobisque propter hoc in sui defensionem non redeant querelosi, inhibeatisque dicto militi ne in dicto loco de Vitrac contra ordinationem vestram predictam edificent quoquomodo, et si de facto edificare presumpserit in eodem, ipsum ad desistendum ab eodem edificio viriliter compellatis, litteris super hoc in contrarium impetratis vel impetrandis nonobstantibus quibuscumque. Datum Parisiis die prima Junii, anno Domini millesimo trecentesimo LXX nono et regni nostri XVI. — Per regem ad relationem consilii.

Signé : BLANCHER.

VENTE DE LA CHATELLENIE DE VERNH.

Le titre intéressant et très-volumineux que la Société nous a chargé d'analyser renferme tous les éléments de la vente de la châtellenie de Vernh, faite à Jehan d'Abzac, seigneur de La Douze et de Reillac, par Alain d'Albret, comte de Dreux, de Gaure, de Penthievre et de Périgord, vicomte de Tartas et de Limoges, et seigneur de Béarn, stipulant en son nom personnel et comme représentant légitime de ses deux fils, Jean, roi de Navarre, comte de Foix et de Bigorre, et Gabriel, seigneur d'Avesnes.

Cette charte, en rouleau de 3 mètres 50 de longueur, remarquable par la beauté et la bonne conservation des caractères, débute par la formule royale en langue latine, exposant brièvement les faits de la cause et soumettant l'affaire à l'examen du Parlement de Bordeaux. Puis vient la requête, présentée en français par M^e Antoine Du Pré, au nom de Jehan d'Abzac, et par Jean Maleret, au nom d'Alain d'Albret, à l'effet d'obtenir de la Haute Cour la ratification des actes accomplis entre les parties.

Enfin, nous arrivons à la série des documents soumis à l'appréciation des juges. Le premier est le contrat de vente passé au palais archiépiscopal de Toulouse le 18 décembre 1484.

Il nous apprend que dans la châtellenie de Vernh étaient compris la forêt de Puy-Auriol, le mas de La Reillie et diverses dépendances situées dans la paroisse de Lacropte. Nous y trouvons aussi, naïvement racontée, la cause de l'aliénation de ce domaine. Alain d'Albret avait heureusement négocié le mariage de Jean, son fils, avec Marguerite de Foix, comtesse de Foix et de Bigorre ; mais cette alliance accomplie, Jean de Foix, vicomte de Narbonne, à l'appui de nous ne savons quelles prétentions ou pour satisfaire nous ne savons quelles rancunes, envahit avec une multitude de gens d'armes les Etats de la maison d'Albret et s'empara même de diverses places. Alain se vit donc obligé, pour défendre ses

possessions et recouvrer les lieux tombés au pouvoir de l'ennemi, de lever à son tour une armée nombreuse et d'en prendre le commandement. De là des frais considérables aggravés par l'obstination d'un adversaire acharné ; de là aussi l'obligation impérieuse de sacrifier quelque seigneurie pour subvenir à des charges excessives. Le prix de vente est de 2,500 livres tournois. Moyennant le paiement de cette somme, non-seulement les terres, mais encore les revenus, droits et juridictions de la châtellenie, doivent appartenir à l'acheteur. Un seul privilège est réservé : l'hommage féodal, attribut essentiel du suzerain.

Jamais acte de ce genre ne fut en apparence entouré de garanties plus sérieuses pour l'acquéreur. Alain d'Albret renonce aux exceptions sans nombre que le droit romain mettait à la disposition des vendeurs mécontents ou de mauvaise foi. Si la valeur de la seigneurie de Vernh était réputée plus tard supérieure de plus de moitié à la somme versée entre ses mains, il fait à l'avance au seigneur de La Douze donation solennelle de la différence, donation irrévocable, même pour cause d'ingratitude, et cela, à cause des services gratuits et considérables qu'il a reçus de lui en plusieurs circonstances.

Ce n'est pas assez : il promet toute protection, abdique tout privilège, se soumet en cas d'infraction à ses engagements, à toutes les censures ecclésiastiques, et, dans cette même hypothèse, livre ses biens et ceux de ses fils à la contrainte des officialités de Toulouse, de Carcassonne, de Périgueux et de Limoges, à celle des sceaux royaux du Châtelet et d'un grand nombre de cours désignées.

Enfin, il confirme toutes ces promesses par un serment formel. Il le prononce à la manière des princes et des hauts personnages, la main droite posée sur sa poitrine :

Et ad maiorem firmitatem omnium premissorum habendam et perpetuo obtinendam, prenominatus Dominus Alanus Delebreto juravit more principum et potentissimorum virorum eius manu dextra supra pectus suum posita.

Les témoins de l'acte sont : Antoine de Salinhac, chevalier,

seigneur de Salinhac, et Raymond de Cardilhac, seigneur de Saint-Cir et de Cardilhac au diocèse de Périgueux.

Nous n'ajouterons plus qu'une observation à l'analyse de cette première pièce. La plupart des historiens désignent sous le nom de Catherine, la princesse appelée ici Marguerite. Nous nous bornons à signaler cette difficulté, laissant à de plus savants le soin de la résoudre.

Le second document est une transaction passée le 8 avril 1496 dans la ville de Thiviers (*in villa de Tiberio*) devant Jauvert de Vaux et Jacques Buret, notaires royaux et jurés de M^{re} les sénéchal et official de Périgord, entre Alain d'Albret et Jehan d'Abzac, seigneur de Reillac, représentant Jehan de Ladouze, son père.

Ce rom de transaction inspire un profond étonnement au lecteur du précédent acte, où le vendeur s'est livré pieds et poings liés, renonçant à tout recours, à toute exception. La surprise redouble quand on le voit choisir, parmi les divers moyens de droit, celui précisément dont il s'était plus spécialement interdit l'usage.

Après lesquelles comparicions sommées, les dictes parties ont dit, cogneu et confessé différant fut et plus grand pourrait estre entre le dit très hault et très puissant prince mondit seigneur d'Albret... d'une part, — et noble homme Jehan d'Abzac, escuyer, seigneur susdit de La Douze et de Reillec d'autre part.

Pour raison de ce qu'ils disaient scavoir le dit hault et puissant prince... qu'en faisant la dicte vendicion... il avait esté deceu doultre moitié de juste pris par quoy voulait recouvrer ladicte terre et seigneurie en payant ledit pris et loyaux décostemens ou quil lui fut supple et bailhe reaument et de fait la somme restant du légitime pris en regard au temps du contrault — disant que ainsi faire se devait de bonne raison. — Et de la partie du seigneur de La Douze fust dit au contraire que ladicte vendicion avait été faicte pour iuste et vray pris en regard au temps dudit contrault et que aussi il avait souffert de grans intérêts et dommaiges pour recouvrer et bailler ladicte somme de deux mille cinq cens livres tournoys audit très haut et très puissant prince et pour luy subvenir à ses affaires et à Messeigneurs ses enfans...

Par quoy disait ledit seigneur de La Douze nestre tenu en plus grant somme mesmement. Car si la dicte terre et seigneurie de Vernh et aultres choses vendues étaient de plus grand extimacion et valeur, ledit hault

et puissant prince avait donné audit seigneur de La Douze la plus grant valeur pour les causes contenues esdictes lettres de vendicion.

Alain d'Albret se prétendait donc « deceu doultre moitié du vrai pris » et Jean de La Douze opposait à juste titre à sa réclamation, dans le cas même où elle serait justifiée, la donation qu'il lui avait faite. Cependant, soit qu'il eut conscience d'avoir conclu un marché très avantageux, soit qu'il craignît les dangers ou les lenteurs d'un procès contre un puissant adversaire, nous le voyons souscrire avec une facilité vraiment incroyable à un arrangement fort onéreux et s'engager à payer comme supplément de prix l'énorme somme de 6,500 livres tournoys.

Laquelle (suivant la naïve explication du texte) mondit seigneur a confessé avoir receue du dit d'Abzac pour toute plus valeur de la dicte terre et seigneurie et pour être convertie en l'affaire que ledict hault et puissant prince a de présent et payer la dot et mariage de damoiselle Louise d'Albret sa fille et de feue haulte et puissante princesse madame Françoise de Bretagne, en son vivant comtesse de Périgord, vicomtesse de Limoges.

En échange de cette prodigieuse concession, Alain d'Albret garantit à son acquéreur, tant en son nom qu'au nom de ses fils, dont il se fait fort d'obtenir le consentement, la paisible possession de la châtellenie de Vernh. Il s'engage en outre par serment :

A deffendre les dictes choses vendues envers tous et contre tous et expressément contre le seigneur d'Angoulesmes ou de lui ayant droit et cause et a voulu et promis ledit hault et puissant prince que se le dict seigneur d'Angoulesmes ou de luy ayant droit ou cause évinçaient ou recouvraient par aucte de justice la tierce partie de ladicte terre et seigneurie de Vernh et aultres choses contenues en la dicte vente, recompenser le dit seigneur de La Douze de l'extimacion et valeur en terre, seigneurie et justices de pareille preheminance et valeur quest et pourrait estre au temps de ladicte eviction est terres et chastellenies d'Ans et d'Auberoche ou de lune dicelles au choys dudit seigneur de La Douze ou de ses successeurs, et ont voulu les dictes parties que ce présent appointment soit decreté et approuvé par aucte de la Cour de Parlement et aultres ayant puissance.

Et constituèrent procureur à ce faire et ce consentir, c'est assavoir maltre

Pierre Arnault, Jehan Maleret, Guillaume Geneste, Anthoine Sapientis, Anthoine Dupré et Vincent de Bar, procureurs en la Cour de parlement à Bourdeaulx, et aussi Jehan de Linars, Pierre Neyret, Bertrand des Maisons Germain Fontault et tous aultres procureurs frequentans les dictes Cours de Parlement et de monseigneur le sénéchal de Périgord.

Il nous a semblé utile de citer ces noms, dont plusieurs sont aujourd'hui encore honorablement portés en Guienne.

Mais pourquoi, dans les lignes précédentes, l'intervention du seigneur d'Angoulesme est-elle plus spécialement prévue et visée ? Tenait-il ses droits d'une alliance avec la famille d'Albret, d'un mariage avec une sœur de la princesse Louise ? Nous ne savons, mais les appréhensions d'Alain se réalisèrent sans doute, le seigneur d'Angoulesme réussit à faire triompher ses revendications, et la compensation éventuelle stipulée dans la transaction en faveur de l'acheteur dut obtenir son effet. Telle est l'origine probable des juridictions et domaines possédés plus tard par les seigneurs de La Douze dans les châtellenies d'Ans et d'Auberoche.

Témoins : Maître Paul Gay, juge général de la vicomté de Limoges ; Jehan Guittard, licencié, Anthoine de Beaulieu, procureur de Montignac pour le seigneur comte et messire Anthoine de Coste.

Le troisième document est la ratification des précédentes vente et transaction par Jean d'Albret, roi de Navarre. L'acte est passé à Pampelune, au palais royal, à la date du 26 avril 1496, devant Jacques Buret, recteur de Saint Michel de Villadeix et notaire apostolique.

Ce titre, rédigé en latin, nous donne des renseignements plus précis sur le mariage de Louise d'Albret. Il nous apprend le nom de l'époux, Charles de Croy, comte de Chimay, et le lieu de la cérémonie nuptiale : Donzy-le-Pré, au diocèse d'Auxerre. Nous y voyons aussi que Jean d'Abzac s'était obligé à porter et livrer l'argent dans cette ville.

Témoins : Jean seigneur de Puyguion, au diocèse de Malaga ; Jean seigneur de Saint-Paul, conseiller du roi, et Anthoine de Coste, bachelier ès-décrets.

4^e Document. — C'est l'approbation en langue latine donnée

au château de Donzy, le 7 mai 1496, par Gabriel d'Albret, seigneur d'Avesnes et grand sénéchal d'Aquitaine, aux divers actes ci-dessus mentionnés. Il reconnaît que Jean d'Abzac a, conformément à ses engagements, porté lui-même à Donzy, le premier jour dudit mois, époque fixée pour le mariage de la princesse, la somme de quatre mille cinq cents livres tournois, et les a livrées à lui, Gabriel, et aux nobles seigneurs Gilles de La Baume, chevalier, sénéchal d'Albret, et Simon de La Roumagière, chargés de les recevoir par délégation spéciale d'Alain, son père. Quant au surplus, il avait été versé à une date antérieure entre les mains d'Alain lui-même ou de ses représentants autorisés.

De ces faits, combinés avec d'autres données contenues dans les actes, il paraît résulter que le supplément du premier prix de vente ne fut pas employé tout entier au paiement de la dot de la comtesse de Chimay, mais qu'elle en reçut une partie seulement : les 4,500 livres apportées à Donzy par Jehan d'Abzac.

Témoins : Jean de Cognac, seigneur de Saint-Jean de Ligoure, maître François Faure, lieutenant du sénéchal d'Aquitaine, et Jean d'Armignac, écuyer, seigneur de Sainte-Christine.

Le cinquième document se compose de lettres patentes en langue française, données par Alain d'Albret, le 7 mai 1496, et scellées de son sceau, déclarant que la transaction intervenue entre lui et Jean d'Abzac, seigneur de Reilhac, agissant comme fondé de pouvoir de son père, avait été fidèlement exécutée dans tous ses points, qu'il se tenait pour bien et valablement payé et donnait quittance solennelle à son débiteur des six mille cinq cents livres complétant le juste prix de la terre et châtellenie de Vernh.

Le sixième document, écrit en latin, est la ratification des précédentes conventions par Jean de Tricard, grand juge et lieutenant du sénéchal de Périgord sur la demande expresse des parties.

L'acte est passé à Périgueux, le 6 juin 1496, et revêtu du sceau de ce magistrat.

Témoins : Raymond d'Aytz, seigneur de Meymie, de Lemp-

des et du Lieu-Dieu, Jean de Chassarelle et Bernard du Puy, seigneur de Trigonan.

Le titre dont nous faisons l'analyse se termine enfin par une dernière ratification, la plus solennelle de toutes, celle du Parlement de Bordeaux, confirmée par l'apposition du sceau de la Haute Cour.

Cette approbation définitive est datée du 18 juin 1496, 13^e année du règne de Charles VIII, dans les limites duquel se sont accomplies toutes les phases de notre affaire.

Telle est, d'après les titres authentiques, l'histoire de la vente à Jean de Ladouze de la terre et seigneurie de Vernh ; considérée en elle-même, elle pourrait sembler peu digne d'attention, si elle n'empruntait pas un intérêt véritable aux faits qu'elle nous révèle sur la puissante maison d'Albret, et à la singulière destinée du prix de cette châtellenie, presque uniquement consacré à payer les frais d'une guerre et la dot d'une princesse.

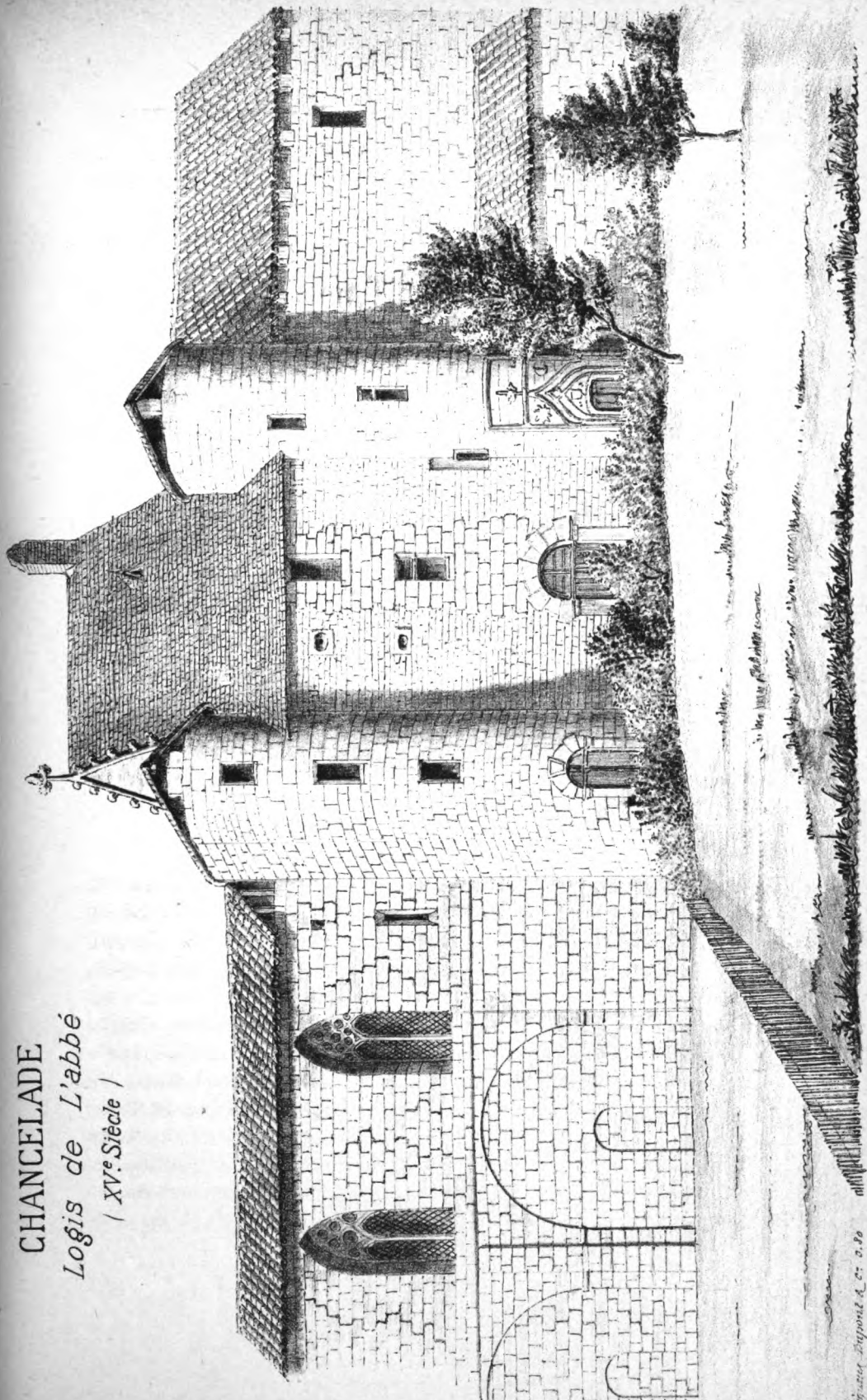
M^{re} D'ABZAC DE LA DOUZE.



CHANCELADE.

Chancelade et Beaurnonne, à cinq kilomètres de Périgueux, 1,227 habitants, *Abbatia sanctæ-Mariæ de Cancellata* (cartul. de Chancelade), Chanselade 1,233 (ib). — Vocabulaire Saint-Jean, patron l'Assomption. — Abbaye de l'ordre de Saint-Augustin, fondée en 1208 par Foucaud, abbé de Cellefroin. — On lui attribue aussi une autre origine : quelques chanoines de Périgueux, mécontents de la sécularisation de leur Chapitre, se seraient retirés dans cette solitude pour y suivre une règle plus austère ; Guillaume d'Auberoche, évêque de Périgueux (1109-1130), leur donna l'église de Beaurnonne et un lieu appelé Bord, où ils s'établirent et où ils bâtirent une église. Elle existait déjà en l'an 1091, suivant un titre des monastères avec qui l'abbaye de La Sauve était en communauté de prière.

CHANCELADE
Logis de L'abbé
(XV^e Siècle)



res. Elle reçut, dans le courant du ^{xii}e siècle, plusieurs donations des comtes de Périgord, des seigneurs de Saint-Astier, de Chabans, de Fayolle, de Flamenc, de Foucauld, etc. Au ^{xiii}e siècle, en 1233, Pierre du Clusel, abbé, reçut en donation, de B. de La Roche, fils de Folquet de La Roche, le lieu de la Barbecane de La Roche (1). Le premier abbé connu est Gérald de Montleau (*de Montelauduno*) de 1129 à 1143. Je laisse à l'historien de l'abbaye de Chancelade le soin de débrouiller ces origines diverses et ces dates.

L'abbaye de Chancelade a été décrite plusieurs fois, mais toujours d'une manière imparfaite ; son histoire a été esquissée dans le *Chroniqueur du Périgord et du Limousin* (t. III, pag. 224 et suivantes); je ne viens pas la compléter. M. l'abbé Riboulet, le savant curé de Chancelade, chercheur infatigable et souvent heureux, s'en acquittera avec succès. J'essaierai seulement de décrire avec plus de détails archéologiques ce qui reste des bâtiments de l'abbaye. Nous avons la chapelle Saint-Jean, l'église abbatiale, aujourd'hui paroisse, et l'ancien logis des abbés. Cette dernière construction connue sous le nom de *Château de Bourdeille* date du ^{xv}e siècle ; c'est un corps de logis flanqué de deux tours rondes, à haute toiture et à pignons ornés de crochets et de choux frisés ; dans une des tours s'ouvre une très-belle porte à double arcade que les archéologues désignent sous le nom d'arcade à talon ; le chou frisé qui la surmonte est porté sur un long pédoncule qui traverse deux compartiments chargés de moulures ; dans le premier, on remarque le soleil et la lune. Le tympan, au-dessus de la baie à anse de panier, est chargé d'un écusson qui se retrouve peint sur le manteau d'une des cheminées du logis ; il était de gueules à trois pals d'or, avec deux oiseaux pour supports et surmonté d'une mitre et d'une crosse. Attenant au vieux logis, sont les bâtiments d'exploitation des ^{xv}e et ^{xvii}e siècles, écuries et celliers fermés dans une grande cour, et touchant à la partie nord de l'église était le

(1) Cartulaire de Chancelade, n° 49. Extrait de la *Généalogie de la famille de Lubersac*, par M. de Saint-Allais. — Paris, Valade, 1816.

cloître ou un des cloîtres dont il reste à peine des traces, et enfin, du même côté, et séparée du reste des constructions, la nouvelle habitation de l'abbé, avec arcades ou promenoir, élevée dans de larges proportions et de haute mine, ainsi que cela se faisait au xvii^e siècle. Le tout est entouré de vastes jardins et de prairies arrosés par la Beauronne, d'arbres séculaires, de terrasses ombrueuses avec abris pour les mauvais temps, où se délassaient par la promenade les pieux et savants religieux qui ont illustré leur ordre, les Pères Roche, Garat, Beuregard, Lambert, Gros de Beler, de Reyraç, Alain de Solminihac. On montre encore, à l'angle d'une des terrasses, l'if sur le tronc duquel ce dernier allait s'asseoir et songer sans doute à la réforme qu'il méditait et aux réparations que nécessitait l'état de délabrement et de ruine où les dernières guerres avaient laissé le monastère.

La chapelle Saint-Jean, ou chapelle du cimetière, fut consacrée, en 1139, par l'évêque de Périgueux, Geoffroy de Cause (1); l'église abbatiale le fut à son tour, en 1147, par Raymond de Mareuil. Je transcris ici ces dates à cause de l'importance qu'elles ont au point de vue de l'étude archéologique de ces monuments et des monuments similaires voisins, qui ont pu s'inspirer de ces modèles de l'architecture romane.

La chapelle Saint-Jean est très-petite, ainsi que sa destination le comportait ; mais elle est parfaite dans ses formes et rien n'y choque l'œil ; toutes les dimensions sont en harmonie, ainsi que le fait remarquer M. J. de Verneilh (2). J'en donne ici la description d'après mes notes, qui compléteront celles qui ont été fournies en 1858. La façade est à pignon ; la porte aux cintres, tendant légèrement à l'ogive, est formée de quatre archivoltes qui retombent sur des colonnettes tournées, ainsi que les chapiteaux. Ces colonnes portent des renflements et des rainures circulaires parallèles, motif assez rare ; leurs bases rappellent la base antique. L'arc supérieur est décoré d'imbrications se faisant face ; des damiers et des

(1-2) Congrès archéologique de 1858, pages 121 et suivantes, rapport de M. J. de Verneilh.

bandes étoilées courent autour des arcades inférieures ; l'archivolte principale porte en lettres onciales, placée dans des cercles, l'inscription PAX ; une croix potencée orne le maître claveau entre l'A et l'X du mot PAX. Cette façade est coupée par une large corniche saillant sur des consoles moulurées ; celle du centre porte une main bénissante à la manière latine. Une petite fenêtre à plein-cintre s'appuie sur cette corniche ; elle a plusieurs retraits dont les arcs retombent sur des colonnettes semblables à celles de la porte ; au-dessus, un oculus aveugle est chargé d'un agneau ; enfin, deux contreforts plats, dont le sommet sert d'appui aux remparts du fronton, encadrent la façade et la complètent d'une manière très-heureuse. Les faces latérales sont divisées par des contreforts plats qui s'arrêtent aux deux-tiers de la hauteur du monument autour duquel court une base saillante chanfrénée, et supportant le toit, une corniche à modillons très-simples, donne par la saillie plus de profondeur au nu du mur. Une petite porte cintrée à claveaux cubiques s'ouvre sur le flanc méridional entre la nef et l'abside. Le chevet arrondi est divisé en trois parties par des colonnes aux trois-quarts engagées, à chapiteaux cubiques et dont les bases portent des imbrications et des griffes. Une corniche étroite entourant ces colonnes comme un anneau, coupe cette abside en deux parties inégales, la partie inférieure étant la plus haute. La nef recevait le jour par trois étroites fenêtres dont les arcs portent comme ornement des étoiles et des billettes, sauf celle du nord, qui est unie. La décoration générale des corbeaux consiste en moulures et en étoiles à plusieurs rais. A l'intérieur, rien ; la voûte, en berceau ogival, est portée par une corniche à simple biseau.

Il est regrettable que cette chapelle soit une propriété privée et que son possesseur néglige des réparations urgentes dans la partie inférieure, où un rejointoiement général serait fort utile.

L'église abbatiale, aujourd'hui paroissiale, est, par la date que j'ai donnée plus haut, contemporaine de la chapelle, puisqu'elle fut consacrée huit ans plus tard seulement ; elle avait été commencée par Gérard de Montleau. Malheureusement,

un vestibule extérieur, élevé au **xvii^e** siècle, obstrue presque entièrement la façade, dont la partie supérieure a été refaite en 1630. Le portail à trois archivoltas repose sur autant de colonnettes à chapiteaux cubiques, et la baie d'entrée est en forme de mitre obtuse ; les ornements se composent de damiers, de têtes de clou, de tores, de palmettes ; à l'angle sud-ouest de cette façade, il faut remarquer un faisceau de colonnes accolées dont les chapiteaux sont délicatement ornés de feuillages perlés qui rappellent le style roman saintongeais. C'est un reste de l'église primitive, qui fait regretter la disparition des parties supérieures ruinées pendant les guerres de religion, en 1575. Quatre arcatures à plein cintre surmontent le portail, simulant galerie. Les bas-côtés de la nef sont soutenus par de larges fausses arcades correspondant aux travées intérieures, séparées par des contreforts plats et percés de hautes fenêtres dans le style du **xvi^e** siècle, quoique nous sachions qu'elles ont été refaites par Alain de Solminihac. Les transepts et le chevet à murs droits sont éclairés par de larges fenêtres plus modernes sans meneaux et sans traverses. Une petite porte romane donnait accès dans la première travée de l'église, côté sud ; elle est finement décorée d'entrelacs et de damiers. Du côté du nord, même répétition, sauf la porte, qui au lieu d'être au ras du sol est très-simple et s'ouvrirait plus haut dans un petit bâtiment aujourd'hui détruit. Le clocher carré est placé sur l'intertransept ; il est primitif, c'est-à-dire du milieu du **xii^e** siècle, de ce moment de transition où l'arc-ogive commençait à se mêler au plein-cintre ; du moins cela a été mon impression.

A l'intérieur, plan cruciforme. Narthex primitif comprenant une travée avec un plancher formant tribune, attribuée au **xvii^e** siècle. Une nef à trois travées ajourées, deux transepts courts, une coupole sur pendentifs à la croisée de la nef et des transepts, un chœur à chevet droit. Partout ou presque partout la base de l'édifice est ancienne. Les voûtes ont été réédifiées par Alain de Solminihac ; leurs nervures se croisent et s'entrecroisent comme pendant la Renaissance, on leur a donné le même profil, si bien qu'il faut savoir à quelle date elles appartiennent pour oser la leur assigner. Dans le chœur,

des boiseries et des stalles du xvii^e au xviii^e siècle, sans grande valeur artistique.

Tel est l'ensemble de ce qui reste de l'abbaye de Chancelade, qui a joué un rôle important dans l'histoire civile et ecclésiastique du pays, et fourni à la religion, aux sciences et aux lettres plusieurs hommes remarquables. Il faut donc que notre érudit collègue M. l'abbé Riboulet se presse de publier l'Histoire de ce monastère; avec sa plume exercée et le style facile que nous lui connaissons, il ne peut manquer de nous donner une œuvre intéressante et durable.

A. DE ROUMEJOUX.

SOMMATION

FAITE A MONSIEUR DE MONTPEZAT,

Gouverneur de Périgueux, d'avoir à délivrer Aimménard Viault, écuyer, sieur de Champlong (1).

1593, 22 août.

Je, Michel de Rippes, trompette ordinaire de Monseigneur de Massez, gouverneur et lieutenant général pour le Roy en Angoulmois, Xaintonge et Aulnys, en l'absence de monseigneur le duc d'Espéron, certifie à tous quil apartiendra que par le commandement de mondit seigneur de Massez, suivant certin execution de la vollunté du Roy, le vingt et uniesme jour du moys d'aougst mil cinq cent quatre vingt treize, me suis expres transporté jusques en la ville de Perigueux, où estant, parlant à Monseigneur de Montpezat gouverneur d'icelle, l'ay sommé suivant mon dit commandement, par vertu de l'édict de trêve, faict par le Roy en son conseil le dix-septiesme jour de may mil cinq cent quatre vingt treize, de faire rendre, délivrer et mettre en liberté Aimménard Viault, escuyer, filz du sieur de Champlont, détenu prisonnier par le cappitaine Rochepine et ses soldats

(1) Champlong, commune de Sérignac, arrondissement de Barbezieux (Charente).

au chasteau de Montignac en Périgort ; lequel dict seigneur ma desclairé que sa vollunté estoyt d'entretenyr la treve, me commandant d'aller signifier audict cappitaine Rochepine, commandant audict chasteau de Montignac, ce que ay fait le dimanche ensuivant quon comptoyt le vingt deuxiesme jour du moys d'aougst au dict an, et estant en la ville dudict Montignac, parlant au dict cappitaine Rochepine, l'ay sommé suivant la vollunté dudit sieur de Montpezat, de rendre et faire délivrer le filz dudict sieur de Champlon, quil tenoyt prisonnier audict chasteau dudict lieu, lequel ma fait responce quil lavoyt délivré a quatre soldats de sa compagnie pour laller garder a deux lieux de la dans une roche et ne l'a voulu délivrer. Et mon dict seigneur de Montpezat ma dit que sil avoyt au dict lieu de Perigueux le dict Aimmenard Viault, quil le délivreroyt tout presentement sans payer aulcune rançon, et que sil tenoyt celluy qui l'a prins il le feroyt pendre et estrangler, armé de toutes pièces, le pystollet à la scainture.

En tesmoing de quoy j'ay signé cestuy mon prezant rapport, et fait signer à ma requeste au notaire royal soubscript à Angoulesme, et en la maison d'icelluy avant midy et le dixseptiesme jour de septembre, mil cinq cent quatre vingt et treize, en prezance de Joseph de La Charlonnye, sieur de Cogullet, demeurant en la ville de Chabanoys, et Jehan Thomas, cler, demeurant en ladicte ville d'Angoulesme, tesmoings requis.

DE LA CHARLONNYE pour prezant ; J. THOMAS ; M. DARIUS (1)
GIBAUD, notaire royal.

DE RIPPES MDARIUS.

Pour copie conforme :

ALBERT DE MASSOUGNES.

(Archives départementales de la Charente, série E, fonds des notaires et tabellions. Minutes de Gibaud, liasso de 1593.)

(1) On remarquera l'anomalie qui existe entre le nom du trompette Michel de Rippes et sa signature que j'ai figurée. Pourquoi, s'appelant de Rippes, signe-t-il *darius*? Il m'est impossible de l'expliquer. Il est cependant difficile de m'attribuer une faute de lecture, la pièce porte bien « Michel de Rippes », comme on peut s'en rendre compte par l'examen du décalque pris par moi sur la minute elle-même. Cela constitue un petit problème que je soumetts à ceux de mes collègues qui, plus savants que moi, voudront bien y donner leur attention.

La famille de Rippes a joué un certain rôle en Angoumois ; je citerai entre autres Aimard de Rippes, figurant en 1599 dans la liste des échevins d'Angoulême dressée par Sanson et publiée par l'abbé Michon, et Jacques de Rippes de Beaulieu, ancien cornette de cavalerie, enfin, Charles-Léonor de Rippes de Beaulieu, portés au rôle des Bans de Saintonge en 1758 que M. de Rencogne a publiés dans le *Bulletin de la Société archéologique de la Charente*, année 1863.

ESSAIS

TOPOGRAPHIQUES, HISTORIQUES ET BIOGRAPHIQUES

SUR L'ARRONDISSEMENT DE NONTRON (*Suite.*)

IV. — CANTON DE SAINT-PARDOUX-LA-RIVIÈRE.

4^e Commune de Milhac-de-Nontron.

Cette commune est bornée : au nord et à l'est, par celles de Saint-Saud-la-Coussière et de Saint-Martin-de-Fressengeas ; au sud, par la commune de Villars ; à l'ouest, par celle de Saint-Front-la-Rivière, et, au nord, par la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière.

Ce territoire, ainsi circonscrit, contient les bourg, villages hameaux et lieux ci-après : Chez Billac ; La Tuilerie, près d'un signal de 300 mètres d'altitude ; Chantres, à 248 mètres ; La-jaunie ; Milhac, près d'un signal de 308 mètres ; Bordessoule ; Puyriol ; Couderféry ; Lagrange ; Mortegoute ; Peyrelevade ; Mazerou ; La Raubinie ; La Garelie ; Le Soulier ; Grelière ; Lamedé ; Maison-des-Vignes ; Fousseysraud ; La Coutille ; Matally ; Maumont ; Le Chadeuil ; Malletie ; bourg de Milhac ; Magnac ; La Glaudie ; La Martonnie ; La Mothe ; Les Landes ; Chadeix ou Chadeau ; Planche-Famy ; Les Moulières ; La Fouillarge ; La Bierge ; Le Chatenet ; Piauhat ; Croze ; La Roussarie ; Moulin-de-Saint-Amant ; Les Taravaults ; La Privadie et le moulin de Panit.

La population était de 402 habitants en 1365 pour 67 feux ; de 1,515 au xvii^e siècle ; de 1,062 seulement pour 306 feux et en 1807, à la suite de la Révolution et des guerres de l'époque ; de 1,518 en 1852 ; de 1,519 en 1856 ; de 1,540 en 1861 ; de 1,505 en 1866 ; de 1519 en 1872 et de 1529 en 1876.

Le chef-lieu de cette commune est à cinq kilomètres de

Saint-Pardoux-la-Rivière, 16 de Nontron et 44 de Périgueux. Il s'y tient trois foires par an : les premiers jeudis d'avril et d'août et le 11 novembre.

L'industrie de la contrée, en dehors de ses cultures, consiste dans l'exploitation des terres à gazette, ou terre réfractaire employée à la cuisson des porcelaines de Limoges, et dont les carrières se trouvent dans les environs du village de Croze. On signale aussi, dans la partie calcaire, des dépôts de marbre gris dont nous avons vu un spécimen, mais qui ne sont l'objet d'aucune exploitation.

On y trouve aussi, entre autres curiosités archéologiques, plusieurs tumulus situés dans les landes de Couderféry, non loin des villages du Soulier, de Lajaunie et de Lagrange. On remarque en outre sur ce même plateau deux espaces entourés de blocs de rochers et qui pourraient bien avoir servi de lieux de campement, dans les temps reculés. Mais, s'il fallait en croire une légende populaire, ces rochers et beaucoup d'autres épars sur plusieurs points de la même lande n'auraient rien moins qu'une origine satanique. Car, le diable ayant eu, dit-on, l'intention d'y construire un édifice, partit un certain soir à travers les airs, muni d'un marteau et portant les pierres dans son tablier, lorsque, surpris par une apparition céleste, il lâcha le tablier, dont le contenu s'éparpilla sur le sol, tandis que le marteau, lancé dans l'espace, vint tomber à une lieue de là et à l'endroit même où fut construit, dans l'année et en préservation de pareille aventure, le couvent de Saint-Pardoux-la-Rivière. Voilà et y croira qui voudra. Au surplus, ce plateau, sauvage et au sommet de collines élevées, a dû être le théâtre de plus d'un événement et se prête singulièrement au merveilleux. Ainsi, après les tumuli et le camp retranché, voici la découverte récente sur un autre point, de fondations maçonnées qui paraissent être fort anciennes. Voici également, et non loin de là, la preuve du séjour des Druides et des populations gauloises, refoulées par la conquête romaine. Nous voulons parler du monument indiqué par la carte de l'état-major sous le nom de *Peyrelevade*, dans une lande entre le village de Mazerou et celui de Bonnefon, où se trouvent encore les débris en granit d'un dol-

mien, comprenant une table ovoïde de 12' à 15 mètres de circonférence sur 0^m60 d'épaisseur, laquelle était, dans le principe, supportée par trois rochers debout et d'un mètre de hauteur. Ce monument était encore intact, il y a une quarantaine d'années, époque à laquelle le propriétaire de Bonnefou, commune de Saint-Saud-la-Coussière, eut la malencontreuse idée d'y pratiquer des fouilles, qui n'ont produit d'autre résultat que sa démolition. Mais les quatre roches gisent encore sur la même place comme un témoignage de son ancienne existence.

Sans remonter aussi haut, la paroisse catholique de Milhac n'en est pas moins fort ancienne, bien que son église et son clocher élevé, à tour carrée et fortement construit, ne paraissent dater que du xii^e au xiii^e siècle. La voûte en pierre de la nef, remplacée aujourd'hui par un lambris, atteste suffisamment que les calvinistes ont passé par là. C'est dans ce clocher, et au xviii^e siècle, que fut placée la cloche, transportée d'abord du bourg d'Abjat à Thiviers à l'occasion du meurtre de François de Vaucocour et, en exécution d'un arrêt, rendu à Nérac le 8 mai 1648, ainsi que nous l'avons plus amplement indiqué au chapitre du canton et de la commune de Thiviers. A la suite de la démolition du clocher de la chapelle Saint-Laurent de l'église de cette ville, où ledit sieur de Vaucocour avait été inhumé, cette cloche fut mise en vente, du consentement de MM. Léonard Gaillard, écuyer, seigneur de Vaucocour, Pierre Foucaud, archiprêtre de Thiviers, des fabriciens et des consuls, en exécution d'une ordonnance de l'intendant Boucher du 19 février 1735. Cette vente fut passée devant Monleaud, notaire royal à Thiviers, le 24 juillet suivant, par M^e François Noël, sieur de Laborde, syndic fabricien, en faveur du sieur Dupuy, syndic fabricien de l'église de Milhac, et pour la somme de mille trente-cinq livres.

Cette paroisse, *parochia de Milhaco Petragoricensis diocesis*, d'après diverses reconnaissances de rentes, et notamment d'après le censier de Clarol du xii^e siècle, et des actes des 4 avril 1299, 1^{er} octobre 1494 et 8 novembre 1507, dépendait autrefois de l'archiprêtré de Condat-Champagnac, et sa cure était à la nomination de l'évêque de Périgueux. Parmi ses anciens

curés et desservants nous avons retrouvé les noms de MM. Hélie de Magnac en 1295, Géraud Martin en 1312, Idon en 1352 ; Pradal, vicaire en 1656 ; Cazenove, curé de 1679 à 1683 ; Vallette, vicaire en 1676 ; Malhier, curé en 1717 ; Moysson, curé en 1762 ; Salleton, en 1764.

Elle fut aussi, et dès les premiers temps de la féodalité, le siège d'une seigneurie importante, relevant de la baronnie de Nontron, et qui se trouve même qualifiée, dans plusieurs actes, de châellenie, ayant château, forêt, vigerie et maladrerie. Cette maladrerie, annexe de celle de Nontron, fut réunie à celle de Périgueux par arrêt du conseil d'État de 1696. Elle était située à trois cents mètres environ du bourg de Milhac, où la plupart des bâtiments, appropriés à un autre usage, forment aujourd'hui un hameau, désigné dans les cartes de Cassini et de Belleyme sous le nom de : Maladrerie de Milhac, et dans la carte de l'état-major sous celui de : La Malletie, du patois *Malatio* dérivé de *Maladrio*, en français Maladrerie, diminutif de Maladrerie.

Ses principaux seigneurs, après le vicomte de Limoges, suzerain, furent les Clarol, les Magnac et les La Marthonie, qui eurent le droit de vigerie, ou de basse justice, jusqu'au moment où ces derniers, devenus propriétaires de la seigneurie entière, eurent celui de la haute justice, dont ils réunirent le siège à celui de Puyguilhem-Villars.

C'est ainsi que les archives de Pau et l'état actuel des lieux nous font retrouver, parmi les anciens fiefs de cette contrée, les suivants :

1° *Magnac*. — Fief dominant, avec château, duquel il reste encore une partie du corps de logis et une tour, sur quatre. Il appartenait, dès avant le xii^e siècle, à une famille du même nom, riche et puissante entre toutes dans le pays, ainsi qu'il résulte de titres nombreux, parmi lesquels nous relèverons les sommaires suivants, pouvant offrir quelque intérêt historique et biographique :

1249. — Du samedi avant la fête de Sainte-Madeleine, donation par Guy, vicomte de Limoges, de la terre de Massabra

à ses chers et fidèles Guillaume de Magnac et ses fils, chevaliers de Nontron, en échange de tout ce que ceux-ci pouvaient avoir dans la forêt du Bourdeix : « *Dilecti et fideles nostri Guillelmus de Manhac et filii sui milites de Nontronio.... quittaverint quod habebant vel habere poterant in foresta de Bosco dahu....*

1251. — Vente par G. Seguin à Itier de Magnac, chevalier de Nontron, fils du précédent.

1252. — Du jour lunaire après l'exaltation de la sainte Croix, testament dudit Guillaume de Magnac, par lequel il lègue : aux églises de Nontron, une septaine, une trentaine, une année, douze deniers de rente à la grande église, avec un vêtement composé d'une mitre blanche, d'une tunique et d'un manteau, plus un calice ; au recteur desdites églises, cinq sous ; à chacun des deux vicaires, trois sous ; au prieur de Nontron, cinq sous et douze deniers de rente ; à chacun des prêtres présents à ses obsèques, treize deniers ; aux frères mineurs, deux deniers ; à chacun des pauvres, un pain du prix d'un denier ; à l'hôpital de Nontron, un lit garni et douze deniers de rente. Plus divers autres legs aux églises de Saint-Etienne-le-Droux, de Saint-Martin-le-Peint, de Millac, de Bondaseau, de Sainte-Marie-de-Pontouvre, ainsi qu'à toutes les autres églises de la seigneurie et juridiction de Nontron ; aux abbayes de Boschaud, de Peyrouse, de Grosbost, de Ligneux ; aux maisons religieuses de Pontarneau, de Boubon et du Bourdeix, et au Pape, à chacun une obole ; aux réparations des églises de Bourges, de Limoges, deux sous ; aux monastères de Saint-Augustin, de Saint-Martin et de La Règle, aux pauvres de Saint-Gérald et aux lépreux du Cros de Limoges ; aux frères prêcheurs, aux frères mineurs et à l'évêque du dit Limoges, à Sainte-Marie-du-Puy, à Sainte-Marie-de-Rocamadour, à l'hôpital de Ronceveau, à l'hôpital de Hautpas, à la Terre-Sainte ; à Marguerite, sa nièce, religieuse de Ligneux ; à Sainte-Marie-de-Bussière, à chacune des filles de Marie de Doat, à Guy de Doat, clerc ; à Aymelie de Chamnier et à ses filles, religieuses de Boubon ; à l'église de Nontronneau, etc. Voici d'ailleurs copie de ce testament, intéressant au tri-

ple point de vue des mœurs, des institutions et des monuments de l'époque (1).

Le dit Guillaume de Magnac avait été marié avec N... de Monfrébœuf, dont le père, Pierre de Monfrébœuf, donzel de Nontron, donna à sa fille en mariage les domaines de Toera, Massabra, Lavaud, Beuloc, Benavent, Bardo... etc... Quelque temps après ce testament et le 5 des calendes de février 1254, les quatre enfants nés de ce mariage, Itier, Guillaume, Hélie et Adhémar, partagèrent les biens de la succession, y compris le repaire de Magnac.

(1) TESTAMENT DE GUILLAUME DE MAGNAC : — « In nomine patris et filii et spiritus sancti. Ego Guillelmus de Manhac senior, miles, laborans in extremis, bene compos mentis mee testimonium meum, seu ultimam voluntatem meam condo et facio in hunc modum : In primis, ad honorem omnipotentis dei et beatissime virginis Marie, pro salute anime mee, lego ecclesie de Nontronio septennarium et tricennarium et annuale, et duodecim denarios redditus majoris ecclesie, et quoddam vestimentum videlicet insulam albam, tunicam et amictum, et omnia alia per integrum, et quemdam caliceus; rectori ecclesiarum de Nontronio quinque solidos; duobus vicariis cuilibet tres solidos; priori de Nontronio quinque solidos; inter omnia et duodecim denarios redduales; omnibus presbiteris qui meis intererunt exequiis cuilibet tredecim denarios; minoribus duos denarios; omnibus pauperibus qui intererunt sepulture mee cuilibet panem unius denarii; domui elemosinarie de Nontronio lectum unum munitum et duodecim denarios reduales; ecclesie sancti Stephani deus Ledros septennarium et tricennarium et duodecim denarios redduales; ecclesie Sancti-Martini partitotidem; ecclesie de Milhac totidem ecclesie de Bondeseu sex denarios redduales et duodecim denarios de elemosyna; ecclesie Sancte-Marie-de-Ponte-invento sex denarios redduales; omnibus ecclesiis de honore et districtu de Nontronio cuilibet septennarium cum luminari; abbatibus de Bosco-Cavo, de Petrosa, de Grosso-Bosco et de Leguers et domibus de Pontanis et de Bobonio et de Bosco-d'Ahu et domino pape, obolum; ad edificium ecclesie Bituricensis duodecim denarios; ad edificium ecclesie Lemovicensis duos solidos; ad edificium ecclesie sancti Martialis Lemovicensis duos solidos; monasterii Sancti Augustini et Sancti Martini et de Regula et pauperibus Sancti Geraldii et Leprosi den Crois Lemoviceusis cuilibet eorumdem locorum duodecim denarios; predicatoribus refectionem quamdam et quinque solidos; minoribus totidem; episcopo Lemovicensi gagium; beate Marie de Podio decem solidos; beate Marie de Rupe-amatoris decem solidos; hospitali de Roscidis-Vallibus quinque solidos; hospitali de Alto-passu quinque solidos; Terre-Sainte decem solidos; Marguarite nepti mee moniali de Liguers unam tunicam vel viginti solidos; beate Marie de Buxeria quinque solidos; filiis et filiabus AymERICI de Doa cuilibet quinque solidos; Guidoni de Doa clerico duos sextarios bladi; Aymelle de Chaminario et filiabus suis, monialibus de Bobonio, cuilibet uno sextario frumenti; ecclesie de Nontronello duos solidos....

Le testateur recommande et confie à ses fils l'exécution des dits legs avec pou-

Suivons maintenant les traces des cinq enfants de Guillaume de Magnac, en commençant par Hélié et Adhémard, restés sans postérité en leur qualité d'hommes d'église :

1° *Hélié de Magnac*. — 1256, sentence arbitrale prononcée par Guillaume de Javerlhac, doyen de Saint-Yrieix, chapelain du pape, entre Jourdain, prieur de Nontron, et Hélié de Magnac, curé de Léchieyrac, et condamnant celui-ci à payer au premier une rente de six septiers de blé à cause de son

voir de les modifier, en les augmentant, mais non de les diminuer, et, en cas de négligence de leur part, il prie son cher Aymeric de Lobestour, chevalier, *ego dilectum meum Aymericum de Lobestour, militem*, de veiller de toutes ses forces, *totis viribus*, à ce que cette exécution ne soit pas différée. Le testateur veut et ordonne que ses fils, Itier et Guillaume, laïques, Hélié et Adhémard, clercs, soient avantagés de toutes les acquisitions faites par lui et que Gérard, son autre fils, ait, en sus de la terre paternelle dix livres de rente. Enfin, et au cas de discussions entre ses héritiers, le testateur prend pour arbitre Raimond, vicomte de Limoges... « *Requiro quod per Raimondum, dominum meum, vicecomitem Lemovicensium iustitia fiat. Datum die lune post exaltationem sancte crucis anno Domini millesimo ducentesimo secundo. Quia vero sigillum proprium non habebans sigilli venerabilis capellani de Nontronio jussu presentes litteras sigillari.* » (Doat, vol. 1^{er} des Testaments, f^o 300).

N^a. — Un mot de *numismatique* à propos du testament qui précède et de ses divers legs en *sous, deniers et oboles* :

1° *Sol, Solidus* sous-entendu *aureus*, devint, après les Romains, une monnaie d'or du poids de 4 scrupules, qui fut frappée la première fois l'an 325 de Jésus-Christ, avec ce poids fixé par Constantin. Sous Auguste, l'aureus valait 20 fr. 88 c. de notre monnaie actuelle, et, sous Domitien, il ne valait plus que 17 fr. 59 c. — Dès le commencement du vi^e siècle, les monnaies d'or furent, en Gaule, le *sou d'or, Solidus*, le *semis* ou demi-sou, et le *trien* ou tiers de sou. Il fallait 40 *deniers* ou *satga* pour faire un sou d'or. Suivant M. B. Guérard, le sou d'or répondait alors à 90 fr., le semis à 45 fr., le trien à 30 fr. et le denier à 2 fr. 25 c.

2° *Denier, denarius*, était chez les Romains une pièce d'argent qui valut d'abord dix *as* et ensuite seize. La valeur de l'*as* était alors de 18 et plus tard de 5 centimes ; celle du denier, de 89, puis de 72 centimes. Introduit dans les Gaules par les Romains, il contient 21 grains d'argent sous les rois de la première race et de 28 à 30 grains sous ceux de la deuxième. Il valut alors de 3 à 3 fr. 50 c. Mais, peu à peu il diminua de valeur par une addition de cuivre de plus en plus forte et finit par perdre toute valeur, même comme monnaie de cuivre, laquelle fut frappée pour la première fois sous Philippe 1^{er} de 1060 à 1106. Par suite le denier d'argent ne figura plus que comme monnaie de compte, de même que la monnaie d'or qui, à partir du viii^e siècle, s'altéra si bien que du temps de Pépin elle avait presque complètement disparu. Sous Charlemagne et ses successeurs on ne frappa plus que des deniers et des demi-deniers. Il en fut de même sous les six premiers rois Capétiens jusqu'à Philippe-Auguste qui, ayant acquis le monnayage de Saint-Martin de Tours, fit frapper des deniers *Tournois*, dont il fallait 20 pour la livre *Tournoise* et 25 pour la livre

moulin de Magnac, près Nontron. — 1309, donation à Itier de Magnac, par Hélié, curé de Razes, et Adhémard, ses frères, de leurs droits sur le repaire de Magnac, paroisse de Milhac, *die mercurii, post octavas purificationis beate Mariæ anno domini m° ccc° nono*.

2° *Adhémard de Magnac*. — 1255, donation de terres et rentes, situées à Milhac, au dit Adhémard, clerc, par Hélié de Chabans, chevalier d'Agonac. — Le jeudi, après la fête de Sainte-Luce, 1258, vente par le même au même de la dîme de la paroisse de Milhac, et de cens, rentes, droits et devoirs dans cette paroisse. — En 1270 et 1279, le dit Adhémard était chanoine de Saint-Front de Périgueux et il décéda de 1311 à

parisis. La livre, sous les Carolingiens, se composait de vingt sous, le sou de douze deniers et le denier de deux oboles.

3° *Obole, Obola*, valait, comme nous venons de le voir, un demi-denier.

Sous saint Louis, de 1236 à 1370, apparurent des pièces nouvelles : l'*Aiguel* ou *mouton* d'or, valant dix scus parisis et 13 fr. 95 de notre monnaie actuelle ; le *Gros Tournais*, valant 12 deniers tournois, le *demi-denier* (*obole* ou *maille*) ; enfin le *quart de denier*. Le sou d'or et les pièces d'argent cessèrent ainsi d'être une valeur nominale pour devenir une valeur de compte.

Or, faisant application de ce qui précède au testament de 1253, il en résulte suffisamment que le testateur a voulu léguer, comme valeurs de compte, le sou d'or de 90 fr, le denier d'argent de 3 à 3 50 c. des Mérovingiens et l'obole des Carolingiens, legs considérables en égard à la rareté et au prix de l'argent au xiii^e siècle.

Quant aux monnaies postérieures, nous aurons à parler bientôt des *Testons*, des *Florins*, des *Escus-sol*, des *Pistoles*, des *Escus*, des *Tiers* et *Quarts d'écu*, des *Douxains*, de la *livre* et de ses dérivés, ainsi que des *Barbarins* frappés par les vicomtes de Limoges.

Au point de vue *archéologique*, le testament de 1253 est également précieux puisqu'il contient la preuve écrite que presque toutes les églises des campagnes du Nontronnais datent au moins du xi^e au xiii^e siècle, ainsi que nous l'avons avancé au chapitre de Saint-Saud-la-Coussière. Le style de construction de ces églises en est déjà sans doute une forte preuve, en tenant compte, toutefois, d'un écart indispensable ainsi que des inspirations de l'architecte ; car, dit M. J. Mallet, professeur au petit séminaire de Séz, dans son cours élémentaire d'archéologie religieuse (1878) : « Pour assigner sûrement l'époque exacte de la construction d'un monument, un document écrit est toujours préférable aux caractères architectoniques les plus décisifs, attendu qu'absolument parlant, par bizarrerie ou pour toute autre raison un architecte a pu, au xiv^e siècle et surtout dans les siècles suivants construire une église dans le style du xiii^e. » — Cela [soit dit sans dédaigner l'éloquence des vieilles pierres, que certains archéologues éminents, mais par trop exclusifs, persistent à nous offrir comme étant le plus sûr moyen d'investigation.

1312, d'après l'accord fait le 26 janvier 1312 entre son héritier Itier de Magnac et Géraud Martin, curé de Milhac, touchant le legs fait à son église par le défunt.

3° *Guillaume de Magnac*. — Lequel, avant de partir pour la Terre-Sainte, comme croisé, fit, le 7 des calendes de juin 1270, donation de tous ses biens à Adhémard de Magnac, chanoine de Périgueux, son frère, et à Itier Guillaume et Guy de Magnac, ses neveux.

4° *Géraud, ou Géral de Magnac*. — Qui fit en 1279, avec Hélie de Magnac, curé de Nontron, et Adhémard de Magnac, ses frères, donation à Guillaume et Guy de Magnac, fils d'Itier, leurs neveux, de tous leurs droits sur les biens de la maison de Magnac, en présence d'Arthur de Bretagne, vicomte de Limoges et sous le sceau d'Odon de Kardérian, son sénéchal.

5° *Itier de Magnac*. — Qui eut pour fils autre Itier, Guillaume et Guy, sus-nommés. En 1256, le dit Itier fonda un obit dans le couvent de Boubon en faveur de Guillaume, son père. En 1260, il acquit de Géraud de Clarol toutes les dîmes, cens, rentes et autres devoirs appartenant à celui-ci en Périgord et Limousin, pour 130 livres de Limoges. Enfin, le dit Itier testa en 1274, suivant testament où il est qualifié de sain et joyeux, *sanus et hilarus*, mais dont nous n'avons pas trouvé la copie dans Doat.

Les trois enfants d'Itier se marièrent et laissèrent une nombreuse postérité. Nous en retrouverons la trace dans les actes suivants, dont nous allons donner le sommaire par ordre chronologique :

1272. — Guillaume de Magnac, écuyer, était juge de Nontron.

1279. — Ventes à Guy de Magnac, par Pons d'Agonac et par Pierre de Milhac, de rentes et de tout ce qu'ils possédaient dans la paroisse de Milhac.

1299. — Hommage à Itier de Magnac, deuxième du nom, par Pierre, juge de la paroisse de Milhac, châtellenie de Nontron, sur les mas de Varalia et de La Guerollia, près de Milhac.

1300 à 1308. — Hommages au même par Guillaume de Milhac ; Jean Magnan ; Pierre Tizon, fils de Foulques ; Pierre de Monfrébœuf, écuyer ; Séguin de Pozels et Pierre de Milhac.

1308. — Reconnaissance de fief au même, par Guillaume et Pierre de Jordonnières et Pierre Le Petit de Rochepanières, hommes taillables et exploitables à volonté.

1309. — Quittance par Agnès de Magnac à Itier de Magnac, son frère, de sa part dans la succession de leur père Guy de Magnac, de Nontron, *Die Mercurii post reminiscere ann. Di m^o ccc^o nono*.

1309. — Le mercredi après la fête de la purification de la Vierge, donation par Hélie et Pierre de Magnac, au dit Itier, de leurs droits sur le repaire de Magnac.

1314. — Hommage au dit Itier par Pierre, lépreux, pour la ladrerie de Milhac ; *Die dominice post octavas Pasque anno domini m^o ccc^o decimo quarto*.

1314. — Sentence arbitrale portant que Guillaume et Pierre de Fabrico, de la paroisse de Milhac, étaient hommes taillables, questables et exploitables de Guillaume de Magnac, écuyer ; *Die Mercurij ante cathedran sancti Xotri, an^o Dom. m^o ccc^o decimo quarto*.

1317. — Hommage à Itier de Magnac par Guillaume de Magnac pour tout ce qu'il tient dans les paroisses de Milhac, Saint-Front-la-Rivière et Saint-Etienne-le-Droux.

1317. — Fondation d'une lampe à l'église de Saint-Nicolas de Bor, par Itier de Magnac pour le repos de l'âme de Armodie Brun, sa première femme, sous la condition que les chanoines de cette église la tiendraient toujours allumée devant l'autel, et ce moyennant la somme de douze florins d'or pour fournir l'huile nécessaire (1).

(1) *Le florin*, pièce d'or ainsi nommée parce qu'elle portait une fleur de lis, fut frappé sous les règnes de Philippe I^{er} (1060-1108), sous lequel les dénominations de *Franc* et de *Florin* remplacèrent celle de *Sol d'or* ; de Philippe-le-Bel (1291-1327), Philippe VI (1327-1350), Jean II (1350-1364) et de Charles V (1364-1380). Sous Philippe I^{er}, ces pièces d'or valaient 20 fr. 27 c. de notre monnaie actuelle ; sous le roi Jean, en 1350, elles ne valaient plus que 13 fr. 48, et, dès le règne d'Henri IV, elles ne figurèrent plus guère que comme monnaie de compte.

1318. — Reconnaissance de rente par Guye, veuve d'Adhémar de Magnac, comme tutrice de leurs enfants, à Itier de Magnac; *Die dominice ante festam beati Urbani an° Dom. ccc° decimo octavo.*

1319. — Hommage à Guillaume de Magnac par Olivier Mauryn, chevalier, pour les mas de Chabrilac et d'Arlassie, paroisse de Milhac.

1321. — *Die Martis post cathedram sancti Petri*, contrat de mariage de Robert de Magnac, fils aîné dudit Itier et de Armodie Brun, avec Marie de Saint-Astier, de laquelle provinrent Pierre et autre Itier, troisième du nom, que nous retrouverons plus tard (1).

1322. — Reconnaissance de rente par Eymery de Lusse, prêtre, à noble Itier de Magnac, de Nontron.

1323. — La veille de la fête de Saint-Barnabé, ledit Itier et Marguerite de Biron, sa seconde femme, donnent quittance de la dot de celle-ci par acte passé à Périgueux, dans l'habitation de Hélie Vigier, chevalier, vigier de cette ville :

• Notum sit universis et singulis... in aula hospitii quod habitat in villa
• Petragoricensis Dominus Helie Vigerii, miles, vigerius ejusdem villæ die
• Veneris in vigilia festi beati Barnabe apostoli, an° Domⁱ m° ccc° vicesimo
• tertio in mei notarii... Personaliter constituti domino Iterio de Manhaco,

(1) Extrait du contrat de mariage de Robert de Magnac. — « In nomine Domini...
• Noverint universi, Quod cum proloqueretur matrimonium inter Robertum, filium nobilis viri domini Iterii de Manhaco, militis, domini de Manhaco, ex parte una, et inter Mariam filiam nobilis viri Arnaldi de Sancto Asterio, domicelli, domini de Craunhaco, ex alia parte. Dicti miles et domicellus et eorum cuilibet recognoverunt... Idem miles dat eidem filio suo, donatione inter vivos, pro portione que posset ipsum filium contingere de bonis paternis, reperium suum de Manhac cum suis pertinentiis et cum redditibus suis propinquioribus dicto reperio usque ad summam ducentarum librarum monete Lemovicensis rendualimus, computo in hoc dicto reperio et estimato, exceptis edificiis, estimatione et assignatione faciendis de premissis ad ordinationem domini Arnaldi de Crayschaco, militis, et Petri Dalmatii, domini de Burguo de Hu, et discreti viri magistri Petri Francisci, mediatoris si esset discordia. Retento in premissis dicto militi usufructu et ducentis libris solvendis pro clamoribus et legatis per ipsum militem faciendis. Et si dictus filius vellet transferre quocumque titulo premissa donata, vel partem, in dictum patrem, vel suos, juravit idem miles se non recipere aliquid ab eodem directe vel indirecte... » (Suivent les conditions générales et ordinaires de la transmission aux divers degrés de la ligne masculine des immeubles don-

» milite, ex una parte, et Marguarita de Bironnio, quondam filia nobilis viri
» Aymerici de Bironnio, domini Montis-Ferrandi, uxore dicti militis, ex
» alia... » (Suit la liquidation des droits de la femme et l'indication des
paiements faits au mari.)

1324. — Du mercredi avant la Saint-Jean. — Lettre d'A-lain Raymond, receveur de la vicomté de Limoges, à Pierre Colombet, prévôt de Nontron, établissant qu'Itier de Magnac devait au vicomte cent sols de rente pour la basse viguerie de Milhac.

1324. — Transaction entre Hélié de Fonzenac, prieur de Saint-Jean-de-Côle, et Itier de Magnac, chevalier.

1325. — Donation par Itier de Magnac à Robert, son fils, de toute la terre et seigneurie de Magnac, dont il ne lui avait donné qu'une partie, sous réserve de l'usufruit par le susdit contrat de mariage de 1321.

1325. — Transaction entre ledit Itier et l'abbaye de Dalon, diocèse de Limoges, au sujet de l'hommage de deux sous de Limoges, à lui dus par les religieux à chaque changement d'abbé (1).

nés)... « Et dictus Arnaldus de Sancto Asterio promisit dicto militi, stipulanti pro
» se et nomine filii sui, sub spe dicti futuri matrimonii, mille libras Turonenses
» pro omnibus solvendis, videlicet... » (Suivent l'indication des époques de paiement, les stipulations ordinaires au sujet des enfants à naître)... « Promittente dictus miles et dominus Guido de Axia, miles, et dictus Arnaldus, et Raymundus de
» Blanhaco, domicellus, se curaturos et effecturos quod dictum matrimonium perficiatur inter dictos futuros conjuges... » (Suivent les stipulations de garanties entre les contractants, après serment fait sur les saints Evangiles)... « Ad sancta
» Dei evangelia tacta corporaliter juramentis... Acta fuerunt hæc apud Tutellam, die
» Martis post cathedram beati Petri anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo
» primo, regnante illustrissimo principe domino Carolo Dei gratia Franc. et Nav.
» rege, presentibus discretis viris magistris Stephano Serterii, Petro Francisco,
» clericis jurisperitis, domino (en blanc) canonico Sancti Asterii, fratre Guillelmo de
» Hoviliaco, de ordine minorum, et pluribus aliis, testibus ad hoc vocatis et rogatis, et me Guillelmus clari, clerico autoritate regie notario publico qui premissis omnibus... Nos vero Bernardus de La Landa, clericus, custos dicti sigilli, illud ad fidelem relationem dicti notarii, huic publico instrumento duximus appendendum salvo jure domini nostri Regis. » (Lespine vol. 78, p. 132.)

(1) *Monnaie et sous de Limoges*, d'après le contrat de mariage de 1331 et la tran-

1326. — Lettres d'absolution accordées par Arnould d'Altézac, pénitencier du pape, à Itier de Magnac, chevalier, et à Guillaume de Magnac, chanoine de Saint-Austrégile de Limoges, coupables de violences jusqu'à effusion de sang envers des prêtres et des laïques, d'avoir ravagé les vignes et les récoltes, fréquenté les tavernes, joué aux dés, hanté les mauvais lieux, commis des adultères, perçu indûment les dîmes.

saction de 1325. — Sous la domination romaine, dit M. Allou, la ville de Limoges n'eut point d'atelier monétaire. Le monnayage de l'abbaye de Saint-Martial remonte jusqu'aux Mérovingiens. Abbon, instituteur de Saint-Eloi, y était alors monétaire et fut remplacé par ce dernier, qui mourut en 639.

Cette fabrication fut en activité à Limoges sous les Carolingiens et principalement sous Louis-le-Débonnaire, en 817, et les pièces à l'effigie de celui-ci étaient encore, en 1420, très-communes à Limoges, où elles circulaient sous le nom de Petits-Blancs. Frappés sous Philippe I^{er} comme monnaie de billon, les Grands-Blancs valaient dix deniers, et les Petits-Blancs cinq deniers. Il existe, d'ailleurs, d'autres monnaies forgées dans cette ville au nom de Charlemagne, de Pépin d'Aquitaine, et d'Eudes, de 752 à 890. Les pièces de ce dernier, qui servirent de type à celles de Périgord, d'Angoumois, de Bordeaux, etc., furent fabriquées longtemps après la mort de ce prince et à son effigie, jusqu'à l'apparition des premiers Barbarins.

Vers le commencement de la troisième race, en 967, dit M. Allou, on cessa, en effet, d'y fabriquer des pièces au coin des rois de France, l'abbaye de Saint-Martial ayant obtenu le droit de faire forger des pièces sur lesquelles figurait la tête barbue de Saint-Martial, ce qui leur fit donner le nom de Barbarines ou Barbarins, que l'on trouve mentionné dans des titres de 1125, 1185 et jusqu'en 1488. Cependant, nous lisons dans le *Manuel de numismatique* de M. Barthélemy que cette abbaye conserva le type du roi Eudes jusqu'au commencement du XII^e siècle, époque à laquelle commença la fabrication des Barbarins, jusqu'à la fin du XIII^e où ce monnayage fut définitivement remplacé par celui des vicomtes, qui fut seul admis dans le règlement de 1315.

C'est, en effet, vers le milieu du XIII^e siècle que les vicomtes de Limoges qui, jusque là, avaient reconnu les droits de l'abbaye en lui rendant hommage à ce sujet, paraissent avoir voulu créer une nouvelle monnaie; car, de 1199 à 1230, Guy V fit fabriquer de nouveaux Barbarins, mais clandestinement, hors de Limoges et dans son château d'Aixe : *Eodem anno (1211) Guido vicecomitis Lemovicensis novos Barbarinos fecit apud Aziam (chron. St-Mart. an. 1212)*. — Guy VI et, après lui, Marguerite de Bourgogne, sa veuve et tutrice de leur fille, fit continuer cette fabrication au même lieu, mais avec un nouveau type, à l'effigie et au nom du vicomte. Cette innovation ayant déplu aux habitants de Limoges et de toute la contrée, et ceux-ci ayant refusé d'accepter cette nouvelle monnaie, appelée Limousine, il intervint entre eux et ladite Marguerite un traité portant que cette monnaie serait dé-

1336. — Vendition de douze sols de rente par Guillaume de Magnac, escuyer, Bertrande de Mazières, sa femme, et Menssa, leur fille, à Itier de Magnac, chevalier, ainsi que de ce qu'ils possédaient à Milhac ; *Die sabbati post octavas beati Michaelis an° Dⁱ m° ccc° trigesimo sexto.*

1338. — Lettres par lesquelles appert que le conseil de la vicomtesse de Limoges bailla le gouvernement du chastel et de la chastellenye de Nontron et ressort d'iceux à Itier de Magnac, troisième du nom ; *Die veneris post festum beati Laurentij.*

truite et cesserait d'avoir cours légal : *Burgenses castri Lemovicensis fecerunt pactum cum Margareta, filia ducis Burgundi, relicta vicecomitis Lemovicensis ut moneta que vocatur Lemona, alias Lemocia, ubi erat nomen vicecomitis, omnino cassaretur, licet esset legalis (Apud chron. St-Steph. ad ann. 1263).* — Quelques années après, Marie et Arthur de Bretagne, fille et gendre de ladite Marguerite, reprirent la fabrication d'autres monnaies en substituant leurs effigies à celle de Saint-Martial, en y ajoutant les armes de Limoges et de Bretagne et, pour légende : *Arturius, vicecomes Lemovicensis.* Plaintes et résistances nouvelles, qui furent réglées par le roi Philippe-le-Hardi par ordonnance de 1276 portant que les consuls, commune, hommes, bourgeois et leurs successeurs de la ville de Limoges ne pourraient dorénavant rien prétendre dans la partie de la monnaie qu'ils avaient ou disaient avoir, attendu que cette monnaie appartenait à Marie, vicomtesse de Limoges, et à son mari. A dater de cette époque et jusque vers la fin du ^{xiv}e siècle la monnaie de Limoges porta le nom des vicomtes.

Lorsque Philippe-le-Bel décréta, en 1303, l'altération du titre des monnaies, celle de Limoges fut fixée à trois deniers seulement, ce qui prouve combien elle était alors dégradée.

En 1306, Jean de Bretagne, fils d'Arthur et de Marie, rendit hommage à Guy de La Porte, abbé de Saint-Martial, pour tous ses droits dans le château et dans la châtellenie de Limoges, notamment pour celui d'y faire battre monnaie.

En 1315, Guy, VII, frère du précédent, devint vicomte de Limoges et y fit agrandir les ateliers où se fabriquait la monnaie vicomtale.

L'an de grâce 1315, environ Noël, les maîtres des monnaies du roi Louis X le Hutin, rendirent une ordonnance portant règlement sur la fabrication : « Des monnoies des barons et des prelas du royaume de France qui se dient avoir droit de faire monnoie telle comme ils le doivent faire de pois de loy et de coing qu'ils ont faite anciennement... Item la monnoie au vicomte de Lymoges, les deniers doivent estre à III deniers XVJ grains de loy argent le Roy et de XIX sols VJ deniers de pois au marc de Paris. Item les maalles de la dicte monnoie doivent estre à III [de loy argent le Roi et de XVJ] IX^d maalles doubles de pois au marc de Paris, et ne porront faire que le X^e de maalles, c'est-à-dire IX^d de deniers et C. L. de maalles doubles et ainsi vaudront les deniers et les obolés tournois XX^d mains la livre que petit tournois, cest assavoir que XIII deniers de la monnoie dessus dicte ne vaudront que XII petit tournois. Et doit faire le vicomte de Lymoges le coing de sa monnoie devers croiz et devers pile felé. »

1339. — Quittance par Etienne, abbé de Peyrouze, audit Itier pour tous les droits appartenant à l'abbaye par suite des acquisitions de terres faites à Milhac par ce dernier et par Robert de Magnac, son fils.

1343. — Quittance de rente pour anniversaire fondé par Itier de Magnac en l'esglise de Nostre-Dame d'Aul-tevaux.

1344. — Liste des *hommes francs et des serfs* de la maison de

Sous Louis IX, le *Gros-Tournois*, ou *sou d'argent*, valait douze *Petits Tournois*. En termes de monnayage, on nommait *deniers-de-poids* 24 grains ; *denter de lot*, le degré de pureté de l'argent, ou chacune des parties de fin contenue dans une quantité d'argent quelconque qu'on suppose alors divisée en douze parties égales. Il s'agissait, dans l'espèce, de monnaie de billon, dite *monnaie noire*, composée d'argent et de cuivre.

Après 1338, Jean de Bretagne s'étant abstenu de paraître au sacre de Philippe VI, celui-ci lui interdit le droit de faire battre monnaie et fit saisir ses coins, sous prétexte que la monnaie de Limoges étant semblable à la sienne, cette ressemblance nuisait au commerce, comme s'il eût été possible de confondre les hermines de Bretagne avec les fleurs de lis de France !

Lettres du 13 décembre 1358, par lesquelles Charles, régent du royaume pendant la captivité de son père, fait défense à Jean de Montfort, prétendant à la vicomté de Limoges, d'y faire battre monnaie.

Au mois de mai 1364, le prince de Galles, dit le prince Noir, fit son entrée solennelle à Limoges, dont il ratifia les privilèges, mais en conservant celui de battre monnaie. Aussi trouve-t-on dans les archives de Pau, au sujet des dépenses faites pour cette fabrication, un compte de 1365, dans lequel figurent notamment les articles suivants : Frais de tournée de Raymond Guibert, maître général des monnaies ; achat d'une balance à Coysier fils, balancier, pour 65 sous ; versement à Alain de Stokes, trésorier du prince de Galles, de 5,050 livres ; autre à Pierre Oudoyn, prévôt des ouvriers, pour envoyer quelques-uns de ceux-ci à Bordeaux, dix livres ; versement au connétable de Bordeaux, par ordre du prince de Galles, 3,840 livres ; enfin, le détail des travaux faits par Michel Bize, maître de la monnaie de Limoges, et les observations de ce dernier, relatives à la fabrication et à l'échange du billon noir contre du blanc. Ce billon noir était de cuivre, le billon blanc un mélange de cuivre et d'argent. Mais lorsque les Anglais eurent été chassés du Limousin, la ville de Limoges s'étant donnée au roi de France, il paraît que les monnaies y furent frappées au nom du souverain.

On connaît enfin des barbarins portant *Chastellom-Melhtares*, que l'on pense avoir été fabriqués par ordre des vicomtes du Limousin dans le château de Meilhارد. Ces vicomtes eurent aussi, dans leur ville forte de Nontron, ainsi que nous le verrons au chapitre de cette ville, un atelier monétaire qui fut supprimé par Charles VII en 1431. Aussi, dans les comptes conservés aux Archives de Pau, est-il dit par les agents d'Alain d'Albret, vers la fin du x^v siècle, que le droit de battre monnaie à Limoges n'existait plus de mémoire de vivant.

Magnac, lesquels payaient des redevances en nature et étaient soumis à la contribution des quatre cas (1).

1347. — Lettres de Guillaume de Monfaucon, capitaine, général et sénéchal pour le roy en Périgord, par lesquelles il permet à messire Ytier de Magnac et sa femme de se retirer

(1) Ainsi, d'après les actes de 1300, 1308, 1314 et 1344, il y avait encore au ^{xiv}^e siècle des serfs taillables et corvéables à volonté dans le Nontronnaï ; mais il ne faut pas croire que ces corvéables fussent comme on l'a prétendu à tort, à la merci de leurs seigneurs et obligés d'obéir à leurs moindres caprices, même au prix de leur vie. Les corvées, en effet, devaient être toujours établies par un titre écrit, à défaut duquel la possession même immémoriale ne suffisait pas pour les rendre obligatoires. Le plus souvent, ces titres énuméraient le nombre et la nature de ces corvées ainsi que des autres redevances ; mais il en était d'autres qui, muets à cet égard, portaient simplement ces mots : *Corvées à volonté* et remontaient originellement à l'époque où le servage fut substitué à l'esclavage, à des conditions volontairement acceptées. De là la question de savoir si le seigneur pouvait disposer, toutes les fois qu'il l'aurait jugé à propos, du temps et des bras de ses corvéables. A quoi les légistes et la jurisprudence répondaient négativement et enseignaient que l'on devait suppléer au titre et entendre par *volonté* une volonté raisonnable, limitée à douze corvées par année, employées à un usage honnête, à raison de trois en un mois, en diverses semaines et d'un soleil à l'autre ; ainsi, d'ailleurs, que cela fut consacré par l'ordonnance de Blois rendue en mai 1579. Ces corvées ne pouvaient être, au surplus, exigées que pour le lieu où elles étaient dues et non ailleurs ; elles ne pouvaient être ni vendues ni transférées à autrui, n'étant dues que pour la nécessité du seigneur, qui devait les réclamer chaque année et en temps utile, à défaut de quoi elles ne tombaient point en arrérages et le corvéable s'en trouvait libéré.

Quant à ce qui restait encore du servage, sous le nom de *Droit de main-morte*, ce droit fut également établi par conventions et par titre lorsque les Francs firent de leurs esclaves des serfs de la glèbe, auxquels ils concédèrent des terres à défricher, mais à la condition que, s'ils mouraient sans enfants, les terres retourneraient au seigneur. C'était la servitude dite réelle. — Quant à la servitude personnelle, ou droit de suite sur la personne et les biens du serf, en quelque lieu qu'il fût habiter, elle paraît bien avoir existé à l'origine, mais elle ne tarda pas à être vivement combattue par la religion d'abord et ensuite par la royauté. Ainsi, à l'exemple de Louis-le-Gros, qui affranchit tous les serfs de son domaine, Saint-Louis et ses successeurs abolirent autant qu'ils purent les servitudes personnelles. Louis XII, Charles IX et Henri III prirent des règlements sur la matière et, au ^{xvi}^e siècle, le servage était une si rare exception que Loisel pouvait se croire autorisé à dire : « Toutes personnes sont franches en ce royaume. » Cependant, malgré ces règlements et d'autres de Louis XIV, on n'en retrouvait pas moins dans quelques pays de coutumes des traces qui donnèrent lieu à des contestations judiciaires tranchées par arrêts de justice, notamment des 17 juin 1760, 18 mai 1769 et en août 1779. Ce fut alors que le roi Louis XVI abolit le droit de main-morte sur tous les biens de la couronne et prohiba les droits de suite, ou la servitude personnelle partout ailleurs, par édit du 8 août 1779, où il est dit : « Constamment occupé de tout ce

en les biens qu'ils avaient à Nontron desquels ils avaient été spoliés par les Anglais ; *Decimo tertio aprilis an^o Dⁱ m^o trecentesimo quadragésimo septimo*.

1352. — Testament dudit Itier de Magnac, deuxième du nom (1).

» qui peut intéresser le bonheur de nos peuples et mettant notre principale gloire à
» commander une nation libre et généreuse, nous n'avons pu voir sans peine les
» restes de servitude qui subsistent dans plusieurs de nos provinces ; nous
» avons été affecté en voyant qu'un grand nombre de nos sujets, servilement
» encore attachés à la glèbe sont regardés comme en faisant partie... Ordonnons...
» Art. 1^{er}. Nous éteignons et abolissons dans toutes les terres et seigneuries de
» notre domaine la main-morte et condition servile... voulons qu'à compter du jour
» de la publication des présentes, ceux qui, dans l'étendue des dites terres et sei-
» gneuries, sont assujettis à cette condition sous le nom d'*hommes de corps*, de
» *serfs*, de *main-mortables*, de *taillables*... en soient pleinement et irrévocable-
» ment affranchis... Art. VI. Nous ordonnons que le droit de suite sur les main-
» mortables demeurera éteint et supprimé dans tout notre royaume, dès que le
» serf ou main-mortable aura acquis un véritable domicile dans un lieu franc... »
C'est ainsi que ce malheureux roi, si mal récompensé de ses idées de justice et de liberté, devança de plusieurs années les décisions de l'assemblée constituante qui, le 4 août 1789, supprima les dernières traces de ces institutions féodales que, cependant, nous n'avons trouvées, depuis le xvi^e siècle, dans aucun des titres de rentes relatifs au Nontronnais. Cela résulte même du sommaire de l'acte de 1814, qui ne parle que de redevances en nature et de la taille aux quatre cas, laquelle consistait en une somme d'argent variant de 3 à 5 sous et exigible : 1^o au cas où le seigneur était fait prisonnier à la guerre ; 2^o au cas où son fils aîné était reçu chevalier ; 3^o à celui où sa fille aînée se mariait à un gentilhomme ; 4^o et enfin au cas où il entreprendrait le voyage d'outre-mer. Cette taille était en usage dans le Nontronnais, où nous la trouvons relatée jusqu'au xviii^e siècle inclusivement et, notamment, dans des reconnaissances de rente des 29 mai 1693, 18, 19, et 20 mai 1697, pour disparaître dans celles du xviii^e.

(1) Voici l'analyse du testament de Itier de Magnac, d'après l'original conservé par Doat, vol. 44, f^o 27. — « In nomine Domini amen, noverint universi... Nobilis domicellus Petro de Manhaco, Lemovicensi diocesi, nobis exhibuit et præsentavit quoddam testamentum nobilis viri domini Iterii de Manhaco militis defuncti de Nontronio dicti diocesi Lemovicensi...

» In nomine sancte trinitatis patris et filii et spiritus sancti amen, anno incarnationis
» Domini M^o CCC^o quinquagesimo secundo, videlicet die ultimo mensis septembris,
» Johanne rege Francorum regnante, noverint universi quod ego Iterius de
» Manhaco, miles de Nontronio... » Après avoir recommandé son âme à Dieu, à la Vierge, à saint Jean l'évangéliste, à saint Jacques, apôtre ; à saint Étienne, à saint Martial, apôtre ; à saint Blaise, à saint Nicolas, au patron de sa chère Catherine et à tous les saints, le testateur choisit pour lieu de sa sépulture le monastère de Nontron : « In monasterio de Nontronio ante altare sanctorum Johannis et
» Nicholai juxta sepultura parentum meorum et cum Almyda Bruni quondam
» conjuge mea. » — Il veut que, pour la célébration de ses funérailles, il soit donné

1357. — Lettres de mainlevée, signées et scellées, octroyées par Charles de Bretagne, vicomte de Limoges, à messire Yctier de Maignac, chevalier, de tous les biens, qu'il avoit tant en la chastellenye de Nontron que ailleurs par toute la ditte vicomté, pour ce que le dit de Maignac estoit accusé d'avoir esté cause de rendre le chasteau de Nontron entre les mains des Anglais, ennemis du dit vicomte. Données à Avignon, le 29^e jour de may 1357.

1313. — Acte portant que la jouissance de maisons sises à Milhac est accordée à Itier de Magnac pendant sa vie.

1384. — Réclamation par Pierre de Magnac de l'héritage de Robert de Magnac, son père.

un pain de cire et 40 sous au chapelain de Nontron; qu'un luminaire convenable y soit employé et qu'on y convoque tous les prêtres résidant dans les paroisses autour de Nontron et spécialement de Saint-Etienne-le-Droux, « S^u-Stephani-deu-Ledros »; de St-Martin-le-Pin, « S^u-Martini-Picti », de Bondaseau, « Bondesello »; de Milhac, « de Milhaco », et qu'il soit donné trois sous à chacun d'eux; aux diacres deux sous; aux sous-diacres douze deniers; aux clercs majeurs six deniers; aux clercs mineurs quatre deniers et, à chaque abbé et prieur conventuel, cinq sous; à chaque pauvre, un pain de deux deniers, « due denariete panis », ou deux deniers pour l'amour de Dieu et le salut de son âme et de celle de ses amis, « amicum meorum. » — Il lègue pour la réparation du monastère de Nontron cent livres monnaie courante, « monete corrente », payable dans les dix années de son décès. — Plus aux sœurs du couvent de Saint-Pardoux-la-Rivière, douze livres tournois une fois payées et 20 sous de rente pour fêter chaque année la fête de saint Nicolas, et, en outre, trente sous une fois donnés pour un repas, « pro refectioe », à l'occasion de l'anniversaire de sa mort et de celle de ses héritiers à perpétuité, à cause de quoi il abandonne auxdites sœurs la rente qu'elles lui devaient sur certain bois, « nemus quod habent in nemoribus de Solerio, quod fuit dicti quondam Blanco, quod nemus volo esse salvum perpetuo. » — Il lègue aux chapelains, « capellani », de Nontron, Milhac, St-Etienne-le-Droux, St-Martin-le-Point et Javerlhac, à la charge de célébrer un anniversaire perpétuel le jour de la fête de saint Nicolas, pour lui, ses parents et ses amis, soixante sous à chacun pour acheter cinq sous de rente, « sexaginta solidos semel ut cuilibet inde emit quinque solidos rende. » — Item aux églises de Champniers, de Pluviers, de saint Barthélémy, d'Augignac, de Savignac, de Saint-Pardoux-la-Rivière, d'Abjac, de Milhac, de St-Front-la-Rivière, de St-Angel, de St-Front-de-Champniers, de St-Martial-de-Valette, de Nontronneau, de Bondazeau, de Javerlhac, de St-Martin-le-Point, de Taijat, d'Etouars, du Bourdeix et de St-Etienne-le-Broux, à chacune, une demi-livre de cire et six deniers pour oblation, une fois donnés. — Item à Ste-Marie-de-Rocamadour et à l'hôpital, dix sous une fois donnés, « Beata Marie de Ruppe amatore de Avicio et auspiali ejus quinque solidos semel solvandos. » — Item aux hôpitaux de Haut-Pas et du St-Esprit de Rome et de Roncevaux, aux maisons et à la bourse des clercs pauvres et à St-Hongré de Paris, « de Alto-Passu et de Sancto-

1384. — Déclaration de Guy Paute par laquelle il se porte héritier du chef de sa femme, du dit Robert de Magnac. — Guy Paute, ou Paulte, de Nontron, avait été marié avec Aysaline, sœur de Itier de Magnac, 2^e du nom; auquel il donna en 1311 quittance de la dot de sa femme. Il testa le 19 décembre 1392 et laissa pour héritier Mondot, ou Raymond Paute, son fils, à la demande duquel Jean de Bretagne, vicomte de Limoges, donna mainlevée des revenus saisis au préjudice d'Itier de Magnac. Le dit Mondot, ou Raymond, suivant lettres données à Aix le 24 juillet 1422, rendit hommage à Jean de Bretagne, sieur de Laigle et vicomte de Li-

Spiritu Rome et de Ronclo de Vallis et domibus seu bursis pauperum clericorum bonorum puerorum et de S-Honorato Parisius, tres solidos semel solvendas. — Item monasterio Sti-Egidij et ecclesie Beate Marie de Valle-Viridi (Clairvaux) tres solidos semel. — Aux religieuses des couvents de Ligneux, de Boubon et de Fontaine, à chacun, trente sous pour un repas, « triginta solidos semel solvendas pro refectioe ». — Item pour le cas où l'un de ses héritiers n'irait pas à St-Jacques-de-Compostelle, « non iret ad Sanctum-Jacobum-de-Compostello », il veut qu'un autre homme y aille pour lui et qu'il lui soit donné soixante-quinze tournois en argent, « sexaginta quinque Tarnensis argenti » ou la valeur, et que, pour le salut de son âme, il en soit offert trois à St-Jacques. — Item pour le cas où aucun de ses héritiers ne pourrait pas, en son nom, faire le voyage d'outre-mer et aller au Saint-Sépulcre, il veut que l'on donne mille tournois argent ou la valeur à un homme armé qui ira combattre les Turcs ou les Sarrazins, « volo quod uni homini armato qui vadet illuc, vel contra Turcos, et contra Sarrasenos semel tradantur mille turnenses argenti vel valor. » — Item à la chapellenie de l'autel de la Ste Vierge de Milhac, la dîme de petits blés, de laine, de lin et de chanvre par lui acquise de la veuve de Guy de Lussen, « Decimam quam tenebat quondam dominus-Guido de La Bierga de bladis minutis, de lanis, de linis et de canapis quam decimam acquisivi ab uxore relicte quondam Guidonis de Lussone; » une terre et une vigne à La Crouzille, une vigne nouvellement créée à Milhac, l'usage d'un bois dans la forêt de Peyrouse, cinq sous de rente que Armodia Bruni, sa femme, avait légués sur son mas de La Colarie pour ériger une chapellenie à l'autel de la Sainte-Vierge dans l'église de Milhac, laquelle chapellenie sera donnée par ses héritiers à « idoneo sacerdoti presentando capellano de Milhaco », avec l'approbation de monseigneur l'évêque de Périgueux, et, pour complément, il légua deux cents livres tournoises, « ducentes libras turnenses. » — Item à ses petits-fils, « nepotibus, » Pierre et Itier, fils de Robert, son premier-né, deux cent cinq livres de rente, « ducentes quinque libras rendæ. » — Item à M^{re} de Biron, sa femme actuelle, son droit d'habitation à Coussauzac et soixante livres de rente, « lego domine Marguarito de Bironio, nunc conjugi mee habitationem loci mei de Cossozaco (ancien repaire près de Nontron et disparu). » — Item, à Itier de Magnac, son fils, tous ses biens sis dans la ville de Nontron, dans le bourg de Saint-Martial-de-Valette et le moulin de Magnac, « molendino de Manhac », pour sa part héréditaire. — Il institua pour

moges, pour le fief de La Tampouse et la seigneurie de Magnac assis dans la chastellenie et ressort de Nontron.

Quelques années plus tard, la seigneurie de Magnac passa, de nouveau, et nous ne savons à quel titre, aux mains du vicomte de Limoges d'après une enquête faite en 1445 à la requête de Raymond de La Marthonie et dans laquelle il est dit que ce vicomte a succédé au seigneur de la maison de Magnac (1).

son héritier universel Hélié de Magnac, son fils dernier né, avec substitution au profit de son petit-fils, Pierre de Magnac, et à son défaut à Itier, frère de celui-ci, ensuite à son autre fils Itier, et, à leur défaut, à son frère germain Hélié de Magnac. Enfin, et pour le cas où tous les susnommés décèderaient sans enfants, il donne deux parts ou deux tiers de tous ses biens pour l'éducation de douze écoliers en théologie pour servir Dieu, la Sainte-Vierge et tous les saints, la nuit et le jour, dans le monastère de Nontron, où ils prieront à perpétuité pour le salut de son âme, de ses parents et de ses bienfaiteurs, « Volo et institui duodecim scolares in theologia cum uno lectore, qui lector percipiat pro duobus scholaribus portionem, et sex scolares in canonibus cum uno baccalario, qui etiam baccalarius percipiat pro duobus scholaribus portionem, et serviant Deo et Beate Marie et omnibus sanctis in dicto monasterio de Nontron nocte, die solemnitis et orant perpetuo pro anima mea et parentorum. » — Il lègue l'autre tiers de ses biens à ses plus proches parents et il nomme pour exécuteurs testamentaires : « Dominum Guillelmum de Manhaco, canonicum et cantorem ecclesiæ Bitteris, et Heliam, fratres meos, et dominum Iterium de Manhaco, filium meum, et nobilem virum Aymericum Bruni, dominum de Chamerio, ac Petrum de Lamauria, domicellum. » — Le testateur, requis de dire si ce qui précède est conforme à ses dernières volontés, répond, en patois du pays, ce qui suit : « Egu Itier de Manhac, chevalier, avandich, reconnet et confesse les chauses desus escriches me aver ordonnat per mon testament noncupatio e de ma darriera voluntat e vulh que tenhen et valhe sicum desus et contengut e mes en forma publica par la ma de meyre Sîmo Teytera, notari avandich, e per aver maior fe hay fach aquesta subscriptio de ma mo mes echaquest present testament mon sel, et soplege au reverend paire en Jesus-Christ e senhor a mon senhor larcivesque de Narbonne que il dengut a far metre lou seu sel a maior fermetat. » — Suit l'attestation en latin de ce dernier, puis la clôture du testament parmi les témoins duquel nous remarquons : « Johannes Fabri, diaconus de Nontronio, et Petrus de La Martonia, parochianus de Milhaco. — Codicille en patois du 16 juin 1360, parmi les témoins duquel figure : « Petrus Rufi, clericus de Tiberio. »

(1) Le qui précède était écrit lorsque nous avons reçu l'excellente notice de M. Clément-Simon sur la vicomté de Limoges, et nous en extrayons ce qui suit pour servir de complément à nos recherches :

« Dans cette paroisse (Milhac) était anciennement le repaire de Magnac, chef de la seigneurie de ce nom, laquelle s'étendait principalement dans les paroisses de Milhac, Bondazeau, Saint-Etienne, Nontron, Saint-Pardoux-la-Rivière et St-Front. Le seigneur de Magnac exerçait la vigerie dans la paroisse de Milhac et percevait

Le 19 août 1486, Alain d'Albret aliéna le fief de Magnac avec la paroisse de Milhac, qui fut rachetée en 1544 par Henri IV, lequel la morcela et la revendit dès les premières années de son règne. En conséquence, ce fief passa, pour la quatrième fois, en d'autres mains et, au XVII^e siècle, nous le trouvons en celles de la famille Pourten, d'où il passa à celle des Pastoureau par suite du mariage de Jeanne Pourten de Magnac avec Jean Pastoureau, sieur de La Grange.

R. DE LAUGARDIÈRE.

(A suivre).

ACTE DE NAISSANCE

DE MAINE DE BIRAN.

La plaque tumulaire du tombeau de Brantôme, retrouvée dans la chapelle du château de Richemont, a permis à la Société historique du Périgord de rétablir la véritable date de

» un droit d'acapte de deux sols à chaque mutation d'abbé du monastère de Dalon.
» Soumis à l'hommage envers le vicomte, il était, en outre, astreint à fournir,
» chaque année, le pain et le vin de la communion du jour de Pâques à Nontron.
» Itier de Magnac, dont les biens furent confisqués pour soupçon de félonie, n'avait
» pas laissé d'héritier direct. En 1384, Gui Paute, chevalier, réclama la succession,
» comme plus proche descendant d'Excelline de Magnac, sœur germaine dudit
» Itier. En 1390, les biens furent provisoirement attribués à Mondot Paute, qui était
» sans doute fils de Guy. Mais le vicomte, qui avait joui pendant quelques années
» de cette belle seigneurie, s'arrangea pour la reprendre et désintéresser les héritiers.
» Tous les droits et hommages dus au seigneur de Magnac ressortirent désormais
» mais directement au vicomte. Les principaux vassaux du seigneur de Magnac,
» dans la paroisse de Milhac, étaient les sieurs de Milhac, de Pouzols, de Juge,
» de Bort; la famille de La Marthonie y possédait le repaire noble de ce nom,
» avec des fondalités. »

La seigneurie de Magnac ne s'étendait point sur des paroisses autres que celle de Milhac; seulement, la famille de Magnac, fort riche et divisée en plusieurs branches, dont une habitait Nontron, possédait de nombreuses rentes non-seulement dans cette ville, mais encore dans toutes les paroisses environnantes. Pour tout le reste, la rédaction de M. Simon confirme et complète suffisamment ce que nous avons dit à ce sujet.

la mort de ce fameux mémorialiste, faussement indiquée par les biographes. Nous venons proposer une rectification du même genre au sujet de notre célèbre philosophe Maine de Biran.

M. Sauveroché, dans son *Discours sur les célébrités du Périgord*, page 136, fait naître Maine de Biran dans un domaine de sa famille, à Grateloup, près de Bergerac, et ainsi, après lui, la plupart des dictionnaires de biographie universelle, comme Bouillet, Feller, etc ; il s'est élevé aussi des contradictions sur l'époque de la naissance. L'extrait suivant, que notre confrère M. Dupuy a bien voulu copier pour nous dans les archives de l'état-civil de Bergerac, arrêtera le cours de toutes les suppositions au sujet de la date et du lieu de la naissance de Maine de Biran.

Le 30 novembre mille sept cent soixante et six, j'ai baptisé dans l'église paroissiale de St-Jacques de Bergerac S^r François Pierre Gontier de Biran, né la veille dans la présente ville, fils légitime de S^r Jean Gontier de Biran, docteur en médecine, et de dame Marie Camille Deville, conjoints ; a été parrain S^r François Gontier de Biran, qui a tenu à la place de S^r Pierre Cosset ; marraine, Philippes Sargenton, qui a tenu à la place de D^{lle} Anne Gontier de Biran.

Temoins : Arnaud, V^{re} ; Hyverd, sacristain.

Comme on le voit, le nom de *Maine* ne figure pas dans l'acte de baptême du philosophe. Ce nom, qui venait d'une terre, avait été porté antérieurement par plusieurs membres de la famille Gontier de Biran.

Ainsi, François-Pierre Gontier de Biran, connu par la postérité sous le nom de *Maine de Biran*, est né à Bergerac le 29 novembre 1766. Il naquit, selon l'expression de l'un de ses plus remarquables critiques, entre deux berceaux illustres : celui de Montaigne et de Fénelon ; « de Fénelon, dont le génie métaphysique et onctueux devait être comme l'étoile qui marquerait le port à son inquisition philosophique ; et de Montaigne, dont la disposition d'esprit éminemment subjective, devait, comme par une sorte d'émulation de voisinage, accroître, ce semble, dans M. de Biran cette propension

naturelle qu'il avait à se regarder vivre et à se faire lui-même la matière de ses *Essais*. » (1)

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

DES PRÉTENDUES POÉSIES

DE MAINE DE BIRAN.

Jusqu'à ces derniers temps, nous avons partagé avec quelques personnes l'opinion que Maine de Biran avait été à la fois poète et philosophe.

Nous écrivions, en 1872, au sujet d'un recueil de l'Académie des poètes, où notre confrère M. Elie de Biran venait de publier quelques essais poétiques :

« Il se présente un souvenir à notre esprit, et ce ne sera pas une comparaison des moins piquantes à établir entre M. Elie de Biran et son grand-oncle. C'est un fait peu connu, mais incontestable, que Maine de Biran, l'austère philosophe, à la veille de la Révolution, alors que, jeune, bien fait, élégant, garde-du-corps, il se mêlait à la société étourdie et brillante de cette époque, avant d'aborder les graves problèmes de la métaphysique, avait, lui aussi, sacrifié aux Muses, comme on disait alors ; il serait curieux de retrouver quelques sonnets ou madrigaux sortis de cette main qui devait écrire le *Mémoire sur l'habitude* et les *Nouveaux essais d'anthropologie*. » (2)

Et dans l'un de nos derniers *Bulletins* (3), nous disions encore, dans un but de recherches bibliographiques :

« Nous savons de source certaine que Maine de Biran, le

(1) Auguste Nicolas, *Etude sur Maine de Biran, d'après le Journal intime de ses pensées*, chapitre deuxième.

(2) *Echo de la Dordogne*, n° du 21 février 1872 ; *Revue de la poésie*, organe de l'Académie des poètes, livraison d'août 1872, page 119.

(3) *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, tome IV, 8^e livraison : *Un mot sur la bibliographie du Périgord*, page 167.

philosophe, débuta dans la poésie ; mais nous n'avons pu découvrir aucun vers de sa composition. »

Nous avons tenu à cœur de vérifier un fait aussi intéressant au point de vue de l'histoire littéraire du Périgord et des évolutions de l'esprit humain. Après de nouvelles recherches, heureusement couronnées de succès, nous sommes aujourd'hui en mesure d'affirmer que *Maine de Biran*, s'il fut poète, ne le fut jamais qu'en prose, et qu'il y a eu confusion entre son nom et celui de son frère plus jeune, comme nous allons l'indiquer.

Jean Gontier de Biran, docteur en médecine à Bergerac dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, eut de son mariage avec demoiselle Marie-Camille Deville quatre enfants, dont une fille et trois fils :

1^o François-Michel, né le 13 octobre 1764, mort en bas âge le 8 septembre 1767 ;

2^o François-Pierre, né le 29 novembre 1766, connu par la postérité sous le nom à jamais célèbre de *Maine de Biran* ;

3^o Marthe, née le 24 avril 1769, mariée depuis à M. Du-moulin ;

Et 4^o Joseph, né le 2 mars 1771, qui dut changer son nom en celui de Casimir (1).

C'est ce dernier qui fut poète. Après avoir fait de bonnes études, Casimir Gontier de Biran avait voulu entrer aux gardes-du-corps de Louis XVI, où son frère se trouvait ; mais à la suite des événements politiques, il demeura dans la vie privée.

Il se livra avec un certain succès à la poésie ; son frère le philosophe goûtait beaucoup ses vers, qui ne se répandaient guère au-delà de la province. Nous regrettons de ne pouvoir en faire connaître au moins quelques-uns ; mais la pièce suivante donnera une idée de son aimable talent.

Casimir de Biran avait adressé une pièce de vers sur la

(1) Nous devons ces renseignements exacts à notre confrère M. Dupuy, archiviste de la ville de Bergerac. Nous le remercions ici de sa constante obligeance à notre égard.

mort d'un serin à M. La Grange-Chancel fils, qui passait, à Périgueux, au sein de l'amitié et des lettres, les dernières années de sa vie. Ce poète lui répondit ainsi :

AU JEUNE M. BIRAN, DE BERGERAC.

« Jeune favori des neuf sœurs,
J'ai lu votre épltre charmante
Avec le plaisir qu'une amante
Savoure en lisant les douceurs
Du tendre berger qui l'enchanté.
Vos vers annoncent le talent,
Le bon goût, la délicatesse ;
Mais il est dommage vraiment
Que ce soit à moi que s'adresse
Un aussi joli compliment.
Les reflets de votre jeunesse
Font que vous voyez tout en beau,
Et votre lyre enchanteresse,
Au bord même de mon tombeau,
A fait sourire ma vieillesse.

EPITAPHE.

Ci-gît un fort joli serin ;
Il vivrait encore peut-être
Si le sort ne l'eût pas fait naître
Chez un habile médecin. »

Le père de M. de Biran était un médecin renommé de Bergerac. C'est à lui que son fils aîné, le philosophe, dut ses connaissances physiologiques.

La Grange-Chancel fils publia cette pièce dans le recueil de ses poésies, imprimées à la suite de l'édition qu'il donna à Bordeaux, en 1797, des *Philippiques* de son père.

Maine de Biran n'ayant point cultivé la poésie, c'est donc par erreur qu'on lui a attribué des compositions poétiques.

Dans le tome deuxième de la vaste publication du colonel Staaf, sur la *Littérature française*, nous avons déjà signalé,

parmi les ouvrages dont il accorde la paternité à notre illustre compatriote, les deux suivants :

- 1° *Les Nuits élyséennes*,
- 2° *Les Agrestes*.

Ces deux ouvrages, comme l'indique suffisamment leur titre, seraient en vers. Nous connaissions les divers écrits de Maine de Biran ; c'était pour la première fois que nous trouvions la mention des *Nuits élyséennes* et des *Agrestes* ; nous nous sommes demandé où le littérateur avait pu trouver ces deux livres, ainsi qu'un troisième désigné par lui sous ce titre : *Le Christianisme expliqué, ou l'unité de croyances pour tous les chrétiens*.

Nous nous sommes adressé à M. le colonel Staaf lui-même, qui nous a fait la réponse suivante :

« Monsieur, — En vous remerciant de l'attention que vous avez accordée à mon ouvrage la *Littérature française*, je crains d'avoir en même temps à vous remercier pour le redressement d'une erreur qui pourrait avoir été commise dans la nomenclature des ouvrages attribués à Maine de Biran. Je n'ai malheureusement plus entre les mains les vastes matériaux qui m'ont servi pour l'élaboration de mon livre, et les sources qu'il m'a été possible de consulter ne me fournissent aucune indication qui me permette d'établir l'exactitude des titres qui ont fait naître vos doutes.

» Il est vrai que M. Thalès Bernard, à qui incombait spécialement la rédaction des notices sur les philosophes, possédait une quantité prodigieuse d'informations résultant de ses études personnelles ou de ses relations fréquentes avec les écrivains de son temps. Il était à l'affût de toutes les publications, de toutes les découvertes qui intéressaient la *Littérature*, et il lui arrivait souvent de retrouver dans sa mémoire des renseignements qu'il y avait emmagasinés. A-t-il puisé dans une revue, dans un journal où l'on parlait des manuscrits laissés par Maine de Biran les indications qu'il a transportées dans la *Littérature française* ? S'est-il, dans la rédaction de la note

dont il s'agit, un peu trop fié à sa mémoire et laissé entraîner à une confusion regrettable ? Je ne saurais le dire.

» Je vous ferai pourtant remarquer, Monsieur, que si les *Nuits élyséennes* et les *Agrastas* semblent en effet appartenir à la poésie, l'ouvrage qui a pour titre *Le Christianisme expliqué* ne serait nullement en désaccord avec les dernières études de Maine de Biran et caractériserait au contraire l'évolution qui s'accomplit dans les idées du philosophe vers la fin de sa vie. Je serais tenté de croire qu'un fragment considérable de ses œuvres inédites ayant paru dans quelque revue française ou suisse, sous le titre qui en indiquait le mieux l'esprit et le sens, M. Thalès Bernard aura été trompé par cette *rubrique* toute de convention.

» Il serait plus difficile de rattacher à l'œuvre de Maine de Biran des poésies, et une telle attribution me semble le résultat d'une transposition fautive dans le classement des innombrables matériaux de mon ouvrage.

» Il ne me reste donc, Monsieur, qu'à prendre note de vos remarques pour en tenir compte en temps opportun.

» J'ai d'ailleurs pour règle d'enregistrer scrupuleusement toutes les observations qui me sont adressées, afin de les mettre à profit, s'il y a lieu, lorsque plus tard je procéderai à une dernière révision de l'ouvrage auquel j'ai consacré déjà tant d'années de ma vie. Toute ma gratitude est acquise à ceux qui me donnent ces témoignages d'intérêt et que je regarde comme mes collaborateurs inconnus. Il vous en revient donc une large part. C'est dans ces sentiments que je vous prie, Monsieur, de vouloir bien offrir, à la savante Société dont vous faites partie, l'expression de mon respect et agréer pour vous-même l'assurance de ma considération la plus distinguée.

» Colonel STAAF.

» P-S. — La famille de Maine de Biran est-elle bien sûre que tous les manuscrits du grand philosophe ont été retrouvés et publiés ? » (1)

(1) Lettre datée de Paris le 14 mars 1879.

Nous pouvons répondre maintenant à M. le colonel Staaf, et, en faisant désormais cesser tous les doutes sur de prétendues poésies composées par Maine de Biran, résoudre enfin la question que nous proposons nous-même dans ce *Bulletin* à la sagacité de nos confrères.

Deux faits sont certains :

1° Tous les manuscrits existants du philosophe sont entre les mains de M. Ernest Naville, de Genève, auquel la science est redevable de la publication complète de l'œuvre philosophique de notre compatriote. Ce renseignement a été confirmé par le témoignage de son regretté fils, M. Félix de Biran.

2° M. Naville n'a trouvé aucune poésie dans les manuscrits de Maine de Biran, comme il l'a écrit lui-même à la famille de l'auteur.

Des fragments de mémoires restent encore inédits ; mais il est bien évident que la notice de M. le colonel Staaf ne peut se rapporter qu'à des ouvrages imprimés ; or, parmi ceux-ci, aucun ne porte les titres indiqués par lui dans sa *Littérature française*.

Il faut donc se résoudre à ne voir désormais dans Maine de Biran qu'un philosophe, un penseur. Plusieurs pages de ses austères écrits, il est vrai, du *Journal intime de ses pensées* surtout, respirent la plus douce poésie. Ne nous y a-t-il pas laissé de riantes descriptions et de gracieux tableaux de cette nature qu'il se plaisait à peindre et à admirer au sein de sa verdoyante campagne de Grateloup, près de Bergerac ? Mais s'il ne traduisit pas ses impressions dans le langage favori des Muses, il les rendit du moins dans une excellente prose ; et, pour un métaphysicien comme pour tout savant, ce n'est pas un médiocre mérite que celui d'être en même temps un bon prosateur. Combien peu, en effet, sont habiles à faire valoir, par la richesse de la forme, les vérités qu'ils ont laborieusement découvertes !

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

VARIA.

NÉCROLOGIE.

M. LE COLONEL DU VIGNAUD.

Nous recevons de M. de Laugardière la lettre suivante :

Monsieur et cher confrère,

Vous me demandez, à l'occasion de la mort récente de M. du Vignaud, une notice nécrologique pour le *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, dont il faisait partie. Je m'empresse de répondre à votre désir, et je crois ne pouvoir pas mieux faire que de vous transmettre les extraits suivants de celle insérée dans l'*Union nontronnaise* :

« La mort a frappé le colonel du Vignaud. L'immense concours de population qui l'accompagnait à sa dernière demeure témoigne éloquemment des regrets profonds que cet homme de bien laisse parmi nos concitoyens... Fils d'un simple gendarme de la résidence d'Angoulême (marié à Nontron), descendant d'une noble famille protestante ruinée et dispersée par la révocation de l'édit de Nantes, Aristide du Vignaud étudiait à Paris l'art de la peinture, quand éclatèrent les journées de Juillet 1830. Entré un des premiers dans la cour du Louvre à la tête du peuple, il fut grièvement blessé d'un coup de baïonnette en préservant, au péril de sa vie, l'ancienne demeure de nos rois et reçut, comme première récompense, la médaille frappée à cette occasion... Il fut ensuite et sur sa demande nommé lieutenant de gendarmerie... Quarante années plus tard, et lors des événements insurrectionnels dont la ville de Périgueux fut le théâtre dans le courant du mois de mai 1871, il se trouva, en sa qualité de général commandant la subdivision militaire, aux prises avec l'émeute qui voulait empêcher le départ des wagons blindés, destinés à seconder l'action de l'armée française rassemblée

» sous les murs de Paris, alors en proie aux horreurs de la Commune.
» Séparé de ses hommes par une foule exaspérée qui le sommait avec des
» cris de mort... Je suis ici, dit-il, pour commander et non pour obéir ;
» ma vie est entre vos mains... Puis, se tournant vers ses soldats... S'ils
» touchent à un cheveu de ma tête, leur cria-t-il, tirez dans le tas sans
» crainte de m'atteindre ! Cette attitude eut pour résultat de déconcerter
» l'émeute. De nombreuses blessures reçues au service de l'État lui avaient
» valu, avec un avancement rapide, la croix d'officier de la Légion-d'Hon-
» neur, brillant sur sa poitrine à côté de la décoration que lui avait
» accordée le gouvernement espagnol. Tel avait été l'homme public, le
» soldat... »

Maintenant, et au point de vue de la Société historique du Périgord, si M. le colonel du Vignaud ne fut pas au nombre de ses collaborateurs actifs, il avait du moins tenu à en devenir, dès sa création, un des membres titulaires, donnant ainsi un exemple de patriotisme local que tant d'autres, après lui, ont tenu et tiendront encore à imiter.

Veuillez agréer, etc.

R. de L.

BIBLIOGRAPHIE.

L'ARCHIPRÊTRE. — *Episodes de la guerre de Cent ans*, par Aimé Chérest, vice-président de Société des sciences historiques de l'Yonne. Paris, Claudin, 1880, in-8° de iv-413 pages. — Prix : 7 fr. 50.

(Extrait du *Polybiblion*, revue bibliographique universelle, juillet 1880.)

La France, pendant la seconde moitié du quatorzième siècle, a éprouvé des fortunes diverses qui ne sont pas sans analogie avec les événements contemporains, et il semble que, depuis quelques années, les érudits se soient attachés avec une sorte de prédilection, à l'étude de cette époque de notre histoire. M. Aimé Chérest nous présente aujourd'hui un travail très-intéressant et, croyons-nous, très-complet sur le célèbre Arnaut de Cervole, si connu sous le nom étrange de *l'Archiprêtre*, dans les derniers temps du règne du roi Jean et au commencement de celui de

Charles V. Dans nos biographies et dans nos historiens, Arnaut de Cervole n'est guère signalé que comme un des chefs les plus redoutés de ces *compagnies* qui, durant plusieurs années, furent pour la France un fléau non moins funeste que l'invasion étrangère et que la peste noire, et les notices de MM. de Zurlauben et Barjavel n'avaient guère amendé la légende assez défavorable qui s'est formée autour de son nom. M. Chérest, sans le réhabiliter complètement, présente néanmoins sous un jour moins désavantageux la figure du célèbre routier que le duc de Bourgogne appelait son *conseiller et très cher compère*, et auquel le roi de France avait donné le titre de chambellan. L'histoire proprement dite de l'archiprêtre est assez courte. Depuis la bataille de Poitiers, où sa notoriété commença, jusqu'à sa mort, arrivée en mai 1366, elle ne remplit qu'un espace de dix années, auxquelles M. Chérest a consacré un fort volume enrichi d'un certain nombre de pièces inédites. Nous regrettons de ne pouvoir, dans ce résumé, rendre un compte circonstancié d'un récit dont l'intérêt, malgré certains détails un peu arides, se soutient sans cesse, et qui fournit sur le rôle des *compagnies* des données souvent nouvelles et toujours précises. Nous n'étonnerons pas nos lecteurs en disant que M. Chérest est souvent amené à rectifier les assertions de Froissart, qui restera toujours un peintre inimitable des mœurs chevaleresques, mais dont le témoignage historique a perdu une grande partie de son poids auprès des érudits modernes. La bataille de Brignais, replacée aujourd'hui à sa date véritable de 1362, cesse d'être l'assaut d'un camp retranché situé au sommet d'une montagne imaginaire d'où les routiers écrasent l'armée royale sous une avalanche de pierres. Cette armée, commandée, non par Jacques de Bourbon, mais par le comte de Tancarville, et occupée au siège de Brignais, fut surprise par une attaque brusque et imprévue des *compagnies*, qui se termina par la déroute des assiégeants. Il y aurait encore à rectifier, sinon à effacer entièrement, la page où Froissart parle d'une prétendue expédition entreprise par le duc de Bourgogne contre le comte de Montbéliard en août ou septembre 1364, époque où il est facile de le suivre tant à la cour du roi de France, que dans le double voyage qu'il fit en Normandie pour réduire le fort de Moulineaux. La liste donnée par l'auteur des chroniques des capitaines de compagnies ayant accompagné du Guesclin en Espagne et qui durent y pénétrer dès les premiers jours de janvier, est rendue très-suspecte lorsqu'on voit plusieurs d'entre eux s'attarder sur les rives de la Saône et remonter vers le Nord à la fin du même mois, et l'un d'eux, le Bourg Camus, prolonger son séjour en Bourgogne jusqu'à la fin de l'expédition. M. Chérest, qui donne une note inédite relative au traité de Corcoudray, paraît d'ailleurs avoir ignoré la publication de la pièce originale, faite par M. Gauthier en 1876 (Notice sur la baronnie d'Etrabonne, Besançon, Jacquin). En résumé, l'étude pour laquelle cet auteur a mis à contri-

tion des sources trop peu utilisées avant lui, donne une idée plus exacte du caractère et des procédés de ces capitaines d'aventure qui jouèrent un rôle malheureusement trop notable dans la première période de la guerre de cent ans, et cet Arnaut de Cervole qui eut du moins le mérite rare de ne pas porter au plus offrant le secours de son épée et de rester toujours *bon Français*. Elle met surtout en relief la sollicitude souvent trop méconnue du gouvernement royal à défendre les populations contre les périls de tous genres qui les menaçaient et l'infatigable activité avec laquelle les agents royaux réussissaient à maintenir le cours d'une justice à peu près régulière et à atteindre les plus audacieux coupables. Grâce à la forte organisation qu'elle avait reçue de la royauté, la nation put surmonter la plus formidable des crises, réparer assez promptement des désastres qui semblaient devoir entraîner sa ruine et conserver, même au milieu des plus terribles revers, parmi les peuples européens, ce premier rang qu'elle ne pouvait perdre que par l'abandon de ses traditions séculaires et l'oubli des conditions qui ont fait sa grandeur.

T. L.



ARCHÉOLOGIE PRÉHISTORIQUE.

Félix Robiou, *Observations critiques sur l'archéologie dite préhistorique, spécialement en ce qui concerne la race des Celtes*. — L'abbé Hamard, *Fouilles faites à Carnac en 1874-1876* (1).

Le mémoire de M. Robiou dont nous avons à rendre compte ne se prête pas à l'analyse. C'est un travail des plus substantiels et qui présente le résumé de tout ce qui a été écrit depuis dix ans sur les antiquités celtiques et gauloises. Ceux de nos confrères qui se consacrent à ces études spéciales voudront connaître par eux-mêmes la savante notice de M. Robiou ; il leur serait difficile de trouver un guide plus compétent et plus sûr. Simplifiant notre tâche le plus possible, nous ne ferons pour nous qu'effleurer la matière sans sortir des généralités.

Parmi les découvertes brillantes de ce siècle, s'il en est une qui a

(1) *Bulletin et Mémoires* de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine. — Tome XIII 1879., p. 1-119 et 181-196.

donné lieu à de nombreuses publications et à des discussions passionnées, c'est assurément celle des premières traces de l'industrie de l'homme. Dans les couches profondes du diluvium, dans le sol des cavernes, même à la surface de la terre, de toutes parts, ont été recueillis des objets la plupart ignorés il y a cent ans, ou dont on méconnaissait l'origine et l'intérêt, et qui nous ont fourni sur les premiers occupants des contrées que nous habitons des révélations inattendues.

Il n'est plus permis maintenant d'en douter, cette terre de France, où s'étale à nos yeux une civilisation dont nous sommes si fiers, a vu ses campagnes fréquentées, il y a de longs siècles, par des peuplades sauvages ; des tribus nomades de chasseurs ont parcouru ses forêts et ses montagnes, à la poursuite d'animaux qu'on y chercherait vainement aujourd'hui ; l'homme a vécu dans un état misérable et en dehors de toute culture intellectuelle, là où se dressent aujourd'hui nos demeures somptueuses et nos églises.

Comme les découvertes archéologiques qui ont conduit à des constatations aussi étranges, nous reportent, à des temps antérieurs aux données de l'histoire, du moins pour notre Europe occidentale, la science qui en a pour objet l'étude a pris le nom d'archéologie préhistorique.

Cette expression *préhistorique*, par suite de l'extension exagérée que lui ont donnée sans fondements les écrivains rationalistes, a été souvent critiquée, et nous voyons par le titre de son mémoire, que M. Robiou lui-même ne l'emploie qu'avec une certaine répugnance. Nous ne partagerons pas ses scrupules. Comment en effet désigner autrement cette période de temps qui s'achève pour nous, Européens occidentaux, là où commence l'histoire proprement dite ? — Les allégations gratuites de certains savants ne sauraient faire rejeter une expression qui reste précise tant qu'on lui conserve le sens restreint qu'elle comporte, pas plus qu'elles ne justifient la sorte de défaveur où paraît être tombée l'archéologie préhistorique chez beaucoup d'esprits éminents.

Assurément, cette science, née d'hier, est encore indécise et, comme toutes les connaissances humaines, procèdera longtemps par voie de tâtonnements, mais ce n'est pas là un motif sérieux d'en négliger l'étude ; et parce que plusieurs opinions malsaines auront été présentées sous son couvert, nous ne voyons pas qu'on soit en droit de la tenir pour suspecte, encore moins de la condamner.

Dans toutes les sciences d'observation, comme est l'archéologie préhistorique, on doit s'en tenir aux faits et ne pas s'inquiéter des conséquences erronées qu'on en pourrait déduire. Tel est le sentiment que nous a souvent exprimé M. l'abbé Cochet, le célèbre antiquaire normand. Telle a été aussi la ligne de conduite du regretté directeur du collège

de Pontlévoy, M. l'abbé Bourgeois, qui nous a même laissé sur ce point un exemple que nous n'aurons garde d'oublier. Comme il avait trouvé dans un terrain tertiaire non remanié, des silex qu'il crut, avec conviction, avoir été taillés par l'homme, il n'hésita pas à publier sa découverte, tout alarmante qu'elle dut être pour son cœur de prêtre.

Laissons donc le temps faire justice de certaines hypothèses qui de nos jours cherchent vainement à s'appuyer sur l'archéologie préhistorique, telles que l'origine simienne de l'homme, sa perfectibilité indéfinie, la date prodigieusement reculée de son apparition sur la terre, etc..., et continuons pour nous à étudier cette science avec un esprit maître de soi, mais cependant plein de zèle pour la recherche de la vérité. Le champ de nos études s'éclaircira peu à peu, et nous serons étonnés un jour de saisir nettement grand nombre de points aujourd'hui confus et obscurs.

Les magnifiques travaux analysés par M. Robiou nous en donnent déjà l'assurance.

Il n'y a que trente ans, nos origines gauloises étaient encore fort embrouillées. Le nom même de nos ancêtres subjugués par César n'était pas défini, et les deux termes *Celtes* et *Gaulois*, qui servaient à les désigner, étaient considérés comme synonymes. Un savant français, M. Alexandre Bertrand, joignant à une grande science archéologique une connaissance profonde des écrivains de l'antiquité, entreprit de porter quelques lumières dans ce chaos. La lecture attentive du texte de Polybe lui fit d'abord reconnaître que l'historien grec appliquait constamment le nom de Celtes aux peuples du bassin du Pô et à ceux du sud-est de notre Gaule, sauf les Boïens parmi les premiers et les Allobroges parmi les seconds, tandis qu'il appelait Galates ceux qui occupaient le bassin du Danube et quelques bandes de barbares des régions du Caucase. Cette distinction entre les Galates, ou Gaulois, et les Celtes était-elle fondée?... M. Alexandre Bertrand, passant de l'étude des textes à celle des antiquités des contrées désignées par Polybe, n'eut pas de peine à constater entre elles des différences considérables. Il multiplia ses remarques et, faisant de l'archéologie comparée la base la plus solide de son argumentation, non-seulement il parvint à démontrer l'exactitude des assertions de Polybe et à délimiter l'étendue des territoires occupés par les vrais Gaulois; mais encore il posa des jalons qui conduiront sûrement à de nouvelles découvertes dans l'étude des derniers temps préhistoriques.

De même race que les Celtes, et, comme eux, partis de l'Orient, les Gaulois-Galates, c'est ainsi que M. Bertrand se plaît à les désigner, n'arrivèrent que tardivement dans l'Europe centrale. Leur entrée dans la Haute-Italie n'eut lieu qu'au IV^e siècle avant notre ère, et c'est à la même

époque qu'ils s'établirent en Gaule. Loin de s'être répandus dans ce vaste pays, ils n'en occupèrent que la région orientale et ne dépassèrent pas, vers l'ouest, les bassins de la Saône et de la Marne.

Ces faits, en partie attestés déjà par l'histoire, sont aujourd'hui démontrés avec évidence par l'archéologie, et ici nous voudrions suivre M. Robiou dans l'exposé si instructif qu'il fait des recherches de M. Bertrand dans les tumulus gaulois de Magny-Lambert (Côte-d'Or), de M. Chantre, dans la vallée du Rhône, de MM. Gozzadini et Conestabile, dans la Haute-Italie, enfin de M. Von Sacken dans le cimetière célèbre de Halstadt (Autriche). Il nous faut y renoncer, mais du moins butinerons-nous au passage quelques observations.

L'une des plus importantes est ce fait désormais hors de toute discussion, que, avec les Gaulois, apparut dans les contrées qu'ils envahirent une industrie nouvelle, l'emploi habituel du fer. Ceci ne veut pas dire que le fer n'était pas connu en Europe avant les invasions gauloises ; mais il est certain que les Celtes ne l'avaient employé que très-rarement. De cette observation découle cette conclusion non moins importante, que la transition des deux âges du bronze et du fer ne s'est pas opérée, dans nos contrées, lentement et par un progrès continu des procédés industriels, comme l'avaient enseigné les premiers adeptes de l'archéologie préhistorique, mais brusquement et en quelques années. Les Gaulois ont communiqué à leurs frères les Celtes l'usage du fer, comme ceux-ci avaient enseigné celui du bronze aux populations qui les avaient précédés dans l'Europe occidentale.

Outre l'importation du fer, les invasions gauloises au ^{iv}^e siècle introduisirent dans les contrées de l'est de la Gaule plusieurs coutumes nouvelles que signale l'archéologie. L'inhumation sous les dolmens et l'incinération disparaissent pour faire place à l'inhumation sous tumulus ou en pleine terre ; la céramique se perfectionne et change de style ; l'usage des fibules ou agrafes se montre pour la première fois ; enfin, on voit apparaître une monnaie qui, pour être une grossière imitation des types grecs ou romains, tend à devenir nationale.

Les sépultures de cette curieuse époque nous révèlent dans les Gaulois des gens de mœurs guerrières, inhabiles aux arts industriels, mais aimant à s'enrichir des dépouilles des peuples vaincus. Souvent, en fouillant leurs tombes, l'archéologue s'étonne de rencontrer au milieu du mobilier barbare qui leur est propre, quelque œuvre d'art de la Grèce ou de l'Italie, une poterie fine ornée de décors, une cenochoé en bronze, ou des antiquités étrusques. Parfois, un objet transmis d'une génération à l'autre vient attester l'origine orientale de ces nouveaux venus, comme le casque de Berru en bronze martelé, reproduction fidèle des casques assyriens sculptés à Khorsabad et usités encore aujourd'hui dans le Kourdistan.

Mais la période relativement récente qui commence aux invasions gauloises n'est pas la seule que la science moderne ait élucidée. L'étude des monuments rapportés aux âges ou époques de la pierre polie et du bronze fait chaque jour de nouveaux progrès, et rien de plus intéressant que les découvertes qu'elle amène.

Y a-t-il eu un âge de bronze ?... Voilà une question qui eût soulevé, il y a dix ans, de vives récriminations, et cependant sur le point d'être résolue par la négative.

Si les Celtes ont importé le bronze et en ont étendu l'usage des bords du Dniéper aux rivages de l'Océan, il est prouvé maintenant que la connaissance de ce précieux alliage n'a aucunement fait cesser l'emploi des instruments en pierre, lesquels ont continué à être utilisés longtemps encore, peut-être même jusqu'à l'occupation romaine. D'autre part, dans plusieurs sépultures mégalithiques de haute époque, notamment dans quelques dolmens de l'Aveyron explorés par MM. Cartailhac et l'abbé Cérés, de petites masses de fer ont été trouvées concurremment avec des objets en bronze et des armes et outils en silex.

Le fer et le bronze auraient donc fait presque simultanément leur première apparition dans l'Europe occidentale, et, par le fait, l'âge de la pierre polie se reliait directement à celui du fer, avec lequel il se serait confondu pendant plusieurs siècles.

Les bronzes les plus anciens, recueillis tant en Gaule qu'en Allemagne et dans toute la vallée du Danube, offrent entre eux de grandes ressemblances, et, fait bien curieux, les motifs de leur ornementation sont tous empruntés à l'art oriental. Il faut en conclure que, partis de l'Asie, les Celtes continuèrent, pendant quelque temps, à en tirer leurs bronzes tout façonnés. On est en droit de présumer qu'ils en tirèrent aussi l'étain jusqu'à ce que leurs relations s'étant étendues à l'extrême Occident, ils eussent connu celui de Cornouaille. Celui-ci leur arriva directement par la Seine et par la Saône, et non par l'entremise des Phéniciens, comme on l'avait cru de prime abord.

Nous passons à regret sur les pages consacrées par M. Robiou aux observations chronométriques faites à l'embouchure de la Loire par M. Kerviler, observations qui confirment l'ordre de succession des faits qui précèdent. Nous ne dirons plus que quelques mots sur les dolmens.

Par quel peuple furent construits les dolmens, et à quelle époque doit-on rapporter leur construction ?... Trois savants, MM. Fergusson, l'abbé Hamard, et Alexandre Bertrand, se sont occupés plus spécialement de ces difficiles questions. Le dernier, se basant sur des considérations que nous n'avons plus à signaler, avait attribué, en premier lieu, la construction des dolmens à une race d'hom-

mes venus du Nord, qu'il appelait pour cette raison race hyperboréenne ; mais l'étude plus approfondie de ces monuments et de leur distribution géographique, aussi les travaux publiés sur eux à l'étranger, modifièrent peu à peu ses conclusions. Aujourd'hui, les preuves abondent pour démontrer que les dolmens furent élevés par des Celtes, non pas seulement par les importateurs du bronze, mais déjà par les hommes de même race qui peuplaient nos contrées pendant l'âge de la pierre polie, et qu'on a proposé de désigner sous le nom de proto-Celtes.

La coutume des inhumations sous dolmens est donc fort ancienne ; mais d'autre part la rencontre bien avérée d'antiquités romaines dans quelques-uns de ces monuments, tant en Irlande qu'en Bretagne, prouve qu'elle s'est continuée très-tard dans certaines régions et qu'elle n'a disparu peut-être complètement qu'à l'arrivée des premiers apôtres du christianisme.

Quelques-uns des renseignements qui précèdent nous ont été fournis par M. l'abbé Hamard, dans sa notice qu'il nous reste à examiner. Le savant ecclésiastique consacre la deuxième partie de ce travail à la question plus générale des dolmens ; nous ne nous occuperons ici que de la première partie, où il rend compte des fouilles exécutées de 1874 à 1876, par un archéologue anglais, M. James Miln, près du mont Saint-Michel de Carnac. Là se dressent, à un peu plus d'un kilomètre à l'est de la montagne, des buttes informes connues dans le pays sous le nom de *Bossenno*, et dont la mer venait anciennement baigner le pied. Outre ces monticules, M. Miln a fouillé les restes d'un tumulus situé au pied même du mont, dans sa partie méridionale. Sous les terres de ce tumulus comme aux *Bossenno*, M. Miln a trouvé des substructions romaines et, dans le même sol, le mobilier ordinaire de la pierre polie ou des dolmens : vases grossiers, fusaioles en terre cuite, haches en pierre et silex taillés. M. l'abbé Hamard conclut que ces objets si divers sont de la même époque. Sans vouloir le nier absolument, ce qui serait nous mettre en contradiction avec ce que nous disions tout-à-l'heure, que l'emploi des instruments en pierre avait pu se prolonger jusqu'à l'occupation romaine, nous croyons que les conclusions de M. l'abbé Hamard sont ici trop hâtives. Ne doit-on pas admettre plutôt que les éminences de terre fouillées par M. Miln sont d'anciens tumulus ou tertres funéraires, sur lesquels les Romains auraient jugé commode de bâtir leurs demeures pour les soustraire plus sûrement à l'action des eaux ? Cette supposition nous paraît plus rationnelle et elle explique la présence tout-à-fait anormale en un même lieu d'objets appartenant à des civilisations très-distinctes.

Michel HARDY.

NOTES DE VOYAGES EN PÉRIGORD, PAR M. DE MOURCIN.

(1824-1828). — *Suite.*

Puypinson, commune de Saint-Léon. — Puypinson a eu donc des habitations gauloises fort anciennes et d'autres un peu plus récentes ; il a eu aussi une forge à vent. C'est l'endroit le plus curieux des environs de Saint-Astier.

C'est un endroit qu'il faut que je revoie et que je reverrai toujours avec le plus vif intérêt.

De l'endroit où se trouvent le plus de débris aux maisons de Puypinson, l'aiguille donne 320, et sur *Puygeol* (ou...), 160.

Renseignement. — Je suis parti de Labatut (commune de Saint-Astier), le jeudi 31, et je suis revenu à Périgueux en passant par Montanceix, où j'ai vu la pompe que MM. Duchatenet viennent de faire établir pour monter l'eau au château et où j'ai trouvé le pauvre Brouillaux-Léger qui était veuf depuis le samedi.

Il paraît qu'on trouve quelques haches à la Mouline, près Labatut.

On dit qu'il y a une motte aux Meynards, près du bourg de Saint-Germain-du-Salambre.

En allant à Frateau, nous aurions dû voir la tour de Grimour, pas loin de la route à droite (Neuvic).

On dit qu'il y a une motte au-dessus du village de la Grave, entre ce village et Sourzac, vers le chemin du Roi.

Entre Sourzac et Mussidan, il y a *Las Peyras* et les *Roches*.

(Juillet 1828.)

Beauregard, etc., Excideuil, etc. — Je suis parti de Périgueux le 13 juillet 1828, à 8 heures du matin. M. de Marcillac, qui était ici juré, a eu la bonté de m'offrir une place dans sa voiture. Nous sommes arrivés le soir à 5 heures à Beauregard, à une lieue de Terrasson.

Fossemagne. — En passant, j'ai encore examiné Fossemagne. J'ai trouvé dans les environs de la fontaine de Saint-Cyprien beaucoup de fragments de poteries du très-haut moyen-âge ; à côté de la fontaine est une petite élévation plate. C'est là qu'il y a eu, je crois, une chapelle.

Je n'ai pas pu m'arrêter chez les dames de Laservolle, à Azerat. Le vallon du Cern est un des endroits que le dernier vent a le plus ravagé.

Une grande quantité de noyers y sont arrachés. Je n'avois jamais vu un pareil dégât occasionné par le vent.

Olivoux. — Le lundi 14, je suis parti de très-bonne heure pour aller voir Olivoux, près de Montignac. Il faisait chaud. Olivoux, ou le Claud d'Olivoux est au N. O. du Chambon, à une vingtaine de minutes en-deçà de Montignac. Excellent fonds qui, je crois, a été brûlé; débris romains de tous genres; meule de 1, 4, 9 de diamètre, et de l'épaisseur de 0, 1, 2; pierres hexagones de 3 pouces, une ligne de diamètre à l'angle; fragments de mauvaises colonnes, plusieurs puits.

Le commandant Sorbier (qui est très-bon enfant) a deux jolies têtes en pierre et une jambe; il a aussi quelques fragments de poteries et plusieurs médailles qui ne sont pas mauvaises.

M. Lasserre, médecin, a également des fragments de poteries, quelques objets et des médailles assez bonnes, surtout le Néron.

M. Boyer, maître de musique, a également divers objets et d'assez bonnes médailles.

Si nous avions un musée convenable et public, je crois qu'on nous céderait ces recueils.

Montignac. — Le château de Montignac est presque entièrement détruit.

Ce qu'il y a de plus ancien paraît remonter au XII^e siècle. La ville n'offre rien de remarquable. J'ai dîné chez M. Desvignes. — Les églises (deux) m'ont paru peu de chose.

Le Cheylard. — J'ai vu le Cheylard sur le chemin de Montignac. C'est une position très-élevée. Il y a, je crois, quelques vestiges d'un camp romain très-détérioré et de faible dimension. Il y a eu aussi depuis quelque château-fort. Et vers le levant de cette montagne, nous avons cru ensuite apercevoir de loin (en nous retournant) une base de castelet gaulois.

On trouve au Cheylard des débris de poterie très-ancienne et des fragments de tuiles romaines. Il y a eu, dans le moyen-Âge, beaucoup de constructions; c'était, dit-on, la ville de *Gabillou*.

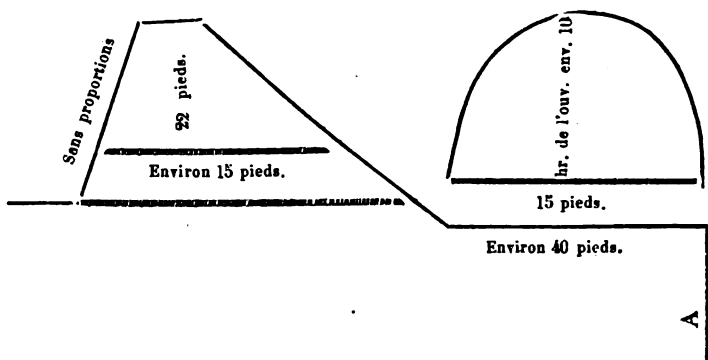
L'église est abandonnée et en partie détruite. Elle était sous l'invocation de saint Barthoumieu (Barthélemy); elle peut remonter au X^e siècle; elle offre quelque intérêt.

Cet endroit mérite d'être revu. C'est en revenant d'Olivoux que je l'ai vu à la hâte.

Les Farges. — J'ai passé aux Farges, endroit extrêmement élevé, mais où je n'ai rien vu. L'église n'a rien de remarquable.

J'ai passé à la Boissière chez M. le comte d'Abzac et me suis bien mouillé avant d'arriver à Melet.

Badegoule. — Le mardi, 15, M. de Marcillac et moi nous avons visité Badegoule ; nous avons pris un ouvrier avec nous.



A environ 40 pieds vers l'est est une espèce de mur A en rocher ; cela a pu former une espèce de défense.

Au midi, c'est-à-dire vis-à-vis de l'entrée, le sol est assez escarpé et fort inégal. C'est au bas de cet escarpement et en descendant qu'on trouve la terre brûlée et mêlée d'ossements et de silex.

Nous avons ramassé une grande quantité de silex travaillés. J'ai pris aussi deux morceaux de la terre et deux de l'espèce de chaux qu'on y trouve ; partie de mon trésor est chez M. de Marcillac et partie chez M. d'Abzac.



Deux gravures accompagnent cette livraison. — La 1^{re}, intercalée dans le texte, représente un Denier en petit bronze de Crispin ; — la 2^e, le Logis des abbés de Chancelade, du XI^e siècle,

Vu :

Le Secrétaire-Général,

FERD. VILLEPELET.

SÉANCES MENSUELLES

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD.

Séance du jeudi 7 octobre 1880.

Présidence de M. le docteur GALT

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. de Froidefond, le marquis de Fayolle, de Roumejoux, Crédot, d'Artensec de Verneuil, Bleyne, Coulombeix, Edmond Dujarric, Albert Dujarric-Descombes, Jean Dupuis, l'abbé Goyhenèche, Michel Hardy, Le Légard, Maurice et Villepelet.

Le procès-verbal de la séance du 2 septembre est lu et adopté.

A l'occasion de cette lecture, M. DUJARRIC-DESCOMBES dit qu'il a vu aussi à Paussac, dans des maisons particulières, des statues qui doivent provenir de monuments religieux. M. le Président charge M. Dujarric de les acheter pour le Musée.

La bibliothèque de la Société a reçu les livres suivants dans le courant du mois de septembre :

Le Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1880, n° 2 ;

Le Bulletin de la Société Nivernaise des sciences, lettres et arts, seconde série, tome huitième, in-8°, Nevers, 1880 ;

Le Bulletin de la Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, numéro de juillet 1880, in-8° ;

La Revue des langues romanes, 3^e série, tome IV, fascicule n° 1, Montpellier, 1880 ;

Le Giornale araldico de l'Académie de Pise, n^o d'août et septembre 1880 ;

Le Bulletin du bouquiniste, n^o du 1^{er} octobre 1880 ;

De M. Elie de Biran, *Maine de Biran et la critique italienne* ; étude philosophique, in-8^o, Périgueux, 1880.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. LE PRÉSIDENT a reçu un prospectus du grand ouvrage illustré, intitulé *Le Périgord*, que préparent MM. Léon Palustre et Eugène Sadoux, et le communique à l'assemblée. Plusieurs membres font remarquer que le prix de cet ouvrage, fixé à 180 francs, n'est pas accessible à toutes les bourses.

Sur la prière de M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, M. Thézard, vice-président de la Société archéologique du Limousin, a bien voulu compléter notre exemplaire du *Nobiliaire* de l'abbé Nadaud ; il nous adresse la feuille 61, contenant les pages 481 à 488 pour combler une lacune de notre tome III. Nous recevrons prochainement le tome I broché et couvert ; les dernières feuilles en sont sous presse.

Dans la séance du 5 août dernier, notre confrère, M. Michel HARDY, avait présenté quelques observations sur d'énormes javelots en fer trouvés dans la rivière de l'Isle et qu'il considéra comme étant des traits de catapulte romains. Ayant fait part de cette découverte au savant directeur du Musée de Saint-Germain, M. Alexandre Bertrand, en lui demandant son avis, il en reçut une lettre, en date du 12 septembre, dont l'assemblée écoute la lecture avec un très-vif intérêt.

Nous en détachons les passages suivants, qui corroborent l'opinion de M. Michel Hardy et formulent en outre de sages conseils à l'adresse de tous les archéologues :

« *Les traits* dont vous m'envoyez le dessin à demi-grandeur sont assurément fort intéressants. Je n'ai pas encore eu le temps de rechercher si rien de semblable a été déjà signalé. Ce que je puis dire, c'est que le Musée ne possède aucune arme qui puisse leur être comparée, ni dans les collections de l'époque gauloise, ni dans les collections de l'époque franque. Je connais moins bien le moyen-âge, mais une arme de

cette nature ne me paraît point pouvoir être attribuée à cette période. Reste donc, comme vous le conjecturez, l'époque romaine. Malheureusement les traits de catapulte d'époque romaine sont d'une extrême rareté. Aucun, à ma connaissance, n'atteint les dimensions et le poids tout à fait exceptionnels de vos javelots. Nous sommes, je crois, en présence d'armes uniques sur le caractère desquelles il faut se prononcer avec beaucoup de réserve. Je lirai votre lettre à la prochaine réunion de la Société des Antiquaires; j'interrogerai mes confrères et, si quelque remarque me paraît concluante, je m'empresserai de vous en faire part. Pour le moment, vos hypothèses me semblent répondre à tout ce que l'on peut dire de plus raisonnable sur le sujet.

» Je regrette de n'avoir pas à vous donner de ce petit problème une solution plus satisfaisante. En pareille matière, il faut souvent savoir attendre, sans se prononcer, que de nouveaux faits aient apporté de nouveaux renseignements. Le rôle de l'archéologue est de provoquer ces faits nouveaux en donnant le plus de publicité possible à ceux qu'il connaît déjà... »

M. DUJARRIC-DESCOMBES s'est chargé d'offrir au Musée les objets suivants :

1° De la part de M^{me} veuve Boc du Breuil, du Grand-Brassac,

Un pot du ^x^e ou ^{xii}^e siècle, trouvé dans un tombeau en pierre, découvert il y a quelques années en creusant le chemin placé derrière l'église de Brassac sur l'emplacement de l'ancien cimetière.

(Voir dans le *Bulletin* de la Société archéologique de Bordeaux, tome IV, 3^e fascicule : une notice sur des poteries semblables, vases en terre cuite trouvés à Laforce (Dordogne), par M. Ch. Braquehay, pp. 167-174.)

2° De la part de M. Faure, instituteur au Grand-Brassac,

Une monnaie des Ptolémées, rois d'Égypte avant J.-C., portant d'un côté une tête de Jupiter chevelue; au revers, l'aigle tenant la foudre dans ses serres, avec cette légende : Πτολεμαίου Βασιλεως.

M. Charles Rey, de Périgueux, offre également au Musée le sceau du chancre de Sarlat, dont une empreinte a déjà passé sous les yeux de la Société.

M. le Conservateur du Musée exprime sa gratitude aux donateurs.

M. DUJARRIC-DESCOMBES présente le dessin d'un sceau en cuivre rouge, muni de trois anneaux, découvert récemment dans une vieille maison en démolition au bourg de Paussac. L'original appartient à M. Berbiguié, notaire dans cette localité ; il est de dimension remarquable et d'un beau style. Il représente un cavalier tenant de la main droite une épée et couvert d'un bouclier chargé de deux chiens, peut-être des léopards ou lions léopardés, lesquels semblent surmontés d'un lambel de trois pendants. La légende très-lisible porte : SIGILLVM SEGV I LAPORCHARIA. M. Dujarric avait cru d'abord, avec M. de Froidefond, que ce sceau du XIII^e siècle était bien périgourdin ; qu'il avait dû appartenir à cette famille Séguy, qui, dès le XI^e siècle, remplissait à Périgueux les principales charges municipales. Mais, après examen plus attentif, il s'est rangé à l'avis de plusieurs de ses confrères qui dès le commencement ont reconnu là un sceau limousin. En effet, la maison de La Porcherie est connue en Limousin depuis le XII^e siècle ; on voit figurer un Seguin de La Porcherie, chevalier en 1226, dans une note du 4^e volume du *Nobiliaire du Limousin*, p. 365. Ce fief de La Porcherie était situé dans le canton de St-Germain-les-Belles, arrondissement de St-Yrieix.

De son côté, M. le docteur BARBANCEY nous envoie une empreinte, malheureusement fort effacée, du sceau de la Chartreuse de Vauclaire qu'il a trouvé sur deux lettres adressées en 1780 par le prieur à M. Bouchon, receveur des domaines du Roi à Montpon, qui, au nom de l'administration, avait demandé des éclaircissements au sujet du droit de pêche que les Chartreux prétendaient avoir sur la rivière de l'Isle, à une demi-lieue au-dessus et à une demi-lieue au dessous du couvent. Cette correspondance, que M. le docteur Barbancey a bien voulu transcrire, sera publiée dans le *Bulletin*.

M. LE PRÉSIDENT a déposé sur le bureau divers objets qu'il présente à l'assemblée :

D'abord, un groupe consacré au culte de Bacchus, en bronze hépatique, probablement imité de l'art grec, trouvé dans les déblais de la gare à Neuvic. Il représente une Ægipane à cheval sur une lionne : il est fâcheux que les deux têtes soient absentes. Néanmoins, la Société décide que ce beau bronze sera photographié ;

Puis, un médaillon en bronze, de l'époque romaine, dont le modelé est d'une finesse extraordinaire ; il a été découvert à Goudaud et représente une femme sur le point de sauter dans un cercle, *saltatrix*. Il sera dessiné dans le *Bulletin* ;

En outre, plusieurs fragments provenant de la villa de Boulogne qui est située sur un promontoire, au confluent de l'Isle et de l'Auvézère, un fragment de hache polie, deux grattoirs, un fragment de chapiteau de colonne dorique, un débris de meule gallo-romaine en pudding, des briques de toiture et d'hypocauste, un pavé enduit d'un émail qui imite le porphyre et des fragments de marbres de revêtement (blanc et campan) ;

Enfin, un armet du xv^e siècle, un éperon et des étriers du xvi^e, trouvés dans le grenier de Goudaud et offerts par M. Raymond Courtney.

M. le comte DE CUMOND fait signaler à la Société, par l'intermédiaire de M. de Fayolle, l'existence d'une pierre en grès ferrugineux, plantée debout près de St-Crépin de Brantôme et connue dans le pays sous le nom de *Peyro Jovento*, et aussi d'une grosse pierre plate, polie, située au Puy-du-Roy, dans la même commune.

M. DE ROUMEJOUX donne ensuite lecture de son rapport sur l'excursion archéologique entreprise par la Société le 25 septembre dernier, qui fournit des détails intéressants sur l'architecture des monuments civils et religieux qu'elle a visités, l'église et le château d'Agonac, les ruines imposantes du château de Bruzac, les églises de Saint-Pierre-de-Côle et de Saint-Jean-de-Côle, les châteaux de La Marthonie, de Puyguilhem et de La Chapelle-Faucher. Ce rapport sera inséré au *Bulletin*.

M. LE PRÉSIDENT montre alors à l'assemblée une tête de statue en pierre, qui a été trouvée dans la fontaine des Martinarias, à un kilomètre de Villars, et croit que c'est l'image de la nymphe de la fontaine. Elle est représentée avec la couronne de chêne, les cheveux en bandeaux. La Société demande que cette gracieuse sculpture, qui a été offerte au Musée par M. Arbonneau, de Villars, soit dessinée dans le *Bulletin*.

M. de Laveyrie prie M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL d'indiquer à la Société un monument situé dans sa propriété de La Bessède, commune d'Urval, qui pourrait être curieux à visiter et à fouiller : ce sont les ruines d'une chapelle appelée *Font-Romive* et brûlée depuis plusieurs siècles. Avant de commencer des fouilles, notre honorable confrère, M. Charles Vasseur, sera prié de nous faire un rapport sur ce petit monument.

M. DE ROUMEJOUX présente un dessin de la belle église de Paunat et un mémoire qui en contient l'historique : texte et dessin seront publiés dans le *Bulletin*.

M. DUPUY, archiviste de Bergerac, nous donne communication de trois lettres de 1578 qui viennent confirmer l'assertion émise dans le second article de M. l'abbé Lecler sur *Les chefs calvinistes à la prise de Périgueux*, à savoir, que le capitaine Lambertie ou mieux Lalambertie n'était pas du Périgord, mais bien du Bordelais, de la commune de Saint-André, canton de Sainte-Foy-la-Grande. Ces lettres seront envoyées à M. l'abbé Lecler.

M. Philippe DE BOSREDON nous communique une note prise à la Bibliothèque nationale, dans les manuscrits du fonds latin, sur « les maisons des gentilshommes de Limousin qui ont esté vollées par les reistres » ; elle sera insérée dans nos *Varia*.

M. LE PRÉSIDENT met ensuite sous les yeux de l'assemblée quatre beaux dessins à la plume de M. le baron de Verneilh qui seront reproduits dans le *Bulletin* par la gravure paniconographique, et qui représentent une plaque de cheminée où figurent les armes d'un maître de forge, le portail de l'église de Bussière-Badil, le logis de La Guierce à Brantôme et le château de Laxion.

De leur côté, nos honorables confrères MM. LEVICOMTE et DESLIGNIÈRES, architectes à Paris, nous adressent d'excellentes photographies des vieilles maisons de Périgueux avec la lettre suivante :

« Monsieur le Président,

» Au dernier Salon des Beaux-Arts à Paris, figurait, dans la section d'Architecture, un travail inscrit au catalogue sous ce titre : *Relevés, études et restaurations de divers édifices et fragments, d'époques différentes, dans Périgueux et sa banlieue*. L'œuvre, signée Levicomte et Deslignières, a été jugée digne d'une récompense ; aussi les auteurs, deux humbles membres de la Société historique et archéologique du Périgord, la prient-ils d'agréer l'hommage d'une collection de photographies exécutées d'après leurs dessins.

« Ils comptent sur votre bienveillance, Monsieur le Président, pour présenter à la Société ce modeste souvenir de leur voyage dans la bonne ville de Périgueux et lui ménager un accueil favorable. »

Sur la proposition de M. le Président, la Société vote des remerciements à nos deux confrères, et après avoir admiré la scrupuleuse exactitude de leurs dessins, décide qu'ils seront encadrés et suspendus dans la salle des réunions.

En analysant la semaine dernière les registres paroissiaux d'état civil de la commune de Corgnac, M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL a rencontré un acte de décès qui offre un véritable intérêt pour les études de M. l'abbé Cheyssac, en ce qu'il nous révèle le séjour de peintres italiens en Périgord au XVIII^e siècle. Tous les actes du registre sont rédigés en français, celui-là seul l'est en latin : il constate le décès à Corgnac, le 2 février 1769, d'Augusta-Anna Renaud, *sponsa Michææ Artier, pictoris peregrini, qui profitetur se esse natione Veneticum et Romæ subditum. Corpori hujus defunctæ data est sepultura ecclesiastica in cœmeterio ecclesiæ dictæ de Corgnac...* Comment ce peintre vénitien était-il venu à Corgnac ? Y

avait-il été appelé par les seigneurs de Laxion, la famille Chapt de Rastignac ? Tout ce qu'on apprend, c'est qu'il y était établi avec sa famille, ce qui impliquerait une idée de séjour un peu prolongé ; mais il ne reste présentement dans l'église aucune trace de son passage.

M. DUJARRIC-DESCOMBES fait hommage aux archives de la Société des pièces suivantes, concernant l'histoire de quelques paroisses du département :

1° Le rôle des tailles du bourg et paroisse de Montagrier pour l'année 1658 ;

2° Deux documents relatifs à M. M^e Jacques-André Borac, originaire de Brassac, curé de St-Aquilin : ferme des dîmes de sa paroisse (1784), et rétractation de son serment à la Constitution du clergé (1797) ;

3° Remplacement de la municipalité de la commune de Saint-Privat par le directoire du district de Ribérac « comme ayant participé aux horreurs commises sous la tyrannie qui a précédé le 9 thermidor » (1797) ;

4° Transfert du cimetière de Verteillac sur une terre dite de Raymond (1810).

M. LE PRÉSIDENT a reçu un prospectus de l'ouvrage que notre compatriote M. Victor Gay, ancien architecte du gouvernement, fera paraître prochainement à la librairie de la Société bibliographique, rue de Grenelle Saint-Germain, 35, à Paris, sous le titre de *Glossaire archéologique du moyen-âge et de la Renaissance*. Il recommande ce répertoire archéologique aux membres de la Société : l'ouvrage, formant 2 volumes grand in-8°, paraîtra en 10 fascicules de 10 feuilles, du prix de 7 francs.

Un ancien officier ministériel, M. Berthier, demeurant place Dauphine, 20, à Paris, nous mande qu'il se met à la disposition des membres de la Société qui auraient de la copie ou de la traduction à lui faire faire à la Bibliothèque nationale. Il se chargerait, moyennant une modique rétribution, des recherches demandées, soit à la salle de lecture, soit au département des manuscrits.

Il reste à procéder à l'élection de plusieurs candidats qui désirent entrer dans notre Compagnie. Après une série de

votes par acclamation, sont déclarés admis membres titulaires :

M. le comte DE DAMAS D'HAUTEFORT, au château d'Hautefort, présenté par M. le marquis de Fayolle et M. Alfred de Froidefond ;

M. LE LÉGARD (Armand-Zéphirin), licencié ès-lettres et en droit, juge de paix à Coutras (Gironde), présenté par MM. de Froidefond et Dujarric-Descombes ;

M. DUJARRIC fils (Jacques-Edmond), négociant, rue des Chafnes, à Périgueux, présenté par MM. de Froidefond et Dujarric-Descombes ;

M. MORRAS (Guillaume-Martial), étudiant en droit à Montargier, par Tocane-Saint-Apre, présenté par MM. Jules Clédat et Dujarric-Descombes ;

Membre associé :

M. CHAMPION, libraire, quai Malaquais, 15, à Paris, présenté par MM. Marmier et Villepelet.

M. LE LÉGARD, présent à la réunion, remercie la Société, en son nom et au nom de M. Edmond Dujarric, de l'honneur qu'elle vient de leur faire en les admettant dans ses rangs ; ils s'efforceront désormais, l'un et l'autre, de le mériter.

La séance est levée à deux heures du soir.

Le Secrétaire-Général, Ferd. VILLEPELET.



Séance du jeudi 4 novembre 1880.

Présidence de M. le docteur GALY.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle des réunions.

Sont présents : MM. le marquis d'Abzac de La Douze, Jauvinand, Michel Hardy, Maurice, le docteur Millet-Lacombe et Villepelet.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT annonce à l'assemblée la mort inopinée de notre jeune confrère M. Raymond Courtey, qui avait un goût très-vif pour les études archéologiques et s'était formé une jolie collection d'objets anciens recueillis tous à Goudaud, soit de l'époque préhistorique, soit de l'époque romaine. Il était occupé, sur le bord de l'eau, à nettoyer des silex taillés nouvellement découverts, lorsque, pris sans doute d'un vertige, il glissa dans la rivière et s'y noya. Une notice nécrologique sera consacrée à sa mémoire dans le prochain *Bulletin*.

L'assemblée accueille cette nouvelle par de sympathiques témoignages de regrets.

M. LE PRÉSIDENT énumère les ouvrages qui ont été envoyés à la bibliothèque de la Société dans le courant du mois dernier :

L'Investigateur, journal de la Société des Etudes historiques, n° de mars-avril, mai-juin 1880, où est relatée la découverte d'un anneau d'ambre à chaton, dans une sépulture romaine, à Mologno, près de Bergame, et où se trouve sommairement analysée la brochure de M. Camille Meunier, ancien sous-préfet, ancien secrétaire-général de la préfecture de Nancy, sur *Bertrand de Born, son rôle politique* ;

La Revue historique et archéologique du Maine, tome VII, année 1880, premier semestre, in-8° ;

Le Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, 3^e livraison de 1890, juillet-août-septembre, contenant une notice sur la thèse de notre érudit confrère M. Léon Clédât, *Du rôle historique de Bertrand de Born* ;

La Revue des langues romanes, 3^e série, tome IV, fascicule n° 2, in-8°, Montpellier, 1880 ;

Le Bulletin du bouquiniste, n° du 1^{er} novembre 1880 ; .

Par M. le marquis de Castelnau d'Essenault, son *Éloge de Charles Desmoulins*, et son étude sur *Clément V et ses récents historiens*, in-8°, Bordeaux 1880 ;

Par M. le baron de Saint-Saud, ses notices sur ses excursions dans les Pyrénées : *Le Pic d'Arré, De Castets à Bielsa et à Gavarnie, De Gavarnie à Barcelone*, 4 brochures, in-8°, 1880 ;

Par M. Edgar La Selve, *Une Lorraine*, 1 vol. in-12, Paris, Dentu ; un numéro spécimen de *La Revue Exotique*, publiée à Paris sous sa direction, et un numéro du journal hebdomadaire *Paris-conférence*, du 17 octobre dernier, qui contient sa biographie ;

Par M. Paul-Michel, *Bleu de province et Apriliana*, deux volumes de poésies, in-12, Paris, Ghio, 1880 ;

Par M. Crédot, *Quelques notes sur les origines de la musique à Périgueux, à l'occasion du grand concours musical de 1880*, in-8°, Périgueux, imprimerie Dupont.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

A son envoi sus-indiqué, notre savant correspondant M. DE CASTELNAU D'ESSENAULT ajoute la copie d'un aveu et dénombrement de la seigneurie de Gageac, en Périgord, rendu à Bordeaux le 23 mai 1762, par messire Elie Dureclus, seigneur de Gageac, par-devant les membres du Bureau du Domaine du Roi en Guienne. Lecture est donnée de ce document, dont la Société vote la publication.

MM. le docteur LAROCHE, PAPPON, le comte DE DAMAS D'HAUTEFORT et MORRAS, élus membres titulaires dans les précédentes réunions, adressent leurs remerciements à la Société.

Dans un récent voyage à Paris, M. LE PRÉSIDENT a eu la bonne fortune de pouvoir soumettre à l'examen d'un groupe d'archéologues de la plus haute distinction, la plupart membres de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, l'un des javelots en fer dont, à diverses reprises, nous nous sommes occupés dans nos séances.

Ces Messieurs, parmi lesquels il nous suffira de citer MM. Ludovic Lalanne, de Vogüé, Ern. Desjardins, Duruy, Charles Robert, de Longpérier et Alexandre Bertrand, ont déclaré tout d'abord, d'une commune voix, qu'ils n'avaient rien vu de comparable dans aucun musée, ni dans aucune collection, et que très probablement les javelots de Périgueux étaient des objets uniques.

Invités par M. le docteur Galy à exprimer leur avis sur la nature et la destination de ces traits, les uns, en plus grand nombre, se sont rangés à l'opinion de notre confrère, M. Michel Hardy, qui voyait en eux des traits de catapultes ro-

maines destinés à l'attaque des gros ouvrages de fortification. M. Ludovic Lalanne, tout en partageant cette idée, a pensé que ces instruments de balistique avaient pu servir à la fois à briser les pierres et les pièces de bois des remparts, et à les percer par suite d'un mouvement giratoire qu'on leur aurait imprimé.

D'autres ont jugé qu'ils pouvaient être assimilés à la *λαγχία* des Gaulois. Mais, d'une part, leur forme est loin de correspondre à la description de Diodore de Sicile (Livre V, c. 30), et de l'autre, il est difficile d'admettre qu'une arme aussi pesante ait pu être tenue et lancée à la main.

Une des personnes présentes y voyait un instrument propre à l'agriculture. Une autre enfin a cru reconnaître dans nos javelots des hastes de palissades romaines. Mais outre l'absence de douille pour les emmancher, leur masse seule ne permet pas de s'arrêter à une semblable supposition.

De ces diverses considérations, discutées bien à la hâte, il est vrai, mais par des savants dont le nom seul inspire le respect, il résulte que l'opinion de M. Hardy est celle qui jusqu'ici mérite le plus de créance et probablement se rapproche le plus de la vérité.

En traversant le jardin du Luxembourg, M. LE PRÉSIDENT a trouvé la semaine dernière, dans les déblais d'un fossé, des fragments de poterie samienne qu'il place sous les yeux de l'assemblée, et sur lesquels on peut apercevoir encore d'une part un lapin, de l'autre un gladiateur tendant la main pour saisir un animal. Cette trouvaille a été faite sur l'emplacement si bien exploré par Grivaud de La Vincelle, auquel il a fourni tant de précieux documents pour son ouvrage des *Antiquités gauloises et romaines* recueillies dans les jardins du palais du Sénat en 1807.

M. LE PRÉSIDENT présente ensuite une médaille incuse du chef aquitain CONTOVTOS, et une seconde, de la colonie de Celsa, moyen bronze, trouvées récemment à Périgueux, qui prouvent que des relations commerciales existaient entre la Tarraconnaise et l'Aquitaine. La dernière représente au droit la tête d'Auguste, AVGVSTVS DIVI FILIVS; au revers, le taureau avec l'indication des noms des deux duumvirs BAC-

CIVS ET FESTVS ; à l'exergue COLONIA VICTRIX JVLIA CELSA.

M. le baron DE VERNEILH annonce l'envoi au Musée d'une plaque de bronze (*phaleræ*) dont il donne les dimensions exactes et le dessin à la plume. Hormis le relief de la tête, qui est fait au repoussé, toute l'ornementation, feuillages, pointillé, etc., est obtenue avec un poinçon ou des gouges de divers calibres frappées avec un marteau, ce qui simplifiait le travail. Elle conserve des traces de dorure très apparentes.

Notre honorable vice-président joint à sa lettre quatre dessins à la plume qui seront reproduits dans le *Bulletin* et représentent : « 1° L'entrée du château de Bruzac, avec cette singularité du pont-levis placé dans une tour ronde au lieu d'être dans la courtine qui réunit les deux tours. Dans un coin, les armes des Flamenc, telles qu'elles se trouvaient au-dessus de la porte ogivale avant d'être martelées. — 2° Vue du château de Lamarthonie à Saint-Jean-de-Côle, l'abside de l'église faisant premier plan. Là encore, écrit M. de Verneilh, je loge les armes des Lamarthonie, qui ne nuisent pas à l'harmonie du dessin et feront plaisir aux amateurs de blasons. — 3° Chapiteau de l'abside du dit Saint-Jean, représentant la création de l'homme. Dieu commence par le façonner de ses mains, et à côté il le bénit. On peut voir dans *L'Architecture byzantine en France* ce que l'auteur dit de ce chapiteau, de la fin du XI^e siècle. Je l'avais dessiné dans le temps pour l'ouvrage de mon frère, qui n'en eut pas besoin. — 4° Le bénitier en cuivre et son piédestal de pierre qui frappèrent nos collègues et vous, mon cher Président, dans l'intérieur de l'église de Saint-Jean, lors de notre excursion archéologique. Ce piédestal, avec ses espèces de *rayures*, les petits pilastres et son aspect général qui sent un art à ses débuts, n'est pas du tout ce qu'il nous parut être, c'est-à-dire une chose très ancienne. C'est tout bonnement l'œuvre d'un maçon de campagne qui a eu soin d'y mettre la date en relief (ce qui exclut toute idée d'un travail postérieur), et cette date est 1734 ! Tant il y a que tous les arts à leurs débuts ont de singulières analogies, et que si un petit paysan des Eyzies s'avisait de graver un os de bête quelconque avec son couteau, il ne s'y prendrait pas autre-

ment que son ancêtre d'il y a quatre mille ans. Mais enfin, malgré sa date récente, ce piédestal de bénitier et le bénitier lui-même ne manquent pas d'intérêt. C'est pour cela que mon frère me les avait fait dessiner dans le temps et que je les reproduis aujourd'hui à la plume pour le *Bulletin*. Ces deux dessins, chapiteau et bénitier, pourraient, une fois réduits, ne former qu'une seule planche : ce serait leur donner trop d'importance que de les dédoubler. »

M. DUJARRIC-DESCOMBES nous fait communiquer par M. Hardy un mémoire sur une pierre funéraire, placée dans l'église de Montagnier, qu'il croit très ancienne et qui rappellerait, suivant lui, celle de l'évêque Saffarius, trouvée au Fleix, par sa figure en forme de roue dans laquelle le chrisme est inscrit.

Après quelques observations de M. LE PRÉSIDENT, il est décidé que l'estampage de cette pierre tumulaire sera soumis à notre éminent correspondant M. Edmond Le Blant, de l'Institut, qui sera prié de nous donner son opinion sur l'antiquité du monument.

M. DUJARRIC-DESCOMBES offre en même temps au Musée, de la part de M. l'abbé de La Farge, curé de Montagnier, deux statuettes en bois provenant de l'ancien prieuré.

Puis, M. LE PRÉSIDENT fait admirer un chandelier pascal, en cuivre, du XVI^e siècle, de forme très élégante, qu'il a acheté pour le Musée à la foire de Bordeaux et qui doit provenir de quelque église de la Gironde.

M. l'abbé Lecler, curé de Verneuil-sur-Vienne, remercie M. LE PRÉSIDENT de l'envoi des trois lettres que M. Dupuy a bien voulu transcrire à son intention dans les archives municipales de Bergerac, et qui viennent confirmer de la manière la plus formelle ce que M. l'abbé Lecler a dit des chefs calvinistes à la prise de Périgueux en 1575. On y voit en effet que le capitaine qui se distingua à cette affaire était gendre de M. de Chalais, seigneur de Grignols, pendant que François de Lambertie l'était de M. d'Abzac de La Douze. L'une de ces lettres, écrite au consul Malaprade, de Bergerac, nous montre sa signature qui est « Lalambertie » et prouve qu'il était bien du lieu indiqué dans le canton de Sainte-Foy.

M. Emile Salavert-Pelletreau, de la ville de Sainte-Foy, met à la disposition de la Société, pour qu'elle le publie dans son *Bulletin*, s'il est inédit, un document d'une vingtaine de pages: c'est la copie faite au XVII^e siècle du testament du duc de La Force (29 juillet 1652).

La Société accepte avec empressement cette proposition.

D'autre part, notre confrère M. FORNERON, qui ne nous oublie pas au milieu de ses nombreux travaux, nous adresse copie de deux documents, de l'époque de la Ligue, relatifs à Domme, dont l'un surtout est fort intéressant, la lettre écrite, du camp de Domme, le 12 décembre 1590, par Monluc (petit-fils du maréchal) à Philippe II. Il a trouvé ces pièces, qu'il croit inédites, aux Archives Nationales durant ses recherches pour son histoire de Philippe II. « Je connais peu de documents, nous dit-il, sur les événements de Domme en 1588 et 1590; d'Aubigné n'en parle pas. Je ne pense pas que M. le conseiller Lascoux ait utilisé les pièces du dépôt des Archives, que l'on n'a pas l'habitude de consulter, malgré leurs admirables catalogues. »

Après lecture, la Société ordonne l'impression de ces documents.

M. LE PRÉSIDENT présente un joli exemplaire de l'*Historia Francorum* du moine Aimoin, originaire de Villefranche de Longchapt; un volume in-12, reliure citron, édition publiée en 1567, à Paris, par André Wechel, par les soins du célèbre Jean Nicot, l'ami et le collaborateur de Ranconnet. André Wechel a dédié l'ouvrage, ce qui était justice, à Jean Nicot.

Enfin, il est procédé à l'élection d'un candidat qui a témoigné le désir d'entrer dans notre association. Après un vote sur son nom, est admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord,

M. le comte Thibault DE LAGARDE SAINT-ANGEL, au château de Lapouyade, par Nontron, présenté par M. le baron de Verneilh et M. le docteur Galy.

La séance est levée à une heure et demie du soir.

Le secrétaire-général, Ferd. VILLEPELET.

PREMIÈRE EXCURSION ARCHÉOLOGIQUE.

La Société a inauguré, le 25 septembre, ses promenades archéologiques ; malheureusement, plusieurs de nos confrères sur lesquels nous comptions ont manqué à l'appel au dernier moment. Nous le regrettons pour nous d'abord qui avons été privés de leurs lumières et de leur compagnie, et pour eux qui n'ont pas profité d'une course très intéressante au double point de vue monumental et pittoresque.

Le programme a été suivi de point en point, sauf une lacune, Lempzours, que faute de temps nous n'avons pu visiter.

A Agonac, nous avons eu une déception ; nous espérions y trouver M. de Verneilh, qui devait nous montrer dans les sous-bassements du château des restes que dans son souvenir, il croyait remonter à Frotaire de Gourdon, mais par un malentendu il n'a pu y arriver ; heureusement que nous l'avons rencontré en route et avons pu, sous sa conduite, visiter avec fruit le pays qu'il connaît si bien et dont il a étudié à fond tous les monuments.

L'église d'Agonac est une église romane à une nef avec une énorme tour carrée centrale et une abside droite ; elle a été contre-butée plus tard par des contreforts ; la porte qui s'ouvre sur une des faces latérales n'a rien de remarquable. Sur ce même côté, on peut étudier deux enfeus, dont un, de la fin du ^{xii}^e siècle ou du commencement du ^{xiii}^e, a conservé ses moulures et ses doubles arceaux ; le second, moins bien conservé, à arcade surbaissée inscrite dans une pyramide, a perdu son revêtement de pierre de taille et les moulures qui devaient l'orner. A l'intérieur deux coupoles sur pendentifs dérivant de St-Front ; la voûte en berceau a été refaite et un peu surélevée. Les piliers carrés à demi engagés qui soutiennent les arcs doubleaux ont bien le caractère de l'époque où florissait en Périgord le style byzantin, ainsi que les moulures en biseau qui portent la retombée des arcs ; ils sont percés de demi-arceaux qui permettent de circuler facilement. Cette église serait très intéressante à étudier de près.

Du château de Frotaire, je crains qu'il ne reste rien ou pas grand'chose ; cependant, si la date attribuée à l'église de Saint-Front par M. Félix de Verneilh est admise, ce serait sous ce même Frotaire qu'il aurait été construit, et, dans les soubassements du donjon d'Agonac, nous avons remarqué une salle voûtée dont des arcs à plein cintre reposent sur des impostes terminant les pieds droits, comme à Saint-Front les grands arcs sur les maîtres-piliers ; si nous jugeons par analogie ces soubassements sont bien byzantins, et peut-être aussi le reste du donjon, quoique je lui eusse assigné cinquante ou soixante ans de moins, le milieu du *xr*^e siècle ; mais il a l'aspect si vieux, si décrépît qu'à la réflexion je cesse de discuter et j'admets que Frotaire, ce grand bâtisseur, a pu l'élever.

Dans le bourg, chez le sacristain, nous avons été appelés à voir un tableau représentant le vieux Périgueux ; ce n'est point un chef-d'œuvre, mais il est intéressant comme représentation topographique et monumentale, c'est une copie d'un vieux plan coloriée par un amateur d'un médiocre talent ; malgré ce qu'en peuvent penser mes collègues, j'ose maintenir que c'est une reproduction agrandie et maladroite du plan donné par Belleforest et réédité dans le *Bulletin* de la Société.

Nous traversons sans nous arrêter Saint-Front-d'Alemps, dont on répare l'église, et nous descendons vers la vallée de la Côte, en face du château de La Chapelle-Faucher, dont la masse élégante, entourée de beaux arbres de verts différents, attire les regards charmés ; — nous le visiterons au retour.

Nous remontons la Côte aux frais ombrages, pittoresquement dominée parfois par de beaux rochers et arrivons bientôt à St-Pierre, vis-à-vis duquel se dressent les imposantes ruines du château de Bruzac. Ce château-forteresse date du *xv*^e siècle et appartenait originairement à la famille de Flamenc de Bruzac, une des plus anciennes du Périgord, éteinte depuis longtemps. Nous n'avons pas eu le temps de rechercher si le château était divisé en deux parties distinctes et séparées l'une de l'autre, ainsi que les vieux actes cités par M. de Laugardières semblent l'indiquer presque à n'en pas douter : ils mentionnent les seigneurs de Bruzac-Haut et ceux de Bruzac-

Bas. — Pour nous, ces constructions nous ont paru faire un seul corps.

Quelques parties sont relativement bien conservées, surtout le massif où est située l'entrée et qui offre un détail singulier. La porte au lieu de s'ouvrir dans la courtine qui relie les deux tours de façade, a été pratiquée dans une de ces tours ; c'est original, mais je ne vois point trop comment les approches en étaient défendues, sauf par les machicoulis qui pourtournaient le sommet des tours et des courtines, à moins qu'elles ne le fussent, ce qui est probable, par un des remparts de la partie basse du château. Il faut se souvenir qu'au ^{xv}^e siècle, et le plan des châteaux de cette époque le prouve, on se contentait de se mettre à l'abri d'un coup de main, et on négligeait les moyens de défense nécessaires pour soutenir un siège en règle ; l'état du royaume et le progrès des mœurs les rendaient inutiles.

Une chapelle hors des murs, entièrement ruinée, porte aussi l'empreinte du ^{xv}^e siècle ; elle a conservé une belle fenêtre à traceries flamboyantes.

L'église de Saint-Pierre-de-Côle est fort ancienne ; son portail est très remarquable, selon nos confrères qui l'ont vu. Le clocher carré, à plusieurs étages, percé d'arcades à double archivoltée portée par des colonnettes, est très élégant ; deux absidioles rondes accompagnent le chevet. On m'a signalé depuis une vieille croix très curieuse dite la Croix des Ladres ; une porte sur un des côtés de l'église et un bénitier pour l'usage des malades de la maladrerie du lieu, afin qu'ils ne fussent pas en contact avec la partie saine de la population.

St-Jean-de-Côle nous a retenus longtemps avec son église à large coupole dont la calotte s'effondra quelque temps avant la Révolution, un dimanche après vêpres ; son plan original, ses boiseries du ^{xviii}^e siècle largement traitées avec des détails sans nombre, figures et guirlandes, et qui ont cet aspect monumental, grand, si je puis le dire, que les artistes de ce siècle imposaient à tout ce qu'ils touchaient ; de belles peintures représentant des sujets religieux ornent les panneaux de ce rétable ; nous avons remarqué avec peine que le sacristain ou les enfants de chœur se servent de ces toiles pour

frotter leurs allumettes ; c'est un vandalisme que nous signalons à qui de droit et contre lequel nous protestons. A l'extérieur, l'abside est butée par des arcalures qui reposent sur des colonnes rondes, dont les chapiteaux sculptés représentent diverses scènes parmi lesquelles nous avons reconnu le sommeil de Noë. Cham se penche à travers le feuillage de la vigne légendaire pour se moquer de son père et rire de l'état pitoyable dans lequel le premier vin a mis le premier homme qui en a bu. Cette partie de l'édifice est en grès dont les carrières ne sont pas éloignées. Pour les détails, je renvoie au livre de M. Félix de Verneilh, *De l'architecture byzantine en France* ; après lui, il n'y a rien à ajouter.

Tout auprès, le château de La Marthonie, berceau de la famille de ce nom, qui a produit plusieurs hommes remarquables dans l'armée, la magistrature et l'Eglise. C'est un monument du xv^e siècle avec deux tours carrées reliées par une façade, une tour ronde, le tout couronné de mâchicoulis et surmonté de hautes toitures. Dans le courant du xviii^e siècle, on a construit un second château flanqué de deux pavillons ; le corps de logis, un peu long peut-être, n'a qu'un seul étage élevé sur voûtes, il est couvert d'une toiture mansardée.

De nouveau nous remontons en voiture, et nous arrivons à Villars à midi et demi, où nous trouvons fort heureusement, grâce à la prévoyance de notre président, M. Galy, un déjeuner prêt, il était temps et nous l'avions bien gagné. S'il y a des gourmands, ce que j'espère, parmi les confrères qui nous ont manqué, ce sera une de leurs punitions et un de leurs regrets de n'avoir pas pris part à ce festin plantureux et excellent, et je veux encore retourner le poignard dans la blessure en leur disant qu'aussitôt après nous avons fait une promenade charmante jusqu'à Puyguilhem, cette merveille architecturale. Certes, ce n'est pas trop dire que Puyguilhem peut marcher de pair avec les châteaux les plus en renom du xvr^e siècle. M. J. de Verneilh en a donné une description dans le *Bulletin* ; il me sera cependant permis de dire que les membres de la Société qui faisaient partie de l'excursion ont été frappés de la richesse et de la beauté de cette habitation, de l'originalité du plan général qui n'a rien de commun avec ceux qu'on peut

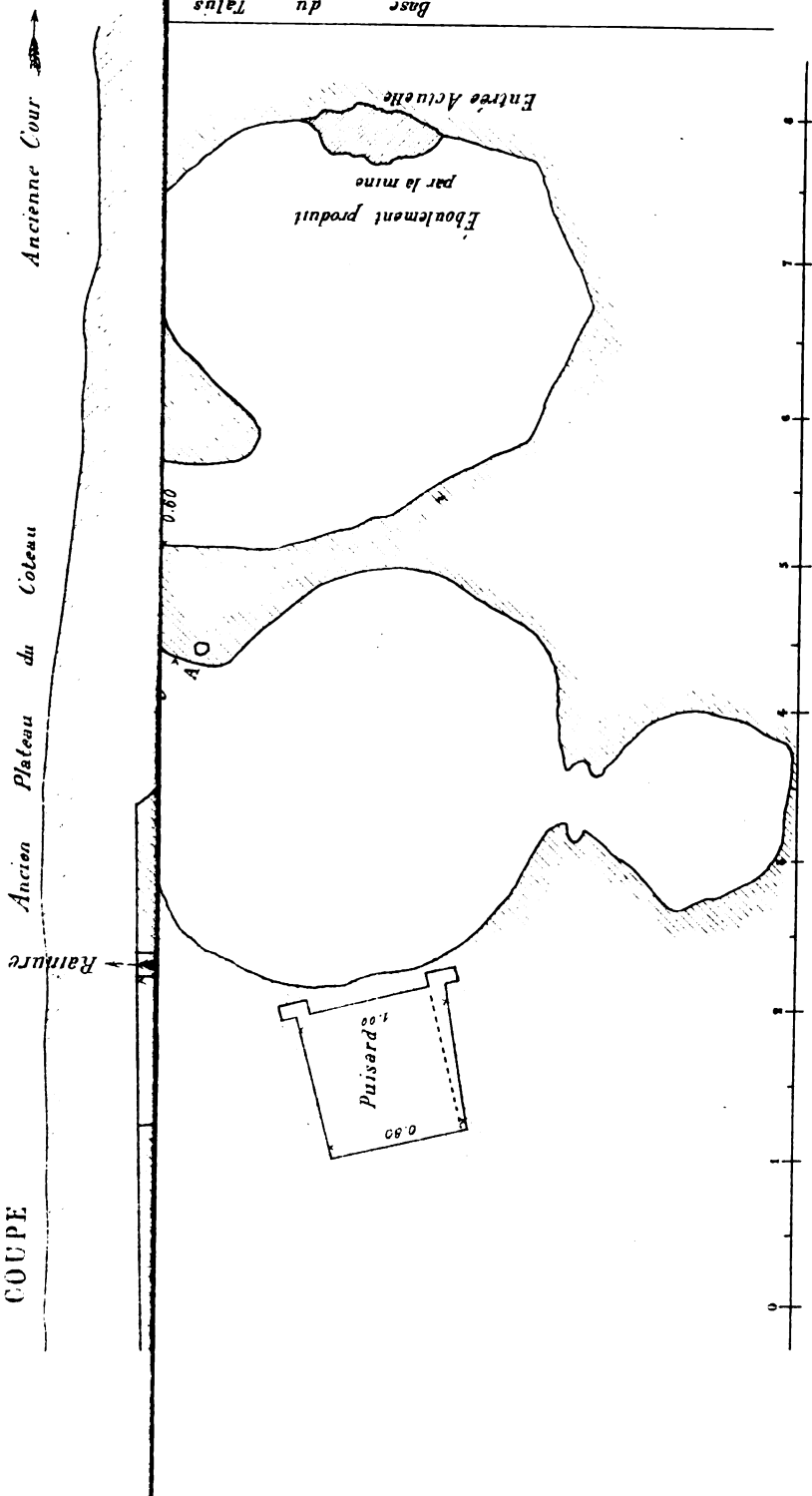
avoir vus. Puyguilhem fut, à n'en pas douter, construit sous le règne de François I^{er}, la salamandre typique le prouve, ainsi que les médaillons en demi-relief dont les figures portent la coiffure du temps ; d'autres détails viennent à l'appui, entre autres une date que personne n'avait encore lue et qui se trouve au couronnement de la tour octogone, 1524, péniblement déchiffrée et lue pour la première fois par l'un de nous ; le temps a manqué pour trouver le reste de l'inscription. Cette tour paraît être quelque peu antérieure au reste de l'édifice et cette date ne serait, d'après M. de Verneilh, que celle de son achèvement ; en effet, les ornements qui la couvrent n'ont pas la même facture, le même profil que ceux qui ornent le reste de l'édifice ; dans un grand encadrement, on trouve les lettres suivantes, entourées de cordons ou lacs d'amour ; ce sont probablement les premières lettres de mois qui devaient former (1) une devise alambiquée, comme c'était l'usage au xvi^e siècle. C'est là qu'il faudrait rester plusieurs heures, plusieurs jours pour admirer chaque lucarne, chaque fronton, chaque fenêtre, la corniche à coquilles, la galerie aux larges enroulements qui court autour de la façade ; les tuyaux intérieurs des cheminées sont eux-mêmes des œuvres d'art, ainsi qu'on en peut juger par ces spécimens qu'on a déposés dans le jardin et qu'on a été contraint d'enlever de leur place naturelle pour des réparations qui n'ont jamais été faites.

Puyguilhem fut construit, ainsi que l'établit M. Jules de Verneilh, par Mondot de La Marthonie, premier président au Parlement de Paris. En dernier lieu, il appartenait à la famille de La Rochefoucauld qui l'a vendu à M. de Maynard, dont nous avons regretté l'absence. L'église de Villars est aussi du xvi^e siècle. Au retour, enfin nous avons visité le château de La Chapelle-Faucher, belle demeure seigneuriale du xv^e siècle et d'un grand intérêt, car elle est complète, rien n'y a été ajouté ni enlevé. Elle domine la Côte d'un promontoire élevé couvert de beaux arbres. Une des tours fut découronnée par un ouragan, il y a quelque temps ; la toiture en briques a été

(1) OR | F | M | H | IV | G | ET | AB |.

NOUVEAU CLUSEAU DE MUNIARDII

COUPE



remplacée par des ardoises ; elle a été refaite avec une intelligence et une habileté telles que le cachet primitif n'a pas été modifié. Nous avons été reçus par M^{me} la comtesse de Chabans avec une amabilité et une courtoisie dont nous avons été charmés : « Je suis heureuse, a-t-elle dit, de recevoir mes confrères de la Société archéologique du Périgord. » On ne pouvait mieux nous accueillir ; aussi le rapporteur de votre excursion se croit autorisé à remercier, au nom de tous, Mesdames de Chabans de leur bienveillante hospitalité.

C'était notre dernière étape ; nous étions de retour à Périgueux à 9 heures du soir.

A. DE ROUMEJOUX.



NOTE SUR LE SECOND CLUSEAU

DÉCOUVERT A MONTARDIT.

Le château de Montardit est adossé au sommet d'un co-teau ; il forme l'équerre ; — une petite cour intérieure avait été déblayée, et l'entaille était appuyée par un mur de soutènement d'environ 5 mètres de hauteur qui formait un des côtés de la cour.

Les travaux entrepris par M. le marquis du Lau ont fait disparaître le mur, qui a été remplacé par une large arrivée, dégagant la tour de la chapelle, et a nécessité des déblais considérables.

Ce sont ces déblais qui avaient mis à jour le premier *cluseau* déjà décrit dans nos annales, et l'ont fait disparaître. Un coup de mine a fait découvrir depuis un second souterrain, à environ 15 mètres du premier.

Nous venons de le visiter : c'est bien encore un *cluseau* avec ses chambres, ses couloirs étroits et tortueux, ses rainures de clôture, ses meurtrières... et il n'y aurait rien de nouveau à en dire, si nous n'y avions pas remarqué quelques particularités bonnes à noter.

Ces mystérieuses excavations, taillées de la main de l'homme, découvertes à de grandes profondeurs, sous d'anciennes constructions, sans que les propriétaires se soient douté de leur existence, oubliées même de la tradition, remontent évidemment à une haute antiquité. Mais elles sont encore inexplicables ; aussi nous semble-t-il utile de réunir tous les renseignements qui pourront peut-être un jour faire la lumière.

Il est à remarquer que les principales entrées des *cluseaux* de Montardit ne débouchent pas sur les pentes du coteau, mais aboutissent à son plateau.

Le premier y arrivait par des marches que terminait un puits rond d'une merveilleuse régularité. Il rappelait un puits semblable qui traverse le plafond d'une des chambres de Laugierie.

L'entrée du nouveau *cluseau* offre, au contraire, une singulière analogie avec une des issues du souterrain du *Roi des Chausés*. Un puisard de 3 mètres 50 de profondeur, taillé à angles droits, aboutit à côté du plafond de la chambre dans laquelle on pénètre par une ouverture latérale en glacis.

Ajoutons qu'on voit dans une des galeries une niche à hauteur d'appui, et que des trous à biseau remplacent les rainures ordinaires en un endroit.

Les analogies que nous indiquons sont cependant loin d'expliquer les secrets du *Roi des Chausés* : à Montardit nous avons des couloirs, des chambres de diverses dimensions, tout y prouve l'habitation plus ou moins permanente de l'homme. Au *Roi des Chausés*, nous n'avons qu'un étroit boyau, tout à fait inhabitable. Serait-ce un *cluseau* inachevé ? L'explication pourrait être ingénieuse, mais elle serait loin de nous satisfaire pour bien des raisons.

Autres détails à noter, à Montardit :

Deux rainures de 12 centimètres de côté se prolongent à droite et à gauche, dans toute la hauteur du puisard ; elles ne pouvaient servir à faire glisser un panneau de clôture, et il n'eût été possible que d'y introduire un chevron perpendiculaire, car elles sont situées en arrière de la face du rocher qui les sépare.

Le plan ci-joint le fera mieux comprendre que toute explication.

Il nous est impossible de nous rendre compte de la destination de ces rainures ; car, malgré la perfection du travail et l'intelligence qu'y ont déployée les ouvriers, nous n'allons pas jusqu'à supposer qu'elles ont servi de coulisses à un *ascenseur* !

Nous avons également remarqué une chambre qui a été en partie fermée au moyen d'un mur de terre et moëllon qui semble fait d'hier.

L'extrémité des deux couloirs est encore obstruée. Je joins à cette note un plan exact que je dois à l'obligeance de M. Bourgoïn.

Voilà donc deux *cluseaux* absolument voisins, sur le même coteau, avec leurs chambres et leurs ramifications. La sonorité du sol, en certains endroits, permet de supposer qu'ils ne sont pas les seuls. Ce coteau renfermerait-il donc un village de *cluseaux*, comme les montagnes des environs du Mont-d'Or, où on a découvert une véritable ville de ce genre ?

Il est certain que ce que nous voyons du mamelon de Montardit, le montre à notre imagination comme une véritable fourmilière de termites ou un immense clapier.

M^{re} DE FAYOLLE.



ESSAIS

TOPOGRAPHIQUES, HISTORIQUES ET BIOGRAPHIQUES
SUR L'ARRONDISSEMENT DE NONTRON (*Suite.*)

IV. -- CANTON DE SAINT-PARDOUX-LA-RIVIÈRE.

4° Commune de Milhac-de-Nontron (Suite.)

2° La Glaudie.— Avec château du moyen-âge, dont il reste en core deux tours carrées et le corps de logis. Il appartenait au

xiii^e siècle et antérieurement à la famille de Clarol, dont un membre, Géraud de Clarol, vendit à Itier de Magnac, le 4 des calendes d'avril, *quarto calendarum aprilis*, et pour cent-trente livres de Limoges, lesdits fief et château, avec toutes les dîmes, cens, rentes et autres devoirs seigneuriaux qu'il avait en Périgord et Limousin. Cet acte, écrit en patois, est aux archives de Pau et a été publié dans le tome X des *Archives historiques de la Gironde*, auquel nous renvoyons nos lecteurs.

La famille de Magnac resta en possession de ce fief jusque vers 1445, époque à laquelle le vicomte de Limoges devint définitivement propriétaire de tous ses biens, ce qui explique la présence dans les archives des rois de Navarre de tous les titres de cette famille.

Plus tard, et au xvii^e siècle, nous retrouvons le fief et le château de La Glaudie aux mains de la famille Pourtem. Jeanne Pourtem, fille d'Etienne Pourtem, écuyer, seigneur de La Barde et Vaugoubert, mariée le 28 septembre 1629 à messire François de La Garde de Saigne de Vallon, seigneur de Mirabel, baron de Saint-Angel, transmet La Glaudie à l'un de ses fils par acte reçu de Grolhier, notaire à Nontron, du 2 février 1651, portant transaction-partage entr'elle et ses enfants, messire Pierre de La Garde de Saigne de Vallon, seigneur de Mirabel et baron de Saint-Angel, habitant, y est-il dit, au château de La Glaudie, paroisse de Milhac, en Périgord, et messire René de La Garde de Saigne de Vallon, écuyer, sieur de Langlade, habitant au château de Lage, paroisse de Saint-Angel.

Quelques années après, La Glaudie passa à la famille du Barry, dont un membre François du Barry, qualifié par Nadaud de « seigneur de La Glodie », mourut le 30 mars 1658 au château de Firbeix, chez sa fille, Anne du Barry, mariée en février 1653 avec André-Jacques Chapt de Rastignac. Ce dernier en devint ainsi propriétaire et se qualifia de seigneur de Firbeix, de Coupiac et de La Glaudie dans un acte de 1680 et dans le contrat de mariage de leur fille, Françoise, du 19 janvier 1697, avec François d'Aubusson, marquis de Miremont, comte de La Feuillade. Il appartenait

encore à cette famille le 6 janvier 1734, date du mariage de Suzanne-Anne du Laux avec Pierre-Louis Chapt de Rastignac, fils de Jacques-François et de Françoise Chapt de Rastignac, qualifiée de dame de Firbeix et de La Glaudie.

3° La Marthonie.— Fief dont l'ancien repaire a été remplacé par un village portant le même nom, et qui appartenait encore, il n'y a pas 50 années, à l'ancienne famille de La Marthonie, sur laquelle nous avons déjà donné quelques notes généalogiques au chapitre de la commune de Saint-Jean-de-Côle, canton de Thiviers. Ajoutons cependant que les archives de Pau contiennent encore divers actes la concernant, notamment : un acte de 1318, portant vente par Pierre de La Marthonie de diverses pièces de fonds sur la commune de Milhac ; du 30 septembre 1352, testament d'Itier de Magnac, dans lequel figure comme témoin *Petrus de La Marthonie, parochianus de Milhaco* ; du 28 avril 1464, hommage par noble Raymond de La Marthonie pour le repaire de Milhac, des Boisseurs et les mainements du Colombier, de Maulmont et de La Guérolie, paroisse de Milhac ; du 19 août 1486, acte de vente par Alain d'Albret à Estienne de La Marthonie des paroisses de Milhac, de Champagnac et de Saint-Pancrassy, pour mille deux cents livres, dont il fut en 1541 rendu hommage audit Alain d'Albret par Geoffroy de La Marthonie et qui furent rachetées par le roi de Navarre en 1544, suivant acte de dépôt de 5,600 livres relativement aux dites paroisses et autres, également aliénées à pacte de rachat.

Nous avons dit, au chapitre de Saint-Jean-de-Côle, que du mariage, en 1637, de Gaston de La Marthonie avec Julie de Maulevrier provinrent quatre garçons, dont Annet qui, par son mariage avec Marie de Laval, forma la branche de La Salle et de Saint-Clément. De ce dernier mariage provint Jean, qui se maria le 2 décembre 1713 avec Marguerite de Beron, demoiselle de La Salle, dont il reçut le fief de ce nom, situé dans la paroisse de Lempzours et dont nous avons déjà parlé. De ce mariage provint François, qui fut baptisé le 25 juin 1721, suivant acte dans lequel son père est qualifié de comte et de seigneur de La Salle et autres places. François de La Martho-

nie devint capitaine au régiment de Poitou, chevalier de Saint-Louis, et, en 1755, il reçut une mission de confiance dont la teneur suit :

« De par le Roy. Sa majesté ayant donné au sieur de La Marthonie le commandement d'une compagnie de nouvelle levée au régiment d'infanterie de Poitou, qui, en exécution de son ordonnance du premier aoust de la présente année, doit être composée de quarante hommes non compris les officiers. Elle trouve bon que l'assemblée en soit faite à Nontron, et qu'en conformité de l'article quatrième de ladite ordonnance la solde soit payée par les ordres du sous-intendant de la province aux prises et effectifs qui auront été trouvez d'âge, taille et force convenables pour bien servir, à commencer du jour qu'il se trouvera dix soldats, suivant les reveües qui en seront faites par le commissaire des guerres qui y sera préposé. Mande et ordonne sa majesté au sieur de Tourny, intendant en la généralité de Bordeaux, de faire recevoir et loger les officiers et soldats de ladite compagnie. Fait à Versailles le premier septembre mil sept cent cinquante-cinq. » Signé : Louis ; contresigné : M. LE VOYER D'ARGENSON.

Francois de La Marthonie eut un fils, Pierre, baptisé le 10 février 1762, lequel laissa deux fils, morts sans postérité et dans la personne desquels s'est éteinte la famille de La Marthonie.

4^e *Maulmont, Lamidet, Chapdeau.* — Fiefs appartenant à la famille de Maulmont, d'après les trois actes ci-après : 1^o du 7 décembre 1535, devant Pourtem, notaire royal, reconnaissance de rente en faveur de noble Annet de Maulmont, escuyer, seigneur du dit lieu de Maulmont ; 2^o du dernier jour d'octobre 1570, devant Fourichon, notaire royal, baillette d'une terre à Lamidet, pour planter la vigne, par noble Jehan de Maulmont, escuyer, seigneur du dit lieu, du Chaudeau, de Milhaguet, en Limousin, et du repaire noble du village de Lamidet, alias du Chapdeau, paroisse de Milhac, juridiction de Puyguilhem ; 3^o en 1620, devant ledit M^e Pourtem, reconnaissance de rente par tous les tenanciers du dit village à noble Bertrand de Maulmont.

A propos de cette famille de Maulmont, dont nous retrouverons encore divers membres implantés dans le Nontron-

nais, et pour tenir la promesse par nous précédemment faite de démontrer, par des exemples certains, que la caste nobiliaire ne fut pas, comme on le professe et qu'on le croit généralement à tort, une classe fermée, mais qu'elle fut au contraire très-anciennement, et dès le douzième siècle, ouverte à tous les mérites, nous croyons devoir rappeler ici qu'elle est issue d'un simple paysan, anobli vers 1150 par suite de circonstances singulières, rapportées ainsi qu'il suit, d'après Geoffroy de Vigeois, par M. Marvaud, dans son *Histoire de la vicomté de Limoges*, tome I^{er}, page 193.

Après avoir exposé qu'Adhémar IV, vicomte de Limoges, mourut vers 1148, et que sa veuve, Marguerite de Turenne, épousa Ebles II de Ventadour, surnommé Cantador, lequel, comme troubadour, avait fait assaut d'improvisations poétiques avec Guillaume, comte de Poitiers, et que ceux-ci rivalisaient aussi de luxe et de dépenses fastueuses, M. Marvaud ajoute :

« Un jour, le vicomte de Ventadour arriva au château de Clain et Boivre. Le duc, qui était alors à table, ordonna aussitôt de préparer à son vassal un repas somptueux et, en attendant, achevait tranquillement le sien. Voyant qu'on se disposait à le servir, mais avec un peu de lenteur, « Monseigneur, dit Ebles, ce n'était pas la peine de faire tant de dépense pour un si petit vicomte et compagnon que moi. » Guillaume comprit le reproche et la raillerie. Quelques jours après, voulant savoir comment le petit vicomte serait prêt à recevoir son suzerain, il le suivit de près avec une escorte de cent chevaliers et arriva pendant le dîner au château de Ventadour. Ebles, jaloux de pouvoir montrer à son hôte que la demeure d'un vicomte est au moins aussi bien fournie que celle du puissant duc d'Aquitaine, ne se déconcerte point ; il lui fait promptement donner à laver, tandis que varlets, escuyers et damoiseaux, courant le château et les maisons voisines, en rapportent une grande quantité de viandes apprêtées. Ce jour, heureusement pour l'honneur du château de Ventadour était un jour de fête consacré au patron du lieu et, à cette occasion, on avait tué quantité de gélines, d'oies et autres volatiles. Les serviteurs empressés servirent une si grande abondance de mets qu'on eût dit que c'étaient les noces de quelque grand prince. Le soir, ce fut un nouveau spectacle : un paysan, à l'insu du vicomte, mais dont il connaissait bien les dispositions d'esprit, arriva à grand bruit dans la cour du château, conduisant un char traîné par des bœufs et criant : « Que les gens du comte de Poitiers approchent et qu'ils voient

comment se livre la cire à la cour du seigneur de Ventadour ! » Puis il monte sur son char et, avec une hache, il coupe les cercles d'une grande tonne d'où sortent et tombent des formes de toute grandeur de la cire la plus pure, qu'il dédaigne de ramasser, et s'en retourne avec son char au village de Maulmont. Ebles, tout fier d'avoir pu montrer à son suzerain qu'il abondait en toutes choses, récompensa le paysan en lui donnant la mense de Maumont, puis il l'éleva au rang de la chevalerie en lui ceignant, ainsi qu'à ses enfants, l'écharpe et les éperons d'or. » (1)

Le mérite de ce paysan, ainsi anobli, n'était peut-être pas à la hauteur de la récompense obtenue, et, cependant, cette marque de fidélité et de dévouement doit être d'autant plus appréciée à notre époque que ces deux qualités s'y rencontrent plus rarement. Toujours est-il que le duc de Ventadour eut, ce jour-là, la main heureuse, les descendants du paysan ayant su bientôt, par leurs actions personnelles, s'en montrer dignes et se maintenir au premier rang de la noblesse du pays. Ainsi : Guillaume de Maumont fut archidiacre de Limoges, où il mourut le 12 avril 1247 ; Adhémar de Maumont fut l'ami et le principal soutien de Guy IV, vicomte de Limoges qui, par parenthèse, vint mourir en 1263 dans l'abbaye de Brantôme, après avoir échoué dans le siège de Bourdeille. Après la mort du vicomte, Adhémar devint le conseiller intime et le défenseur de sa veuve, Marguerite de Bourgogne, contre les bourgeois de Limoges, qui l'assiégèrent, ainsi que ses frères, dans le château de cette ville. Délivré par l'intercession de Louis IX, ledit Adhémar se retira au château de Chalus, dont il obtint le commandement en 1265. Il y fut assiégé et fait prisonnier par Bozon de Bourdeille et Elie Fla-

(1) Les grands seigneurs jouirent encore pendant un certain temps du privilège de conférer la noblesse ; mais, au XIII^e siècle, sous Philippe-le-Hardi, et par arrêt de la Pentecôte, 1281, il fut établi que le privilège de l'anoblissement par lettres appartiendrait désormais exclusivement au roi de France. Déjà, et en 1260, il avait été fait, par arrêt du Parlement de Paris, défense au comte de Flandre de donner de pareils anoblissements ; et en 1269, le comte de Nevers avait été condamné en l'amende envers le roi pour avoir anobli deux de ses sujets, lesquels furent aussi condamnés en 2,000 livres d'amende, pour, dit Laroque, s'être mépris si lourdement en une chose qui dépendait de la seule autorité du roi.

menc, tué par deux bourgeois de Limoges et pendu aux créneaux de la place ; mais son parent, Gérard de Maumont, clerc et conseiller du roi Louis IX en fit punir les meurtriers. Gérard de Maumont, pour récompense de ses services, obtint de Marguerite de Bourgogne une partie de la seigneurie de Chalus, où il fit bâtir un château, ce qui explique la double dénomination de Chalus-Chabrol et de Chalus-Maumont, ainsi que l'existence, dans la même ville, des deux châteaux dont on voit encore les ruines. Ledit Gérard et Elie, son frère, doyen de Saint-Yrieix, rendirent une sentence, conservée aux archives de Pau, par laquelle ils annulèrent les droits de la cité de Limoges et les privilèges accordés par ladite Marguerite de Bourgogne. Pour récompenser ledit Gérard de Maumont, Marie, fille de Marguerite, et Arthur de Bretagne, son mari, ratifièrent, dans leur contrat de mariage de 1274, les dons faits précédemment par ladite Marguerite aux dits Gérard et Elie de Maumont et à leurs neveux. Plus tard, et en 1280, *die lunæ ante festum beatæ Mariæ Magdelenæ*, ils firent donation des châtellenies de Chaluset et de Courbefy au même Gérard, qui, pour soutenir leurs droits contre les bourgeois de Limoges, y avait fait bâtir, près du palais de l'évêque, une tour carrée qui fut appelée tour de Maulmont, *Turris de Malomonte*. Ce fut enfin ce même Gérard qui, en 1292 et en exécution du testament de Marguerite de Bourgogne, décédée le 27 août 1290 et inhumée dans le couvent des Cordeliers d'Excideuil, fonda le monastère de Saint-Pardoux-la-Rivière, dont nous parlerons bientôt, après quoi il devint, dit Nadaud, seigneur en partie de Bourdeille et chapelain du pape en 1294. Il testa en septembre 1299 et dut mourir vers cette époque. Ses frères furent Hélié, qui devint aussi chapelain du pape en 1294 ; Bernard, abbé de Brantôme de 1292 à 1299, et Pierre, chevalier en 1307. Ce dernier eut pour fils Jean, chevalier, qui fut tué à la bataille de Poitiers le 19 septembre 1356. Tels furent les principaux personnages parmi les fils et petits-fils du paysan anobli de 1150. Quant à ses descendants plus éloignés, nous remettons à en parler jusqu'au moment où nous aurons à décrire les diverses seigneuries qu'ils possédèrent dans le Nontronnais.

5° *La Jaunie*. — Simple mas au xiii^e siècle d'après un acte de 1295, aux archives de Pau et relaté dans Doat, portant vente à Adhémar de Magnac, chevalier, par Pierre de Milhac, donzel, du mas de La Jaunha, paroisse de Milhac, *die sabbati in festo translationis Sancti Francisci an^o Dⁿⁱ m^o cc^o nonagesimo quinto*. Plus tard, fief appartenant, au xvii^e siècle, à la famille Pourtem, qui possédait déjà, ainsi que nous l'avons vu, ceux plus importants de Magnac et de La Glaudie, ainsi que d'autres dans le canton de Champagnac-de-Belair, dont nous aurons à parler plus tard.

Seulement, et pour compléter notre thèse sur les anoblissements, nous devons entrer dans quelques détails biographiques sur cette famille Pourtem qui, de simples cultivateurs à l'origine, s'est élevée, en passant graduellement par diverses professions, à la bourgeoisie pour arriver définitivement à la noblesse.

Voici donc, d'après les archives du couvent de Saint Pardoux-la-Rivière et des titres privés, quelques notes relatives à cette famille Pourtent, Pourtenc, Pourtem ou Pourten qui, du village de La Peironnie, paroisse dudit Saint-Pardoux, dont ils étaient tenanciers et dont ils portaient primitivement le nom, vinrent, au xv^e siècle, résider dans ce bourg et dans la ville de Nontron, où ils s'enrichirent par le commerce, ce qui permit à leurs descendants d'acquérir l'instruction littéraire, d'avoir des fiefs nobles, d'entrer dans les carrières honorifiques et de faire enfin souche de noblesse (1).

(1) Ce n'était pas plus difficile que cela, et c'est ce que démontre parfaitement, dans *l'Essai sur l'histoire du Tiers-Etat*, M. Augustin Thierry, l'un des avocats le plus érudit et le plus convaincu de la cause populaire : « Le Tiers-Etat, dit-il, puisait sa force et son esprit à deux sources diverses : l'une multiple et municipale, c'étaient les classes commerçantes ; l'autre unique et centrale, c'était la classe des officiers royaux de justice et de finance, dont le nombre et le pouvoir augmentaient rapidement et qui, *sauf de rares exceptions, sortaient tous de la robe*... Le Tiers-Etat... se trouvait, par une sorte de proscription moins exclusive qu'à l'égard du clergé qu'à celui de la noblesse, tenir la presque totalité des offices de l'administration civile jusqu'aux plus élevés, jusqu'à ceux qu'on a depuis désignés par le nom de ministères. C'était de la *classe plébéienne* qu'au moyen de grades universitaires et d'épreuves plus ou moins multipliées sortaient le chancelier, les gardes des sceaux, les secrétaires d'Etat, les maîtres des requêtes, les

En 1319, afferme, par le monastère, d'une vigne joignant la terre d'Eymery de La Peyronnie. — Du 20 mars 1445, vente à Pierre de La Garde d'une terre au mas de Las Nauvas, par Pierre Pourtent, marchand. — Du 13 juillet 1483, reconnaissance de rente devant Charpateau, notaire, par Hélié de La Peyronnie, alias Pourtent, marchand, sur une maison et grange au bourg de Saint-Pardoux-la-Rivière, où était autrefois le four à ban. — Du 5 juin 1484, reconnaissance de rente sur une maison au dit Saint-Pardoux, consentie à noble homme Jehan de Maulmont par Pierre de Lapeyronnie dit Pourtem, prêtre, *venerabili viro domino Petro de Lapeyronnie, dicto Portem, presbytero*. — Du 7 janvier 1500, reconnaissance de rente d'une maison au dit lieu, joignant la chambre de Pierre Pourtent dit Golce, par Hélié Pourtent, sus-nommé. — Du 29 octobre 1517, acquisition par messire Pourtent, prestre chapellain de Saint-Michel-de-Double, de Jehan Pourtent, jeune, son frère, d'une maison appelée Tielho, joignant Nanot Pourtent, son autre frère, et Jehan Pourtent. — Du 15 novembre 1517, reconnaissance de rente signée par le même notaire Boterii, consentie par Pierre Pourtent, marchand, de Nontron, sur une chambre dans le fort dudit Saint-Pardoux. — Du 23 janvier 1526, vente d'une maison à Jehan Pourtent, dit Plan,

> avocats et procureurs du roi, tout le corps judiciaire... Pareillement dans l'administration des finances, les fonctionnaires de tout rang, trésoriers, surintendants, intendants, contrôleurs, receveurs généraux et particuliers, étaient pris > parmi les bourgeois lettrés qu'on appelait *hommes de robe longue*... Le conseil > d'Etat, formé jusqu'au xiv^e siècle par moitié de barons et de gens d'Eglise, comptait, > à la fin du seizième, des gens de robe en majorité parmi ses membres... Les officiers > ces supérieurs de judicature et de finances procuraient aux titulaires, outre leurs > appointements plus ou moins considérables, des privilèges constituant pour eux > une sorte de *noblesse* non transmissible qui ne les enlevait pas au Tiers-Etat. Ils > étaient exempts de divers impôts ou péages et pouvaient acquérir des terres nobles > sans payer les droits exigés dans ce cas de tout acheteur roturier. > Mais nous verrons bientôt que dès le seizième, la noblesse dont s'agit devint héréditaire et que la noblesse de nos jours ne représente, en immense majorité, que l'élite de la bourgeoisie. Que signifient dès lors les préventions aveugles et anti-patriotiques de la bourgeoisie de nos jours, sa répulsion pour un ancien régime qu'elle a remplacé bien avant 1789, et ses craintes chimériques de voir le gouvernement de la France tomber exclusivement aux mains d'une noblesse féodale, disparue depuis des siècles ?

marchand, de Saint-Pardoux. — Du 14 août 1533, copie d'acte collationnée et délivrée par M^e Jehan Pourten, notaire royal à Saint-Pardoux. — Du dernier jour d'avril 1548, reconnaissance par Pierre Pourtent, sieur de La Barde, marchand, de Saint-Pardoux, tant pour lui que pour M^e Jehan Pourtent, licencié, son frère. — Du 13 juillet 1556, acte d'investiture du fief noble de La Barde, paroisse de Quinsac (canton actuel de Champagnac-de-Belair), au profit dudit Pierre Pourtent. — D'après Nadaud, ce dernier se maria le 25 août 1560, avec Françoise d'Hautefort, fille de Jean, écuyer, seigneur du Puy, capitaine du château de Chalusset pour le roi de Navarre, et de Cangénie de Jubel. — Du 27 juin 1591, transaction entre le couvent de Saint-Pardoux et Estienne Pourtent, seigneur de La Barde de Vaugoubert. Ce dernier s'était marié avec Léonarde Faure, et, d'après Nadaud, Antoinette Pourtent, leur fille, se maria avec Bertrand Audier, seigneur de Montcheuil, dont elle eut : Marguerite, dame de Montcheuil, La Barde et Vaugoubert, mariée le 11 juin 1615 à Guy d'Aydie, chevalier, seigneur des Bernardières; Antoinette, mariée à N... de Livron, écuyer, et enfin Marie, qui eut de son mariage avec Nicolas de Lamberterie deux fils : Charles, qui épousa, le 5 septembre 1632, Esther de Fournel, et Ganthonet, qui se maria, le 21 octobre 1637, avec Jeanne de Chevreuse. Jeanne Pourtent, autre fille d'Etienne, se maria, le 28 septembre 1629, avec messire François de La Garde de Saigne de Vallon, seigneur de Mirabel et baron de Saint-Angel; et, par acte du même jour, devant Peyrot, notaire, messire Guy d'Aydie, chevalier, et Marguerite Audier, sa femme, leur donnèrent quittance de trois cents livres léguées à cette dernière par ledit Étienne, son aïeul maternel, par testament du 15 juillet 1618, reçu Dupeyroux, notaire. Dans ce testament, ledit Etienne Pourtent, résidant au château de Vaugoubert, prend la qualité d'écuyer, qui lui avait déjà été attribuée dans un acte de vente du 22 juillet 1601, reçu Lauger, notaire, et qui fut reproduite dans une sentence du présidial de Périgueux du 8 août 1628, rendue sur une demande en paiement de rentes contradictoirement avec Léonarde Faure, veuve d'Estienne Pourten, escuyer,

seigneur de La Barde-Vaugoubert. Mais, à défaut de fonctions publiques attributives de noblesse, c'est à tort que ce titre d'écuyer fut ici employé, la possession d'un fief noble n'attribuant ce privilège, d'après les établissements de saint Louis de 1270, qu'à la tierce-fois, c'est-à-dire à la troisième génération de possesseurs, et ce droit ayant été aboli au xvi^e siècle. Quoi qu'il en soit, Etienne Pourtent n'en fit pas moins souche de noblesse dans ses descendants, alliés aux anciennes familles nobles de la contrée, ainsi que nous l'avons vu et d'après ce qui suit : Du 14 novembre 1652, devant Beausoleil, notaire, vente par François Pourtem, seigneur de Maignac, gentilhomme servant chez le roi (1). — En 1657, vente par le même, qualifié de maréchal-des-logis des gardes du corps du Roy. — Du 26 février 1679, testament de Jehan Pourten, seigneur du Breuil, juge de Saint-Pardoux-la-Rivière, en faveur de son frère Jehan Pourten, seigneur de La Jaunie, garde du corps de défunte Royne-mère (2).

Du 20 juin 1697, devant Lapeyronnie, notaire, reconnaissance de rente par François de Champagnac, escuyer, seigneur dudit lieu, exerçant les droits de demoiselle Jeanne Pourten, son espouze, et par Jean Pourten, sieur de La Jaunie. Du 6 mars 1709, vente de bois consentie par Resmond Malet de Chastillon, seigneur de Massignat, et Françoise Pourten, dame de Massignat, sa femme, habitant au château de Chappelles, paroisse de Saint-Saud. Du 17 juillet 1714, acte d'opposition à la requête de Pierre Pourten, sieur de Magnac. Du 16 décembre 1747, devant Martin, notaire, reconnaissance de rente où figure, comme témoin, Jean Pourten, sieur de Fontenille de Milhac; enfin, et en 1735, mariage de Jeanne Pourten, de Magnac avec Jean Pastoureau, sieur de Lagrange.

(1) Arrêt du conseil du 18 février et déclaration du roi du 26 mars 1597; lettres du 2 mars 1610; de mai 1611; du 10 mars 1615; du 10 mars 1639; édit de janvier 1652 attribuant la qualité d'écuyer aux porte-manteaux et aux huissiers de la chambre et du cabinet du roi.

(2) Arrêt du conseil du 30 mai 1656, confirmant les gardes du corps du roi et ceux de la reine, ainsi que les gardes de la porte du château dans le droit de prendre la qualité d'écuyer.

Ces derniers devinrent possesseurs de La Jaunie qu'ils démembrèrent et dont ils vendirent une partie, notamment, par acte du 20 octobre 1736, devant Desport, notaire royal, à François Lacoste, sieur de Lavergne, procureur d'office de la juridiction de Saint-Saud-la-Coussière, une métairie étant, est-il dit, de la fondalité de M. le comte de Bonneval et du seigneur de Champaniac, pour 1950 livres ; de l'abbaye de Dalon, pour 75 livres et de l'abbaye de Peyrouse, pour 75.

La famille Pourten passa donc, aussi facilement qu'on pourrait le faire de nos jours, de l'état de tenanciers plus ou moins arrentés, à ceux de marchands, de propriétaires libres, de religieux, d'hommes de lois, de bourgeois, de possesseurs de fiefs nobles, d'hommes d'armes et finalement de gentilshommes. Ce ne sera, d'ailleurs, pas la première et seule fois que nous aurons, dans le cours de nos recherches, à signaler des faits semblables et à constater avec M. Chérin que si, en 1788, à peine un vingtième de la noblesse d'alors pouvait prétendre à la noblesse immémoriale d'ancienne race, on peut hardiment aujourd'hui réduire ce chiffre à plus d'un quarantième et soutenir que tout le reste représente l'élite de la bourgeoisie des trois derniers siècles (1).

(1) « Le luxe, dit Chérin, historiographe du Roi, et l'affaiblissement de la noblesse, » causé par les guerres et les croisades, achevèrent de lever la séparation qui existait » entre l'état des personnes. Les nobles, appauvris par le faste, vendirent leurs terres » aux roturiers qui s'étaient enrichis par le commerce et les arts. Les institutions » de saint Louis, en rendant ceux-ci capables de posséder des fiefs, moyennant certaines taxes et en les élevant, à la tierce-fois, au rang des nobles, introduisirent » une nouvelle espèce de noblesse qui régénéra l'ancienne, ou plutôt l'antique noblesse, et fut » appelée anoblissement par les fiefs ou noblesse inféodée... » Cette » sorte d'anoblissement, qui forma pendant longtemps le droit commun du royaume, » tira de la roture quantité de familles. Le paiement du droit de franc-fief fut » institué. Ce frein n'étant pas encore assez puissant pour réprimer la cause d'un » accroissement excessif de privilèges, qui devenaient onéreux à l'État, il fut enfin » aboli dans le xvi^e siècle. — Suivant les mêmes institutions de saint Louis, les femmes nobles transmettaient la noblesse à leurs enfants, quoique le père fût roturier. » Ce fut la noblesse « utérine ou coutumière. » — Il y eut ensuite « l'anoblissement » par lettres, » dont les souverains se réservèrent la disposition, à l'exclusion des » seigneurs, qui s'étaient, dans le principe, attribué ce droit, et dont Raoul, l'orfèvre, offre le premier exemple en 1270... Plus tard vinrent : la « noblesse municipale » ou de « cloche... » ; la noblesse « archère », instituée par Charles VII... ; celle des « secrétaires du roi », créée par Charles VIII, qui anoblit les notaires et secré-

6^e *Chantres*. — Fief avec château, appartenant, au dernier siècle, à la famille Pastoureau. Il ne reste plus de ce château qu'une partie du corps de logis, les tours ayant été démolies il y a une trentaine d'années. On y trouva alors, encastré dans le mur, un boulet de canon en fer fondu de 18 centimètres de circonférence, que nous possédons. Ce château, qualifié de maison noble et qui porte encore le nom de « château de Blaise » donna naissance à un village, l'un des plus grands de la paroisse, traversé par l'ancienne route postale de Bordeaux, par la Tour-Blanche, jusqu'à Limoges, par Chalus, et désigné dans des actes de 1200, 1638 et 1696 sous les noms de Chantreys, Chantreix, d'où le nom actuel de Chantres. Ce village fut anciennement le siège d'un prieuré relevant de l'abbaye de Dalon, et l'on y voit une chapelle dédiée à Saint-Blaise, dans laquelle M. le curé de Milhac célèbre le service divin, chaque année, le 3 février, fête de Saint-Blaise et aussi jour de frairie, à laquelle on vient en pèlerinage de temps immémorial pour y prier et faire dire des

» taires de la maison et couronne de France et les déclara capables de recevoir
» tous ordres de chevalerie, comme si leur noblesse était ancienne et au-delà de la
» quatrième génération... ; la « noblesse comitive » des docteurs régents et profes-
» seurs en droit au bout de vingt ans d'exercice... « L'anoblissement par charges »
» ou la « noblesse civile », attribuée aux magistrats des cours souveraines dont le
» titre ne remonte pas au-delà du xviii^e siècle, bien que ces magistrats eussent joui
» longtemps de toutes les prérogatives de la noblesse... Enfin la « noblesse mili-
» taire dont les privilèges furent rendus entièrement transmissibles, que quelques-
» uns ont cru voir exprimée dans l'édit des tailles de l'an 1600 et qui a été solen-
» nellement créée en 1750... — Combien nous reste-t-il, ajoute M. Chérin, de familles
» issues des anciens possesseurs de seigneuries sous la première et la seconde
» race de nos rois ? Je ne résoudrai point ce problème ; je craindrais d'anéantir un
» trop grand nombre de prétentions, et, peut-être, d'être injuste, malgré moi.
» Combien en existe-t-il qui puissent remonter leur origine au-delà de l'époque des
» premiers anoblissements ? Un très-petit nombre. Combien y a-t-il de nobles en
» France ? Je l'ignore.... Une vérité que je puis avancer, sans craindre de me trom-
» per, c'est que de cette multitude innombrable de personnes qui composent l'ordre
» des privilégiés « à peine un vingtième » peut-il prétendre véritablement à la
» noblesse immémoriale de l'ancienne race... »

Ce qui précède a été écrit par un homme impartial, par un « historiographe du Roi, chargé spécialement de vérifier les titres de la noblesse de France aspirant aux honneurs de la Cour. Il n'y avait pas, d'ailleurs, à cette époque, moins de quatre mille soixante-dix charges de finances, d'administration et de judicature, en

évangiles, en paiement desquels on offrait autrefois des pieds de cochons ; ce qui est encore pratiqué de nos jours par quelques pèlerins.

7° *Le Taraveau*. — Fief et ancienne maison noble, encore debout et qui, avant 1793, appartenait à la famille de Laroussie et passèrent, par alliance, dans celle de Fornel, dont un membre, M. de Fornel de Minzac, les vendit à notre oncle maternel, M. Grolhier-Desbrousses, avocat et représentant du peuple pour la Dordogne à la Constituante de 1848.

Nous avons déjà donné, d'après M. Clément-Simon, les noms de quelques-uns des anciens seigneurs de Milhac et voici ceux que nous avons encore trouvés dans les divers inventaires des Archives de Pau : 1255, vente par Adhémar de Puy-Guillem à Gérard de Magnac, de la moitié de la Pouyade. — 1256, troisième jour des Calendes de janvier *tertio calendarum januarii* (1), vente par Guillaume de La

dehors du métier des armes, conférant la noblesse héréditaire ; ce qui avait fait dire à Turgot (*Collection des Economistes*, II, 276) : « Au moyen de la facilité qu'on a d'acquérir la noblesse à prix d'argent, il n'est aucun homme riche qui, sur le » champ, ne devienne noble. »

Calculons, maintenant, les décès survenus depuis 1788 dans les rangs de ce vingtième ; ajoutons-y le personnel de la nouvelle noblesse du premier Empire, de la Restauration, du règne de Louis-Philippe et du second Empire, sans parler des particules plus ou moins nobiliaires, et constatons que la proportion des représentants de la noblesse féodale a été réduite encore de plus de moitié. Et cela est si vrai que nous rechercherions vainement, non pas seulement dans la commune de Milhac, mais même dans tout le canton de Saint-Pardoux, un seul descendant de la noblesse d'autrefois, depuis les Magnac du XII^e siècle jusqu'aux Pourten du XVIII^e siècle. Comment se fait-il donc, encore une fois, qu'on puisse si facilement exploiter de nos jours le contraire de faits historiques aussi bien démontrés ? Elite et personification de la bourgeoisie, la noblesse actuelle, quels que soient la forme et le nom du gouvernement, ne peut avoir, répétons-le, aucune prépondérance exclusive ; ne serait-il pas plus sage de faire appel à tous les mérites pour sauvegarder les intérêts de la patrie commune, sans se préoccuper d'institutions qui eurent leur raison d'être, mais qui ont fait leur temps ? Cela soit dit à cette intention et sans nul esprit de dénigrement, qui nous conviendrait moins qu'à personne ; le mérite ayant, à nos yeux, la même valeur à toutes les époques et dans toutes les classes.

(1) Voici, au surplus et pour se fixer sur la date réelle des actes, quelques notions indispensables :

Calendes. — Nom que les Romains donnaient au premier jour de chaque mois. Après les *ides*, ils comptaient les jours en les rapportant aux calendes du mois

Marthonie à Géraud de Magnac, de cent sols de rente sur le mas de La Landhie (aujourd'hui village de La Lande); — 1260, Donation par Jean de Verrac à Jean de Milhac de la moitié de la Vigerie de la paroisse de Milhac. — 1276, Donation de trois pièces de terre à Guy de Born, par Adhémar de Magnac. — 1277, vente du domaine du Cluzel, par ledit Guy de Born, chevalier, et Pierre, son fils, à Adhémar de Magnac. — 1227, vente audit Adhémar de Magnac par Guillaume d'Excideuil

suisant, et ils disaient : « La veille, l'avant-veille ou le troisième, le quatrième » jour avant les calendes, lesquelles comptaient pour un, etc. Le nombre des jours, ainsi comptés, dépendait de la longueur du mois et du jour où tombaient les *ides* ; il variait de 19 à 16. — Les mois grecs n'avaient point de calendes et de là le dicton : *Renvoyer aux calendes grecques*, pour dire renvoyer indéfiniment.

Ides. — Nom donné à un jour du mois romain, placé vers le milieu, ainsi qu'à la partie du mois qui s'étendait entre ce jour et les *Nones*. Le jour des *ides* était : le 15 en mars, mai, juillet et octobre ; le 13 en janvier, février, août, décembre, et le 10 en avril, juin, septembre et novembre. Il y avait huit jours d'*ides* en mars, juillet et octobre ; six jours dans tous les autres mois.

Nones. — Les Romains appelaient *Nones* le neuvième jour avant les *ides*. C'était le septième jour des mois de mars, mai, juillet et octobre ; le cinquième pour les autres mois. Les jours précédents se comptaient en rétrogradant : « La veille des *Nones*, le 8^e, le 4^e, le 5^e, le 6^e jour avant les *nones*. » Voici, par exemple, les dates de quelques actes dont nous reparlerons plus tard : « 1299, die quarto nonas aprilis ; 1300, secundo nonas martii ; 1320, nonas martii ; 1414, die nona martii. »

Fête des Saints. — Ainsi que nous l'avons vu par le sommaire des actes qui précèdent il était, en outre, et d'usage presque général, de dater les actes de un ou plusieurs jours, antérieurs ou postérieurs, à la fête de quelque saint ou à celle d'une cérémonie du culte.

Année. — En France, le commencement de l'année a souvent varié. En général, sous la première race, ce fut le 1^{er} mai ; sous la deuxième, le jour de Noël, et sous la troisième le jour de Pâques. Mais un édit de Charles IX, de 1564, ordonna que l'année commencerait désormais au 1^{er} janvier. Jusqu'à cet édit et spécialement pour les provinces dont nous avons à rechercher les titres, l'année commençait : En Limousin, au 25 mars ; dans le Poitou et la Guienne, à la Noël, tant que ces provinces restèrent sous la domination anglaise. Pour les diplômes, à partir de la fin du XI^e siècle ; pour les actes du Parlement, depuis l'ordonnance de Philippe-le-Bel du 23 mars 1308 qui le rendit sédentaire à Paris, la date de Pâques fut suivie presque invariablement. L'édit de 1564 ne fut, d'ailleurs, exécuté par les secrétaires d'État qu'au mois de janvier 1565 ; par les secrétaires du Roi et par le Parlement qu'après la déclaration du 10 juillet 1566. — De là le « vieux style et le nouveau style. » Le premier désigne la manière dont on comptait les jours avant la réforme du calendrier, faite en octobre 1582 par Grégoire XIII. Le nouveau style est la manière dont on compte depuis.

de tous ses droits sur le mas de Las Baux, ou Las Vaux. — 1282 et le trois des calendes de mars, vente d'un jardin à Milhac par Luce du Solier, veuve de Guy de Puy-Rapios, écuyer, et Géraud, son fils, prêtre, à Géraud de Magnac. — 1284, vente de rentes par Pierre de Bornazel, écuyer, à Pierre de Magnac sur la terre de Boussaria ; — 1295, le samedi après la fête de saint François, vente à Adhémar de Magnac par Pierre de Milhac, donzel, du mas de La Jaunha. — 1317, hommage par Elie de Magnac de la Landhie à Itier de Magnac pour les terres qu'il tenait dans ladite paroisse et autres, au devoir d'une paire de gants blancs d'acapte.

Enfin et pour clore cet aperçu sur l'ancien état de la paroisse de Milhac, constatons qu'au xii^e siècle et antérieurement, elle jouissait du droit d'avoir une mesure particulière pour les grains et liquides, *mesuravela de Milhac*, mentionnée dans le terrier de la famille de Clarol, d'après l'acte de vente 1260, dont nous avons parlé précédemment. Nous trouvons encore dans cet acte la mention de : *La ecclesia de St-Amant*, aujourd'hui moulin de Saint-Amant, près duquel on rechercherait vainement les traces d'une chapelle quelconque.

Encore un mot, cependant, pour nous excuser d'avoir trop allongé, peut-être, cet aperçu par de nombreux renvois de notes doctrinales. Chargé par la Société historique et archéologique du Périgord de rechercher et de coordonner, en partie, les matériaux d'une histoire impartiale de cette province, — à écrire par de plus savants que nous, — était-il possible de s'en tenir à la description matérielle de nos localités et n'avions-nous pas à mettre aussi en relief les mœurs et les institutions du passé chez chacune d'elles, au fur et à mesure de la production des divers titres écrits ? De là des rapprochements indispensables entre ces anciens titres et les lois générales de l'époque, dans le double but, qui est celui de toute Société historique, d'éclairer complètement le passé et de le débarrasser de toutes les erreurs historiques mises à sa charge par des écrivains fantaisistes ou trop peu scrupuleux. C'est ce que la reproduction des nombreux titres de la maison de Magnac nous a fait d'autant mieux comprendre, qu'arrivé à la moitié





SCEAU DE SEGUIN DE LA PORCHERIE
XIII^e SIÈCLE

DUPONT & C^o PERISSEUR / M

de nos recherches, en ce qui concerne l'arrondissement de Nontron, il était devenu indispensable, en rappelant certains principes de doctrine, de compléter nos premiers chapitres et de dégager ceux à venir de toute obscurité ainsi que de tout encombrement à cet égard.

R. DE LAUGARDIÈRE.

(A suivre).



SCEAU

DE SEGUIN DE LA PORCHERIE,

Chevalier limousin du ^{xiii}^e siècle.

Le sceau, dont l'habile crayon de M. Dupuy a reproduit le dessin, a été récemment découvert au bourg de Paussac par des ouvriers démolissant une vieille muraille. Il appartient au notaire de cette localité, M. A. Berbiguié, que nous remercions de son empressement à le communiquer.

Ce sceau, rond de 55 millimètres, est en cuivre, et muni de trois anneaux qui devaient retenir sans doute un contre-sceau. Il est d'une exécution assez grossière, mais de dimension remarquable et d'un très beau style. Il représente un cavalier armé, l'épée à la main, le bouclier à deux chiens, peut-être deux léopards, surmontés d'un lambel (1), avec cette légende très-lisible : ✠ *Sigillum : Segvi : La Porcharia*.

On est frappé tout d'abord de la ressemblance de ce sceau avec celui d'Hélie VI, comte de Périgord, en 1246, qui figure à la première planche de la *Sigillographie* de M. Ph. de Bosredon. En les comparant, on reste convaincu qu'il est de la même époque; sauf les deux animuax qui meublent l'écu, et

(1) Le lambel indique une brisure dans les branches cadettes.

la légende, il y a identité parfaite dans toutes les autres pièces ; c'est le même faire pour l'un comme pour l'autre.

La date étant ainsi à peu près établie, il a été plus difficile de découvrir à quel personnage ce sceau a dû appartenir.

Le fait authentiquement constaté de possessions territoriales de la famille de Séguy dans la paroisse de Paussac, deux siècles après l'époque présumée de ce sceau (1) ; les chiens du bouclier, chiens courants ou levriers, que d'Hozier et Poplimont rapportent comme le trait caractéristique des armes de Séguy, avaient pu faire croire un moment que ce sceau trouvé à Paussac pouvait bien être celui de Séguy, maire de Périgueux en 1250, dont la charge était considérable et dont les descendants ont dignement rempli aux siècles suivants les principales charges de la municipalité périgourdine.

Mais toutes ces conjectures, quelque ingénieuses qu'elles pussent être, ont dû céder le pas à de plus sérieuses considérations. La rédaction des formules inscrites sur les sceaux se trouve réglée par des usages constants dont l'application ne devait laisser aucun doute sur l'interprétation de la légende : *Sigillum : Segvi : la Porcharia*. Le mot *Segvi* n'étant qu'un prénom, ne pouvait se rapporter ni à *Séguy* ni à *Seguin* en tant que nom de famille, et le nom de *la Porcharia* être considéré comme un nom de seigneurie ajouté au nom de famille.

Le *Nobiliaire du Limousin* a enfin arrêté le cours de toutes les suppositions, en apportant la solution définitive de la question qui a si vivement préoccupé quelques membres de notre Société.

Il a fallu renoncer à toute attribution périgourdine ; car nous nous trouvons en présence d'un sceau limousin, dont la légende n'est plus une énigme désormais.

La Porcherie (*La Porcharia*) est une terre située dans le

(1) Nicolas de Séguy, bourgeois, premier consul de Périgueux, maria en mai 1467, sa fille avec un compatriote des La Porcherie (Jean), de Leymarie, bachelier en droit, de la ville de Saint-Yrieix, et lui constitua des cens et rentes dans la paroisse de Paussac.

canton de St-Germain-les-Belles, arrondissement de Saint-Yrieix (Haute-Vienne), dont les seigneurs sont connus depuis le xii^e siècle. Elle a passé successivement dans plusieurs maisons, et en dernier lieu dans celles des Dubreuil, de Sainte-Aulaire, de Royère et des Ardant de Limoges.

Quant au personnage de notre sceau (*Segvi*), assez important pour se parer des insignes d'un suzerain, c'était, d'après toutes les vraisemblances, Seguin de La Porcherie, chevalier qui vivait en 1226 et avait pour frères Guillaume de Richibore, chevalier, et Audier, moine de Saint-Martial.

Voici, d'ailleurs, le passage consacré par l'abbé Nadaud dans son *Nobiliaire* à cette famille La Porcherie, d'où descendait notre Seguin :

I. Fruinus de la Porcherie, bienfaiteur de Solignac, l'an 1103 épousa Marie de Solhac, dont : Pierre qui suit :

Gaucelin-Bernard (v. p. 1041) (1) de la Porcherie fit le voyage de Jérusalem et vivait en 1174 ; il épousa Claire de Comborn, fille d'Archambaud VI, vicomte de Comborn, et de Marie de Limoges. (Justel, Hist. de Tur., preuv., p. 83).

II. Pierre de la Porcherie, fils de Fruinus et de Marie de Solhac, damoiseau, puis chevalier, sgr. de Meilhars, mourut le 3 septembre 1273. (Nécrol. FF. PP. Lemovic). Epousa..., dont : 1^o Pierre de la Porcherie, damoiseau (1366), qui suit ; 2^o Jeanne de La Porcherie, alias de Meilhars, héritière de son père et de son aïeul (1390).

Seguin de Porcharia, chevalier, Guillaume de Richibore, chevalier, et Audier, moine de Saint-Martial, étaient frères, en 1226.

III. Pierre de La Porcherie épousa Agnès Marchesa, dont : Hugue, femme de Bertrand Rampnulf, damoiseau, 1390.

[Noble Jean Vigier, seigneur de la Porcherie, est témoin dans un acte signé : Combelle, du 20 mars 1560.

Jeanne Du Breuil, héritière de la Porcherie, épousa Daniel de

(1) Cette page est déchirée.

Sainte-Aulaire en 1632. Elle mourut le 26 janvier 1644 et laissa une fille : Suzanne, mise à Limoges pour apprendre la vertu].

Vers l'an 1070, Bernarde de Pierrebuffière épousa Pierre de la Porcherie ; elle était fille de Gérard de Pierrebuffière et de Humberge (1).

Le *Seguin de Porcharia*, que l'on a remarqué plus haut, pourrait bien être celui du sceau de Paussac. Ce que nous apprend l'abbé Nadaud de ce personnage, dont le sceau révèle l'importance, se réduit à bien peu de choses ; il n'en a même pas donné les armes, dont la connaissance aurait dissipé tous les doutes : car l'on trouve à la même époque en Limousin plusieurs familles de La Porcherie, qui n'étaient peut-être que des branches d'une même souche, et portaient des armes distinctes : écu à un *porc* (armes parlantes), écu à un pal (2).

Notre notice et le dessin qui l'accompagne complèteront les recherches du savant généalogiste et, en appelant l'attention de nos confrères limousins sur ce chevalier peu connu du moyen âge, leur fourniront peut-être l'occasion de faire de nouvelles découvertes, dont la Société archéologique du Périgord leur saura gré de lui faire part.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

(1) *Nobiliaire du Limousin*, tome III, p. 365-6, par l'abbé Joseph Nadaud, curé de Teyjat, publié sous les auspices de la Société archéologique et historique du Limousin, par l'abbé A. Lecler, 1878.

(2) Lettre de M. Ph. de Bosredon, Paris, 19 octobre 1880.

NOTES ET DOCUMENTS INÉDITS

RELATIFS

AUX INSTITUTIONS DE LA VILLE DE BERGERAC

AVANT 1789 (*Fin.*)

CHAPITRE IV

ÉGLISES, CHAPELLES ET TEMPLES

I. — *Eglise Notre-Dame-du-Château.*

Cette église, la plus ancienne de toutes, était placée sous le vocable de Ste-Marie ; elle servit d'abord à un couvent de filles qui adoptèrent, en 1122, la règle de Fontevrault. Il est à présumer que, lorsque les seigneurs de Bergerac construisirent leur château sur l'emplacement du couvent des Carmélites, l'église leur servit de chapelle jusqu'au moment où elle fut érigée en église paroissiale (1). — (*Voir Carmélites.*)

C'est dans cette église Notre-Dame-du-Château qu'Hélie Rudel et son fils conclurent une trêve, la veille des calendes de juin 1233, avec les maire et consuls du Puy-St-Front (2).

Le 4 août 1336, plusieurs seigneurs et gentilshommes y firent hommage à Edouard III, roi d'Angleterre (3).

Louis XIII fit don de cette église aux Récollets, lors de son passage à Bergerac, en 1621 (4).

Elle est affectée aujourd'hui, après avoir subi de nombreuses transformations, au culte protestant.

II. — *Eglise Ste-Catherine.*

Il est fait mention, dans les actes de l'Hôtel-de-Ville de

(1) Lespine, vol. 58, p. 357.

(2) *Registre de l'Histoire de Bergerac.* — Voir Pancarte du diocèse de Périgueux. (*Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord.* T. 1^{er}, p. 370.)

(3) Lespine, vol. 43, p. 340.

(4) *Registre manuscrit de l'Histoire de Bergerac.*

Bergerac, d'une jurade tenue; en 1414, dans l'église de Ste-Catherine, au Mercadil (1).

Cette église paraît avoir été reconstruite au mois de juin 1491, Guillaume d'Aitz étant prieur de St-Martin (2).

En 1495, fut édifiée la chapelle du St-Sépulcre, faisant partie de l'église Ste-Catherine.

Voici les termes de l'accord intervenu, l'année précédente, au sujet de l'érection du St-Sépulcre, entre le prieur de St-Martin et les personnes chargées de l'entreprise :

« Ce fut fait le 10^e jour d'octobre 1494. — S'en suivent les articles et pactes accordés entre vénérable et religieuse personne, Frère Guillaume d'Aitz, bachelier en décret, prieur du prieuré de St-Martin de Bragerac, d'une part ; — et honorable homme maistre Domenge, noble, et Anthoine Constant, son gendre, habitants de Brive-la-Gaillarde, d'autre ; de et sur la baille et façon de faire le sépulcre de Nôtre Seigneur, auprès de l'église de Ste-Catherine dudit prieuré.

» Et premièrement, a été dit et accordé que le dit maistre Domenge et son gendre feront ledit sépulcre en la manière que s'en suit. C'est à savoir : le tombeau compétent et le corps de Jésus dessus, de six pieds de long ; Nostre-Dame, les Trois Maries et St-Jehan, évangéliste, Nicodemus et St-Joseph, de cinq pieds et demy de long ; sept angels pour tous les en... en feulletz ; quatre gens d'armes au-dessous du tombeau et la personne du dit prieur, de genoux, et un saint qui viendra à sa dévotion pour le présenter au-dessus du sépulcre ; l'Ascension de Notre-Seigneur, avec Notre-Dame ; douze apostres de deux pieds et demy de long et quatre petits angels, et Dieu le père, ainsi qu'ils appartiennent à ladite histoire. — Les armes du Roi et dudit prieur, ainsi qu'il devisera. Sur l'autel Notre-Dame-de-Pitié, deux angels pour tous sierges et la croix de bois, comme Notre Seigneur fut mis au mont de Calvayre, et les quatre prophètes de quatre pieds de long ; St-Clou, St-Estropi, St-Anthoine, Ste-Catherine, St-Martin, de cinq pieds et demy de long. Item a esté dit que si M. le Prieur veult convertir les quatre prophètes et autres images, le dit maistre Domenge et son gendre le feront. Et feront les dits sépulcre, images peintes de fines peintures d'or, d'azur et autres fines peintures, comme s'appartient aux draperies desdits maistres, et le rendre si beau du mieux comme le sépulcre de Poictiers, s'il peult. Et le dit sieur Prieur sera tenu fournir

(1) *Registre manuscrit de l'Histoire de Bergerac.*

(2) Lespine, vol. 48, p. 197 et suiv.

toute matière sur le lieu à ses dépens. Et fera les dépens aux dits maistres Domenge et son gendre, tant qu'ils besoigneront. Et sera tenu ledit maistre Domenge enseigner et adresser les maistres qui feront la chapelle, bailler les tours et compas pour mettre les images. Et ce, pour le prix et somme de trois cents livres tournoises, à payer comme la besogne se fera. Et commenceront besougnier du premier jour qu'ils seront mandés, et pourfiniront dedans trois ans prouchains. — Promiserunt partes, etc... obligaverunt, etc. . juraverunt, etc., de quibus, etc., compelli voluerunt, etc., presentibus magistro Francisco de Podio, notario, fratre Arnaldi, in decretis baccalario, preceptore Sancti Spiritus Brageracii, Domino Johanne Fabri, presbitero, Guillermo Garelli et Petro Lito, habitantibus Brageracii, testibus notis, et me P. Frontuli, not. » (1)

L'église Ste-Catherine fut démolie par les protestants, en 1562, et un temple fut élevé sur son emplacement (*Voir Temples protestants*).

Le prieuré et l'église de Ste-Catherine étaient situés non loin de l'entrée de la rue de ce nom et hors des murs. Le sol de l'église est aujourd'hui recouvert par les vastes constructions de Notre-Dame. Sur un ancien plan de Bergerac, on voit, en face du lieu où devait se trouver l'édifice religieux, un bâtiment assez considérable, désigné à la légende sous le nom

(1) Cet acte est intéressant pour l'*Histoire de l'art provincial* en Limousin et en Périgord au *xv^e* siècle. Jusqu'à ce jour, on ne savait à qui attribuer ces nombreux *Calcaire*, *Mise au tombeau* et *Piété*, qui décoraient autrefois nos églises ; on était allé jusqu'à supposer qu'ils avaient été exécutés par des étrangers, artistes nomades venus de la Flandre. C'était une erreur. Nul doute, après avoir lu ce document, que ces maîtres ouvriers, ces *imaigiers*, comme on les appelait alors, ne fussent de notre pays. Ainsi, la *Mise au tombeau*, qu'on voit, encore, dans la chapelle du château de Biron, a dû être sculptée par des maîtres de notre province, qui, tels que Domenge et son gendre Constant, habitants de Brive, étaient à la fois architectes, sculpteurs et peintres, continuateurs, très-habiles sans doute, des traditions de l'Ecole limousine, puisque le prieur de Saint-Martin de Bergerac, en traitant avec eux pour un sépulcre et plusieurs douzaines de statues, comptait qu'ils égaleraient en mérite les maîtres poitevins.

Ces artistes si modestes, qui ne signaient jamais leurs œuvres, semblent, vu la modicité du salaire qu'ils réclamaient, avoir travaillé plus pour le ciel que pour leur fortune ; et, cependant, ils méritaient un peu de gloire ; car, à en juger par les sculptures de la chapelle de Biron, si le dessin laisse à désirer, la mise en scène, l'expression religieuse, la vérité et les précieux détails du costume, enfin, la richesse de l'ornementation dénotent un talent réel et des plus exercés. E. G.

(1) Lespine, vol. 48, p. 150.

de Prieuré de Ste-Catherine. Il ne subsiste aucun vestige de cette construction.

III. -- *Chapelle de Pontbonne.*

Il existait avant 1414, dans la banlieue de Bergerac, à Pontbonne, une église qui dépendait d'une commanderie du St-Esprit. Cet édifice, ayant disparu à une époque inconnue, fut remplacé, en 1781, par une chapelle domestique, élevée par les soins de M. Jean-François de Larmandie.

« Le 12 may audit an, Mgr de Flamarens, évêque de Périgueux, aurait accordé à Messire Jean-François de Larmandie, chevalier, seigneur de Faux, Malcintats et autres lieux, et à M^e Jean-Marc Castaing, avocat en la Cour, bourgeois et ancien 1^{er} consul de cette ville, la permission de construire une chapelle domestique au lieu de Pontbonne, où était autrefois une ancienne église.

» Les fondements de cette chapelle ayant été jetés ou commencés le 10 octobre de la même année, on aurait trouvé, en les creusant, beaucoup d'ossements de corps humains, soit dans l'enceinte des fondements de cette ancienne église, qui était dédiée au St-Esprit, soit hors de leur enceinte, tout autour des fondements, ce qui justifie qu'on avait coutume d'inhumier tant dans cette église que tout autour d'icelle.

» On pourrait conclure que cette église, dont on ignore l'origine et dont il ne paraît plus aucun vestige, pouvait être autrefois une église paroissiale ou succursale. C'était une commanderie de Malthe; Frère Pierre Combraille en était commandeur en 1487.

» Les fondements de cette ancienne église, construits en briques, se sont trouvés environ un pied sous terre. Le nommé Anthoine Lamouthe, entrepreneur de bâtisses de cette ville, a été l'entrepreneur de cette nouvelle chapelle, dont les deux premières pierres ont été jetées le 12 dudit mois d'octobre, l'une dans l'angle qui est à gauche de la porte d'entrée en entrant, par M^e de Conseil, conseiller honoraire au Parlement de Bordeaux, et l'autre dans ladite église, qui est du même côté, où il y a un autre angle, près l'autel, toujours en entrant, au vis-à-vis le moulin, par le sieur Castaing, avocat. » (1).

(1) *Registre manuscrit de l'Histoire de Bergerac.*

La dédicace de cette chapelle eut lieu en 1783.

« Le vingt octobre de ladite année, a été faite la dédicace de l'église de Pontbonne. Elle a été remise sous l'invocation du St-Esprit, comme elle était autrefois, lorsqu'il existait une autre église dans le même lieu.

» La cérémonie a été faite par M. Gontier, curé de Bergerac, en conséquence de l'ordonnance de Mgr l'évêque de Périgueux, du 18 août même année, signé du Grézel, vicaire-général, et transcrite bientôt après sur les registres de l'église St-Jacques de Bergerac.

» Le même jour et de suite, a été bénite par le même prêtre la cloche de ladite église, qui a eu pour parrain M. le vicomte de Ségur-Pitray et pour marraine M^{me} de Larmandie de Faux. La première messe du Saint-Esprit y a été célébrée par ledit sieur curé, le tout dans la matinée dudit jour 20 octobre 1783 (1) ».

IV. — *Eglise Saint-Jacques.*

L'église Saint-Jacques, d'abord simple chapelle appartenant à l'abbaye de Saint-Florent, près Saumur, et rattachée plus tard au prieuré de Saint-Martin, fut rebâtie à plusieurs reprises.

La bulle suivante, délivrée en 1362, sur la demande des consuls de Bergerac, invita les fidèles à contribuer par leurs dons à la reconstruction de l'édifice :

« Universis Chri. fidelibus, etc. Eccliarum fabricis, manum porrigere adjutricem pium apud Deum et meritorium reputantes, etc... Cum itaque, sicut exhibita nobis pro parte dilect. filiorum Consulum et universitatis villæ Brageriaci, petrac^{ensis} diocesis, petitio continebat, Parrochialis ecclesia S^{ci} Jacobi de dictâ villâ, in quâ cultus divinus die noctuque solemniter et devotissime celebrari solebat, totaliter sit diruta, et propter guerras quæ in illis partibus diuciùs ingruerunt, incole dictæ villæ sint adeo pauperes et egeni, quod ad reedificationem ipsius ecclesiæ, ad quam intendunt pro viribus laborare, ipsorum non sufficiant facultates. Nos cupientes quod hujdi eorum pia intentio ad effectum perducatur ; quod fiet tanto citius quanto fidelium aliorum suffragia ad impromptiùs præstabuntur, universitatem vram rogamus, monemus et exhortamur in Dno, in remissionem tot peccaminum injungentes quatinus vobis a Deo collatis, ad opus reedificationis huj^d. pias

(1) *Registre manuscrit de l'Histoire de Bergerac.*

elemosinas et grata caritatis subsidia erogetis, ut per subventionem vram huj^{di}, opus ipsum citius perfici valeat, etc. Nos enim de omnipotentis Dei misericordiâ et beatorum Petri et Pauli ap^lorum ejus aut^{to} confisi, oib^{us} verè penitentibus et confessis, qui manus ad premissa porrexerint adju- trices, unum annum et 40 dies de injunctis eis penitentiis misericorditer re- laxamus ; p^{nt}ibus post septennium non valituris, etc. Datum Aven, vu kalen. januarii, anno pontifi^{ca} n^{tri} primo. » (1)

Le 22 avril, veille de Saint-Georges de l'an 1505, la pre- mière pierre de l'édifice fut posée par Pierre Duqueyla (2).

La première pierre du clocher, élevé sur le chœur, eut lieu en 1509, le jour de Sainte-Anne (3).

« En 1521, rapporte le livre des Jurades, les consuls vouèrent une lampe d'étaing au-devant de la custodie de Notre-Seigneur, en l'église Saint-Jac- ques, afin qu'il plût à Dieu préserver la ville de danger et les illuminer pour le bien et profit de la ville. »

Peu d'années après, le chœur dut être reconstruit ; la pre- mière pierre en fut posée le 25 juillet 1537 par Jean de Cler- mont, curé, et la seconde par MM. Jean Beaurieu, baillif, Berthomieux Gaulchier, Jean Pinet et Bernal Delpoujol, syndics de l'église (4).

Le 18 décembre 1590, l'horloge qui fut mise au clocher Saint-Jacques fut achetée par la Communauté (5).

La nef de Saint-Jacques fut en grande partie détruite par les religionnaires. « Elle n'occupait, en 1622, qu'une petite partie de l'espace de l'ancienne. Sur l'autre partie, il y avait un appenti dans lequel on prêchait la controverse aux pro- testants qui ne voulaient pas entrer dans l'église (6). »

En 1685, « l'église de la paroisse Saint-Jacques fut entière- ment démolie, hors le clocher, pour être rebâtie, le Roy y ayant contribué, l'hôtel de ville et Messire Jean Dufau, prieur de Saint-Martin de Bergerac, pour une somme considérable.

(1) Lespine, vol. 33, p. 56 (Archiv. du Vatican. Registre Cot. Urb. V, T. 6.)

(2) *Registre manuscrit*.

(3) Lespine, vol. 48, p. 126.

(4) *Registre manuscrit*, etc.

(5) *Ibid.* — Cette horloge fut démolie en 1643 et portée au temple.

(6) *Ibid.*

Le service fut transféré dans l'église des Récollets de la dite ville (1). »

V. — *Chapelains de Saint-Jacques.*

Par testament du 2 janvier 1448, Marguerite de Montaut-Mussidan, veuve de Messire Jean de Beaufort, chevalier, entr'autres dispositions, légua « l'Ostel de Marfueil, sis en la ville de Bergerac, avec les moulins à aygue, assis en la dite ville et toutes et chacunes de ses autres appartances du dit Ostel de Marfueil, en quelque lieu, etc., pour fonder une chapellenie à estre desservie en l'église de Saint-Jasme, en l'autel de Notre-Dame de Bragerac..., pour faire célébrer trois messes (2). »

Au XVI^e siècle, l'église paroissiale de Saint-Jacques était desservie par vingt-quatre prêtres chapelains vivant en communauté ; c'est ce qui résulte des donations, cens et rentes, pour fondations d'obits que leur fit M. de Raynès, actes « des 2 mars 1538, 18 et 23 novembre 1539, devant Desplats, notaire royal (3). »

La communauté des chapelains de Saint-Jacques fut réunie, en 1672, à celle de la Mission et séminaire de Périgueux ; la vicairerie perpétuelle de la paroisse fut rattachée au séminaire en 1682 (*Voir Prieuré de Saint-Martin*).

VI. — *Temples protestants.*

En 1562, les ministres protestants, qui avaient gagné à la cause de la Réforme non-seulement les habitants, mais les religieux des couvents de Bergerac, firent démolir l'église du prieuré de Sainte-Catherine du Mercadil ; sur l'emplacement de cette église fut élevé un temple que desservit un moine apostat, d'origine écossaise, nommé le Cocq (4).

(1) *Registre manuscrit de l'Histoire de Bergerac.*

(2) *Lespine*, vol. 52, p. 125. — Fonds Baluze, première armoire, paquet 5, n° 3.

(3) *Ibid.* vol. 48, p. 339.

(4) *Collection Leydet et Prunis*, vol. 14, p. 76 (*Mémoire sur Bergerac*).

Un autre temple fut bâti au faubourg de la Madeleine, à la suite de l'Edit de Nantes, et fut détruit après la révocation de cet édit (1).

Les protestants possédaient un troisième temple, très-rapproché de l'église Saint-Jacques ; la suppression en fut prescrite, le 31 octobre 1634, par M. de Verthamon, conseiller du roi et intendant.

« Fut ordonné sur certains différends entre les catholiques et ceux de la religion P. R., que, dans six mois pour tout délai, les protestants feront bâtir un temple en tel lieu qu'ils voudront et qui ne sera point proche ni incommode aux églises et monastères de la ville, pour y continuer l'exercice de leur religion, suivant les édits, et pour cela pourront se servir des bois, etc., du temple actuel, même de la place d'icelui, fors et excepté ce qui se trouvera être de l'ancien presbytère et de l'église Saint-Jacques, à la charge de la directe des dits religieux Jacobins ; pour du prix d'icelle faire bâtir un temple nouveau, pouvant avoir une cloche pour convoquer le peuple. Les six mois expirés, défenses expresses de continuer leurs exercices dans leur temple ancien, qui était trop près de l'église Saint-Jacques ; et pour le regard du temple de la Madeleine, qui avait été bâti depuis l'édit de Nantes et par conséquent aurait dû être démoli, les parties se pourvoiront. De plus avons enjoint d'observer les édits et vivre en paix et union (2). »

En vertu de cette décision, les réformés entreprirent la construction d'un nouvel édifice sur la place appelée depuis Place du Temple. La pose de la première pierre eut lieu le 7 juillet 1636 ; sous cette pierre, Gabriel du Castaing, consul, plaça, après le bailli, Jean Gast, une pièce de 20 sous (3).

En 1643, l'horloge du clocher de Saint-Jacques fut démontée et portée au temple (4).

M. de Bernard, curé de Bergerac, poursuivit, en 1682, la suppression de ce temple. L'affaire fut d'abord portée au Par-

(1) Lespine, vol. 33, p. 141.

(2) Lespine, vol. 48, p. 378.

(3) *Registre manuscrit de l'Histoire de Bergerac.*

(4) *Ibid.* *Ibid.*

lement de Bordeaux, puis renvoyée, en exécution d'un arrêt du Conseil, au Parlement de Toulouse. Cette Cour ordonna, le 9 septembre 1682, que l'édifice serait rasé, et sa sentence fut exécutée le 11 novembre de la même année.

« La croix fut plantée solennellement sur un des deux piliers qui soutenaient la charpente du temple, après une procession générale, où assistèrent, le jour et fête de Saint-Martin, environ cinquante ecclésiastiques, toutes les communautés religieuses de la ville, dont il y avait vingt Récollets et treize des trois autres ensemble (1). »

CHAPITRE V.

COUVENTS.

I. — *Prieuré de Saint-Martin.*

Le prieuré de Saint-Martin de Bergerac fut fondé, vers l'an 1080, par Hélié, prévôt du château de cette ville, qui donna l'église de Saint-Martin à l'abbaye de Saint-Florent de Saumur.

Lespine a relevé, sur un manuscrit de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, la traduction suivante de l'acte de donation et de la ratification accordée par Hélié III, comte de Périgord :

« Un certain Hélié, ayant le gouvernement de la préfecture du château de Bergerac, pensant au salut de son âme et à ce qu'il fairait pour avoir Dieu propice, se ressouvint du mauvais ordre auquel estait l'église, tant par sa faute que celle de ses antécresseurs, qui la laissaient à des prestres mercenaires, moyennant une somme de deniers ; voulant donc la purger de ces immondices, il se détermina de la donner gratuitement à des ministres fidelles, qui la gouvernassent saintement et selon Dieu. Et en entendant la renommée de la sainte conversation des moines de Saint-Florent, il la leur donna à perpétuité, autant qu'en lui

(1) Lespine, vol. 48, p. 192.

» était, par le conseil et autorité de ses frères Hugues et Audebert, et
» par l'exhortation que lui en fit Pierre Herbert, son cousin ; et afin que
» ce don fût stable, il fut devant l'autel de Saint-Martin, où en présence
» de plusieurs personnes insignes, savoir : d'Elie Ranulfe, d'Oton Ber-
» nard, etc., des moynes de Saint-Florent, Olivier, Constantin et Gumbert,
» il quitta et donna à Dieu, à Saint-Martin, à Saint-Florent-de-Saumur, à
» l'abbé et aux moynes d'icelui, tout ce qu'il y avait ou que d'autres te-
» naient de lui, toute la sépulture et autres choses de l'église ; de plus,
» la quatrième partie des dixmes de vin ; et après Dieu le permettant
» ainsi, le comte Hélié, à la supplication du moyne Olivier, vint en
» l'église Saint-Martin, et un jour de dimanche, en présence de tout le
» peuple, confirma tout ce que dessus, cédant semblablement tout le droit
» qu'il y pouvait avoir, permettant à tous leurs sujets d'y omosner de
» leurs biens, selon qu'ils voudraient, y en eslargissant eux-mêmes beau-
» coup ; ce que fit aussi l'Evesque de Périgueux, Guillaume, entre les
» mains de Gumbert et Olivier, moynes de Saint-Florent. » (1)

Le pape Urbain III, par bulle spéciale donnée à Vérone, en 1185 ou 1186, prit sous sa protection l'église de Saint-Martin et celle de Saint-Jacques, avec leurs dépendances, et accorda aux frères la faculté de recevoir pour leur conversion les séculiers qui seraient libres de leur personne. Nous donnons le texte de cette bulle :

« Urbanus ppa Priori et fratribus Sti-Martini de Bragerat, etc... Eccl^{iam}
» vestram cum Eccl^a Sti-Jacobi, terris, decimis, aliisque possessionibus,
» et pertinentiis quas in pntiarum habetis, vel in futurum p.state dñi
» poteritis adipisci sub beati Petri et nra protectione suscipimus. Liberas
» autem et absolutas personas de sæculo venientes vel fugientes liceat vobis
» ad conversionem recipere sine contradictione, sepulturam quoque illius
» loci liberam esse concedimus ut eorum devotioni et extremæ voluntati
» qui se illic sepeliri deliberaverint, nisi excommunicati sint vel interdicti,
» nullus obsistat ; ad hoc a parrochianis vestris percipiendi decimas et
» constituta jura liberam habeatis auctoritate apost^{ica} facultatem, etc.. Da-

(1) Leaspino, vol. 77, p. 61. (Bibliothèque Nationale. — Extrait d'un manuscrit provenant de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés. Cote Saint-Florent-de-Saumur. A. 8. f^o 109).

» tum Veron. xvii calend. Januarii. In horum testium p. petrag^{is} ep^s
» litteras concessit V idus martis 1239 (1). »

Le prieuré de Saint-Martin exerçait les droits de *Verrouil* sur les couvents de Bergerac et sur les églises de Notre-Dame-du-Château, de la Madeleine et du Saint-Esprit ; nous avons publié dans le *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord* (T. 2, p. 183) un contrat du 22 juin 1527, portant afferme de ces droits.

En 1504, le prieuré de Bergerac fut visité, par ordre de Louis du Bellay, abbé de Saint-Florent, ainsi qu'en témoigne le récit qui suit :

« Le 15 dudit mois de may de l'an mil cinq cent quatre..., il (le délégué)
» visita le prieuré de Saint-Martin de Bergerac, où il trouva quatre
» moynes, oultre le prieur, lequel était alors allé à l'abbaye de Saint-Cy-
» bard, près Engoulesme. Là, lui fust dit, qu'ès fêtes annuelles, les reli-
» gieux du prieuré devaient faire service à Sainte-Catherine et aussi les
» quatre festes annuelles en la grande église parrochiale. Le prieuré était
» en bon ordre et bien garny. En l'église du prieuré, on lui monstra un
» reliquaire en façon de chässe, couvert d'argent, long d'un pied au plus,
» haut de demy pied et quatre doigts. Au chaque bout et chaque côté
» étaient des images d'argent de Saint-Estropi, de Saint-Cloud, de
» Saint-Martin et de Sainte-Catherine, et dedans y avait des reliques des
» dits saints et saintes et aussi des reliques de Saint-Caprais, de Saint-
» Anthoyné, de Sainte-Luce et de Saint-Etienne, chaque relique étant assez
» petite... » (2).

(1) Lespice, vol. 33, p. 69. Copie du Cartulaire de Saint-Florent. — Par ses testament et codicilles de 1360, 1364 et 1366, le cardinal de Taleyrand-Périgord légua au prieuré de Saint-Martin de Bergerac cent florins d'or, destinés à l'achat de rentes pour la fondation d'anniversaires : « Testamentum Taleyrandi, Cardinalis Petragoricensis, annis mcccix et mcccxiv-xvic. — Conditum : —... Item prioratui de Flexu 4 florenos auri et prioratui Sti-Martini de Brageraco C. florenos auri, in emptionem reddituum pro faciendis anniversariis annis singulis expendendos. » (D. Claude Estiennot : *Fragmenta historiae Aquitanicæ*, T. 11, p. 595 — Bibliothèque Nationale, *Fonds latin*).

(2) Lespice, vol. 33, p. 106. — Bibliothèque Nationale, résidu de St-Germain-des Prés.

Les guerres de religion n'opargnèrent pas le couvent de Saint-Martin.

« L'an 1561, la maison du prieur fut ruinée, l'église Saint-Martin » démolie et un temple bâti, dans le Mercadil, sur les ruines de ladite » église qui se trouvait en cet endroit, et un des moines prêchait la » Réforme, qui était professée dans la ville dès l'année 1553 (1) ».

L'abbaye de Saint-Florent tirait une redevance annuelle de cinquante livres du prieuré de Bergerac, comme il résulte d'un mémoire signé par Martial Dufau, prieur de Saint-Martin, en 1636 :

« Prieurs dépendant de la nomination de l'abbaye de Saint-Florent, près » Saumur, en Anjou, qui doivent à la Manse de ladite abbaye les pensions » qui suivent, payables et rendues annuellement audit lieu par chacun » d'eux au Chapitre général qui se tient tous les ans audit lieu le 2 mai, » jour de la fête de Saint-Florent ; au quel jour tous lesdits prieurs sont » traités magnifiquement en ladite abbaye pendant tout ledit jour, aux » dépens de l'abbé de Saint-Florent :

« Le prieur de La Rochefoucauld doit—————	10 livres.
» — de Castillon, en Bordelais, doit———	5
» — de Bergerac, en Périgord, doit———	50
» — de Montcaret, en Périgord, doit———	6
» — de Pelegrue, en Agenais, doit———	3
» — de Bazas, en Agenais, doit———	5
» — de Pons, en Xaintonge, doit———	10
» — de Saint-Macaire, en Bordelais (2), doit—————	7 liv. 10 s.

En 1671, le prieuré de Saint-Martin fut, avec la communauté des prêtres de Saint-Jacques, réuni à la communauté de la Mission et Séminaire de Périgueux. La vicairerie per-

(1) *Registre manuscrit de l'Histoire de Bergerac.*

(2) Lespine, vol. 48, p. 390.

pétuelle des deux paroisses fut rattachée, en 1682, au même séminaire (1).

II. — *Couvent des Carmélites.*

Les religieuses du couvent de Notre-Dame de Bergerac, situé sur les bords de la Dordogne, embrassèrent, en 1122, la règle de l'abbaye de Fontevrault et se mirent sous la direction de Pétronille, qui en était abbesse (2).

En 1170, Hélié II de Castillon, évêque d'Agen, fut présent à la transaction passée entre l'abbé de Belleperche, en Gascoigne, et la prieure de Bergerac.

Nous voyons aussi que, par son testament fait le dimanche avant la fête de Saint-Pierre-ez-liens de l'an 1368, Hélié Bernard, damoiseau de Grignols, entr'autres dispositions, légua aux filles Carmélites de Bergerac dix sous tournois (3).

On conjecture que ce couvent ayant cessé d'exister, les seigneurs de Bergerac trouvèrent l'emplacement à leur convenance et employèrent les matériaux de l'établissement à la construction d'un château sur le même terrain.

III. — *Couvent des Frères mineurs ou Cordeliers.*

Le couvent des Cordeliers de Bergerac fut fondé sous l'épiscopat de Raoul de Lastours, qui occupa le siège de Périgueux dès l'an 1217, et qui introduisit les Frères de Saint-François-d'Assise dans plusieurs autres villes du diocèse (4).

(1) *Registre manuscrit de l'Histoire de Bergerac.* — La liste des prieurs de Saint-Martin a été publiée dans le *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, Tome. 1^{er}, p. 262 et suivantes.

(2) L'original de cette chartre est dans le Trésor de Fontevrault. On en trouve un extrait dans le *Gallia Christiana*, tome 2. p. 1318 : « Petronillæ, abbatisse Fontis Ebraldi regimini se mancipavit conventus Beatæ Mariæ de Brageraco, anno 1122. (Lespine, vol. 58, p. 357).

(3) Lespine, vol. 33, p. 144. — (Trésor du château de Mauriac).

(4) Le P. Dupuy — *Estat de l'Eglise du Périgord*, T. 2. p. 79.

Par son testament fait cette même année, Marguerite de Turenne, dame de Bergerac, légua aux Cordeliers un repas chaque semaine à perpétuité (1). Son fils, Elie Rudel ou Renaud IV de Pons, qui testa le dimanche avant la fête de Saint-Barthélemy de l'an 1290, exprima la volonté que son cœur fût inhumé dans l'église des Frères mineurs de Bergerac, et son corps transporté, pour y être enseveli, dans la chapelle des Frères mineurs de Pons (2).

Les Cordeliers eurent encore pour bienfaiteurs Bertrand de Longui, damoiseau, qui légua, en 1303, cinq sols à chacun des couvents des Frères mineurs, douze deniers au couvent Sainte-Marie-du-Carmel et onze sols à l'hôpital du Saint-Esprit de Bergerac (3), et Hélié Robert de Sainte-Alvère, qui fit des libéralités aux Frères prêcheurs et mineurs de Bergerac, en 1306.

Lorsque le duc d'Anjou, frère de Charles V, vint, en 1377, avec le connétable Duguesclin, mettre le siège devant Bergerac, ce prince établit ses quartiers au couvent des Cordeliers.

En 1520, « les consuls assistèrent à l'enterrement du seigneur de La Force aux Cordeliers, fournirent une douzaine de torches aux armes de la ville, firent sonner la cloche du consulat dès que le corps entra dans la ville et jusqu'à ce qu'il fût dans le couvent (4). »

L'église des Cordeliers, détruite par les protestants en 1553, fut rétablie en 1682 et « sacrée par l'évêque de Périgueux, (Mgr Le Boux) qui logea au couvent. Il prêcha à la paroisse le lendemain et donna la confirmation (5). »

(1) Lesplne, Collection Périgord, vol. 48, p. 413.

(2) *Ibid.* *Ibid.* vol. 48, p. 374.

(3) *Ibid.* *Ibid.* vol. 46, p. 292 : « Testament de Bertrand de Longua (de Longo vado) donzellus, parrochianus de Sancte-Fidei de Longovado, die sabati post dominicam quâ cantatur officium quasimodo, anno domini 1303... » Item lego conventui fratrum minorum et prædicatorum, cuilibet V solid.; conventui beate Marie de Carmelo de Bragerac XII den. semel solvend. Item lego hospitali Sancti-Spiritus de Brag. 11 soli... »

(4) *Registre manuscrit de l'Histoire de Bergerac.*

(5) *Ibid.* *Ibid.*

Le couvent des Frères mineurs était situé près de la Dordogne, à la porte de Clérac.

Après la suppression des ordres religieux et la vente de leurs biens, en 1791, l'église des Cordeliers fut, ainsi que celle des Jacobins, conservée pour servir de succursale à la paroisse.

IV. — Couvent des Frères prêcheurs ou Jacobins (1).

En 1260, Pierre de St-Astier, évêque de Périgueux, prescrivit la fondation d'un couvent de Frères prêcheurs à Bergerac. Il fut secondé dans cette pieuse entreprise par Marguerite de Turenne, femme de sire Renaud de Pons, seigneur de la ville, qui fit don au couvent, la même année, de cinquante livres de rente. Hélias Brunet, bourgeois, céda gratuitement le fonds sur lequel les bâtiments furent élevés. Frère Bernard de Porchères présida à cette création. Les religieux demeurèrent longtemps en ville, à l'hospice de Folcran, en attendant que leurs logements fussent prêts. La générosité d'Hélias Brunet, qui ne cessa de se montrer leur bienfaiteur, leur procura le *dormitorium*, et Gérard Roger édifia le Chapitre où les Frères purent célébrer le saint sacrifice (2).

Ce fut dans le Chapitre provincial tenu à Avignon, en 1264, le jour de la fête de Ste-Marie-Madeleine, que le couvent des Frères prêcheurs de Bergerac fut régulièrement institué. Le premier prieur fut Guillaume de Saint-Astier, cousin de l'évêque de Périgueux (3).

Par lettres patentes données à Melun le 21 septembre 1377,

(1) L'ordre des Frères prêcheurs fut fondé en 1215 par Saint-Dominique et approuvé par une bulle du Pape Honorius III, du 22 décembre 1216. Le nom de *Jacobins* donné à ces religieux leur vint de l'établissement qu'ils avaient formé dans la rue Saint-Jacques, à Paris. — Hélyot (*Histoire des ordres monastiques*, T. 3).

(2) *Collection Périgord* (Leydet et Prunis, vol. 14, page 78) *Bibliothèque nationale, manuscrits*, — et le P. Dupuy, *Estat de l'Eglise du Périgord*, T. 2, p. 68.

(3) Voir, dans Guidonis, la liste des prieurs qui se succédèrent de 1261 à 1332, avec quelques renseignements biographiques.

Charles V autorisa les Frères prêcheurs, dont le couvent, situé hors des murs de la ville, avait souvent été dévasté pendant les guerres, à reconstruire leur maison à proximité de l'enceinte.

Ces lettres sont ainsi conçues (1) :

« Karolus, etc., Regiæ considerationis animumque virtutis et intentæ sollicitudinis studium assiduè adiben. Et in precordiis nobis est incessant. precipuum quatenus ob divinæ cunctipotentiae reverenciam personæ ecclesiasticæ divinis obsequiis intendentes et maxime que sub regulari habitu elegerunt, dierum suorum cursiculum curiose peragere in exhibendo suis nobis placidum prefatæ omnipotentiae famulatum, mondanas spernentes illecebras, bonorum temporalium opulentiae pauperiem preferendo, in eorum opportunis necessitatibus et presertim quæ quietem concernere dinoscuntur, favorem regiam sibi sentiant non deesse, ut perindè liberius valeant in divinâ contemplatione manere ; nosque queamus propterea erga Regem Regum meritum consequi ad salutem. Ad nostram itaque delato noticiam quod dilecti nobis in Chro religiosi ordinis fratrum prædicatorum conventus Brageraci, qui est extrâ clausuram fortalicii situatus, de cujus demolicione habuerunt sepissime pertinere, causante guerrarum voragine, quæ in illis partibus, sicut in plerisque mundi aliis locis, diucius vigerant quibus impositus est nondùm finis, et ut à prædonum et guerrificorum incursibus possint in antea comodiùs se tueri afficiantur, et in suis gerant affectibus, vehementer mediantibus piis Xsti fidelium subsidiis caritatis infra villam et fortalicium dicti loci de Brageraco novum erigi et construi facere monasterium ac parari sibi necessarias mansiones, suam ibidem residenciam transferendo, dummodo super admortizatione duorum arpentorum terræ, quæ pro peractione premissorum jamque disposuerunt acquirere nostra magnificentia benigniter se inclinet super quibus nobis fecerunt humiliter supplicar. Nos igitur eorum salubri proposito pium impartien. assensum ut et tanti boni quod ut constructione pdictâ potissimè quoad divini cultus augmentatum emergere, non veremur, valeamus effici adjuutores et perindè mercedis esse participes, ac dnantium Dno complacere. Memorata duo arpenta terræ et opus prefatum per religiosos jam dictos et locorum successores prænotæ villæ de Brageraco fortalicium et clausuram in loco tamen condecienti quocumque justo titulo acquirendi nisi jam fuerint acquisita, ac inhibi monasterium, et eorûm habitationes et domos prædictas erigi et

(1) *Collection Périgord* (Lespine) vol. 33, p. 115.

construi faciendi, prout eis expedire videbitur, auctoritate nostrâ regiâ, certâque scientiâ et speciali gratiâ licentiam concedimus per pntes ; itaque quod religiosi ipsi pntes et posterî hujusmodi duo terrâ arpenta, tanquam rem ecclesiasticam et amortizatam ac sacris deputatam usibus deinceps habere, tenere et perpetuô pacificè possidere possint, et eis liceat absque eo quod extra manum suam ea ponere à quocumque cogi aliqualiter valeant vel arctari, seu nobis, aut nris successoribus, occasione hujusmodi financiam qualemcumque prestare aut solvere pro nunc vel in posterum teneantur. Ipsam vero financiam quæ exindè presentialiter vel futuris temporibus deberetur, prælibatis religiosis et suis prædictis successoribus uberiori dono ntræ gratiæ, ut pro personarum ntri consortibus que et liberorum nostrorum ac regno nostri prosperitate et salutem ad Xrum, preces fundere, fervenciùs debeant animari, ex dictis certâ scientiâ et speciali gratiâ horum litterarum serie donamus, remittimus et oïo quittamus ; dilectis et fidelibus gentibus compotorum nosrum par, ceteris que justiciariis nostris, et eorum loca tenen. pntibus et futuris et cuilibet eorum, prout ad eum pertinerit ; dantes hujusmodi ; Iris in mandatis quatenus religiosos speciosos sepepredictos pntes et posteros ntrâ pnti giâ uti et gaudere perpetuo et pacificè faciant et permittant, ac contra tenorem pntium, nullatenus inquietent et molestent, ac patiantur à quocum modo aliquo molestari. Et ut hæc oïa robur perpetuæ stabilitatis obtineant, pntes litteras sigilli ntri fecimus appensione muniri, salvo in aliis jure nrô, et in oïbus quolibet alieno.

» Datum Meleduni XXJ die sept. anno Dni MCCCLXX VIJ.

» Per Regem. J TABARI. » (1)

En 1535, les trois Etats du Périgord se tinrent dans le couvent des Jacobins (2).

Ce fut dans l'église de ces religieux que fut enseveli, auprès de son père et de ses aïeux, M. François-Elie de Chilhaud, pourvu, en 1712, de la charge de lieutenant-général de la sénéchaussée de Bergerac (3).

Le couvent des Jacobins était situé hors la porte Louga-doire.

(1) Lespine, vol. 88. p. 59 et suiv. (Extrait du registre 112, Trés. des Chartes, chap. v. pièce VIII.)

(2) *Registre manuscrit de l'Histoire de Bergerac.*

(3) Lespine, vol. 48. p. 394.

V. — *Couvent des Carmes.*

Les renseignements font défaut sur l'époque de l'établissement des Carmes à Bergerac. On lit dans l'*Histoire des Ordres monastiques* qu'à la suite de la paix conclue en 1229 par l'empereur Frédéric II avec les Sarrazins, les Carmes, persécutés par les infidèles, abandonnèrent la Terre Sainte et passèrent dans l'île de Chypre en 1238. Ils s'établirent aux Aigalates, près Marseille, en 1244, et de là se répandirent dans le Languedoc et l'Aquitaine. On peut en inférer qu'ils parurent à Bergerac vers la fin du XIII^e siècle ou au commencement du XIV^e.

C'est aux ancêtres des ducs de Lauzun qu'est attribuée la fondation de leur couvent dans cette ville (1).

Par son testament fait en l'année 1362, Malte de Born ou de Hautefort, femme de noble homme Guillaume de Forces, chevalier, ordonna que sa sépulture aurait lieu dans l'église ou le cloître des Carmes de Bergerac, où elle fonda un anniversaire (2).

Le couvent des Carmes était situé hors la porte Barraut.

VI. — *Couvent des Récollets.*

C'est vers 1616 que les Récollets, qui avaient été appelés dans la province par Henri IV, firent leur apparition à Bergerac (3).

(1) « Ce couvent reconnaît pour ses fondateurs les ancêtres du seigneur duc de Lauzun, comme il appert par le contrat du 19 novembre 1505, retenu par Sapientis notaire, par lequel il conste que cette ancienne et illustre famille avait fondé les Carmes de Bergerac, dont les titres primordiaux furent pris et brûlés lors de la rébellion des huguenots, arrivée en 1574... » (Lespine, vol. 92, p. 10 — papiers Leydet).

Cette dernière date est inexacte : c'est en 1572, que le couvent fut détruit par les protestants. On lit en effet ce qui suit dans le *Registre manuscrit de l'histoire de Bergerac* (1572) : « Les trois couvents des Jacobins, Cordeliers et Carmes furent démolis et les matériaux employés à réparer les brèches des murailles de la ville » par l'ordre du baron de Langoiran, gouverneur de Bergerac, après avoir soutenu le siège de la Rochelle ».

(2) Lespine, vol. 33, p. 125 (Archiv. du château de Hautefort).

(3) Lespine, vol. 48, p. 119.

Mgr de La Béraudière, évêque de Périgueux, voulant combattre l'hérésie à Bergerac, établit leur couvent dans cette ville le 2 janvier 1620, et leur abandonna les masures de l'église de Notre-Dame, près le château du Roi ; en même temps il leur accorda toutes puissances spirituelles, et ils se mirent à l'œuvre comme missionnaires.

Pendant le séjour qu'il fit à Bergerac, après la reddition de la place (juillet 1621), Louis XIII accueillit avec bienveillance les Pères Récollets ; il leur donna la motte de son château avec ses appartenances (1) et fit rebâtir, aux frais du trésor royal, la chapelle de Notre-Dame (2).

Les Récollets prirent possession, le 15 mai 1623, de leur église, qui fut sacrée le 20 du même mois par l'évêque de Périgueux.

La première pierre du couvent fut posée le 22 janvier 1630, par M. d'Argenson, maître des requêtes et commissaire pour la démolition des murailles de la ville.

Lors de la peste qui éclata à Bergerac en 1631, le fléau fit des victimes chez les Récollets, qui durent évacuer leur couvent.

« La peste commença au mois de juillet et cessa en octobre. Il mourut, entre autres, chez les Récollets, Martin Carrier, frère de M. du Roc ; le frère Antonin Sauvage fut aussi frappé de la peste et mourut le troisième jour.

» Les Récollets furent logés par M. du Roc, frère du R. P. Martin Carrier, tout auprès du château de Piles, dont il était fermier. La contagion ayant cessé en cette ville, lesdits religieux y revinrent le lendemain de la Toussaint. (3) »

Les Récollets se signalèrent par le zèle avec lequel ils combattirent les progrès de la religion réformée, argumentant en

(1) Les lettres relatives à cette donation furent expédiées au camp devant Monheurt en octobre ou décembre 1621. — « Monheurt, bourg autrefois fortifié. Il est dans le Bazadois, en Guienne, près du confluent de la Garonne et du Lot, à trois lieues de Nérac. » (Moreri).

(2) Leydet et Prunis. — Collect. du Périgord, vol. 14, p. 77.

(3) Lespine, vol. 48, p. 177.

public contre les ministres et ne négligeant aucune occasion de défendre l'intégrité de la foi catholique.

« SINOË A BERGERAC.

« Le 9 septembre 1643, l'assemblée des ministres de la Basse-Guyenne » se fit à Bergerac. Les Récollets firent les réfutations des prêches devant » l'église de Saint-Jacques. M. le prieur avait promis de s'y trouver ; mais » il n'en fit rien, dit-on, crainte de dépenses. Le prieur des Jacobins fit » l'ouverture du synode ; le P. provincial des Carmes prêcha ; ensuite les » Récollets firent tout le reste. Le lundi, jour de l'Exaltation de la Sainte- » Croix, la congrégation des ecclésiastiques de Bouniagues vint ici avec » musique. On prêcha dans l'église des Récollets. M. le lieutenant-général, » M. l'assesseur, M. Porcher, M. de Chapelle, baillif, et M. de Monteil se » montrèrent fort affectionnés aux Récollets et leur aidèrent aux frais qu'il fallut faire.... » (1).

En 1685, les PP. Récollets furent employés à la conversion plus ou moins volontaire des protestants. On transporta chez eux tous les livres hérétiques dont la remise fut exigée des bourgeois, et qui furent brûlés devant la porte du couvent le 6 mars de l'année suivante (2).

Louis XIV avait confirmé les actes de son prédécesseur en faveur des PP. Récollets, et déclaré leur couvent de fondation royale, par ses lettres patentes du mois de mai 1677 (3).

L'église des Récollets, reconstruite trop à la hâte, menaçait ruine en 1787. Elle fut réédifiée cette même année sur ses anciens fondements. Le 13 mars 1788, on y célébra la première messe solennelle. Après un sermon et le chant du *Te Deum*, la bénédiction du Saint-Sacrement y fut donnée par permission d'un des vicaires-généraux, en l'absence de l'évêque.

Cette église fut achetée en 1792 par le Consistoire protestant et n'a pas cessé de lui appartenir.

(1) Lespine, vol. 48, p. 177 et suiv.

(2) *Ibid.* vol. 48, p. 200.

(3) *Ibid.* vol. 48, p. 149 et suiv.

VII. — *Couvent des Dames de la Foi.*

« Ce fut quelques années avant 1680, que Mlle Baillot de Lagadou commença, avec quelques dames pieuses, de donner, dans la ville de Sarlat, aux jeunes personnes de son sexe des leçons publiques et gratuites sur la religion, la lecture, l'écriture et les divers genres de travail auxquels ces jeunes personnes étaient destinées. Les heureux effets qui résultèrent de cette précieuse association engagèrent Mgr de Fénelon, évêque de Sarlat, à lui procurer une forme plus stable. En conséquence, il obtint des lettres patentes portant établissement d'une école chrétienne sous le nom de Dames de la Foi.

» Mgr Le Boux, évêque de Périgueux, jaloux de procurer à son diocèse le même avantage, accueillit avec empressement la proposition qui lui fut faite par M. Carrier, prêtre de la Mission de Périgueux, de placer à Bergerac une maison des Dames de la Foi. Il parut, par une délibération des juges de la Sénéchaussée de Bergerac, du 27 avril 1680 et par une autre du 28 du même mois, prise par le corps municipal auquel s'étaient joints les principaux habitants de la ville, que tous demandaient également de voir établir à Bergerac une maison pareille à celle de Sarlat. Cette demande fut appuyée auprès du gouvernement par Mgr l'évêque de Périgueux. Il fut obtenu des lettres patentes du mois d'août de la même année, autorisant les Dames des Ecoles chrétiennes de Sarlat à venir en fonder une pareille à Bergerac. Le zèle de la pieuse Mlle de Lagadou ne lui permit pas d'attendre que ces lettres fussent enregistrées pour se rendre à Bergerac : elle y amena avec elle Mlle de Donat, première supérieure de cette maison, où se réunirent plusieurs demoiselles des principales familles du pays.

» Ce fut donc en vertu des lettres patentes du Roi, enregistrées au Parlement de Bordeaux, séant à La Réole, le 21 juillet 1681, et ensuite au Sénéchal de Bergerac le 4 août suivant, que les Dames de la Foi, déjà rassemblées depuis le 22 avril de la même année, commencèrent à se livrer à l'enseignement des jeunes filles de la ville et des environs. Logées successivement, comme locataires, dans deux maisons où elles ne tardèrent pas à se trouver trop à l'étroit à cause du grand nombre de pensionnaires et d'écolières externes qui leur survenaient chaque jour, elles sentirent la nécessité d'avoir une demeure fixe, et au prix des plus grands sacrifices, elles firent l'acquisition de la maison qu'elles ont habitée jusqu'à la Révolution.

» A cet établissement, considérablement agrandi par elles, les Dames de la Foi avaient ajouté un domaine considérable et quelques autres propriétés rurales. Leur externat était gratuit, et la pension des internes était très

modique. — *N.-B.* Les détails ci-dessus sont extraits d'un mémoire à l'appui d'une pétition présentée, en 1805, à l'Impératrice-mère par les Dames de la Foi, pour obtenir d'être autorisées comme congrégation enseignante et réintégrées dans leur maison, où le représentant Lakanal avait transporté l'hôpital. Les religieuses étaient encore au nombre de quatorze, plus quatre sœurs de service. Il ne paraît avoir été donné aucune suite à leurs justes réclamations. Leur maison est toujours occupée par l'hospice civil et militaire, et depuis la Révolution, les Dames de la Foi ont cessé d'enseigner à Bergerac. » (*Extrait des papiers de M. Gontier de Biran.*)

Elie DE BIRAN.



LE PÉRIGORD

AUX ARCHIVES DES BASSES-PYRÉNÉES (*Fin*).

Nous publions aujourd'hui la fin de l'analyse des documents relatifs aux seigneuries du Périgord et du Limousin (1), qui sont conservés à Pau. Cette analyse aura peut-être paru trop sommaire aux lecteurs du *Bulletin*, comme nous les en avons prévenus en commençant; mais nous tenons à leur répéter que s'ils avaient le dessein d'entreprendre une étude historique sur un sujet particulier, ils trouveraient des détails dans les pièces analysées. En transmettant à M. l'archiviste des Basses-Pyrénées l'indication du fonds, de la lettre de série et du numéro de l'article, ils seraient sûrs d'obtenir par son entremise tous les renseignements qu'ils pourraient désirer.

TITRES DE FAMILLE.

E. 856. (Carton.) — 1 pièce, parchemin; 2 pièces, papier.

1257-1476. — Copie d'une donation de terre, faite par Archambaud II, comte de Périgord, à Guillaume de Montpaon; suivie des hommages

(1) Voir le tome III du *Bulletin*, pages 254 et 429; le tome IV, pages 124, 363 et 429; le tome V, page 117; le tome VI, page 149, et le tome VII, pages 216 et 329.

rendus à Jean de Bretagne, comte de Périgord, par Bernard de Martin, et à Alain d'Albret par Jean de Martin, pour la seigneurie du Pizou. — Hommage rendu à Alain d'Albret, comte de Périgord, par de Comberet, pour le fief de La Plagne, situé dans la châtellenie d'Excideuil. — Vente d'un pré situé à Plézac par Hugues de La Roche, écuyer, à Raymond Du Val, écuyer.

E. 837. (Carton.) — 40 pièces, parchemin ; 10 sceaux.

1307-1376. — Reconnaissances de redevances foncières, dues à Pierre, Bernard et Guillaume Du Périer, par : Bernard Peloux ; Pierre de Prat ; Pierre de Diant ; Pierre Du Mas ; Bernard Lambert ; Hélie Du Mas ; Bernard Gautier ; Bernard de Leygonie ; Etienne Malabel ; Pierre Aurob ; Guillaume Boissin ; Hélie Dalier ; Géraud Marcel ; Grimoard de Longuepierre ; Étienne Du Rozier ; Bertrand Gautier ; Bernard Auroze ; Etienne Germain ; Pierre Du Vignal ; Alaïs Du Puy ; — obligation de 60 livres par Bernard Du Périer, fils de Guillaume, en faveur d'Aymeri d'Auberoche, écuyer, qui renonçait aux droits qu'il pouvait avoir sur l'héritage de Guillaume Du Périer ; etc.

E. 838. (Carton.) — 11 pièces, parchemin ; 2 sceaux.

1280-1317. — Lettres du lieutenant de Simon de Melun, sénéchal de Périgord, relative à la demande faite par Hélie Rudel, seigneur de Pons, au comte de La Marche et d'Angoulême, de 400 livres de rente pour la dot de Yolande, femme de Hélie Rudel, et sœur du comte de La Marche ; — contrat de mariage entre Régnauld de Pons, écuyer et Isabeau, fille de Gui de Lévis, seigneur de Mirepoix ; — quittance de 10,000 livres par Régnauld, seigneur de Pons, à Amanieu VII, sire d'Albret, son beau-père, pour la dot de Jeanne d'Albret ; — hommage rendu à Philippe le Bel, par Isabeau de Lévis, veuve de Régnauld, seigneur de Pons ; — contrat de mariage entre Archambaud III, comte de Périgord, et Jeanne, fille de Régnauld de Pons ; — nomination par le sénéchal de Périgord de Sicard de Mayrac, seigneur de Fargayroles, et Géraud Lafaye, clerc, comme tuteurs de Hélie Rudel ; — donation de la châtellenie de Pons par Hélie Rudel, seigneur de Pons et de Bergerac, à Mathe, sa femme ; etc.

E. 839. (Carton.) — 18 pièces, parchemin ; 1 pièce, papier ; 2 sceaux.

1322-1480. — Augmentation de la dot de Mathe d'Albret par Régnauld de Pons, seigneur de Bergerac, son mari, en présence du roi Philippe le Bel ;

— renonciation aux seigneuries de Carlat et de Turenne par Yolande, fille de Régnauld de Pons et d'Éléonore de Beaumont en faveur de son père ; — acquiescement par Régnauld de Pons, seigneur de Bergerac, à la sentence de séparation de biens prononcée entre lui et Mathe d'Albret, sa femme ; — testament de Régnauld, seigneur de Pons et de Bergerac ; — arbitrage entre Roger-Bernard, comte de Périgord, et Robert, seigneur de Mastas, sur le partage des biens de Régnauld, seigneur de Pons, et de Jeanne de Pons, comtesse de Périgord, sœur de ce dernier ; — quittances par Jean de Bretagne, comte de Périgord, à Raymond de Maguenac et Etienne Godi, bourgeois de Sarlat, créanciers du sire de Pons, pour la vente des châtellenies d'Espeluche et Ribérac, que lui avait faite ce dernier, etc.

E. 840. (Carton.) — 4 pièces, parchemin ; 4 pièces, papier ; 3 sceaux.

1296-1534. — Dépôts des témoins produits par le seigneur de Maureuil dans le procès qu'il avait contre le comte de Périgord, au sujet du péage de Pont-Arnaud. — Dénombrement des biens de Bertrand Vigier, seigneur de La Porcherie. — Vente du domaine de La Poudge, près Limoges, par Jean Bos, de Nontron, clerc, à Gérard Paute, clerc. — Ratification par Alain, sire d'Albret, de la vente à réméré de la seigneurie du Pouget, faite par ses commissaires à Gilles d'Aubusson, seigneur de Villac ; — accord entre Jean Chat et Louis de Palayrac, protonotaire du Saint-Siège, et François d'Abzac, seigneur de Mayac, tuteurs de Jean Du Bousquet, touchant la seigneurie du Pouget. — Testament de Géraud de Poytort. — Vente de la dime de l'église de Saint-Pierre de Pressac par Alain, sire d'Albret, au Chapitre de Bazas, etc.

E. 841. (Carton.) — 4 pièces, parchemin ; 10 pièces, papier.

1295-1566. — Procès entre Alain d'Albret, vicomte de Limoges, et Antoine-Hélie, seigneur de Coulonges, touchant l'exercice de la justice dans la seigneurie de Puyagut ; — arrêt du Grand Conseil condamnant Poncet-Hélie de Colonges, seigneur de Saint-Laurent, à être décapité et écartelé devant le château de Puyagut ; l'arrêt est rendu à la requête de Louise de Tustal, dame de Puyagut. — Hommages prêtés à Hélie VII, comte de Périgord : par Jaubert Du Teilhol de Ladouze, pour le bois de Puy-Auriol ; — par Ratier et Bertrand de Caussade, seigneurs de Puycornet. — Testament d'Antoine de Lostanges, seigneur de Beyssene, paroisse de Puy-d'Arnac. — Lettres de rémission accordées à Jean de Puyguyon,

maître d'hôtel de Jean, roi de Navarre, par Philippe, archiduc d'Autriche, à l'occasion de sa « première et joyeuse venue » en France; Jean de Puyguyon avait été condamné au bannissement par le parlement de Paris pour avoir envahi à main armée la maison du seigneur de Maugas en voulant reprendre Anne de Contemorel, sa femme, que Guyon Du Mesnil, frère cadet de ce seigneur, lui avait enlevée pendant la noce. — Hommage rendu par Perrot Placent, écuyer, à Guillaume, comte de Beaufort, pour la seigneurie du Puy-Mali.

E. 842. (Carton.) — 10 pièces, parchemin; 25 pièces, papier; 1 sceau.

1290-1551. — Hommage rendu par Hélié VII, comte de Périgord, à Philippe le Bel, pour la seigneurie de Puynormand; — lettres du même Roi, réunissant à la sénéchaussée de Périgord le château de Puynormand et la ville de Saint-Astier, qui étaient auparavant dans la sénéchaussée de Gascogne; — accord entre le roi d'Angleterre, seigneur de Puynormand, et l'abbé de Notre-Dame de Faise, diocèse de Bordeaux, touchant la juridiction de Puynormand (voir E. 202); — hommage rendu à Charles d'Albret, seigneur de Puynormand, par Jean Aure, écuyer, canonnier ordinaire du Roi; — convention entre Alain d'Albret et Pierre de Lur, seigneur d'Usa, sur la possession de la seigneurie de Puynormand; — estimation du revenu de la châtellenie de Puynormand; — assignation d'une rente de 4,000 livres sur la seigneurie de Puynormand par Henri II, roi de Navarre, pour la dot d'Isabelle de Navarre, sa sœur, mariée à René, vicomte de Rohan, prince de Léon; — revente de la seigneurie de Puynormand par René de Rohan au roi de Navarre; etc.

E. 843. (Carton.) — 3 pièces, parchemin; 4 pièces, papier.

1295-1510. — Hommages rendus à Alain d'Albret: par Jean Chat, pour la seigneurie de Rastignac; — par Raymond Berti, pour la seigneurie de La Raymondie, près Ayen; — reconnaissance de servage par Constantin de Lescure à Audoin, seigneur de La Raymondie; — accord relatif à la propriété de la seigneurie de Réculat entre Gui et André de Chauvigny, frères. — Hommage rendu à Hélié VII, comte de Périgord, par Arnaud de Bonneville, pour les biens qu'il tenait dans la seigneurie de Reillac.

E. 844. (Carton.) — 8 pièces, parchemin; 6 pièces, papier; 1 sceau.

1343-1530. — Hommage rendu à Régnauld de Pons, seigneur de Ribérac, par Marie de La Tour; — rôle des revenus de la terre de Ribérac; —

vente des seigneuries de Ribérac et Espeluche par Jacques de Pons, vicomte de Turenne, à Jean de Bretagne, comte de Périgord ; — hommage rendu à Alain d'Albret par Jean Du Maine, au nom de Marguerite de La Ferrière, sa femme, pour les biens qu'elle possédait dans la châtellenie de Ribérac ; — procès devant le sénéchal de Périgueux entre Alain d'Albret et les habitants de Ribérac sur l'exercice de la juridiction ; — lettres de Louis XI accordant au sire d'Albret le droit de fixer la contribution due par les habitants de Ribérac pour la garde du château de cette ville ; etc.

E. 843. (Rouleau.) — Parchemin, longueur 4 mètres.

1476. — Plaidoyer de Jean Chambon, syndic des habitants de Ribérac, contre Bernard Durieux, procureur au siège de Ribérac, touchant la juridiction de ce lieu que revendiquait Alain d'Albret.

E. 846. (Carton.) — 7 pièces, parchemin ; 11 pièces, papier.

1282-1577. — Dénombrement du fief de La Rivière-Platet présenté à Henri II, roi de Navarre, par Antoine de Lagarde, seigneur de Tranchelion. — Hommage rendu à Alain d'Albret par Jean Joubert, pour la maison noble de La Roche, située dans la paroisse de Saint-Panthaly. — Dénombrement présenté à Henri II, roi de Navarre, par François, seigneur de La Roche-Beaucourt. — Compte de Gui de Manville, prévôt de La Roche-L'Abeille ; — convention entre Jean de Bretagne, vicomte de Limoges, et Jacques Aubert, seigneur de Monteilh, touchant l'hommage de la seigneurie de La Roche-L'Abeille. — Donation du lieu de La Roche-Mabille par Jean de Bretagne, seigneur de Laigle, vicomte de Limoges, à Guillaume d'Avangour. — Acensement de la terre de Farges, située à La Rochette, près Saint-Yrieix, par Jean de Bretagne, vicomte de Limoges, à Pierre Tenent. — Hommages rendus : à Alain d'Albret, par Raymond Tricard, chanoine de Périgueux, fils de Jean Tricard, juge-mage de Périgord, pour le fief de Rognac ; — à Gilbert de Cabanes, baron de Roquefort, par Jean de Rozet, seigneur de Colombier. — Vente d'une rente de 60 sous, monnaie de Limoges, à prendre dans la paroisse de Rosier, consentie par Guillaume de Chameyrac, seigneur de Bré, en faveur de Jean de Bretagne, vicomte de Limoges. — Hommage rendu à Archambaud II, comte de Périgord, par Etienne de Graulet, pour les biens qu'il possédait dans la paroisse de Rouffignac. — Répartition de redevances en nature sur les habitants du village de La Rouquette, dépendant de la seigneurie de Rognac ; etc.

E. 847. (Carton.) — 4 pièces, parchemin ; 35 pièces, papier.

1321-1530. — Transaction entre Archambaud III, comte de Périgord, et Archambaud d'Estissac, écuyer, touchant l'exercice de la justice dans la paroisse de Roussille ; — donation de la seigneurie de Roussille par Jean de Bretagne, comte de Périgord, à Maurigon de Bidéren et à Guicharnaud, son fils ; — reconnaissances de redevances foncières faites à Jean de Puyguyon, seigneur de Roussille, par les habitants de ce lieu ; — hommage rendu à Henri II, roi de Navarre, par Bertrand de Lur, seigneur de Longa, gentilhomme de la maison du roi de France, pour la seigneurie de Roussille.

E. 848. (Carton.) — 6 pièces, parchemin ; 10 pièces, papier.

1307-1583. — Procès devant le juge de Puynormand entre Charles d'Albret, seigneur de Sainte-Bazille, et Séguin, abbé de Guîtres, touchant la paroisse de Sablon. — Lettres de Philippe le Bel, adressées au sénéchal de Périgord et de Quercy relatives aux différends élevés entre Hélie VII, comte de Périgord, et l'abbé de La Garde-Dieu sur les paroisses de Saint-Amand et Saint-Christophe. — Hommage rendu à Jean de Bretagne, comte de Périgord par Bernard Bonnal, abbé de Saint-Amand ; la redevance était une verge d'or. — Vente de la justice de Saint-Antoine, près Auberoche, par Bertrand de La Valade, commissaire de Henri III de Navarre, à Léonard de Calvimont, seigneur du Cros, conseiller au parlement de Bordeaux. — Compte rendu par Pierre Durand, receveur de Saint-Astier, à Alain d'Albret, comte de Périgord. — Procès entre Jean de Pons et Roger-Bernard, comte de Périgord, touchant la seigneurie de Saint-Aubin-de-Lanquais. — Ratification, par Philippe de Valois, de la donation des chatellenies de Saint-Aubin-du-Cormier, Léhon et Dinan, faite par Jeanne de Bretagne à Charles, duc de Bretagne. — Hommage rendu à Henri III, roi de Navarre, par Jean, seigneur de Saint-Aulaire. — Inventaire des meubles de trois serfs dont l'héritage était échu à Françoise de Bretagne, comme dame de Saint-Chartier. — Vente de la seigneurie de Saint-Cyr par Alain d'Albret à Antoine de Pompadour.

E. 849. (Carton.) — 18 pièces, parchemin ; 5 pièces, papier ; 7 sceaux.

1300-1488. — Donation de la ville de Sainte-Livrade par Philippe le Bel à Hélie VII, comte de Périgord ; — sentence du sénéchal de Périgord, ad-

jugeant la haute justice de la seigneurie de Sainte-Livrade à Archambaud III, comte de Périgord; — transaction entre Archambaud IV, comte de Périgord, et Taleyrand, son frère, sur la possession de Sainte-Livrade. — Accord entre Jean de Bretagne, vicomte de Limoges, et Geoffroi de Pompadour, seigneur de Château-Bouché, concernant les dîmes de la paroisse Saint-Eloi, près Ségur. — Rôles des redevances en nature dues par les habitants de Saint-Etienne-de-Droux à Mélisende, dame de Magnac; — vente de dîmes dans la paroisse de Saint-Etienne-de-Droux par Guillaume de Magnac à Itier de Magnac; — échange de terres situées à Saint-Etienne-de-Droux, entre Adhémar de Mercielh, curé de Saint-Etienne-de-Droux, et Itier de Magnac; — hommage rendu à la comtesse de Périgord par Bertrand de Saraillat pour le fief de Briude, situé à Saint-Etienne-de-Droux.

E. 850. (Carton.) — 12 pièces, parchemin; 4 pièces, papier; 3 sceaux.

1276-1507. — Assignation d'une rente de 20 sous de Limoges sur les biens de Hélie Baratholier, habitant de Saint-Front de Champniers, par Renoult Vigier de Mareuil, chevalier, au nom de Bernard Renoult, seigneur de Javerlhac, en faveur de Guilhem de Magnac, chevalier; — ventes: d'un domaine situé à Saint-Front de Champniers par Hélie Vigier (?) à Gui Paute, écuyer; — de rentes assises à Saint-Front de Champniers par Aymeri Alphanis à Geoffroi Du Bois, prévôt de Nontron; — hommages rendus: à Alain d'Albret par Charles Saunier, seigneur de La Barde, pour les biens qu'il possédait à Saint-Front de Champniers; — à Itier de Magnac par Pierre Jutze, de Milhac, pour ce qu'il possédait à Saint-Front-la-Rivière; — érection en châtellenie du fief de L'Arnau-die, situé à Saint-Front-la-Rivière, par Alain d'Albret en faveur de Bertrand Du Barry, son premier chambellan. — Contrat de mariage entre Adhémar de La Rochè et Ahélie de Saint-Geniès, contenant constitution de dot de 1,000 livres en faveur de cette dernière. — Hommages rendus: à Jean de Bretagne, vicomte de Limoges, par les syndics de l'église collégiale de Saint-Germain (arr. de Saint-Yrieix); — à Alain d'Albret: par Janisson Fourault, pour les biens nobles qu'il possédait à Saint-Germain-des-Prés, près Excideuil; — par Jean de Cognac, pour la seigneurie de Saint-Jean-Ligoure.

E. 851. (Carton.) — 3 pièces, parchemin; 8 pièces, papier.

1335-1519. — Hommage rendu au duc d'Orléans, comte de Périgord, par Hélène de Guerre, dame de Saint-Léon-sur-Vézère; — transaction

entre les tuteurs de Françoise de Bretagne, comtesse de Périgord, et l'abbaye de Vauclaire sur la possession de la paroisse de Saint-Martial-d'Artenset. — Sentence du juge de Périgord condamnant Guillaume et Hélié Du Breuil à payer au comte de Périgord une rente de 4 deniers pour le moulin qu'ils possédaient à Saint-Michel-de-Double. — Reconnaissance de redevance foncière faite par Pierre-Jean à Guillaume Du Pérrier pour les biens qu'il tenait à Saint-Michel de Villadeix. — Hommages rendus à Alain d'Albret par Thomas d'Hautefort et Huguet de Fallac, pour les biens nobles qu'ils avaient dans la paroisse de Saint-Orse ; etc.

E. 882. (Carton.) — 14 pièces, parchemin ; 3 pièces, papier ; 12 sceaux.

1387-1599. — Donation d'une rente sur le moulin de Saint-Pardoux-la-Rivière, par Séguin de Saint-Pardoux et Anne d'Aixe, sa femme, à Adhémar de Magnac, chanoine de Saint-Front de Périgueux ; — testaments de Séguin de Saint-Pardoux-la-Rivière et d'Adhémar de Saint-Pardoux-la-Rivière ; — reconnaissances de redevances foncières dues à Itier de Magnac par les habitants de Saint-Pardoux-la-Rivière ; — échange de cens entre Itier de Magnac d'une part, et Bernard Danchier, prieur de Saint-Pardoux-la-Rivière, et Béatrix, prieure des religieuses de Saint-Pardoux-la-Rivière, de l'ordre des Frères-Prêcheurs, d'autre part ; — rôle des redevances dues au comte de Périgord, vicomte de Limoges, par les habitants de Saint-Pardoux-la-Rivière ; — estimation des paroisses de Saint-Pardoux, Brochaud et Saint-Pantaly, vendues par Alain d'Albret à Poncet de Marquessac, capitaine d'Ans.

E. 883. (Carton.) — 3 pièces, parchemin ; 5 pièces, papier.

1321-1510. — Vente de rentes assises à Saint-Priest par Jean Romanet, bourgeois de Limoges, à Jeanne de Las Mailharias. — Mémoire anonyme concernant le procès entre Françoise de Bretagne, comtesse de Périgord, et Girault de Julia, prieur de Saint-Privat, près Ribérac, au sujet de la juridiction de Saint-Privat. — Transaction entre Géraud de Mosnes, écuyer, d'Hautefort et Imbergie de Saint-Rabier, sa femme, d'une part, et Arnaud de Saint-Rabier, écuyer, d'autre part, touchant la succession de Guillaume de Saint-Rabier. — Donation de la paroisse de Saint-Sauveur, dans la châtellenie d'Ayen, par Alain d'Albret à Jean de Pompadour ; ratification de cette donation par Jean, roi de Navarre. — Vente d'une prise d'eau dans la Dordogne, sur la paroisse de Saint-Séverin, par Gui de Valbégon à Bernard

Martin. — Arrêt du parlement de Toulouse adjugeant la seigneurie de Saint-Sulpice en Albigeois au roi de France, au préjudice du sire d'Albret ; — vente de la seigneurie de Saint-Sulpice, près Excideuil, par Jean, roi de Navarre, à Etienne Vigier, seigneur de Prémilhac.

E. 854. (Registre.) — In-4°, 65 feuillets, papier.

1449-1508. — Acensements de terre par Jean de Bretagne et Alain d'Albret, comtes de Périgord, vicomtes de Limoges, dans la paroisse de Saint-Sulpice, châtellenie d'Excideuil, en faveur de : Pierre Roux ; Guillaume Freymon ; Giraudon Recept ; Marot Gautier ; Gomin Bartel ; Jean Régnaud, écuyer ; Jean Guichard ; Aymeri Du Verdier ; Adhémar Gautier ; Jean de Laplace ; Pierre Bonneau ; Jean Thomasson ; Guillaume de Savignac, prêtre ; Guillaume de Sousfayes ; etc.

E. 855. (Carton.) — 5 pièces, parchemin ; 7 sceaux.

1247-1308. — Arbitrage entre Gui, vicomte de Limoges, et le Chapitre de Saint-Yrieix, touchant la juridiction de ce lieu ; — commission donnée par Philippe le Bel à Jean d'Aucey, chantre d'Orléans, et à Raoul de Brulliac, chevalier, pour faire une enquête au sujet des dommages respectifs que s'étaient causés le vicomte de Limoges et le doyen de Saint-Yrieix ; — projet de transaction entre Jean de Bretagne, vicomte de Limoges et le doyen de Saint-Yrieix ; — appel au roi de France par le procureur du vicomte de Limoges, touchant la saisie des châteaux de Ségur, Saint-Yrieix, et La Roche-L'Abeille, faite à son préjudice par le Chapitre de Saint-Yrieix.

E. 856. (Carton.) — 19 pièces, parchemin ; 3 pièces, papier ; 2 sceaux.

1307-1326. — Lettres de Philippe le Bel concernant le pèriage fait entre lui et le Chapitre de Saint-Yrieix, au sujet de cette ville ; — permission accordée par Jean, duc de Bretagne, vicomte de Limoges, aux chanoines de Saint-Yrieix de rebâtir une tour et une maison près de la demeure du doyen ; — rôle des gens venus en armes à Saint-Yrieix pour servir le vicomte de Limoges contre le Chapitre ; — conclusions du procureur du vicomte de Limoges contre les gens du roi et le Chapitre de Saint-Yrieix ; —

récusation par le vicomte de Limoges des témoins produits par le Chapitre de Saint-Yrieix.

E. 857. (Rouleau.) — Parchemin, longueur 4 mètres.

1326. — Sentence rendue aux assises tenues à Périgueux touchant le procès entre le vicomte de Limoges et le Chapitre de Saint-Yrieix, sur la juridiction de ce lieu.

E. 858. (Rouleau.) — Parchemin, longueur, 18^m50.

1326. — Enquête faite par Philippe de Grialon, juge-mage de Périgueux et lieutenant de Jourdain de Lubert, sénéchal de Périgord et de Quercy, relative au procès du vicomte de Limoges avec le Chapitre de Saint-Yrieix, au sujet de la proclamation des foires et de la juridiction de Saint-Yrieix.

E. 859. (Carton.) — 13 pièces, parchemin.

1326-1327. — Procès-verbaux de Philippe de Grialon, juge-mage de Périgueux et lieutenant de Jourdain de Lubert, sénéchal de Périgord et de Quercy, relatifs au procès du vicomte de Limoges contre le Chapitre de Saint-Yrieix, touchant la proclamation des foires et la juridiction de Saint-Yrieix ; — lettres de Philippe de Grialon, commissaire du Roi, suspendant l'exécution d'un arrêt du parlement de Paris rendu en faveur du Chapitre de Saint-Yrieix contre le vicomte de Limoges ; etc.

E. 860. (Carton.) — 8 pièces, parchemin.

1330-1365. — Lettres de Philippe de Valois ordonnant au sénéchal de Limoges de faire proclamer les foires de Saint-Yrieix en son nom, attendu le débat existant entre le vicomte de Limoges et le Chapitre de Saint-Yrieix ; — constatation par le procureur du vicomte de Limoges des droits appartenant à ce seigneur dans la ville de Saint-Yrieix ; — ordonnance de prise de corps décernée par Philippe de Valois contre les gens du vicomte de Limoges qui avaient ravagé Saint-Yrieix ; — obligation de 25 livres consentie par Pierre Martin, en faveur de Pierre Moulin, receveur du vicomte de Limoges, pour la ferme du faymidret (droit de juridiction) de Saint-Yrieix.

E. 861. (Carton.) — 9 pièces, parchemin ; 11 pièces, papier ; 1 sceau.

1405-1509 — Transaction entre Guillaume de Pont, bourgeois de Saint-Yrieix, et Jean de Ladepeyre, de Perpezat-le-Blanc, au sujet d'une vigne ; — vente de moulins à Saint-Yrieix par Simon Michel à Perrotin Creyssen ; — *vidimus* des hommages rendus par : Gui ; Marguerite de Bourgogne ; Arthur de Bretagne, vicomtes et vicomtesse de Limoges, au Chapitre de Saint-Yrieix, pour les châellenies de Saint-Yrieix, Ségur et Châlus ; — vente de la seigneurie de Saint-Yrieix par Alain d'Albret au Chapitre de Saint-Yrieix moyennant 1,800 livres ; — rôle des droits appartenant à Françoise de Bretagne, vicomtesse de Limoges, dans la ville de Saint-Yrieix, qui avaient été usurpés par les chanoines de ce lieu.

E. 862. (Carton.) — 17 pièces, parchemin ; 14 pièces, papier ; 1 sceau.

1261-1541. — Hommage rendu à Henri II, roi de Navarre, par Bertrand, baron de Salignac, pour la châellenie de ce nom. — Saisie de la seigneurie de Sallegourde, faite au nom du roi de Navarre, pour défaut d'hommage, au préjudice de François Arnaud, acquéreur de cette terre. — Hommage rendu à Jean de Bretagne, seigneur de Laigle, lieutenant général du vicomte de Limoges, par Pierre Comberel, écuyer, pour les biens qu'il possédait à Salon. — Sentence du lieutenant du sénéchal de Périgord à Sarlat, condamnant à mort Jean La Guothe, dit Péchon, gentilhomme, accusé de meurtre et déchu de l'effet des lettres de grâce. — Ventes : d'une vigne, située à Faulac, par Hélie Bourel de Faulac, à Arnaud de Belloc, marchand de Montignac ; — de la seigneurie de Saussignac, par Régnauld de Pons, seigneur de Bergerac, à Régnauld d'Estissac. — Bernard, Guillaume et Hélie Prévôt, de Savignac, vendent à Vierne, veuve de Gui de Doue, écuyer, de Nontron, Pierre Faure, leur homme-lige, avec tous les biens qu'il possédait à Savignac ; — enquête faite par Pierre de Pélisses, juge de Thiviers, contre les ravisseurs d'une jeune fille de Savignac. — Concession d'une prise d'eau, accordée par Alain d'Albret à Pascal Dolce, curé d'Oussac, pour mettre en mouvement une forge que celui-ci possédait dans la paroisse de Savignac, châellenie de Ségur. — Rôle des biens arrentés par Henri II, roi de Navarre, dans la paroisse de Ségonzac.

E. 863. (Rouleau.) — Papier, longueur 2^m70.

1345. — Compte d'Aymar de Bonneval, écuyer, receveur de la châellenie de Ségur : frais de route de 200 sergents, se rendant de Nontron à

Excideuil, payés par ordre de Geoffroy Hélié et de Gui de Neuville, capitaines de la vicomté de Limoges ; — frais de garde du château de Ségur, payés à Guillaume Cotet et à Adhémar Hélié, capitaines, par ordre d'Olivier Du Guesclin et Guillaume Rogey, réformateurs de la vicomté de Limoges ; — augmentation de la garnison du château de Ségur de 10 sergents sous les ordres de Guichard de Comborn ; — solde de Philippe Auzolh et de 11 arbalétriers ; — dépense de 15 voleurs ou espions, prisonniers à Ségur ; — produit des moulins à foulon de Ségur ; etc.

E. 864. (Carton.) — 5 pièces, parchemin ; 26 pièces, papier.

1431-1513. — Enquête faite par Pierre Dubois, juge de Ségur, relative au procès entre le vicomte de Limoges et Gouffier de Pompadour sur les droits qu'ils prétendaient avoir sur la châtellenie de Ségur ; témoins : Gouffier de Lubersac, écuyer ; Pierre Viguier, abbé de Tourtoirac ; Pierre Du Breuil ; Bernard de Bonneval ; Bernard La Tour, écuyers ; — remontrances adressées par Marguerite de Chauvigny, comtesse de Penthievre, douairière de Ségur, à Jean Disnematin, lieutenant du sénéchal de Limoges, commissaire de la Chambre des Comptes de Paris pour saisir au nom du Roi la châtellenie de Ségur ; — arbitrage prononcé par Jean Des Maisons-Neuves entre Marguerite de Chauvigny, dame de Ségur, et le Chapitre de Saint-Yrieix, touchant le droit de patronage de l'église de Notre-Dame de Ségur ; — hommage rendu à Alain d'Albret, par Aymeri Prévot, son écuyer, pour les biens qu'il possédait dans la châtellenie de Ségur ; — compte de la recette du blé, seigle et avoine, dressé par Pierre Du Puy, grènetier de Ségur ; — mainlevée de la seigneurie de Ségur accordée par Louis XI à Marguerite de Chauvigny ; — vente de la seigneurie de Ségur par Antoine de Bourbon, roi de Navarre, à François Des Cars, gentilhomme de la chambre du roi de France ; etc.

E. 865. (Carton.) — 5 pièces, parchemin ; 39 pièces, papier.

1309-1542. — Enquête faite par ordre d'Archambaud III, comte de Périgord, relative aux droits qu'il percevait sur tous les habitants de la châtellenie de Sénillac, qui possédaient une paire de bœufs. — Arrêt du parlement de Bordeaux sur l'appel du syndic des habitants de Sarjac contre Germain Foucault et Jacques Lambert, élus de Périgord, au sujet d'un refus de contribution aux sommes levées à l'occasion du mariage de Jeanne d'Albret, princesse de Navarre ; — mémoire anonyme, remis au roi de Na-

varre, touchant ce procès : on l'engage à empêcher le Parlement de Bordeaux de retenir la cause ; — lettres adressées à Hélié André, juge général de Périgord, et à Jean Minard, procureur général du roi de Navarre à Périgueux, par Beaulieu, solliciteur des affaires de Navarre à Bordeaux. — Donation de la seigneurie de Servenches, diocèse de Périgueux, par Pierre de Saint-Privat, écuyer, et Gui de Saint-Privat, prêtre, à Hélié VII, comte de Périgord, et Archambaud, son fils aîné.

E. 866. (Carton.) — 5 pièces, parchemin ; 2 pièces, papier ; 1 sceau.

1288-1417. — Hommage rendu à Jean d'Albret, comte de Nevers, par Martial d'Auvergne, pour les biens qu'il tenait dans la châtellenie de Solomiac. — Testament de Pierre Bouchier, de Solon, diocèse de Limoges. — Lettres de Philippe le Bel accordant à Edmond, fils d'Henri III, roi d'Angleterre, le transfert des châtellenies de Sublaines et de Larzicourt dans le ressort de celle de Rosnay. — Procès-verbal dressé par Philippe Grialon, commissaire de Philippe de Valois, à la requête du vicomte de Limoges, pour faire abattre les fourches patibulaires que Jean, seigneur de Sully, avait dressées sur sa terre.

E. 867. (Carton.) — 2 pièces, parchemin ; 1 pièce, papier.

1327-1464. — Hommage rendu à Régnauld de Pons, vicomte de Turenne, par Hugues de La Roche, abbé de Terrasson ; — lettres de Louis XI accordant à Gui de Pons, seigneur de Montfort, le droit de recouvrer les seigneuries de Terrasson, Salignac et autres des héritiers du comte de Périgord. — Déppositions des témoins produits dans une enquête faite, sur la demande du vicomte de Limoges, pour établir que la châtellenie de Thenon était vassale de la vicomté de Limoges ; témoins : Guillaume La Marche, écuyer ; Géraud La Crompte ; Guillaume Blanc ; Bernard Du Chayron, moine ; Audoin Du Breuil ; Hélié Fromage ; Bernard Molinier ; Pierre La Faye ; Itier de Faye, écuyer ; Gui de Galle ; etc.

E. 868. (Rouleau.) — Parchemin, longueur 15-75.

1327. — Enquête faite par Raymond d'Absac, clerc, délégué de Nicolas Aubin, chanoine de Poitiers, et de Guillaume de Pois, commissaires du roi

de France pour la réformation du domaine en Limousin, touchant le droit d'hommage que le vicomte de Limoges avait sur la châtellenie de Thenon ; témoins entendus : Hugues Lespinasse ; Arnaud de Chalinon ; Arnaud de Montiers, prêtres ; Raymond de Chantayrac ; Pierre Alboy, écuyer ; Pierre Du Chantel ; Gaillard Bonot ; Géraud Du Breuil ; Bernard Comte ; Arnaud de Mayac ; Bernard Dubois ; Bernard de Mortères ; Pierre Raymond, écuyer ; Pierre Foucaud ; Bernard Du Cluzel ; Gaillard de Cahors ; Bernard Forestier ; Guillaume La Pèze ; Bernard de Faye, écuyer ; etc.

E. 869. (Carton.) — 7 pièces, parchemin ; 18 pièces, papier ;
2 sceaux.

1303-1540. — Lettres de rémission accordées par Maurice Du Parc, sénéchal de la vicomté de Limoges, au sujet du meurtre involontaire d'un enfant, commis à Thiviers par Pierre Du Chaslar, prêtre de Thiviers ; — commission d'Alain d'Albret à Guichard de Vaucocourt, procureur de la prévôté de Thiviers, pour donner à fief toutes les terres vacantes de la seigneurie de Thiviers ; — vente de la prévôté de Thiviers par Jean, roi de Navarre, à Mondot de La Marthonie, premier président du parlement de Paris ; — offre de rachat de cette prévôté, faite à Mondot de La Marthonie par le procureur de Henri II, roi de Navarre ; etc.

E. 870. (Cahier.) — In-4°, 33 feuillets, papier.

1476. — Reconnaissances de la prévôté de Thiviers reçues pour Alain d'Albret, comte de Périgord, par Jean Des Maisons-Neuves ; Hélié de Puy-sillon, licenciés ; Hélié Panet, seigneur de Romaing, commissaires ; — les tenanciers étaient : Pierre Chavilh, notaire ; Roland Guyre ; Aymeri Fricon ; Henri Boyer ; Jacques Michel ; Jean de Maigeac, dit Trossegières ; Jean Boillon ; Pierre Royauld ; Jean de Baliste ; Guilhaon Bousse ; Jean Cluzeau ; Méricot Proton ; Pierre Durand ; Jacques-Clément de Rudeau ; Jean Mauchapon ; Bernard Sudrie ; Hélié Rossignol ; Pierre Lastours ; Bernard Fontaneu, dit Sarvian ; Aymeri Dupont ; Hélié Mosnier ; Jean Reynier, dit Cansot ; Jean de Paradol ; Pierre Poyne ; Jean de Nozarac ; Géraud Delaige ; Forton Marsal et Perrele Oudin, sa femme ; Pierre de Ville ; Géraud Roy ; Jean Deytables ; Bernon de Monges, dit Bésart ; Hélié Soumer, prêtre ; Giron Bordineu ; Jean et Jacques Oiseaux, dits Umbrards ; Aymar Chantour, prêtre ; Aymar Du Chastaing ; Jean Michel ; Antoine

Favarron, marchand ; Pierre Des Rivaulx, dit Passerien ; Jaubert de Chadornac ; Etienne Mathieu ; Aymar Ferrant ; Bernon Fayol ; etc.

E. 871. (Registre.) — In-folio, 62 feuillets, parchemin.

1531-1566. — Copie des reconnaissances de redevances foncières faites à Geoffroi, seigneur de La Marthonie, prévôt de Thiviers, par les habitants de ce lieu : Jean de Fayoies, boucher ; Lucie Thomasson, femme d'Etienne Vincenot ; Bertrand de Vaucocourt, curé de Canet et Savignac ; Jean Reynier ; Jean Delaige ; Roland Teulier ; Bardy Jacquemant ; Jean de Javaneau ; Pierre Bayrie ; Jean Guyre ; Aymar Des Pousses, écuyer ; Pierre Du Pouclau ; Jean de Boussac ; Hugot Valier ; Port Synicot ; Pierre Aymeric ; Jean Clergeand ; Pierre Barbut ; Louis Du Mas ; Bernard Mège ; Jean Las Vergnes ; Adhémar Mosnier, seigneur de Planeaux ; Bernard Vincenot, prêtre ; Etienne Du Teil ; Jean dit Pourrade ; Andry Alicquot ; Jean Rougier ; Pierre de Réchignac ; Jean Expert ; Jean Giry ; Etienne Vignaud ; Pierre Bastide ; Jean Moureau ; Raymond Jalives ; Jean de La Romagière, protonotaire du Saint-Siège ; Jeannisson de Savignac ; Jean de Coussac, prêtre ; Pierre Papon ; Antoine et Pasquet Barbaris ; Pierre Paponaud ; Jean Goynaud ; Pierre Grelière ; Pierre Favard ; Hugues Larue ; Guillaume Du Breuil ; Pierre de Montfanges ; Jean Esclavard ; Hugot de Las Brousses ; Bernard de Leyrac ; Jean Des Champs ; Jean Chassaignon ; Pierre Chamynadon ; Jean Gazaille ; Jean Mazoudon ; Jean Soubmande ; Jean Poulhard ; Martial Gorsolle ; Jean Raymond, notaire ; Jean Périer ; François Bertrangeas ; Antoine Boursac ; Pierre de Vaynes ; etc.

E. 872. (Cahier.) — In-4°, 93 feuillets, papier.

1583. — Reconnaissances de la prévôté de Thiviers faites devant Raymond de Goursac, juge de la châtellenie d'Ans, commissaire du roi de Navarre, par : Jean Chaignon, clerc ; Pierre Duruffy ; Guillon Chapeyron ; Pierre Lafayolle, notaire ; Charles Dupeychier, seigneur de La Vergne ; Marou Boulon ; Léonard Palhiet, prêtre ; Gabriel de Las Brousses ; Antoine Sere, seigneur de Choumont ; Jean d'Amboise, sergent ; Pierre Dumas ; Guillaume Galine, prêtre ; Jean Peys ; Georges et Etienne Juge ; Filacier Guilhou ; Pierre Coussac, notaire ; Thibaud Barbary ; Aymar Papon ; Geoffroi Ribeyrol ; Marion Vincenot, femme de Jean de Melet ; Pierre Audebert ; Antoine Guyot ; Arnaud Bastide ; Jean Lacombe ; Pierre

Rousset ; Roland et Jacques Doynot ; Pierre Vallier ; Martial Martin, prêtre ; Annette Ventou ; Jean Rampnoul ; Guillaume Mansault ; etc.

E. 873. (Carton.) — 8 pièces, parchemin ; 3 pièces, papier.

1356-1464. — Reconnaissances faites à Gui de Laval, seigneur de Belleville, et à Olivier de Clisson, connétable de France, par les habitants de Thouars ; — pouvoir donné par Charles VI aux sires de Thouars et de Parthenay pour conclure une trêve avec le roi d'Angleterre ; — alliance conclue pour la défense du royaume de France entre Régnauld de Vivonne sire de Thouars ; Régnauld de Thouars ; Dreux Bonet ; Pierre de Montfaucon ; Pont de Montendre ; Pierre Du Puydufoul ; Louis de Granges ; Hugues de Beaumont ; Guillaume de Pellevoisin ; Hugues Girard ; Jean Bonet ; Louis Fouchier ; Guillaume de La Beyrie ; Louis de Montendre ; Guillaume de La Roche ; Mathelin Herbert ; Jean de Granges et Jean Barotca ; tous promettent d'obéir au sire de Thouars, leur capitaine ; ils prennent pour enseigne un faucon onglé d'azur. — Hommages rendus à Alain d'Albret : par Jean Faucon, pour la seigneurie de Thouron ; — par Jean Bermond, pour les biens qu'il possédait dans la paroisse de Tonnac. — Requête adressée au sénéchal de Toulouse par les tuteurs de Françoise de Bretagne, comtesse de Périgord, touchant le droit que celle-ci avait de présenter les écoliers du collège de Périgord, à Toulouse. — Donation des châtellenies de La Tour-Blanche et Mont-de-Dôme par le roi Jean à Roger-Bernard, comte de Périgord.

E. 874. (Carton.) — 11 pièces, parchemin ; 1 pièce, papier ; 4 sceaux.

1293-1541. — Donation de diverses rentes par Bernard Géraud, de Tourtoirac, archiprêtre d'Oléron, à Agnès, sa nièce, fille de Gui Geoffroi, de Tourtoirac ; — dénombrement des biens possédés par Jean de La Tour dans la paroisse de Tourtoirac, présenté à Jacques Du Pré, seigneur de La Mabillière, commissaire de Henri II, roi de Navarre. — Enquête faite par Jeannot de Castelnau, écuyer de l'écurie du Roi, prévôt de Bazas, relative à la juridiction de Toulon que se disputaient Alain d'Albret, comte de Périgord, et Juynne de Lamothe, dame de Roquetaillade. — Transaction entre Hélié VII, comte de Périgord, et Pierre de Chastanet, curé de Trélissac, sur l'exercice de la justice à Trélissac. — Hommage rendu à Itier de Magnac par Jean de Las Uscles pour le domaine de ce nom.

E. 873. (Carton.) — 5 pièces, parchemin ; 1 pièce, papier ; 1 sceau.

1299-1510. — Transaction entre Pierre et Jean Leclerc et Almodie Liougarde au sujet d'une pièce de terre, située à Valentine. — Procuration donnée par Alain d'Albret et Jean, roi de Navarre, son fils, à Jean de Puyguyon, gouverneur de Périgord, et à Jean Guitard, juge d'appaux de la vicomté de Limoges, pour racheter la paroisse de Valojoux à Jean de Salignac, seigneur de Saint-Geniès. — Hommages rendus : à Itier de Magnac par Luquesie, veuve de Pierre de Moustiers, chevalier, pour le domaine d'Arnaudenc, près Varaignes, diocèse de Limoges ; — à Alain d'Albret par Jean Bony, pour la seigneurie de La Vergne.

E. 876. (Carton.) — 17 pièces, parchemin ; 4 pièces, papier ; 4 sceaux.

1290-1518. — Transaction entre Archambaud II, comte de Périgord, et Hélie de Valbéon, au sujet des droits de juridiction dans la châtellenie de Vergt ou Vergn ; — hommages rendus à Hélie VII, comte de Périgord, par : Guillaume de Campagnac, écuyer ; Hélie Magnan, clerc ; Hélie de Clermont, écuyer ; Hélie de Saint-Front, pour les biens qu'ils possédaient dans la châtellenie de Vergt ; — arbitrage entre Archambaud III, comte de Périgord, et les habitants de Chalagnac, touchant la forêt appelée de La Merlande, située dans la châtellenie de Vergt ; — vente à réméré de la seigneurie de Vergt par Alain d'Albret à Jean d'Abzac, seigneur de Ladouze.

E. 877. (Registre.) — In-4°, 81 feuillets, parchemin.

xv^e siècle. — Rôle des rentes dues au comte de Périgord dans la châtellenie de Vergt, par les habitants des paroisses de : La Bastide de Vergt, Sainte-Marie de Vergt, Silan, La Prohenche, Saint-Jean de Vergt, Saint-Pierre-Lanes, Cressensac, Chalagnac, Saint-Amand, Saint-Maxime, Cous-sac, Marsarcix, Sangayrac, Sénillac, Chignac, Le Breuil, Castaing-Mes-sier, Corsac, Sendreos, La Cropte, Saint-Michel, Veyrines, etc.

E. 878. (Carton.) — 6 pièces, parchemin ; 9 pièces, papier.

1290-1537. — Coutumes accordées par Hélie VII, comte de Périgord, aux habitants de Verlhac, diocèse de Toulouse. — Hommages rendus : à Jean de Bretagne, seigneur de Laigle, lieutenant du vicomte de Limoges,

par Olivier de Nilhac, mari de Catherine de Verneuil, pour la seigneurie de Verneuil ; — à Archambaud II, comte de Périgord, par Arnaud de Vernode et Etienne, son neveu, écuyers, pour la seigneurie de Vernode. — Vente d'une rente de 25 sous de Limoges, assise dans la paroisse de Vic, par Bernard Picmaur, écuyer, de Pierrebuffière, à Aymar, Pierre et Jean Lahonor, frères, de Vic. — Procès entre Marguerite de Chauvigny, vicomtesse de Limoges, et Gui d'Aubusson, seigneur de Villac, touchant la juridiction de Villac et Bersac ; etc.

E. 879. (Carton.) — 3 pièces, parchemin ; 1 pièce, papier.

1399-1482. — Affièvement d'une terre, située dans la paroisse de Ville-doux, par Guichanaud de Vigeret, seigneur de Roussille, en faveur de Jean de Chastanet. — Arrêt du parlement de Paris en faveur d'Antoine de Villequier, seigneur de Montrésor, contre Gui, seigneur de Pons, ordonnant que le premier sera réintégré dans la possession des îles et seigneuries d'Oléron et Marenne.

E. 880. (Cahier.) — In-folio, 43 feuillets, parchemin.

1258-1399. — Extraits des registres du parlement de Paris relatifs au Périgord et au Limousin : — enquêtes : sur les prétentions du Chapitre de Saint-Front de Périgueux à la juridiction de cette ville ; — faite par Henri d'Arsance, sénéchal de Périgord, pour savoir qui avait placé l'enseigne du Roi sur l'abbaye et la tour de Saint-Yrieix ; — condamnation de Boson de Bourdeille à une amende de 400 livres pour dommages causés à Géraud et Pierre de Maumont ; — arrêts : contre Pierre de Buffière qui avait renversé les fourches patibulaires du vicomte de Limoges ; — entre le roi d'Angleterre et la vicomtesse de Limoges touchant l'hommage du château de Bruzac ; — entre Jean de Bretagne, comte de Montfort, et Charles de Blois, au sujet de la vicomté de Limoges ; — hommage rendu par Jean de Bretagne à Gaillard, abbé de Saint-Martial, pour le château de Limoges et les seigneuries de Pierrebuffière et Château-Chervix ; etc.

E. 881. (Cahier.) — In-4°, 60 feuillets, papier.

1258-1399. — Copie de l'article précédent.

Pour extrait :

Ferd. VILLEPELET.

VARIA.

NÉCROLOGIE.

M. RAYMOND COURTEY.

L'un de nos plus jeunes confrères (il n'avait que dix-sept ans), M. Raymond Courtey, vient de trouver la mort en se livrant à des recherches archéologiques, près de Goudand, commune de Bassillac. S'étant penché sur le bord de l'Isle, pour nettoyer des silex taillés qu'il venait de recueillir, il a été pris de vertige et, précipité dans l'eau, il s'est noyé. On sait avec quel zèle, quel soin, quelle patience R. Courtey explorait depuis quelques années cette station qui n'est pas riche seulement en monuments de l'époque préhistorique, mais qui, de plus, ainsi que le prouvent les nombreux objets recueillis par notre jeune confrère, fournit de curieuses épaves de l'époque gallo-romaine. Il avait, déjà, formé une collection intéressante qu'il n'avait pas craint d'appauvrir en retirant des pièces précieuses généreusement données au Musée départemental.

La perte d'un confrère est toujours pour chacun de nous un sujet de vifs regrets; mais combien s'accroît notre affliction en présence de tant d'espérances que donne la jeunesse, de tant de qualités sérieuses qu'on croyait pouvoir utiliser et qui, en un instant, nous ont été ravies ! Plus d'avenir, pour ce cœur si bon, si profondément imprégné, par l'éducation de famille, de sentiments d'honneur, de respect pour les devoirs à remplir dans la vie et de piété chrétienne. R. Courtey a suivi de bien près dans la tombe ce cher frère aîné, qui, lui aussi, mérita nos éloges. Que leurs malheureux parents, si cruellement éprouvés, apprennent que nous partageons leur douleur et que nous pleurons avec eux des fils si dignes d'être aimés.

E. G.

NOTES DE VOYAGES EN PÉRIGORD, PAR M. DE MOURCIN.

(1824-1828). — *Suite.*

Muratel. — Le même jour, 15, après le dîner, je suis allé à Muratel, vers le nord et à trois quarts d'heure de Melet (commune, je crois, de Beauregard). Dans tout le pays, on m'avait parlé de cette position et de ses masures. C'est une espèce de reste de château polygone, ovale dans son ensemble; c'est une mauvaise construction faite en ardoise et qui, à ce qu'il paraît, avait très-peu d'ouvertures, du moins jusqu'à une certaine hauteur, excepté des meurtrières.

Ce château me semble n'avoir jamais été achevé. Les murs ont peu d'épaisseur; le mortier en est mauvais. Nous croyons que la construction remonte vers le xiv^e siècle.

La position est une des plus sauvages et des plus pittoresques du pays. C'est un angle de montagne entièrement schisteux comme tous les environs. L'Éle passe au bas, à une grande profondeur et dans un vallon étroit et tortueux.

Deux fossés, qui, je crois, n'ont été que commencés, séparaient le château du reste de la montagne. Mauvais sol s'il en fut jamais.

On dit que le seigneur disait au roi qu'il pourrait faire pourrir dans les fossés de son château toute la paille du royaume; et c'était vrai, si par une digue de deux ou trois cents pieds il eût arrêté l'Éle.

Brugeaille — Le 16, M. de Marcillac et moi, nous sommes allés voir la prétendue ville de *Brugeaille*, parfaitement nommée, car on n'y trouve guère que de la brande et des bruyères.

Brugeaille est dans la commune de Villac et à un quart d'heure du bourg. Il y a eu, sur le haut, un mauvais castel, quelque vieille tour du moyen-âge et d'autres bâtisses. Sur le penchant du coteau, du côté de *la Mothe*, il y a eu un assez grand nombre de maisons.

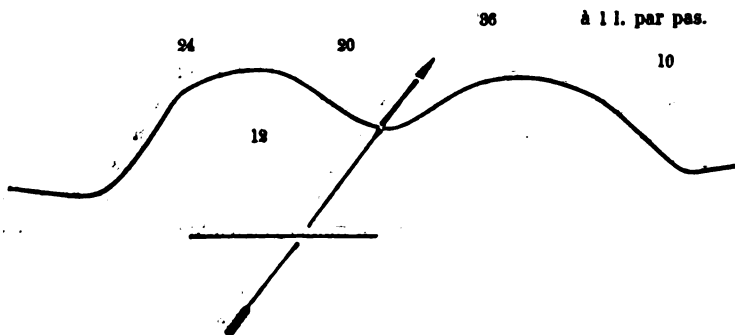
Il pourrait aussi y avoir eu sur le plateau une espèce de retranchement du moyen-âge.

Ce qui a donné lieu à ce nom de ville, c'est que toute la montagne est couverte de monceaux de pierres et d'excavations, et je me suis assuré que tout cela provenait d'anciens travaux d'extraction de meules à aiguiser et de meules de moulin. Cette exploitation est depuis longtemps abandonnée; on y voit encore quelques meules à aiguiser brutes.

C'est un site sauvage.

La Mothe — Après être descendu de Brugeaille, nous sommes montés au village de *la Mothe*, dont le nom et l'aspect m'avaient frappé. Ce village

est aussi de la commune de Villac, canton de Terrasson. J'y ai trouvé une base de castel gaulois de la plus basse antiquité, je crois.



Cette motte, sur laquelle nous n'avons pas su trouver de débris de poterie, porte le nom de *Vieille-Mothe*, sans doute par opposition au nom du village, est à 150 pas de ce même village, à partir de la deuxième coupure.

De cette motte au village, l'aiguille est à 110, c'est-à-dire que le village est au sud-ouest de la Motte.

Cette motte me paraît la base d'un castelet gaulois, et peut-être plus tard y a-t-il eu un château féodal. C'est un endroit bon à revoir.

Beauregard. — Beauregard n'offre rien de curieux; l'église est peu ancienne.

Bersat. — Bersat est assez drôlement situé. Cette paroisse est réunie à celle de Beauregard. L'église est ancienne. Je ne me souviens pas de quelle époque.

Camp. — Le jeudi, 17, je suis parti de Melet, j'ai repassé par Badegoule où j'ai encore ramassé des silex. J'ai revu la maison d'Abzac, et M. d'Abzac m'a parlé d'un camp situé entre Alas-l'Evêque et Meyral, près de Saint-Cyprien. Il porte le nom de *Camp de César*.

Deux planches lithographiées accompagnent cette livraison. — La 1^{re}, représente le second cluseau du château de Montardit; — la 2^e, le sceau de Seguin de La Porcherie, du XIII^e siècle.

VU :

Le Secrétaire-Général,

Ferd. VILLEPELET.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME VII.

	Pages.
Statuts de la Société.....	5
Liste des membres de la Société.....	9
Séances mensuelles : du 4 décembre 1879.....	27
— du 8 janvier 1880.....	36
— Gestion du trésorier; — exercice 1879....	43
— du 5 février 1880.....	93
— du 4 mars.....	100
— du 1 ^{er} avril.....	177
— du 5 mai.....	183
Assemblée générale du 27 mai.....	257
Séances mensuelles : du 1 ^{er} juillet.....	264
— du 5 août.....	353
— du 2 septembre.....	360
— du 7 octobre.....	425
— du 4 novembre.....	433
Monnaie des évêques d'Agen, dite <i>Arnaldèse</i> (M. le D ^r E. GALY).	45
Recherches inédites d'art et d'histoire sur l'abbaye de Brantôme (<i>Suite</i> . — M. G. BUSSIÈRE).....	53
Lettre d'Armand de Gérard-Latour à Etienne Baluze (M. G. DE GÉRARD).....	58
Essais topographiques, historiques et biographiques sur l'ar- rondissement de Nontron (<i>Suite</i> . — M. R. DE LAUGAR- DIÈRE).....	67, 148, 385 et 447
La station préhistorique des Roches (M. Michel HARDY).....	110
Une page de peinture du xv ^e siècle dans une église rurale du Périgord (M. l'abbé A. CHEYSSAC).	113
Rétable, tombeau et chaire de l'église de Ladouze (M. l'abbé H. BRUGIÈRE).....	120
Notes et documents inédits relatifs aux institutions de la ville de Bergerac avant 1789 (M. Elie DE BIRAN)..	126, 306 et 467

Heurtoirs de la porte du presbytère de Domme et de la porte du presbytère de Champagne (M. l'abbé H. BRUGÈRE).....	143
De l'origine de Ranconnet (M. Ph. TAMIZEY DE LARROQUE).....	145
Nomenclature des monuments et gisements de l'âge de la pierre (M. Ph. DE BOSREDON).....	191
Le château de Richemont et sa chapelle (M. le D ^r E. GALY).....	200
Autel privilégié dans la chapelle des Récollets de Thiviers (M. G. HERMANN).....	209
Un aumônier du roi Louis XV : l'abbé François-Odet d'Aydie (<i>Pièces justificatives nouvelles.</i> — M. H. SAUVAGE).....	210
Le Périgord aux archives des Basses-Pyrénées (<i>Suite et fin.</i> — M. Ferd. VILLEPELET).....	216, 329 et 488
Biens de mainmorte et fiefs nobles du canton de Terrasson (M. d'ARTENSEC DE VERNEUIL).	239
Visite à Villefranche-de-Longohapt (M. Alcide DUVERNEUIL)... ..	248
Antiquités de Périgueux (Notes de voyage de M. Ch. Roach Smith, extraites des <i>Collectanea antiqua</i> , traduites de l'anglais par M. Paul GALY).....	277
Bénitier et pierre tumulaire de Payzac-de-Lanouaille (M. H. NALET).....	291
Pierre tumulaire trouvée à Dussac (M. H. NALET).....	292
L'inscription latine d'un monument dans l'église de Ladouze (M. l'abbé GOYHENÈCHE).....	292
Deux documents périgourdins de la bibliothèque du Louvre (M. Ph. TAMIZEY DE LARROQUE).....	294
Chefs calvinistes à la prise de Périgueux (M. l'abbé A. LECLER). ..	297
Denier en petit bronze de J. Crispe, fils de Constantin (M. le D ^r E. GALY).....	365
La destruction du château de Vitrac, dans le Sarladais (M. G. MARMIER).....	368
Vente de la châtellenie de Vernh (M. le marquis d'ABZAD DE LA DOUZE).....	372
Chancelade (M. A. DE ROUMEJOUX).....	378
Sommation à M. de Montpezat, gouverneur de Périgueux (M. Albert DE MASSOUGNES).....	383
Acte de naissance de Maine de Biran (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	405

Des prétendues poésies de Maine de Biran (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	407
Première excursion archéologique (A. DE ROUMEJOUX).....	440
Note sur le second <i>cluseau</i> de Montardit (M. le marquis DE FAYOLLE).....	445
Sceau de Seguin de La Porcherie (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	463

VARIA.

Rapport sur le mémoire de M. de Verneilh, intitulé : <i>De l'avènement des nouvelles couches sociales sous l'ancien régime</i> (M. l'abbé GOYHENÈCHE).....	87
Rapport sur la brochure <i>Souvenir</i> , par M. l'abbé Gouzot (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	171
La vérité sur la blessure et la mort de Richard Cœur-de-Lion (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	252
Notes de voyages en Périgord par M. de Mourcin (1824-1828).....	253, 413 et 507
Rapport sur l'ouvrage de M. Jean Laumônier, <i>Essai sur l'histoire ethnologique des races préhistoriques de la France</i> (M. M. H.).....	350
L'Archiprêtre (M. T. L.).....	414
Archéologie préhistorique (M. Michel HARDY).....	416

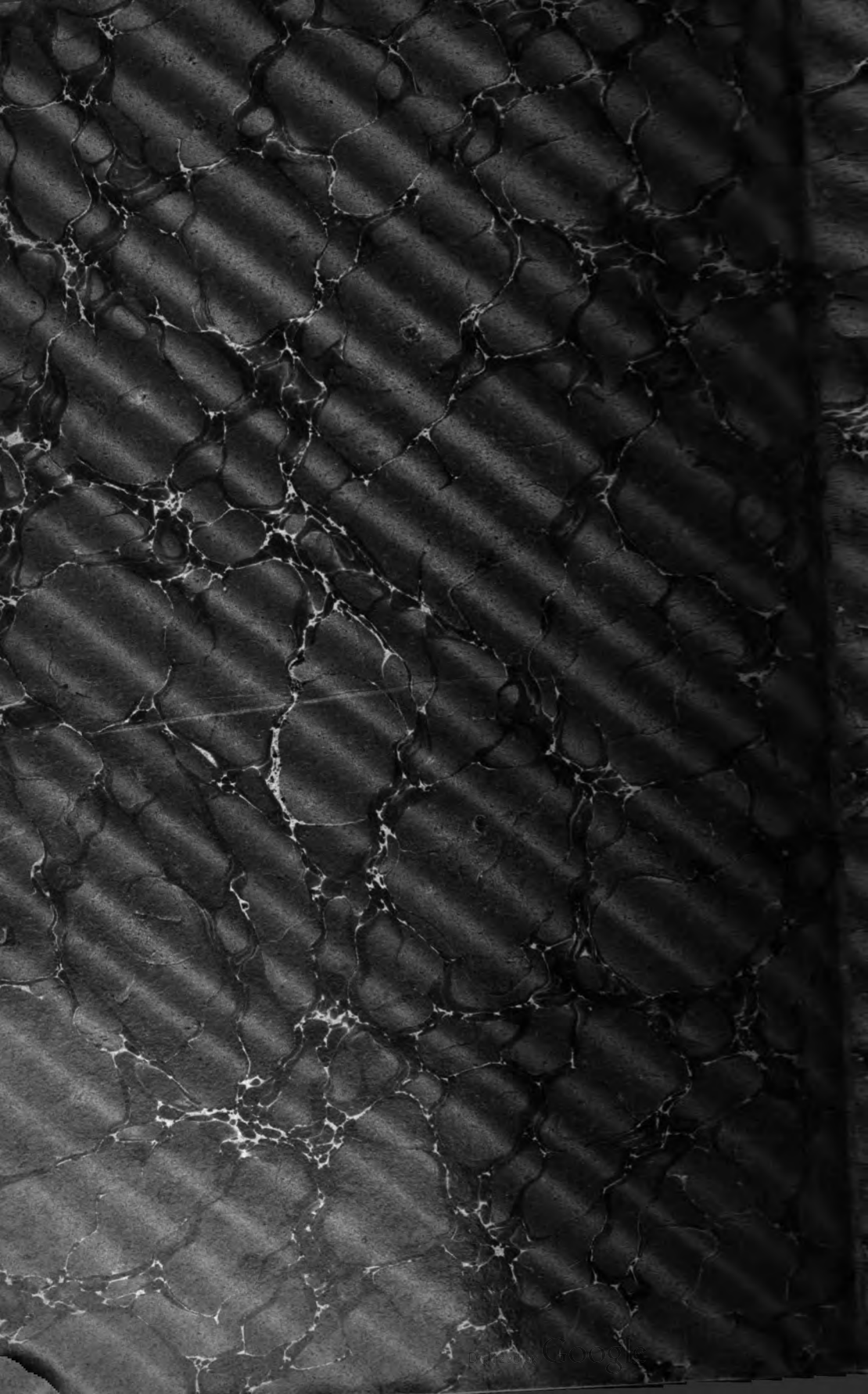
TABLE DES DESSINS DU TOME VII.

La Monnaie des évêques d'Agen, dite <i>Arnaldèse</i>	45
Le plan de l'abbaye de Brantôme en 1656.....	52
Le maître-autel de l'église de Ladouze, du xvi ^e siècle.....	120
Deux heurtoirs des xvi ^e et xvii ^e siècles.....	142
Portrait de Pierre de Bourdeille, seigneur-abbé de Brantôme..	200
La chapelle du château de Richemont.....	200

L'épithaphe de Brantôme.....	200
Le bénitier de l'église de Payzac-de-Lanouaille.....	292
Deux pierres tumulaires trouvées à Payzac et à Dussac.....	292
Denier en petit bronze de Crispe.....	365
Le logis des abbés de Chancelade, du xv ^e siècle	378
Second <i>cluseau</i> du château de Montardit.....	445
Socau de Seguin de La Porcherie, du xiii ^e siècle.....	463

NÉCROLOGIE.

Décès de M. le comte de Larmandie (M. A de F.).....	85
— M. le colonel du Vignaud (M. R. de L.).....	413
— M. Raymond Courtney (M. E. G.).....	506



JUL 6- '57 H

Widener Library



3 2044 100 874 726